



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°03 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Politique de coopération au développement:  
- déclaration  
- débat

p. 80  
p. 82

Résultats de la COP23 à Bonn  
Sommaire des séances publiques n°7 et 8  
Sommaire des questions parlementaires

p. 71  
p. 96  
p. Q37

7<sup>e</sup> séance  
8<sup>e</sup> séance

Mardi 28 novembre 2017  
Mardi 5 décembre 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

## Les députés de la Grande Région à la Chambre



### Les participants à la 59<sup>e</sup> assemblée plénière du Conseil parlementaire interrégional

Des soins de santé transfrontaliers de haute qualité, le marché laitier dans la Grande Région ainsi que l'enseignement de la langue du voisin, français et allemand, le long de la frontière linguistique franco-allemande dans la Grande Région et dans l'espace du Rhin supérieur, voici les sujets des trois recommandations adoptées dans le cadre de la 59<sup>e</sup> assemblée plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI), réunie le 1<sup>er</sup> décembre 2017 à la Chambre.

#### Un calendrier «Paix et Mémoire»

Ces recommandations seront transmises aux gouvernements respectifs ou à l'exécutif des régions compétentes de la Grande Région

(Sarre, Rhénanie-Palatinat, Grand Est, Grand-Duché de Luxembourg, Wallonie, Communauté française et Communauté germanophone de Belgique).

Suite à l'adoption de ces trois recommandations, la Ministre luxembourgeoise à la Grande Région, Mme Corinne Cahen, a présenté le calendrier 2018 de la Grande Région intitulé «Paix et Mémoire».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 la Chambre des Députés assure la présidence du Conseil parlementaire interrégional qui réunit les assemblées parlementaires des régions qui composent la Grande Région.

### Échange réciproque et transfrontalier de données géographiques

En parallèle de la 59<sup>e</sup> séance plénière du CPI, les directeurs des cadastres des Länder allemands de Bade-Wurtemberg et Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont signé la Convention élargie sur l'échange réciproque et transfrontalier de données géographiques.

Les autres membres de la Grande Région l'avaient déjà signée en 2014. Sans visée commerciale, cette convention inédite en Europe marque une avancée décisive dans la coopération géographique interrégionale.

### Qu'est-ce que le CPI?

Le Conseil parlementaire interrégional réunit les assemblées parlementaires des régions qui composent la Grande Région, à savoir le Grand Est, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Wallonie, la Communauté française et la Communauté germanophone de Belgique. Il se réunit deux fois par an en séance plénière pour discuter de la coopération transfrontalière et adopter des recommandations.

Les membres luxembourgeois du CPI sont MM. Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Emile Eicher, Félix Eischen, Gusty Graas, Claude Lambert, Mme Josée Lorsché, MM. Roger Negri, Marco Schank et Marc Baum.

## «2018 sous le signe de la politique européenne»



«2018 sera sous le signe de la politique européenne», a affirmé le Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, M. David McAllister, lors de sa visite de travail à la Chambre des Députés où il a été reçu par son homologue luxembourgeois Marc Angel ainsi que les députés Marc Spautz et Laurent Mosar le 14 décembre 2017.

### Vers un nouvel élan pour la défense européenne

Le Grand-Duché partage les grandes lignes de la vision du Parlement européen concernant la politique étrangère de l'Union européenne (UE), a expliqué M. Marc Angel. La Coopération structurée permanente en matière de sécurité et de défense (plus connue sous son acronyme «PESCO»), officiellement lancée le 14 décembre 2017 et à laquelle prennent part 25 États membres - le Danemark, Malte et le Royaume-Uni n'en font pas partie -, représente une première pierre d'une nouvelle coopération au sein de l'UE, ont constaté les députés luxembourgeois et le député européen.

### Les élections européennes de 2019

La création d'un nouveau parti «L'Europe en Marche» au sein du Parlement européen, le projet du Président français de listes transnationales, le processus des «Spitzenkandidaten» (le fait de désigner en amont les candidats à la présidence de la Commission européenne) ainsi que le nombre de sièges du Parlement européen après le départ du Royaume-Uni étaient également des sujets évoqués lors de l'échange de vues entre M. McAllister et les députés luxembourgeois.

### Les Balkans occidentaux et le «Partenariat oriental»

Les pays des Balkans occidentaux, leur proximité à l'égard de l'UE ainsi que les relations avec la Géorgie et la Moldavie dans le cadre du «Partenariat oriental» doivent également rester des priorités dans la politique étrangère des 27 États membres restants, a encore souligné le Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen.

(de gauche à droite) M. Marc Spautz, M. Marc Angel, M. David McAllister

## Les lauréats du Prix Sakharov accueillis à la Chambre

Les représentants des prisonniers politiques vénézuéliens Antonio Ledezma et Patricia Gutiérrez se sont rendus à la Chambre des Députés le 14 décembre 2017 pour un échange de vues avec le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel. Ils représentent les lauréats du Prix Sakharov 2017, décerné par le Parlement européen. Cette année ce prix revient à l'Assemblée nationale du Venezuela, dominée par l'opposition depuis les élections législatives de 2015, ainsi qu'à tous les prisonniers politiques du pays.

Le président de la commission parlementaire a salué la lutte courageuse de l'opposition vénézuélienne

en faveur de la démocratie et de la liberté de l'esprit et a rendu hommage à toutes les victimes de la répression.

Les représentants vénézuéliens ont remercié le Grand-Duché de son soutien et de sa solidarité envers les défenseurs de l'État de droit et des droits de l'homme au Venezuela.

### Un prix pour récompenser la défense des droits de l'homme

Créé en 1988, le Prix Sakharov, doté d'une somme de 50.000 euros, tire son nom du scientifique soviétique dissident Andreï Sakharov (1921-1989) et distingue chaque année des personnalités qui se sont illustrées dans la défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression.

(de gauche à droite) M. Marc Angel, Mme Patricia Gutiérrez et M. Antonio Ledezma



## «Le Luxembourg est un modèle pour nous»

Intensifier les relations entre le Luxembourg et le Sri Lanka au niveau politique et économique: tel était l'objectif de la visite du Ministre d'État aux Affaires étrangères du Sri Lanka à la Chambre des Députés. M. Vasantha Senanayake y fut reçu le 15 décembre 2017 par le Président, M. Mars Di Bartolomeo.

Au cours d'un échange de vues, le Président de la Chambre a souligné que le Luxembourg et le Sri Lanka ont beaucoup de choses en commun malgré la grande distance géographique qui les sépare.

Cette vision fut partagée par le Ministre d'État sri lankais qui a estimé que son pays, situé entre les

zones d'influence de l'Inde et la Chine, peut apprendre du Grand-Duché: «Le Luxembourg est un modèle pour nous: en tant que petit pays situé entre deux puissances comme le sont la France et l'Allemagne, le Grand-Duché a toujours su tirer profit de cette situation géopolitique particulière.»

Les deux interlocuteurs ont exprimé le souhait de vouloir établir des relations étroites au niveau parlementaire. Pour ce qui est des liens commerciaux, ils étaient d'accord sur un potentiel qui pourrait être mieux exploité notamment dans les domaines du tourisme, de la logistique ou encore du secteur financier.



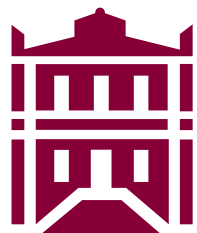
M. Vasantha Senanayake et M. Mars Di Bartolomeo

## L'Administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire



Le 15 décembre 2017, Mme Christine Mayr (au milieu), nommée aux fonctions de conseiller adjoint, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (à droite).

Ont assisté à la procédure d'assermentation les Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (2<sup>e</sup> de droite) et Mme Isabelle Barra (2<sup>e</sup> de gauche), ainsi que les responsables du Service de la Gestion des connaissances, M. Carlo Linden (3<sup>e</sup> de gauche), et du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (à gauche).



## NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°03 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

### Accès aux données de santé

#### 7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale

Le présent projet de loi vise essentiellement à redresser des oublis et à adapter certaines dispositions des différents livres du Code de la sécurité sociale suite à certaines modifications législatives intervenues.

Une modification supplémentaire de l'article 190 du Code de la sécurité sociale ayant trait à l'indemnité pécuniaire de maladie et le début

de la pension d'invalidité a été proposée par amendement pour tenir compte d'un arrêt récent de la Cour constitutionnelle et pour adapter le libellé à la législation actuelle.

Par ailleurs, comme l'article 60ter du Code de la sécurité sociale mettant en place l'Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé (ci-après Agence eSanté) ne prévoit pas explicitement le recours aux services, informations et registres permettant l'identification des patients et des prestataires de soins qui sont indispensables à l'établisse-

ment des outils destinés à assurer la qualité des informations traitées et une gestion sécurisée des identités dans les missions légales attribuées à l'Agence eSanté, il est proposé d'adapter l'article 60ter du Code de la sécurité sociale afin d'y apporter les précisions y relatives.

Suite à une opposition formelle émise par le Conseil d'État dans son avis du 28 mars 2017, la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a adopté un amendement concernant les adaptations opérées à l'article 60ter du Code de la sécurité sociale pour indi-

quer les objectifs poursuivis et délimiter clairement l'accès de l'Agence eSanté aux données à caractère personnel, notamment dans les fichiers du registre national d'identification des personnes physiques, qui doit se faire dans le respect des dispositions légales en matière de protection des données à caractère personnel.

Instituée par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé, l'Agence eSanté s'est vu attribuer diverses missions visant, à l'échelle nationale, à faciliter l'échange, le partage ou une meilleure utilisat-



tion des données de santé et à promouvoir l'interopérabilité et la sécurité dans la mise en place des systèmes d'information de santé. Afin d'accomplir ces missions, elle est chargée de la réalisation et de l'exploitation d'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé.

Finalement, le projet de loi prévoit un règlement grand-ducal à part pour préciser les modalités de la gestion de l'identification et les catégories de données contenues dans les annuaires référentiels d'identification visés par le présent projet de loi.

## Transport international de marchandises par route

**7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008**

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'adhésion du Luxembourg au Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008.

Alors que la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route, faite à Genève le 19 mai 1956, a été approuvée au Luxembourg par une loi du 16 dé-

cembre 1963, l'objectif principal du Protocole est de poser des règles pour la reconnaissance des contrats de transport international de marchandises par route conclus sous forme électronique. Pour être reconnu comme équivalent et ayant la même force probante et produisant les mêmes effets que le contrat de transport de marchandises par route conclu sur papier, le contrat de transport de marchandises par route conclu électroniquement doit respecter certaines règles et procédures convenues par les parties prenantes du transport.

Par l'adhésion au Protocole, le Luxembourg fera bénéficier tant ses compagnies de transport par route que les autres parties prenantes (assureurs, agents en douane, transitaires...) des avantages économiques associés à cette nouvelle forme de contrat et se conformera aux besoins de digitalisation dans le secteur du transport et de la logistique.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 13.09.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale  
(Président: M. Georges Engel):

22.05.2017 Présentation du projet de loi

12.06.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

06.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

13.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: M. Gilles Baum):

22.05.2017 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

06.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique: 28.11.2017

Loi du 13 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1063, page 1

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.01.2017

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

19.10.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

16.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.11.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1070, page 1

## Modification de la loi électorale

**7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003**

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter certaines dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

Selon l'alinéa 1 de l'article 134 de la loi électorale, «les élections ont lieu, de plein droit, le premier dimanche du mois de juin (...).» L'alinéa 3 de ce même article prévoit qu'«en cas de dissolution de la Chambre, il est procédé à de nouvelles élections dans les trois mois au plus tard de la dissolution.» L'article 123 de la loi électorale prévoit qu'«en cas de dissolution de la Chambre, la sortie des députés élus après la dissolution a lieu conformément à l'article précédent l'année qui suivra l'ouverture de la cinquième session ordinaire.»

Au vu de ce qui précède, le mandat des députés élus lors des élections anticipées du 20 octobre 2013 devrait s'achever en juin 2019, c'est-à-dire cinq ans et huit mois après leur entrée en fonction. Or, selon l'article 56 de la Constitution, le mandat d'un député ne peut dépasser la période de cinq ans.

Afin de remédier à cette incohérence de la loi électorale par rapport à la Constitution, le présent projet de loi prévoit que les élections futures auront lieu au cours de la cinquième année au dimanche étant ou précédant le jour

qui porte le même quantième que le jour des dernières élections et que le mandat des députés prendra fin le même jour que celui où le mandat des députés nouvellement élus prendra cours à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu, de plein droit, le troisième mardi suivant la date des élections. En cas de dissolution de la Chambre, le mandat des députés prendra fin à la date fixée par l'arrêté de dissolution. Un règlement grand-ducal peut changer la date pour les élections et la fixer à l'un des deux dimanches qui précèdent le dimanche étant ou précédant le jour qui porte le même quantième que le jour des dernières élections afin d'éviter par exemple que les élections tombent dans une période de vacances scolaires ou sur un jour férié.

Par application du nouveau principe de fixation de la date des élections législatives, les deux prochaines élections auront, en principe, lieu en octobre 2018 et en octobre 2023. Afin d'éviter que les élections législatives coïncident avec les élections communales, comme tel serait le cas en 2023, le présent projet prévoit que lorsque ces deux élections tombent au mois d'octobre de la même année, les élections communales sont avancées au premier dimanche du mois de juin.

Finalement, il convient de souligner que les modifications proposées par le présent projet de loi auront l'avantage de séparer dans le temps les élections nationales des élections européennes.

## Extension du Lycée Michel-Rodange

**7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg**

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la rénovation et à l'ex-

tension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg. Les dépenses engagées à cette fin ne peuvent dépasser le montant de 60.000.000 euros. Étant donné que ce montant dépasse le seuil des 40.000.000 euros prévu par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, l'approbation de la Chambre des Députés en vertu de l'article 99 de la Constitution est dès lors requise.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.05.2017

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

06.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

23.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.11.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1071, page 1

## Budget alloué aux ONGD

**7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal d'adapter les taux de cofinancement tels que négociés entre la Direction de la coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères et européennes et le Cercle de coopération des ONG de développement au Luxembourg.

À cette fin, il vise une réallocation du budget alloué aux ONGD dans l'enveloppe du fonds de la coopération au développement, principal outil financier au service de la coopération luxembourgeoise au développement, en modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire.

Comme convenu, un taux de cofinancement identique à hauteur de 80% s'appliquera pour les projets de cofinancement et les actions des accords-cadres mises en œuvre dans les pays les moins avancés et les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise, respectivement ciblant directement les droits de la personne tels que définis par le CAD. Tout autre instrument de cofinancement et d'accord-cadre pourra être accordé à un taux de cofinancement de 60%.

Puisqu'il s'agit seulement d'une réallocation du budget, les modifications introduites par le projet de loi sous rubrique n'auront pas d'incidence sur l'engagement global du Luxembourg en matière d'aide publique au développement.

En outre, le projet de loi vise à rendre cohérente l'utilisation des termes «programmes», «accord-cadre» et «projet de développement» à travers la loi modifiée du 6 janvier 1996.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 18.11.2016

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

22.03.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

29.03.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

03.05.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

18.10.2017 Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État

08.11.2017 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

15.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1069, page 1

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 23.05.2017

Rapporteur: M. Marc Angel



Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

06.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1068, page 1

## École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette

### 7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange. L'École internationale de Differdange a ouvert ses portes en date du 12 septembre 2016. Pour la rentrée scolaire 2016-2017, l'école avait initialement prévu d'organiser deux classes de l'enseignement primaire (une classe de la section francophone et une classe de la section anglophone) et sept classes de l'enseignement secondaire (deux classes francophones, une classe anglophone ainsi que deux classes d'accueil et deux classes de la voie préparatoire).

Tenant compte de la demande accrue lors des journées d'inscription, l'école a rapidement dû créer des listes d'attente pour enfin augmenter l'effectif de ses classes de l'enseignement fondamental.

Au vu du succès des sections francophones et anglophones, le présent projet de loi vise à

étendre l'offre scolaire à Esch-sur-Alzette. Ainsi, il est envisagé de rattacher administrativement le bâtiment «Victor Hugo» à Esch-sur-Alzette à l'École internationale de Differdange.

Vu que les classes de l'École internationale pourront être organisées tant sur le site de Differdange qu'à Esch-sur-Alzette, il est proposé d'adapter la dénomination de l'école. Elle porte dorénavant la dénomination «École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette».

Il est également prévu d'étendre l'offre scolaire par une section germanophone, ce qui permet aux élèves de suivre les cours non linguistiques en langue allemande, respectivement d'être scolarisés en allemand et de choisir l'anglais en deuxième langue.

Vu le manque de classes maternelles au sein de l'École internationale de Differdange, le présent projet de loi prévoit la création de classes dites «early education». Le cycle de deux classes de l'enseignement «early education» s'adresse aux enfants désirant intégrer l'École internationale, mais qui n'ont pas une des langues de section proposées par l'école comme langue maternelle.

De plus, une voie préparatoire à la formation professionnelle sera instaurée qui sera organisée selon le système dual (formation en entreprise et à l'école professionnelle).

pour le calcul de la subvention du loyer -, il est jugé approprié de biffer les mots «net disponible» dans la base légale de l'aide.

La nouvelle population cible est estimée à 28.620 ménages non bénéficiaires du RMG,

respectivement à 35.020 ménages incluant les bénéficiaires du RMG.

Les nouvelles dispositions légales en matière de subvention de loyer sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 15.09.2017

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Max Hahn):

21.09.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

27.11.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1073, page 1

## Financement de l'enseignement musical

### 7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

À l'heure actuelle, l'État contribue aux frais de personnel de l'enseignement musical pour un tiers de ces frais jusqu'à une somme définie par la loi. Ce plafond, qui est annuellement revu en fonction de l'évolution de la masse salariale globale de l'État, s'élevait en 2017 à 13.554.000 euros. Les deux autres tiers sont couverts par le fonds de dotation globale des communes, pour lequel s'applique la même limite, et les communes organisatrices qui, quant à elles, se chargent du reste des coûts.

En vertu de l'article 4 du règlement grand-ducal du 14 avril 1999 relatif à la participation de l'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical, le coefficient de pondération varie en fonction du type de l'établissement d'enseignement musical. Ainsi, lorsqu'un établissement change de type (un cours de musique devient une école de musique ou une école de musique devient un conservatoire), le coefficient de pondération ainsi que la participation financière de l'État pour cet établissement sont adaptés. Or, comme la somme totale des participations de

l'État est plafonnée, une augmentation de la contribution étatique pour un établissement entraîne par conséquent une baisse des subventions proportionnelle pour tous les autres établissements.

Ainsi, la réunion des cours de musique d'une vingtaine de communes en trois écoles de musique régionales pour la rentrée scolaire 2016-2017 aura des effets financiers pour la restitution financière de fin 2017 qui aura lieu début 2018 (budget 2017). Plus concrètement, seront concernées les communes suivantes: la «Regional Museksschoul Westen» ayant son siège à Bertrange regroupe désormais les communes de Bertrange, Garnich, Hobscheid, Kehlen, Koerich, Kopstal, Leudelange, Mamer, Septfontaines, Steinfort et Strassen. Les communes de Contern, Niederanven, Sandweiler et Schuttrange se sont réunies pour former la «Regional Museksschoul Syrdall», avec son siège à Niederanven, et la «Regional Museksschoul Uelzechtdal», dont le siège se trouve à Walferdange, réunit les communes de Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Steinsel et Walferdange.

Dans le souci d'éviter que ces changements de dénomination aient des effets financiers négatifs pour les autres communes, les auteurs du présent projet de loi proposent comme mesure immédiate d'adapter la loi en question et d'augmenter le plafond y fixé à un montant de 14.534.000 euros pour 2018. Sur le long terme cependant, il est prévu de procéder à une refonte de la loi.

L'augmentation de l'enveloppe budgétaire susmentionnée de 980.000 euros se compose de l'adaptation annuelle suite à l'évolution de la masse salariale et de la majoration due au changement intervenu suite à l'élévation des trois écoles en question au rang d'«École de musique».

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09.06.2017

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

12.07.2017 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

08.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.11.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1078, page 1

## Subvention de loyer

### 7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

La nouvelle subvention de loyer, introduite le 1<sup>er</sup> janvier 2016, n'a pas connu le succès escompté. Le Gouvernement propose donc à la Chambre des Députés d'élargir le champ de la population cible, et donc le nombre de ménages bénéficiaires potentiels d'une subvention de loyer.

À cet effet, certaines dispositions relatives à la subvention de loyer prévues dans la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement sont adaptées, à côté des modifications qui doivent être apportées simultanément

au règlement d'exécution de l'article 14quinquies de ladite loi.

À partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, pour être éligibles à l'obtention d'une subvention de loyer, les ménages demandeurs de l'aide ne doivent plus consacrer un taux d'effort supérieur à 33% de leur revenu pour le paiement de leur loyer, mais seulement un taux d'effort supérieur à 25%.

La moyenne sera calculée sur trois mois.

Comme la notion de «revenu» pris en considération pour le calcul de la subvention de loyer est adaptée - les transferts sociaux (p.ex. allocations familiales, allocation d'éducation, allocation de maternité, boni pour enfant, allocation de vie chère) ne seront dorénavant plus ajoutés à la somme des revenus d'un ménage à retenir

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, et M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 31.10.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

17.11.2017 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

24.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2017

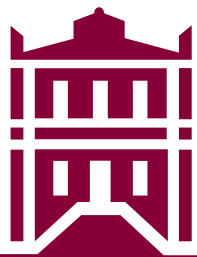
Loi du 21 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1116, page 1



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°279 du 23 novembre 2017 de M. Max Hahn relative à l'augmentation du trafic aux heures de pointe sur le réseau routier luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Max Hahn - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°280 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Hansen relative au versement des primes agri-environnementales, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°281 du 24 novembre 2017 de M. Yves Cruchten relative à la direction du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

et

Question n°3474 du 23 novembre 2017 de M. Marc Lies relative au Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

- M. Yves Cruchten - M. Marc Lies - M. Marc Hansen, Ministre du Logement

Question n°282 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Mergen relative aux délais d'attente pour une IRM dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- Mme Martine Mergen - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

Question n°283 du 28 novembre 2017 de M. Claude Adam relative à l'état actuel et l'avancement des travaux de rénovation du château de Schoenfels, adressée à M. le Secrétaire d'État à la Culture

- M. Claude Adam - M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture

Question n°284 du 28 novembre 2017 de M. Marc Spautz relative à la transposition de la réforme et de l'accord salarial de la fonction publique dans le secteur d'aides et de soins et le secteur social (SAS) et le secteur hospitalier (FHL), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Marc Spautz - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°285 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative au renouvellement de la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate par le Conseil de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Roger Negri - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°286 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative à la mise en service du radar de sol à l'aéroport de Luxembourg et au suivi du dossier de coopération avec la Deutsche Flugsicherung GmbH (DFS), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

### 5. Question élargie n°26 de M. André Bauler au sujet des profils professionnels et de l'évolution des emplois dans l'économie créative

- M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

### 6. Question élargie n°25 de M. Henri Kox au sujet du bilan intermédiaire du «Klimapakt» avec les communes ainsi que des adaptations futures y relatives envisagées par le Gouvernement

- M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

### 7. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

- M. Laurent Mosar

### 8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 23<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP23 à Bonn

- Exposé: M. Marco Schank (interventions de M. Henri Kox, Mme Nancy Arendt et Mme Octavie Modert)

- Débat: M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (interventions de M. le Ministre François Bausch)

- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement (questions de M. Fernand Kartheiser et M. Marcel Oberweis)

### 9. Message de M. le Président

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 10. 7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 11. 7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Adam

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 12. 7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 13. 7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Roy Reding, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

**(Début de la séance publique à 14.31 heures)**

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg alleguer, ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

## 2. Communications

Da wollt ech lech informéieren, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, an d'Lëscht vun de Petitiounen, déi an der Chamber erakomm sinn, un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt goufen.

**Communications du Président - séance publique du 28 novembre 2017**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**7209** - Projet de loi portant sur la construction de la prolongation de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

**7210** - Projet de loi portant sur la construction de la prolongation de la ligne tramway entre de Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

**7211** - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

**904** - Demande de pétition publique: Gesetzestexte des Umweltbereiches, der Forst- und Wasserwirtschaft

Dépôt: M. Cedric Schmit, le 15.11.2017

**905** - Demande de pétition publique: Renforcer les moyens d'actions pour demander la fermeture et le démantèlement de la centrale nucléaire de Cattenom

Dépôt: Mme Diana Tóth, le 18.11.2017

**906** - Demande de pétition publique: Reconnaissance de la famine de 1932-1933 comme un génocide du peuple ukrainien

Dépôt: M. Nicolas Zharov au nom de l'Ukraine, le 20.11.2017

**907** - Demande de pétition publique: Libérer les étudiants/professeurs/personnel du Luxembourg du cours du 2 janvier 2018

Dépôt: M. Joseph Storn, le 21.11.2017

**908** - Demande de pétition publique: 12-järegge Jong soll erëm zeréck op Lëtzebuerg kommen!

Dépôt: M. Samuel Simoes, le 22.11.2017

**909** - Demande de pétition publique: Faire appliquer le programme électoral proposé par les élus politiques et inscrire cette obligation dans la constitution

Dépôt: M. Stefano Botta, le 23.11.2017

**910** - Demande de pétition publique: Stop aux embouteillages

Dépôt: M. Stefano Botta, le 23.11.2017

**911** - Demande de pétition publique: SchülerInnen raus aus dem Berufstraffik! Lycéeën eng Stonn méi spët ufänke loossen

Dépôt: M. Claude Feltgen, le 23.11.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 3. Ordre du jour

Zum Ordre du jour wollt ech lech proposéieren, am Aklang mat de Membere vun der Presidentekonferenz, fir dee Projet, deen als leschten um Ordre du jour virgese war, als sechsten ze programméieren an de Rescht onverännert ze loossen, esou wéi d'Presidentekonferenz lech e virgeschloen huet. Ass d'Chamber mat deem llicht modifizierten Ordre du jour d'accord?

**(Assentiment)**

Ech gesinn, d'Begeeschterung hält sech a Grenzen, mä...

**(Brouhaha)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

#### 4. Heure de questions au Gouvernement

Mir fänken eise Programm de Mëtte mat enger Froestonn un d'Regierung un. Dir wësst: zwou Minutte fir d'Froesteller a véier Minutte fir d'Regierung. Ech géif lech bieden, lech un déi Zäit-uednung ze halen, fir dass mer déi aacht Froen och duerchréien.

Mir géifen ufänke mat enger Fro vum Här Max Hahn un den Nohaltegkeetsminister. Si dréit sech ëm d'Erhéijung vum Trafic zu de Spëtze-stonnen op eise Stroossen. Den Här Hahn huet d'Wuert.

#### - Question n°279 du 23 novembre 2017 de M. Max Hahn relative à l'augmentation du trafic aux heures de pointe sur le réseau routier luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Wann een e Film iwwert d'Verkéierssituatioun zu Lëtzebuerg géif dréien, da wier den Titel séier fonnt: „Und täglich grüßt der Stau.“

Jo, et rullt net méi esou richtig am Trafic, an dat ganz egal, ob d'Strooss A1, A3, A7 oder soss och en Numm huet. Fakt ass: Et gétt zu de Spëtzenzäite méi gestane wéi gefuer, ob am Bus oder am Auto.

Dat ass e Phänomeen, deen ass mat Sécherheet net nei. An ech wëll och op dëser Plaz guer net op déi landespolitesch Verfeelungen aus deene leschte Jorzéngten agoen, ech mengen, mir kennen déi historesch gewuesse Problemer heibannen alleguer.

Ech stellen awer fest, dass säit der Schoulren-trée d'Traffic-situatioun sech nach eemol verschlëmmert ze hu schéngt, dofir meng Froen un den Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister:

Wourobber sinn déi vill Stauen aus deene leschte Wochen zrëckzeféieren? Weisse Miesungen dorobber hin, dass d'Verkéiersbewe-gunge grad an deene leschte Wochen zu de Spëtzenzäite signifikativ an d'Luucht gaange sinn?

Wéi gesäit et aus mat der Unzuel vun Accidenter zu de Spëtze-stonnen? Hunn d'Chantiers-situatiounen op de Stroossen an am Schinne-verkéier en direkten Impakt op de Verkéiersfloss zu de Spëtzenzäiten? A last but not least: Si kuerz-fristeg Mesurë virgesinn, fir d'Situatioun ze verbessern?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

#### (Brouhaha)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Pscht! Meng Zäit leeft.

► **Une voix.**- Mir ginn lech annerhalfe Stonn!

► **Une autre voix.**- Bonne chance. Bonne chance!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv bräicht ech hei eng halfe Stonn mindestens, fir ze äntwerten. Mä et gétt awer och eng kuerz Äntwert un den Här Hahn, an déi besteet doranner, dass ech e wëll drun erënneren, dass mer zu Lëtzebuerg en Awunner- an Aarbechtsplazwuesstum hunn, deen entre-temps phenomenal ass.

Ech hunn d'Zuelen e Samschdeg an enger Emissioun um Radio zum Beschte ginn an ech wäert se dann och nach eng Kéier hei zum Beschte ginn, fir dass mer verstinn, wou de Problem läit: Wa mer an Zäit vu siwe Joer 100.000 Awunner bäikréien, wa mer an Zäit vun eelef Joer 100.000 Aarbechtsplaz bäikréien a wa mer och an deenen nächste siwe Joer nach eng Kéier dat nämlech, 100.000 Awunner an 100.000 Aarbechtsplazen, bäikréien, dann ass dat, wat mer op de Stroossen dobaussen erliewen net nëmmen e gefillte Problem, mä e reelle Problem. An dann ass et och relativ kloer, dass eischtens, ech net kann a véier Joer nohuelen, wat 25 Joer virdrun net gemaach ginn ass, an zweetens, dass dat, wat ech maachen, scho pro Joer, wou ech et maachen, depasséiert ass duerch de Fait, dass mer dee Wuesstum hunn.

An duerfir, et huet näischt mat den Accidenter ze dinn. Ech hu mer d'Zuelen zwar extra erausgelooss, fir ze kucken, wéi et an de Spëtze-stonnen déi lescht Jore war, dass ass awer quasi identesch accidenterméisseg gesinn. Et sinn och net aussergewéinlech vill Chantiere gewiescht, au contraire. Et ass einfach e Problem, dass mer awunnerméisseg gesinn an aarbechtsplazeméisseg gesinn därmoosse wuessen

an dat natierlech de Problem pro Mount verschlëmmert.

Duerfir widerhuelen ech nach eng Kéier hei: Et gétt Saachen an der Infrastruktur ze maachen. Dat maache mer. Mir hunn e kolossalen Investitiounsprogramm an d'Infrastrukturen. Mä mir mussen eis och driwwer ennerhalen, wéi dat Land sech an Zukunft wäert weiderentwëckelen. An duerfir wäert ech och am Januar der zoustänneger Kommissioun en Dokument virstellen, wou déi aktualiséiert Zuelen dra sinn, mat alle Risiken, déi dat mat sech bréngt. An dann hu mer och den 28. Februar hei eng De-batt iwwert d'Landesplanung.

Dann hu mer jo och virgesinn, dass am Abrëll - ech mengen, d'Chamber huet jo deen Datum decidéiert - eng Debatt soll sinn iwwer Verkéier. Da kënne mer op Basis vun den aktualiséierten Zuelen dat alles nach am Detail diskutéieren.

Ech soen lech just nach eng Kéier: Et gétt keng Wonnerléisungen. Et ass d'Zesummespill vum Investissement an déi verschiddenste Verkéiers-träger, wat et mécht, awer kombinéiert mat enger Landesplanung, wou mer eng Rei Entwëcklungen an der Entwëcklung am Land han-nfroen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Eis nächst Fro kënn vum Madamm Martine Hansen, riicht sech un de Landwirt-schaftsminister an dréit sech ëm d'Ausbezu-ele vun Ëmweltprimmen an der Landwirtschaft.

#### - Question n°280 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Hansen relative au versement des primes agri-environnementales, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Mee 2016 hu mer no laangem Waarden op dëser Plaz d'Agrargesetz gestëmmt. Den ent-sprechende Règlement grand-ducal iwwert d'Agrarëmweltmoosnamen ass dunn eréischt am Juli op den Instanzeweeg gaangen an de Statsrot huet säin Avis am Mäerz 2017 ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, bis elo November, geschwënn Dezember 2017, si weder fir d'Kul-turjoer 2014-2015 nach fir d'Kulturjoer 2015-2016, nach fir d'Kulturjoer 2016-2017 Bähel-lefe fir d'Agrarëmweltprogrammer ausbezuel-t ginn. Dräi Joer Participatioun un engem Pro-gramm, ouni iergendeng Entschiedegung! Net grad motivant, fir bei esou Programmer matze-maachen.

D'Agrarëmweltprogrammer sinn awer e wich-tege Piliere, fir déi nohalteg Landwirtschaft ze féieren, fir Impulser ze ginn, fir méi ëmwelt-schounend ze produzéieren. A Statistiken aus dem Ausland bewiesen och, dass d'Participa-tioun un dese Programmer duerch laang Em-setzungsperiode regelméisseg ofhëlt. Dat misst jo verhënnert ginn.

Dofir meng Froen un den Här Landwirtschafts-minister: Kann de Minister bestätegen, dass nach keng Bähellefe fir d'Agrarëmweltpro-grammer vun de leschten dräi Joer ausbezuel-t gi sinn? Wéini gi se ausbezuel't? A virun allem, wat wëllt de Minister maachen, fir dass an Zu-kunft am Sënn vun enger geziilter Förderung vun enger ëmweltschounender Landwirtschaft des Retarde verhënnert ginn?

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Hansen. An d'Wuert huet direkt den Här Landwirtschaftsminister.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'Eischt der honorabel-ler Madamm Hansen Merci soe fir déi dote Fro. Ech mengen, dat erlaabt mer, fir de Point ze maachen, wou mer mat der Ausbezu-elung vun den Agrarëmweltmoosnamen dru sinn.

Wat d'Bioprimum ugeet, do hu mer d'Konfirma-tioun vum Joer 2015-2016 elo just saiséiert, dass fir d'Joren 2015-2016 bis Enn deses Jores de Solde kann ausbezuel't ginn. A wann ech soen „de Solde“, da wëllt dat heeschen, dass mer fir d'Bioprimum de Leit 85% Avance bezuel't hunn. An da bleift ebe just de Solde, deen nach opsteet. Mat der Avance sinn dat dann iwwer 900.000 Euro, déi do ausbezuel't ginn.

Eng aner wichteg Agrarëmweltmoosnam ass d'Verbesserung vun der Ausbréngungstechnik vun der Gülle a vun der Mësch. Dës Mesure huet e besonnesch grouesse Succès gehat. Hei sinn d'Kontrakter och eraus. Dat si méi wéi 285 Kontrakter. Et ass geplangt, fir nach am Dezember en eischten Dossier de paiement ze maache fir d'Joren 2015 an 2016. Déi Sue missten dann ufanks Januar bei de Leit sinn.

Duerno kommen dann déi aner Moosnamen drun, déi net duerch d'Commission écologique musse goen, wéi den Ackerrandsträifen, d'En-nerstützung vun de Bongerten an och d'Aidë fir déi lokal Déiererassen, wou de Paiement da fir de Mount Februar vum nächste Joer virgesinn ass.

Et sinn iwwregens nach zwou Kommissioun-e virgesi bis Mëtt Dezember. Hei gi jo d'Mesuren am Kontext vun der Extensivéierung, vun der Düngung a vum Planzeschutz eng Kéier analy-séiert. Och hei ass d'Verwaltung elo am-gaangen, déi definitiv Kontrakter un d'Bauern ze verschécken, soubal d'Demandë vun der Kommissioun aviséiert sinn. Dës Kontrakter ginn dann esou séier wéi méiglech verhandelt, wa se dobanne sinn, an och do misst spéitstens bis am Fréijoer dat nächst Joer ausbezuel't kënne ginn.

Et ass leider e komplizéierten Exercice, well jo fir all Mesure ee Kontrakt muss gemaach ginn. An dat sinn insgesamt wäit iwwer 2.000 Kontrakter, wat am Fong geholl beweist, dass déi verschidde Mesuren e ganz grouesse Succès sinn.

Ech weess, dass d'Bauere sech engagéiert hunn an op hir Sue waarden. An deem Kontext wëll ech och nach eng Kéier rappeléieren, dass mer och dëst Joer eng Avance bei de Primme vum éischte Piliere ausbezuel't hunn, an dat scho fir déi zweet Halschent Oktober. De Sold vun der Basisprimm gétt elo ufanks Dezember ausbe-zuel't. Datselwech géllt fir d'Jongbauereprimm am éischte Piliere. Dat ass insgesamt e Montant vun 11 Milliounen Euro fir d'Basisprimm an zousätzlech nach eng Kéier 500.000 Euro fir déi Jonk.

Gläichzäiteg bezuele mer och d'Leguminose-primm aus, wat nach eng Kéier 160.000 Euro ausmëcht fir den Akerbau hei am Land. D'Landschaftsfleegeprimm gétt dann direkt duerno, am Prinzip nach viru Chrëschttag, zu 100% ausbezuel't. Dat sinn dann nach eng Kéier ronn 11 Milliounen, déi an eis Betriber flëissen.

Am Februar dat nächst Joer misst dann d'Aus-gläichzoulag bezuel't kënne ginn. Dat wäeren dann nach eng Kéier 15 Milliounen Euro. De Greening gétt ufanks Abrëll bezuel't, dat wäeren dann nach eng Kéier 5 Milliounen Euro. Dat heescht, an den nächste Méint flëissen deemno bal 45 Milliounen Euro an eis Betriber. Ech wëll haut betounen, dass dat net einfach e Kaddo ass. Mir gesinn dat an de Buchstellungseresul-tater. Och wa mer elo eng éischter gutt Maart-situatioun hunn, sinn eis Betriber op des Aiden ugewisen, fir genuch Liquiditéiten an hire Betriber ze hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kom-men.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Déi nächst zwou Froen, déi mer regroupéiert hunn, riichte sech un de Wunnengsbauminister a komme vun den Hären Yves Cruch-ten a Marc Lies. Dem Marc Lies seng Fro war eng schrëftlech Fro, mä mir hu se, vu dass et deeselwechte Sujet war, zesummegeholl mam Yves Cruchten senger Fro. An déi zwou dréie sech ëm déi zukünfteg Direktioun vum Fonds du logement. Den Här Cruchten huet d'Wuert.

#### - Question n°281 du 24 novembre 2017 de M. Yves Cruchten relative à la direction du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

#### - Question n°3474 du 23 novembre 2017 de M. Marc Lies relative au Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Merci, Här President. Mir hunn dëst Joer am Mäerz eng Re-form vum Fonds du logement gestëmmt. An d'Zil vun dëser Reform war an ass et, fir d'Or-ganisatioun an de Fonctionnement vum Fong esou ze verbessern, dass mëttel- a laangfristeg ka méi bezuelbare Wunnraum geschaaft ginn.

Ënner anerem hu mer eng Direktioun geschaaft mat engem Direkter an och zwee Directeurs adjoints, well mer der Meenung waren, dass net alles sollt um President vum Verwaltungsrat eleng hänken. Mir hunn also als Chamber dem Fong dat néidegt Geschir ginn, fir sengen Ziler gerecht ze ginn. Donieft brauch de Fong eng Féierung, déi derfir suert, dass dat alles, wat mir eis vun em erwaarden, och kann emgesat ginn.

Allerdéngs huet de Fong an dëser wichteger Zäit haut weder e President nach en Direkter. De leschten Donneschdeg si mer aus der Press gewuer ginn, dass och den neien designéierten Direkter sech et elo anescht iwwerluecht huet an dese Posten net wäert unhuelen. An ech mengen, mir missten eis allegueren heibannen eens sinn, an Dir bestëmmt och, Här Minister, dass dat u sech net gutt ass.

Duerfir meng Fro un lech: Wéini gedenkt Dir, dese wichtige Posten oder des wichtige Posten

ze besetzen? A wéi soll séchergestallt ginn, dass de Fong elo an och an Zukunft sengen Aufgabe gutt kann nokommen?

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Cruchten. An dann huet den Här Marc Lies d'Wuert.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi den Yves Cruchten elo scho gesot huet, mengen ech, maache mer eis alle-guerte Gedanken an och Suergen ëm d'Ent-wëcklung, awer och ëm de Fonctionnement vum Fonds du logement, ee vun de groussen Acteurs publics hei, wat de Wunnengsbau ugeet, wou an deene leschte Méint effektiv eng ganz Partie Dysfonctionnement, ben, net Dysfonctionnement, mä eng ganz Partie Pro-blemer, wat d'Personalféierung ugeet, zustane komm sinn. An ech mengen, ech hu selwer am Numm vun der CSV-Fraktioun dëst Joer aacht Questions parlementaires zum Sujet vum Fonds du logement gestallt, dovun och zwou Questions urgentes. Déi si leider net zrëckbehalde ginn.

Wann een et eng Kéier kuerz Revue passéiere léisst: am Juni d'Demissioun vun der Madamm Fernandes, ufanks Oktober d'Demissioun vum Claude Wagner, Enn September d'Nomina-tioun vum Här Mathieu, an elo Enn November renoncéiert den Här Mathieu nees eng Kéier.

Do stelle sech eng ganz Partie Froen. Déi éischt ass: Firwat huet den Här Mathieu renoncéiert? Här Minister, sidd Dir net der Meenung, dass de Fonds du logement momentan komplett paralyséiert ass, vu dass iwwerhaupt keng Féie-rung méi do ass? Sinn nei Projeten iwwert déi lescht Méint elo an d'Pipeline komm?

Wien huet zurzäit d'Verantwortung beim Fonds du logement, vu dass kee President do ass, dass keen Direkter do ass; deen zwar eréischt ufanks 2018 sollt seng Missioun iwwerhuelen? Wien huet momentan d'Verantwortung? Wien huet d'Ënnerschrëft, wat dann eventuell nei Projeten ugeet?

A wann et méiglech wier, fir eis vläicht och e klengen Zwëschebilan ze ginn zu deem, wat de Fonctionnement vum Fong ugeet, zanterdeem dass d'Reform a Kraaft getrueden ass.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Wunnengs-bauminister, den Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.**- Här President, Merci, dass mer haut kënnen e puer Wieder iwwert de Fonds du logement verléieren op déi doten zwou Froen hin.

Ee Wuert iwwert dee grouesse Kontext, fir dat neit Gesetz awer eng Kéier ganz séier ze resu-méieren: Dat Gesetz gesäit jo vir, dass et e Conseil d'administration gétt mat 13 Leit, déi natierlech als Supervisiouns- a Kontrollorgan, awer och als strategesch Organ kënnen gesi ginn. An do drënner gouf mat deem neie Ge-setz eng Direktioun agesat. An déi Direktioun gesäit folgendermoossen aus: een Direkter an zwee Soudirekteren.

De Conseil d'administration gétt genannt vum Grand-Duc. An d'Direktioun, dat heescht, dat sinn Employéer oder detachéiert Fonctionnai-ren, déi gi genannt vum Conseil d'administra-tion vum dem Fonds du logement.

Um Ordre du jour - fir lech ze soen, wéi et vir-geet - vun dem Regierungsrat vun dëser Woch steet d'Nominatioun vun engem neie President vum Fonds du logement. Dat heescht, et gouf jo elo hei gefrot, wéi et da virgeet. Abee dat doten ass deen éischte Schrëtt, fir dann erëm déi Spëtzt ze etabléieren, dass de Fong och an Zukunft kann e President hunn.

Wat den Direkter vum Fong ugeet, esou war deen, an dat ass schon ernimmt ginn an der Fro, am September vum Conseil d'administra-tion erausgesicht ginn, nodeem deen, direkt wéi en am Amt war, déi Plaz ausgeschriwwen hat, fir deen Direkter ze kréien, wéi dat natier-lech üblich ass. Deen neien Direkter gouf am September ausgesicht an huet en Aarbechts-kontrakt ënnerschriwwen gehat, deen den 18. Dezember sollt ufänken.

Den neien designéierten Direkter vum Fong huet dem CA d'lescht Woch matgedeelt, dass hien aus, ech zitieren: „perséinleche Grënn, déi bei senger Kandidatur an Designatioun net previsibel waren“, säi Posten net kéint untrie-den. Doropshin huet de Conseil d'administra-tion vum Fong de leschte Freideg direkt ge-taagt, fir dat doten ze analyséieren. A si hunn decidéiert, dee Posten, wéi dat sech gehéiert,

nei auszeschreiwene. Déi Annoncen, déi wäerten dann Enn dëser Woch geschalt ginn an de Rekrutement vun engem neien Direkter wäerte se dann annonceren.

Déi eventuell Kandidature sollen da bis déi éischt Woch Januar kënnen eragereecht ginn. An da mécht de Conseil d'administration säi Choix an nennt en neien Direkter. Déi Decisioun, déi huet de Conseil d'administration dann och direkt no senger Sitzung dem Personal matgedeelt an et op dee leschte Stand bruecht vun deenen dote Punkten.

Domadder kéim ech dann elo eriwuer op déi Fro, ob de Fong dann elo paralyséiert wär oder geläimt wär. Dat ass en net, well d'Gesetz gesäit an allméigleche Formen d'Representatioun oder d'Prozedur vir, wéi et leeft, wann deen een oder aneren net do ass. Déi Artikele muss ech lech hei net alleguerten zitieren, déi hutt Der, wéi Der d'Gesetz gestëmmt hutt, hei an dem Haus debattéiert.

An dann dat anert ass, dass et natierlech eng operationell Equipp gëtt, déi do schafft. Déi Leit, déi si ganz engagéiert, déi si ganz motivéiert. An déi wäerten natierlech och an där Zäit, wou elo déi dote Posten nei besat ginn, schaffen an hunn dat och an de leschte Méint intensiv gemaach.

Dir hutt gefrot, wéi et mat Projeten ass, déi vläicht nei an der Pipeline sinn. Zanter 2015 géif ech der elo e puer ernimmen, déi méi grouss si wéi sechs Unitéiten. Dat sinn der zu Næerden, Diddeleng, lechternach, Feelen, Fenteng, Ensber, Noumer, Hielem, Käl, Jonglënster a Koplescht. Dat maache ronn 590 Wunnunitéiten. Derbäi kommen insgesamt PAPen op 57 Sitten, wat ronn 1.230 Unitéiten ausmécht, an dann nach déi grouss Projets d'envergure, déi de Fonds du logement trotz Restrukturatioun amgaange war ze organisieren.

An Dir wësst et, do koume mer och virun a mir hunn do och Acquisitiounen vun Terrainen gemaach, déi virun ni konnten deblockéiert ginn, wéi zum Beispill zu Diddeleng. Déi Projets d'enverguren, déi maachen dann nach eng Kéier zu Wolz ronn 1.000 Unitéiten aus, zu Diddeleng och. An dat zesumme mat deenen éischte gerechent, da schwätze mer do vu Projete vu ronn 3.300 Wunnunitéiten, déi parallel zu deenen dote Punkten entaméiert goufen a wou och intensiv dru geschafft gëtt. Dat, well eng ganz motivéiert Equipp am Asaz ass, fir dat ze maachen!

De Bilan intermédiaire, dozou awer och ee Wuert: D'Gesetz ass eréischt zanter fénnef Méint a Kraaft. An Dir verstitt, dass et do natierlech e bësse fréi ass, fir awer e Bilan intermédiaire ze maachen, soudass mer dat doten, géif ech soen, an engem Joer oder annerhallwem Joer eng Kéier kënnen maachen, wéi dat neit Gesetz da gegräff huet. Well mer jo elo eréischt an deem fénnefte Mount sinn, ouni dass mer vun de Summerméint schwätzen, déi och do matagereecht sinn. Mä ech mengen, an der Zäit gouf et och jorelaang ee Gesetz, wou och nach kee Bilan intermédiaire no fénnef Méint gemaach gouf, mä eréischt no ganz ville Joren, soudass ech mengen, mir sollten eis hei och déi Zäit ginn, fir deen dote Bilan ze maachen.

Mat de Spëtzeposten, wéi ech sot: de Freideg de Verwaltungsvrot an de President an duerno d'Ausschreiwung vun Direkteschposten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Déi nächst Fro kënn vum der Madamm Martine Mergen. Si riicht sech un d'Gesondheitsministesch an dréit ronderëm d'Waardezäite bei den IRMen.

- **Question n°282 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Mergen relative aux délais d'attente pour une IRM dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, d'Medezinn mécht rasant Fortschreitter. An zu dëser Fortschreitter passt och eng méi grouss Sécherheet fir de Patient. Aus där Ursach operéiert haut keen Dokter méi e Patient, wann d'Indicatioun net ganz kloer ass. An zu dëser Sécherheet gehéiert haut a villen, an ëmmer méi Fäll, a bal all Fall eng IRM am Virfeld, wou fréier nach no der Klinik oder vläicht mat engem konventioneller Röntgen operéiert ginn ass.

Or, et ass lech net entgaangen, dass d'Waardezäiten hei bei ons am Land skandaléis laang sinn. Dat sinn a ville Fäll osteoartikulär Ennersichungen, déi zwar net ëmmer dréngend sinn,

mä wou de Patient awer wéi huet, an da muss hie laang krankgeschriwwen ginn, wat net nëmme fir hien, mä och wirtschaftlech e groussen Impakt huet. An da sinn awer leider och ganz vill Fäll vu Leit, bei deenen net kloer ass, ob si net eng uerg Krankheet hunn, zum Beispill Kriibs. Do ass net nëmme de Patient enger laanger, ängschtlecher Waardephas ausgesat, mä en plus riskéiert en, dass wäertvoll Zäit fir d'Behandlung verluer geet.

Meng Froe leede sech also aus deem Gesotenen of: Ass d'Madamm Minister grad wéi mir der Meenung, dass mir dréngend mussen a Saachen IRM norüsten? An a welchen Delaien ass dat virgesinn?

An zweetens wollt mer wëssen, ob d'Madamm Minister an hir Leit sech schonn eemol Gedanken driwwer gemaach hunn, ob mir net sollten och hei am Land dëse Secteur opmaache fir d'Privatinitiativ. Vill Leit ginn an onst not Ausland depännéiert, woubäi dat oft Privatpraxisse sinn.

Natierlech ass d'Ennersichung do méi deier wéi bei ons. Mä dat ass awer net, well den Dokter do méi Suen derfir kritt, mä dat kënn dohier, dass bei ons d'Personal an den Equipement iwwert d'Spidolsbudgete finanzéiert ginn an dass dat hei bei enger privater Praxis natierlech net de Fall ass.

Sollt mir also net hei am Land och e Privatsektor opmaache fir esou eng Privatinitiativ? En effet ass ons planwirtschaftlech Spidolpolitik vill ze vill rigid, fir op Entwécklungen an der Medezinn punktuell a séier ze reagieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Gesondheitsministesch, d'Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madamm Mergen Merci soe fir dës Fro.

Op der Quadripartite vum 18.10. hunn de Minister Romain Schneider an ech selwer kloer Aussoe gemaach betreffend de Prinzip vum enger Opstockung vum Park vun IRMe vu siwen op eefle Apparater. Déi politesch Decisioun läit also vir an ass och dobausse bekannt. A mir hunn iwwereng an deene leschte Méint op sechs Question-parlementaire geäntwert, déi dat doten zum Inhalt hunn.

Ech denken, mir sinn eis och alleguerten eens, dass d'IRMen als e modernt Diagnoseequiement fir d'Patienten an ausräichender Zuel mussen do sinn, well si de Patient jo och manner Stralen aussetze wéi zum Beispill de Scanner.

De Gesondheitsministère ass och prett, fir de bauleche Kader vun den neien IRMen iwwert de Spidolsfong ze finanzieren. Op der Quadripartite ass d'Spidolfederatioun gefrot ginn, fir eng nei formell Demande betreffend d'Autorisatioun vun der Acquisitioun vun neien Apparater anzerechen. Den Accord, dee virdu mat der CNS fonnt gi war, deen huet näamlech aner Modeller vun Apparater betraff, déi awer net méi kommerzialiséiert ginn. An déi formell Demande ass de 24. November beim Sozialminister a bei mir eragaangen. A mir soen der Federatioun och Merci dofir, well déi formaliséiert Demande war noutwendeg, fir d'Prozedur ronderëm d'Acquisitioun vun den neien IRMe geregelt ofzeweckelen.

Wat elo déi spezifesch Fro vun de Waardezäiten ugeet, esou wëll ech ennersträchen, dass ech mer där Problematik bewosst sinn an dass ech d'Leit ganz gutt verstoe kann, déi heiansdo e puer Wochen oder e puer Méint op e Rendez-vous waarden. Dat ass natierlech net zefriddestellend a mir ass virun allem dru geleeën, dass d'IRMen am Interêt vum Patient agesat ginn an dass wierklech all Patient dann en zäitgerechten Zougang zu enger IRM kritt, wann en dat och wierklech brauch.

D'Waardezäite variéiere jee no Spidol a jee no Urgence, iwwerengs och jee nodeem, ob ee bannent dem Spidol ass oder vun ausserhalb dem Spidol kënn. Bei urgente Fäll gëtt direkt oder bannent e puer Deeg eng IRM gemaach. Generell leien d'Waardezäiten hei bei eis am Land tèschent sechs Wochen a sechs Méint.

Den Zuele vun der CNS iwwert d'IRMen no goufen 2016 ronn 50.000 IRM-Akten hei zu Lëtzebuerg verzechent, dovunner 1.324 aus dem Ausland, dat heescht knapps 2%.

Bon déi véier zousätzlech IRMe wäerte wuel derzou bäidroen, fir d'Waardezäiten erofzesetzen. Wichtig ass awer och, dass d'Justifikationsprozedur respektéiert ginn, soss wäert d'Eropsetze vun der Zuel vun den IRMe kaum eppes un de Waardezäiten änneren.

Mir hunn als Ministère präzis Recommendationen ausgeschafft, fir d'Justification médicale ze verbessern. Iwwerengs läit den Taux de justification bei de Scanneren, déi mer jo

wëllen erofzesetzen duerch eng verstärkt Nutzungsméiglechkeet vun den IRMen, knapps iwwer 60%. Dat muss eis ze denke ginn an dat muss och eraflüsse bei eisen Zilsetzunge ronderëm d'Erofsetze vun de Waardezäiten.

Doriwwer eraus a weiderhi mam Objektiv, fir d'Waardezäiten erofzekéien, hunn ech den 20. September déi véier Spideeler ugeschriwwen a si gebieden, mir bis uganks Dezember op enger Referenzperiod vun engem Mount gesi pro IRM-Equipement a fir all realiséierten IRM präzis Donnéeën ze liwwere betreffend d'Delaien tèschent dem Datum vun der Verschreiwung an deem Moment, wou den IRM gemaach ginn ass. Och dës Donnéeën gi vun den zoustännege Servicer analyséiert a flëssen dann an eis Aarbechten an, déi néideg sinn, fir d'Qualitéit an den Oflaf vun den IRM-Ennersichungen ze verbesseren.

An ofschléissend wollt ech hei nach déi Informatioun ginn, dass ufanks 2018 déi zwee zoustännege Ministeren, also de Sozialminister an de Gesondheitsminister, der Effentlechkeet méi detailléiert Informatiounen wäerte ginn iwwert déi weider Virgoesweis betreffend d'Acquisitioun vun den neien IRMen an de Spideeler. A ce stade ass net virgesinn, fir dat fräizégin um liberaliséierte Marché. An et ass och iwwerengs net kompatibel mat de geltende Reglementer, déi mer hei am Land hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Déi nächst Fro kënn vum Här Claude Adam an dréit sech ronderëm de Stand vun de Renovéierungsarbechten um Schëndelser Schlass.

- **Question n°283 du 28 novembre 2017 de M. Claude Adam relative à l'état actuel et l'avancement des travaux de rénovation du château de Schoenfels, adressée à M. le Secrétaire d'État à la Culture**

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir hutt eigentlech elo scho meng Fro gestallt.

(**Hilarité**)

Schëndels ass effektiv mat ronn 80 Stéit eng vun deene méi klengen Uertschaften am Land an, wéi Der richteg gesot hutt, den Donjon, den Tuerm vun Schlass vu Schëndels ass ee ganz markant Zeeche vun där Uertschaft. An do stellt ee sech natierlech d'Fro, do si scho ganz laang Renovéierungsarbechten amgaangen, an do war dann och viru ronn annerhallwem Mount en Artikel an enger Lëtzeburger Zeitung an do stoung dann, den zweete Stack, dee wier souwäit fäerdeg renovéiert, mä iwwert d'Destinatioun wieren dann nach Froen op. An ech zitieren aus deem Artikel: „Über den Fortschritt der Arbeiten hüllt sich die federführende Denkmalschutzbehörde jedoch in Schweigen.“

An dat wier da vläicht hei eng Geleeënheet, fir eis e bësselchen ze zielen, wéi dat mat deene Renovéierungsarbechten ass, wéi den Zäitplang ass, an och vläicht iwwert d'Destinatioun, wat dann op Schëndels an d'Schlass kënn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ech wëll lech awer soen, Här Adam, Dir waart vill méi komplett ewéi ech.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet de Stattssekretär am Kulturministère, den Här Arendt.

► **M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture.** - Merci, Här President. Ech soen dem Claude Adam och Merci fir seng Fro. Et kann ee sech effektiv aus dem Artikel Fro stellen, mä ech versichen op alle Fall, dorobber emol eng Äntwert ze ginn.

Bon, just de Service des sites et monuments ass als Bauhär fir d'Stabilisatioun an d'Renovéierungsarbechte vum Tuerm zoustännege an ass och fir d'Installatioun vun der Basistechnik vun der zukünftiger Nutzung als „Musée de la forêt“ vun der Administration de la nature et des forêts zoustännege. Dat ass also déi nächst Destinatioun: Musée de la forêt.

Wat d'Aarbechten elo betrëfft, kann ee soen: Niewent den Aarbechte vun der statescher Sanéierung vun dem Daachgespär, der Charpente, der Sanéierung vun de Maueren an dem Verwëllef vun der Salle des chevaliers gouf bis elo och déi statesch Sanéierung vun dem Buedem iwwert dem éischten an dem zweete Stack duerchgefouert.

Den „echten Hausschwamm“, „mérulé“, dee grouss Deeler vun der droender Struktur vun dem Buedem befall hat, huet derzou gefouert,

dass déi hëlze Balken hu missen deelweis ofgeschnidde ginn, wou se an der Mauer oplouchen, a si sinn duerno mat enger Zort Prothees ergänzt ginn. D'Behandlung géint den Hausschwamm huet och misse mat Injektionen an Mauerwierk duerchgefouert ginn. An dës Aarbechte ware komplizéiert an opwendeg a goufen esou duerchgefouert, dass e Maximum vun der historiescher Bausubstanz konnt erhale ginn.

De Parquet vun der Salle des chevaliers ass dowéinst och deelweis ersat ginn. A weider gétt et och e Monitoring vun der Effikasitéit vun de Mesurén géint den Hausschwamm.

Duerchgefouert goufen och Sondagen op stratesch wichtige Plazen, fir dee weidere finanziellen Opwand vun dem integralen Assainissement vun dem Buedembelag um Niveau vum Haff besser kënnen ofzeschätzen. Dësen Assainissement mécht d'Ersetze vun de Buedemschichte bannen am Tuerm tèschent dem Verwëllef vum Keller an dem Rez-de-cour noutwendeg.

Déi geplangt archeologesch Interventioun gouf vum Service des sites et monuments bei dem Centre national de recherche archéologique ugefrot an ass fir déi éischt Halschent 2018 geplangt.

Wéinst der haiteger Buedemfiichtegkeet - an héijer Buedemfiichtegkeet! - wäert och de Parquet vun zwee Raim um Niveau vum Haff Rez-de-cour integral mussen ersat ginn. Kuerzfristeg si geplangt fir déi nächst Méint: Depose vun Deeler vum zäitgenessesche Crepi vun der Fassad a Form vu Placken, déi eng reduzéiert Flächenhaftung hunn. Dëst geschitt als Virsichtsmaassnam, fir d'Sécherheet ronderëm den Tuerm ze garantieren.

Zäitgläich gëtt den Zoustand vun der méi historiescher Bausubstanz gekuckt, fir d'Refectioun vun der Fassad am Detail ze plangen, Reparatur vum Stuckplaffong um Niveau Haff Rez-de-cour, an dréttens, archeologesch Fouillen an den zwee Raim um Niveau Haff Rez-de-cour, a véiertens neie Buedemopbau vun de Raim um Niveau Haff Cour.

Betreffend Technik an Heizung: Fernwärme vun der zentraler Heizanlage. Um Site vun der ANF leien d'Zouliwwerungsleitungen bis bei de Keller vum Tuerm. D'Detailplanung fir den Uschloss ginn ufank 2018 fäerdeg ausgeschafft, am Respekt vun den Ufuerderunge vum Schutz vun de Fliedermais. E permanente Monitoring betreffend d'Fliedermaispopulatioun am Tuerm gëtt vun de Fachleit gemaach. Parallell wäert d'Beliichtungskonzept fir Sécherheet, Basisbeliichtung a Spezialbeliichtung fir de Musée zesumme vun dem Service des sites et monuments an der ANF ausgeschafft ginn.

An nach kuerz ee Chiffer: De Service des sites et monuments huet also bis haut 410.000 Euro an den Tuerm investéiert a kuerzfristeg si weider 450.000 Euro fir d'Stabilisatiounsarbechte virgesinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Stattssekretär. Déi nächst Fro kënn vum Här Marc Spautz, riicht sech un de Sozialminister an dréit ronderëm d'Transpositioun vum Accord a vun der Statutereform beim Stat op de Gesondheits- a Flegesektor. Den Här Spautz huet d'Wuert.

- **Question n°284 du 28 novembre 2017 de M. Marc Spautz relative à la transposition de la réforme et de l'accord salarial de la fonction publique dans le secteur d'aides et de soins et le secteur social (SAS) et le secteur hospitalier (FHL), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Also Dir huelt engem ëmmer schonn d'Halschent ewech. Elo sinn ech schonn... bon.

Här President, meng Fro geet un den Här Sozialminister. An enger schréftlecher Question parlementaire hat ech d'Fro gestallt, ob genuch Moyenen do wieren an der CNS, fir dass alles kéint emgesat ginn, och an deenen Hospice-civillen, wou et geschéngt huet, dass Schwieregkeete wieren, fir de Kollektivvertrag vun der Fédération des hôpitaux respektiv vum SAS emzesetzen.

Den Här Minister hat mer deemools geäntwert, do wier iwwerhaupt kee Problem, well opgrond vum Artikel 74 vum Code de la sécurité sociale wiere Moyenen do. Mir hunn awer elo net méi spéit wéi d'lescht Woch en Amendement kritt zum Budget an der Chamber, wou dann argumentéiert ginn ass, mir missten deen Amendement maachen, fir Moyenen ze hunn, fir och de Kollektivvertrag enner anerem fir d'Fédération des hôpitaux luxembourgeois kënnen emzesetzen, an dat getrei de Bestëmmunge vum Artikel 162-8 an Artikel 164-8 vum Code des assurances sociales.

Meng Fro elo dohigeend: Et si jo elo keng dräi Strukture méi, déi Schwieregkeeten hu mat der

Ëmsetzung vum Kollektivvertrag, mä et sinn der fënnf. Hei steet elo just dran, dass et drëm geet, fir eppes ze maache bei de Spideeler. Meng Fro un de Sozialminister ass: Gëllt dat da fir d'Spideeler alleguerten? A gëllt dat och fir déi, déi ënnert d'Applikatioun fale vum SAS-Kollektivvertrag? Sinn och do elo déi Moyenen do, fir dass déi Leit alleguerte kënnen vum deem profitéieren, wat d'Sozialpartner ofgemaach hunn?

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och dem Här Spautz fir déi Fro, déi effektiv supplementär zu senger schréfflecher Fro ass, wou den Aarbechtsminister Nicolas Schmit an ech selwer drop geäntwert hunn op déi gréisst Detailer. An ech mengen awer och, Merci fir d'Méiglechkeet ze ginn, vläicht vun dëser Plaz eng Kéier ze soen, wat all déi Accorden ausgemaach hunn, wou eigentlech Dausende vu Leit dervunner betraff sinn, engersäits den Accord am Secteur vun den SAS, de 16. Juni 2017 ënnerschrivven, deen anere fir de Secteur vun der FHL den 21. Juni 2017.

Heivunner, vun dese Verbesserungen, vun dese Remunerationsverbesserungen, kënnen am Ganzen 23.000 Leit an dësen zwee Secteure profitéieren. Och dat, mengen ech, ass en Zeechen, e finanzielle Kader, deen dës Regierung gesat huet, dass dat konnt gemaach ginn, an dat virun allem och op Basis vum Accord tëschent de Syndikater an der Regierung, dee vum 28. November 2014.

Ech mengen, nëmme grad duerch dese Schratt an duerch dës Garantie war et méiglech, dass dës Kollektivvertrag mat och der Opwärtung vun de Carriären iwwerhaupt méiglech waren, eppes, wat zënter Laangem, zënter Jorzéngte gefrot gi war a wat och richtig ass a wat och gutt esou ass, dass dat endlech konnt duerchgezu ginn. Dës Regierung huet e Versprieche gemaach, huet en Accord ënnerschrivven an dëst gouf applizéiert, soudatt iwwer 23.000 Leit zënter dem 1. Oktober 2017 dovunner kënnen profitéieren, mat an der Regel enger Hausse vun 10%, wat hire Salaire betréift.

Doniewent hutt Der richtig drop higewisen, dass mer jo natierlech eng Application différente hunn am Secteur FHL an SAS an dass mer effektiv och an engem gewëssene Beräich, an Dir hutt d'Hospice-civille genannt, nach Leit hunn, déi eigentlech an ancien FHL-Kontrakter falen an elo applikabel eigentlech an engem SAS-Secteur schaffen. Och hei, mengen ech, ass d'Äntwert vun deenen zwee Ministeren eigentlech kloer gewiescht, dass, wann e Kollektivvertrag do ass, deen natierlech och ze applizéieren ass.

Ech weess, dass de Moment déi juristesche Fro nach do ass: A wéi engem Secteur si se dann? Dat ass eng Fro, déi ze klären ass a wou ech hoffen, dass och d'Partner sech eens ginn, fir virun allem och säitens vun den Employeuren déi Obligatiounen ze huelen, déi se eigentlech hei am Accord ënnerschrivven hunn. An ech mengen, d'Moyene sinn do, souwuel déi finanziell wéi demiewent och déi juristesche, déi kënnen applizéiert ginn.

Vläicht awer, fir lech den Impakt och ze soen, deen ech eigentlech schonn an der Chamberskommissioun, wéi Der richtegerweis drop higewisen hat, an der Finanzkommissioun, gesot hunn: Fir den SAS heescht dat 2018 40 Milliounen Euro, déi virgesi sinn, fir hei kënnen ze applizéieren. Dat geet jo am Beräich vun der Valeur monétaire, déi de Moment verhandelt gëtt tëschent de Partner, tëschent der COPAS an der CNS, an dat op enger konventioneller Basis. Dat gëtt also de Kader, fir dee Kontrakt ofzeddecken, fir och hei déi eenzel Fraisen ze droen.

Op där anerer Säit den FHL-Kontrakt: Do ass jo esou, dass mer dat natierlech ëmmer maachen, andeem mer et iwwert d'Enveloppe budgétaire léisen. Dir hutt zu Recht gesot, dass et jo de Moment schwéier ass ze chifféieren, wat exakt dës Chiffere ginn. An dofir hu mer eis eben iwwer en Amendement am Budgetgesetz d'Méiglechkeet ginn, dass wou gegebene Zäitpunkt d'Regierung dës Enveloppe kann nei fixéieren an dann eben och d'Moyenen do stellt, fir eben och deem Rechnung kënnen ze droen.

Wat d'Hospice-civille selwer ubetrëfft, hunn ech ganz kierzlech, den 21. November, e Brëif kritt, wat d'Hospice-civille vun der Stad Lëtzebuerg betrëfft: Déi schwätze vun engem Coût supplémentaire vun 1,6 Milliounen. Dobäi geet awer net rieds, wat dann elo déi Recettes supplémentaires wäerte sinn, déi grad iwwert d'Refixatioun vun der Valeur monétaire - wou

ech gesot hunn, 10% - wäerten erauskommen, soudatt een och hei also eng Dependenz-a Recette-rechnung muss maachen. An ech mengen, wann déi gemaach ass, da wäerte mer och d'Moyenen hunn, dass ganz einfach och hei déi néideg Moyenen zur Verfügung stinn, fir dat kënnen ze applizéieren.

A weiser Virausicht, mengen ech, hat awer och hei schonn d'Stad Lëtzebuerg, fir virun allem och ze garantéieren, dass d'Pensionspräsesser vun hire Pensionnairen an dësen Etablissementer net géifen an d'Luucht goen, e Crédit budgétaire scho virgesinn 2016, 2017, an ech ginn dervun aus, och 2018, fir ebe genau dat doten ze evitéieren an hire Leit eng optimal Méiglechkeet ze ginn, ënner abordable Pensionspräsesser ze wunnen.

Voilà. Ech hoffen, dass ech komplett war an den Zuelen. An an deem Sënn, Merci fir d'Fro an och fir dee ganze Suivi vum Dossier.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Déi siwent Fro kënnt vum Här Roger Negri, riicht sech un den Här Landwirtschaftsminister an dréit ronderëm d'Verlängerung vun der Lizenz fir de Glyphosat an d'Reaktioun vun der Lëtzeburgerger Regierung dorop.

- **Question n°285 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative au renouvellement de la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate par le Conseil de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Geschter huet, wéi gesot, d'EU-Kommissioun decidéiert, d'Autorisatioun vum ëmstriddenen Herbizid Glyphosat an der EU ëm weider fënnf Joer ze verlängeren. Bon, de Glyphosat steet bekanntlech am Verdacht, kriibserreend ze sinn. D'EU stellt awer de Memsbersstaten et fräi, fir op hirem Territoire de Glyphosat ze verbidden. De franséische President Emmanuel Macron huet mëttlerweil ugekënnegt, fir no Weeër ze sichen, de Glyphosat duerch Alternativen ze ersetzen a spëtstens an dräi Joer dann och um nationale Plang de Glyphosat ze verbidden.

An deem Sënn meng Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

Éischtens, kann den Här Minister eis confirméieren, dass d'Lëtzeburgerger Regierung zu Brëssel géint d'Verlängerung vum Glyphosat gestëmmt huet? Eng rhetoresch Fro.

Zweetens, wéi gesäit de Minister d'Chancen, fir innerhalb vun den nächste Joren Alternativen zum Glyphosat ze fannen, déi noweislech manner ëmwelt- a gesondheetsschiedlech si wéi de Glyphosat?

An drëttens, wa jo, ass den Här Minister der Meenung, dass de Glyphosat och hei am Land innerhalb vun dräi Joer sollt verbuede ginn?

An déi lescht Fro: Huet den Här Minister scho Gespréicher opgeholl mat allen Akteuren aus dem landwirtschaftleche Secteur hei zu Lëtzebuerg, fir mëttelfristeg och e fräiwéilige Verzicht op Glyphosat ze erreechen? A wa jo, wéi waren d'Reaktiounen dorop?

An ech géif dem Här Minister schonn am Virus Merci soe fir seng Äntwert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Merci, Här President. Ech wéilt fir d'Éischt dem Kolleg Roger Negri Merci soe fir déi dote Fro, déi jo absolut d'actualité ass. De Vott vu geschter ass an deem Sënn eng kleng Iwwerraschung, well véier Länner hir Positioun schlussendlech geännert hunn an derfir gestëmmt hunn. Et ass do duerch eng ganz knapp Majoritéit entstanen mat 18 Länner, déi 65,71% vun der Populatioun ausmaachen. De Seuil si 16 Länner a 65% vun der Populatioun.

Lëtzebuerg huet, wéi den Här Negri et confirméiert huet, bei dësem Vott dergéint gestëmmt. Am Kloertext bedeit déi doten Decisioun, dass de Glyphosat elo fir eng nei Periode vu fënnf Joer zougeloo ass. Mir fannen dat, wéi gesot, net gutt, well deen Delai eis ze laang ass a well mer a fënnf Joer nees erëm eng Kéier do stinn, wou mer elo waren. Dat haaptsächlech, well et sech erausgestallt huet, dass et de Moment net genuch onofhängeg a publizéiert wëssenschaftlech Studien zu de Risiko vum Glyphosat gëtt.

Op där anerer Säit loossen déi fënnf Joer eis awer heiheem genuch Zäit, fir eng iwwerlechten Exit-Strategie zesumme mam Secteur ze definéieren. An op deem Punkt huet och eis Meenung net geännert.

Fir mech ass gradesou kloer, dass mir hei zu Lëtzebuerg an enger responsabeler Approche eng Iwwergangsphasen vum e puer Joer brauchen, fir dass de Secteur d'Méiglechkeet kritt, sech drop anzustellen, a fir dass mer zesumme mam Beruff dës Exit-Strategie kënnen opstellen.

Ech hunn duerfir och proposéiert, dass mir eis mat de concernéierten Akteuren alleguer zesummen un een Dësch setzen, fir dat anzelauden. Wichtig ass, wéi gesot, dass mer hei responsabel handelen. Dat heescht, mir wäerten déi Zäit notzen, fir mat de Forschungsinstituter a mam Secteur zesummen eng Ausgangsstrategie opzesetzen an no Alternativen ze sichen. Als Beispill wéll ech hei den EFO-Projet zitéieren, et ass dat e bëssen esou, wéi ech mir dat virstellen.

Ech wéll hei och ënnersträichen, dass schonn zënter Joren e puer Reie vu Projeten uechtert d'Land lafen, fir aktiv no alternative Kulturmethoden ze sichen, zum Beispill d'Neigestaltung vun de Fruuchtfolgen, den Asaz vun Tëschefriichten, nei Kulturen an esou weider. Dat geet awer net vun engem Dag op deen aneren, well een dernieft zum Beispill muss nei Vermaartungsweeër fannen oder och opbaue respektiv de Baueren aner Kompensatiounsmaassnahmen ubidden.

Der Natur an Ëmwelt ass et jiddefalls net dénglech, wann ee vun haut op muer géif den Asaz vum Glyphosat verbidden, well da gëtt wahrscheinlech op aner Mëttele zréckgegraff, déi sécher net manner schiedlech sinn.

Et muss een näamlech och wëssen, dass duerch d'Asetze vum Glyphosat verschidde buedemerschouend landwirtschaftleche Techniken méiglech gi sinn, déi positiv Effekter, ënner anerem op d'Buedemerosioun, d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen an d'Drénkwaasserqualitéit, zum Beispill den Nitratgehalt, hunn. Duerfir muss ee positiv an negativ Effekter genee ofweien, fir kënnen déi richtig Decisiounen ze huelen.

Gläichzäiteg plädéiere mer awer och um europäeschen Niveau, fir nei onofhängeg Studien an Optrag ze ginn. Lëtzebuerg plädéiert och fir eng Verstärkung vum Budget vun den Agencen a fir eng méi transparent Zouloosungsprozedur vun alle Sprézmëttele. Nach dëst Joer wäerte mer eisen iwwerschaafte PAN, eisen nationale Plang fir d'Reduzierung vun de Planzeschutzmëttele, fäerdgestellen, dee mer dem Regierungsrat ënnerbreeden, fir en dann duerno ze publizéieren. D'Moosnamen, déi an dësem Plang virgesi sinn, viséieren iwwregens net nëmme de Glyphosat, mä d'Sprézmëttele am Allgemengen.

Ech wéll hei awer och nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir zwar net glécklech iwwert d'Decisioun vun der Kommissioun sinn, dass et awer de Meritt vun de glyphosatkritische Länner ass, dass d'Planzeschutzmëttele elo just eng Noutzouloosung fir fënnf, an net fir zéng Joer krut.

An ech bleiwen der Iwwerzeegung, dass trotz dëser Decisioun d'Enn vun der Glyphosat-Ara agelaut ass an dass mer zesumme mat anere Länner, awer och an enger Zesummenaarbecht mam Beruff, zäitno realistesch Alternative wäerte fannen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A mir kommen dann zur leschter Fro am Rumm vun dëser Froestonn. Si kënnt vum Här Roger Negri an dréit ënner anerem ronderëm de Buedemradar um Fluchhafen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°286 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative à la mise en service du radar de sol à l'aéroport de Luxembourg et au suivi du dossier de coopération avec la Deutsche Flugsicherung GmbH (DFS), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Ech wöllt dem Här Nohaltegkeetsminister François Bausch d'Fro stellen, wéi d'Situatioun um Lëtzebuerg Fluchhafen ass, um Findel, wou mer jo wëssen, dass um Findel vill Niwwel ass an de Fluchhafen och esou aklasséiert ass. Mir wëssen alleguerten, dass e Buedemradar immens wichtig ass, fir déi ganz Objeten, déi op de Fluchpiste sinn, ze gesinn. Ech erënneren un dat schwéiert Accident 1977 op Teneriffa, wou e Fliger gestart ass an zu gläicher Zäit nach en anere Fliger, och am Niwwel, op der Pist war an et dunn zu enger Risekatas-troph komm ass.

An deem Sënn wéll ech de Minister froen, wéi wäit mer do an deem Dossier si mat dem Buedemradar, well effektiv mer alleguerten als Passagéier wëlle sécher sinn, dass de Fluchhafen, d'Lotsen och wëssen, wat op hire Pisten ass. Ech mengen, mir haten an der Zäit och emol

Incidente mat Camionnetten, déi op der Pist stoungen.

An deem Sënn wöllt ech dann och hei de Minister froen - dat war jo och mat ugekënnegt ginn, dass an deem Zesammenhang och eng weider Kooperatioun mat der DFS, der Däitscher Fluchsicherung, géif vustattegoen -, wéi wäit mer an där Entwécklung mat der Kooperatioun sinn, wou jo dann och de Buedemradar soll eng Roll spillen.

Villmools Merci fir Är Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci dem Här Negri fir déi Fro. Beim Buedemradar gëtt et zwou Stufen, wéi deen agefouert gëtt, dass sinn d'Stuf 1 an d'Stuf 2.

D'Stuf 1 ass dëst Joer agefouert ginn. Déi ass och elo am Laf vum Joer, Enn des Joers, vun der DAC, also dem Regulateur, zertifizéiert ginn, dass déi kann a Betrib goen. Wat bedeit dat? Ma dat bedeit, dass op der Pist selwer respektiv op den Taxiwayen an de Parkingen duerch de Buedemradar Fligeren, mä och aner Gefierer geolokaliséiert kënnen ginn, dass heescht, dass déi op dem Radar sichtbar sinn. Dat ass eng zousätzlech Hëllef fir d'Fluchlotsen um Fluchhafen an dat funktionnéiert schonn.

De Level 2 funktionnéiert nach net. Dat soll am Laf vun 2018 agreeiert ginn, also vun der DAC och dann ofgeholl ginn. An do geet et drëms, dass eng regelrecht zousätzlech Positioun um Tuerm kënnt, dass heescht, dass net nëmme einfach alles, wat do fiert, iwwert de Radar geolokaliséiert gëtt, also sichtbar ass fir de Lotsen, mä dass och zum Beispill Alarmen ausgeléist ginn, jee nodeem, wann zum Beispill Gefierer an eng Zon eraufueren, wou se a Konflikt kéinte gerode mat anere Saachen. An dat soll am Laf vun 2018 geschéien.

De Kooperatiounsvertrag mat der Deutschen Flugsicherung geet net ëm de Buedemradar, mä do geet et drëms, fir all déi technesch Installatiounen - dat sinn der jo ganz vill um Fluchhafen -, déi fir d'Fluchlotse wichtig sinn, ze erneieren. Do sinn e puer Saachen elo an der Ëmsetzung. Also dat ass zum Beispill déi ganz Reseauinfrastruktur, déi airside ass, do ass de Konzept validéiert ginn. An et ass virgesinn, dass elo am Januar, Februar 2018 d'Installatioun gemaach gëtt.

Dann dat Zweet, wat ganz wichtig ass: Déi ganz Recepteuren, Emetteuren, Radioen, déi ginn alleguer ganz nei gemaach. Och do ass d'Konzept validéiert a receptionnéiert an den Dossier Kommodo ass en cours. Dat soll och elo an der éischter Halschent 2018 mat der Hëllef vun der DFS a Betrib goen. An dann, wat och nach initiéiert ass, dass ass de sougenannten „direction finder“, dass ass awer méi an der Luucht. Dat soll och an der éischter Halschent 2018 goen. Da sinn e ganze Koup aner Projeten, déi och am Laf vun 2018 kommen. An da kommen der zum Deel 2019. Also dat ass e Prozess, dee geet bis 2024. Et ass och esou, dass verschidden Apparater upgegradet ginn op Basis vun deem System, deen haut besteet. Dat ass zum Beispill och en Deel, dee ganz wichtig ass fir d'Approche.

Do gëtt gekuckt, fir dass mat dem italienesche Fournisseur, deen dat, wat haut do ass, geliwwert huet, ze maachen. Dat war och esou mat der DFS ofgemaach. Dat geet guer net anescht, soss dauert dat ze laang an dat mécht och méi Sënn. Elo gëtt natierlech gekuckt, dass mer keen double Emploi maachen.

Dat heescht, déi Apparater, déi do elo upgegradet ginn oder nei installéiert gi vun deem italienesche Fournisseur, dass maache mer dann herno natierlech net nach eng Kéier. Dann huelle mer dat hei eraus. Ech mengen, dass leeft awer ganz gutt, muss ech soen, déi Zesummenaarbecht. Do sinn Aarbechtsgruppen age-sat, wou dat leeft. Also ech mengen, wéi gesot, dee Prozess geet bis 2024, wou da grëss-tendeels déi ganz Radioen, d'Informatik, d'Gekabels, also alles och nei gemaach gëtt. Dat ass alles airside.

Dat huet awer elo näischt mat der Renovatioun vun der Pist ze dinn. Dat betrëfft elo nëmme dat, wat den Tour de contrôle ubelaangt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. Mir sinn domat um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir géifen elo zu zwou erweiderte Froen iwwergoen. Et ass fir d'Éischt d'Fro vun Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vun den Aarbechtsplazen an der kreativer Ækonomie an déi professionell Profiller an deemselwechte Secteur.



Dir wësst, den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten an de Minister huet herno zéng Minutten, fir dorop ze äntweren. Ech sinn iwwerzeugt, Dir braucht déi zéng Minutten net ganz. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

### 5. Question élargie n°26 de M. André Bauler au sujet des profils professionnels et de l'évolution des emplois dans l'économie créative

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, Dir kënnt d'Zukunft viraugesinn. Ech erlabe mer am Kader vun enger Question élargie, dem Här Aarbechtsminister eng Rei Froen zu der kreativer Wirtschaft ze stellen. D'Kreativwirtschaft stellt hei zu Land 390 Milliounen Euro vum PIB duer. Et sinn em déi 2.200 Firmen, déi ronn 7.000 Employéen, spréchen 2% vun der Lëtzeburger Aarbechtskraaft, eng Aarbechtsplaz ginn. D'Kreativwirtschaft ass villsäiteg a féiert queesch duerch de Gaart: Architektur, Konscht, Design, Gaming, Marketing a Kommunikatioun, Musek, Arts visuels, Film, „digital media“. All dës Aktivitéiten, ënner villen aneren, rangéieren ënnert der Notion vun „économie créative“.

An deem Kontext stelle sech eng Rei Froen, déi, esou denken ech, net nëmmen de Wirtschaft-, mä och den Aarbechtsminister eppes uginn. Ech wollt fir d'Éischt froen, ob den Aarbechtsministère detailleiert Statistiken iwwert dësen neien oder méi oder weiniger neie Wirtschaftsberäich féiert. Wa jo, wéi sinn déi Statistiken opgestallt? Geet et éischer no Berufsprofilen oder ass d'Opdeelung éischer méi graff? Also gëtt et éischer no Branchen opgedeelt, wéi zum Beispill Arts visuels, Kommunikatioun, Architektur an esou weider? Wéi gesäit d'Opdeelung tëschent Salariéen an Onofhängegen, also Independanten, an deem Creneau vun eiser Economie aus?

Am Zäitalter vun der Digitalisatioun schaffen och nees méi Leit als Patron, also op sech selwer, och vläicht als Freelance, eng modern Form vun Doléinaarbecht, wéi mer se fréier kannt hunn. Dat kann een och am Beräich vun der Kreativwirtschaft feststellen a sech och do virstellen.

Wéi gesinn iwwregens d'Berufsperspektiven am kulturelle Beräich an am Filmsektor spezifesch aus? A puncto Aarbechtsplaz gëtt jo gesot, dass de Kultursektor 5,8% vum Emploi total ausmécht. Gëtt et Beméiung vum Aarbechtsministère, fir d'Leit aus der kreativer Wirtschaft genee iwwer hir sozial Situatioun opzeklären, och a puncto Pensionsgespréich?

De Clustermanager Marc Lis sot an engem Interview, dass ee vun den Haaptthemen, déi de Sektor beschäftegen, d'Onkloerheet vun de verschiddene Statuts indépendants fir déi Kreativschaffend ass. Wéi gesäit déi aktuell Situatioun aus? Gëtt et do an Zukunft Kloerheet?

Kann den Här Minister eis Opschluss ginn, ob déi nei Berufsprofilen och vun der ADEM enregistriert ginn an och an hir Placementsaktivitéiten erafléissen? Gëtt et iwwer de Projet 1535° zu Déifferdeng eraus eng Rei Kontakten tëschent dem Aarbechtsministère an de Gemenge bezéiungswies dem Wirtschaftsministère, fir ze kucken, wou een een oder méi Sitte kéint fannen, fir nei Aarbechtsplazen am Beräich Economie créative ze schafen, grad am Kontext vun der Dezentraliséierung vu wirtschaftlechen Aktivitéiten?

Mir ass näamlech gesot ginn, dass eng Hällewull vun Demanden hu missen ofgewise ginn, well keng Plaz méi zu Déifferdeng an zu Dummeldeng am Bamhaus ass. De 1535° gëtt effektiv vill gefrot an e géif aus allen Néit platzen.

Wéi grous sinn d'Chancë fir Demandeurs d'emploi am Beräich vun der Economie créative, eng Schaff ze kréien? De Projet de loi 7149 gesäit jo eng Aide à l'embauche fir Laangzäitichomeure vir duerch d'Schafe vu Plazen, déi e sozialen an ekonomeschen Notzen hunn. Fält d'Economie créative ënnert dës Notion?

Kann den Här Minister eis vläicht deen een oder anere Projet nennen, deen an deem Sënn initiéiert gouf? Dann eng lescht Fro: Denkt d'ADEM drun, fir och am Beräich vun der Kreativwirtschaft d'Kontakter ze intensivéieren, grad fir iwwer dës Wee Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, ze aktivéieren oder weiderzebilden?

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, ech soen dem Här Bauler Merci fir déi ganz kreativ Fro do. Ech wëll drop hiweisen, éischens, datt, wat d'Donnéeën ubelaangt, de Statec am Juli 2016 an där Publikatioun, déi „Regards“ heescht, eng Editioun dem Emploi culturel zu Lëtzebuerg consacréiert huet, wou et eng ganz Rei Informatiounen gëtt iwwer d'Wichtigkeet vun de kreativen a kulturellen Entreprises oder Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg.

Ech mengen, den Här Bauler huet jo schon eng Rei Chiffere genannt, déi weisen, datt déi kulturell a kreativ Aktivitéiten e Poids hunn hei zu Lëtzebuerg. Ech géif esouguer soen, no där Etüd vum Statec: Mir sinn dat Land, wou déi Aktivitéiten dee gréisste Poids an der Wirtschaft hunn. Elo hänkt dat wahrscheinlech mat der Kreativitéit hei zu Lëtzebuerg zesummen. Mä et hänkt wahrscheinlech och dermat zesummen, wat e Land eigentlech méi eng héich Prosperitéit huet, wat sech och déi doten Aktivitéite méi developpéieren.

Wann een den Emploi kuckt - well jo eng vun deene wesentleche Froen vum Här Bauler sech op den Emploi applizéiert -, da kann een emol éischens soen, datt d'Majoritéit vun deenen Emploien, déi an deenen Aktivitéite geschafe ginn, Leit concernéieren mat engem Diplom post-bac. Dat heescht, déi meescht Leit hunn eigentlech en Diplom, wat een „post-bac“ nennt, vun enger Universitéit oder enger anerer Héichschoul.

Hien huet drop higewisen, datt et an deem Sektor eng grous Variétéit gëtt. Dat ass richtig. Duerfir kann een elo net 100%eg alles opdeelen a sériéieren, mä ech wäert lech herno eng Rei Donnéeën ginn, notament och vun der ADEM. Elo wëll ech awer derbäisoen, datt et, wa mer un déi Activités créatives oder culturelles denken, dann an deem Sektor och Leit gëtt, déi net onbedéngt eng Profession culturelle hunn. Dee Sektor schaaft och Aarbechtsplaz niefwäi.

Ech mengen, wann Der en Theater hutt, dann hutt Der sécher Akteuren, Regisseuren, Leit, déi direkt implizéiert sinn an de Montage vun engem Theaterstéck, mä Dir hutt awer och Leit, déi éischer an der Technik oder ganz einfach an der Kees vun Theater setzen oder Plazen uweisen. An och do gesäit een, datt u sech dee Sektor eng Rei där Aarbechtsplaz schaaft, déi elo net direkt kenne klasséiert ginn als kulturell Professionen.

D'Fro iwwer d'Independanten an d'Salariéen: Do ass et ganz richtig, datt et an deem do Sektor méi Independant gëtt wéi an der normaler Economie allgemeng. An der ganzer Economie hu mer à peu près e Rapport tëschent Salariéen an Independant vum 90 zu 10: 90% Salariéen, souguer eppes Klenges driwwer am Emploi total, an 10%, déi independant sinn. Hei ass e Sektor, wou dat e bëssen anescht ass: 80% vun de Leit si Salariéen, wat jo awer nach e ganz héijen Niveau ass.

Ech beruffe mech do op déi Donnéeën vum Statec, well den Aarbechtsministère féiert heiriwwer keng präzis Donnéeën. Ech mengen, all déi Donnéeën iwwer den Aarbechtsmaart ginn, verschiddener vun der ADEM, mä haaptsächlech vum Statec gefouert. Den Aarbechtsministère huet elo selwer keng Statistiken heiriwwer. Mir hunn also 80%, déi Salarié sinn, an ongeféier 20%, wat Leit sinn, déi independant sinn.

Et ass ganz kloer, datt déi Situatioun vun Independant hei variabel ass an deem Sënn, datt hire Statut heiansdo och prekär ka sinn. A mir hate jo eng Diskussioun hei, ënner anere wéi mer d'Regelen iwwer de Contrat à durée déterminée fir de Sektor vum Film a vun deenen Industrien hei geännert hunn. Do hu mer jo besonnesch drop insistéiert, datt et wichtig ass, deene Leit awer eng gewisse Stabilitéit a besonnesch eng Kontinuitéit an hirer sozialer Ofsécherung ze ginn. An dat ass dee wichtigste Punkt, datt déi Leit och dann, wa se independant sinn, wa se eventuell net an enger Situatioun sinn, wou se e Kontrakt hunn, eben d'Méiglechkeet hunn, sech och perséinlech kennen ofzesécheren.

Elo kann een natierlech soen: Dat sinn alles ganz prekär Statuten. Dat ass heiansdo de Fall. Et ass ganz kloer, datt et an deem do Beräich Leit gëtt, déi an enger relativer Prekaritéit sinn. An duerfir ass eben déi sozial Ofsécherung, déi déi Leit do musse kréien, souwuel wat hir Pensionsrechter ubelaangt wéi och besonnesch hir Krankekeesen, extrem wichtig.

Ech géif se elo net direkt als „modern Doléiner“ considéieren. Dat geet vläicht e bësse wäit. Et gëtt vläicht aner Situatiounen, wou Dir drun denkt, wou esou Definitiounen passen. Wann ech elo un d'Chauffeure vun Uber denken, da kann ech vläicht esou Parallele maachen. Et ass awer elo net een, dee fräischaffenden Artist ass, deen also par Definitioun wierklech nëmme vu

sech selwer an natierlech vu senger Clienten ofhänkt, datt ech deen esou kéint considéieren.

Dann ass en anere wichtige Punkt: Déi, déi schaffen (veuillez lire: déi als Salarié schaffen), hunn déi e Contrat à durée indéterminée oder e Contrat à durée déterminée? Och hei gesi mer, datt d'Zuel vun deenen, déi e Contrat à durée déterminée hunn, méi grous ass, wéi dat an der allgemenger Wirtschaft ass.

Mir hunn nëmme 75% vun de Leit, déi an deem Sektor e Contrat à durée indéterminée hunn, dat heescht also iwwer 15% oder ongeféier 15%, déi e Contrat à durée déterminée hunn, e CDD. Dat ass och ënnert dem Niveau vun der allgemenger Wirtschaft.

Interessant ass - déi Fro hutt Der mer net gestallt, mä da ginn ech trotzdem eng Antwort drop -, datt dat e Sektor ass, wou d'Frae gutt representéiert sinn. Ech mengen, d'Madamm Mutsch ass elo net hei, dat ass ee Sektor, wou d'Frae méi héich representéiert si wéi an der allgemenger Wirtschaft. Mir sinn do praktesch op engem Partage 50:50.

Elo vläicht e Wuert iwwer d'ADEM. Natierlech, d'ADEM beschäftegt sech och mat deenen dote Leit. Et ass also net esou, datt et déi dote Profiler oder Metiere bei der ADEM net géife ginn. Ech kann lech elo net déi x Metieren do opzielen. Ech ginn lech awer gären d'Chiffere, déi d'ADEM mer zoukomme gelooss huet. Wann een also elo kuckt mat enger breeder Definitioun vun deene Metieren aus der Industrie créative a culturelle, da gesäit een, datt bei der ADEM am Oktober 2017 393 Leit ageschriwwen waren. Dat geet also em Leit, déi éischer an der Moud waren, Leit, déi an der Dekoratioun wëlle schaffen, Leit, déi an der Editioun a Kommunikatioun wëlle schaffen, Leit, déi grafesch Handwierker hunn, Publicitéit, Spektakelen. Also am Ganzen ongeféier 393 Demandeurs d'emploi, déi déi dote Qualifikatioun hunn an och wëllen an deenen doten Domäne schaffen.

Derbäi kommen nach Architekten, 23, a Leit, wou ech géif soe plus ou moins Innenarchitekten: 11. Wann ech elo kucken, wivill Posten da bei der ADEM gemellt waren an deenen dote Secteuren, dann ass et ganz iwwerraschend, well mir fanne praktesch déi nämlech Zuel erëm vu Posten, déi bei der ADEM gemellt waren, déi déi dote Secteuren, déi doten Aktivitéite couvréieren, dat heescht 388. Elo passt dat net ëmmer 100%eg. Et gëtt heiansdo méi Leit an engem Domän, wou Poste gemellt sinn, wéi effektiv Posten zur Verfügung stinn. Mä et gesäit een also och, datt bei der ADEM déi do Profiler existéieren, datt et déi Profiler absolut gëtt an datt och d'ADEM natierlech Efforte mécht, fir dee richtige Matching hei an deenen doten Domänen ze maachen.

Dir hutt mer en plus eng Fro gestallt iwwer déi Sitten oder Coworking-Sitten. Ech mengen, dat ass net direkt meng Kompetenz. Ech weess, datt de 1535° e ganz gudd Site ass, wou effektiv d'Leit kenne vun där Situatioun positiv profitéieren, datt se do kenne zesummeschaffen. Nediert, Här Buergermeeschter? Et gëtt en anere Site hei an der Stad an et ass envisagéiert, effektiv weider un neien esou Coworking-Plazen ze schaffen.

Mäi lescht Wuert ass, fir ze soen, datt ech mengen, datt déi kreativ Industrien e grous Apport fir Lëtzebuerg duerstellen, net nëmmen an engem ekonomeschen Kontext, mä och an engem Kontext, wou mer ons jo wëllen duerstellen. An ech mengen, déi schéinst Consecratioun krute mer, wéi Lëtzeburger Artisten zu Paräis bei enger grousser Expositioun konnten hir Wierker am Grand Palais ausstellen. Dat weist also, datt dat och zum Image, zum Nation Branding vu Lëtzebuerg gehéiert. An duerfir ass et natierlech wichtig, dee Sektor weider auszebauen.

Här President: Déi nei Technologien, déi maachen natierlech deem Sektor ganz nei Méiglechkeeten op. Well deen, deen a sengem Atelier schafft, deen huet duerch déi nei Technologien eng Ouverture eigentlech op d'Welt, déi en oui déi Technologien net hätt.

An duerfir gëtt et e schéine Saz vun engem amerikanesche Professor, deen en plus e ganz schéinen Numm huet, well en heescht Florida, dee seet eigentlech: Déi dräi „T“en, déi dee Sektor consacréieren, dat ass Technologie an Talent. An ech mengen, dat ass dat, wat mer och hei musse féerden: à la fois d'Technologien, well dat ass e wichtige Bestanddeel vun där Industrie, mä awer och vun dem Development vum Land, an d'Talenter. Ech mengen, domat bréngt mer ëmmer Lëtzebuerg e Stéck weider.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wat war dann deen drëtten „T“?

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Jo, deen huet ech vergiess. Ech wollt lech en awer soen: Tolérance.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà. An do si mer bei deem, wat mech kennzeechent: Ech war ganz tolerant mat lech, Här Minister.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Merci, Här President. Duerfir wollt ech en net soen.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, dat gesot, wollt ech den Här Bauler froen, ob en nach eng Zousazfro huet.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, deem ass net esou. Ech wollt dem Här Minister villmoos Merci soe fir déi do Präzisiounen. Dat war ganz wichtig.

Ech wollt lech awer soen, Här President, datt Are Pronostic net ganz zougetraff hat. Den Här Minister huet awer seng Zäit pleinement gebraucht.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, ech muss meng gliese Kugel wiessele. Mä Dir hutt dann d'Zäit erëm recuperéiert. Merci, Här Bauler.

A mir géifen zu där nächster erweiterter Fro iwwergeroen. Déi kënnt vum Här Kox an drët ronderem den Tëschebilan zum Klimapakt mat de Gemengen. Den Här Kox huet d'Wuert.

### 6. Question élargie n°25 de M. Henri Kox au sujet du bilan intermédiaire du «Klimapakt» avec les communes ainsi que des adaptations futures y relatives envisagées par le Gouvernement

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Zwou Wochen no der Klimakonferenz zu Bonn, wouriwwer mer och herno gläich nach eng Heure d'actualité hunn, ass et wichtig, och hei nach eng Kéier iwwer de wichtige Rôle vun de Gemengen ze schwätzen.

Et ass esou bekannt, dass dobaussen oft d'Klimakonferenz als ganz abstrakt duergestallt gëtt an de Lien heiansdo vermësst gëtt mat der Politik um Terrain. Et huet een awer gemierkt zu Bonn, dass grad d'Gemengen, d'Regiounen, d'Stied, awer och d'Buergermeeschteren - et gëtt eng Allianz vun de Buergermeeschteren - ganz aktiv sinn, fir d'Klimapolitik ze deklinéieren vun deem Weltniveau op den Terrain dobaussen.

Dofir hu mir esou eppes hei zu Lëtzebuerg an et muss ee wierklech vun engem Erfolleg schwätzen. Well de Klimapakt mat de Gemengen ass eng fräiwëlleg Aktioun, e Pakt, dee fräiwëlleg ass tëschent dem Stat an de Gemengen, wou een awer haut ka soen,...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolléieren, wann ech gelift!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ...dass sämtlech Gemengen am Land deem bäigetritt sinn. Et ass e Gesetz vun der viregter Regierung, wat wichtig war, wat awer mëttlerweil och ausgebaut ginn ass. Et ass net nëmmen e Kaderprogramm fir d'Gemengen, mä mat enger Zell, dat heescht, engem ekologesche Learning mat der Zivillgesellschaft respektiv dem IMS, fir och ze kucken, d'Betrieb mat an d'Boot ze huelen, wat mëttlerweil awer en Erfolleg dobaussen huet.

Dass d'Gemengen an d'Regiounen och e Rôle hunn, weist sech och op der Klimakonferenz zu Bonn, well si hu schliisslech op eemol d'Wuert ergraff vun den Amerikaner, well keng amerikanesch Regierung méi präsent war.

De Klimapakt a sech, wat ass dat? Et ass e Moosnamekatalog vun 79 konkrete Moosnamen, déi a sechs verschidde Kapitelen ageleest sinn. An ee Kapitel ass fir mech dat wichtigst, dat ass dat sechst Kapitel, dat ass d'Kommunikatioun: d'Kommunikatioun mat de Bierger, d'Bierger mat an d'Boot huelen. Et gëtt dee sougenannte „Klimatëam“, an allgemeng, fir eben - Bierger a Responsabel zesummen - Politicken an deem Beräich duerchzuführen, fir déi aner fënnf Beräicher ofdecken, wéi d'Mobilitéit, wéi den Aménagement vun der Gemeng selwer. Ech denken, dat ass och ganz wichtig.

Et war d'virescht Woch, mengen ech, e Bericht an enger grousser Lëtzeburger Zeitung iwwer de Winner vun deem Joer, iwwer Pëtschent. Pëtschent huet näamlech 84,4% an deem Ka-



talog erreicht vun 100%. An do ass mer eppes ganz Guddes opgefall. Si hu gesot: Firwat ass dat esou en Erfolleg? Ma do gëtt einfach beschriwwen: Et ass eng optimal Begleitung do. An do muss ech soen, dass dat Gesetz dat vun Ufank u virgesinn huet op zwou wichtege Komponenten: éischtens, déi administrativ, déi logistesche Hëllef. Iwwer „myenergy“ hu mer flächendeckend e Berodungsteam, dat an d'Gemengen erageet an hinnen hëlleft, d'Leit an der Gemeng mat der Hand hält, fir dat ëmzesetzen. An eng zweet Komponent, dat ass dee finanziellen Enjeu. Wann een eng gewësen Zuel vun deene Moosnamen ëmgesat huet, da gëtt dat och honoréiert, et kritt een e kleng Präis. An domat ass dat en Usporn, fir a sech dat och weiderzeféieren. An dat, mengen ech, weist sech insbesondere an esou kleng ländleche Gemengen, dass dat ganz wichteg ass. An d'Resultat ass nozeliesen iwwert déi Pëtschter Gemeng.

Wat sinn elo meng Froen, meng konkret Froen un d'Ministesch? Ech mengen, et ass elo wichtig - well Dir kënnt jo haut an den Zeitunge liesen, iwwerall sinn nei Schäfferéit, déi Schäfferéit maachen Deklaratiounen -, ech denken, dass et ganz wichteg wär, de Rappel nach eng Keier ze maache mat enger Circulaire, fir ze soen: „Dir sidd Mitglied! Déi Moosname sinn do. Mir sinn nach ëmmer prett, fir mat lech zesummen dat ëmzesetzen.“ Dofir wär dat en Usporn.

Da géif ech awer och gläichzäiteg soen, well mer flächendeckend sinn, sollte mer probéieren, d'Buergermeeschteren ze iwwerzeegen, se all an der Allianz vun de Buergermeeschteren matzuehuelen. Hei gesinn ech de Beetebuerger Buergermeeschteren, deen ass ee vun deenen zéng Buergermeeschteren, déi schonn do dra sinn. Ech denken, dat wär e wichtegt Signal, wann d'Buergermeeschteren alleguerter kéinten ënnerschreien.

Déi zweet Fro ass: Wou sti mer? Wéi sinn d'Resultater an deenen eenzelne Gemengen? Mir wëssen, et gëtt eng Goldzertifizéierung, et gëtt eng selwer an eng bronzen. Ech mengen, et wär wichteg, och dee Rappel nach eng Keier ze maache vun der Ministesch.

Dann drëttens, de Moosnamekatalog muss adaptéiert ginn, muss ugepasst ginn un déi nei Erausforderungen. Ech mengen, d'Loftqualitéit ass jo bäigefloss. D'Loftqualitéit insbesondere an de Stied ass e Problem. Also muss mer eis och an de Gemengen domadder ausenaresetzen, mat der Hëllefstellung natierlech vum Stat.

An dann de véierte Punkt, vläicht eng véiert Fro. Bis elo war et méi dat Qualitativ: d'Form, e gudden Team, d'Struktur innerhalb vun der Gemeng, d'Kommunikatioun no baussen. Ech mengen, elo kéinte mer souwäit och eng Keier dat Quantitativ erabréngen, kloer Moosnamen, fir ze reduzéieren.

An domadder sinn ech och fäerdeg. Merci!

...an dat ze verbanne mat enger Subventioun - kréien ech gewisen -, da kënne mer och weider an deem wichtege Paket tëschent Stat a Gemenge schaffen.

Merci, Här President.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och, Här Vizepräsident. An d'Wuert huet elo direkt d'Ëmweltministesch, d'Madamam Carole Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Villmoos Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'Éischt emol dem Henri Kox e grouse Merci fir déi Erläuterungen an och fir d'Froen. Well Klima ass en Thema, wat net nëmme däerf debattéiert ginn, hei muss mer all zesummen agéieren. An ech mengen, dass mer hei wierklech all am Konsens sinn, well allequerten déi, déi als Deputéiert hei sëtzen, deen Effort matdroen an allequerten d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn am Klimapakt. An dofir: Jo, et ass wichteg, och déi nei Membere vun de Gemengeréit elo ze sensibiliséieren. An dofir wäerte mer och eng Circulaire maachen uganks des Joers.

Dat ass och e ganz gudden Zäitpunkt, fir ze sensibiliséieren - an dat gouf vu mengem Virriedner scho gesot - fir déi nei Mesuren. Well et geet net duer, e gutt Instrument ze hunn, wou mer mëttlerweil 89 zertifizéiert Gemengen hunn. Dat sinn der 10, déi den Niveau vu 40% vun de Mesuren errechen, dat sinn der 72, déi d'Halschent, also 50% errechen, an et sinn der mëttlerweil 7, déi 75% vun deene Mesuren ëmgesat hunn. Dat heescht, mir mussen elo kucken, fir d'Efforten nach ze erweideren.

Well wa mer kucken, wat am Kader vum Paräiser Accord op eis duerkënn, wa mer kucken, wéi urgent et ass, ze handele fir de Klimaschutz, dann ass dat heiten en Instrument, wou mer net nëmme all Bierger an all Gemenge

brauchen. An dofir hu mer d'Erweiderunge gemaach - si si scho kuerz ugeklongen -, mir hunn eng Konventioun gemaach mam CELL, fir dass mer zum Beispill iwwer Filmowenter, wéi mer se d'Joer haten, d'Leit sensibiliséieren zum Thema Klima, awer se virun allem och ureegen - d'Bierger -, hir positiv Versioun vun eisem Modell ze zeichnen: Wat sinn dann d'Capacités, déi mir als Bierger hu fir eng ganz konkret Aktioun?

Dat fänkt jo u moies beim Frühstücksdësch, wou mer kënnen iwwerleeën, dass mer zum Beispill einheimesch Produiten huelen. A wann et dat net ass, dann huelle mer eppes ouni Palmuech, fir och der Deforestatioun entgegenzueweieren.

Dat fänkt domadder un, dass d'Gemengepappen iwwerleeën, wéi se d'Mobilitéit an hire Gemenge gestalten. Dat fänkt och domadder un, dass mer eng Konventioun gemaach hu mam IMS - dat gouf scho gesot -, fir grad déi kleng Betriber, déi haut nach net ëmmer am Beräich vun der Effizienz total präsent sinn, mat op de Wee ze huelen. Well mir brauche Klimateamer a Klimaakteuren an all eise Beräicher.

Dofir muss mer vum Klimapakt zur Klimabewegung kommen. A mir si mat deem fräiwëllege Modell, dee mer elo hunn, mat deenen 32 Klimaberoder, déi hei a Lëtzebuerg schaffen - dat si vill Leit -, a mat all deenen Akteure vu CELL, IMS, „myenergy“ a mëttlerweil och Klima-Bündnis, déi eis hëllef wäerten, de quantitative Volet unzegoen an net nëmme iwwer qualitativ Mesuren ze schwätzen, mir sinn do zu jett Leit, déi de Gemengepappen a -mammen hëllef, déi Capacités auszubauen, systemesch aner, nei Modeller an d'Wee ze leeden.

Well d'Leit erwaarde vun eis als Politiker um nationale Plang, um lokale Plang Antworten op d'Fro vu Globaliséierung! Antworten, déi a Richtung vu méi Autonomie ginn, vu méi lokalen, regionalen, faire Bioproducten. Antworten, déi mer als Gemengepappen a -mammen kënnen um nationale Plang ureegen, wa mer d'Weeër zesumme ginn a wa mer déi Erfolger och op positiv Visiounen ëmsetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, et heescht also, d'Dynamik bäibehalen. An do kommen ech op den zweeten an drëtten Deel vun der Fro vum Henri Kox. Jo, déi nei Beräicher am Beräich Klimapakt, dat ass éischtens d'Kreeslafwirtschaft, heiansdo och nach ganz abstrakt. Mä dofir hu mer e konkret Beispill, an zwar Wolz, wou e ganz neie Stadvéierel entsteet a wou d'Kreeslafwirtschaft um Terrain scho bei der Planung mat dran ass, sief et am Beräich Mobilitéit, sief et am Beräich Baustoffer, déi mer mussen am Kreeslaf halen, déi mussen recyclingsfäeg sinn, sief et am Beräich Energie, awer och an der Planung, wéi mer eis Uertskaire wëlle gestalten, dass mer Plaz loosse fir d'Leit, fir Repair-Caféen, fir Tauschbörsen, fir lokal, kleng Geschäfte, dass mer méi no zesumme wunnen, liewen, schaffen.

An do hu mer Potenzial. Déi Dynamik wëlle mer weiderbréngen. Dofir hu mer de Beräich Économie circulaire hei materageholl. An do hu mer Folgendes erageholl: Wann d'Gemenge 50% vun de 24 Mesuren errechen, kënne se en extrae Certificat kréien, deen d'Efforte genau an deem Beräich vun der Zukunftsvisionen vun enger Économie, déi sech och grad am ländleche Raum flott kéint entwéckelen, honoréiert. Hei schwätze mer vu sechs verschiddeenen Themeberäicher, déi an d'Kreeslafwirtschaft erafalen, a vu 24 Mesuren.

De Beräich Loftqualitéit geet eis all eppes un, well et ass d'Loftqualitéit, wéinst där iwwer 300 virzäitge Doudeger hei a Lëtzebuerg sinn. An dofir ass dee Beräich - Gesondheet a Klimaschutz zesummebréngen, konkret Aktiounen maachen - och ganz gutt ugeholl ginn.

Ech si frou, haut kënnen ze berichten, dass mëttlerweil no eisem Opruff am Oktober 36 Gemengen op 92 Moospunkte wëllen hir Loftqualitéit mat eis zesumme moossen. Eis Ëmweltverwaltung steet natierlech zur Verfügung, mä d'Gemengen droen och do hiren Deel derzou bäi. Si mussen eng finanziell Kontributioun maachen. An da gëtt während dräi Méint hei zu Lëtzebuerg an deene 36 Gemengen d'Loftqualitéit gemooss an da kënne mer eis Aktiounen nach méi cibléiert organiséieren.

Et gëtt och eng Optioun an deem Paket, dass d'Gemenge kënnen e ganz Joer moossen. An ech mengen, dat Weiderentwéckelen, nei Beräicher, de Lien maachen zur Agenda 2030, zum bewosste Consomméieren, dat ass dat, wat eis auszecheent.

Dann nach e leschte Punkt. Jo, et gëtt nach besser, wa mer vun de flotte Mesuren och herno kënnen eis Emissiounsreduktiounen bildlech duerstellen. An ech kann lech soen, dass grad déi Regiounen, an do mengen ech d'Naturparken, déi schonn e regionale Klimaberoder hunn, déi do schonn elo virgeluecht hunn,

déi hir Analys ganz genee gemaach hunn - an do mengen ech déi zwee am Norden, do hu mer jo och déi véier Gemengen, déi elo esou héich zertifizéiert sinn -, grad déi hunn déi Opportunitéiten erkannt.

Si hunn zesummen eng positiv Konkurrenz opgebaut um regionale Plang, eng genee Analyse gemaach, wéi d'Gemengen nach kënne méi aktiv ginn. Mir ënnerstëtze si do derbäi. Souwuel am Beräich Naturpark wéi och am Beräich Klimapakt, mengen ech, ass et déi regional Approche an déi positiv Konkurrenz, déi do entstanen ass, dass d'Gemengen hir Gebaier ëmmer nach besser opstellen, hir Infrastrukturen optimal maachen, elo an de Beräich Wirtschaft an Transport ginn, dat sinn déi Saachen, dat ass eng positiv Dynamik.

An dat weist och grad d'Chancé vum ländleche Raum, well dee kann als Akteur am Beräich vun den Erneierbare mat de Kooperativen, déi entstinn, wierklech weisen, wat e kann. Do hu mer eng grouss Autonomie mëttlerweil, déi mer kënnen hierstellen. An ech mengen, op déi Chancé vun de lokalen Akteure wëlle mir net verzichten.

An do sollte mer stolz sinn! An d'ailleurs maachen ech dat op internationale Klimakonferenzen an ech soen ëmmer: „Mir hunn e Virreidermodell.“ U sech hu mer dat, wou elo scho vill Länner nach nëmme dervu schwätzen. Mir hu lokal Entitéiten, déi haut scho Strategie fir muer entwéckelen. Et géllt elo, d'Dynamik bäibehalen, dee Virbildcharakter och weider no baussen an no bannen ze sensibiliséieren, ze vermaarten.

An d'Zuele soen et haut schonn: Mir sinn haut schonn „on track“ mat eise Klimaziler. Da sinn ech iwwerzeegt, dass mer déi Efforten, déi op eis duerkommen - well et si grouss Efforten! -, all zesumme wäerten ugoe kënnen a soumat d'Liewensqualitéit fir eis Kanner kënnen erhalen an eis Zukunft selwer gestalten. Well dat sinn näamlech d'Antworten: d'Zukunft selwer an d'Hand huelen, selwer entscheiden, wat op mäin Dësch kënnt, selwer entscheiden, wou meng Energie hierkënn. Déi Autonomie, dat muss mer hikréien, déi um Terrain nach wesentlech méi ëmzesetzen!

Ech mengen, mir sinn op engem gudden Wee. An ech vertrauen drop, dass dat esou weidergeet an dass mer déi Dynamik bäibehalen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An ech ginn net dervun aus, dass den Här Kox duerno nach eng Fro ze stellen huet.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann ass dat esou! An ech kréien do en Handzeeche vum Här Mosar. An ech däerf roden: E wëllt wahrscheinlech eng Motioun deponéieren?

## 7. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dir rot ganz richtig, Här President.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif hei wëllen am Nimm vu menger Fraktiounskollegin Nancy Arendt a mir selwer eng Motioun deposéieren iwwert déi humanitär Katastroph am Jemen. Mir sinn och d'Accord, dat déi d'nächst Woch eréischt hei zur Diskussioun kënnt, wann déi zwee Ministeren do sinn.

Merci.

**Motion**

*La Chambre des Députés,*

- *rappelant que le 25 mars 2015, une coalition régionale menée par le Royaume d'Arabie saoudite a lancé des frappes aériennes contre le mouvement houthiste en République du Yémen, déclenchant ainsi un conflit armé de plus en plus meurtrier;*

- *constatant que le précité conflit armé s'est développé aujourd'hui, notamment en raison du blocus imposé par la coalition dirigée par Ryad, en une crise politique et humanitaire majeure, la population civile étant piégée entre les deux parties belligérantes;*

- *s'inquiétant surtout du fait que ladite crise humanitaire risque de s'étendre en une des plus graves famines de ces dernières années avec, selon l'ONU, des millions de victimes potentielles, même si le blocus commence très lentement à se fissurer sous la pression internationale (atterrissage de seulement quatre avions de l'UNHCR, de la Croix-Rouge et de l'Unicef le samedi 25 novembre 2017);*

- *condamnant avec fermeté tous les crimes de guerre commis depuis mars 2015 au Yémen et soulevés entre autres par «Amnesty International» et par d'autres ONG humanitaires;*

- *rappelant que la précitée crise constitue de fait une guerre par États interposés entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite sur fond d'une escalade diplomatique de plus en plus tendue;*

- *rappelant que la crise du Yémen est à mettre dans le contexte d'une nouvelle stratégie géopolitique de confrontation de l'Arabie saoudite, pratiquée depuis l'arrivée au pouvoir du Roi Salman en janvier 2015, pour endiguer l'influence de l'Iran au Moyen-Orient;*

- *rappelant que le Luxembourg a déjà accordé une aide humanitaire pour 2017 à hauteur de 1.800.000 euros lors d'une conférence internationale des donateurs à Genève en avril 2017*

*invite le Gouvernement*

1. *à intensifier d'urgence l'aide humanitaire du Luxembourg à la population civile du Yémen;*

2. *à s'engager tout autant politiquement et diplomatiquement pour trouver une solution rapide et durable au désastre humanitaire et à la famine annoncée par l'ONU;*

3. *à intervenir auprès du Conseil et de la Commission européenne afin de trouver des solutions politiques et diplomatiques au violent conflit armé et au blocus instauré par Ryad, évitant ainsi l'effondrement du Yémen et permettant l'accès de la population civile à l'eau, à la nourriture, aux médicaments et à l'aide humanitaire;*

4. *à s'engager pour mettre la crise du Yémen à nouveau à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité des Nations Unies afin d'augmenter la pression internationale tout en désamorçant les tensions entre Ryad et Téhéran et en proposant des solutions englobant toutes les parties de cette «guerre oubliée» (Al).*

(s.) Laurent Mosar, Nancy Arendt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergeren, enger vun der CSV ugefroter Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultat vun der COP23. Dir gesitt also, mir bleiwe beim Klima. An d'Wuert huet den Här Marco Schank.

## 8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 23<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP23 à Bonn

**Exposé**

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech vu Bonn zrëckkomm sinn, hunn ech mech am Zuch gefrot: „Wat huet déi Klimakonferenz elo do bruecht? No all deene villen, wou ee schonn als Deputéierten an als Minister derbäi war, wat war elo?“ Ech hu mech gefrot: „A wann et net géif déi staark Dynamik vun ënne ginn, dat heescht d'Aktioun vun der Zivillgesellschaft weltwäit, vun den ONGen, vun de Regiounen, vun de Stied, Gemengen, groussen a klengen, wier dann Optimismus a Saache Klimaschutz iwwerhaupt nach ubruecht?“

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

„A wat hätt ee vu Bonn mat heem geholl?“, hunn ech mech gefrot, wann et net d'Présidence vun de Fidschi gi wier, als moralesch Instanz gewässeremoossen, fir deenen aneren 190 Staten ze soen, wa se wierklech net wëllen hätten, eppes ze maachen, dass hir Inseln dann eng no där aner am Südpazifik géife verschwannen. Dee klengen Inselstat Fidschi huet doriwwer eraus zu Bonn eng wichteg Roll gespillt. Si hu sech zum Beispill staark gemaach, fir d'„Global climate action agenda“ ze securiséieren, indigen Vëlker waren duerch si e ganz wichteg Sujet, grad wéi den Gender.

„Géif ee sech“, hunn ech mech gefrot, „u Bonn erënnere, wann et net den «Talanoa Space» gi wier?“ Talanoa steet am pazifische Raum fir Austausch ënnereneen, inklusiv, transparent, andeem Mënsche sech géigesäiteg nolauschten an d'Siichtweis ee vun deem anere respekéieren, fir Léisungen ze sichen an ze fannen.

Dësen Espace op der COP zu Bonn war eng Platz, wou eben déjéineg an de Mëttelpunkt gestallt gi sinn, déi sech onofhängeg vun hiren nationale Regierungen - also Regiounen, ONGen, Betriber - ëm de Schutz vum Klima a fair Entwécklungsméiglechkeete fir all Mënsch op der Welt beméien.

An esou eng Bottom-up-Bewegung gouf et och ënnert dem Motto: „America's pledge“, also Amerika seng Versprechen, déi se zu Bonn och

presentéiert hunn. A ganz Amerika ergräife Bundesstaaten, Stied, Entrepreneuren, Universiteeten a Bierger Moosnamen, fir de Klimawandel ze bekämpfen an d'effentlech Gesondheet ze schützen a fir sécherzestellen, datt d'Veereenegt State bei der Reduzierung vun den Emissiounen weltwäit net an den Abseits eroden duerch dat, wat hire President wollt maachen.

Dat waren e puer gutt Noriichten. Déi schlecht Noriichten hu mer scho virun der COP23 zerweiert kritt. Déi schlecht Noriicht ass zum Beispill, datt, wann ee vun all de Länner weltwäit déi Zousoe géif huelen a se géifen agehale ginn, da géif déi global Duerchschnittstemperatur um Enn vun dësem Jorhonnert ëmmer nach bei 3,4 Grad lieen.

Déi schlecht Noriicht ass och: No dräi Joer Stéllstand op héijem Niveau geet de weltwäiten Ausstouss vu Kuelendioxid am Joer 2017 erëm erop. Den Experten no gi bis Enn vum Joer am Ganzen 41 Gigatonne Kuelendioxid, deemno 41 Milliarden Tonnen, an d'Atmosphäre geblosen. A wann een d'Zwee-Grad-Zil wierklech wëllt erreechen - besser wier jo nach drënner: 1,5 -, da misst een een Drëttel vun de Pétrolreserven, d'Halschent vun de Gasreserven an 80% vun de Kuelereserven am Buedem loossen, schreiwwe brittesch Wëssenschaftler an enger Etüd. An déi schlecht Noriicht ass och hei: Genee de Contraire geschitt, zum Beispill an Australien, zum Beispill an den USA elo verstärkt, och an Deeler vun der EU - Polen, Däitschland - an och net fir d'Lescht a China, wou de Kuelekonsum ëm 5,7% eropgoung.

Do ass positiv ervirzesträichen, datt sech zu Bonn zumindest an dësem Kontext 19 Länner ënnert der Féierung vu Kanada a Groussbritannien zesummegeen hunn, fir zesumme mat anere Partner, och an deem Fall erëm mat Bundesstaaten a Stied, eng global Allianz ze bilden, fir aus der Kuel erauszeklammen.

Wann een all déi Hiobsbotschaften eng no där aner analyséiert an da verfollegt, wéi d'Stategemeinschaft vu Joer zu Joer eisichter an Schleekentempo virugeet, da muss een als Klimapolitiker schonn eisichter en onverbetterlechen Optimist sinn, soss hätt ee scho laang d'Bengele bei d'Tromm gehäit!

Den 11. Oktober d'lescht Joer hunn ech op dëser Plaz am Numm vu menger Fraktioun dem Projet de loi zougestëmmt, fir den Accord vu Paräis ze ratifizéieren. Deemoos ass jo vun engem historeschen Evenement geschwat ginn, engem Meilesteen. Du koud Marrakesch an et gouf vu Signaler geschwat, déi Courage géife maachen. No Bonn huet et geheescht, ënnert dem Stréch wier weineng Konkretes bliwwen, ëmmerhin hätt een awer de Kader fir e Regelbuch geschaf. An nächsten Hierscht gi mer a Polen op Kattowitz, wou mer da missten dëst Regelbuch finaliséieren, deemno an engem EU-Land, wat sech an deene leschte Joren eisichter ervirgedoen huet, fir op d'Bremse ze trëppelen, wann et ëm Klimaschutz goung.

Och d'Thema Klimafinzen ass ëmmer erëm en Dauerbrenner op alle Klimakonferenzen. D'Fro, wéi virun allem déi arem State finanziell ënnerstëtzt solle ginn, ass eppes, wou mer nach net wëssen, wou et higeet a wou och deen zukünftegen Émgang mat dem sougenannten „loss and damage“ duerch de Klimawandel eng Roll spillt.

Madamm Presidentin, méi wéi jee muss een de Motto: „Global denken, lokal handeln“ brauchen, fir de Kampf géint de Klimawandel weiderzedreien. Da si mer bei deenen nationalen Erausforderungen, wou ech e puer Wuert derzou sollt soen.

Fir dat ambitiéis Zil vu minus 40% CO<sub>2</sub> am Kader vum „effort sharing“ en vue vun 2030 ze erreechen, brauche mer gradesou ambitiéis Mesuren. An déi brénge mer nëmme fäerdeg - dat hu mer schonn honnertmol gesot an et ass nach ëmmer richteg -, wann et eis geléngt, d'Biergerinnen an d'Bierger, d'Zivillgesellschaft mat an d'Boot ze kréien. A wann ech un Talanoa virun erënnert hunn, heescht dat net fir d'Lescht Biergerbedeelung an all hire Formen. Dat heescht Klimaschutz vun ennen no uewen.

Ech héiere mech ëmmer erëm datselwecht soen. Dat ginn ech gären zou. Mä wann ee staark Moosname wëllt, muss ergräifen, da brauch een e staarke Réckhalt an der Populatioun.

Iwwert d'Instrument Klimapakt hu mer elo grad geschwat, vun der vieregter Regierung, vun dëser Regierung upgegradet, wat ech och gutt fannen. Do kënnen mer vun enger Success Story schwätzen.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Et ass virdu gesot ginn, datt all Gemenge sech an der Tëschenzäit hei am Land am Pakt fir de Klima engagéieren, an datt d'Gemengen do en onverzichtbare Partner sinn, dat ass kloer.

Mä iwwert de Klimapakt eraus muss mer dat vill beschwuerent Abezéeie vun der Zivillgesellschaft richteg strukturéieren. Dat hunn ech och schonn des Eftere gesot. A meng Initiativ mam Depot vun enger Proposition de loi virun zwee Joer fir d'Schafe vun enger nationaler Kommission fir nohaltege Entwécklung a Klimaschutz, dat heescht vun enger strukturierter Partnerschaft vum Stat, de Gemengen, den ONGen, de Gewerkschaften an de Patronen, ass vun dëser Regierung ecartéiert ginn. Net méi spéit wéi gëschter, a menger Ofwieseneheet, ass och vun der Chamberskommission déi Proposition ecartéiert ginn. Ben, d'Resultat wier wahrscheinlech net anescht ausgaangen, wann ech do gewiescht wier, soit, mä ech wier nawell gären derbäi gewiescht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Brouhaha**)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ...da muss een dohinnerkommen!

► **M. Marco Schank (CSV).** - Jo, et ass ganz...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Marco Schank (CSV).** - Wësst Der Här Kox, wann et ëm...

(**Brouhaha**)

Wann et ëmgedrëit gewiescht wier,...

(**Interruption**)

...Dir wiert Auteur gewiescht an ech wier President vun der Kommission gewiescht, mengen ech, datt ech et erofgehall hätt vum Ordre du jour.

An hirem Avis...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Kox,...

► **M. Marco Schank (CSV).** - Ja.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Schank, erlaabt Der, datt den Här Kox just eng Fro stellt?

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Erlaabt Der mer eng Tëscheffro?

► **M. Marco Schank (CSV).** - Selbstverständlech. Ech kréien dat jo net op meng Zäit ugerechent?

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Dir hat mer effektiv ugeruff, fir déi ze verréckelen. Ech hunn awer och gesot, dass et net méiglech wier. A wann een Auteur vun engem Gesetz war a mir haten et schonn e puermol um Ordre du jour, da kann ee sech och als Buergermeeschter, wéi ech dat an der Vergaangenheet gemaach hunn, ee Moment fräistellen, fir an d'Kommission ze kommen, fir matzehëllefen, säi Gesetz ze diskutéieren.

(**Brouhaha**)

► **M. Marco Schank (CSV).** - Ech hu virdu gesot: „Wann et ëmgedrëit gewiescht wier, hätt ech et vum Ordre du jour erofgehall.“ Ech hat lech eng SMS gemaach, Här Kox, fir dorop hinzewiesen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Hei, Här Schank, d'Madamm Modert wëllt och eppes soen.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - E bësse gudder Willen hätt ee kënnen weisen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Et war emol Usus ënnert deene Regierung virun, datt, wann en Deputéierten e Punkt op den Ordre du jour gefrot huet oder deen erëm dropkomm ass, mat him virdu gekuckt ginn ass, ob den Datum him och géif passen. Merci, dat ass anscheinend elo net méi de Fall.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ech wollt...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Ech géif den Här Schank elo biede virunzefueren.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Voilà.

An hirem Avis, wou d'Regierung sech géint dës Proposition de loi ausgeschwat huet, ass ënner anerem gesot ginn, wichteg wier d'Koordinatioun tëschen de Ministeren. Et ass op d'Agenda 2030 higewise ginn an et ass och op d'Reglement iwwert d'Organisatioun vum CIDD higewise ginn, wat ech alles och gutt fannen. Alles dat ersetzt awer an eisen Aen net d'Iddi vun enger strukturierter Partnerschaft. Ech brauch mech elo do net ze widderhuelen.

Madamm Presidentin, um Enn vu menger Interventioun wollt ech awer nach zwou, dräi Froe lassginn un d'Madamm Umweltminister. Ech wollt op déi Fro zrëckkommen, déi ech déi lescht zwee Joer och gestallt hunn, weini mer

deen drëtten CO<sub>2</sub>-Aktionsplang presentéiert kréien, eischtens, a wou den nationalen Aktionsplang fir d'Upassung un de Klimawandel drun ass. Dann, virun zwee Joer hu mer an der Chamber den Debat iwwert d'politesch Orientéierung an Aktionsméiglechkeeten am Kontext Klima an Energie gefouert. Mir haten net manner wéi 40 Sätzungen. Mir ginn dovun aus, datt jo awer eng Partie vun deene Recommendationen an déi Pläng matafléissen. Dat wësse mer awer de Moment nach net. Ech denken awer, datt mer dat gewuer ginn.

Da wollt ech och drun erënnere, datt dës Regierung wëlles hat, en Nohaltegkeetscheck anzeféieren; op der Säit 71 vun der Regierungserklärung. Meng Fro ass, ob d'Regierung wëlles huet an deenen nächste Méint, dat wieren dann déi lescht Méint virum Wahltermäin, datt esou en Nohaltegkeetscheck kënn, ob amgaangen ass, dru geschafft ze ginn, ob e finaliséiert gëtt deemnächst.

An déi lescht Fro, déi ech nach wollt stellen: Wéi geet et mat der Etüd fir den Tanktourismus virun? Do war jo gesot ginn - virun engem Joer hu mer déi presentéiert kritt -, datt d'Regierung versprach hat, Konklusiounen a Konsequenzen doraus ze zéien. Meng Fraktioun hat och genee virun engem Joer - den 29. November, dat gëtt also muer ee Joer - gefrot, fir eng Réunion jointe ze kréie vun der Umwelt- an der Finanzkommission, wou och de Minister Gramegna iwwert d'Conséquences fiscales mat eis géif diskutéieren. Mir stelle fest, deem Wunsch ass net entsprach ginn. Ech denken, datt d'Majoritéit eng gutt Ursach huet, fir dat net ze maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Schank. Als eischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, gutt zwee Joer nom Accord vu Paräis ass et e gudden Zäitpunkt, fir eemol de Point ze maachen, wou mer um internationale Plang am Klimaschutz stinn. An dofir wëll ech och der CSV Merci soe fir d'Ufro vun der haiteger Heure d'actualité.

Ee vun deenen aschneidenste Momenter an deenen zwee Joer war jo ganz sécher d'Deklaratioun vum US-Präsident Trump, dass d'USA aus dem Klimaaccord wëllen erauskammen. An enger eischter Zäit war et ganz schwéier anzuschätzen, wat fir en Impakt dat op d'Beerechtschaft vun anere Länner hätt, sech weider ze engagéieren. Et ass sécher e positivt Element vun der COP23, dass hei ganz däitlech konnt gemaach ginn, dass et entre-temps awer weltwäit e Konsens gëtt, dass de Klimaschutz e Problem ass, dass en eis all betrëfft an dass en awer och nëmme ka gemeinsam geléist ginn.

Vill wichteg Akteuren um Terrain ginn entretemps fest dervun aus, dass et eng Transition zu enger Dekarbonisierung vun der Wirtschaft wäert ginn, a sinn amgaangen, sech och dorop anzustellen. Dat betrëfft net zulescht déi grouss Entrepreneuren, déi sech am Ufank ganz staark géint dës Evolution gestäipt hunn an haut eischter fäerten, awer den Uschloss ze verpassen un eng Entwécklung, déi einfach net méi opzehalen ass.

Dass et grad Industrieller a Politiker aus den USA waren, déi dëst zu Bonn däitlech gemaach hunn, léisst hoffen, dass déi Zäiten eriwuer sinn, wou all Moment déi international Koalition fir d'Lutte géint de Klimawandel erëm ausernebrécht.

An eenzelnen Themeberäicher ass et awer leider nach net esou kloer, ob d'Auer net awer erëm zrëckgedrëit gëtt. Et bleift ofzewarten, a wat fir engem Mooss zum Beispill den US-Präsident säi Versprieche ka wouer maachen, fir d'Kueleförderung erëm unzekuerbelen. A bedauerlech ass och, dass Däitschland, wat oft an Energiefroen awer eng Virreideroll huet, an deem Kontext keng méi kloer Position aagehall huet.

Madamm Presidentin, fir eis zu Lëtzebuerg beedeit de Klimaschutz, an hei méi speziell den Energieverbrauch, e wichtegt Element an eisen Diskussiounen ronderëm de sougenannte qualitative Wuesstum. Gëschter huet d'Ministesch Carole Dieschbourg eis an der Émweltkommission gesot, dass mer „on track“ sinn an dass mer keng CO<sub>2</sub>-Zertifikater ze kafe brauchen, an och wa mer am Beräich vun den erneierbaren Energien, wou mer jo müssen op 11% bis 2020 kommen an de Moment bei 5% sinn, eng Kooperation mat de baltesche Staaten hunn. D'Ministesch huet eis och gëschter gesot - an déi Zuel ass erstaunlech -, dass den Transportsektor de Moment 68% - 68%! - vun de gesamten CO<sub>2</sub>-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg ausmécht.

Par rapport zu eise Reduktiounszil bei den Zäregase vun 20% bis 2020 ware mer an deene leschte Joren zwar um gudder Wee, mä et muss een awer och soen, dass dat virun allem en Effekt vum Tanktourismus war, deen ofgehall hat. Dat ass also kee Verdéngscht vun der Politik, mä d'Resultat vun der Präisgestaltung an eisen Nopeschlänner.

Mir gesinn dëst Joer, 2017, dass erëm méi getankt gouf - dat hu mer an der Finanzkommission gesot kritt - a sech domat d'Situatioun och erëm ganz schnell änneren kann. Mat 68% CO<sub>2</sub>-Emissiounen am Transportsektor, ech wëll et nach eng kéier soen, brauche mer deemno hei zu Lëtzebuerg méi Capacitéiten am effentlechen Transport an e gesetzleche Kader, deen Ureizer schafft, fir de Privatauto stoen ze loossen. Doriwwer eraus muss ee weiderhin Ureizer schafen, fir Autoen ze kafen, déi manner Emissiounen verursaachen.

Et gëtt och vu ville Säite bedauert, dass esou Konferenz wéi d'COP23 net genuch konkret a bindend Zilsetzunge festhalen. Et kann een awer domadder rechnen, dass an enger zweeter Etapp verlichtend Mesuren nokommen, soudass d'Konklusiounen vun der COP23 eis elo schonn eng Virstellung kënnen ginn, op wat mer eis an Zukunft müssen astellen. E Beispill hefir ass d'Roll vun der Landwirtschaft am Kontext vum Klimawandel. Well dat e Sektour ass, dee souwisou mat ville verschiddene Pressiounen funktionéiere muss, géif et mech interesséieren, wéi wäit dat bei der COP23 en Thema war.

Generell wollt ech och emol froen, ob d'Regierung op de Wee geet, fir en drëtten Aktionsplang am Klimaschutz ze maachen. An an deem Kader kann d'Ministesch eis och vläicht soen, ob an eenzelne Beräicher no der COP23 Kurskorrekturen ze erwaarde sinn, déi sech op Lëtzebuerg auswirke wäerten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Negri. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci awer dem Marco Schank fir d'Initiativ, fir hei iwwert d'COP23 ze schwätzen. Ech wëll dräi Punkten ervirhiewen: eischtens d'COP23 selwer, de Rôle vun Europa an dem natierlech d'Hausaufgaben heiheim. Ier ech awer op déi dräi Punkte kommen, wëll ech och un de Rôle vun der Chamber denken. Ech mengen, mir zwee haben d'Chance, eng kéier sonndes un der UIP, dat heescht der Union interparlementaire zu Bonn deelzehuelen. A wat awer wichteg ass, mir sinn agebonnen an d'Regierungsdelegatioun, wat net fir jidder Delegierte vun den Deputéierten zu Bonn de Fall ass, well se ganz oft aussen vor sinn. An dofir ass et wichteg, dass eis Deputéiert ëmmer an der Regierungsdelegatioun derbäi sinn. An dat war awer och scho bei deene vieregte Regierungen an dat war ganz wichteg.

Dëst Joer hate mer och nach d'Chance, dass de Grand-Duc derbäi war. An ech konnt an enger ganz wichteger Reunion derbäi sinn, näamlech ënner anerem mam Bertrand Piccard, Dir kennt e vläicht, hien ass mam Solarflieger ronderëm d'Welt geflunn. An en huet eppes Wichtiges gesot an en huet eng Allianz an d'Liewe geruff, näamlech déi vun de Solutiounen. E wëllt innerhalb vun engem Joer 1.000 Solutiounen bréngen, fir effektiv de Klimawandel aktiv ze bekämpfen. An et ass dat, wat och mäi Virriedner scho gesot huet: D'Solutiounen, mengen ech, sinn do. Si müssen awer kënnen ëmgesat ginn.

Zu de Resultater vun der COP: Bon, virsiichteg optimistesches, mengen ech, kann een awer trotzdem sinn, well et ass awer gesot ginn, dass et Regelwierker sinn, déi d'nächst Joer a Polen wäerten diskutéiert ginn. Déi vum Paräiser Accord müssen a Musek ëmgesat ginn. Dräi Punkte sinn do: transparent, novollzéierbar an equitabel. Ech mengen, dass dat awer duerch aus elo schonn, zumindest am Dokument - 200 Säiten - alles opgeschriwwen ass.

An en zweete Grondsatz, oder zwee Schlagwierder, an déi huet de Grand-Duc och a senger Ried ganz kloer no vir bruecht, dat sinn Action a Solidaritéit. Action, wéi virdu genannt vum Bertrand Piccard mat Solutiounen. A mir hunn där och hei zu Lëtzebuerg. D'lescht Woch war den Innovatiounspräis vun der Fedil, wou dräi ganz flott an innovativ Projete virgestallt gi sinn, wéi zum Beispill den Diffbus, wou Sales-Lentz mat engem Elektrobus Weltpremière gemaach huet. An do, mengen ech, kënnen mer roueg houfreg sinn, fir dat och vill méi no bausse public ze maachen.

Den zweete Punkt ass d'Solidaritéit, an dat ass ganz wichteg. De Marco Schank huet et virdu gesot, näamlech déi vulnerabel Länner, an do huet insbesondere d'Presidence vun de Fidschi-



Inselen et zu Bonn fäerdegbruecht, dass déi zukünfteg an déi eenzel Negotiatioun mat-gebonne sinn. An ech denken, dat ass awer en Hoffnungsschimmer, fir dass dat awer och an der Klimapolitik weider diskutéiert gëtt.

A wat wichteg war bei der Solidaritéit: Dee Fong ass trotz dem Neesoe vum den USA opgestockt ginn, soudass trotzdeem eng Hoffnung do ass, fir dass dat bäibehale bleift.

De Rôle vun Europa: Bon, Polen war ëmmer ganz retizent. Si hunn awer zumindest mam Blocage opgehale, fir deen Doha-Amendment, dat heescht, déi zweet Period vu Kyoto, unzërkennen, soudass d'EU bis Enn des Joers dann och deen Amendment wäert ratifizéieren. An domadder ass et bindend, fir eis Ziler bis 2020 dann och ëmzesetzen an och a Musek ëmzesetzen.

Positiv ass och déi Antikuelallianz, si huet awer e Bemol. Also d'Antikuelallianz, do si Länner, déi sech natierlech géint d'Weiderféierung vun der Kuel asetzen. Mä wann esou en Atomland wéi Frankräich dat ganz offensiv mat ënnerstëtzt, ass den Hannergedanken natierlech net wäit, fir d'Atomenergie e bësse méi wäit no vir ze bréngen.

Do musse mer oppassen. Do musse mer kucken, eng ännlech Allianz géint d'Atomenergie op der Welt opzebauen, well et kann net sinn, dass et eng Renaissance gëtt. An dofir sinn ech frou, dass d'Ministesch dat Haftungsgesetz och endlech op den Instanzwee ginn huet. Ech mengen, d'Atomenergie kréie mer net méi nëmmen eleng mat ëmweltpoliteschen Discourse bekämpft, mä mam Finanziellen, well d'erneierbar Energie sinn haut finanziell méi nohalte wéi d'Atomenergie dat ass.

Lëtzebuerg, Hausaufgaben, et ass scho gesot: Mir sinn „on track“ bis 2020, mä doriwwer eraus bleift eis ganz vill ze maachen. Mir hunn en Engagement gemaach vu -40% an den CO<sub>2</sub>-Ausmoossen. Et ass virdu gesot ginn, den Här Negri huet et gesot: 69% ginn op d'Mobilitéit, dovu gréisstendeels natierlech op den Tanktourismus. Dat heescht, mir mussen eis dermat ausenanersetzen.

An de leschte Samschdeg stoung jo och an enger grousser Zeitung, dass den Umweltministère mat dem Finanzministère eng Strategie wëllt do presentéieren am Fréijoer. Ech hoffen, dass déi längerfristeg Strategie vun engem „opt out“ och do diskutéiert gëtt. Wa mer bis 2050 op eng dekarboniséiert Gesellschaft wëllen higoen, da musse mer eis längerfristeg a kuerzfristeg Ziler ginn.

An dann denken ech, dat ass och méi eng breet opgestallt Klimadiskussion, déi mer hei hate mat de Gemengen, mat dem IMS, mat der ganzer Rifkin-Campagne, mat engem Finanzministère. Wat ech awer muss soen: Et war déi éischte Kéier en et war e wonnerbaren Event, en Event, wou de Grand-Duc och derbäi war -, dass de Finanzminister mat der Umweltministesch déi nohalte Finanzprodukter presentéieren konnt op der COP, an déi hunn e ganz positiven Nohalt kritt.

An domadder, mengen ech, ass meng Zäit dann och ofgelaf, an ech soen da Merci fir d'Nolauschteren, an den Nächste kann da kommen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass ageschrieben den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kollegen, de Klimawandel däreer een net nëmme mam Lëtzebuerg Brëll kucken. Jo, jiddweree vun eis huet de Witz bestëmmt schonn héieren, dass, wann de Mieresspiegel klëmmt, mer dann net méi op Knokke musse fuere fir op d'Plage, mä dass mer da schonn zu Arel kënnen schwamme goen.

Fir d'Fidji-Inselen, léif Frënn, déi dëst Joer d'COP23 zu Bonn organiséiert hunn, ass dat kee Witz, neen, fir si ass dat batter Realitéit. Fir si ass d'Klimapolitik lwwerliwenspolitik. Wann all d'Länner zesummen net déi néideg Efforte maachen, fir d'Aerderwäerung ze stoppen, da wäerten d'Fidji-Inselen déi éischt Affer sinn. A mir wäerten op der Welt no enger Flüchtlingskris, ausgeléist duerch Krich an Honger, eng nei Flüchtlingskris erliewen, ausgeléist duerch Klimakatastrophen.

Dofir war zu Bonn och d'Klimamigratioun e grousst Thema. Momentan flüchte geschätzten 20 Milliounen Leit wéinst Klimakatastrophen. Just als Verglach: Dat ass e Véierel vum der däitscher Populatioun. Enger Etüd vun der Weltbank no wäert dës Zuel sech bis 2050 verzéngfachen. Spéitstens da si mir all heivu be-traff.

Madamm Presidentin, mir haten eis 2015 zu Paräis Ziler gesat, déi ambitiéis sinn. Mä et geet leider net duer, sech ambitiéis Ziler ze ginn, et

muss ee se och ëmsetzen. Wann ee weess, dass Frankräich seng Klimaziler nëmmen erreche kann, oder mengt, seng Klimaziler nëmmen errechen ze kënnen, wann et seng Atomkraftwierker net ofschalt, da stellt ee sech awer Froen.

Wat fir Frankräich d'Atomkraftwierker sinn, si fir Däitschland d'Kuelekraftwierker. Däitschland huet momentan net genuch Alternativen, fir seng Wierker vun haut op muer kënnen ofzeschalten. Géif et dat dach maachen, da géife se a Polen, an der Ukrain e bësse méi Kuelen an hir Kuelekraftwierker schéppen, fir dass Däitschland sech esou kéint seng Stromgarantie sécheren. An engem wier do net gehollef: dem Weltklima.

Zu Lëtzebuerg hu mer eng aner Situatioun: Géife mir eis Äkzisen um Bensinn an um Diesel erhéijen, dass kee méi aus dem noen Ausland géif bei eis tanken, da géifen eisem Finanzminister eng jett Milliounen am Budget feelen, mä getankt géif awer nach. Och esou wär dem Weltklima net gehollef, mä Lëtzebuerg hätt par contre seng Klimaziler méi wéi errecht, nach eemol de Beweis, dass de Klimawandel keng Grenze kennt a mir Klimapolitik länneriwweergreifend als Ganz mussen kucken.

Madamm Presidentin, ech bedauern e bëssen, dass no der Euphorie, déi et nom Accord vu Paräis do gouf, elo d'Verhandlungen erëm méi gemittlecht schéngen ze lafen. Dobäi hu mer keng Zäit ze verléieren, well de Klimawandel waart net, bis d'Politik prett ass. Mä leider ass et ganz schwéier, innerhalb vun der EU e Konsens ze fannen, wann et ëm konkret Engagementer geet.

Hei kënnen mir elo als Lëtzebuerg eise Lëtzebuerg Brëll opsetzen an eis massiv drop konzentréieren, fir eis Hausaufgabe bei eis hee-heem ze maachen. Mir hunn och vill Efforten déi lescht Jore gemaach, besonnesch am Beräich energeetesche sinnvollt Bauen. Elo géllt et, och bei der Albausaniierung mat deene ville Mesuren, déi d'Regierung hei zur Verfügung stellt - Stéchwuert Klimabank -, nozeleeën.

Och den Undeel u Solarenergie a Wandenergie klëmmt weider - dat ass och gutt esou - an hei stécht och nach enormt Potenzial dran.

Madamm Presidentin, wann ee weess, dass bal 70% vun den Emissiounen, déi Lëtzebuerg ugereicht ginn, vum Transport hierkommen, da weess een, dass mer d'Aart a Weis, wéi mir eis fortbewegen, mussen a Fro stellen.

Wann ech déi vill Innovatiounen gesinn, déi duerch d'Digitalisatioun an déi nei Technologien entstinn, da gesinn ech awer och Risechancen. Stellt lech emol vir, Dir huet den Zuch, fir heemzefueren, mä Dir wësst net, wéi Der do vun der Gare bis bei Aert Haus kommt. An net allze ferner Zukunft wäert Der aus dem Zuch, mat enger App, lech en Auto kënnen bestellen, dee virun der Gare op lech waart, lech virun Är Hausdier féiert a vun do aus vum selwen op déi nächst Elektrobome fiert, wou deen Auto sech dann opluet an op säin nächste Client waart.

Jo, dat klängt e bësse futuristesche. Mä wann ee weess, dass Lëtzebuerg kierzlech en Accord mat Frankräich an Däitschland ënnerschriwwen huet, fir dass op der Saarautobunn an Zukunft Tester fir selbstfuerend Autoe kënnen stattfannen, a wann een zäitgläich weess, dass an England ab 2021 selbstfuerend Autoen op de Stroosse wäerten zougeloooss sinn, da mierkt een, dass dës Technologie scho vill méi wäit ass, wéi esou munchere vum eis vläicht mengt.

Ech betounen awer, dass ech den Individualverkéier an Zukunft nëmmen als klengen Deel vun der Mobilitéit gesinn. En Emdenken heescht virun allem: effentlechen Transport, dee besser muss ginn, dee méi séier muss ginn. A jo, haut si mer hei nach oft e gutt Stéck do dervun ewech.

Madamm Presidentin, nëmme wa jiddwereen eng Hand mat upaakt, packe mir et zesummen, deenen, déi no eis kommen, eng liewenswäert Welt ze hannerloossen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech géif ganz gär dem Marco Schank Merci soen, dës Heure d'actualité ageruff ze hunn, fir iwwert dëst Thema ze diskutéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner ass ageschrieben: den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, lues a lues, mengen ech, komme mer an der realistesch Welt un, wat d'Klimapolitik ugeet, no der Euphorie vu Paräis. An ech fannen et an deem Sënn flott, well d'ADR hat schonn deemools, wéi mer dat ratifizéiert hunn, gesot: „Et komme Problemer bei der

Ëmsetzung. Deen Accord ass net terribel spezi-fesch, et gëtt vill Widerstand, et gëtt vill Saachen, déi mer nach net kënnen virausgesinn, well de Potenzial vun den alternativen Energie relativ kleng ass.“ An ech mengen, déi Entwécklungen, déi mer elo gesinn, déi ginn eis recht. Net nëmmen, dass d'USA aus dem Accord erausklammen, mä et gëtt och an der Energieversuergung an der Welt Entwécklungen.

Bis elo hate mer 30 Staten op der Welt, déi nuklear Energie gebraucht hunn, 28 State wëllen elo och an d'Nuklearenergie eraklammen, dat heescht, mir hunn der méi, vun 30 op 58. Mir hunn och bei der Kuel eng Entwécklung no uewen. Am Abléck sinn et 62 Staten, déi wëlle massiv op d'Kuelenergie zréckgräifen, och dat ass méi, wéi mer bis elo haten.

An et hat ee vun de Virriedner scho gesot, dass och d'Emissiounen am CO<sub>2</sub>-Beräich dëst Joer en neie Rekord kréien, an d'Zuel vun 41 Gigatonnen ass hei genannt ginn. Dat sinn alles Entwécklungen, wou mer eis awer mussen d'Fro stellen: Eng Politik, Ëmweltpolitik, esou wichteg se ass an esou néideg se ass, wéi solle mer déi maachen? Wéi soll Lëtzebuerg sech positionéieren?

Ech wëllt vläicht eng Virbemierkung maachen, déi och bei der Klimakonferenz zu Bonn däitlech erauskomm ass duerch eng Organisatioun wéi Nature Climate Change: Dat ass einfach, dass mer a ville Beräicher an deser Diskussioun nach ëmmer mat ganz onsécheren Statistiken operéieren. Et wär weltwäit e risegen Effort néideg, fir wierklech kënnen mat Sécherheet ze soen, wéi ee Land wivill Emissiounen gëtt. Mir sinn nach laang net do, fir kënnen alles mat Sécherheet nozevollzéien.

Et ass awer eng Geleeënheet, wa mer vu Statistike schwätzen, fir nach eng Kéier ze soen: „Wat ass eigentlech dee lëtzebuergesche Impakt?“ A wann een déi Statistiken, déi meeschtens um Internet ze fanne sinn, eng Kéier kuckt, da muss een einfach soen, dass nëmme bei deenen anthropogene Gasen, ausgerechent op 2020 no der aktueller Entwécklung, déi Lëtzebuerg Kontributioun bei 0,002% läit. Wann een déi natierlech Emissiounen vun CO<sub>2</sub> nach derbärechent an der Gréisstenuerdung, wéi dat allgemeng dacks ugeholl gëtt, vun 570 Gigatonnen, da leie mer bei 0,0001%.

Déi Aktiounen, déi hei geholl ginn - ech mengen, den Här Schank hat gesot: „Global denken, lokal handeln!“ -, da stellt sech awer d'Fro vun der Proportionalitéit. Well deen Effort bei deem minimale Bäitrag, deen eist Land mécht, fir eis ëmzestellen, fir d'CO<sub>2</sub>-Ziler ze errechen, hutt e risige budgetären Impakt an engem defizitären Statsbudget. Et ass eng Belaaschtung fir eis Entrepreneuren, wat d'Kompetitivitéit ugeet. Et gëtt ëmmer méi e groussen Drock op d'Bierger, wat d'Steierlaascht an och Fuerderungen ugeet, fir gewësse Liewensstellungen ze änneren, sief et bei Passivhaiser oder aneren neie Virschreften.

Dat heescht, et stellt sech grondsätzlech d'Fro vun der Proportionalitéit a vum Notze vun deene Moosnamen, déi mer awer hei massiv férdere. Mir si fir de Schutz vun der Atmosphär - d'ADR huet ni eppes anescht gesot -, awer op enger realistesch Basis. Well dat, wat dëst Land sech ënner där grénger Impulsivhaapt sächlech virgeholl huet, ass komplett onrealistesche a kontradiktöresche.

Mir hunn eis e Reduktiounszil vu -40% virginn. Gläichzäiteg soe mer, d'Populatioun vum Land soll sech verduebele bis 2060 op 1,2 Milliounen Awunner. Wéi soll dat errecht ginn? Mir maache riseg ekonomesch Projeten, wéi zum Beispill an der Logistik zu Beetebuerg. De Loftverkéier ass an deene Statistiken, wéi mer se bis elo beim Klima verhandelen, iwwerhaupt nach net dran. Dat heescht, och de Loftverkéier, deen eng ëmmer méi grouss Proportion vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen huet, hu mer nach net matgerechent.

Mir hunn hei Projeten am Land, déi mer wëllen heihinnerkreien. Den Här Schneider wëllt Google implanteieren. Och dat sinn energieintensiv Betriber. Dat heescht, mir hunn hei enger-säits de gréngen Deel, géif ech soen, vun der Regierung, dee massiv an extrem héich Fuerderunge stellt, an op där anerer Säit ass awer eng Regierungspolitik amgaangen, déi d'Erfüllung vun deenen Ziler realistesch on-méiglech mécht.

Dat heescht, dass mer dann och nach dacks wéi elo mat Litauen eis musse fräikafe goen, wéi schonn an der Vergaangenheet, fir eis Fuerderunge kënnen ze erfëllen oder fir eis Verfluchtunge kënnen ze erfëllen.

Fir d'ADR stellt sech an der Klimapolitik, wéi an all anerem Beräich vun eiser politescher Aktioun, ëmmer déi éischt Fro vu Realismus a vun enger vernünftiger Belaaschtung vun de Leit. Dat géllt och an der Klimapolitik. Firwat zum Beispill enormen Drock op d'Bauere maachen?

D'Bauere sinn net den Unhängsel vun der Ëmweltpolitik. D'Bauere sinn do, fir eis Ernährung sécherzestellen, a si fleggen och d'Landschaft. Mä si däreerfen net dauernd ugesi gi wéi d'An-nex vum Ëmweltministère.

A mir kommen nach an eng aner Problematik eran. D'EU huet sech enorm ambitiéis Ziler gesat, wat de Klima ugeet, och am EU-Budget. Et ass geschwat ginn zu Stroosbuerg vu bis zu 20% vum EU-Budget, déi sollen ënner anerem op Klimaaktiounen verwennt ginn. Mä d'Britte ginn awer eraus. D'Konsequenze vum Brexit op den EU-Budget, déi kenne mer haut nach net. An och do muss ee sech froen: Gëtt dann elo de Lëtzebuerger Bäitrag zum EU-Budget mat zousätzlechen Abgabe wéinst Klimafroen och nach do belaauscht?

Fir eis als ADR, fir dat nach eng Kéier zesummenzefaassen, ass kloer: Jo, mir si fir de Schutz vun der Atmosphär a mir wäerte selbstverständlech och Efforte matdroen, déi derzou bäidroen, allgemeng d'Ëmwelt ze schouwen, am Klima an an all anerer Hisiicht, awer op eng realistesch Manéier, op eng vertriebar Manéier an op eng kohärent Manéier, also anescht, wéi dës Regierung dat mécht.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschrieben Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Jo, „bescheiden“, esou kann een d'Resultat vun der COP23 nennen, wann een optimistesche ass. Technesch Froe fir d'Ëmsetzung vum Paräisser Ofkommenes sollten do geregelt ginn, a konkret erauskomm ass schlussendlech d'Grënnung vun enger ganzer Rei vu Berodungsgremien. A vill vun eis kennen dat aus dem Alldag, och aus dem politeschen Alldag: Wann ee sech net eens gëtt oder keng Decisioun wëllt huelen, da grënt een emol eng Aarbechtsgrupp oder e puer. An dat kann een awer schonn als eng Aart Echec bewäerten, wann ee sech d'Urgence vun der Klimaproblematik virun Aen hält.

De konsequente Ëmbau vun der Weltwirtschaft vun de fossilen Energien ewech hin zu der erneierbarer Energie misst scho laang amgaange sinn, fir d'Erwärmung a Grenzen ze halen. Wärenddeems gëtt zwee Joer no Paräis nach ëmmer iwwert d'Regele gestriden, wéi den CO<sub>2</sub>-Ausstooss vun engem Land soll gemooss ginn, an dat, nodeems 2016 esou vill CO<sub>2</sub> ausgestooss gouf wéi nach ni virdu an der Geschicht.

Besonnesch d'EU huet bei där Veranstaltung en trauregen Androck gemaach: Däitschland kënn mat senger Energiewende net méi virun an hält sech emol léiwer eraus. Holland bréngt op eemol nei EU-Ziler an d'Spill, ouni sech ofzeschwätzen, während Frankräich seng Atom-a Lëtzebuerg seng Finanzindustrie promouvéiert.

Déi lëtzebuergesch Initiativ a Saache Green Finance, déi ass jo ganz léif, mä vläicht e bëssen hypokritesch, wann ee bedenkt, dat iwwert d'Lëtzebuerg Fongenindustrie Milliarden a Milliarden un déi grouss Uelechkonzerner fléissen, fir nei Pétrolfelder ze erschléissen. Esouguer de Pensionsfond an den Zukunfts-fong investéieren hir Suen a fossill Energien.

Et gëtt een d'Gefill net lass, dass déi Green-Finance-Initiativ mat hire puer mickrege Milliounen just e Marketinggeck ass, fir den Image vun der Finanzplaz ze verbessern, eng Zort „green washing“ fir d'Fongenindustrie. An ech mengen, do muss een awer e bëssen oppassen.

D'Lëtzebuerg Bourse seet, si géif derfir suergen, dass keen „green washing“ géif stattfannen, si géif d'Produite selwer net jugéieren, mä derfir suergen, dass d'Clienté sech kéinten eng Meinung bilden iwwert déi Produiten.

Et ginn awer schonn immens vill Prezedenzfäll, wat déi gréng Obligatiounen, déi Gréng-Bonden ugeet. Et kann een d'Beispill huelle vu GDF Suez, déi och an deem Business dran ass vu Green Bonds a wou ee weess, dass iwwert dee Business vu Green Bonds, dat heescht doriwwer, dass d'Leit déi Obligatiounen kafen, fir a gréng Projeten ze investéieren, dass GDF Suez dann e Staudamm baue geet an den Amazonas a Brasilien, wat natierlech verheerend ass a wat och nach vun Notatiounsagencé gebëllegt gouf, wou natierlech och Clienten dra sinn, ënner anerem ArcelorMittal. A wat schlussendlech och nach de Methanausstooss eropdreift, well duerch e Staudamm, deen ee baut, verfaulen Algen an esou weider an déi stousse Methan

aus, wat och nach méi gravéierend ass wéi beim CO<sub>2</sub>.

Dat heescht, et keeft een u sech eppes ganz Komesches, mä ech hunn elo wéineg fonnt iwwert déi Gréng-Bonden hei zu Lëtzebuerg. Et wär awer derwäert, datt een eng Kéier e bësse méi spezifesch géif doriwwer diskutéieren.

Bon, wat hu mir duerno als Lëtzebuerg dann nach weiderhin opzeweisen? Eis Pro-Kapp-Emissionen gehéieren nach ëmmer zu deenen héchsten an der Welt. An den Ausbau vun erneuerbaren Energie kënn net esou richteg vun der Plaz, soudatt mer mëttlerweil scho mussen a baltesch Länner, Litauen, Statistiken akafé goen.

Et komme keng Impulser a keng ëffentlech Investitiounen, vun deem ugekënnegten neie Klimaaktionsplang schwätzt kee méi. A beim Tanktourismus hu mer den Androck, datt de Kapp an de Sand gestach gëtt. An ech géif awer nach drun erënneren, datt déi Etüd do erauskomm ass, déi bewisen huet, datt den Tanktourismus u sech och nach finanziell méi schiedlech ass an u sech manner erabrëngt wéi dat, wat et kascht hei zu Lëtzebuerg. De Professor Ewringmann hat et bruecht. Ech géif gär einfach nëmme wëssen...

**M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Da sot emol, wat Dir géift proposéieren...

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Wat géife mer proposéieren? Ech war nach net fäerdeg, Här...

**Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Här Minister, Här Minister, wann ech gelift! Wëllt Der eng Fro stellen?

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Neen, ah, wat mir proposéieren? Neen, mir proposéieren... Ech äntweren em.

**M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Wann Der erlaabt, géif ech gär eng Fro stellen.

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Mir proposéieren, datt déi Etüd aus dem Tirang erausgeholl gëtt an datt mer eng Kéier... Mir géife gär wëssen: Déi Etüd ass presentéiert gi virun engem Joer ongeféier, déi Etüd ass ganz interessant. A mir soen och deene Merci - a mir wëssen, datt et vun Är Saït kënn -, déi deemools och déi Etüd gefrot haten. Wat ass elo? Wat kënn elo no dëser Etüd? Dat géif eis emol eng Kéier interesséieren.

**Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Jo, den Här Minister huet gefrot, fir lech ze äntweren.

**M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Déi Etüd hunn och déi Lénk zur Verfügung gestallt kritt an do stinn eng Rei Pisten dran, a wéi eng Richtung dat géif goen. Mech géif et dann emol interesséieren, wat fir eng Pist zum Beispill déi Lénk an den Här Wagner géif interesséieren. Et ass jo net, wéi wa se duerno keng Donnéeën a Pisten hätten. Normalerweis besteet jo den Debat doranner, datt ee sech och da positionéiert par rapport zu deem, wat do drastesch.

Kënn Der eis vläicht emol explizéieren, wat dann Är Pist ass an deem doten Dossier?

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Ma kommt, mir organiséieren en Débat d'orientation an dëser Chamber! Also dat ass e bëssen... Also elo wäert ech lech...

**M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Dir maacht dach soss gäre Pressekonferenzen. Firwat maacht Der dann net hei...

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Wësst Der, aus dem Stand eraus wäert ech lech elo keng Pist proposéieren, dat ass elo net d'Diskussion, déi mer hei féieren. Mä kommt, mir maachen en Débat d'orientation! Mir hunn eis domadder auserneegeat a mir diskutéieren ganz gären doriwwer. Also kee Problem, dat ass wierklech kee Problem.

**M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Da maacht eng Pressekonferenz! Dir maacht jo och soss Pressekonferenzen.

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Mir hu scho laang keng Pressekonferenz méi gemaach. Mir kënnen och eng Pressekonferenz maachen.

**Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Den Här Wagner huet elo eleng d'Wuert. An hie mécht sech elo fäerdeg. Här Wagner, neen, et ass gutt.

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Ma kommt, mir maachen dat esou! Den Här Bausch propo-

siert eis en Timing a mir proposéieren dem Här Bausch en Timing, zum Beispill och, wat e brauch vun...

**M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Mir wëssen, wat mir wëllen. Awer ech mengen, Dir wësst et net esou richteg, oder Dir wëllt et net soen.

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Mir kënnen och..., on peut échanger les rôles, wann Der wëllt.

**(Brouhaha)**

**Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Wann ech gelift, loosst den Här Wagner sech fäerdeg maachen!

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Well dat ass jo interessant. Also d'Regierung verfüegt iwwer e Statsapparat, iwwer Mataarbechter, an d'Deputéiert endeiteg manner. Dat heescht, u sech ass et éischter un der Regierung, eppes ze maachen, wéi datt d'Regierung vum Parlament fuerdert, datt mir sollte regéieren. Maacht et selwer!

**M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Eh ben, huet eng Positioun!

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Dat hunn ech emol net héieren.

**Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Här Wagner, et ass un lech!

**M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, schlussendlech, an dat gouf och scho gesot, ech mengen, wann och gréisser Projekte kommen, wann och gréisser Betriber hei op Lëtzebuerg kommen, muss een awer och tatsächlech den Impakt moossen.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Et ass Google genannt ginn. Ech mengen, dat ass natierlech och eppes, wat immens vill Energie wäert friessen. Doriwwer muss een och nach diskutéieren, wa mer schonn iwwer Klima diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

**Une voix.**- Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun allgemengen Deel vun eiser Aktualitéitsdebatt. An ech ginn dann emol dervun aus, dass eis Ëmweltministesch elo um Tour ass. Madamm Carole Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement.**- Villmools Merci, Här President. Merci och dem Här Schank fir déi Fro de Mëtten an dass dat Thema hei kann an dësem Plenum diskutéiert ginn am Parlament, well et ass derwäert, och e Bilan vun der COP23 ze maachen, déi wéi mer jo alleguete wëssen, eng Transition-COP war, eng COP, wou mer eben net dee grouse Worf kruten, mä wou mer awer mat virsiichtegem Optimismus am Endeffekt kënnen soen, dass mer verschidde Saache feststellen um weltwäiten Niveau.

An ech mengen, et ass och wichteg, heibannen awer nach eng Kéier eisen Dammen an Hären Deputéierten ze rappéléieren: Wou komme mer hier? Jorelaang gouf debattéiert a verhandelt, bis mer eis 2015 op de Paräisser Accord géenegt hunn. Mëttlerweil, innerhalb vun engem Joer a sech, ass deen Accord a Kraaft getrueden. Nëmme fir lech ze rappéléieren: De Kyoto-Protokoll huet siwe Joer gebraucht. Haut hunn 170 Länner weltwäit de Paräisser Accord ratifizéiert, wat awer eng Rekordzäit ass.

Mëttlerweil huet d'EU jo e ganz grouse Schrëtt no vir gemaach. No zwee Joer Blocage an der EU fir d'ratifikatioun vum Doha-Amendement hunn d'Polen awer e Schrëtt no vir gemaach, och well se sech hirer Responsabilitéit fir d'nächst Joer bewosst sinn - Lëtzebuerg hat deen do Amendement scho wesentlech éischter ratifizéiert -, soudass mer elo als ganz EU och do kënnen derbäi sinn. Do hu mer ewell 94 Länner, déi aktiv sinn.

An ech mengen, wa mer déi Zuelen eng Kéier rappéléieren, an ech fannen et ëmmer derwäert, awer eng Kéier mat den Zuelen ze kommen, da gesi mer, dass de Klimaschutz lues a lues virugeet. A mir gesinn och opgrond vun der Gréisst vun där Konferenz, wou awer 25.000 Akteuren do waren, dass et mëttlerweil zu enger Bewegung ginn ass. An do ginn ech dem Här Schank recht an dat hu mer viru Paräis scho gesot: Mir brauche Bottom-up an awer och e gudd Kader.

De Kader hu mer mam Paräisser Accord. Elo geet et „an das Eingemachte“! An et ass wéi hei am Parlament och, wa mer Regelwierker ausschaffen, an ech wëll rappéléieren: De Paräisser Accord fänkt 2020 un. Mir debattéieren

ren à ce stade iwwert dat, wat mer haut scho maachen a wéi urgent et ass, dass mer déi Dynamik, déi mer zu Paräis haten a wou et dës Kéier och gelongen ass, déi um Niveau vun den Akteure bäizehalen, dass mer déi kréien.

Wichtig ass éischters: Trotz dem Ausstig vun den USA si keng Blocagë komm. Si ware mat enger historesch klenger Delegatioun do. Mä mir haten awer forcéng Staten aus den USA do. Mir hate 55 Stied, divers Klimaakteuren, wéi de Schwarzenegger, also Leit, déi eng Stellung hunn, wou se d'Leit maträsse kënnen. Mir hatten 1.700 Akteuren aus dem Business aus den USA a mir haten 350 Universitären. Dat ass esou eng grouss Delegatioun vu Sociétés civiles a vu Regiounen, wéi et se nach ni op enger Klimakonferenz gouf!

An dofir muss ee soen: Jo, mir wollte méi errechen, d'EU wollt méi errechen. Mir wollten net nëmme Proposen um Dësch leien hunn, mir wollten och nach méi Schrëtt goen. Awer neen, et gouf kee Blocage, mir koumen ee Schrëtt nom anere weider. Mir hu Plattformen agericht, an d'ailleurs, fir d'Genderplattform war ech selwer ganz mat aktiv, esou dass den Genderaktionsplang elo kann ulafen. Och déi Plattform vun den indigene Vëlker, an ech mengen, dass do d'EU awer hir Roll ze spillen huet, wann et ëm d'Mënscherechter geet. Lëtzebuerg hat en Evenement iwwer Mënscherechter, iwwert d'Migratioun an d'Effekter vum Klimawandel op d'Migratioun: D'Krise verstärken d'Effekter.

Ech mengen, dass mer dee mënschleche Volet vun Klimaschutz, vun den Defien net sollte klengrieden. Well jo, an engem weltwäite Prozess, wou mer iwwer Konsenspolitick schwätzen, do ass et net einfach, grouss Schrëtt ze maachen. Awer neen, mir hunn net op der Plaz gestanen, well mir hunn och Resultater, souwuel als EU, well mer Blocagë konnte léisen, wéi awer och international. Déi nei Antikuelkoalitioun - d'ailleurs ass Lëtzebuerg derbäi mat verschiddene Regiounen aus den USA - weist eis ganz genee, dass mer net sollen de Kapp an de Sand stiechen, mä dass mer solle konkret u Léisungen an u Piste schaffen. A wierklech, d'Virdeeler vum Klimaschutz fir Stabilitéit, fir Sécherheet, fir Friddenspolitick weltwäit, an och d'Risiken, wa mer et net maachen, do gëtt et e Rapport vum Nicholas Stern, deen eis schonn 2006 seet, wivill Prozent vum PIB all Joer verluer ginn, wa mer kee konkrete Klimaschutz maachen.

**(Interruption)**

An ech mengen awer kënnen ze behaupten, dass Lëtzebuerg dës Kéier mat der Achs... Wou mer gesot hunn: „Mir sinn e gudd Partner, mir si solidaresch a mir weisen, wat mer maache ganz konkret, mat eise Partnerlänner, wou mer haut scho konkret Projekten am Klimaschutz lafen hunn, mat aneren Akteuren.“ Mir hunn zum Beispill e Fong virgestallt, wou mer Naturschutz, Mangrove, Mieresschutz zesumme mat Klimaschutz uginn an esou resilient Hoffnungen fir en nohaltegen Tourismus an nohaltege Fëschereien hunn, grad op deene vulnerabelsten Inseln. Do hu mer Aktiounen gesat.

Mir hunn zum Beispill och konkret mat de Fidjien iwwer Assurance fir déi Leit, déi haut scho vum Klimawandel betraff sinn, geschwat, fir dass déi net all puer Joer erëm nei ufänken. Dat heescht, Lëtzebuerg, duerch d'Präsenz vum Grand-Duc, duerch d'Präsenz vum Finanzminister, huet bewisen, dass mer op der weltwäiter Zeen mat allen Akteuren - an do schaffen ech och ganz vill d'ailleurs mam Romain Schneider a mat der Kooperatioun zesummen, wou déi zwee sech ergänzen - en Akteur sinn, dee fiabel ass, dee kredibel ass an dee weltwäit niengem Prozent vum PIB, dee mer jo an d'Entwécklungshëllef ginn, och e faire Part iwwerhëlt, wat déi international Klimafinanz ugeet.

A jo, wa mer och net an absoluten Termen déi gréisst Emetteure sinn, esou si mer awer nach am Pro-Kapp-Bereich grouss Emetteuren. A mir hunn eng Finanzplaz, mat där mer mussen schwätzen. Mä da kommt, mir huelen dee Bereich a mir erweideren do déi positiv Aktiounen. Dat hu mer versicht, mam Finanzminister kloer ze maachen, an do si mer, wat innovativ Projekten... Well ëm wat geet et? Et geet net alleng ëm d'Finanzplaz. Et geet drëm, dass mer esou vill wéi méiglech Gelder méiglechst schnell an eng aner Richtung drécken, fir dass mer eis Liewensqualitéit kënnen erhalen, dass déi Leit, déi net wëlle vun dohem fortgoen, och kënnen bei sech Zukunftschancen hunn an dass mer eis fir Gerechtegkeet asetzen. An dat ass Klimaschutz.

De Logo vun dëser Konferenz, den offiziellen, dee war: „Faster, further, together for climate action“. Genau dat ass et, wat mer mussen maachen. Genau dat ass et - an domadder kucken ech elo op d'Zäit -, wat mer och heiheim maachen. Well Dir hutt recht, nieng deene positiven

Annoncen, nieng der Antikuelkoalitioun ware mer aktiv och als Lëtzebuerg amgaangen ze kucken: Wou sinn déi Akteuren, déi mer fir eng Antinuklearkoalitioun kënnen op d'Bee stellen? Da mussen mer och elo heiheim eis Hausaufgabe weiderhin eescht huelen.

Mir hunn elo just virun e puer Minuten iwwert de Klimapakt, wat e flott Instrument ass, geschwat. Mä ech mengen, dass awer haut - wann ech kucken, wéi et war nach virun e puer Joer - déi ganz Regierung, an dat ass net nëmme de Finanzminister, mat neien Aktiounen, mat enger innovativer Plattform, zesumme mat der Europäescher Investitiounsbank, méi Gelder fir de Klimaschutz a Projete mécht, déi bis haut net gemaach gi sinn, well mer ze vill Risiken dra gesinn hunn, soudass mer déi kënnen deblockéieren.

Et ass net nëmme dat! Mir hunn als Regierung ënnert der Leedung vum Ekonomies- an Energieminister awer e Rifkin-Prozess hanner eis, wou ekonomesch Akteuren, wou d'Société civile mam Zil, 2050 hei zu Lëtzebuerg dekarboniséiert ze sinn, also eise Klimaziler gerecht ze ginn, eng positiv Versioun fir eist Land opsetzen, an dat am Beräich Industrie, Économie, an de Bauten, awer och an der Mobilitéit.

Jo, de Beräich vum Transport, dat sinn 68% vun eisen Emissionen. An natierlech gëllt et, och do Aktiounen ze maachen. Awer do ass de François Bausch, deen och d'ailleurs hei sëtzt, jo schonn zanter uganks vun dëser Period aktiv drun, ee Projet nom aneren ëmzesetzen, sief et elo en Tram, sief et am Beräich ëffentlechen Transport, sief et eng App, fir d'Leit méi ze animéieren, zesummen ze fueren, sief et awer och, fir zesumme mam Etienne Schneider Borden opzeriichten.

An do hu mer elo ganz rezent, Transportministere an Ëmweltministere, och bei der Kommissioun intervenéiert, well mir wëssen, dass all eis Aktiounen hei, wa mer vun 68% vun den Emissionen schwätzen, net duerginn, wa mer net um europäesche Plang och enger Autolobby kloer Ziler virsetzen. An dofir hu mer zesumme mat zéng anere Länner intervenéiert bei der Kommissioun.

Mä ech kann lech awer soen, de Commissaire en charge huet eis an enger Bilateral op der COP23 gesot, dass dat keen einfache Match wär, an dofir ass hir Proposition déi, wéi se haut ass. Awer d'Efforte gi weider. An de Max Hahn hat et gesot: D'Solutioun fir eng besser Mobilitéit wäerten eben och déi si fir eng besser Liewensqualitéit an eise Stied, fir manner schlecht Loft, fir méi e schnell Hin an Hier, manner Lärmbelästegung. Ech mengen, dofir sollt ee wierklech an deem Beräich vun de positiven Nieweneffekter vum Klimaschutz schwätzen.

An, jo, d'ganz Regierung ass aktiv am Klimaschutz. Am Logement hu mer och Saachen opzeweisen: Mir hunn eng PRIME House nei definéiert, wou mer net nëmme am Beräich Erneuerbarer schaffen an Effizienz, mä eben och kucken: Wéi eng Materialie gi gemaach? An et gëtt eng Klimabank virgeschalt, fir ze incitéieren.

An ech kann lech soen, dass, trotz dem Wuessstum... An dofir mussen mer engersäits déi Efforten, déi ze maache sinn, net niéieren, well Klimaschutz ass eppes, wat jiddwene ugeet a wat jiddwene ka mat no vir dreieren. Mä op där anerer Saït sollte mer awer och net soen: „Well mer Wuessstum am Moment hunn, zum Beispill u Bevëlkerung, déi méi ass, si mer net à même ze reduzéieren“, well déi lescht Joer hu bewisen, dass mer zum Beispill am Beräich vum Logement trotz méi Wunnengen awer ëm déi 5% iwwert déi lescht fënnf, sechs Joer konnte reduzéieren.

Also ass et méiglech. Mir bauen haut nëmme nach effizient Wunnegebaier. De Stat huet e ganze Programm, wéi mer nach méi Erneuerbarer op den Diech maachen. Ech mengen, et sinn all déi eenzel kleng Efforten, déi mer alleguerten zesumme maachen, déi eis de Léisungen nobrëngen.

An da wëll ech awer nach soen, dass mer am Beräich vun den erneuerbaren Energien, quitte dass mer e schwierige Startpunkt och haten, dann awer haut 50% méi Wandenergie innerhalb vu véier Joer hunn an dass mer och am Beräich vun de Solaranlagen e merklechen Zouwuess hunn. An déi Tendenz weisen eis awer... An dat kënnen mer och kucken, wa mer op international Vergläicher kucken, do si mer net gutt wéinst eise Pro-Kapp-Emissionen, mä all d'Tendenzen, an all Tendenzen a Richtung, wat d'Politik wëllt maachen a wéi, do si mer amgaangen, och international Unerkennung ze kréie fir déi Efforten, déi mer maachen. Dofir hoffen ech weiderhin, dass mer hei national, awer och international déi Dynamik, déi sech do entwéckelt huet, anhalen.

Da waren nach Froen zum Tanktourismus. Dat si Saachen, déi verschiddenen Deputéierten hei

ganz um Häerz leien. An do ass et net méi spéit wéi d'lescht Woch gewiescht, wou d'Regierung iwwert déi eenzel Pisten debattéiert huet. A mir wäerten am Ufank vum nächste Joer mat konkrete Piste kommen.

Et muss een awer och verstoen, dass, wann eng Etüd zéng Joer laang net gemaach ginn ass, elo säit engem Joer presentéiert ass, dass elo emol d'Gremien tëschent dem Finanzministère, dem Ëmweltministère, der Economie sech hu missen zesummesetzen, fir ze kucken, wéi mer hei geziilt weider Aktiounen kënnen setzen. An do hat ech lech et och an der Kommissioun schonn eng Kéier gesot, dass mer dorobber wäerten zrëckkommen.

Dat sollt een awer net isoléiert gesinn. Dat sollt ee gesinn am Kader vu Mobilitéitspolitiken, vun de Gesamtpolitiken am Beräich vum Bau, vun der Entwécklung vun der Landesplanung, vun der Energie, well Klimapolitike betreffen tatsächlech all Beräicher. An an alle Beräicher, dovun sinn ech iwwerzeugt, fanne mir all zesumme besser Léisunge fir eng besser Liewensqualität.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Madamm Minister, den Här Kartheiser wollt eng Bemierkung maachen, eng Fro stellen.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo, eng Fro.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. An och e grouse Merci un d'Madamm Minister. Wann ech lech nolauscheren, ech appreciieren deen Enthusiasmus. Mä ech stelle mer ëmmer d'Fro: Wou stellt Dir lech eigentlech vir, datt an zéng, zwanzeg Joer Lëtzebuerg seng Energie soll hierkréien?

Dir ënnersträicht d'Bedeutung vun den alternativen Energien. Mir wëssen awer no deene Schätzungen, datt mer ongeféier e Potenzial vun 11% hunn. Mir hunn eng Politik géint d'Atomenergie. Dir hutt eis och elo gesot: „Mir si géint Kuelenenergie.“ A mir hunn Twinerg zougemaach, well et op Gas baséiert war.

Madamm Minister, bei 11% normaler erneuerbarer Energie, wou kommen déi 89% aner Energie hier?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Oberweis huet d'Wuert.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Eng anescht gelagert Fro, déi stellen ech elo direkt. Madamm, Dir hutt mech interpelléiert, well Der vu Fidschi geschwat hutt. An Dir waart jo selwer do an Dir konnt feststellen, dass jo déi maximal Kopp do héchstens 1,2 m héich ass, wann ech gesinn, wéi dee Mieresspiegel do klëmmt. An Dir hutt mer gezielt, Dir wëllt eng Assurance maachen, fir d'Leit an hirer Heemecht ze beloussen. Elo hunn ech gelies gehat, d'Land Australien huet eng Offer gemaach gehat: Déi Länner, déi Leit vun deene Fidschi-Inselen a Mikronesien, déi kréien eng Chance, wa se mussen plënnere, da wäerte se an Australien eriwwegeholl ginn.

Also ech fäerten op alle Fall, wann ech nach e puer Joer méi al sollt ginn, da wäerten awer e puer Leit vun de mikroneseschen Inselen mussen plënnere, well den Niveau klëmmt ganz einfach. An eng Assurance vun hei déngt de Leit un sech net ganz vill.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Madamm Minister, kuerz.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Ma ech kann lech soen, dass e groussen Deel vun Ärer Äntwert am Beräich vun der Effizienz läit. An dofir huet Lëtzebuerg sech permanent agesat, och um europäesche Plang, fir am Beräich vun der Energieeffizienz vill méi ze maachen, well mir sinn do nach laang net un der Limitt.

Zweetens, natierlech muss mer bei den Erneuerbare mat Partner zesummeschaffen. Dat maache mer och schonn haut. Mir kucken d'ailleurs och schonn no ganz konkrete Projete. Den Henri Kox sëtzt hei: Réimech ass zesumme mat den däitschen Noperen amgaangen ze kucken. Ech selwer hunn am Naturpark e Projet lancéiert, zesumme mam Naturpark Mëllerdall a mat däitschen Akteuren, fir energieautonome Gemengen. An d'ailleurs ass dat an de ländleche Gemengen de Fall a mir hunn hei Buergermeeschteren och sëtzen aus där Regioun, déi kënnen beweisen, dass si haut schonn zu engem gudden Deel - ech mengen, et ware 45% op där leschter Presentatioun - kënnen hir Energie selwer hierstellen.

Dat heescht, e Schlëssel wäert sinn: Effizienz, Erneuerbarer, an dat iwwert déi nächst Jore forcéiert, an natierlech och international Zesummenaarbecht mat eisen Noperen an der Groussregioun, sou wéi mer et och haut schonn an der EU-Energieunioun maachen.

Zu Fidschi: Ech selwer war mer e Projet vun enger Ëmsiedlung vun enger Regioun ukucken. Do hu mer e Modellprojet gesinn, wéi ee kann op eng flott an einfach Aart a Weis Leit, déi an engem schwierge Gebitt waren, e bësse méi eranhuelen. Mir sollten net vergiessen, d'Fidschi-Inselen, dat si kleng Inselen, mä op der Haaptinsel hu mer och méi eng héich Erhiewung. An do war e Modellduerf, dat mer eis konnten ukucken.

Villes kann ee scho fir déi Leit verbesseren, déi haut schonn, vill méi oft wéi mir nach - also an Europa hu mer véiermol esou vill duerch Wiederextremere verursaacht Schied -, do mat Wiederextremere ze dinn hunn. Kee Mënsch, zumindest net déi, déi ech kennen, déi meescht wëllen hiert Land an hir Proprietéit net verloossen. Wa se also kënnen op darselwechter Insel eng Zukunft fannen, da sollt een hinnen do och hëllefen, dass se net all Kéiers, wann erëm e Wiederextremere ass, wéinst total rudimentärem Material alles total zerstéiert hunn, an hinnen d'Méiglechkeet ginn, dass si hir Haiser esou bauen, dass se och méi wiederfest sinn, wéi gesot, op deene Plazen, déi net direkt un der Küst op deenen Haaptinselen leien. Dat géif deene Leit sur place, déi haut scho wierklech betraff sinn, immens vill hëllefen.

Mir maachen dat natierlech net, mir als Lëtzebuerg, eleng. Mir hunn en Incubateur fir déi ganz kleng Inselstater do mat de Fidschi-Inselen op de Wee bruecht. Si sinn déi, déi elo scho konkret Modeller hunn. Mir sinn elo amgaangen, dee Projet auszeloten. Dat soll och en Assuranceberäich gi fir déi ganz Inselstater. An ech muss lech awer och parallel soen, dass aner Inselstater am Moment schonn amgaange sinn, mat Fidschi ze verhandelen, fir hir Leit och deelweis mat do op déi Gebidder ze bréngen, déi méi héich leien. Ënner anerem Kiribati ass do amgaangen, Demarchen ze maachen.

Dofir: Et ass net ëmmer alles schwaarz a wäiss. Mä wichtig ass, dass mer deene Leit, déi do haut konkret scho Problemer hunn, am Zeeche vun enger Solidaritéit och hëllefen, dass si do an hirem Heemechtsland och Chancen hunn, mat esou Extremen ëmzegoen. Mir wënschen eis dat jo och fir eis hei, dass mer méiglechst a Friden a Sécherheet kënnen liewen.

## 9. Message de M. le Président

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolleginnen, Kollegen, mir hunn de Mëtten d'Nouvelle kritt vum Doud vun eisem fréiere Kolleg a Frënd, dem Frunnes Maroldt. Eis Gedanke si bei him a virun allem och bei senger Famill. Mir wäerte senger an eiser nächster Sëtzung gebürend gedenken. Mir denken un e léiwe Kolleg. Merci.

### (Respect d'une minute de silence)

Mir géifen da weiderfueren an eiser Sëtzung mam nächste Punkt vum Ordre du jour. Et ass de Projet de loi 7061, dee verschidden Ænnerungen um Code vun der Sécurité sociale virgesäit. D'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

## 10. 7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale

### Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Haaptobjekt vum Projet de loi 7061 ass, den Zougang vun der Agence eSanté zu de perséinlechen Donnéeën vun de Patienten a Prestatairen ze regelen. An dat muss dann iwwer eng Ænnerung vum Artikel 60ter vum Code de la sécurité sociale geschéien. Et ass en zimlech technesch Gesetz.

Ech maachen e kleng Rapport: D'Agence eSanté ass geschaf ginn duerch e Gesetz de 17. Dezember 2010 am Kader vun der Gesondheitsreform a si huet als Missioun, de Gebrauch, den Echange an d'Deele vu wichtige Gesondheitsdossieren iwwer eng ofgesécherter elektronesch Plattform ze assureieren an den Dossier de soins partagé ze entwéckelen an auszebauen.

D'Agence eSanté huet am Oktober 2011 ugefaangen ze schaffe mat enger Gouvernance, déi alleguerten déi wichtige Akteure regroupéiert huet, nämlech de Santéministère, de Ministère de la Sécurité sociale, d'AMMD, d'Patientenverriedung, d'CNS, de Centre commun de la sécurité sociale, d'Federatioun vun de Prestatairen, d'Spideeler, d'Laboratoire an d'Apdikter. An an deem Kontext war déi gréisste Suerg d'Sécherheet vun den Donnéeën, d'Verhënnere vun engem Méssbrauch, an natierlech dann d'Risiken an d'Feeler esou wäit wéi méiglech auszuschléissen.

Den aktuellen Text awer vum Artikel 60ter am Code de la sécurité sociale, dee gesäit den Zougang zu de perséinlechen Donnéeën net explizitt vir. An duerfir sinn déi Ænnerungen an deem Gesetz och néideg. Den Zougang zu deene perséinlechen Donnéeën, dee muss kloer limitéiert sinn an e muss och proportional den Ziler ugepasst sinn, an dat alles am Respekt vun de Bestëmmungen an Ufuerderunge vun der Protection des données à caractère personnel.

Well den ursprénglechen Text vum Projet de loi den Zougang zu de perséinlechen Donnéeën net genuch agegrenzt huet, huet de Conseil d'État eng Opposition formelle gemaach. Effektiv sollte weider Detailler iwwer Règlement grand-ducal définéiert ginn, dat hu mer jo scho méi oft gehat, wat awer net konform zum Artikel 11 vun der Verfassung ass, dee besetzt, dass all Ausnam vun der Protection de la vie privée muss iwwert d'Gesetz geregelt ginn. D'Amendementen hunn deem natierlech dunne och Rechnung gedroen. An esou konnt de Conseil d'État dann och seng Opposition formelle opheien.

Weider Elementer vun deem Projet de loi sinn, dass eng Rei vun Oublien nach redresséiert goufen. Verschidde Bestëmmunge vum Code de la sécurité sociale sinn un déi rezente legislativ Ænnerungen ugepasst ginn. An den Artikel 190 vum Code de la sécurité sociale gëtt no engem rezenten Uerteel vun der Cour constitutionnelle ugepasst, an dat am Zesummenhang mat dem Krankegelid an dem Ufank vun enger Invalidepensioun.

Dir hutt alleguerte mä Rapport écrit kritt. Do steet alles en tout détail dran. Ech ginn heimmadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauscheren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. D'Wuert huet direkt den Här Jean-Marie Halsdorf.

### Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Zweek Wierder och zu deem éischter technesch Projet, well jo effektiv duerch d'Ænnerung vum Artikel 60ter déi elektronesch national Plattform, fir Donnéeën aus dem Gesondheitsberäich auszewiswelen oder ze echangeieren, opgestallt gëtt, fir méi effizient ze schaffen, awer no klore Spillregelen.

A wann ech dat soen, Här Minister, dann denken ech och éischtens un dat, wat de Statsrot gesot huet als Opposition formelle, dee seet: „Et däreft keng Abusen do geschéien. Et muss ee soen, wat d'Objektiver sinn.“ Mä ech denken awer besonnesch do un den Dossier de soins partagé vun de Leit, vun eise Biergerinnen a Bierger. Do geet et drëm, déi néideg Garantien ze kréien, dass do net Unfug geschitt respektiv dass déi Donnéeën esou geréiert ginn, dass dee Kader, deen opgestallt gëtt, dass deen am Fong geholl eng Aart Bunker ass an dass, wat an deem Bunker elo ass, dann och esou geréiert gëtt.

An do ass et net kloer, wéi dat soll geréiert ginn. Ech drécke mech aus: Wann do Donnéeën dra sinn, ech huelen e Beispill, Dir hutt e jonke Mënsch, dee pisst mat zwielef Joer nach an d'Bett, kann ee bal soen, a mat 60 Joer huet deen da Prostatakriibs: Muss dann déi Donnée dovun, wou deen zwielef Joer hat, zum Beispill nach an deem Dossier dra sinn an Zukunft oder muss déi net dra sinn? Dat heescht, deen Dossier ass am Fong geholl éischter en Dossier d'échange wéi en Dossier de stockage.

Dat heescht, et muss een ëmmer kucken, et ass wéi bei engem Frigidair: Wann ee Saachen dran huet, déi ofgelaf sinn, soll ee se eraushuelen. Dat heescht, dass een deen Dossier soll e bëssen à jour halen. Dat ass dat, wat fir mech wichtig ass. Duerfir wollt ech déi Beispiller huelen, an dat soll een och kucken.

Duerfir mengen ech, et wier ubrecht, an zwee Joer eng Evaluatioun ze maachen, oder an dräi Joer, fir ze kucken, wéi dee ganze Mechanismus gräift a wéi déi ganz Gestiou vun deem Dossier de soins partagé gemaach gëtt. Dat ass dee Wonsch, deen ech hunn.

Zum Schluss wëll ech nach dem Här Engel Merci soe fir säi gudden mëndlechen schrëftleche Rapport. Merci. An ech bréngen natierlech den Accord vun der CSV.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Edy Mertens.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, mir hu vollt Vertrauen, datt déi Donnéeën wäerte protegéiert ginn, Här Halsdorf. Ech wëll dem Här Engel villmools Merci soe fir säi gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun der demokratescher Fraktioun ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déli gréng).** - Villmools Merci, Här President. Ech wëll e puer Froen dozou stellen. Natierlech begrësse mir als Gréng, datt déi ganz komplex Organisatioun vun Patientendossier an de Code de la sécurité sociale ageschriwwen gëtt an domat eng gesetzlech Basis kritt, nodeems jo d'Agence eSanté schonn zanter 2011 aktiv ass. A mir sinn och frou, wann de Règlement grand-ducal, dee jo nach aussteet, mat deene verschiddenen Ausféierungsmodalitéite gläich en place ass.

Wéi eng Volete geregelt ginn, huet de Rapporteur ganz gutt a sengem Rapport erkläert. Duerfir dem Georges Engel och e grouse Merci.

Ech wëll awer haut dovun profitéieren, fir op d'Froestonn zrëckzekommen, déi de 7. Februar stattfonnt huet. Dir hutt eis deemools informéiert, Här Minister, datt bis zum Datum vum 7. Februar eng 23.000 Patientendossiere bestanen hunn, wat eppes iwwer 3% vun der Bevëlkerung ausmécht. Aert Zil war deemools, bis zum Joer 2018 80% vun der Populatioun an de System eranzekreien a weider Prestatairen dozou ze bewegen, eng Konventioun mat der Agence eSanté ofzeschléissen.

An deem Sënn wëllt ech lech froen, wéi héich d'Zuel mëttlerweil vun den elektronesch Patientendossiere läit an ob am Laf vum 2017 weider Dokteren oder gréisser Prestatairen dem System vun dem Dossier de soins partagé bägetruede sinn. Wat eis nämlech ze denke gëtt, ass, datt a villen anere Länner sech ganz schwéiergedoe gëtt mat der flächendeckender Aféierung vun den elektronesch Patiententaken an deelweis och mat hirer Gestiou.

Ech hunn dat e bësse recherchéiert. Et handelt sech hei net just ëm Länner, déi net genuch entwéckelt sinn an net déi néideg Mëttelen hunn, fir de System ze bezuelen, mä och ëm ganz héich entwéckelt Länner wéi Däitschland, Frankräich, Eisträich, d'Schwäiz, Italien, Spuenien, Groussbritannien an esou weider. Och do stécht wierklech den elektronesch Patientendossier an de Kannerschong a kënn eigentlech aus enger ganzer Rei vun Ursachen net vum Fleck.

An e Land, wat an den internationale Statistiken nach guer net optaucht, ass Lëtzebuerg. Woubäi ech dovun ausginn, datt déi Etüden zu Lëtzebuerg nach net stattfonnt hunn, well mer eis momentan nach just an enger Pilotphas befannen.

Dobäi wëllt ech lech ebe just froen, wéi héich datt Dir d'Bereitschaft vun de Prestatairen an de Patienten zu Lëtzebuerg allgemeng aschätzt, fir dem System bäizetrieden a fir sech domat an d'Hänn vun der Agence eSanté ze beginn. Och wann déi perséinlech Date perfekt geschützt sinn an den Informatiounsaustausch bewisenermoossen eng grouss Plus-value duerstellt, sou meng mir, datt et wichtig ass, fir méi Sensibilisatioun ze bedreiwen an opzklären, firwat datt et ebe wichtig ass, dem System bäizetrieden.

An dann eng aner Fro, déi mer um Häerz läit, ass déi, awéifern dese System kompatibel ka gi mat Systemer, déi am Ausland entwéckelt ginn, souwäit wéi dat da scho besteet. Mir sinn nämlech der Meenung, datt den Dossier de soins partagé net un de Grenze zu Lëtzebuerg däreft haltmaachen, ëmsou méi well eng ganz Rei vu Residenten sech am Ausland behandelte loosse a vun de grenziwwerschreidende Patiententechter Gebrauch maachen.

Missten och déi Behandlungen am elektronesch Patientendossier berücksichtegt gitt? Mir meng jo. Ëmmerhi geet et jo drëm, Iwwerbehandlungen a geféierlech Wiesselwierkunge vu Medikamenter ze verhënnere an d'Effizienz vun der Prise en charge duerch eng gutt Koordinatioun an eng gutt Zesummenaarbecht vun dem gesamt Gesondheitssektor ze steigern, onofhängeg dovun, wou d'Behandlung stattfënn. Vlächicht kéint Dir eis dozou e puer Informatiounen ginn, Här Minister.

Da géif ech och nach ënnerstëtzen, datt no zwee Joer eng Evaluatioun vun dem Fonctionnement wäert realiséiert ginn an déi néideg Upassung virgeholl ginn, falls dat dann néideg wier.

An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Ech wéilt och domat ufänken, fir am Numm vun der ADR dem Här Engel Merci ze soe fir e ganz komplette méndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir begréissen de Prinzip vun deem Gesetz, géifen et also gar matstëmmen. Mir hunn awer zwou grouss Froen, déi eis dann dozou féieren, eis ze enthalen.

Déi éischt ass, dass mer trotz all deenen Assurancen, déi mer kritt hunn, net sécher sinn, dass wierklech souwuel d'Zuel vun den Informatiounen, déi an deen Dossier kommen, néideg ass, a mir sinn och net iwwerzeegt, dass de Schutz vun den Donnéeën enner allen Emstänn séchergestallt ass.

Déi zweet Iwwerleeung oder déi zweet grouss Fro, déi eis awer zweifelen léisst, dat ass dat, wat d'Madamm Lorsché och elo gesot huet, nämlech d'Implikatiounen vun de Behandlungen am Ausland. Och dat ass an eisen Aen nach net genuch gekläert.

Mir wäerten also dëst Gesetz begleeden, interesséiert begleeden. Mir géifen et och begréissen, wa mer kéinten eng Evaluatioun no enger gewëssener Zäit maachen. Awer zum ablécklechen Zäitpunkt wäerte mer eis enthalen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. Dat Gesetz, wat mer elo hei votéieren, de Rapporteur huet et zu Recht gesot, ass e ganz technesch. An dat, wat e bëssen erstaunlech um Gesetz ass, ass, dass dat Fortschrittlechst dorunner eigentlech déi zwee Amendementen sinn, déi an der Kommissioun entwéckelt gi sinn an déi elo an dat Gesetz kommen. Dat eent ass den Artikel 190 vum Code de la sécurité sociale, wou den Iwwergang vum Krankengeld an d'Invalidérent besser geregelt gëtt, och zur Satisfaktioun vun der Salariatskummer. An dat zweet, dat ass eigentlech d'Kärstéck, dat ass den Zougang zu den Donnéeën vun der Agence eSanté.

An der Debatt 2010 mengen ech, dass vun alle Bänken a vun alle Fraktiounen éischer Zoustëmmung komm ass zu deem Prinzip, well et am Interêt vum Patient, vum Patient senger Behandlung a vun der Santé publique ka sinn. Awer och schon deemools ass, mengen ech, vu Verschiddenen drop opmierksam gemaach ginn, dass et e ganz sensible Beräich ass, wou et em perséinlech Donnéeë geet, an dass d'Securitéit vun dem Émgang mat an der Transmissioun vun deenen Donnéeën en zentraalt Uleies misst sinn.

2011 huet d'Agence eSanté dunn ugefaange mat schaffen an 2015 - d'Madamm Lorsché huet et virdrun ernimmt - ass eigentlech eng Testphas oder eng Phase pilote ugaangen, wou - ech hat och nach eng kéier d'Froestonn gekuckt - ronn 23.000 Leit bis zu deem Moment matgemaach hunn.

Wann een awer elo dat Gesetz hei kuckt, kann ee sech awer d'Fro stellen, wat da fir déi Testphas d'Base légale war vun deenen Donnéeën, déi dee Moment recueilléiert gi sinn, well dat jo elo eréischt eigentlech iwwert d'Gesetz geregelt gëtt. An och do, muss ee soen, kann ee frou sinn, dass d'Salariatskummer... a virun allem de Statsrot eng Opposition formelle gemaach huet an dass déi Donnéeë vill méi streng oder den Zougang zu deenen Donnéeën elo vill méi streng geregelt ass, wéi d'Regierung dat am Ufank virgesinn hat, déi am Fong e méi oder manner generaliséierten Zougang zu den Donnéeën vun der Agence eSanté virgesinn hat. Deen ass elo limitéiert ginn.

Et bleiwen, wat den Dossier de soins partagé ugeet, awer och fir d'Zukunft nach wesentlech Froen op.

Am Mee 2018 wäert dat europäesch Date-schutzreglement a Kraaft treden, wat d'application directe ass, och fir Lëtzebuerg. An dat gesäit a gewëssener Hisiicht e Paradigmewiessel vir, wat den Dateschutz ugeet, nämlech vum Opt-out-Modell, dass een als Patient, an deem Fall wat d'Santé ugeet, d'Méiglechkeet huet, ausgetrieden aus deem System, dat heescht, dass e ka refuséieren, dass seng Donnéeë partagéiert ginn, gesäit de Modell vum Reglement vun der Europäescher Unioun vir, dass et en Opt-in soll ginn. Dat heescht, dass de Patient wëssentlech a wëllentlech säin Accord ginn huet en connaissance de cause, fir kënnen do matzemaachen.

Dat Reglement, dat ass d'application directe, a wann dat bis am Mee a Kraaft trëtt, dann huet dat, mengen ech, ganz wesentlech Implikatiounen op d'Gesetzgebung, well bis elo an eistem Gesetz just déi Opt-out-Méiglechkeet virgesinn ass.

An do och d'Fro un de Minister: Et ass elo kierzlech e Règlement grand-ducal presentéiert ginn, wou och schon éischt Reaktiounen drop komm sinn, notamment vun der Salariatskummer, awer och, souwäit ech weess, vun der Dokteschassociatioun, déi ganz kritesch mat deem Règlement grand-ducal émginn, well se eben notament soen, dass déi Méiglechkeet vum Opt-in oder d'Obligatioun vum Opt-in an domadder d'Orientéierung un der neier europäescher Linn, net dra virgesinn ass.

D'Fro un d'Regierung oder un de Minister ass: Wéi gedenkt si oder wéi gedenkt de Minister domadder émzegoen a sech och konform ze setzen elo scho mat deenen Obligatiounen, déi am Mee 2018 op eis duerkommen?

Dëst gesot, Här President, ginn ech awer den Accord vun der Lénker Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Sozialminister.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Merci bien, Här President. Och vu menger Säit e grouse Merci un de Rapporteur fir engersäits säi méndlechen, virun allem awer och dee schrëftleche Rapport, deen e gemaach huet, da virun allem awer och der zoustänneger Chamberskommissioun fir hir ganz effektiv Aarbecht, déi gemaach gouf. Ech mengen, et waren ëmmer ganz vill Interventiounen vun deenen eenzelne Fraktiounen an et gouf hei schon drop higewisen, dass mer och opgrond vun deenen Diskussiounen, opgrond virun allem awer och vun den Avisen engersäits vum Statsrot, awer och vun anere Chamberen Amendementer gemaach hunn, och eng Rei Präzisiounen an deemem Text virgeholl hunn.

Et geet och e bëssen an deemem Projet elo enner - de Rapporteur huet et zwar gesot -, dass selbstverständlech eent vun den Häerzstécker d'Agence eSanté ass, ma dass derniewent awer och eng ganz Rei vun technesch - et ass richtig - Adaptatiounen sinn, souwuel wat engersäits d'Gesondheetskeess betrëfft wéi den Unfall wéi awer och d'Pensiousversécherungen, wat virun allem technesch Adaptatiounen sinn, déi sech engersäits aus der Praxis erausgestallt hunn, mä déi virun allem awer och eng administrativ Vereinfachung fir d'Assuréeen duerstellen.

Och dat ass eppes, sécher well et grad en technesch Dossier ass, wat ganz dacks vergiess gëtt. Et soll een et hei awer ernimmen, well mer virun allem och ëmmer probéieren an der Regierung, mä ech mengen och Dir als Parlament, Gesetzer ze maachen, déi Saache verbesseren, déi Saachen an der Praxis verbesseren. Hei si kleng technesch Adaptatiounen an deene Beräicher. Dofir wollt ech awer nach eng kéier drop hiweisen, dass och dëst Gesetz wichteg ass, fir gestëmmt ze ginn, fir virun allem och hei den Assuréeen an den eenzelne Beräicher konkret kënnen virunzehëllefen.

De Punkt, deen dann hei méi konkret ugeschwat gouf, ass dee vun der Agence eSanté an hei virun allem vun deem ganze Volet iwwert d'Donnéeë respektiv vun dem Zougang zu den Donnéeën, gewosst, dass dëst Gesetz jo net d'Missioun vun der Agence eSanté elo definiéiert - dat gëtt an engem Projet à part gemaach -, gewosst och, dass d'Reglement, dat hei ugeschwat gouf, an der Tëschenzäit elaboréiert ass - an ech mengen, virun allem den Här Baum ass zum Schluss drop agaangen - an dass schon opgrond vun deemem Reglement eng Rei Kriticken erakommen.

Dëst Reglement ass de Moment eragaange bei de Conseil d'État, deen amgaangen ass, et ze kucken. An an deem Moment, wou mer do d'Remarquë vum Conseil d'État, virun allem och op d'Kompatibilitéit par rapport zu eenzelne Gesetzer respektiv zur Constitutioun, kënnen zréckkréien, wäerte mer dat natierlech och analyséieren a gegebenefalls dann amendéieren.

Ech mengen, et ass eng Propos, déi huet misse geholl ginn, fir virun allem och virunzecommen an deem Dossier. Ech spiere bei jiddwerengem, dass virun allem och no enger Zäit vun Ulaφphas, enger Testphas, déi een huet, déi jo och, mengen ech, esou opgrond vun deem, wat getest gouf, protegéiert war vun enger Autorisiatioun vun der Commission nationale de la protection des données... Mir hate jo do d'Autorisatioun, fir virun allem och am Kader vun deenen Akteuren, déi iwwert de Médecin référent ageschriwwen sinn, kënnen des Testphas ze maachen.

An der Tëschenzäit sinn niewent deenen 23.000 4.000 Volontairen derbäikommt. D'Agence eSanté huet selwer en Appell gemaach un 10.000 Assuréeen hei zu Lëtzebuerg, doriwwer eraus u 14.000 Assuréeen an der Grande Région, fir och kënnen mat dru bedeelegt ze sinn. Also och dee Reservoir ass do an där zweeter Testphas. An et ass ganz kloer, dass elo all déi „technesch Bobboen“, soen ech emol esou, déi nach do sinn, kënnen ausgemäert ginn an dass effektiv dee ganze System elo operationell ass.

Sécher läit mir an der ganzer Regierung, mengen ech, wéi lech och, natierlech d'Vertraulichkeet vun den Donnéeën um Häerz. Dat ass ganz wichteg, dass mer eng grouss Protektioun vun den Donnéeën hunn, déi ganz sensibel sinn, déi awer kënnen hëllefen - an dat hunn ech och erausgespuert, dass dat eng grouss Chance ka sinn, fir awer och virun allem dem Patient, soen ech emol esou, an deem Moment kënnen ganz schnell ze hëllefen -, wann effektiv och déi eenzel Intervenantë kënnen direkt Accès hunn op dee ganzen Historique respektiv déi ganz Constraints, déi e Patient, déi en Assuré a verschiddene Beräicher huet.

Mä et ass ganz kloer, dass mer virun allem bei der Émsetzung mussen de richtige Kader setzen. Et gouf hei vun der Kompatibilitéit och geschwat vun den Donnéeën zum Ausland, zur Groussregion. Sécher ginn et do aner Systemer. Et muss ee kucken, wéi een déi technesch ka mat iwwerschneiden, gewosst, dass eng ganz Rei vun Assuréeen natierlech Frontaliere bei eis sinn, déi natierlech och vu béide Länner oder méi Länner profitéieren. Awer och international ass et wichteg, wann eng kéier een am Ausland ass, dass och do den Zougang ka sinn.

Ech muss soen, dass d'Prestataire eigentlech e ganz offensiv Ouer weisen, fir hei kënnen matzemaachen. Mir hunn der ganz vill, déi sech ëmmer erëm nei aloggen, fir och kënnen hei an deemem Réseau mat derbäi ze sinn. An dofir mengen ech, dass dat heiten en éischte Schrëtt ass. An a Saache Missiounen vun der Agence eSanté gëtt dat ganz kloer an engem Projet à part definiéiert. An de Règlement grand-ducal mécht eng ganz Rei vu Sécherheetsmoossnamen, fir virun allem och dee Kader ze setzen, deen och d'Chamber hei de Mëtteg gefrot huet.

Ech kommen dann zréck op dese Gesetzestext a soen nach eng kéier Merci fir déi grouss Ënnerstützung hei am Parlament par rapport zu deemem Gesetzesprojekt, deen niewent den technesch Adaptatiounen och dese Volet beinhaltet.

Merci bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7061 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7061 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 57-mol Jo, 3 Enthaltungen. Domat ass de Projet de loi 7061 ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Céline Hemmen (par M. Alex Bodry) et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 7150, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi International Schoul zu Déifferdeng. An de Rapporteur, den honorabelen Här Lex Delles, huet d'Wuert.

## 11. 7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.**- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, viru bal zwee Joer hu mer hei am Haus iwwert d'Afëierung vun enger éischer effentlecher Internationaler Schoul zu Déifferdeng ofgestëmmt. Erlaabt mer dofir, eier ech lech elo dowéinst déi verschidde Punkte vun deemem Projet de loi wäert opzielen, nach eng kéier d'Beweggrënn vun deemem Projet vu virun zwee Joer ze erklären.

D'Haaptzil war et nämlech zu där Zäit an et ass haut iwwerregens nach ëmmer esou, fir d'Schouloffere hei am Land ze diversifiéieren. Mir wëssen et alleguerten: Eis Schülerpopulatioun zeechent sech doduerch aus, dass se ëmmer méi heterogen gëtt. Dofir brauche mir Schoulen, déi deem och Rechnung droen. Wéi huet et am Kader vun der Lycéesreform geheescht: „Mir brauche Schoulen, déi sech den Talenter vun de Schüler upassen an net émgedréit.“

Här President, wann ech d'Chiffere kucken, muss ech soen, dass déi Schouloffere Affer vun hirem eegenen Erfolleg ginn ass. Wéi d'Schoul hir Diere fir d'Réntree 2016-2017 opgemaach huet, waren eng 140 Schüler an deene verschiddene Coursen ageschriwwen. Dëst Joer si mer scho bei 500 Schüler vun 42 verschiddenen Nationalitéiten. Den Trend weist kloer no uewen an dofir muss d'Offer also wéi gesot och zouhuelen.

Dat gëtt elo och mat deemem Projet de loi gemaach. Et ginn am Ganze véier Kärpunkten, op déi ech elo a menger Interventioun wëll agoen.

Éischtens wäert d'International Schoul vun Déifferdeng eng Extensioun kréien. Dës Extensioun bleift am Süde vum Land. Et geet op Esch-Uelzecht, genau gesot an d'Hal Victor-Hugo, déi den Ament nach fräi steet.

► **Plusieurs voix.**- D'Schoul, net d'Hal.

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.**- D'Schoul, pardon, d'Schoul, jo.

Dat pädagogesch Konzept, em dat et elo geet, wäert awer natierlech och hei dat nämlech bleiwe wéi zu Déifferdeng. Et ass a bleift eng international Schoul fir jiddwereen, déi och op ass fir all Lëtzebuerg oder Netlëtzebuerg a virun allem, déi fir jiddwereen och gratis ass. Si ass public.

De Melange vu verschiddene Kulturen an Nationalitéiten, dat ass de Sënn vun där heite Schoul. A wa mer scho bei der Lëtzebuerg Sprooch sinn, muss och erwänt ginn, dass d'Lëtzebuergesch obligatoresch an där Schoul ass. All Kanner ginn also och un d'Lëtzebuergesch Sprooch erugefouert, dëst fir hinnen eng Integratioun an eis Gesellschaft ze erliichteren.

► **Une voix.**- Dat steet awer néierens.

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.**- Awer et gëtt esou gemaach. Dat geet bekanntlecherweis am beschten och mat der Sprooch.

Eng logesch Konsequenz ass natierlech, dass d'Schoul dann och elo en aneren Numm kritt. Aus „Ecole internationale à Differdange“ gëtt „Ecole internationale Differdange et Esch-sur-Alzette“. Ech mengen, dass muss ech net weider erklären, dat erkläert sech vum selwen.

**(Interruptions)**

Déifferdeng ass vir.

En zweete ganz wichtige Punkt ass, dass eng däitschsproocheg Sektions agefouert wäert ginn, nach eng Moosnam, déi enger wuessen der Demande Rechnung dréit. Sou kënnen déi germanofon Schüler also hir Schoul op Däitsch maachen, mussen awer natierlech dann och eng zweet Sprooch wielen, wéi zum Beispill Franséisch oder Englesch. Si kënnen dann net linguistesch Fächer, déi am normale System ab dem Lycée op Franséisch sinn, wéi Mathé oder d'Sciencen, op Däitsch auswielen.

Well d'Demande bei der englescher a franséischer Sektions ëmmer méi grouss gëtt, gëllt et also, d'Offer vun internationale Klassen am Süden ëmmer méi auszubauen. An dozou gehéiert eben och, déi däitsch Sprooch unze-



bidden. Et existéiert e reelle Besoin, an dat och bei der däitschsproocheger Gemeinschaft.

Här President, et gi mat dësem Projet och Classe-maternellen agefouert, déi sougenannt „Early-Education“-Klassen. Dës Klasse si gläichzesezt mat dem éischten Zyklus am Fondamental. Et kënn also eng Spillschoul an d'Schouloffere derbäi. Déi Klassen eegne sech perfekt fir d'Kanner, bei deenen d'Lëtzebuergesch net hir Mammesprooch ass, mä déi sech awer wëllen an de Lëtzebuergesch Schoulsystem integréieren.

Ech kommen zum véierte Punkt an dee betrëfft d'Afféiere vun enger Voie préparatoire vun der Formation professionnelle. Dat gëtt gemaach, fir de Jonken et ze erméiglechen, a verschidene Secteuren, an deenen zum Beispill déi englesch Sprooch enorm wichteg ass, zum Beispill d'Maintenance an der Aviatioun, d'Logistik an esou weider, Fouss ze faassen an hinnen de Start an d'Arbeitsliewen ze vereinfachen. Op d'Besoin vum Terrain agoen ass hei d'Stéchwuert.

Wat bréngt et engem, wann ee seng Berufsausbildung mat all deenen techneschen Notionnen, déi do matkommen, an enger anerer Sprooch gemaach huet, wéi et eigentlech op der Aarbecht och reell gebraucht gëtt? Dofir spillt déi Mesure och eng wichteg Roll.

Mat der Méisproochegkeet, déi da bei der Formation professionnelle ugebuede gëtt, gëtt geziilt op d'Erwaardunge vum Terrain virbereet. D'Programmer, déi am Kader vun der Formation ugebuede solle ginn, ginn nach zesumme mat de Chambre-professionellen ausgeschafft. Dëst soll fir d'Rentrée 2018-2019 gemaach sinn.

Et sinn och eng ganz Rei Avise vun deene verschidene Chambre-professionellen a vum Statsrot erakomm. Déi an nach aner Präzisionnen zu dësem Projet de loi kënn Der a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Hansen.

#### Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. An och e grouse Merci un de Rapporteur, de Lex Delles, fir säin ausféierleche Rapport.

Als CSV si mer mam Prinzip vun enger agreéierter Europaschoul, dat hat ech och schonns beim leschte Projet de loi gesot, averstanen. Ech wëll awer op zwee Punkten agoen.

Deen éischte Punkt: Et ass e Fakt, datt e grousen Deel vun de Schüler, déi an dës Schoul ginn, Kanner, Jugendlecher sinn, déi hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn, déi och hei zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, déi hei wunnen an déi och wahrscheinlech hei wäerte bleiwen. Dës Kanner kënnen elo vu klengem un, vun der Early Education un an eng - ech soen emol ënner Gänseféisercher - „aner“ Schoul goen, an eng Schoul mat spezifeschem sproochlechen Hannergrond. Mir bauen also e parallele System zu eisen öffentleche Schoulen op, an dëst vun der Early Education un.

Als Erklärung gëtt virun allem d'Sproochevillfalt hei zu Lëtzebuerg uginn. An dëser Schoul hunn d'Kanner, déi Jugendleche méi Choix bei de Sproochen an dës Sprooch ginn och op eng aner Aart a Weis geléiert.

Als CSV soe mer, an dat hate mer schonns bei der Lycéesreform gesot, datt eng Villfalt vun ënnerschiddleche Schoulen eleng net kann d'Léisung sinn! Mir brauchen och eng Diskussioun iwwert d'Sproochproblematik an eiser - erëm eng kéier ënner Gänseféisercher - „normaler“ öffentlecher Schoul, iwwert déi ugewannte Methodik, iwwert d'Programmer an och iwwer eng méiglech Flexibiliséierung, mat méi Choix fir de Schüler. Mä leider wollt de Minister dat bei der Lycéesreform net maachen. Hie geet u sech virun allem a Richtung vun enger Villfalt vun ënnerschiddleche Schoulen.

A mäin zweete Punkt ass d'Berufsausbildung. Dat war och schonns e Knackpunkt an eng Ur-saach, firwat mer eis beim éischte Gesetz enthalten haten. De Minister hat nämlech virgesinn, datt déi Déifferdenger Europaschoul, am Géigesaz zu all den aneren agreéierten Europaschoulen, net nëmmen op de Bac sollt virbereeden, mä och nach sollt op eng Berufsausbildung virbereeden. Awer do war, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, nach absolutt kee Konzept do, wéi dat da sollt ausgesinn.

Ech hat deemools eng Partie Froe gestallt, ouni ganz kloer Antworten ze kréien. Ech hu gefrot: „Wéi eng Formatiounen sollen op Englesch ugebuede ginn?“ Do ass nämlech de Problem;

däitsch- a franséischsproocheger hu mer jo schonn. Wéi eng Lycéee sollten dës engleschsproocheg Berufsausbildungen ubidden? Ech hu gefrot: „Wou fanne mer engleschsproocheg Patronen? Wou fanne mer engleschsproocheg Enseignanten?“ Mir hu scho Schwierigkeeten, fir genuch franséischsproocheg Enseignanten ze fannen. An ob ee Konzept do wär an ob dat bis zum Schluss duerchduecht wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et war sécherlech kee bis zum Schluss duerchduecht Konzept do! Dës Problemer schéngen elo zumindest emol erkannt ze sinn. Als Léisung gesäit de Minister nämlech vir, datt dës Schoul dann och elo soll d'Berufsausbildung ubidden. Awer och do schéngt et mer, wéi esou dacks, datt d'Konzept nach net duerchduecht ass, well wéi ech gefrot hunn, wéi dës Berufsausbildung soll organiséiert ginn, sot de Minister: „Eventuell nom Gesetz iwwert d'Berufsausbildung hei zu Lëtzebuerg“, mä do wäeren awer Derogatiounen méiglech. Sou kéinten zum Beispill Programmer aus dem Ausland akaaft ginn.

Et ass also nach net gewosst, wéi et soll organiséiert ginn. An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Tatsaach, datt de Minister seet, et wär och méiglech, Programmer fir d'Berufsausbildung fir d'Europaschoul anzekafen, fannen ech ganz speziell. Entweder eise System vun der Berufsausbildung, deen de Minister jo nach wëllt reforméieren, ass gutt: Da misst en och gutt si fir déi Déifferdenger Schoul. Mir hunn iwwerregens och schonn engleschsproocheg Ausbildungen an eise normale System, zum Beispill am Emile Metz. Oder eise System ass net gutt: Dann därefer en och net gutt si fir déi aner Schoulen.

Dir Dammen an Dir Hären, aus dëse Grënn wäerte mer eis, obwuel mer mam Prinzip vun enger agreéierter Europaschoul averstane sinn, als CSV bei dësem Projet de loi enthalen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Tess Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur, dem Lex Delles, e grouse Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee ganz komplett war. Deem ass eigentlech näischt méi bäizefügen.

Ech mengen, mir als LSAP begréissen et, dass mer eis Schouloffere weider diversifizéieren a mat där Extensioun och méi Schüler d'Geleeënheet bidden, fir kënnen vun där Offer ze profitéieren. An domadder ginn ech dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn, ech huelen un, wéi meng Kolleegen och alleguerten, zréckgelies, wat mer dann - ech mengen, et war am Januar, jo - den 20. Januar 2016 hei gesot hunn, wéi mer de Gesetzesprojet gestëmmt hunn. A mir hunn deemools festgestallt, datt mer heimadder eis Offre scolaire ausweiden, datt mer der Demande vun de Leit, déi bei eis am Land wunnen, noginn. Mir hu festgestallt, datt mer ëmmer méi Schüler an de Privatschoule kréien. An d'fir hu mer hei eng öffentlech international Schoul gegrënt.

An ech mengen, déi zwee Adjektiver - dat hat ech och schonn 2016 gesot - si wichteg: Et ass éischstens eng international Schoul, déi duerch en anere Sproocheregimm Attraktivitéit huet, an zweetens, an dat ass jo de ganz groussen Ennerscheid zu alle besteeënden Offeren, et ass eng öffentlech Schoul, datt heescht, et ass eng Schoul, wou den Normalbürger, den normale Resident hei zu Lëtzebuerg ka seng Kanner hischécken, ouni datt e muss mat héije Käschte rechnen.

Mir sinn der Meenung, datt dat e wichtege Schratt war, datt dat e Schratt war, dee sech opgedrängt huet zu Lëtzebuerg. Mir hu grouse Erwaardungen, wat de Fonctionnement ugeet vun dëser Schoul.

De Rapporteur, den honorabelen Här Delles, huet a sengem exzellente Rapport, souwuel mëndlech wéi schrëftlech, och scho gesot, datt zum Beispill och d'Zuel vun de Leit, déi sech an déi Schoul mellen, grouss ass. Déi Schoul ass attraktiv.

Mir sinn och d'accord mat deenen Ännerungen, déi dann haut kommen. Éischstens, duerch déi grouse Demande muss mer auswäichen. Mir ginn dann och nach zousätzlech op Esch. An dat ass gutt. Ech sinn och frou, datt Déifferdeng nach ëmmer vir am Numm steet, well ech mengen, d'Gemeng Déifferdeng huet do relativ gutt matgeschafft, war och d'leschte kéier vum Minister gelueft ginn, datt dee Projet esou séier konnt emgesat ginn. D'fir heescht

also dann d'Schoul och elo International Schoul vun Déifferdeng a vun Esch.

Zweete Punkt: Mir maachen eng Section germanophone. Wann dat eng Noutwendegkeet ass, da fanne mer selbstverständlech dat och gutt, datt déi Offer gemaach gëtt.

Selwer hat ech mech e bësse schwéiergedoen, firwat datt mer eng Classe maternelle géife maachen. An do hunn ech eigentlech just de Problem, wann hei am schrëftleche Rapport steet: «...s'adresse aux enfants désirant intégrer l'école internationale, mais qui n'ont pas une des langues de section proposées par l'école comme langue maternelle», an ech mengen, mir mussen eis och emol eng kéier driwwer ënnerhalen, wat mer ënner „langue maternelle“ an eise Land verstinn.

Ech hunn d'Chance, fir nach an d'Schoul eranzekommen. Ech sinn als fräie Mataarbechter vun der Uni elo nach heiansdo zu Clausen an enger Schoul gewiescht. Ech stelle fest,...

(**Interruption par Mme Anne Brasseur**)

„A Clausen“, Dir hutt ganz recht, ech ginn oft drop higewisen, Madamm Brasseur.

...a Clausen, do sinn 18 Kanner an enger Precoce-Klass. Wann ech mech net iren, ass ee lëtzebuergesch Kand derbäi. Do kommen all Nationen aus der ganzer Welt zesummen. An do ass et esou, d'Mamm schwätzt eng aner Sprooch ganz oft wéi de Papp. An der Schoul gëtt nach eng aner Sprooch geschwat. An de Betreiuungsstrukture gëtt eng Sprooch geschwat. Ech mengen, et ass net méi esou einfach.

Mä ech froe mech einfach, fir wien elo méi spezifesch... Ech mengen, déi Situatioun, déi mer a Clausen hunn,...

(**Interruption**)

...déi hu mer och an anere Gemenge bei eis am Land. An ech mengen, datt eben dee Plurilinguismus e grouse Bestanddeel vu Lëtzebuerg ass. A wann et heescht: „Stell dech an der Rei!“, dann ass dat net onbedéngt e Kand, dat dat seet, mä dann ass dat effektiv heiansdo den Enseignant, deen esou schwätzt. Dat hunn ech alles schonn erlieft.

Dat gesot, menge mer, datt alleguerten déi Neierungen hei noutwendeg a richtig sinn.

D'Madamm Hansen huet gesot, si hätt sech d'leschte kéier missen enthalen, well ebe grad just eng Rei Froen, déi d'Berufsausbildung betraff hunn, net konnte beäntwert ginn. Ben, ech mengen, virun allem ass et emol wichteg, datt mer eng Filière kreéieren. Si steet jo och nach net, mä si gëtt opgebaut. A mir ginn dem Minister dann do an der Schoul e Vertrauensvirschoss. Mir fannen et einfach gutt, datt och genau déi Filière gemaach gëtt, well fir déi Schüler ass am mannsten do, wat de Sproocheregimm ugeet. A mir ginn dervun aus, datt d'Schoul an déi Verantwortlech vun der Schoul do déi richtig Weiche stellen.

An deem Sënn bréngen ech och den Accord vu meenger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann ass deen nächste Riedner, den Här Kartheiser, scho prett.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ufänke mat engem ganz häerzleche Merci un de Rapporteur, den Här Delles, deen eis déi kéier wéi d'leschte kéier de Projet gutt erkläert huet.

Ech hunn awer och eng schlecht Nouvelle fir den Här Delles: En huet eis déi kéier leider net kënnen iwwerzeegen, fir dës Projet ze stëmmen. An ech erklären lech ganz gär, firwat.

Et ass fir eis als ADR, ech mengen, dat weess jiddwereen heibannen, ëmmer eng Prioritéit, datt mer no der Lëtzebuerg Sprooch kucken an no der Integratioun vun den auslännesche Matbürger hei an d'Land. Mir wäerten also ni e Projet ënnerstëtzen, deen eng Separatioun vun de Lëtzebuerg an den Netlëtzebuerg favoriséiert, den Auslänner. Mir wëllen och net Parallellgesellschaften favoriséieren. An dat, wat hei an dëser Schoul geschitt, dat kann eis net an deem Sënn zefriddestellen.

Mir hunn dat Gefill, datt hei deen Effort, dee misst gemaach ginn, fir wierkelech eng Integratioun ze realiséieren, net geschitt. Mir hate schonn d'leschte kéier kritiséiert, datt Lëtzebuergesch net an de Stonnepläng ass, bis op zweemol eng halfe Stonn, mengen ech, dat steet iergendwou dran. Och datt et soll als Kommunikatiounssprooch och an der Schoul benotzt ginn, steet net am Gesetz. Dat gëtt eis just hei versécher. D'lescht kéier stoung et an Ärem Rapport. Et steet awer net am Gesetz, Här Delles.

Dat ass einfach déi Situatioun, déi mir net kënnen akzeptéieren. Wann et dëser Regierung

eescht gewiescht wär mam Lëtzebuergesch an där Schoul zu Déifferdeng an elo och zu Esch, firwat hutt Der et dann net an d'Gesetz elo ageschriwwen? Dat wär d'Léisung gewiescht, fir och eis ze iwwerzeegen, datt Der et eescht mengt mam Lëtzebuergesch an mat där Sprooch an där Schoul. Dat ass awer net geschitt.

Mir wëllen net eng Schoul hei am Land, déi eigentlech d'Kanner laanscht d'Lëtzebuergesch duerch eise Schoulsystem oder mat net vill Lëtzebuergesch duerch eise Schoulsystem féiert. An dat ass awer hei. Mir wëllen och net d'sproochlech Realitéit vun eiser Gesellschaft änneren. Mir sinn an enger dräisproocheger Gesellschaft: Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch virun allem, an dat wëlle mir net änneren. Datt ëmmer méi Englesch kënn, begrëisse mer. Awer net op d'Käschte vun där sproochlecher Situatioun, wéi mer se am Land kennen.

Mir hu vum Här Delles héieren, jo, et wier wichteg, datt déi Jonk op déi Sprooch virbereet ginn, déi och am Beruff herno verlaangt gëtt. Mä wann een dat do zu Enn denkt, dann heescht dat, datt all déi, déi an eng traditionell lëtzebuergesch Schoul ginn an hir Berufsausbildung op Däitsch oder Franséisch maachen, benodelegt wäer géintiwwer deenen, déi an enger anerer Lëtzebuergesch Schoul vum öffentleche Schoulsystem géifen erzu ginn an dann op Englesch géifen erzu ginn, datt mer géife selwer déi eng vun eise Schüler géintiwwer anere benodelegen. Dat ka jo och eng Logik sinn, déi mer wëllen duerchziehen. Dat ka jo net en Zil vun engem Sproochesystem sinn.

Fir eis ass dat doten en typescht Gambia-Gesetz, alt nees eng kéier. Mir hunn an zwee Punkten hei fundamental Ennerscheider. Mir hunn eng Regierung, déi seet, si géif eppes maache fir eis Sprooch, déi e 40-Punkte-Plang och proposéiert huet fir d'Lëtzebuergesch Sprooch, déi awer hei, wéi am Nationalitéitengesetz an op villen anere Plazen, u sech mat hire konkreten Aktiounen beweist, datt se eis Sprooch net wierkelech eescht hëlt, datt se se net op déi éischt Plaz setzt, datt se dat, wat se ukënnegt, net realiséiert, wann et wierkelech wichteg ass. A mir si gespaant op dat Gesetz iwwert d'Lëtzebuergesch Sprooch a wat do wierkelech wäert u konkreten Aktiounen drastoen.

Dat hei sinn Aktiounen, déi weisen, datt d'Regierung d'Sprooch net eescht hëlt.

An deem zweete Punkt ass d'Rekrutierung vun Personal. Et ass jo gesot ginn, mir bräichten „native speakers“. Et kënnen Auslänner hei schaffen. D'ADR bleift der Meenung, datt d'Lëtzebuergesch Fonctioun publique soll lëtzebuergesch sinn, datt déi Leit, déi do solle schaffen, bis op extrem Ausnamen, wann ee wierkelech kee fënn, sollen déi Lëtzebuergesch Nationalitéit hunn an déi Lëtzebuergesch Sprooch um héchsten Niveau kënnen schwätzen. Dat ass eis Grondhaltung iwwert d'Fonctioun publique, an déi wäerte mer och net änneren.

Wann een dat heite kuckt, dat Gesetz, da muss een och soen, datt ganz weéng iwwer Lëtzebuerg an där Schoul vermëttelt gëtt. Net nëmmen, datt d'Lëtzebuergesch op zweeter Plaz oder op drëtter oder véierter steet an der Wichtigkeet, am Enseignement jo praktesch guer net, mä och d'Wëssen iwwer Lëtzebuerg steet net als Zil am Gesetz. Et ass vum Här Delles rappéléiert ginn, wat dosteet, duerch d'Referenz op déi lescht Diskussioun, déi mer hei haten, d'europäesch Iddi, d'Ouverture vers le monde extérieur, mä d'Connaissance vun deem Land, an deem déi Kanner wunnen, ass net an de Schoulziler vun där internationaler Schoul vun Déifferdeng an Esch.

Dat ass e strukturellen Defizit, dee mir net kënnen akzeptéieren: wéi gesot, keng Parallellgesellschaften. Fir eis ass kloer, datt mir déi traditionell Dräisproochegkeet vum Land net wäerten a Fro stellen an datt mer weider insistéieren, datt jiddwereen, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt, jiddwereen, deen hei schafft, jiddwereen, deen hei an d'Schoul geet, an eis Gesellschaft integréiert gëtt.

Ech wëll ophale mat enger leschter Bemierkung, well mäi Kolleg, den Här Adam vun deene Gréngen, dovunner geschwat huet, wou e sech d'Fro gestallt huet: „Wat ass hei am Land nach Langue maternelle?“, an d'Beispill genannt huet vun enger Schoul, wou kee Lëtzebuergesch, wann ech lech richtig verstanen hunn, an enger Primärschoul, wou een oder kee Lëtzebuergesch dran ass.

Jo, dat ass eng Realitéit, déi mer hei am Land hunn. Mä wat ass d'Konklusioun, déi een ass esou enger Situatioun zitt? Eis Konklusioun ass, datt muss onbedéngt alles gemaach ginn, fir datt déi Leit eng gemeinsam Basis hunn, fir an





eis Gesellschaft kënnen integréiert ze ginn. An dat ass an eisen Aen, dat muss d'Lëtzebuurger Sprooch sinn. Alles aneres géif à terme d'Solidaritéit, d'Zesummegehéieregkeet vun eiser Gesellschaft a Fro stellen. An dat wär dann e falsche Wee.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Den Här Adam huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Just well den Här Kartheiser dat erwänt huet, wat ech ugeschwat hunn, datt mer hei zu Lëtzebuerg a ganz ville Schoulen eng Situatioun hunn, wou mer absolutt minoritär Kanner hunn, déi doheem Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn, wéll ech betounen, datt an eise Schoulen eng fantastesch Aarbecht gemaach gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech gesinn déi esou oft, an ech ka just soen: Ech bewonneren déi Leit! Vlächcht gesinn ech nëmmen déi Besch; ech weess et net. Ech gesinn der eng Rei an ech bewonneren déi Leit, wat déi mat engem Asaz, mat Kanner, déi aus 17 verschiddeenen, oder wa mer soen, och nëmmen aus 12 verschiddeenen Häre Länner kommen, mat wéi engem Asaz déi sech beméien, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze férdere, an de Kanner op Lëtzebuergesch virsoen, wéi d'Wuert richteg ass, an dann och op Franséisch, op Englesch, deelweis op Portugisesch an esou weider hëllefen. An ech mengen, datt et och wichteg ass, fir deen Effort, deen déi Leit maachen, eng Kéier ze honoréieren.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(Interruption par M. Fernand Kartheiser)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, Dir sidd schonn eng hallef Minutt iwwer Är Zäit. Ech hunn Iech déi awer net ofge-rechéit. Mä bon, et ass eben esou. Den Här Educatiounsminister, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci un de Lex Delles, deen dat haut besonnesch gutt gemaach huet. Vlächcht och, well e Gebuertsdag huet. Duerfir och...

**(Brouhaha)**

...häerzleche Gléckwonsch!

► **Une voix.** - En ass ëmmer gutt!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech wéll awer net méi op all eenzel Aspekter, sou vill sinn et der d'ailleuren och net, vun deem Gesetzesprojet agoen, awer nach eng Kéier soen, datt mer bei der Reentrée 2016 142 Aschreiwungen an der internationaler Schoul zu Déifferdeng haten, a bei der Reentrée 2017 waren et der scho 450, déi mer jo dee Moment och schonn zu Esch mat empfänken, wat jo hei dann och elo mat legaliséiert gëtt. Dat weist, wéi grouss d'Demande ass. Déi Demande kënnt och dohier, datt bis elo ganz vill Schülerinnen a Schüler keng Plaz an eisen öffentleche Schoule fonnt hunn. Déi eng sinn oft an deier Privatschoule gaangen an anerer sinn an d'Ausland an d'Schoule gaangen.

A wann hei elo d'Suerg geäussert ginn ass, mir kéimen zu Parallellgesellschaften, nun dann denken ech, datt mer hei wierklech eppes maachen, fir datt mer net zu Parallellgesellschaften kommen, datt all Kand hei zu Lëtzebuerg an d'öffentlech Schoul ka goen, well mer eng deemtsprechend schoulesch Offer och ubidden. Dat erkläert eben och de Succès bei den Inskriptione vun deenen zwee éischte Joren. An dat seet eis eben och, datt mer wëllen deen dote Modell ausbauen, fir datt mer nach bei der nächster Reentrée schon deeselwechte Modell op anerer Plazen hunn a queesch uechtert d'Land, eigentlech an all Regioun, och de Leit d'Wahlfräiheet ginn, an esou e Schoulmodell kënnen ze goen.

Dat heescht awer net, datt mer net un eise traditionelle Modell, fir et emol esou ze nennen, och wëlle festhalen, andeems mer dee schréttweis weiderentwéckelen. Dat maache mer jo an engem ganz grouse Schrëtt, zum Beispill wat d'Lycéesreform ubelaangt.

Déi international Schoul Déifferdeng-Esch ass net onbedéngt besser wéi all déi aner Schoulen. Si ass awer besser fir eng Rei vu Schülerinnen a Schüler. Dorëms geet et jo. An duerfir

solle mer net den traditionelle Modell a Fro stellen. Duerfir solle mer och dee weiderentwéckelen. Mä ech sinn der Meenung, datt och déi Schüler, déi do ganz gutt Resultater hunn, well dee Modell op si passt, e Recht hunn, hei am Land op déi dote Manéier weiderhi beschoult ze ginn.

Et kann een net elo all traditionell Schoul zoumaachen, fir eben nach just déi heite sinn ze loosse. An dat hunn ech nun awer e bësse bei der CSV hei eraushéieren, wéi och scho bei der Kritik un der Lycéesreform eraushéieren. An dat ass op jidde Fall a mengen Aen de falsche Wee. Mir brauchen, grad well mer esou vill ënnerschiddlech Schüler am Land hunn, och eng Rei vun ënnerschiddleche Modeller, fir méi Wahlfräiheet fir Schüler an Elteren an heiansdo och fir Enseignanten ze hunn.

Ee Wuert zur Formation professionnelle. Ech kann Iech soen, Madamm Hansen, datt mer sécherlech hei wäerten haaptsächlech op deem Modell basierend d'Formation professionnelle ubidden, wéi mer se och an anere Schoulen hunn, dat heescht, déi mer an der Partnerschaft mat de Chambres professionnelles geëieren, datt mer hei engleschsproocheg Formatiounen ubidden, déi iwwersate Formatiounen da sinn, déi mer haut schonn op Däitsch oder op Franséisch ubidden.

Mir wäerten eis awer och mat deem Gesetz d'Méiglechkeet ginn - ech weess awer nach net, ob mer et maachen, mä mir ginn eis d'Méiglechkeet, an dat ass vlächcht déi Differenz dann, déi mer nach hunn -, fir och, wa mer eng Kéier e gudd Modell géife fannen, wou mer eis kéinten agreëiere respektiv dee mer kéinten iwwerhuelen aus dem Ausland, dee virun allem de Schüler oder den Apprentien dee Moment géif d'Mobilitéit erlaben, d'Formation professionnelle an engem anere Land unzefänken an hei weiderzefuere respektiv hei unzefänken an anzwousch aneschtens weiderzefuere, datt mer dee Gedanken och kéinte mat opgräifen, da kéint ech mer dat scho virstellen.

Dat wéllt net heeschen, datt et erëm eng Kéier nëmmen dat doten ass. Et wéllt jo och net heeschen, datt mer all déi 120 Formatiounen och elo op Englesch wéilte maachen oder op Franséisch wéilten ubidden, mä datt mer et virun allem, an de Lex Delles ass dorobber agaangen, a Beräicher maachen, wou een och duerno an der Berufsrealitéit, an den Entrepreneuren eng Chance huet, net nëmme mam Engleschen, mä och do sécherlech mat Franséisch a mat Däitsch, déi een op engem aneren Niveau nach zousätzlech léiert, wou een also mat enger méisproocheger Ausbildung awer zu Lëtzebuerg och am Berufsliewe ka Fouss faassen.

Ee Wuert zur Lëtzebuurger Sprooch: Dat, wat ech hei erëm eng Kéier hu missen héieren, entsprécht nu wierklech net der Realitéit. An der internationaler Schoul zu Déifferdeng an zu Esch gëtt iwwer all déi Joergäng do net manner, mä méi Lëtzebuergesch enseignéiert wéi an all anerer öffentlecher Schoul hei zu Lëtzebuerg.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Méi Lëtzebuergesch enseignéiert wéi an all anerer öffentlecher Schoul hei zu Lëtzebuerg! Och, Här Kartheiser, wann Einzelner wéi Dir dat net wëlle wouerhunn: Dat ass d'Realitéit. Dir waart mat an der Kommissioun oder Dir hat op d'mannst d'Chance gehat, mat der Chamberskommissioun de Projet kucken ze goen an och déi dote Froen ze stellen an Iech dovunner iwwerzeegen ze loosse. Ech weess net, ob Der et gemaach hutt. Op jidde Fall schéngt et net op gesonde Buedem bei Iech gefall ze sinn.

Och domadder maache mer eppes fir d'Integratioun, well duerch de Fait, datt mer déi dote Schoul hunn an datt ganz vill Schüler net an eng international Privatschoul musse goen oder net an eng Schoul am Ausland musse goen, hu se iwwerhaupt emol d'Chance, mam Lëtzebuergesch a Kontakt ze kommen. A si sinn all Dag a Kontakt mat der Lëtzebuurger Sprooch, well ronn een Drëttel vun de Schülerinnen an de Schüler, déi hunn d'Lëtzebuurger Nationalitéit an där doter Schoul. An där doter Schoul geschitt d'Integratioun all Dag am Klassenall an och am Schoulhaff.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun iwwert de Projet de loi 7150 ukomm. Mir kéinten zur Ofstëmmung iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7150 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

32-mol Jo, 3-mol Neen a 25 Abstentiuonen, domat ass de Gesetzesprojet 7150 ugeholl.

**Ont voté oui:** MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini.

**Ont voté non:** MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

**Se sont abstenus:** Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Nächste Projet um Ordre du jour ass de Projet de loi 7115, e Protokoll zur Konventioun iwwert den internationale Giddertransport. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

## 12.7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008

**Rapport de la Commission du Développement durable**

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deem Projet de loi handelt et sech, wéi gesot, ëm en Zousazprotokoll zu der UNO-Konventioun, déi den internationale Wuerentransport op der Strooss regelt.

Dës Konventioun ass 1961 a Kraaft getrueden, ass 1963 vu Lëtzebuerg ratifizéiert ginn an deckt méttlerweil 55 Länner of, inklusiv déi ganz Europäesch Unioun. D'Konventioun definéiert d'Konditiounen, ënnert deenen de Wuerentransport an deene betraffene Länner muss stattfannen, a bezitt sech méi speziell op d'Dokument, déi fir deen Zweck gebraucht ginn, respektiv op d'Responsabilitéit vun den Transportfirmen.

Momentan ass et esou, datt souwuel d'Transportfirmen wéi och d'Chauffeuren an d'Destinatären eng sougenannt „lettre de voiture CMR“ benoten. Dobäi handelt et sech ëm en eenheetlech Dokument mat allen néidegen Informatiounen iwwert d'Natur vun den transportéierte Wueren an iwwer sämtlech Partner, déi vun deem ganze Wuerentransport concernéiert sinn.

Den Zousazprotokoll, ëm deen et haut geet, huet als Zil, d'lettre de voiture CMR ze digitaliséieren. an dëst ënnert der Bezeechnung „e-CMR“. An deem Sënn fixéiert den Zousazprotokoll och d'Regelen, déi et erlaben, datt déi digital Form flächendeckend zougelos gëtt an datt se déiselwecht Beweiskraaft an déiselwecht Effete kritt wéi d'Pabeiersversion.

Fir d'Aféierung vun der digitaler Form ze vereinfachen an ze testen, huet Lëtzebuerg sech engem Pilotprojet vun der Benelux ugeschloss. Dat war am September vun deem Joer, dëst als zousätzlechen Engagement zu der Ratifikatioun vum Protokoll.

Bleift nach ze soen, datt souwuel d'Transportkompanien wéi och d'Assurancen, d'Douane an d'Teschenhändler vun den ekonomeschen, mä och ekologesche Virdeeler vun der Digitaliséierung profitéieren kënnen, net nëmme well d'Gesetzgiveren vun den Dokumenter acceleréiert a méi transparent gëtt, mä och well vill Pabeier ka gespuert ginn a well d'Kontrolle vereinfacht ginn.

Den Zousazprotokoll ass 2008 zu Genf ënnerschriwwen ginn an ass de 5. Juni 2011 a Kraaft getrueden. Bis elo hunn 12 Länner de Protokoll adoptéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Dëse Projet de loi gouf den 31. Januar 2017 vum Ausseminister Jean Asselborn deposéiert. En ass awer weinst senger spezifescher Thematik un d'Nohaltegkeetskommissioun weidergeleet ginn. A sengem Avis vum 14. Juli 2017 huet de Statsrot de Projet de loi integral guttgeheesch. Datselwecht zielt fir d'Chambre de Commerce, déi der Digitaliséierung ganz positiv vis-à-vis stoung. Dat war an hirem Avis vum 3. Abrëll 2017. A schliisslech huet d'Nohaltegkeetskommissioun mäi Rapport de 16. November 2017 eestëmmege ugeholl.

Domat sinn ech schonn um Schluss a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, mat engem grouse Merci fir Ar Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet den Här Aly Kaes.

**Discussion générale**

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo. Merci, Här President. Ech wéll mer erlaben, der Rapportrice villmools Merci ze soe fir dee schrëftlechen an natierlech och fir deen elo grad virgedroene mëndleche Rapport. Dee war sou komplett, datt et sech eriwwegt, nach iergend e Kommentar derzou ze maachen. Duerfir géif ech den Accord bréngen vu menger Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Negri huet d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Mam Accord vun eiser Fraktioun ginn ech och de Merci virun un d'Rapportrice Madamm Josée Lorsché.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet hei reit sech jo gutt an d'Strategie „Digital Lëtzebuerg“ an. A mir kënnen dat och nëmme begrëissen. Et ass richteg, wéi d'Madamm Rapportrice gesot huet, datt doduerch jo och vill Pabeier agespuert gëtt, datt alles vill méi séier geet. Dat entsprécht am Fong geholl och enger moderner Fonctiounsweis an der Aarbecht.

An deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. D'Madamm Lorsché wor sou komplett, e grouse Merci u si. Si huet eis iwwerzeegt haut vun deem Projet.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mir stëmmen e gär mat. Merci.

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dovun aus, dass datselwecht fir eis aner Kolleeg gëllt, dass mer och also den Accord vun der Lénker hunn. Dann huet den Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt emol e grouse Merci un d'Rapportrice fir hire gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport.

An ech halen eis net laang op: Merci fir déi breet Zoustëmmung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da si mer um Enn vun der Diskussioun vum Projet 7115 ukomm a mir ginn direkt zur Ofstëmmung iwwer.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7115 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. A schonn ass d'Ofstëmmung eriwwer.

Besser kann et net goen: 60 Stëmmen derfir. Also ass de Projet 7115 ugeholl.

**Ont voté oui:** Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;



MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, zum Projet 7135 betreffend d'Renovatioun an d'Vergréisserung vum Lycée Michel Rodange. An d'Wuert huet erëm déiselwecht Rapportrice, d'Madam Josée Lorsché.

### 13. 7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg

#### Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zréck bei d'Schoul. Bei dem Projet de loi handelt et sech ëm d'Renovatioun an ëm den Ausbau vum Lycée Michel-Rodange um Campus Geesseknäppchen, déi heimat finanziert solle ginn.

Dese Lycée regroupéiert all Niveauen an all Sektione vum Enseignement secondaire classique mat insgesamt 1.400 Schülerinnen a Schüler, déi a 60 Klassen opgedeelt sinn. Wéi vill aner Lycéeeën ass och de Lycée Michel-Rodange an engem Gebai aus de 70er Joren ënnerbruecht. Derbäi kënn an deem Fall e provisoiresche Pavillon, deen Ufank 1990 derbäigesat ginn ass a grad wéi d'Haaptgebai iwwerlieft ass.

Fir d'Existenz vun deem gutt besichte Lycée ofzesécheren, soll mat deem Projet de loi e modern, groust an zäitgeméisst Gebai fir des Schoul finanziert ginn. Domat ka gläichzäitig och der Entwécklung um Niveau vun de Schoulprogrammer an den Unterrichtsverfahren Rechnung gedroe ginn, beispillsweis fir d'Organisation vun den Travaux pratiques, den Travaux dirigés, dem Projetunterricht, den Informatikcoursen an aneren, déi et fréier nach net gi sinn, mä och fir déi néideg Plaz ze schafe fir d'Restauratioun scolaire, de SPOS, d'Bibliothék, d'Archiven, de Schoultheater, d'Direktioun, d'Versammlungsraum, den Accueil an esou weider an esou fort. Nun emol alles, wat zu engem modernen, attraktive Lycée soll gehéieren.

Wat d'Sportsinfrastrukturen ugeet, sou kënnen d'Schüler vum Lycée Michel-Rodange weiderhi vun der bestoender Schwämm um Campus Geesseknäppchen profitéieren. Ofgerappt an nei gebaut gëtt awer déi bestoend Sportshal vum Lycée, well déi zwee getrennte Raim et net erlaben, sämtlech Sportskursen adequat ze organiséieren.

Konkret heescht dat, datt eng grouss Sportshal gebaut gëtt, déi jee no Cours an dräi Unitéite kann agedeelt ginn. Derbäi kënn eng sougenannt Salle multifonctionnelle mat den néidege Vestiaires, neien Duschen an engem Lokal fir de Stockage vu Material.

Logescherweis gëtt dann och vum Chantier profitéiert, fir de Bauseberäich méi benutzerfrëndlech a méi gréng ze gestalten an och fir d'Accessibilitéit ze verbessern.

Wéi bei all Renovatioun leet d'Administration des bâtiments publics och bei deem Projet Wäert op en nohaltegt Energiekonzept, mat enger gudder Isolatioun vum Gebai, enger natierlecher Ventilatioun, ekologesche Baumaterialien, a generell och op d'Reduktioun vun den Exploitationskäschten.

Ganz originell ass bei deem Projet, et konnt een et schonn e puermol an der Press lesen, datt eng Begréngung vum Daach mat engem pädagogesche Gaart virgesinn ass. Dëst erlaabt net nëmme den Ubau vu Geméis an Uebst um Daach vum Gebai, d'Daachbegréngung huet och en ekologeschen Impakt, well d'Reewaasser dem Gaart zeguttkënn an net ofgeleet muss ginn, mä och well d'Daachbegréngung d'Gebai viru grousser Hëtzt schützt. Donieft gëtt och iwwer Fotovoltaikanlagen no-geduecht, fir Solarenergie do ze produzéieren.

De Präis vum ganze Projet läit bei 60 Milliounen Euro, mat enger viraussichtlecher Bauzäit vun dräi Joer. Während där Zäit sinn d'Schüler an där provisoirescher Struktur um Campus Geesseknäppchen ënnerbruecht, sou datt den Unterrichtsnet ënnert de Bauarbeiten waert leiden.

D'Exploitationskäschte ginn op 1,6 Milliounen am Joer geschätzt, sinn awer net Bestanddeel vun deem Projet de loi. Fir méi Detailler zu deene ganze Bauarbeiten verweisen ech op mäi schrëffleche Rapport respektiv op d'Documents parlementaires 7135, wou sämtlech Pläng an all déi technesch Voiete vum Projet ze fanne sinn.

Deposéiert gouf dese Projet de loi den 11. Mee 2017 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. A sengem Avis vum 26. September 2017 huet de Statsrot sech positiv zu deem Projet de loi geäussert. An och an der Kommissioun vum 23. November ass mäi Rapport vun alle Säite guttgeheescht ginn.

Nach e puer Wieder als Vertrieederin vun der grénger Fraktioun: Ech wëllt lech invitéieren, dese Projet de loi ze stëmmen, well en einfach emol e wichtige Bausteen duerstellt, fir d'Lyceesoffer am Zentrum vum Land weiderhin ze verbessern.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Rapportrice. Eischte Riedner ass den Här Serge Wilmes.

#### Discussion générale

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Merci, Här President. Ech hunn net wëllen, eng grouss Ried ze halen. D'Madam Lorsché huet esou detailléiert dee ganze Projet hei elo grad explizéiert. Ech soen e grouse Merci fir hire Rapport a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert. Ech ginn dovun aus, dass en datselwecht waert maachen.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Jo, ech maachen datselwecht: och Merci un d'Madam Lorsché an och vun eiser Säit dann den Accord vun der LSAP fir dese Projet. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An ech gi wuel net ze wäit, wann ech och mengen, dass den Här Graas datselwecht waert maachen.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Et hätt een zwar nach viles zu deem Projet do ze soen. Et ass e ganz interessante Projet. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et dierf ee jo net vergiessen, datt schonn 1968 déi eischt Ufäng vum dem Lycée Michel-Rodange geluecht gi waren an datt sech do entre-temps natierlech e Gebai entwéckelt huet, wat an d'Jore komm ass, an datt et evident ass, datt dat och elo muss renovéiert gi respektiv och ausgebaut ginn. D'Zuel vun de Klassen, déi ass jo dann op 60, an d'Moyenne (veuillez lire: d'Moyenne vun de Schüler pro Klass), déi ass op 24 erfogaangen. Ech ka mech erënneren, wéi ech op Septième war, du ware mer nach zu 37. Och do gesäit een also, wéi d'Zuel vun de Klasseneffektiver erfogaangen ass.

Mir als Demokratesch Partei kënnen dee Projet hei nëmme begréissen an d'Regierung och ënnerstëtzen, op deem Wee do weiderzefueren, well et si jo nach eng Rei aner Gebaier, déi an Zukunft muss renovéiert ginn, besonnesch um Niveau vum Geesseknäppchen. Ech denken un d'École de Commerce et de Gestion.

Ënnert dem Stréch, jiddefalls nach eng Käier och e Merci fir de Rapport vun der Madamm Lorsché. Ech gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo. Merci, Här President. Ech hu mat Freed héieren, datt d'Schüler während dem dräijärege Bau oder Embau a provisoiresche Strukturen ënnerbruecht ginn. Dat war beim Bau uganks de 70er Joren net de Fall, wéi d'Schüler deemools hu misse mindestens zwee Joer op enger Baustell verbriegen, wouriwwer mäi Fraktiounskolleeg Fernand Kartheiser kann e Lidd sangen, well hie war bei deenen, déi deemools dohinner rekrutéiert goufen.

#### (Interruptions diverses)

Dat ass eng wonnerbar Saach. Fir de Rescht begréisse mir als ADR selbstverständlech dese Projet a wäerten e mat Freed matstëmmen. Merci un d'Rapportrice.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Nach nodréiglech eis Compassioun!

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech ginn och dovun aus, dass den Accord kënn?

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann huet den Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci och hei, Här President, un d'Rapportrice a Merci fir déi breet Zoustëmmung, déi kënn mer gebrauchen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7135 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: Besser kann een den Dag jo net ofschléissen. Domat ass de Projet 7135 ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Alex Bodry) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

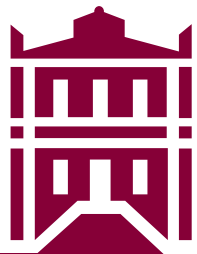
Ech géif lech nach froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott kënn froen?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous fir d'öffentlech Sëtzung ass den nächsten Dëschdeg um hallwer dräi. A bis dohi schaffen eis Kommissiounen op Héichtouren.

(Fin de la séance publique à 18.09 heures)



## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. Hommage à la mémoire de M. François Maroldt, ancien Député

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 3. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 4. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 5. Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire

- M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

### 6. Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire

- Débat: M. Marcel Oberweis, M. Marc Angel, M. Gusty Graas (question de M. Fernand Kartheiser et intervention de M. Roy Reding), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (questions de M. Marc Angel et intervention de M. David Wagner) (dépôt d'une motion), M. David Wagner (interventions de M. Marc Angel, M. Franz Fayot, M. Eugène Berger et Mme Viviane Loschetter)

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (question de M. Marcel Oberweis)

### 7. Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen

- Dépôt et exposé: M. Laurent Mosar
  - Discussion générale: M. Marc Angel
  - Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
- 8.** 7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire
- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Marco Schank, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de Mme Viviane Loschetter)
- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Romain Schneider et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.32 heures)**

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudder Mëtteg! Ech maachen heimat d'Setzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Dat ass net de Fall, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci villmoos.

## 2. Hommage à la mémoire de M. François Maroldt, ancien Député

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut den Hommage ze maache fir ee vun eise gudder fréiere Kolleegen, de Frunnes Maroldt. Virun enger Woch si mer gewuer ginn, dass dee fréiere Kolleg, de François, genannt Frunnes Maroldt, den 28. November am Alter vun nëmme 65 Joer gestuerwen ass.

De Frunnes ass a senger Jugend zu Esch an de Jongelycée gaangen, wou ech selwer och d'Éier an d'Freed hat, an darselwechter Klass mat him ze sinn - net ëmmer zur Freed vun eise Proffen, well mir haten déizäit eng ganz animéiert Klass.

No senger Première huet de Frunnes zu Liverpool studéiert an e war duerno Engleschproff fir d'Éischt am Lycée technique Mathias Adam während enger kuerzer Zäit, dunn am Lycée technique respektiv am Lycée Hubert Clément zu Esch.

Vun 1997 bis 2007 war de Frunnes Maroldt bäigewendeten Direkter am Lycée Hubert Clément an ass du bis 2014 Direkter vu sengem Lycée ginn, wou hie sech mat Häerz a Séil fir seng Aarbecht, fir seng Kolleegen a virun allem och fir d'Schüler an d'Schülerinnen investéiert huet.

Kloer Wieder, kloer Virstellungen, esou hu mir hie kennt. Seng politesch Carrière huet hien an den 90er Joren ugefaangen. 1992 ass de Frunnes der CSV bäigetrueden. Zanter 1997 war hien am Escher Gemengerot. Vu September 1999 bis Mee 2000 war hie Finanzschäffe vun eiser zweeter Gemeng am Land.

Bei de leschte Gemengewahlen am Oktober ass hien den Drëtten op der CSV-Lëscht ginn an an de Gemengerot gewielt ginn. An dräi Joer sollt hie Schäffe ginn. Dat huet hien a senger leschte Wochen, wou hien net woust, dass et zu Enn géif goen, enorm motivéiert an enorm gefreut.

Hie war vum 3. August 2004 bis den 31. Mäerz 2007 Member vun eiser Chamber. Als ee vun deenen, déi aus dem Enseignement komm sinn, war et net verwonnerlech, dass e Member vun der Educatiounskommissioun ginn ass. Des Weidere war hien an der Kommissioun vun der Fonctioun publique an an där vun den Affaires intérieures aktiv. Um internationale Plang huet hien d'Chamber am Parlament vun der Groussregioun vertrueden.

Och am Sport war hie bekannt als Aktiven, mä awer och als Responsabelen herno fir d'Organisatioun. Hie war laang President vun der Vélosunioun Esch, dem Organisateur vun der Flèche du Sud. Dernieft, als fréiere ganz gudder Volleyballspiller - mir sinn ni un en erukomm a beim Netz war en net ze schloen -, war hien e Pilier vun Escher Veräin, wou hie President war a wou hien Trainer war. De Frunnes war och President vun der Lëtzebuurger Volleyballföderatioun.

An, jo, hie war en exzellenten a gudder Kolleg. E Gerueten! Sou wéi seng Haltung vum Kierper war, war en och am Geescht e Riichten. De Frunnes hat vill Projeten, leider ass et him net vergonnt, se nach ze realiséieren.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill an eise Respekt ausdrécken an eisem Kolleg soen, dass mir hien net wäerte vergiessen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech bieden, fir de Frunnes opzestoen an un hien ze denken.

**(Respect d'une minute de silence)**

Ech soen lech Merci.

Ech wëll och direkt déi Kolleegen entschëllengen, déi de Mëtte bei hirem Kolleg um Begriefnis wäerten derbäi sinn. Op en Termin vun engem Begriefnis hëlt och den Termin vun enger Chambersetzung keng Rücksicht. Oder ëmgedrëit. Duerfir, mengen ech, ass et selbstverständlech, dass all déi Kolleegen, déi dem Frunnes wëllen eng lescht Eier erweisen, en bonne et due forme entschëllegt sinn.

Merci!

## 3. Communications

Ech wollt der Chamber dann déi traditionell Kommunikatioun maachen: dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an Äntwerten an d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Setzung an der Administratioun deponéiert goufen, un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt goufen. D'Lëscht vun de Petitiounen gradesou.

**Communications du Président - séance publique du 5 décembre 2017**

1) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

2) *La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés et le projet de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:*

**7213** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Député, le 30.11.2017

**7214** - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 01.12.2017

3) *Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:*

**912** - Demande de pétition publique: *Création d'une vignette automobile pour que les travailleurs puissent stationner sans contrainte la journée*

Dépôt: M. Olivier Beaume, le 24.11.2017

**913** - Demande de pétition publique: *Transparence pour stopper net les entreprises frauduleuses de construction*

Dépôt: M. Christian Nikiforetz, le 26.11.2017

**914** - Demande de pétition publique: *Changement des taux d'imposition sur les rémunérations non périodiques (bonus, 13<sup>e</sup> mois, etc.)*

Dépôt: M. Steven Curfs, le 28.11.2017

*(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)*

## 4. Ordre du jour

Dann hat d'Präsidentekonferenz lech dee Programm virgeschloen, deen lech zougestallt ginn ass. Mir sinn awer de Moie gewuer ginn, dass ee vun de Regierungsmemberen, déi virgesi waren, net kann un der Setzung vun de Mëtten deelhuefen, soudass proposéiert gëtt, dass d'Proposition de loi 6912 iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Nohaltegekeetspolitik vum Ordre du jour soll erofgeholl ginn an zu engem spéideren Zäitpunkt behandelt ginn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour d'accord?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An haut de Mëtten hu mer als Haaptpunkt um Ordre du jour d'Deklaratioun vum Koopera-

tionsminister Romain Schneider iwwer eis Entwécklungszesummenaarbecht. Uschlëssend féiert d'Chamber eng Debatt.

Ech wollt lech soen, dass wéinst deem Begriefnis, dat mer de Mëtten hunn, mer wäerte muer iwwert déi eenzel Projeten ofstëmmen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

**(Assentiment)**

Ech stelle fest, dass dat de Fall ass.

Elo huet de Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider, d'Wuert.

## 5. Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Merci, Här President, fir d'Wuert.

Ech mengen, no dësem Hommage ass et och schwéier, einfach den Iwwergang ze fannen. An ech géif mer erlaben, vun dëser Plaz aus och eng Kéier un de Frunnes ze denken, deen ech souwuel als Frënd an als Member vun der Chamber kennegeléiert hunn, mä virun allem ganz vill als Sportsminister dobausse gesinn hunn, sief dat an de Volleyballkreesser, sief dat och an de Kreesser ronderëm de Vélo a virun allem am Kader vun der Flèche du Sud. An ech mengen, grad de Mëtteg eng Ried iwwert d'Entwécklungspolitik, déi am Mëttelpunkt jo ëmmer d'Solidaritéit vun de Mënschen huet, ass eng, déi exzellent och bei de Frunnes Maroldt passt. Dofir mengen ech, datt mer och hei Kontinuitéit kënnen fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Deputéierten, Mesdames et Messieurs les Représentants des missions diplomatiques, virun zwee Joer hunn d'Veereent Natiounen zu New York déi 17 nohalteng Entwécklungsziler festgehale, an zu Addis Abeba gouf sech engagéiert, fir déi néideg Moyenen dofir ze mobiliséieren. Et ass elo un der Zäit, fir den éischten Tëschebilan ze maachen, wou mir haut dru si mat deenen Engagementer op nationalem an op internationalem Niveau.

Et gëtt vill dozou ze soen, mä meng dräi Haaptmessages, déi ech haut wëll mat op de Wee ginn, sinn déi heiten: Éischtens, jo, Lëtzebuerg huet seng Engagementer respektéiert an ass een zuverlässigen an innovativen Partner, deem seng Influenz wäit iwwert d'Gréisst vum Land ewechgeet.

Dat soen net ech, mä dat ass de Constat vum Examen par les pairs vum Comité d'aide au développement, dem CAD, vun der OCDE, deen am Oktober publizéiert gouf.

Zweetens: Kënnen mir ons dofir op onse Lorbeeren ausrouen?, ass d'Fro. Neen, et gëtt nach ganz vill ze dinn an d'Welt, an där mir liewen, ass net onbedéngt besser ginn.

Méi wéi 800 Milliounen Leit liewen nach ëmmer an der Aarmut a leiden un Honger, Tendenz steigend wéinst Fragilitéit, Konflikter a Klimawandel. Ons Welt ass och net méi einfach ginn. Ongläichheete steigen och an den entwéckelte Länner an de Populismus mécht sech breet, och an Europa.

Op där anerer Säit ginn d'Vulnerabilitäten ëmmer méi komplex: rekurrent Krisen, Korruptioun, violenten Extremismus, intern Konflikter a Kontexter Sécherheet, Fridden, gutt Gouvernance an Développement. Flüchtlingsskrisen gehéieren ewell zum Alldag mat aktuell méi wéi 65 Milliounen deplacéierte Leit op der Welt. An och hei leider Tendenz steigend.

An drëtten, all dës Defie riskéieren, déi positiv Entwécklung vun de leschte Jorzéngten an deene Länner ze zerstéieren, wat awer net heescht, dass mir d'Bengele bei d'Tromm solle geheien, ganz au contraire. Den Immobilismus ass keng Solutioun heifir. Fir déi Defie vun haut ze meeschteren an dëser méi komplexer an interkonnectéierter Welt, mussen mir anescht schaffen an all um selwechte Strang zéien. Mir mussen Synergie schafen am Kader vun neie Par-

tenariater mat allen Akteuren aus dem öffentlechen an dem private Secteur, mat der Zivilgesellschaft, mat den internationalen Organisatiounen, mat den Universitëten an de Rechercheinstituter.

Mir mussen méi kohärent Politicken hu fir eng nohalteng Entwécklung. Mir mussen méi effikass, méi koordinéiert a méi inklusiv schaffen. Mir mussen holistesche Solutiounen fannen. An dofir brauche mir ënner anerem och besser Informatiounen, Statistiken an Daten. All dëst wäerte mir d'nächst Joer an enger neier Stratégie générale vun onser Entwécklungszesummenaarbecht festhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an all dësen Domänen huet Lëtzebuerg vill ze bieden. Fir op mäin éischte Punkt zrëckzekommen: Lëtzebuerg, als fiabelen, innovativen a previsibelen Partner an der Entwécklungszesummenaarbecht, wéi de CAD vun der OCDE ons beschreift, et kann een, mengen ech, behaupten, dass dës Regierung déi richteg Entscheedungen am Beräich vun der Kooperatioun getraff huet an trifft.

Ech wëll awer och direkt soen, dass mir op zolitte Basisse konnte schaffen, an der Kontinuitéit vun engem Engagement, dat onst Land a seng Leit iwwer Jorzéngten opgebaut hunn. Wann ech ons Aarbecht an deene leschte Jore misst a véier Stéchwieder resuméieren, géif ech soen: Mir hu konsolidéiert, mir hunn ons weider konzentréiert, mir hu vereinfacht a mir hunn innovéiert.

D'OCDE lueft ons derfir, dass mir all Joer 1% vun onsem RNB an d'Entwécklungshëllef an an d'humanitär Hëllef investéieren an dass dës Fongen an e puer geziilte Länner a Secteure fléissen. Dës Konzentratioun erlaabt et ons, fir onsen Impakt, ons Visibilitéit an onsen Afloss als Bailleur ze vergréisseren. Nieft onse Mesuren, fir ons Entwécklungshëllef méi effikass ze maachen, ass d'OCDE och impressivéiert vun der Additionalitéit vun de Klimafongen, déi mir praktikéieren, an dass mir an der öffentlecher Entwécklungshëllef keng Dependenz fir den Accueil vu Refugiéierten hei zu Lëtzebuerg urrechnen.

Dëse politesche Choix ass nëmme méiglech duerch de breede Konsens, dee mir hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Kooperatioun hunn. Dat gëtt ons eng grouss international Kredibilitéit a mécht ons zu engem wichtege Akteur fir d'Reussite vun der Agenda 2030 iwwert déi nohalteng Entwécklungsziler eraus.

D'OCDE formuléiert och eng 13 Recommendationen, déi mir an deenen nächste Joren ëmsetze sollen. Et geet virun allem dorës, fir ons Entwécklungspolitik nach ze perfektionéieren, andeems mir verschidde Strategië finaliséieren a méi gezielt Evaluatiounen maachen, fir ons Erfahrungen nach besser ze valoriséieren. Zum Beispill recommandéiert d'OCDE, dass Lëtzebuerg nach méi vum Know-how vun der Finanzplaz profitéiert, fir innovativ Partnerschaften anzegoen an zousätzlech Finanzemeter ze mobiliséieren.

Ee wichtege Aspekt, deen ech nach wëll ervirhiewen un dësem Exercice, ass, dass net nëmme mä Service un dëser Revue deelgeholl huet, mä och Beamten aus dem Finanzministère, aus dem MDDI, d'Personal vu Lux-Development souwéi de Cercle des ONG (veuillez lire: Cercle de coopération des organisations non gouvernementales de développement de Luxembourg).

D'Examinatore waren och an der zoustänneger Chamberskommissioun, hunn d'Akteure vun der Mikrofinanz hei zu Lëtzebuerg begéint a waren an de Senegal kucken, wéi mir ons Politik um Terrain ëmsetzen. Mat dëser inklusiver a partnerschaftlecher Approche hu mir bewisen, dass mir d'Ëmsetzung vun der Agenda 2030 eescht huelen, dass all déi concernéiert Ministere an engem Strang zéien an dass mir och d'Zivilgesellschaft matabezéien.

Am Resumé kann een also soen, dass, obwuel mir e puer Hausaufgabe mat op de Wee kritt hunn, den Exercice vum Examen par les pairs kloer derzou bäigedroen huet, d'Image de marque vu Lëtzebuerg no baussen ze promovéieren.



Dësen Exercice huet och confirméiert, dass mir um beschte Wee sinn, fir de Regierungsprogramm vun 2013 am Beräich vun der Entwicklungshëllef ëmzesetzen. Loosst mech dat unhand vun e puer Beispiller a konkreten Zuelen illustréieren! D'Konzentratioun vun der Lëtzebuerger Aktioun an Afrika ass tëschent 2013 an 2015 vun 52% op 59% vun der bilateraler APD geklommen. Dës Konzentratioun op Afrika spigelt sech och op der Lëscht vun de fënnf Haaptempfänger vun der bilateraler Lëtzebuerger Entwicklungshëllef, vun deenen der véier aus Afrika sinn, erëm. Datselwecht gëllt fir d'Konzentratioun op déi am mannsten entwéckelte Länner, déi am Joer 2012 bei 52% loun an déi elo 2015 op 61% eropgeklommen ass.

Nom progressive Réckzuch vun onser traditioneller Kooperatioun aus dem Vietnam an dem El Salvador, déi elo zwee Pays à revenu moyen sinn, hu mir am Moment siwe privilegiéiert Partnerlänner, mat deene mir pluriannuel PICen, déi sougenannt Programmes indicatifs de coopération, hunn. Mir wäerte weiderhin onser geografischer Konzentratioun festhalen, och wa mir am Moment amgaange sinn ze analyséieren, a wéi eng neie Länner mir kënnen aktiv ginn. Evaluatioune goufe gemaach am Nepal, an der RCA an a Myanmar. Dat war virun der onmenschlecher Situatioun vun de Rohingya an deem Land, op déi ech nach herno a mengem Speech wäert zréckkommen.

Mä och de Maghreb gëtt an d'A gefaasst, zum Beispill Tunesien oder Marokko oder Länner a Westafrika, déi nieft onsen aktuelle Partnerlänner leien, zum Beispill de Benin oder Togo. En neit Partnerland sichen heescht virun allem kucken, wou ons Lëtzebuerger Entwicklungshëllef déi gréisste Valeur ajoutée an dee gréissten Impakt kann hunn, wou déi gréisste Besoinen an Demandé sinn a wou mir déi effikaste Partneriater opbaue kënnen am Kader vu kohärente Programmen.

Här President, ons bilateral Kooperatioun gëtt gréisstendeels vu Lux-Development ëmgesat. De Regierungsprogramm vun 2013 huet virgesinn, de Rôle an de Fonctionnement vu Lux-Development ënnert d'Lupp ze huelen. Dëst ass geschitt, éischtens, am Kader vun enger externer Evaluatioun an zweetens, vun engem Rapport vun der Cour des comptes iwwer Lux-Development. A béide Fäll gouf lech och hei eng gutt Zensur ausgestallt mat natierlech e puer Recommandatiounen.

Ech si frou, haut kënnen matzedeelen, dass eng ganz Partie Reformen a Reorientatioune gemaach goufen, déi ons Agence nach méi effikass wäerte maachen. Si ass haut méi dezentraliséiert a besser strukturéiert, fir deem neien internationale Kontext Rechnung ze droen. Si huet evoluéiert a kann och fir aner Mandatairé schaffe wéi zum Beispill d'Europäesch Kommission oder Länner wéi Dänemark oder d'Schwäiz, déi net zécken, hir Projete iwwer ons Agence ofwéckelen ze loossen.

Och dëst ass ee Gage vu Qualitéit, dee mer opzeweisen hunn. Fir all dat ze erméiglechen, gouf eng nei Konventioun tëschent dem Stat a senger Agence ausgeschafft, déi d'lescht Woch am Regierungsrat approvéiert gouf an d'nächst Woch am Conseil d'administration vun der Agence wäert adoptéiert ginn. Déi nei Konventioun mécht et der Lux-Development och méi einfach, fir fir aner Ministèren ze schaffen.

Ganz konkret Beispiller vun där Konzentratioun op ons Partnerlänner an enger Komplementarität tëschent der Lëtzebuerger Klimaaktioun an der Entwicklungshëllef ginn et zum Beispill am Vietnam, am Senegal an och am Nicaragua. Innovativ Finanzmechanisme sinn entstanen wéi de Forestry and Climate Change Fund vum LMDF, duerch eng initial technesch Berodung vu Lux-Development a spéidere Finanzementer vum Fonds climat et énergie.

Loosst mech hei ënnersträichen, dass säit der Agenda 2030 d'Zusammenaarbecht tëschent mengem Ministère an dem MDDI sech extrem verstärkt huet! Am Juli hunn ech zesumme mat der Ëmweltministesch Carole Dieschbourg um High-level Political Forum zu New York de Lëtzebuerger nationaltegen Entwécklungsplang virgestallt.

An dësem Kontext wëll ech nach eemol rappeléieren, dass de Klimaschutz een Deel vun onsen horizontalen Thematiken ass a bleift, déi mir transversal duerch ons Projete fuerderen.

Am Cabo Verde konnte mir zum Beispill d'Formulatioun vum Programm iwwer erneierbar Energien ofschléissen an den Accord mat der kapverdianescher Regierung op der Commission de partenariat dëst Joer och ënnerschreien. Mir schaffen de Moment och enger Kooperatioun tëschent dem CERMI, dem sougenannte Centre d'énergies renouvelables et de maintenance industrielle, am Cabo Verde... (veuillez lire: an dem Centre de compétences vu Lëtzebuerg.)

An ech mengen, Här Chamberspräsident, Dir hat zesumme mat enger Delegation d'Geleeënheet, dës flotte Center ze gesinn an ze gesinn, wéi en engersäits net nëmme opgebaut ass, mä virun allem och fonctionnéiert a wierklech e richtege Hub ass, e richtege Moteur ass fir déi ganz Region an dësem Beräich.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, déi ganz Delegation kann dat nëmme bestätegen.

► **M. Romain Schneider, Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här President.

An dësem Zesammenhang ass et am Cabo Verde natierlech och wichteg, dem Centre de compétences vu Lëtzebuerg eng Zesammenaarbecht (veuillez lire: mat dem CERMI) ze ginn, fir d'Formatioun vun de jonke Kapverdianer am Domän vun den erneierbaren Energien ze verbessern. Et geet hei drëms, fir Kompetenzen an deem Beräich fir d'Zukunft ze schafen a Brécken tëschent den Akteuren an deem Beräich an onsen zwee Länner opzebauen.

Brécken an nei Relatioune ginn och mat Asien a Latäinamerika opgebaut. Virun dräi Woche sinn ech an de Vietnam gereest, fir een neie generellen Accord mat deem Land ze ënnerschreien. Dëst huet sech als noutwendeg erweisen, well de Vietnam wéi gesot als Pays à revenu moyen keng laangjäreg Kooperatiounsprogrammer méi mat Lëtzebuerg wäert hunn, mä ons Strategie mat dësem neien Accord baséiert op enger Diversifikatioun vun onse Relatioune an zwar an ënnerschiddleche Secteuren wéi der Recherche, den erneierbaren Energien, dem Kampf géint de Klimawandel an och dem Finanzsektor.

Ganz konkret ginn zum Beispill schon zwee nei Projete virbereet mam MDDI. Am Vietnam gëtt och ons laangjäreg Relatioun mat der Finanzsicht an ons Formatiounsoffer am Finanzberäich iwwert d'House of Training, mat der ATTF, esou verankert, dass mir wäit iwwert d'Entwécklungszusammenaarbecht eraus bilateral Partner wäerte bleiwen.

Och am El Salvador hu mir kee laangjäregen indikative Programm méi, mä ënnerstëtzen dat Land a sengem Echange vun Experienze mat anere Länner aus der Region, wéi zum Beispill Mexiko, fir d'Rad net all Keiers nei mussen ze erfannen. An dëser Süd-Süd-Kooperatioun, déi op der Konferenz vun Addis Abeba ervirgestrach gouf, kënnen mir mat vill manner Mëttele genausovill behëlleflech sinn. Dëst ass fir mech de Modell, wéi effentlech Entwicklungshëllef méi effikass ka sinn a mat eegene Mëttele vum Partnerland Differenze ka maachen.

An den El Salvador fuere mir iwwerengs och nach weider, déi lokal ONGen ze stäerken, well mir gleewen, dass eng Stäerkerung vun der Zivilgesellschaft am Opbau vun enger Demokratie absolut noutwendeg ass. A genau do wëlle mir och nach weider hëllefen, ze schaffen.

Och am Kosovo hu mer e Projet lancéiert, dee gezielt op d'Akteure vun der lokaler Zivilgesellschaft ausgerichtet ass. Si kréie gehollef, hir Aktivitéiten ze stäerken, notamment a Beräicher vu sozialer Inklusioun, Rechter vun de Fraen, Radikalisierungsbekämpfung oder journalistescher Ethik.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Mënscherechter, eng gutt Gouvernance an eng gutt Education sinn dräi fundamental Komponenten, déi fir eng nohaltege Entwécklung gebraucht ginn. Notamment a Westafrika, onser Haaptkonzentratioungsgégend, ob am Mali, ob am Senegal, ob am Niger oder am Burkina Faso, iwwerall ënnerstëtze mir hei systematesch d'Gesondheet, d'Nutritioun, d'Education an d'sozial Versécherung grad wéi d'transversal Rechter an d'Stärkerung vun de Fraen.

Ech wëll de Rôle vun de Fraen hei nach eemol besonnesch ervirhiewen. Nëmme wann d'Fraen Accès hunn zur Propriétéit, finanzielle Mëttele an dezenter Aarbecht, kënnen mer d'Fondatioune leeë fir eng nohaltege Entwécklung an d'Ëmsetze vun den ODDen.

Fir ons Partnerlänner an dese Beräicher ze stäerken, gräife mir ëmmer méi op hir eegen, national Prozeduren an Instrumenter zréck. Am Niger zum Beispill sti mir den Autoritéiten zur Säit fir d'Opstellung an d'Benotze vun nationale Fongen, wou och aner Bailleure kënnen materabezuelen a fir esou op eng koordinéiert Manéier déi verschidde Secteuren ze ënnerstëtzen.

Lux-Development gëtt parallel technesch Assistentz, fir déi national Gestionscapacités an de legale Kader auszubauen. An deem Sënn maache mir am Senegal weider Aide budgétaire an am Cabo Verde maache mer eng Aide budgétaire sectorielle.

Här President, nieft onser bilateraler Aktioun ass natierlech déi vu Lëtzebuerger ONGen eng

Spezifisitéit vun onser Kooperatioun. Och si ass am Regierungsprogramm festgehalten an och si ass weider verstärkt, administrativ vereinfacht a méi kohärent organiséiert ginn. Net manner wéi 93 ONGen hunn een Agreement beim Ausseministère a setze ronn 16% vun onser APD ëm - 56,8 Milliounen Euro am Joer. Si schaffen op verschidde Manéieren zesummen. Et ginn ONGe vu verschidde Zorten an och vu verschidde Gréissten. Dat heescht och verschidde Manéieren, fir ze schaffen. Déi eng mat Hëllef vu Benevolat, déi aner mat permanentem Personal. Mä all hu se eppes gemeinsam: Si schaffe mat grousem Engagement a sinn no bei de Beneficiairen um Terrain direkt derbäi.

D'Effikasitéit steet och bei den ONGen um Programm. Zesumme mam Cercle de coopération huet de Ministère déi lescht Jore konstant drop higeschafft, fir d'Projete vun den ONGe quantitativ ze ënnerstëtzen a qualitativ ze verbessern.

Ech sinn d'ailleurs frou, dass mer et zesumme mat der Stad Lëtzebuerg fäerdegbruecht hunn, och dem Daachverband vun den ONGen e permanenten Daach iwwert dem Kapp ze fanen. De Cercle huet elo seng Maison des ONG de développement am Grond an der Rue Saint Ulric. Hei kënnen Evenementer, Reunioune a Formatioune organiséiert ginn an esou d'Zusammenaarbecht tëschent deenen eenzelnen ONGe gefërdert ginn a Synergien opgebaut ginn.

Fir d'Effikasitéit vun de Projeten, déi de Stat ënnerstëtzt, ze verstärken, goufen d'Konditioune vun de Kofinanzementer iwwerschaaft an hir Prozentsaz harmoniséiert an un den Entwécklungsniveau vun de concernéierte Länner ugepasst. Dëst war ee laangen awer participative Prozess, deem net einfach fir verschidde ONGe war. Mir gesinn awer elo schonns, dass déi éischt positiv Konsequenzen a puncto Qualitéit vun de Projeten, déi mir am Ministère erakréien, sech weist.

Dee leschte Schratt vun dëser Reform, Dir Dammen an Dir Hären, kënnen mir haut ofschléissen, andeems mir d'Ännerung vum Gesetz guttheeschen. Ab dem 1. Januar gëtt et da just nach zwee Kofinanzementstauxen: 60% an 80%, egal ob eng ONG ënner engem Accordcadre schafft oder een eenzelne Projet erausrecht. Am Januar d'nächst Joer kënnen dann och schonns déi éischt sechs Accords-cadres ënner deem neie System, ënner deenen neie Konditioune ënnerschriwwen ginn.

Ons ONGe maachen awer och nach eng aner, ganz wichteg Aarbecht bei ons heiheim. Si sinn den Hauptvektor fir d'Sensibilisatiounsaktiounen an d'Education au développement an onser Gesellschaft. Och hei huet de Ministère vill mat den ONGen zesumme geschafft am Kader vun engem Aarbechtsgrupp, fir besser Qualitätskritären auszeschaffen. Och hei huet de Ministère, esou wéi am Regierungsplang virgesinn, déi finanziell Mëttele lues awer sécher an d'Luucht gesat. Och hei gouf harmoniséiert an d'Konditioune goufen adaptéiert. Ufank d'nächst Joer wäert ech dann och an dësem Domän net manner wéi 14 Accords-cadres an ee Mandat ënnerschreien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den drëtten Volet, fir dee sech d'ONGen hei am Land staarkmaachen, ass d'Kohärenz vun der Politik. Haut de Mëtten, ier mer ons hei versammelt hunn, krute mir de Fair Politics Barometer vum Cercle des ONG iwwerrecht. Dës Rapport analyséiert d'Kohärenz vun der Politik vun onser Regierung an d'Influenz, déi si op d'Entwécklungslänner huet. Déi fënnf Themen, déi hei ugeschwat gi sinn, sinn d'Klimapolitik, d'Kultur, d'Ekonomie, d'Agrikultur an d'Finanzen. De Choix vun den Theme gouf vun de jeeweiligen Auteure vun de Kapitele getraff, déi hei ganz kloer hiren eegene Point de vue duerstellen a konkret Recommandatioune formuléieren.

Mir begrëssen dës aktiv Participatioun vun der Lëtzebuerger Zivilgesellschaft am Asaz fir de Kampf géint d'Aarmut a fir méi Gerechtegkeet. A mir wäerten och weiderhin d'Promotioun vun enger méi kohärenter Politik am Sënn vun den Entwécklungslänner féerden. Dës Rôle gëtt ënner anerem vum Comité interministériel pour le développement iwwerholl, mä ech géif och hei gären heimat d'Chamber weiderhin encouragéieren, d'Effete vun den nationale Gesetzter op déi Äermst systematesch a Betruucht ze zéien.

Ech erlabe mer awer och, de Cercle selwer ze encouragéieren, weider un der Kohärenz vun den Aktiounen vu senger Memberen ze schaffen. An dëser Saach huet jiddweree seng Responsabilitéiten ze iwwerhuelen.

Wéi am Regierungsprogramm virgesinn, huet de Comité interministériel pour le développement sech nei Prozedure ginn an de Cercle ass op all Sëtzung invitéiert, wou iwwert d'Kohärenz vun der Politik geschwat gëtt. An deem

Kader gëtt e konstruktiven Dialog gefouert. An ech begrëssen, dass de Cercle dëst Joer eng éischt Versioun vu Fair Politics schonns am Oktober en avant-première souzosen dem Comité virgestallt huet. Den nächste Rendez-vous mam Comité interministériel ass den 8. Dezember, wou den „Commitment to Development Index“ virgestallt gëtt vun engem internationalen Think-Tank, deem analyséiert, inwiefern d'Politique vun deene räiche Länner positiv oder negativ Effekter op d'Entwécklungslänner hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ons Politicke sinn natierlech staark un déi vun der Europäescher Unioun gebonnen. Deen neien europäesche Konsens fir d'Entwécklung ass den 19. Mee 2017 am Conseil développement ugeholl ginn, an de 7. Juni op den europäeschen Entwécklungsdeeg ënnerschriwwen ginn.

Während de Verhandlungen iwwert den Text huet Lëtzebuerg sech, leider ouni vill Erfolleg, verschidde Deeler widdersat. Mir hu misse feststellen, dass de finale Konsens ee Réckgang par rapport zu deem vun 2015 (veuillez lire: 2005) ass, deem ënner Lëtzebuerger Présidence deemools adoptéiert gouf. Lëtzebuerg wäert sech awer weider zu Bréssel staarkmaache fir eng konsequent europäesch Entwécklungspolitik. Den nächste Méindeg huelen ech um Conseil des affaires étrangères deel, wou fir d'Éischt d'Ausseministère an d'Entwécklungsministère iwwert d'Zukunft vun de Relatioune tëschent Europa an Afrika zesummen diskutéieren wäerten an duerno wäerten d'Entwécklungsministère Konklusioune iwwert de Commerce an d'Entwécklung adoptéieren.

Hëllef fir de Commerce ass eent vun den Instrumenter, fir d'Ziler vun der 2030-Agenda iwwert d'nohaltege Entwécklung ze realiséieren.

D'Europäesch Unioun an hir Memberstate wäerten d'Hëllef fir de Commerce erhéien, fir derzou bäizetroen, d'Aarmut an de manner entwéckelte Länner ze bekämpfen. Handel an Investitioune solle gefërdert ginn, fir nohaltege Entwécklung an dezent Aarbechtsplazen ze schafen a regional Integratioun ze féerden.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun setzt sech an deem Kontext fir e fairen Handel an, nottamment iwwer ee Mandat u Caritas a Fairtrade Lëtzebuerg, déi fair Präisser an Aarbechtskonditioune an der Textilbranche ënnerstëtzt.

Mir beméien ons och weiderhin, de Privatsektor, deem oft eng gutt Expertise huet, vun där Entwécklungslänner profitéieren kënnen, méi an ons Aarbecht matanzebannen. Mir probéieren, d'Investissement vum Privatsektor an d'Richtung vun nohaltege Projeten ze orientéieren, déi op laang Dauer d'Liewenskonditioune vun der Populatioun kënnen verbessern, ouni dobäi en negativen Impakt op d'Ëmwelt ze hunn.

Ons „Business Partnership Facility“ ass dëst Joer an hir zweet Ronn gaangen. Duerch si si bis elo aacht Projeten a Betriber ënnerstëtzt ginn. Och hei konzentréiere mir ons Kofinanzementer op d'Secteuren, an deene Lëtzebuerg senger Partnerlänner eppes ze bidden huet. Mir konzentréieren ons op d'Beräicher vun ICT, FinTech, BioHealth an Eco-Innovation. Eventuell wäerte mir dese Beräicher d'nächst Joer och nach d'Logistik derbäiféieren.

Loosst mech awer nach eemol widderhuelen, dass onst éischt Zil an der Kooperatioun net ass, fir de Lëtzebuerger Privatsektor ze stäerken, mä fir en effektiv matanzebannen am Kampf géint d'Aarmut a fir eng nohaltege Entwécklung! Mir hale weiderhin un Prinzipien vun der Aide non liée fest, wéi et am Programm vun dëser Regierung och virgesinn ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Romain Schneider, Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Dëst verhënnert awer net, dass spezifeschen Know-how vu Lëtzebuerger Akteuren och hei matafléist an direkt Kollaboratioune oder „public privat partnershipen“ besti mat Entrepreneuren an Institutioune a Secteuren wéi der Telecommunication, der Gesondheet, der Education, der Recherche, dem Transport souwéi natierlech mat finanziellen Akteuren an der Mikrofinanz. An deem spezifeschen a besonnesche Sektore spillt Lëtzebuerg eng Virreiderroll. Ons Kooperatioun huet säit méi wéi 20 Joer an dese wichtege Domän investéiert a Lëtzebuerg huet sech mëttlerweile zu engem Zentrum fir d'Mikrofinanzinvestitiounsinstrumenter entwéckelt.

Een Drëttel vun allen Investmentvehikelen an der Mikrofinanz weltwäit sinn zu Lëtzebuerg domiciliéiert a representéieren d'Halschent vun allen Actifs sous gestion weltwäit.



Dat bedeit responsabel Investissemter, déi besonnesche Wäert op de sozialen Impakt leeën, an Héichte vu méi wéi honnertmol onser järelecher Entwécklungszesummenaarbecht. Dat bedeit awer och e formidabelen Effet de levier vu Statsmëttel an e Plus an der Promotioun vu Lëtzebuerg als responsabel Finanzplaz. Dës zolidd Basis huet et Lëtzebuerg och erméiglecht, sech esou séier als nohalteg Finanzplaz ze positionéieren an deene leschte Joren.

Och op internationalem Plang ass de Lëtzebuerg inklusiv Finanzsektor bekannt. Am Oktober war d'Semaine africaine de la microfinance, d'SAM, zu Addis Abeba. Eng 700 Participanten hunn hei deelgeholl, ee Rekord fir déi Lëtzebuerg ONG Aide au développement autonome, ADA, souzesoen, déi ënnert dem Mandat vu mengem Ministère schafft an déi d'SAM organiséiert huet. De 4. Januar nächst Joer wäert dat Mandat d'ailleurs erneiert gi mat ADA, dat fir eng nei Period vu véier Joer wäert lafen.

D'lescht Woch hate mir de Pleséier, d'Mikrofinanzwelt hei zu Lëtzebuerg op Besuch ze hu während der Semaine européenne de la microfinance, déi vun der europäescher Mikrofinanzplattform zesumme mat InFiNe, dem nationale Réseau fir inklusiv Finanzen organiséiert gouf. De leschten Donneschdeg hunn ons Grande-Duchesse an onse Grand-Duc héritier dee mat 100.000 Euro dotéierte Prix européen de la microfinance iwwerrecht op der BEI, der Europäescher Investment Bank. De Präis ass un eng kleng mexikanesch Mikrofinanzinstitutioun gaangen, déi an aarmen an entleeëne Géigenden a Wunnraum investéiert op Basis vu Solidaritéit tëschent den Awunner aus klengen Dierfer. „La mano vuelta“ nenne se dat dohannen. An dat heescht sou vill wéi: „Eng Hand hëlleft där anerer.“ Iergendwéi méi flott wéi onsen Ausdruck: „Eng Hand wäscht déi aner.“

Ech wëll vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir dem President vun der BEI, dem Werner Hoyer, Merci ze soe fir déi exzellente Kollaboratioun, déi ons Regierung säit Jore mat der Bank huet, an der Mikrofinanz a wäit doriwwer eraus. Ech wëll och beim Werner Hoyer d'ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg confirméieren a senge Pläng, fir d'BEI ze restrukturéieren. Eng modern BEI, méi effikass a méi effizient, soll zukünftig och méi zu der europäescher Entwécklungszesummenaarbecht bäidroen an enker Zesummenaarbecht an Aarbechtsopdeeling mat der Europäescher Kommissioun.

Här President, wéi Dir wësst, ass Lëtzebuerg een engagierten a fervente Verfechter vum Multilateralismus. Och an der Entwécklungshëllef schaffe mer vill mat der UNO an de multilateralen Agencen zesummen. Och hei ass a bleift de Grand-Duché en zuverlässige Partner. Ongeféier een Drëttel vun onser APD geet nämlech u multilateral Organisatiounen. Ech begrëissen hei ganz kloer dem neien UNO-Generalsekretär, onsem Frënd dem António Guterres, seng Reformpläng, fir d'UNO „fit for purpose“ ze maache fir eng beschtméiglech Ëmsetzung vun der Agenda 2030.

An onsem Regierungsprogramm vun 2013 hate mir festgehalen, dass ons multilateral Aarbecht besser op ons sektoriell an thematesch Prioritéiten zugeschnidde soll ginn. Dëst hu mir gemaach: Am Kader vun den Accords de partenariat stratégique mat verschiddenen UNO-Agence fokusséiert sech Lëtzebuerg elo ganz staark op verschiddenen Thematiken.

Hei e puer Beispiller dovunner: Mat der Unicef sinn dat d'Basiseducatioun, d'Gläichberechtigung tëschent de Geschlechter an d'Iwwerliewen an d'Entwécklung vun de Kanner. Mat UNAIDS schaffe mir um Programm 90/90/90, fir deen de Kolleg Marc Angel Ambassadeur ass, deem ech heimat e grouse Merci soe fir säin onermiddleche perséinlechen Engagement an dësem Thema.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Sensibilisation a Präventioun sinn hei kruzial, och zu Lëtzebuerg, wéi mir leschte Freideg um Welt-Aids-Dag konnten héieren.

Mam BIT, dem Bureau international du travail, hu mer am Oktober en neien Accord ënnergeschriwwen, wou mer onse Sécurité-sociale-Projet, dee mer säit 2012 am Laos ënnerstëtzt hunn an deen e grouse Succès an dësem Land war, op déi ganz Regioun ausweiden. Als Minister vun der Sécurité sociale freet dat mech natierlech ganz besonnesch.

Mam FIDA, dem Fonds international pour le développement agricole, a mat der Europäescher Kommissioun si mer amgaangen, en in-

novativen Investissementsfonds opstellen, deen a Kleng- a Mëttelbetriber an der Agriculture investéiert. Sou kënnen mer d'Expertise vun onser Finanzplaz utilement mat där vun der Entwécklungshëllef kombinéieren an esou Synergie schafen a privat Gelder mobiliséieren.

Stabill Finanzsystemer a makroekonomesch Stabilitéit sinn extrem wichteg fir eng nohalteg Entwécklung. Genau hei investéiert onse Finanzministère ronn 10% vun onser APD a Programme vun den internationale Finanzinstitutiounen wéi der Weltbank, dem FMI, der Asiatischer oder der Afrikanescher Entwécklungsbank.

Och hei sinn d'Kollaboratioun an d'Koordinatioun tëschent mengen am dem Pierre Gramegna senge Leit an de leschte Joren effikass gestärkt ginn.

Här President, fir op den zweete Punkt vu menger Introduktioun zrëckzekommen, nämlech ons Welt, déi net onbedéngt besser ginn ass, muss ech leider soen, dass de Bilan am humanitäre Beräich ee mitigéierte bleift. D'Besoine sinn net méi kleng ginn, ganz am Contraire.

Op der UNO-Skala vun der Gravitéit vun humanitäre Krisen hu mir am Moment véier vum Niveau 3, dem allerhéchsten Niveau vun der Urgence. Dat si Syrien, Irak, Jemen an RDC. Mir haten och dëst Joer schlëmm Hongersnéit a Somaliën, Sudsudan, Nigeria an zemoos och am Jemen. D'menschlecht Leed a sougenannt „vergiessenen“ Krise wéi an der Regioun vum Lac Tchad an der Zentralafrikanescher Republik hëlt och net of.

Lëtzebuerg ass sech sengen internationale Responsabilitéiten hei bewosst an huet an all dëse Situatiounen seng Solidaritéit bewisen. Konfrontéiert mat der dramatescher Situatioun am Jemen, hunn ech geschter nach eng zousätzlech Hëllef vun enger Millioun Euro guttgeheescht.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Doriwwer eraus erliewe mer grad eng immens schlëmm Kris vum der Rohingya-Populatioun a Myanmar an a Bangladesch. Méi wéi 500.000 Leit sinn hei ënnerhalb kierzester Zäit an de Bangladesch geflücht. Déi, déi et iwwert d'Grenz gepackt hunn, erziele vu Mord an Doutschlag an deene gruelegsten Doten, déi Männer, Fraen a Kanner erdroen hunn.

500.000 Leit am Bangladesch, e Land, wat selwer mat der Armut kämpft, an dach ginn déi ongeheier vill Flüchtlingen do mat de Moyens du bord ugeholl a versuergt. Dëst muss ee sech emol virstellen, par rapport zu de Flüchtlingenzuelen hei an Europa! Iwwerhaapt sief nach eemol gesot, dass weltwäit 80% vun de Flüchtlingen an den Entwécklungslänner bleiwen. Entwécklungshëllef ass also batter néideg a muss do massiv agesat ginn.

Bis elo klappt et nach am Bangladesch mat vill Hëllef vu baussen, och vu Lëtzebuerg Säit mat 1,3 Milliounen Euro bis elo. Mä wat geschitt, wann d'Zuel vun de Flüchtlingen ëmmer méi grouss gëtt? A wat geschitt an de Campen, wann am Abrëll d'nächst Joer de Reen an d'Iwwerschwemmunge kommen? Onsen 1%-Bäitrag ass do keen ze vill.

Weltwäit gouf et dëst Joer schwéier Naturkatastrophen, sief et Hurricanen oder Aerdbeiwien, déi bannent Stonnen esou eng Zerstéierung kënnen urichten, dass se Länner a Populatiounen erëm Joren an hirer Entwécklung no hanne geheien. An dann erliewe mer och nach an onse Partnerlänner, am Mali an am Niger, wéi extern Faktore vun Instabilitéit wéi Konflikter, terroristesch Gruppementer an allgemeng prekär Sécherheet humanitär Krise bewierken, déi dës Länner nach méi fragiliséieren an domadder Acquisen am Developpementsberäich futtimaachen.

Mir erliewen hei nees Liewensmëttelnout, Absence vun elementare Servicer, deplacéiert Persounen an esou weider. Esou Revirementen hunn en negativen Impakt op d'generell Sécherheetssituatioun an deene Länner. Dëst betrëfft och ons Leit op der Plaz. An et ass net méi esou einfach, do ze schaffen, wéi et eemol war.

Mir hunn am ganze Sahel staark investéiert a Sécherheetssuren. Audits sécuritaires, Formatiounen, nei Prozeduren a Cellules de crise goufen opgebaut an et ass a méi sécher Infrastrukturen demniewent investéiert ginn. Et dierf een net panikéieren, mä d'Saach ganz sachlech ugoen an all méiglech Precautiounen huelen. Mir schaffen do mat ville vun onsen Nopeschlänner och zesummen a mat der Europäescher Unioun.

Här President, wann ech d'éinescht gesot hunn, dass de Bilan am humanitäre Beräich ee mitigéierten ass weinst dem grouse menschleche Leed, wat uechtert d'Welt besteet, gesinn ech awer konkret Usätz a Bestriewungen, déi ons Grond zur Hoffnung ginn.

Ech hunn d'Éier, fir d'politesch Responsabilitéit fir souwuel d'Entwécklungszesummenaarbecht wéi d'humanitär Hëllef ze hunn. Am Sënn vun der Cohérence des politiques an notament der aktueller Bestriewung, fir eng besser Transition tëschent deenen zwee Voleten ze schafen, huet dës Approche vum Nexus sech besonnesch an deene leschte Jore bewisen an d'Resilienz vu vulnerabele Populatiounsgruppen nohalteg gestärkt.

A Syrien zum Beispill ass Lëtzebuerg mat der Unicef engagéiert mat konsequente finanzielle Mëttelen, déi souwuel en humanitäre wéi och en entwécklungstechneschen Aspekt hunn. Mir ënnerstëtzen do déi „No lost generation“-Initiativ, déi de Kanner an der Jugend ënnerstëtzung gëtt, duerch Educatioun a psychologeschen Appui an hir nei Perspektiven ze goen.

Mat ronn 15% vun onser APD fir humanitär Hëllef ass de Lëtzebuerg Apport substanzuell. Net nëmme quantitativ, mä och qualitativ huet sech ons aktuell Ausriichtung valoriséiert. Dëst weist sech zum Beispill an onsem Projet emergency.lu, wou mer op Lëtzebuerg Expertise aus dem Privatsektor an op ee Pool vu forméierte Fräiwëllegen zrëckgräifen, déi dëst Joer a Madagaskar, am Niger an an der Karibik am Asaz waren. Eng qualitativ Approche bei onse professionellen ONGen an dem Lëtzebuerg Roude Kräiz bréngt och ee konkreten Impakt um Terrain a féiert zu der Verbesserung vun de Liewensbedingunge vun deem Eenzelen an der Nout.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mat der Qualitéit vun onser Aarbecht ofzeschlëssen, wëll ech nach e puer Wuert zur Transparenz, zur Kommunikatioun an zur Evaluatioun soen.

Ons Projeten a Programme gi regelméisseg evaluéiert, fir sécherzegoen, dass déi gewünschte Resultater a realiséiert ginn an dat op déi effizientst a käschtegëschtegt Aart a Weis. 2017 hu mir eng Rei gréisser Evaluatiounen mat gudder Resultater ofgeschloss, zum Beispill onse Programm am Senegal, wou mir fir d'éischte Kéier eng Revue conjointe mat Lux-Development gemaach hunn. Dat heescht, d'Programmer goufen op hir Resultater an hiren Impakt ausgewäert, an zur gläicher Zäit hu mir de PIC op engem strategeschen Niveau evaluéiert. Dat war esou e positiven Exercice, dass mir decidéiert hunn, dës Approche elo a méi Länner unzewennen, wéi zum Beispill am Cabo Verde oder am Mali, an dëst Ufank 2018.

Eng aner interessant Evaluatioun, déi mir 2016-2017 gemaach hunn, war ons éischt thematesch Evaluatioun iwwer ons Aktivitéiten am Beräich vum Renforcement des capacités. Mir sinn elo amgaangen, e Plang ze maachen, wéi mir d'Recommandatiounen heivu kënnen ëmsetzen an ons Aktivitéiten nach méi effizient kënnen maache mat engem maximalen Impakt.

Ee ganz innovativen Exercice, deen am Moment amgaangen ass, ass eng Revue par les pairs vum regionale Programme „frontières et vulnérabilités“, dem FEVE, dee mir mat der afrikanescher ONG ENDA Santé an néng Länner a Westafrika ëmsetzen. Hei evaluéieren am Fong d'Akteuren an de verschiddene Länner sech géigesäitig a léieren ee vun deem aneren. De Lancement war elo just dës Weekend zu Abidjan.

Här President, mir hunn och weider un onser Kommunikatioun geschafft, fir d'Transparenz an d'Disponibilitéit vun den Donnéeën dem grand Public nach besser zur Verfügung ze stellen. Mir hunn ënner anerem Broschüren iwwert d'Kooperatioun mat de Partner och nach weider ausgebaut a weiderhin och op e puer Sproochen iwwersat, wéi zum Beispill op Portugisesch an op Spuenesch. Fir d'nächst Joer wäerte mer och nach un enger eegener neier Identité visuelle schaffen.

Ech hat am Ufank vu menger Ried vun enger neier Stratégie générale vun der Kooperatioun geschwat an ech wëll och domadder ophalen.

Déi intern Reflexiounen zu dësem Sujet sinn ofgeschloss. D'Recommandatiounen vun der Peer Review ginn elo nach agebaut an da wäert ech ufanks nächst Joer dës nei Richtlinne mat de concernéierten Akteuren diskutéieren, an dat sinn ONGen, Ministèren, privat Akteuren an esou virun, op engem participativen Atelier, fir dass ons Stratégie générale an de Plan d'action fir d'Effikasitéit mat erafléissst a finaliséiert ka ginn.

Här President, Dir gesitt, et ass vill geschitt an deene leschte Jorzéngten an an deene leschte Joren. An et bleift nach vill ze dinn. All déi Aktiounen, all déi positiv Resultater an all déi Innovatiounen wäeren net méiglech gewiescht, ouni deen enormen Asaz vu menge Mataarbechter an deene vun allen Akteure vun onser Entwécklungszesummenaarbecht, déi benevoll an déi professionell, déi sech Dag fir Dag heechem an um Terrain asetze fir ons Kooperatioun a fir eng besser a méi eng nohalteg Welt.

A vun dëser Plaz och vu mir aus e grouse Merci un ons frëier Direktesch, d'Madamm Martine Schommer, déi elo Ambassadeur zu Paräis ass an déi eng exzellente Aarbecht iwwert déi lescht Jore gemaach huet an och eng exzellente Zesummenaarbecht mat mir an, ech mengen, och mengere Vorgänger hat. An awer och elo hirem Nofolger, dem Manuel Tonnar, deen och präsent hei ass, bonne Chance an och déiselwecht, genau dës Continuitéit an dës exzellente Zesummenaarbecht an och dëst professionellt Wierken um Terrain. Dëst hëlleft, ons Lëtzebuerg Kooperatiounspolitik konkret dobassen ze weisen an als Image de marque ze verkaafen.

Hinnen all wëll ech zum Ofschloss vu menger Ried ee ganz grouse Merci soen. Ären Engagement, Äre Fläiss an Ären Asaz sinn onbezuelfbar!

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marcel Oberweis fir d'CSV.

## 6. Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Ech waarden nach, bis den Här Minister sézt. Dat ass onhéiflech, wann ech ufanken. Voilà!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Numm vu menger Fraktioun wëll ech Stellung zu engem Sujet huelen, dee fir d'CSV ganz wichteg ass a mir perséinlech vill um Häerz läit, nämlech d'Kooperatioun an d'Entwécklungspolitik. Den Akzent gëtt wéi all Joers haaptsächlech op déi lëtzebuergesch Entwécklungspolitik geluecht. Derniewent muss awer kloer erkannt ginn a betount ginn, dass et sech hei ëm en typescht Politikfeld handelt, dat weëneg Sënn mécht, wann een et aus där enker nationaler Siicht kuckt an net an den Zesummenhang mat enger kohärenter europäescher Entwécklungspolitik setzt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Ech kommen nach dorop zrëck.

Mir sollte mëttlerweil akzeptéieren, dass mir ëmmer méi op eng kohärent Entwécklungszesummenaarbecht setze mussen, net nëmme mat eisen Zillänner, mä doriwwer eraus eis vill méi staark fir d'Gerechtegkeet an d'Solidaritéit tëschent alle Mënschen asetze mussen. D'Wuel vum ganze Planéit muss eis alleguer opruffen, zesummenzeschaffen.

Leider muss mir feststellen, dass d'Situatioun a villen Ecker op dëser Aerd eis net mat Freed erfüllt. Et ass elo grad scho vum Här Minister och erwänt ginn.

Déi sëlliche Kricher driewen d'Mënsche ronderëm. Klimakatastrophe féieren dozou, dass ville Mënschen hir ugestaamten Heemecht net méi liewensfäeg ass, a si maache sech op de Wee an eng aner Géigend, wat net ëmmer gär gesinn ass. Jorelaang huet Europa vun dëse Migrantréim näischt matkritt. Awer de Krich a Syrien zënter dem Joer 2011 huet dozou geféiert, dass Milliounen Mënschen iwwert d'Balcanroute bei eis komm sinn.

Awer net nëmme do herrsche Chaos a Misär. Neen, och an Afrika koum et zu enger ganzer Rei vu Streidereien a Kricher, soudass och do mëttlerweil Milliounen Mënsche sech op de Wee an den Norde gemaach hunn. Dausende vu jonke Mënsche sinn op dem Wee duerch d'Sahara ëmkomme. Vill anerer sinn an Opfanglagere um Südufer vum Mëttelmier gestrandet a kommen net no Norde weider.

Vun deene Mënschen awer, déi zënter dem Joer 2000 vun do fort iwwert d'Mëttelmier no Norden zu eis komm sinn, sinn der laut den ofiziellen Zuele schonn 33.000 an deem sougenannten „Mare Nostrum“ ëm d'Liewe komm. An déi Mënschen, déi ukomm sinn, sinn zum dackste guer net wëllkomm. Si hu geduecht, hei eng besser Zukunft ze fannen. A vill vun hinne si batter enttäuscht ginn. Jo, et sinn der och scho vill erëm zrëckgaangen, dohinner, wou Ontoleranz, Misär an Honger weider herrschen.

De GIEC, eng Taskforce vun der UNO, huet viru Kuerzem matgedeelt, dass d'Zuel vun de Migranten eleng duerch d'Suite vum Klimachangement op méi wéi 200 Milliounen Mënschen am Joer 2050 erop wäert goen.

Ech wëll kuerz bei dem nëfften EU-Afrika-Sommet verbleiwen zu Abidjan, deen d'lescht Woch an der Côte d'Ivoire ofgehele ginn ass. Hei gouf et e ganz kloer Message: „Wat an Afrika geschitt, beaflosst och Europa, a wat an Europa geschitt, dat betrëfft och Afrika.“ Do ass näischt derbäizesetzen.



Eis Partnerschaft mat de mannerbemëttelte Mënschen ass awer eng Investitioun an d'Zukunft. Et muss eng Partnerschaft op gläicher Aenhéicht ginn, déi eis erlaabt an hinnen, eis géigesäitig ze ënnerstëtzen an ze hëllefen. Zesumme wuessen - an domat dës Welt méi sécher, méi stabil, méi gerecht, méi schéin a méi nohaltege ze maachen.

Déi versammelt Responsabel aus Politik a Wirtschaft ware sech eens zu Abidjan: D'Lutte géint d'Korruptioun an d'Anhale vun de Mënsche-rechter an de Länner an Afrika mussen déi aller-éischte Prioritéit ginn. Eng vun de Mesuren an dëser Lutte stellen déi privat Investitiounen an Afrika duer. D'BEI, d'World Bank an d'Africa Bank sinn hei wicteg Partner. Wann hei déi richteg Schrëtt ageleet ginn, da kënn et zu deem laang verlaangte Paradigmewissel.

Wann een d'Literatur liest, d'Broschüre kuckt, da gesäit een, dass eng ganz Rei vu Projeten am Beräich vun der Notzung vun der Solar-energie, der Wandkraaft oder Waasserkraaft an der Vergaangenheet scho realiséiert si ginn an an d'Entwécklungslänner hir Friichten droen. Awer eleng d'Tatsaach, dass iwwer 25 Millioune Mënschen un Honger an dese Länner am Joer stierwen, seet genuch iwwert déi on-méiglech Zoustänn aus.

Eng vun den Ursachen ass sécherlech, dass ënner anerem den afrikanesche Länner wirtschaftlech Mesuren operuecht ginn, déi zum dacksten de räiche Länner am Norden notzen an dozou bäidroen, dass déi sozial an déi wirtschaftlech Krise sech nach weider verschärfen.

Éierlecherweis muss een awer soen, dass d'Europäesch Unioun am leschte Joer 50 Milliarden Euro un déi direkt Entwécklungshëllef erabuecht huet an dovun eleng 20 Milliarden an Afrika. Duerch dës héich Zouwendunge si ganz vill Progrès an der Entwécklung an de leschte Jore gemaach ginn.

E wictege Fakt an dësem Zesammenhang war de Sommet vun de Millennium Development Goals am Joer 2000, viru 17 Joer. Déi sinn am Joer 2015 ofgelaf a ginn duerch d'Agenda 2030 weidergefëiert.

Trotz deene ville Progrèsen, déi ze verzeche sinn, op déi mer houfreg kënnen sinn, ass d'Welt leider nach laang net gerecht! An d'uefuer ass eng global Entwécklungszusammenaarbecht nach ëmmer dee wictegsten Outil, fir méi Gerechtheit a Solidaritéit opzebauen. Awer déi muss mat engem kritesche Bléck hannerfrot ginn, fir ze erkennen, ob déi nach ëmmer den haitegen Emstänn entsprécht. An dat ass ënner anerem och de But vun der Debatt vun haut de Mëtten.

Här President, erlaabt mer, dem Här Minister Merci ze soen, dass de staatleche Budgetsposte fir d'Kooperatioun an humanitär Hëllef erëm op engem ganz héijen, respektabelen Niveau vu liicht iwwer 1% vum RNB behale gouf.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Et handelt sech ëmmerhin ëm 350 Millioune Euro. Mir stelle fest, dass d'Regierung an dësem wictege Schrëtt Efforte vun de viregte Regierung respektéiert an och weiderféiert. Mir kënnen de Fait nëmme begrëssen, dass Lëtzebuerg iwwert d'Halschent vu sengem Bäitrag an d'sozial Secteuren afléisse léisst, haaptsächlech Gesondheet, Bildung an eng integral lokal Entwécklung.

„Et gëtt awer nach Sputt no uewen“, sot d'OECD an hirer Peer Review. Et muss een eis Kooperatiounspolitik als ee Katalysator gesinn, dee fir d'Wuel vun de Mënschen a ville Länner suerge soll, deemno eng Win-win-Situatioun fir allegueren.

Et geet awer net duer, 1% vum RNB ze consacrieren, fir herno net ze wëssen, wat domat geschitt a wou herno keng konkret Resultater opweisbar sinn, mä et muss een déi vill Millioune Euro als en Invest fir d'Gestaltung vun der Zukunft betruechten an et muss een eng Valeur ajoutée vun dem Investissement eendeitig erkenne kënnen.

Vläicht sollt een dësen humanitären Effort an d'Relatioun mat dem Budget fir d'Defense setzen, deen nach bei 0,4% vum RNB läit, awer op 2% eropgoe muss.

(Interruptions)

Lëtzebuerg gëtt dacks kritiséiert, dass mir e Schlusslicht bei der Kontributioun zur NATO sinn. Mir géifen eisen Engagementer net genuch Rechnung droen. Ech wëll awer drop hiweisen, dass eis Land op den éischte Plaze läit, wat d'Entwécklungszusammenaarbecht mat de mannerbemëttelte Mënschen op dësem Planéit ueget.

Déi magesch Zuel a Grenz vun 0,7% vum RNB ass schonn zënter de 70er Joren zu enger Richtung vun der Entwécklungszusammenaarbecht ginn. Awer déi weingst Länner hunn dat bis haut respektéiert. Et gi souguer Länner, déi elo

no ënnen tendéieren. Do ass d'Haut méi no wéi d'Hiem.

Mir mussen bedauern, dass d'Europäesch Unioun, ëmmerhin de gréisste Bailleuer de fonds op dës Welt, et net fäerdgebréngt, sech endlech eng Strategie ze ginn, fir dass sech all Memberstat un dat Versprechen hält oder zumindest kloer an déi Richtung tendéiert. Sécher, mir kënnen haut net Griichenland, Rumänien a Bulgarien dësen Effort ofverlaangen, awer aner Länner, déi sech guttstinn, misste méi Efforte maachen.

Op där anerer Säit beweist eis déi aktuell Flüchtlingsskrise awer, dass d'Solidaritéit an der EU net groussgeschriwwé gëtt. Dëst ass e wictege Message fir déi nächst Generatiounen am Kader vun der Lëtzebuurger Kooperatioun. D'Europäesch Unioun misst mam gudden Beispill virgoen, wann et drëms geet, de Mënschen an den aarme Länner op dem Planéit ze hëllefen oder innovativ Strategien ze entwéckelen, déi der ganzer Mënschheet zeguttkomme kënnen.

Am Kontext vun der Flüchtlingsskrise gëtt gesot, dass d'Problemer endlech bei der Wuerzel ugepaakt mussen ginn an net just d'Symptomer bekämpft solle ginn. A genee bei dësem Defi ass et wicteg, eng kohärent Kooperatiounspolitik opzebauen an och duerchzezéien.

Här President, ech wëll zum Éischten all déi Efforten am Kader vun der Lëtzebuurger Hëllef an de Katastrophegebieder an zum Zweeten déi wictege Aarbecht vun alle Benevollen, déi sech um Terrain derfir asetzen, fir dës Welt méi gerecht ze maachen, belounen an ervirhiewen. Hinnen allegueren e ganz grouse Merci vusäite vun der CSV! Hirem Asaz verdanke mir, dass Honnerte Millioune Mënschen, déi an Aarmut a Misär liewen, endlech eng Chance kréien, den éischte Fouss op déi ënnescht Spross vun der Leeder vun der wirtschaftlecher Entwécklung ze setzen. - Mir si scho ganz uewen ukomm, mir fale bal erof!

Hei kann eist klengt Land sech roueg op d'Schëller klappen. Dobauss si mir eng grouss Nummer op der Weltkaart. Duerch dës Aarbecht um Terrain ginn et och schonn éischt gutt Lichtblécker. Notamment an den Dierfer kritt een dese Succès virun Ae gefouert. Eis Kooperatiounsaarbecht um Terrain ass bedei-tend. D'Mënsche leide keen Honger a si huelen hir Entwécklung selwer an d'Hand. Mir begleede se just nëmme op hirem Wee.

Werfe mir e Bléck op d'Weltbevölkerung, da gesi mir, dass sech d'Zuel vun de Mënsche vu 5,3 Milliarden am Joer 1990 op haut 7,4 Milliarden erhéicht huet. Ronn eng Milliard Mënsche konnten aus extremer Aarmut erausklammen, 2,1 Milliarde Mënschen hunn en Accès zu endlech enger verbesserter Sanitärversuergung kritt an 2,6 Milliarden hunn elo eng verbessert Dréinkwaasserversuergung.

Dat si Butten, op déi mer houfreg kënnen sinn. Awer nach ëmmer hu bal 2 Milliarde Mënsche keen Accès zu proppere Sanitärriichtungen. Eleng an Afrika hunn 80% vun den 1,2 Milliarde Mënsche keen Zougang zu elektrescher Energie, déi jo liewenswichtig ass fir eis haiteg Gesellschaft. An dobäi brauche mir nëmme d'Solarenergie an d'Waasserkraaft sënnvoll ze notzen!

Maache mir eis awer näischt vir! Wann eng grouss Unzuel vu jonke Mënschen iwwert déi Social Networks gesinn, wéi mir hei uewe liewen a si nëmme Hoffnungslosegkeet gesinn, da brauch ech lech jo kee Bild ze molen, wat an e puer Joer lass wäert sinn, wann déi an den Erwuessenenalter kommen. Si verloossen hir Heemecht a komme bei ons an näischt hält se op!

Här President, de Minister Romain Schneider hat eis schonn d'lescht Joer op dës Plaz gesot, Lëtzebuerg huet zwee Partnerlänner manner op senger Lëscht stoen, an zwar de Vietnam an den El Salvador. Dese Länner geet et dank eiser bescheidener Hëllef haut besser.

Lëtzebuerg huet do sécher säi Verdéngscht drun. Mir hu jorelaang bei den Entwécklungsprojeten aktiv matgewierkt. De Minister huet der Press och matgedeelt, mir wëilten awer laangfristeg erëm eng Kéier op néng Länner eropgoen.

Bleiw mer kuerz bei eisen Pays cibles, sou kann ee soen, dass sech de Laos gutt entwéckelt wéi och den Nicaragua. An Afrika sinn et de Cap-Vert an de Senegal, déi sech gutt entwéckelen. Cap-Vert a Senegal si Paradebeispiller a wirken an hirer Géigend. Hei wëll ech och kuerz op déi Coopération triangulaire téschent Lëtzebuerg, dem Cap-Vert an der Inselwelt São Tomé hiweisen, ee Beispill, dat aner Länner kopéiere wëllen.

Mä da bleiwen awer nach de Mali an den Niger, déi eis vill Problemer a Kappzerbriechen maachen, notamment duerch déi lokal Kricher, déi dozou bäidroen, dass d'Kooperatioun fir déi

mannerbemëttelt Leit net méi richteg fonctionnéiert. De Burkina Faso ass um gudden Wee. Eng ganz Rei vu vernetzten an nohaltege Projete sinn duerchgefouert ginn. Lux-Development an déi vill ONGen um Terrain hëllefen, soudass sech de Burkina Faso lues awer sécher zu engem Leuchttuerm an där ganzer Géigend do entwéckele kann.

Well de Vietnam a de Laos net méi als Pays cibles gëllen, war gemengt ginn, de Myanmar kéint en neie Partner ginn. Wéi mir awer all wëssen, herrschen do säit e puer Méint ganz dramatesch Zoustänn, well eng ethnisch reliéis Minoritéit, déi moslesch Rohingya, duerch d'Arméi mat gréisster Brutalitéit verfolgegt an aus hirer Heemecht verdréiwwe ginn.

Ganz Dierfer ginn a Brand gesat. Dausende Fraen a Kanner ginn als Sexsklaven oder als Krichswaffen agesat. D'Zuel vun de Flüchtlinge gëtt op ronn 600.000 Mënsche geschätzt, déi hir Heemecht a Richtung Bangladesch verlooss hunn, wat selwer en aarmt Land ass. An den Här Minister huet vollkommene recht, wann en dat Land belueft. Do kann een deem nëmme zoustëmmen. Een aarmt Land hëlleft engem nach méi aarme Land!

D'Epidemië brieche an engem extrem héije Mooss aus, dat seet d'ONG Médecins Sans Frontières. An déi Fra, déi den Nobelpräis fir de Friden am Joer 1991 kritt huet, d'lescht Jorhonnert, an haut Presidentin vun deem Land ass, kann a wëllt net agräifen an deem Schrecken en Enn setzen!

D'Veereenten Natiounen schwätze souguer vun der gréisster Flüchtlingsskatroph a Kris, déi et de Moment gëtt, déi sech extrem séier entwéckelt, an nach kee weess, wou et endet. An och do muss mer soen, als Lëtzebuerg si mer ganz houfreg, dass de Minister gesot huet, dass schonn iwwer 1,3 Millioune humanitär Hëllef dohi gefloss sinn. Dat beweist, och e klengt Land ka grouss Saache maachen, wann et gebraucht gëtt.

Här President, ech ginn net méi weider op de Rapport vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef an humanitär Hëllef an. Den Här Minister Romain Schneider huet dat an aller Däitlechkeet gemaach, an ech soen him e ganz déiwe Merci am Numm vu menger Fraktioun. Déi Deklaratioun war ëmfaassend an huet ganz vill Pisten opgewisen.

Awer net nëmme déi ugesprache Kricher bréngen dese Planéit u seng Grenzen. Neen, och de Klimawandel huet seng fatal Konsequenzen. An och hei sinn et erëm eng Kéier déi Aermste vun den Aarmen, déi am meeschten ënnert dësem Changeement leide müssen. Et ass dach onverstänneg, dass de President vun den USA de Klimawandel als eng Utopie erkläert! An dobäi sinn d'USA selwer déi zweetgréisst Emetteure vun de klimaschiedlechen Dreifhaugasen hanner China. An déi maache jo mëttlerweil ganz vill, fir op déi erneierbar Energien ze setzen.

Am Juni dëst Joer huet deeselwechte President ugekënnegt, aus dem Paräiser Klimaaccord erauszeklappen. D'Kritik ass elo nach allerdéngs, dat ass en Hoffnungschimmo, dat wier net méiglech, zumindest juristesche gesi ganz komplizéiert, well d'USA hu sech formell bis November 2020 un den Accord verflucht.

Nach gëschter huet et geheescht, d'USA géifen och elo nach aus de Flüchtlingssaccorden erausklappen. Et bleift nëmme ze hoffen, dass de mächtigste Mann vun der Welt endlech agesäit a begräift, dass den eenzege Wee, eise Kanner an de kommende Generatiounen eng nohaltege Zukunft op dës Aerd ze erméiglechen, deen ass, wann déi industrialiséiert Länner, dorënner d'USA, endlech hir Responsabilitéit iwwerhuelen an et zur Besserung kënn.

Här President, an der Press liest an héiert ee leider nach vill ze vill negativ Schlagzeilen iwwert d'Aarmut an den Honger, Krich an d'Naturkatastrophen, den Terror an de Misär. Eng besonnesch dramatesch Plo a regelrechten Däiwelskrees ass nach ëmmer d'Hongersnot an d'Kannerstierflechkeet. Sechs Millioune Kanner, dorënner d'Halschent Bëbeeën, riskéiere bis zum Joer 2030 u Krankheeten ze stierwen, déi behandelbar sinn. Knaschtegt Waasser a schlecht Hygien sinn hei d'Haaptsaachen. 80% vun deene Stierfäll betreffen d'Regiounen Subsahara a Südostasien. Eleng an Indien an am Nigeria hunn d'lescht Joer 7.000 neigebuere Kanner, dat heescht déi manner wéi ee Mount al waren, net iwwerlief.

Ech wier net komplett, wann ech net hei op déi dramatesch Situatioun am Jemen géif hiweisen. Do sinn et bal 19 Millioune Mënschen, déi net méi wëssen, wéi se iwwerliewe sollen. 1,9 Millioune Kanner leiden ënnert dësem extremen Zoustänn. A vill vun hinnen dierften an de kommende Woche stierwen, wa keng massiv Hëllef kënn.

Laut dem drëtten vun de 17 ODD-Ziler, déi sech déi international Communautéit bis 2030 gesat

huet, soll d'Statistik vun den 41 Kannerdoudes-fäll op 1.000 Gebueren op 25 erofreduzéiert ginn. Dat ass d'Zil.

D'UNO warnt allerdéngs, dass verschidde Länner, virun allem an Afrika, staark an dës Gesondheitsentwécklung hannendraleien an, wann den Trend weider unhält, méi wéi 60 Millioune Kanner ënner fënnf Joer téschent haut an 2030 stierwe müssen. Et si sécherlech ganz vill Fortschritter a puncto Gesondheet, och vun der OMS, gemaach ginn a ville Mënschen ass gehollet ginn. Et ass awer bedauerlech, wann duerch Konflikter a Kricher all déi gutt Efforten nees futtigemaach ginn. Ganz ënne steet iwwregens déi Zentralafrikanesche Republik. Jo, et gëtt guer net vun deem Land geschwat. Do herrscht awer zënter véier Joer ee ganz schlimme Biergerkrich an et leide bal 60% vun der Bevëlkerung un Honger. Et ass en Däiwelskrees, well den Honger Krankheeten, Aarmut a Flucht mat sech bréngt.

Een anere Punkt: Schätzungsweis zwou Milliarde Mënsche kréien net déi wicteg Vitamine a Mineralstoffe, déi de Kierper brauch, fir ze wuessen a gesond ze bleiwen. Dat ass enorm a bréngt eng immens grouss Fatalitéit mat sech. Déi physisch Konsequenze brauch een net wierklech ze erklären, déi sinn evident. Mä och op déi psychesche Gesondheet hunn dës Phänomeneen erhieflech Konsequenzen, wéi Schwierigkeeten am Léieren, wat alt nees eng Kéier sech negativ op déi ganz Liewensperspektiv zréckschleift.

Fuerscher soen eis, dass d'Lutte géint den Honger mat Sécherheit d'Optioun ass, déi bäi Wäitem déi gréisste Plus-value hätt, well esou vill domat zesammenhängt. Duerch eng Investitioun vu ronn 100 Euro pro Kand am Joer kann een déi chronesch Ernërnierung schonn op 36% erofsetzen. Derniewent kann dese Montant dem Kand och seng Schoul a säin Lesse bezuelen, soudass et e wäertvoll Element vu senger Gesellschaft ka ginn. Déi ganz Bevëlkerung profitéiert vun der Situatioun, wann déi jonk Mënschen duerch eng gutt Ausbildung eng Aarbechtsplaz kréien an esou an dem ländleche Raum verbleiwen.

Eng Visitt um Terrain iwwerzeegt eis allegueren, dass d'Ausbildung dee wictegst Parameter an der Entwécklung an dese Länner ass. Jo, d'Elteren hale mëttlerweil drop, dass hir Kanner an d'Schoul ginn a si et besser sollen hu wéi si selwer. Am anere Fall wandere se an d'Slums vun de Grousstied aus an do herrschen zum dacksten desastréis Zoustänn.

Ee frappant Beispill erlieft een, wann ee mat de Mënschen am ländleche Raum ass - dat soen eis d'ONG-Partner -, déi nach net vill vun der internationaler Entwécklungshëllef matkritt hunn. Duerch kachen an hëtz kënn et hei zu der Verschmutzung vun der Loft an hire Wunnengen, wouduerch ongeféier 2,9 Millioune Mënschen duerch d'Loftverschmutzung am Joer 2015 gestuerwe sinn.

Eng Prioritéit ass et deemno, virun allem de Fraen eng aner Kultur fir ze kachen an ze hëtz unzebidden. D'Afféierung vun der Marmite solaire a modernen Heizwien, déi manner Brennholz brauchen, sinn Elementer vun enger nohalteger Entwécklung, an déi sech d'ONGe sur place erabrëngen.

Derniewent gi vill Schrëtt ageleet, an dat iwwert den Asaz vun dezentrale Fotovoltaikanlagen, fir d'Lous vun de Fraen an de Meedercher ze verbessern. En aval dovunner kréien dann déi jonk Meedercher eng gutt Educatioun a si wiere sech géint eng ze vill héich Kannerzuel. An den Dierfer läit dës Zuel oft bei dräi, véier, si kann awer och bis op sechs eropgoen. Dierf ech drun erënneren, dass momentan an Afrika 60% vun der ganzer afrikanescher Populatioun déi sinn, déi manner wéi 24 Joer al sinn! 60%, déi manner wéi 24 Joer al sinn!

Wann et an Afrika, duerch Dréchent, schlechte Waassermanagement, Land Grabbing, Messwirtschaft a Korruptioun näischt aneres wéi Hoffnungslosegkeet fir Honnerte Millioune Mënsche gëtt, da maachen déi sech op de Wee bei déi Leit, déi an hiren Aen a paradiseschen Zoustänn liewen. Si froe sech, firwat nëmme eng Milliard Mënsche vu 7,5 Milliarde gutt leeft a méi wéi eng Milliard Mënschen nach ëmmer Honger leide muss.

Ass et net dach pervers a vläicht dee gréisste Paradox, deen d'Mënschheit kennt, dass op där enger Säit zwou Milliarde Mënschen op dësem Planéit un Iwwergewicht leiden an zwou Milliarde Mënschen u Mangelernierung leiden? An net ze schwätzen vun deene ganze Quantitéite vun lesswueren, déi nach ewechgehät mussen ginn, an op där anerer Säit vun der Weltkugel esou vill Millioune kleng Kanner un



Honger leiden a stierwen, well se keen Zougang hunn zu elementairsten Nährstoffen. Dat ass déi batter Realitéit a mat där mussen mir liewen!

„An 13 Joer“, ass gesot ginn, „soll kee méi un Hunger leiden.“ Dat ass dat zweet Zil vun der Agenda 2030. Wann een da bedenkt awer, dass dann iwwer zéng Milliarden Menschen op dëser Aerd liewen, 2030, a bis 2050 der e bësse weider, da muss ech awer froen: Wéi soll dat da goen? Hu mer déi Kraaft alleguerten, den Hunger dann ze bekämpfen? Et muss méi produziéiert ginn, fir dass all déi Leit, déi nach derbäikommen, och genuch ze iesse kréien an och genuch Waasser hunn an och genuch Liewensmittel. Och déi Mënsche brauchen en adequate Liewensraum, op deem een net nëmme wunne kann, mä och upflanzen an ubaue kann.

Wéi sou packe mir et deemno net, den Hunger ze eliminéieren? Mir kéinte mengen, déi méi räich Mënsche missten dach e Stéck vun hirem Räichtum den aarme ginn, a grousser Solidaritéit. Wa mer 1% gi vun eisem Räichtum, bleiwen nach ëmmer 99% bei ons.

Leider sinn et nach ëmmer ze vill mënschlech Konflikter baséiert op Korruptioun a Muechtgier, déi als Ursach fir dës nefast Zoustänn ugefouert kënnen ginn. Eleng d'Tatsaach, dass sech déi afrikanesch Populatioun vun haut 1,2 Milliarde Menschen op 2,5 Milliarde Menschen an 33 Joer erhéicht, verlaangt no enger besserer wirtschaftlecher an och sozialer Entwécklung. An dat an de Beräicher propperter Grundwaasser, eng schoulesch Ausbildung, Gesondheetsversuergung, effikass Strukturen a méi Zougang zu der globaler Welt.

Duerfir, all Euro, dee mir effizient fir d'Lutte géint den Hunger asetzen, erspuert net nëmme vill Misär, mä kéint am Endeffekt enger ganzer Gesellschaft zegutt a verbessert d'Chancé vun der erwuessender Generatioun. Finalement ass et eng Win-win-Situatioun fir ons alleguerten.

Här President, een anert krasst Beispill ass déi erschreckend Ongläichheet vum Räichtum op dëser Welt. Oxfam huet an enger Etüd elo kuerz en marge vum Sommet vun Davos matgedeelt, dass et momentan aacht Männer - aacht Männer! - op dëser Welt gëtt, déi esou vill Verméigen hu wéi 3,6 Milliarden aarm Menschen! Do eriwweert sech jo all Kommentator. A virun zwee Joer waren et der nach 62. Dës Joer aacht!

An dësem Zesummenhang ass et iwwerhaupt net nozevollzéien, dass 1% vun der Weltpopulatioun ronn 46% vun dem globalen Nettoverméigen an hiren Hänn hält. Oder 10% vun der Weltpopulatioun iwwer 80%.

#### **(M. Marcel Oberweis montre une documentation à la Chambre des Députés.)**

Här President, erlaabt mer just, dës Bild kuerz ze weisen, Dir Dammen an Dir Hären, ech maache keng Kopie dervun. Dës Bild weist lech ganz einfach de Welthandel. Europa mat 500 Millioune Menschen iwwer 4.000 - dee grénge Punkt heiuwen -, Afrika mat 1,2 Milliarde Menschen. Et ass bal net siichtbar. Dat ass den Undeel vun Afrika um Welthandel. Et ass dramatesch, mä et ass eng Tatsaach.

Dës Bild weist einfach d'Ongläichheet a puncto Welthandel. An déi Handelsstréim ënnersträchen de Fait - den EU-Sommet zu Abidjan huet sech derfir ausgesprochen -, dass d'Europäesch Union elo méi vermehrt Handel mat Afrika muss organiséieren. Ech denken, dat wäert en Thema sinn nächste Méindeg an där nächster Konferenz, vun där den Här Minister elo grad geschwat huet.

Afrika mat 1,2 Milliarde Menschen ass um Welthandel mat nëmme 3% bedeelegt. An et dierf net esou wäit weidergoen, dass nëmme d'Naturressourcen aus dem Kontinent erausgerappt ginn. Iwwert den desastréise Land Grabbing wëll ech hei kee Wuert verléieren, deen ass bekannt. Et muss d'Fro gestallt ginn, wouhin dës Entwécklung histeiert, wann ee weess, dass déi meeschte Menschen, déi an de kommende Jorzéngten op d'Welt kommen, an den ärmste Länner gebuer ginn. Dës Wuessentum bedeit och en zousätzlechen Drock op d'Ëmwelt an domadder op de Klima! Dat ass keng einfach Equatioun.

An duerfir muss dës Entwécklung an déi zukünfteg Entwécklungszesummenaarbecht mat erafléissen. An déi muss méi kohärent an universell ginn.

Ech hat schon dervu geschwat, dass de Klimawandel eng vun den Haaptursachen fir d'Flüchtlingswellen an Zukunft wäert ginn. Mir

stellen haut fest, et ass grad och gesot gi vum Minister, et gëtt ëmmer méi Naturkatastrophen. Dat behaupten ech net, mä dat soen déi grouss Réckassurancen, an déi mussen et jo bal wëssen. Net nëmme déi aarm Géigenden op dësem Planéit si vun de Katastrophe betraff. Neen, och mir, déi westlech Länner, si mëttlerweil dovunner betraff. Kuckt lech nëmme déi lescht Hurricanesaison an der Karibik un, wou Schied an Héicht vu Milliarden Euro entstane sinn! Inseln, Dierfer a Stied sinn total vun der Landfläch gefeegt ginn. Menschen hu vun engem Dag op deen aneren alles verluer.

An hei muss ech der Lëtzebuerger Kontribution beim Tropestuerm Irma an der Karibik awer e Luef ausschwätzen, déi mat hirem performanter Kommunikatiounsplattform emergency.lu an dës Katastrophegebiddere an den Asaz koumen an derfir gesuergt hunn, dass de Reseau nees opgebaut konnt ginn. Eisen déiwe Respekt virun deene Leit, déi sech do bereet erkläert hunn, ze hëllef!

#### **(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

A vläicht ass d'Klimapolitik och dat bescht Beispill vun der ominéiser Cohérence des politiques, op déi ech elo wollt kuerz ze schwätzen kommen an déi jo dat wichtegst Element vun dem Lissabonner Vertrag ass.

Här President - ah, et ass eng Madamm scho mëttlerweil! -, déi klassesch Kooperatiounspolitik aus dem 20. Jorhonnert ass iwwerliefert an haut net méi an deem Sënn ëmsetzbar. Et kann een haut net méi eppes maachen, wat op där anerer Säit nees verluer geet. Hei muss eng kohärent Politik bedriwwen ginn, soss sinn all d'Efforte fir d'Kaz. Beispiller gëtt et der genuch.

Ma déi Kohärenz spillt an allen Domänen, och an der Ausepolitik, och an der Wirtschaftspolitik. Wann een op där enger Säit de Klengbaufamilien déi néideg Mikrokreditter gëtt, fir hir eege Produktioun vun Agrarprodukten unzeerbelen, an hinnen hëllef, autonom ze ginn, da kann et jo wuel net sinn, dass op där anerer Säit Accordé mat hire Länner gemaach ginn, déi als Zil hunn, d'Fraise vun der Douane ze reduzéieren! Am Endeffekt fléissen dann déi westlech Produkter, déi hei ze vill sinn, méi bëlle an dës Länner, an d'Entwécklung vun de lokalen a regionale Mäert kéint ënnert d'Rieder. Dat ass nu wierklech keng kohärent Politik, well déi steiert an zwou diametralement opposéiert Richtungen! Déi Eenzeg, déi hei gewonnen, sinn erëm déi räich Natiounen, déi sech da bretzen, dass hire BIP eropgeet.

De Lëtzebuerger Cercle de coopération des ONG de développement weist och mat Nodrock op dës Thematik a sengem Barometer hin. De Cercle begréisst, dass d'Regierung zënter dem Joer 2011 déi néideg effikass Efforte gemaach huet, fir enner anere eng méi sozial verantwortlech Investitiounspolitik beim Pensionsfong ze bedriwwen. Hei gëtt kontrolléiert, ob d'Sociétéiten, an déi am Kader vum Pensionsfong investéiert gëtt, deenen ethesche Kritären entsprechen. Anerefalls gi se op d'schwarz Lëscht gestallt. Trotzdem bleibt nach villes ze maachen, fir d'Existenz vun der Agenda 2030 zum Zil ze bréngen.

Ee Musterschüler, kuerz erwänt, an dësem Beräich ass Norwegen, dat alles aus dem Pensionsfong erausgeholl huet, wat an iergendenger Kontradiktioun mat den Entwécklungsziler steet.

Reprochéiert gëtt awer, dass Lëtzebuerg de Kontrollmechanismus vu méiglechen Inkohärenzen an de verschiddene Politicken nach net op d'Bee gesat huet. An deem Zesummenhang soll drun ernënnert ginn, dass de CID, e wichteg Instrument, fir eng méi kohärent Politik ze maachen, vun der leschter Regierung an d'Liewe geruff ginn ass. Et ass awer esou, dass zënter dem Untrëtt vun dëser Regierung 2013 do net weider vill geschitt ass. D'OCDE bedauert an hirem Rapport, dass et keng Kontrollinstanz gëtt, déi och en aval d'Politicken op hir Kohärenz evaluéiere kann.

Et ass natierlech net einfach, alles vun engem Dag op deen aneren esou gerecht wéi méiglech ëmzesetzen, dat wësse mer alleguerten. Mä mir ënnerstëtzen och d'Efforte vun der Regierung, fir op dësem Wee weiderzegaen. D'CSV wier duerfir frou, wann den Här Minister eis vläicht Präzisierungen iwwert dësen Dossier, de Kontrollmechanismus, kéint ginn.

Madamm Presidentin, niewent de Sujeten, déi ech ugesprach hunn, wollt ech nach e leschten Dossier kuerz erabréngen, dee sécher een an eise Länner ass, deen net siichtbar ass, mä a ville Länner vum Tiers monde siichtbar ass. Nieft de Kricher, der Verfolgung oder de Klimakatastrophe gëtt et nach aner Ursachen, déi d'Menschen dozou bréngen, hir Heemecht ze verloossen. Et sinn déi gefeiertlech a ganz diskriminéierend Traditionen an enger Rei vu Länner, wéi Zwangsbestietnisser, Beschneidung an déi häuslech Gewalt, déi virun allem jonk Frae betreffen, déi all Chance op eng brutal Aart a Weis geholl kréien, sech ze entfallen.

Duerch den Engagement vu villen ONGen um Terrain kréie vill Meedercher a jonk Fraen eng gutt Stäip, sief et duerch eng Ausbildung, sou dass si net méi esou ofhängeg vun hire Männer sinn. Eleng duerch d'Opstelle vun de Fotovoltaikanlage gëtt Strom bereetgestallt, fir dass se kënnen léieren, dass se d'Waasserpompe kënnen bedriwwen an d'Kärmille kënnen bedriwwen. Dat entlaascht si vu schwéierer kierperlecher Aarbecht. D'Liewensqualitéit klëmmt massiv erop. Si setze sech en aval verstärkt derfir an, hire Kanner déi Erziehung unzébiden, well si jo selwer mëttlerweil dann och léieren, soudass hir Duerfgesellschaften alleguerte méi Profit hunn. Esou kënnen si mat hirem Wësse Cité-jardinen op engem zougestellten Terrain an hirem Duerf ueeën, fir dann och selwer kënnen hirt Geméis an Uebst ze zillen. Mat Hëllef vun den ONGen, hunn ech gelies, gi Pëtzer gebuer, Stengmauere gebaut géint d'Iwwerschwemmungen, soudass och an der Reenperiod si eng Chance hunn, ze bearbechten.

Här President, neen, et ass d'Madamm Presidentin, an dësem Zesummenhang muss och en Appell un déi international Communautéit gericht ginn, fir déi traditionell Kooperatiounshëllef ze hannerfroen an nei opzestellen. Wivill Beispiller gëtt et, wou gemengt gouf, et hätt ee villes gemaach an erreicht, wann een e puer Millioune Euro an ënnerentwéckelt Länner eragepompelt huet, déi awer dann an der Korruptioun ënnergaange sinn an um Terrain quasiment näischt bruecht hunn? D'Menschen an Afrika sinn houfreg a soen eis, dass si gären op eng finanziell Hëllef vun der rietser Hand verzichte wëllen, wann déi léns Hand hinnen dach dat zweemol klaut.

Et dierf an et kann net sinn, dass d'Kapital aus dem Süde weder legal nach illegal, illegal an illegitim an den Norde fléisst! Wéi soll een de Menschen an den aarme Länner erklären, dass vun de ronn 150 Milliarden Euro vun der Entwécklungszesummenaarbecht der ronn 50 Milliarden erëm eng Käier an déi räich Länner zréckfléissen, wou déi dach esou wichtig wäeren um Terrain? Et ass duerfir wichteg, dass et zu strukturelle Verännerungen an de wirtschaftleche Konditiounen komme muss, enner anere a Richtung vun dem Ofbau vun der Handelsbarrière fir d'Exporter vu Fäerdegprodukter aus den Entwécklungslänner, soudass si och eng Plus-value an hire Wirtschaft kënnen verzechen.

An deem Kontext ass vu Kritiker bemängelt ginn, dass bei de G20-Meetingen, wann iwwert déi nei Orientéierung vun der Entwécklungszesummenaarbecht debattéiert gëtt, eigentlech ni een afrikanesch Land, wat vun dëser Politik am meeschte betraff ass, mat um Dësch sëtzt. Dës géif näamlech erlaben, dass een iwwer Eegeninitiative mat de concernéierte Länner schwätze kéint a mat hinnen zesummen eng verbessert Governance opbaue kéint.

Mir ënnerstëtzen awer all Efforten, déi eise Minister ënnerhëlt, fir zum Beispill d'Uni Lëtzebuerg an déi verschidde Fuerschungsinstituter nach méi ze engagéieren, fir Technologien ze entwéckelen, déi de Menschen an den Entwécklungslänner iwwer eis ONGen, iwwer Lux-Development dénge kënnen.

Ee weidere Punkt an der OECD hirer Recommendation war de Risk Management, deen net ëmmer am Aklang mat der Fragilitéit vun de verschiddene Länner oder Regiounen ass. Lëtzebuerg ass zum Beispill staark an der Sahelzone präsent, wier deemno gutt placéiert, fir an deene méi empfindleche Plazen ze schaffen. Duerch en „early warning system“ kéinten d'Risiko méi fréi erkannt ginn an et kéint méi schnell reagéiert ginn, notament a méi vulnerabele Regiounen. D'Uwuesse vun der Sahara no Süden an d'Reduktioun vun den Agrarfläche kéint méi fréi erkannt ginn an de Reboisement kéint eng Brems bedeiten.

Dës Ënnerstëtzen erlaben de Menschen doennen, déi Feeler, déi déi räich Industrielänner an der Vergaangenheet a puncto Klimawandel gemaach hunn, ze evitéieren. Mir schwätzen esou schéi vum Leapfrogging.

Apropos bewierken: Do wëll ech kuerz den Här António Guterres, de Generalsekretär vun der UNO, am Zesummenhang mat dem Klimawandel zitieren. Hie sot näamlech, dass d'Menschheit, wa si keng dréngend Remedy aleet, amgaangen ass, d'Temperatur vun der Atmosphär op méi wéi dräi Grad eropzedrécken. An dobäi muss mir däitlech ënnert der Erwärmung vun 2°C bleiwen. Déi am meeschten awer ënnert de Konsequenze leide wäerten, dat sinn erëm eng Käier déi Äermst vun den Aarmen an den Dréttwëlänner.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären an Här Minister, ech kommen zum Schluss vu mengem Discours a wëll nach just drop hiweisen, dass d'Entwécklungszesummenaarbecht een anert Gesiicht muss kréien. Et muss méi op d'Qualitéit wéi op d'Quantitéit Wäert

geluecht ginn. Dës wëllt awer net heeschen, dass mir der Meenung wieren, dass de Budget elo zesummeduzéiert misst ginn, mä au contraire! Dat wier dee falsche Message fir déi Menschen, déi op ons Hëllef ugewise sinn. Et ass d'Aart a Weis, wéi, wou a bei wem déi Suen agesat ginn, déi iwwerducht muss ginn.

Et muss een de Menschen, deenen et manner gutt geet, weisen, dass et eis net egal ass, wat mam Rescht vun der Welt geschitt, dass ee spontan, gezielt a kohärent wëllt eng Hand upaken, fir dass et zu enger gefuerderter Win-win-Situatioun kéint.

Wann et eis eescht gemengt ass, d'Ziler vun der Agenda 2030 esou wäit wéi méiglech ëmzesetzen, da muss mir virun allem d'Liewensbedéngunge vun Honnerte Millioune Menschen a ganz Afrika verbessern. Nëmme den onermiddlechen Asaz géint déi onbaarmhärzeg Ausbeutung a grasséierend Korruptioun op alle Fronten erlaabt et de Menschen, déi ugesprache Sozialleeder eropzeklammeln. Mat vill Nodrock wëlle mir eis asetzen, dass d'Wonne vun der jorhonnertelaanger Versklavung, déi déi afrikanesch Séil schwéier beschiedegt huet, schnell heele kann.

Aus der Perspektiv vun der Mënscherechtsentwécklung wëll ech duerfir am Numm vun der CSV-Fraktioun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht mat de mannerbeméttelte Menschen an den Entwécklungslänner eng ganz gutt Nott ausschwätzen. Si erlaabt et ville Menschen, a Fräiheet ze liewen a si kréien eng Chance, sech a Würde ze entfalten.

Do, wou eng extrem sozial Ongerechtegheet herrscht, kéint et zu Onrouen an zu enger politescher Destabiliséierung, déi an alle Wénkele vun dësem Planéit ze verspiere sinn, mat der Konsequenz, dass de Friden iwwerall a Gefor ass. Et muss duerfir eise gréisste Wonsch sinn, de Gruef tëschent den aarmen an de räiche Menschen esou schnell wéi méiglech ze verkleinere, well dat ass deen eenzeg Wee, dass d'Gerechtegheet an d'Mënschlechkeet erëm iwwerhandhuelen: d'Viraussetzung fir e friddlecht Mateneen.

A mat engem Zitat vun dem Emmanuel Kant, wëll ech hei dës Ried schléissen. Hien huet gesot gehat: „Reich ist man nicht durch das, was man besitzt, sondern vielmehr durch das, was man mit Würde zu entbehren weiß. Und es könnte sein, daß die Menschheit reicher wird, indem sie ärmer wird, daß sie gewinnt, indem sie verliert.“

Merci villmools fir Äert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Oberweis. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Merci, Madamm Presidentin. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt als President vun der aussepolitischer Kommissioun e puer Wuert un lech ze richten, fir d'Chamber ze informéieren, dass mer an onser Kommissioun ganz oft iwwer Theme vun Entwécklungszesummenaarbecht an humanitärer Hëllef schwätzen.

An net nëmme, well mer herno nach zu enger Gesetzesännerung komme vun onsem Kooperationsgesetz, mä well de Minister a seng Mataarbechterinnen a Mataarbechter regelméisseg an d'Kommissioun kommen, fir mat eis am Dialog iwwert d'Kooperatiounspolitik ze schwätzen an eis mat anzebannen. An och, wann auslännesch Gäscht eis Partner hei am Land sinn, komme se ëmmer bei eis an d'Kommissioun. An ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

An och déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer hu mat der Société civile. Dir wësst, eemol am Joer empfänke mer de Cercle de coopération an eiser Kommissioun. Alles dat, mengen ech, dréit derzou bäi: dass mer dee Konsens hei hunn, fir bei engem Prozent vum RNB ze bleiwen; dass mer dee Konsens hunn, dass mer net op eng Aide liée higin; dass mer dee Konsens hunn, fir keng Gelder fir Flüchtlinge mat anzerechnen an deen 1%; an dass mer och e Konsens hu bei der Fro vun der Additonalitéit vun de Klimagelder.

Et ass gutt, dass Der regelméisseg bei eis kommt, Här Minister. Dat fret eis. An dofir wëll ech, wéi gesot, lech nach eng Käier Merci soen an Are Mataarbechter, de Mataarbechter vun allen Akteure vun der Kooperatioun, sief dat Lux-Development hei am Land an an eisen Auslandsbüroen, de Leit, déi an den ONGen aktiv sinn, déi do schaffen a Geld verdéngen, mä awer och de Volontairen aus den ONGen an natierlech och eise Partner an de Partnerlänner - dat sinn d'Regierung vun deene Partnerlänner - an awer och der Société civile an de Partnerlänner.



An ech wëll lech perséinlech, Här Minister, och nach ganz perséinlech a mengem Numm Merci soen, dass Der mer vertraut hutt, déi Missioun unzehuele bei UNAIDS, fir do Ambassadeur spéciel ze sinn, fir déi Strategie 90/90/90, wou et drëms geet et ze erreechen, dass am Joer 2030 Aids keng Epidemie méi ass. An ech mengen, mir sinn do global gesinn op engem gudden Wee. Och an Afrika hu Länner wéi Botswana a Lesotho gewisen, dass ee kann den Aids eradiquéieren. An ech wollt lech dofir villmools Merci soen.

Ech wollt och dem Henri Kox Merci soen als President vun der Ëmweltkommissioun an och der Ministesch Carole Dieschbourg fir déi Zesummenaarbecht, déi mer als aussepolitisch Kommissioun mat der Ëmweltkommissioun hatten an der Preparatioun fir d'Evaluatioun vun de 17 Objectifs de développement durable; déi nei Agenda 2030, déi Der all kennt. Do hu mer Aufgaben net nëmmen no baussen, mä och no bannen. An ech mengen, mir wäerten eis am Joer 2018 nach méi oft musse gesinn. A vläicht ass et och d'nächst Joer Zäit, dass mer eis iwwerleeden, vläicht nei Weeër ze goen, wéi mer dee parlamentaresche Monitoring vun der Ëmsetzung vun där Agenda 2030 virhuelen.

Ech wollt lech, Här Minister, och feliciteiere fir Ären Asaz um europäesche Plang, well an eiser Kommissioun schaffe mer och op den europäeschen Dossieren. A mir hu verfollegt, wéi Der lech agesat hutt zu Bréssel, wéi et iwwert deen neie Consensus pour le développement gaangen ass, wéi Der gekämpft hutt, fir dass et net zu Konditionalitéiten a Referenzen op d'Readmissioun kënnt.

Dir hutt lech agesat, dass d'Kritäre vum CAD vun der OECD respektéiert ginn, wat den Nexus Sécherheet an Développement ubelaangt. An Dir hutt och zu Recht d'Europaparlament ënnerstëtzt a senger Forderung, dass an dee Consensus soll e richtegen Zäitplang erakommen, wéi een de Monitoring mécht vun de Memberstaten, dass se endlech op déi 0,7% kommen.

An duerfir fannen ech et gudd, dass Der, wéi dee Consensus am Conseil des Affaires étrangères a senger Formation vun den Entwécklungsministere den 22. Mee diskutéiert ginn ass, do eng Déclaration unilatérale gemaach hutt. An Dir hutt ganz recht, wann Der sot, dass deen zweete Consensus pour le développement e Réckschrëtt ass an net e Fortschritt an net esou gudd ass wéi deen, deen 2005 ënner Lëtzebuurger Presidence ausgeschafft gouf.

Ech wëll awer och als LSAP-Fraktioun besonnesch ervirsträchen, Här Minister, dass Der direkt reagiert hutt, wéi den deemools am Januar nei gewieltenen US-President Donald Trump en Dekret ënnerschriwwen huet. Dir erënnert lech all un déi Foto: Den Här Trump ëmgi vu lauter wäisse Männer am Oval Office, wou se en Dekret ënnerschriwwen hunn, wou sämtlech US-Gelder gestrach gi fir multilateral Programmer an awer och fir ONGen, déi sech mat der Santé sexuelle a reproductive beschäftegt hunn.

Dir hutt direkt dorop reagiert. Dir hutt Lëtzebuerg där hollännescher Initiativ „She Decides: A Global Fundraising Initiative“ ugeschloss. Ech mengen, dat ass eng Initiativ, déi derfir suert, dass e Fong geschaaft gëtt, fir Programmer op d'Been ze setzen, wou et an den Entwécklungslänner ëm d'Familijplanung geet.

Et ass och richtig, Här Minister, dass Der doropshin decidéiert hutt, ons Kontributiounen fir d'UNFPA - d'UNFPA ass den UN-Weltbevölkerungsfong -, dass Der och do gesot hutt, dass mer déi Kreditter erhéijen, well et ass d'UNFPA, déi sech och fir d'Planning-familials-Programmer asetzt, déi déi Programmer géiert.

Mir sinn och frou als LSAP, dass mer zwee fréier Partnerlänner - Vietnam a Salvador; Dir hutt et och an Ärer Ried ugeschwat -, nodeems d'PICen ofgelaf sinn, net einfach lénks leie loosse, mä dass mer eng nei Partnerschaft mat deene Länner aginn. Dat dréit och derzou bäi, dass mer als Lëtzebuerg dobaussen als en zuverlässige Partner ugesi ginn.

An ech fannen et gudd, dass mer mam Vietnam dee Partenariat bilatéral ënnerschriwwen hunn. Et ass eng diversifizéiert nei Zesummenaarbecht, besonnesch an de Secteure vun der Recherche, den erneierbaren Energien, de Finanzen an dem Kampf géint de Klimawandel.

An ech fannen et och ganz gudd, dass Äre Ministère des Broschür publizéiert huet: „Je m'engage“.

**(M. Marc Angel montre une documentation.)**

Dat ass eng formidabel Broschür, wou ee gesäit, wivill Aarbechtsplazen och an der Kooperatioun kënne geschafe ginn, besonnesch fir jonk Leit, déi Erfahrung wëlle sammelen an aus Lëtzebuerg eraus kënne kommen. Se kënnen

entweder e Stage bei lech am Ministère maachen, dem Service volontaire de coopération. Se kënnen benevoll ginn an den ONGen. Se kënnen e Volontariat bei den Nations Unies maachen oder JPO, Junior Professional Officer, ginn an UN-Agencen. An ech mengen, dat ass fir jonk Leit hei am Land eng formidabel Erausforderung.

Madamm Presidentin, ech wollt nach e puer Themen uschwätzen: Dat ass d'Evaluatioun, d'Cohérence des politiques, d'Aide humanitaire, an dann e puer Wuert zum Afrika-Sommet soen.

D'Evaluatioun, Dir hutt se och ugeschwat, Här Minister, ass eppes ganz Wichtige. An deen, deen zweifele géif oder net weess, wéi zu Lëtzebuerg evaluéiert gëtt, do hutt Der och eng exzellent Broschür op Ärem Site, déi dat genau erkläert. An ech hunn och um OECD-Site gesinn, do gëtt et en Ënnersite, deen heescht „Evaluation Resource Centre“, mat enger ganzer Rëtsch Evaluatiounspabeieren, wou d'Lëtzebuurger Kooperatioun evaluéiert gëtt, Revue à mi-parcours vu verschiddene PICen.

Et war och eng ganz interessant Etüd do, wou eis fënnf grouss ONGen evaluéiert ginn am Domän vun de Mënscherechter. Ech wär frou, wa mer déi, ech weess net, ob ech se iwwersinn hunn um Site vum Ministère, mä wa mer och déi Evaluatiounen, déi een do bei der OECD um Site fënnt a wat interessant Dokumenter sinn, kéinten um Site vum Ministère gesinn.

Da si mer bei der Peer Review vun der OECD. Dir hutt se ugeschwat. 2017 gouf et esou eng nei. An d'Chamber war matagebonnen, an dofir soen ech lech och villmools Merci.

Ech wollt awer zwee Wuert iwwert déi viiregt Peer Review soen, 2012, fir der Chamber hei ze weisen, dass deen Exercice net einfach e Pabeiertiger ass, mä dass do och Saache changéieren, well mir kruten näamlech eng ganz gudd Zensur bei der Ëmsetzung vun der Peer Review vun 2012.

De CAD, de Comité d'aide au développement, vun der OECD huet eis 2012 17 Recommandatiounen gemaach. Dovun hu mer der eefel komplett ëmgesat. Dat si 65%. Mir hunn der fënnf deelweis ëmgesat. Dat sinn 29%. A mir hunn nëmmen eng net ëmgesat.

Ech mengen, dat ass e ganz gudd Resultat. A mech huet besonnesch gefreut, dass déi véier Recommandatiounen, déi am Kapitel „Organisation et gestion“ stinn, also wéi de Ministère organiséiert ass a wéi mer dat Ganzt geréieren, all ëmgesat si ginn. An am Kapitel „Aide humanitaire“ waren zwou Recommandatiounen. An och déi si ganz ëmgesat ginn, wat, mengen ech, ganz gudd ass.

De Comité huet och positiv ervirgestrach, dass duerch déi Ëmsetzung vun deene Recommandatiounen vun 2012 Lëtzebuerg seng Präsenz um Terrain konnt verstärken an och senger regionale Büroer méi Autoritéit delegéiert huet. An ech mengen, och dat ass eppes Positives.

Ech wollt kuerz déi eng Recommandatioun uschwätzen, déi mer net erfüllt hunn. An dat ass am Kapitel „Orientation stratégique“. De CAD seet do, mir sollen, wat ons haaptsektoriell Strategien ugeet, an ons Aktiounspläng d'Mëttelen, déi mer ons ginn, fir ons Ziler ze erreechen, besser festleeën oder besser spezifizéieren. A mir sollen dann och an deem Kontext d'Indicateuren, wéi mer de Suivi vun der Ëmsetzung maachen, och besser definéieren. Dës Kritik kënnt och, mengen ech, deelweis erëm an der Peer Review vun 2017.

Här President, de Minister huet a senger Ried schon iwwert d'Peer Review vun 2017 geschwat. Ech kann hei kieren. Et geet drëms, dass mer och d'Zesummenaarbecht tëschent der Direction de la coopération an dem Finanzministère nach solle verbesseren an eng gemeinsam Strategie entwéckelen. Dat géif näamlech hëllefen, d'Konzentratioun vun eise multilaterale Portefeullen ze verstärken. An et géif och eventuell d'Transaktionskäschten à la fois beim Siege wéi och an de Partnerlänner reduzéieren. Dir hutt et och scho gesot: Eis Expérience op der Finanzplaz vun der Finance verte solle mer méi och an d'Entwécklungspolitik abannen.

An eng Recommandatioun, déi, mengen ech, fir eis Sozialisten och wichtig ass, ass déi Recommandatioun, wou de CAD eis jo seet... A mir wësse jo, dass mer an der Lëtzebuurger Kooperatioun och iwwer verschidde strategesch Leitlinie verfügen. Dat sinn: d'Droits de la personne, d'Bonne gouvernance, de Genre, Développement local intégré et environnement.

An de CAD-Bericht seet, mir missten an Zukunft des transversal Themen nach besser an ons Programmation abauen. An zum Beispill, wat d'Stratégies du genre ugeet - ech mengen, déi sinn och fir mech perséinlech a fir d'LSAP ganz wichtig, dat si jo all déi Aidé fir d'Égalitéit

zwësche Mann a Fra a fir d'Autonomisatioun vun der Fra, d'Stärkung vun der Fra -, déi sinn, an dat ass och gudd, an deene leschte Jore konstant eropgaangen, mä se bleiwen awer nach mat 33,2% ënnert dem Duerchschnitt vum CAD. Dee läit do bei 36%. An ech mengen, hei sinn ech och iwwerzeegt, dass de Wellen do ass, fir dass mer eis do verbesseren.

Insgesamt steet d'Lëtzebuurger Kooperationspolitik also gudd do, mä ee Volet, ech mengen, wou mer definitiv nach méi maache mussen a kënnen, ass d'Kohärenz vun eiser gesamter Politik. D'Cohérence des politiques gouf och net zulescht duerch déi nei Agenda 2030 mat de 17 Objectifs du développement durable opgegraff, well deen transversalen Usaz, dee mat de 17 ODDe verfollegt gëtt, ass jo am Endeffekt näischt anescht wéi en aneren Numm fir de Prinzip vun der Cohérence des politiques.

Dofir sinn ech och frou, dass de Cercle de coopération ons haut deen neie Fair-Politics-Barometer iwwerrecht huet. Mir hate jo schon d'Geleeënheet, an der Kommissioun mat hinne doriwwe ze diskutéieren.

Et muss een do net all Punkten deelen, awer ech fannen, de Cercle mécht eng Rei ganz, ganz interessant Analysen. An dovu wëll ech der hei zwou opgräifen, wou, ech mengen, nach definitiv Verbesserungspotenzial dran ass. An dat sinn d'Ekonomie an d'Finanzen.

Am Beräich vun der Cohérence des politiques ass d'Ekonomie mat ee vun deene wichtigste Voleten, deen e positiven Afloss kann hunn, wann ee konsequent genuch drop oppasst. A wa mer vu Cohérence des politiques an der Wirtschaft schwätzen, da muss mer selbstverständlech vum Handel schwätzen, an domat vun der europäescher Handelspolitik.

D'Europäesch Unioin muss an der Handelspolitik Standarde setzen a virginn, fir dass mer net méi just vu Fräihandel schwätzen, mä dass mer kënne vu fairem Handel schwätzen. D'Zil muss et sinn, Klimapolitik, Verbraucherschutz, sozial Rechter a Rechtsstaatlechkeet ze schützen an nach méi ze férdere.

D'Europäesch Unioin huet mat hiren Handelsverträge vun der neier Generatioun schon en éischte Schrëtt an des Richtung gemaach. A fir eis sinn domat nei Minimalforderungen erreecht, hannerd déi een awer net méi därerf zrëckgoen. Mä, ech mengen, et ass wichtig, dass mer weiderhin um Verbesserungspotenzial schaffen, wa mer an der EU-Handelspolitik aktiv sinn. D'Forderung därerf net nëmme just sinn, eis besteend Standarden ze erhalen, mä besser Standarden duerchzesetzen. Méi kloer Virgaben am Ëmweltschutz, méi héich sozial Standarde sollen effektiv eng offensiv EU-Forderung sinn; an dat och um Niveau vun der OMC.

Firwat net zum Beispill d'Randfaktioun vun alleguerten de Kärnormen vun der ILO, vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun, zu enger Prekonditioun vun Handelsaccorde maachen, ier mer iwwerhaupt Verhandlungen ufänken? Firwat net d'Randfaktioun vum Paräiser Klimaacord zu enger Prekonditioun maachen?

Vill Staten, an dat wësse mer, wëlle mat Europa Handel maachen. An ech mengen, d'EU kann a muss do selbstbewusst genuch optreden, fir de Welthandel esou insgesamt méi fair, méi ekologesch a méi sozial ze gestalten. Wa mir dat als Europäer net maachen, mengen ech, si keng anerer do, déi dat maachen. An do hu mer, mengen ech, zu 28 oder geschwenn nëmme méi zu 27 eng grouss Responsabilitéit.

Gläichzäiteg sollte mer den Handel awer net nëmme just no de Länner, mä och no de Secteure kucken. Et gëtt eng ganz Rei ekonomesch Produktiounsketten, déi ganz problematesch sinn. An do wëll ech déi vun de Konfliktmaterialien uschwätzen, déi eng besonnesch Opmierksamkeet kritt hunn am Rapport vu Fair Politics, well mir wëssen, dass déi Konfliktmateriale meeschtens aus ganz onstabile Konfliktsituatiounen kommen. Se stamen aus der sougenannter Sklavenaarbecht. Se finanzéieren de Waffenhandel a se finanzéieren och Milizbanden.

Wat sinn déi Konfliktmaterialien? Dat sinn Tantal, Zénk a Wolfram. Dat sinn alles Mineralen, déi mer an eise moderne Kommunikationsmittel gebrauchen: de Computeren, an eise Smartphones. Mä et geet awer och ëm d'Gold. An dofir ass et gudd, dass um europäeschen Niveau scho seit 2014 un enger Antwort op des Problematik geschafft gëtt. D'Liwwerketten an deem Beräich hu misse méi transparent ginn. Firme mussen dofir verantwortlech sinn, dass sech un d'geltend Recht gehale gëtt a keng Mënscherechtsverletzung méi begaange gi bei der Hierstellung vun dese Produkter.

D'Europäesch Kommissioun vum Här Juncker wollt op e reng fräiwëllege Wee goen. An et ass nëmmen enger staarker Positioun vum Europaparlament ze verdanken, dass schliesslech no laangen a schwieerige Verhandlungen eng verbindlech Regelung dobäi erauskomm ass.

Déi nei verbindlech europäesch Regelung zu Konfliktmaterialien, déi domat an deemem Joer endlech gestëmmt konnt ginn, ass och fir de sozialdemokratesche Rapporteur am Europaparlament an domat och fir eis als LSAP e groussen Erfolg, well d'Importateure fir hir gesamt Liwwerkette verantwortlech sinn. Domat si virun allem d'Bevölkerungen an de Konfliktgebitter geschützt ginn, mä och eis eege Konsumenten, déi ëmmer erëm zum Ausdrock bréngen, dass si keng Konfliktmaterialien an hire Produkter wëllen hunn an awer enger gewëssener Hëlleflosegkeet ausgesat sinn, well se net ëmmer wësse kënnen, ob deem och esou ass oder net.

Dës Regelung muss elo esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn. An effikass Kontrollmechanisme mussen agefouert ginn, wéi se och de Jean Asselborn a senger Antwort op eng Question parlementaire 2016 fir Lëtzebuerg ugekënnegt huet. An duerno soll een da kucken, wou d'Regelung net klappt a gegebenensfalls nobesseren.

Fir de sozialdemokratesche Rapporteur am Europaparlament, de Bernd Lange, huet des Regelung op jidde Fall d'Potenzial, als Virlag fir Regelunge vun anere problemateschen Handelsberäicher ze gëllen. Mir mussen d'Erausforderunge vun de globale Produktiounsketten insgesamt vill méi offensiv ugoen. An dat gëllt virun allem och fir d'Textilproduktioun. Am Abrëll dëst Joer gouf am Europaparlament och iwwert den Initiativrapport iwwert d'Textilindustrie ofgestëmmt, deen och fir dese Beräich eng gesetzlech Initiativ fuerdert.

No de Konfliktmaterialien ass dëst tatsächlech deen nächste Beräich, wou et dréngend noutwendeg ass, verbindlech Standarden a Regeln anzeféieren, well mer wëssen: D'Textilindustrie ass och eng Industrie, déi mat ganz laange Produktiounskette fonctionnéiert, vun deene sech vill Sous-traitancen an Entwécklungslänner befinnen. An dofir si se och entspriechend ufälleg fir Mënscherechtsverletzungen, awer net nëmme Mënscherechtsverletzungen, och gréisser Ëmweltschied.

Mir wëssen, dass säit deem trageschen Ongléck am Bangladesch viru véier Joer dëst Thema wierklech staark an de Fokus geréckelt ass. An no enger éischter onverbindlecher Guideline vun der Europäescher Kommissioun am Joer 2014 koom elo endlech dese Rapport, dee wierklech seet: Mir brauche verbindlech Regeln.

An et ass och gudd, dass am Februar 2017 eng nei OECD-Guidance fir den Textilberäich an och d'Schongproduktioun verëffentlecht gouf, fir dass d'Firmen hir Liwwerkette kënnen an d'Rei bréngen. Mä och déi Guidance ass nëmmen op fräiwëlleger Basis opgebaut.

Zudeem hunn och d'Europäesch Unioin grad wéi d'ILO politeschen Drock op Bangladesch opgebaut, fir dass si sech un ILO-Standarden hale mussen. Bangladesch ass haut e Schwelleland, vun deem een erwaarde kann, dass et seng Normen a Standarden no uewen hin upasst.

Déi gudd Noriicht ass, dass säitdem och scho ganz seriö Efforte vun de Firme gemaach gi sinn, fir Verbesserung vun den Aarbechts- a Sécherheetskonditiounen an de Produktiounsfirmer op der Plaz ze erreechen. Mä trotzdem si mer an deem Beräich nach laang net do ukomm, wou mer hiwëllen.

Et bleift de Fakt, dass et mat fräiwëlleger Mesur ganz einfach net schnell genuch geet, fir fundamental Rechter an Aarbechtsnormen duerchzesetzen. An dofir ruffen ech dozou op, dass eis Ministere sech verstärkt fir eng legislativ Mesur um europäeschen Niveau asetzen.

Wa mer déi Punkten also scho géife fäerdegbréngen - méi Ambitiounen an der europäescher Handelspolitik a staark europäesch Regelungen, fir d'Produktiounsketten an d'Rei ze bréngen -, da wier schon immens vill erreecht am Kampf fir méi eng gerecht Welt.

A gradesou wichteg wéi d'Firme sinn natierlech och d'Investisseuren, déi an des Firmen investéieren. An domat sinn ech scho beim zweete Volet ukomm: de Finanzen. Hei wëll ech op zwee Punkten agoen, déi och am Fair-Politics-Dokument länger beschriwwen ginn, ugefaange mat den nationale staatleche Fongen, dem Pensionsfong op där enger Säit an dem nei geschafenen Zukunftsfong.

Nodeems de Pensionsfong 2010 schaarf kritiséiert ginn ass, well do Firmen dra waren, déi a Streebommen investéiert hunn, ass do vill geschitt. A wann ee regelméisseg d'Rapporte vum Comité interministériel du développement, wou et ëm d'Cohérence des politiques geet,





liest, da gesäit een, dass dat en Thema ass, deen net lénks leie gelooss gëtt.

Do ass vill geschitt. Mä do, fannen ech, kann och nach vill geschéien. An ech fannen, dass déi Fuerderung vu Fair Politics, wou se soen, et misst een eng Analys maachen, wéi investéiert gëtt, a kucken, ob déi Investitiounen och am Aklang si mat de 17 Objectifs de développement durable, dat ass, mengen ech, wichtig, fir ze kucken, ob net Investissementer gemaach ginn an Nuklear- oder Kuelenenergie. Dofir, mengen ech, wär et wichtig, déi Analys ze maachen an ze kucken, ob een net do muss strategesch Ännerunge virhuelen.

Den Här Oberweis huet et scho gesot: E positivt Beispill ass de Pensiounsfong vun Norwegen, wou et kloer ethesch Direktive gëtt a wou och e besonneschen Akzent op de Klimaschutz geluecht gëtt.

Dir, Här Kooperationsminister, sidd jo och Minister vun der Sécurité sociale, dofir wär ech frou vun lech ze héieren, wéi Dir dozou stitt.

En zweeten zentrale Punkt, dee vu Fair Politics an deem Dokument ugeschwat gëtt, ass d'Steiergerechtheet. Affäre wéi SwissLeaks, Panama-Papers, BahamaLeaks, FootballLeaks a wéi se all heesche weise Strategie vu grousser Steiervermeidung vir, net nëmme vu grousser Multinationallen, mä och vu ganz extrem räichen Einzelpersonen.

A vun deser Steiervermeidung si virun allem d'Entwécklungslänner nach vill méi staark be-traff wéi déi westlech Staten, an et feelt hinnen doduerch un essenzielle Méttelen, fir sech selwer kënnen ze hëllefen.

Laut enger Schätzung vun Oxfam huet zum Beispill, wann ech nëmme Kenia huelen, duerch d'Steiervermeidung dat Land 1,1 Milliarden Dollar verluer. An dat ass zweemol méi héich wéi de Budget, dee se an deem Land hunn, fir hir Gesondheet ze finanzéieren. An dat an engem Land, wou mer wëssen, dass haut d'Stierflechkeetsrat bei de Fraen, déi Kanner op d'Welt setzen, nach ëmmer extrem héich ass. Just, fir dat Beispill ze ginn.

Dofir mengen ech, wa mer d'Ëmsetzung vun de 17 Objectifs de développement durable seriö wëlle maachen an an där doter Fro och wäerte wëlle virukommen, dann ass et wichtig, dass mer als Lëtzebuerg en A drop halen, wat d'Effete vun eiser Steierpolitik op d'Entwécklungslänner sinn. An dozou wär ech och frou, eng Reaktioun ze héieren.

D'Action humanitaire, Här Minister, hutt Der och ugeschwat. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen et, dass e groussen Deel vun der Lëtzebuerg APD, 13 bis 14%, wann ech richtig gelies hunn, gebraucht ginn, fir an humanitäre Krisen ze hëllefen. Dir sidd dorop laang agaangen. Ech wäert hei och kënnen kieren. De Problem ass, dass mer ëmmer méi militäresch Konflikter hunn. D'Naturkatastrophe ginn duerch de Klimawandel erop, an d'Veereent Natiounen hu gesot, dass am Joer 2017 141,1 Milliounen Menschen a 37 Länner humanitär Hëllef brauchen.

Ech wollt et begréissen am Numm vun der LSAP, dass mir als Lëtzebuerg während der Journée mondiale de l'aide humanitaire am Summer bei där Aktioun #NotATarget matgemaach hunn. Et geet doréms, opmierksam ze maachen, dass ëmmer méi Mënsche regelrecht a Konflikter, wéi een op Franséisch seet, „pris au piège“ sinn, dass ëmmer méi d'Zivillbevëlkerung Opfer ass an de militäresche Konflikter. An dofir fannen ech et gutt, dass mer do en Akzent gesat hunn.

De grouss Problem vun der Action humanitaire ass natierlech, dass a ville Gebidder d'Humanitäré keen Accès méi hunn. An ech mengen, hei ass eppes, wou d'international Communautéit och wierklech no Léisunge muss sichen.

A wat och schlëmm ass a wat ëmmer méi heefeg ass a wat eng ganz traureg Nouvelle ass, ass, dass ëmmer méi humanitär Organisatiounen Opfer ze verzechnen hu vun hire Membere, déi am Asaz hiert Liewe loossen. Ech mengen, mir sollen heibannen all deene gedanken.

Mä d'Fro vun der Sécherheet an de Mataar-bechter vun den humanitären Organisatiounen dierfe mer net einfach esou hinuelen. An hei ass och déi international Communautéit gefuerdert, no decidéierte Léisunge ze sichen, well dës Leit sinn et, déi elementar wichtig sinn, och bei der Hëllef géint d'Hongersnout.

Ech wollt e puer Wuert zum Honger soen, well dat den ODD 2, den Objectif du développement durable II ass, dee seet: Zéro faim, also „zero hunger“.

Ech hunn en Artikel gelies am Summer, dee geheescht huet: „Null Chancen für null Hunger bis 2030“. An dat war en Artikel, en Interview mam Chef vum Welternährungsfond, dee ganz pessimistisch ass an dee seet, dee mengt, mir géifen dat Zil bis 2030 vun null Honger net errechen, eben duerch déi vill Konflikter, fir nëmme déi am Jemen, Südsudan, Somalia, Nigeria a Syrien ze nennen. An hie seet: „Déi eenzeg Chance, déi mer hunn, fir den Honger als globale Fleau ze eradiquéieren, ass, wa mer déi vum Mënsch selwer verursaachte Kricher kënnen bëenden.“

Elong am Jemen, Südsudan, Somalia an Nigeria fannen 30 Milliounen Mënschen net genuch Nahrung. 20 Milliounen vun hinne si vun der Hongersnout bedrot a 5,7 Milliounen dovunner si Kanner. An de Chef vun der Welternährungsorganisation, vum Welternährungsprogramm, deen ernnert och drun, dass duerch de Fait, wa Mënschen a Länner wéi Somalia oder Syrien oder Jemen iwwer eng laang Zäit Honger leiden, dass dat d'Konflikter schüürt an dass doduerch och extremistesche Gruppen u Zou-laf gewannen. Och dat solle mer am Hannerkapp behalen.

Ech sinn och dofir frou, dass d'CSV-Fraktioun d'lescht Woch hei eng Motioun deposéiert huet, wou se sech mam Thema Jemen ofgëtt a wou se d'Regierung invitéiert, éischtens, d'Action humanitaire am Jemen eropzesetzen - dofir sinn ech frou, dass de Minister annoncëiert huet, dass e gëschter déi Decisioun geholl huet, do eng Millioun eropzesetzen -, an och, dass mer um politeschen an um diplomatesche Plang aktiv solle ginn um Niveau vun den Nations Unies an och um Niveau vun der Europäescher Unioun, fir no durabelen, friddeleche Solutiounen ze sichen.

Déi Motioun ass d'lescht Woch hei deposéiert ginn a mir hate se de Méindeg an der Kommissioun. Mir hu lichte Ännerunge gemaach un engem Considerant, awer déi véier Invitte sinn tel quel bestoe bliwwen, an den Här Mosar wäert déi nei Versioun no dem Debat dann och hei deposéieren. An ech kann lech schonn déi gutt Nouvelle annoncëieren, dass se vun alle Fraktiounen a Sensibilités politiques hei am Haus matgedroe gëtt.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP)**.- Ech wollt zwee Wuert zum Afrika-EU-Sommet soen, dem fënnefte Sommet, wou et leider zu ganz, ganz weinege Fortschreitter komm ass. Ech perséinlech hunn dee Sommet ganz enttäuschend fonnt. D'Resultat ass wierklech net konkret an et gläicht éischer enger Déclaration d'intention. Jo, de gudden Wëllen ass do, mä gudden Wëlle geet leider net duer.

Wann een dee fënnef Säite laange Communiqué liest, da geet et do ëm Investitioun an d'Ausbildung an an d'Technologie. Et geet ëm d'Stäerkerung vun der politescher Stabilitéit an der Sécherheet an Afrika. Et geet ëm den no-haltege strukturelle Wandel an Afrika. Dat sinn alles schéi Bekenntnisse. Mä dee Communiqué an och d'Konklusiounen, déi do getraff gi sinn, déi schwätze weineg driwwer, wéi dat soll an der Praxis konkret ëmgesat ginn.

Ech plädéieren derfir an ech fannen, dass Europa Afrika méi seriö muss huelen. An Europa net nëmme als EU u sech, net nëmme d'EU u sech, besonnesch d'Länner, d'Memberstater. Ech fannen et skandaléis, dass op deem EU-Afrika-Sommet net emol d'Halschent vun den EU-Stats-a-Regierungschefen sech bis op Abidjan déplacéiert hunn! Ech fannen dat net an der Rei. Ech sinn awer frou, dass eise Premierminister, de Xavier Bettel, do war.

An ech fannen et och schued, dass, an der Lescht, wann een iwwer Afrika schwätzt, déi ganz Relatioun vun Afrika an Europa reduzéiert ginn op d'Froer vun der Migratioun. An d'Memberstater mussen déi Versprieche, déi se aginn, och halen.

An ech erënnere un dem Jean-Claude Juncker seng Ried iwwer den État de l'Union vom 13. September, wou en iwwer den EU-Fonds fiduciaire fir Afrika geschwat huet. Et ass e Fond vun 2,7 Milliarden Euro, dee gréisstendeels aus dem EU-Budget finanzéiert gëtt a wou d'Memberstater eréischt bis dohinner 151 Milliounen bäigesteiert hunn. An de Jean-Claude Juncker huet gewarnt, dass dee Fond u seng Grenze géif stoussen. An dat léisst mech soen, dofir soen ech: EU-Afrika ass net nëmme d'Relatioun Bréssel-Afrika, also d'Institutiounen vun der Europäescher Unioun, mä et si virun allem och d'Memberlänner, déi do eng Responsabilitéit hunn. An dofir war ech frou, Här Minister, ze héieren, wéi Der gesot hutt, dass eis bilateral Hëllef fir Afrika vun 52% op 59% eropgaangen ass.

Wann ee vun Afrika-Europa schwätzt, muss een natierlech och de Cotonou-Accord erwänen, dee jo 2020 ofleef a wou d'Europäesch Unioun jo amgaangen ass, do ze verhandelen.

Ech mengen, Dir haalt eis jo och regelméisseg an der Kommissioun iwwer déi Verhandlungen au courant, ech soen lech dofir Merci.

Mä an deem Kontext kënn en net derlaanscht, iwwer d'Accords de partenariat économique ze schwätzen. An ech mengen, do gëtt et jo zwou extrem Positionen. Déi eng soen, déi afrikanesch Mäert misste komplett opgemaach ginn, komplett liberaliséiert ginn. An anerer soen, se misste komplett zougehal ginn an dat romantescht Bild vum afrikanesche Klengbauer misst erhale ginn.

Ech mengen, béides ass menger Meinung no de falsche Wee. Mir musse kucken, dass déi regional Integratioun tëschen den afrikanesche Länner gefördert gëtt, fir dass se iwwerhaapt eng Chance kënnen hunn, produktiv genuch ze sinn an herno an enger wierklech laangfristeger Phas op engem Weltmarché bestoe kënnen.

An dofir sinn ech der Meinung, dass ee wierklech méi wäit muss goen an déi afrikanesch Mäert nach méi muss schützen. An et ass jo och net fir näischt, dass verschidden afrikanesch Länner, wéi den Nigeria, jo och gesot hunn, si géifen déi Accorden net ënnerschreien. Dat ass och e schéint Zeeche vun Emanzipatioun vun den afrikanesche Länner. Ech mengen, den Däiwel läit do, wat d'APEn ugeet, am Detail vun den Texter. An et soll een déi APEn net kategoresch ofleenen. Et soll ee se awer och net blannemännerches unhuelen.

Erlaabt mer, zu enger Konklusioun ze kommen. D'Thema Entwécklungszesummenaarbecht wäert eis an deenen nächste Jore weiderhi beschäftegen, besonnesch am Kader vun der Ëmsetzung vun deene 17 Objectifs de développement durable.

Mir wäerten eis, an elo schwätzen ech erëm als President vun der aussepolitischer Kommissioun, mir wäerten de Suivi vun der Mise en œuvre vum CAD-Rapport, also vun der Peer Review verfolgegen.

Mir wäerte weiderhi mat lech zesammen, Här Minister, d'Verhandlung fir eben dee Post-Cotonou-Accord verfolgegen. A mir wäerten och den Dossier vun der Responsabilité sociétale vun de Multinationallen, mengen ech, dat ass en Dossier, deen um europäesche Plang gemaach gëtt, dee wäerte mer och, mengen ech, als Kommissioun behandelen.

E leschte Punkt. Ech wëll just drun erënnere, dass leschte Samschdeg, den 2. Dezember, den internationalen Dag war fir d'Ofschafe vun der Sklaverei. Wat mer an deene leschten Deeg an den internationale Medie gesinn hunn, wat Libyen betrëfft, ech weess net, falls Der dee Bericht op CNN gesinn hutt, dat ass, mengen ech, nëmme eng Spëtzt vun Äisberg. D'ILO, also d'International Labour Organization, schwätzt vu 40 Milliounen Mënschen, déi an der moderner Sklaverei gefaange sinn, an dat iwwerall op der Welt.

Ech sinn a menger Ried laang agaangen op d'Problematik vun der Textilproduktioun an och vun de Konfliktmaterialien, well ech iwwerzeegt sinn, dass et héich Zäit gëtt, dass de Privatséktor engem verbindleche rechtliche Kader ënnerleie muss, fir dass et verhënnert gëtt, dass an Entwécklungslänner an a Schwellelänner Leit op déi mënscheveruechtendst Aart a Weis schaffen mussen, fir dass op anere Plaze vun der Welt ganz grouss Betriber déi gréisstmögliche Gewënner a Profitter generéieren kënnen.

Am Kader vum UN-Conseil vun de Mënscherechter gëtt momentan un engem Instrument geschafft, dat sech mat deser Problematik befaasst. A mir als LSAP erwaarden eis op jidde Fall, dass Lëtzebuerg aktiv un deenen Negotiatiounen deelhält. Mir mussen eis als räicht Land dozou bekennen, dass mer esou Völkerrechtsinstrumenter brauchen, wat déi grouss transnational Entrepreneuren an d'Flicht hält, wann et ëm Mënscherechtsverletzung geet.

Wat mech ganz positiv gestëmmt huet, war déi lescht Etüd vun Eurobarometer, wou mer an Europa Champion sinn, wat d'Implikatioun an der Aide au développement ugeet. 81% vun de Persounen, déi zu Lëtzebuerg liewen a befrot gi sinn, soen, si wäere perséinlech implizéiert an der Entwécklungshëllef. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach. Dat ass eng Ëm-fro, déi vun der Europäescher Unioun gemaach ginn ass. Mir hei zu Lëtzebuerg kommen op 81%. Den EU-Duerchschnitt ass 46%. An 88% vun de befrote Lëtzebuergere fannen och, dass de Kampf géint d'Aarmut an den Entwécklungslänner och am eegenen Interesse vun Europa ass. Dat ass eng gutt Saach. An ech mengen, dat positivt Resultat, dat kënn net vun näischt.

Ech hunn domat ugefaangen, an Dir hutt dat och erwänt: Dee Konsens, dee mer um politeschen Niveau hunn, wat d'Entwécklungspolitik ubelaangt, dee gëtt et net nëmme um politeschen Niveau, mä dee gëtt och vun der

ganzer Lëtzebuergescher Gesellschaft gedroen. An ech mengen, dat ass déi bescht Zensur, déi d'Lëtzebuergescher Politique de coopération ka kréien.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Merci dem Här Marc Angel. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Merci, Madamm Presidentin. Här Minister - e kënn erëm -, Excellences, iwwer Sënn an Zweck vun der Entwécklungspolitik soll ee sech jiddefalls regelméisseg Gedanke maachen. Ass et derwäert, Suen a Wueren a Länner ze transferéieren, wou Leit dréngend Hëllef brauchen, fir dass se weinstens e Minimum u Liewensqualitéit kënnen kréien? Ass eist Land um richtege Wee, wann et iwwer 1% vu sengem RNB an d'Entwécklungspolitik investéiert? Dat waren 2016 ronn 353 Milliounen. Dat sinn lwwerleungen, déi ee sech onbedéngt muss hei an der Chamber stellen.

Firwat? Well déi Froen och dobausse gestallt ginn. An et muss ee jo och feststellen, dass et - leider, muss ee scho bal soen - net weineg Leit gëtt, déi eng gewësse Reserv hu vis-à-vis vun der Entwécklungspolitik, net nëmme bei eis hei am Land, och eng net kleng Zuel vun Ökonomen, Wëssenschaftler a Politiker stellen ëmmer méi eng gewëssen Zort vun Entwécklungspolitik a Fro. Wann een och de Bilan mécht vun der Entwécklungspolitik insgesamt an deene leschte Jorzéngten, da kann een natierlech net op alle Pläng zefridde sinn.

Ech denken do virun allem un éischer Linn un déi ekologesche Nohaltegkeet. Dat gëllt virun allem fir West- an Zentralasien, awer och fir Ozeanien. Grouss Problemer gëtt et nach wie vor op der Welt an der Bildung, dem Gesondheitswiesen an der Gläichstellung vu Fraen. An dann natierlech kënn derbäi de ganz grouss Problem vun der Korruptioun.

Leider wandere och oft Gelder an Täschen, wou se net higeheieren. Afrika ass do e gutt, oder villméi och e schlecht Beispill. Et muss een éierlech sinn. Wann ee virun allem d'Situatioun vun Kontinent Afrika vun elo mat där vergläicht vu viru 50 Joer, huet sech d'Situatioun op verschiddene Pläng leider net onbedéngt verbessert.

Siwe vun zéng Länner mat deem héchsten Inflationstaux gëtt et an Afrika. Spëttereider ass ënner anerem Simbabwe, wat jo an deene leschte Wochen a Méint net onbedéngt positiv an de Schlagzeile war. Derbäi kënn nach, dass eng ganz Rei vu Länner an Afrika extrem héich verschëllt sinn a mat Sécherheet aus eegener Kraaft ni wäerten aus där Problematik erauskommen.

Da muss een natierlech déi grouss Fro stellen: Firwat bréngt mir et hei am Westen net fäerdeg, esou Regimere, korrupte Regimere, zum Beispill à la Mugabe, d'Hänn ze bannen? Muss een also dann zur Konklusioun kommen, dass d'Entwécklungshëllef am Endeffekt hiert Zil net erreicht huet? Mat Sécherheet dierf een déi Fro do net mat Jo beäntweren, well esou defaultistesche dierf een net un d'Problematik eruegen.

An eppes ass ganz kloer: D'Entwécklungspolitik huet net nëmme haut, mä huet och muer hir ganz kloer Berechtigung; och wa sech natierlech gewësse Kurskorrektur wäerten opdrängen. Et mussen natierlech un éischer Linn eenzel Projete heiansdo hannerfrot ginn. Da muss de Suivi vun den eenzelne Projete och vläicht vill méi laang sinn. Dat kann ënner anerem och duerch eng méi permanent, duerch eng méi effikass Kontroll geschéien. Mir mussen awer och an der Zukunft vläicht nach méi sensibel gi fir déi kulturell, politesch an och sozial Situatioun vun engem Land, déi mer vläicht heiansdo ënnerschätzen oder net richtege aschätzen.

Wat elo d'Entwécklungspolitik hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, esou muss een awer ouni Zweifel nach eng Käier hei ënnersträichen, an et ass jo schonn e puermol hei richtegeweis gesot ginn, dass mir awer do mat Sécherheet um richtege Wee sinn. Mir fannen eis am Spëtzeplaton erëm. Dat wëll natierlech net heeschen, dass mer och an Zukunft net nach sollen zousätzlech grouss Efforte maachen, fir déi Ziler weider nach ze errechen.

Sécher, wéi gesot, et ass net alles perfekt a munches soll och hei zu Lëtzebuerg nach hannerfrot ginn. Am Verglach mam Ausland awer, wéi gesot, hu mer eng ganz gutt Positioun.

Ech wëll och derfir hei ervirhiewen, dass mer am leschte Joer jo eng nei Generatioun vu PICen an d'Wee geleet hunn, PICen, wéi gesot Programmes indicatifs de coopération. Domat wëlle mer jo virun allem och de Kritäre vun der Agenda 2030 nach méi gerecht ginn. Da wëll



ech och drop hiweisen, datt jo och um Niveau vum eiser Finanzplaz eng Rei gutt, wichteg Efforte gemaach goufen.

Inakzeptabel ass awer zum Beispill, datt 2016 par rapport zu 2015 déi bilateral Hëllef fir déi manner entwéckelt Länner weltwäit ëm 3,9% zréckgaangen ass a fir Afrika 0,5%. Dat seet natierlech munches aus. An ech wëll hei de José Angel Gurría, de Generalsekretär vun der OSZE (veuillez lire: OCDE), zitieren: «(...) il est inacceptable - une fois encore - que l'aide aux pays les plus pauvres soit en régression.» Gott sei Dank mécht do Lëtzebuerg eng luewenswäert Ausnam!

Mir krute jo och gutt Notte vum CAD, also dem Comité d'aide au développement. «Grâce à une forte concentration géographique et sectorielle, la coopération luxembourgeoise est en mesure de maximiser son impact, sa visibilité et son influence dans ses pays prioritaires», heescht et jo vusäiten, wéi gesot, vun der OECD. Och dat ass e Luef, dat mer dankend entgéinhuelen, mä dat eis och soll am Fong geholl dozou animéieren, fir op deem Wee weiderzuefen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, leider ass et jo esou, an ech hunn et jo virdru kuerz ugeschnidden, datt mir Entwécklungshëllef leeschten, leeschte mussen a Länner, wou de politesche Regimm ouni Zweifel net eise Virstellungen entsprecht, wou Korruptioun, Muechtmessbrauch un der Dagesuerdnung sinn. Da sätze mer oft téschent zwee Still: Solle mer indirekt dee Regimm ënnerstëtzen, oder solle mer op där anerer Säit déi Leit, déi awer drop ugewise sinn an déi u sech net responsabel si fir dee politesche Regimm do, am Ree stoe loossen? Et ass evident, datt dat fir eis net esou einfach ass.

Ee ganz gutt Beispill ass Myanmar, Myanmar, wou mer zënter Joren elo schon diskutéieren, wat sollt en neit Zilland ginn, wou mer am Fong geholl op der Zillinn waren, fir de Myanmar dann och an de Krees vun de Pays cibles opzuehuelen, déi fréier Birmanie. Et dierf een net vergiessen, 1962 bis 1988 war dëst Land jo duerch successiv Militärdiktature regéiert ginn. No 2011 huet d'Junta dunn enger ziviller Regierung Plaz gemaach, wat jo och zu neien Hoffnungen an deem Land gefouert huet, wat ouni Zweifel och eng vun den Ursache war, firwat datt mer hei zu Lëtzebuerg eis éischter derfir decidéiert hunn, fir de Myanmar och als zukünftige Pays cible auszemaachen.

Am Abrëll an am September 2012 hu souguer d'Europäesch Unioun an d'USA hiren Embargo an deem Land opgehuewen, a mat der Madamm Aung San Suu Kyi, déi jo 1991 de Friddensnobelpreis krut, si jo zousätzlech Hoffnungen opkomm. De Myanmar, wéi gesot, stoung schon eng Rei vu Joren och am Fokus vun eiser Entwécklungspolitik. Eréischt wéi d'Land sech méi demokratesch jo och entwéckelt huet, oder zumindest den Uschäin derfir ginn huet, ass bei eis dann eben och d'Decisioun geholl ginn, fir mam Myanmar méi enk Kontakter opzuehuelen.

Allerdéngs, de 25. August war d'Welt op eemol eng ganz aner. Am Myanmar ass dunn erëm en ale Konflikt, muss een awer och hei ënnersträichen, opgefלאamt, an zwar ëm d'Minoritéit vun de Rohingya, déi gréisstendeels jo eng musulmanesch oder eng musulmanesch Minoritéit duerstellt. Iwwregens gouf et 1978 schon en Exodus vun där Minoritéit. 200.000 Leit sinn deemools schon an de Bangladesch geflücht. Elo gëtt vu 600.000 Mënsche geschwat, déi hiert Land do hu misse verloossen, iwwert de Floss Naf am Süde vum Bangladesch.

Grausam Noriichte komme jo iwwert de Wee vun der Press. Ob se der Wourecht entsprechen oder net, sief emol dohigestallt, mä mat Sécherheet wäerte se leider zu engem gudden Deel stëmmen. Ënner anerem geet do rieds vu Mësshandlungen duerch d'Militär. Anscheinend gouf souguer Kanner - Kanner! - bei liewegem Leif an d'oppent Feier gehäit! An Amnesty International huet behaupt, d'Rohingya géifen am Myanmar schon zënter Jore systematesch ausgegrenzt, an deem Mooss, datt ee vun engem Verbrieche géint d'Mënschlechkeet hei schwätze kann.

An d'Madamm Aung San Suu Kyi huet laang nóguckt, a mengen Ae vläicht eng Iddi ze laang, huet elo an deene leschte Woche sech méi derzou geäussert. An e klengen Hoffnungs-schimmer mécht sech jo och de Moment breet. Och d'Europäesch Unioun huet vläicht net onbedéngt an deem Dossier vun Ufank un do brilléiert.

D'Fro ass natierlech: Wéi solle mir do reagéieren? Maache mer näischt, da riskéiere mer natierlech, d'Situatioun hëllefen nach ze verschlimmeren. Op där anerer Säit mengen ech awer, déi Decisioun, déi d'Regierung elo geholl huet, fir zumindest emol déi Diskussiounen iwwert de Statut vum Pays cible ze suspendéieren, datt dat awer zu deem Moment ouni Zweifel déi richteg war.

Et dierf een dann awer och net vergiessen, datt Lëtzebuerg jo awer op der Geberkonferenz zu Genf 950 Euro (veuillez lire: 950.000 Euro) fir d'Rohingya-Kris zougesot huet. D'DP begreisst iwwregens och, datt Lëtzebuerg insgesamt an där ganzer Konfliktproblematik 1,3 Milliounen Euro als Hëllef zur Verfügung gestallt huet.

Ech wëll an deem Kontext awer och op d'Aarbecht vun der ONG Friendship hiweisen. Si hunn hei zu Lëtzebuerg, wéi hire President, de Marc Elvinger, elo kierzlech an engem „Journal“-Interview gesot huet, ëmmerhin et fäerdegbruecht, och iwwert de private Wee 130.000 Euro u private Spenden, wéi gesot, ze sammelen.

A Myanmar, och dat soll emol hei ënnerstrach ginn, dat Land ass jo awer nach wäit ewech vun engem Rechtsstat an deem Mooss, wéi mir eis et virstellen. Do gëtt zum Beispill e Véierel vun den Deputéierte vum Militär designéiert. An déi hunn och e Vetorecht. Da kann ee sech jo liicht virstellen, datt et net einfach wäert sinn, fir do d'Verfassung ëmzënnere.

Jiddefalls, eppes ass kloer: Ech mengen, besonnesch mir hei am Westen, d'industrialiséiert Länner, mussen esou Regimier kloermaachen, datt mir net do sinn, fir einfach nëmmen de Portmonni opzemaachen an d'Aen zouzemaachen, wann et ëm hire politesche Regimm geet. Dat ass eng ganz kloer Ausso, déi fir d'Zukunft nach vill méi muss gellen, a wou mer och de Courage mussen hunn, fir wa mer um Terrain do aktiv sinn, déi Responsabel dorop hinzewiesen. Jiddefalls, déi Astellung muss eis nach vill méi staark an Zukunft guidéieren.

Myanmar ass natierlech awer e ganz gutt Beispill, wéi schwéier et awer ass heiansdo, déi richteg Decisioun ze huelen. Souguer de Poopst, dee jo elo an deem Land war, huet och missen erkennen, datt iwwert de Wee vun dem Dialog net alles méiglech ass an datt en och ënner den Drock geroden ass, fir, wéi gesot, den Term Rohingya am Myanmar net kënnen ze gebrauchen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht, e puer Kommentaren ze maachen iwwert déi eenzel Zil- a Partnerlänner.

Ee Land, wat bei eis vläicht elo net gradesou am Fokus steet, dat ass de Laos - de Minister war jo elo kierzlech doënne -, wat iwwregens zënter 1997 schon en Zilland ass.

Et ass jo elo en Amendement zum véierte PIC och do ënnerschriwwen ginn. Domadder erhéicht sech eis Hëllef bis d'Joer 2020 op 75 Milliounen. Wat ganz interessant ass, dat ass jo och deen interuniversitären Austausch do téschent Jonken, déi dann natierlech och d'Méiglechkeet kréien, méi den Droit nach ze studéieren, vläicht och méi de Geescht vun engem Rechtsstat kënnen kennenzelieren, wat jo och fir esou e Land wichteg ass.

Well och do dierf ee jo awer net vergiessen, datt et alles aner wéi eng Demokratie no westlech Muster ass. Och do muss ee wëssen, datt et en Eeparteiregimm gëtt an datt d'Oppositioun regelméisseg am Exil ass, datt déi och regelméisseg och do op e Konflikt hiweist, dee vläicht elo net déi weltwäit Unerkennung fënnt, dat ass dee vun den Hmong. Dat ass eng Minoritéit, déi am Dschungel leeft. An dëst Völlek hat iwwregens am Indochina-Krich d'Fransosen ënnerstëtzt a während dem Vietnam-Krich d'USA. Dat erkläert jo och vläicht da munches.

Ech mengen, dat si Froen, déi mer awer och mussen schwätzen, wa mer offiziell Visitten an deene Länner maachen, obwohl een op där anerer Säit och muss heiansdo op positiv Elementer hiweisen. Dat Land huet sech jo awer schrittweis och méi opgemaach an deene leschte Joren. An dat beweist jo virun allem och de steigenden Tourismus.

Eent vun eise privilegiéierte Länner, an zu Recht, ass jo ouni Zweifel de Cap-Vert. 2016 hunn do eng Rei Wahle stattfonnt an et konnt een do mat Satisfaktioun feststellen, datt och déi elementar Kritäre vu Wahle respektéiert goufen. Mir hu jo och mat deem Land elo eng nei Generatioun vu PICen agelaut.

Sécher, och dat Land kennt nach extrem grouss Problemer. Ech denke virun allem och un d'Aarmut. Ronn 8,96% vun eiser APD gi jo an dat Land. Mä ech mengen, d'Relatioun grad mam Cap-Vert kann ee quasi als exemplaresch duerstellen. Do läit och nach ganz vill Potenzial. Ech denke virun allem och un den touristeschen Aspekt. Och eis national Fluchgesellschaft entdeckt dat Land jo ëmmer méi. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer och op deem Niveau aktiv ginn. Dat Land huet zéng Inseln. Néng sinn dervu bewunnt. En immensen natierleche Räichtum! Allerdéngs muss een och oppassen, datt dat Land net op eemol och eng Kéier vun engem iwwerméissegem Tourismus iwwerrannt gëtt. Et ass also wichteg, datt och

hei d'Nohaltegkeet an Zukunft wäert respektéiert ginn.

Ech wëll dann och drop zréckkommen, datt mer de 27. Juni hei jo och e Gesetz gestëmmt haten: de Projet 7107 iwwer en Accord mam Cap-Vert, wou et jo ëm de Flux migratoire gaangen ass an och déi solidaresch Entwécklung. Virun allem datt och elo kapverdiannesch Studenten, nodeems dat se hiren Unsofschloss hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, nach kënnen zwee Joer heibleiwen, fir éischt Erfahrungen am Berufsliewen ze sammelen, ass a mengen Aen och e wesentlechen an e wichtegen Aspekt vun enger gezielte, vun enger effikasser Entwécklungspolitik, well déi Leit gi mat engem gewëssenen Know-how zréck an hiert Land a kënnen also och do derzou bäidroen, datt dat Land sech weiderhi positiv entwéckele kann.

De leschten 2. November waren et 100 Joer hier, datt den deemolege britteschen Ausseminister, den Arthur James Balfour, säi berühmte Brëif jo un de Lord Rothschild geschriwwen huet, wat jo dunn d'Schafe vun engem jiddesche Stat a Palästina agelaut huet. Et war u sech déi éischt Grënnung oder déi éischt Etapp zur Grënnung vum Stat Israel. An den 29. November 1947 ass duerch eng UN-Resoloutioun, déi vun 33 State gestëmmt gi war - 13 waren der dergéint, zéng hate sech enthalen -, Palästina an en arabeschen Deel an an e jiddesche Stat opgedeelt ginn. D'Konsequenze vun där Opdeelung si bekannt. Op déi brauch ee leider net méi, oder kann ee leider net méi agoen. Mä et ass awer eng Tatsaach.

Eppes ass kloer: Déi Regioun kënn einfach net zur Rou. An dat huet natierlech och direkt Konsequenzen op eis Entwécklungspolitik. Jiddefalls, et gesäit, à court terme an ech fäerten och à moyen terme, nach net no enger definitiver Léisung an där Regioun aus. Déi definitiv Léisung ass ouni Zweifel d'Schafung vun zwee Staten.

Och Lëtzebuerg schwätzt haut offiziell vu besate palästinenseschen Territorien. Als Beispill ginn ech dann de Rapport vun 2016 iwwert d'Entwécklungspolitik un, wou dat ganz kloer esou dra vermerkt ass. An, wéi gesot, och mir hunn natierlech do gewësse Repercussiounen an eiser Entwécklungspolitik an deem Raum do ze spieren. D'DP gesäit et op alle Fall als wichteg un, datt op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 7. August 2012 déi besate palästinensesch Territorien op der Lëscht vun den Haaptpartnerlänner vun der Kooperatioun stinn.

De Cercle des ONG, dee jo a sengem Barometer eng ganz interessant Analys och vun der Problematik gemaach huet, wat virun allem d'Produiten ugeet, déi vun Israel respektiv vun de besate Gebidder an eis Regiounen exportéiert ginn, huet wéi gesot dat opgefaangen. An ech wëll insgesamt hei dem Cercle e ganz grouse Merci aussprechen, virun allem e Respekt och fir Fair Politics fir dat Dokument, wat ganz émfänglich ass, wat flott Analyse beinhaltet, an ech mengen, wat et eis och op eng Manéier méi einfach souguer mécht, fir och nach e bësse méi e kritesche Bléck op eenzel Problemer ze kréien.

Jiddefalls verlaange si, datt déi Produiten, déi an deene besate palästinensesche Gebidder hiergestallt ginn, datt déi net méi dierfen ënner dem Label „Made in Israel“ hei an eise Breede verkaaft respektiv ugebuede ginn. D'Regierung kritt och hei eng gewësse Kritik gemaach, wat d'Inkohärenz vun hirer Politik ubelaangt, well eben och eng Rei Produiten aus Israel dann iwwer Emweeër, iwwert d'Belsch an Holland, op Lëtzebuerg kéimen. Dowéinst soll dann den noutwendegen Etiquette virgeholl ginn.

Et gëtt eis dann als Regierung, net eis als Regierung, mä der Regierung virgeworf, si géif eng UNO-Resoloutioun aus dem Joer 2004 net respektéieren.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Graas, géift Der erlaben, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. Gusty Graas** (DP).- Jo, selbstverständlich.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Madamm President. Här Graas, Dir hutt elo do developéiert vun deene Produiten, déi aus deenen ëmstriddenen Territoiren do kommen.

Ech wollt lech just froen: Wéi konsequent ass do d'Haltung vun der DP? Bezitt sech dat elo nëmmen op déi do Territoiren oder sidd Der der Meinung, datt aner Territoiren, déi am Laf vun der Zäit vun anere State besat goufen a vun deenen och Produiten ënner dem Label vun deem Stat verkaaft ginn, och missten dorënnerfalen? Ech zitieren d'Beispill China/

Tibet, d'Tierkei/Nordzypem, Marokko mat der Westsahara. Wéi ass do d'Positioun vun der DP, wat d'Produiten aus deene Regiounen ugeet?

Villmools Merci.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Also eppes ass kloer: Datt déi Problematik sech selbstverständlich net nëmmen op d'Territoiren a Palästina limitéiert.

Dir hutt anerer ugeschwat. Ech weess zum Beispill ënner anerem, wat den Tibet ubelaangt, do sinn an der Zäit emol ëmmer gewëssen Initiative geholl ginn, fir de Fändel an de Gemengen opzuehänken, fir och op déi Problematik hinzewiesen. Ech weess och, datt do Leit aus menger Partei domat sympathiséiert hunn.

Natierlech kann een elo net hei op de Fong vun all deene Froen do agoen, déi Der mer elo hei gestallt hutt. Mä nach eng Kéier: Ënner dem Stréch soll selbstverständlich déi heiten Approche sech net nëmmen op deen Territoire hei limitéieren. Wann nogewise gëtt, datt hei Mënscherechtsverletzungen stattfannen op deene Gebidder, datt hei elementar rechtsstaatlech Kritären net respektéiert ginn,...

(*Interruption*)

...da kann ech mer kaum virstellen, datt meng Partei do géif abseits stoen.

(*Interruption par M. Roy Reding*)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Wann ech gelift, wëllt Der eng Fro stellen?

► **M. Roy Reding** (ADR).- Neen, ech wëll e Constat maachen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Neen, et ass gutt, dann...

► **M. Roy Reding** (ADR).- Mënscherechtsverletzungen an der Tierkei.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, et ass gutt. Den Här Graas huet elo eleng d'Wuert.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Wa mer natierlech géifen de Volet vun de Mënscherechtsverletzungen iwwert dee ganze Planéit ausdeenen, da misste mer déi Lëscht natierlech nach vergréisseren. Dat ass evident.

Nach eng Kéier: Ënner dem Stréch, wat wichteg ass, ass, datt déi Problematik zur Diskussioun steet. An dierfir nach eng Kéier wëll ech op de Barometer hei zréckkommen. Ech fannen et richteg, datt dat och hei thematiséiert gëtt. Ëmsou méi elo en neie Moment an deem Sënn och agetrueden ass. Et soll nämmlech eng sougenannt schwaarze Lëscht vun Entrepreneuren opgestallt ginn, déi um palästinenseschen Territoire aktiv sinn. An zwar kënn déi vun der UN-Mënscherechtskommissioun, wat jo awer net dat mannst Gremium ass, déi schon am März 2016 eng Datebank iwwert déi Entrepreneuren gefuereert huet.

International ginn déi Siidlunge jo am Westjordanland gréisstendeels als illegal ugesinn. Déi Lëscht soll an e puer Woche publizéiert ginn. Kee Wonner, datt d'Amikaner sech do schon dergéintgestäipt hunn. Kee Wonner, datt an Israel eng relativ Onrou ausgebrach ass. Anscheinend solle ronn 150 Firmen op där Lëscht do stoen.

An et sinn och eng Rei westlech Diplomaten, déi domat, mat där Virgeewis natierlech net d'accord sinn. An d'US-Botschafterin Nikki Haley huet, wéi gesot, schon ugedréit, datt d'USA géifen aus dem UN-Mënscherechtsrot austrieden, wann Israel an Zukunft nach ëmmer esou verstärkt géif am Viséier stoen.

Dat wier natierlech och op eng Manéier ze bedauern. D'USA sinn elo eréischt aus der Unesco ausgetrueden. Dowéinst ass et also wichteg, datt mer hei och mat enger gewëssener Serenitéit un déi ganz Problematik eruginn. An et dierf een natierlech net ignoréieren, datt sech dorauer kann awer och e gewëssene politeschen Zündstoff an deenen nächste Wochen a Méint entwéckelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och schon hei gesot ginn: D'Zuel vun eisen Zillänner geet jo elo vun néng op siwen zréck. Den El Salvador an de Vietnam sinn elo net méi direkt en Zilland, mä, wat awer richteg ass, dat ass, datt mer eis Kooperatioun, eis Relatioun mat deenen zwee Länner op kee Fall wäerten elo ënnerbriechen oder ausfale loossen. Ech mengen, et sinn zwee Länner, déi nach wie vor op eis Hëllef ugewise sinn. An et ass och wichteg, datt mer vläicht um ekonomesche Wee do nei Relatioun mat deene Länner hierstellen, fir hinnen och an Zukunft déi néideg Ënnerstëtzung ze ginn. Et



däerf ee jo och net vergiessen, datt mer hei zu Lëtzebuerg och nach eng Rei ONGen hunn, déi an deenen zwee Länner ganz aktiv sinn.

Da muss ee sech natierlech zu deemem Zäitpunkt Gedanke maachen: Wa mer vun neng op siwen zrëckginn, wou kënne mer an Zukunft nei Partner fannen, wou kënne mer nei Pays cibles ausweisen? An de Minister huet jo a senger Ried schon e puer Pisten opgezeechent, a wéi eng Richtung datt et ënner anerem kéint goen. Ech mengen, den afrikanesche Kontinent ass ouni Zweifel een, dee sech direkt och opdrängt.

Wa mir natierlech wellen um Terrain weider eis Aarbecht zousätzlech presentéieren, dann ass et och wichteg, datt een Aspekt muss ëmmer méi garantéiert ginn: Dat ass dee vun der Sécherheet. An och do huet een elo festgestallt, wann een de Budget analyséiert, datt jo zousätzlech Kreditter virgesi sinn, fir d'Sécherheet um Terrain vun eise Leit do ze garantéieren. Ech denken hei virun allem um de Mali. Ech denken um de Burkina Faso. Leider, wéi gesot, si vill vun eise Mataarbechter, déi an deene Länner engagéiert sinn, gewëssene Geforen ausgesat. An dowéinst ass et wichteg, datt mir déi néideg Moosnamen huelen, fir datt hir Sécherheet maximal muss garantéiert sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wichteg ass awer och d'Kooperatioun - an et ass hei schon ënnerstrach ginn an vum Minister -, d'Kooperatioun an internationalen Organisatiounen a virun allem natierlech och mat der EU. Ech wëll als Beispill hei de Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme nennen, dee jo 2002 gegrënnt gouf. Ech hat elo d'Chance, zesumme mat dem Kollege Edy Mertens a mat der Kollegin Cécile Hemmen, a Marokko do Projeten - op Initiativ, wéi gesot, vum Charles Goerens, dee Vizepräsident ass vun den Amis du Fonds mondial hei aus Europa -, kënne verschidde Projeten ze analyséieren an do feststellen, datt déi Investissemter, déi do gemaach ginn, awer och wierklech hir Friichten droen, wéi zum Beispill aktiv géint de Sida respektiv och géint d'Tuberkulose virgaange gëtt, datt do um Terrain gekuckt gëtt: Wéi kënne mer dat an deem Land verstärkt aschränken? A Marokko, dee sech ouni Zweifel do um Niveau vum Maghreb zu engem vun de féierende Länner entwéckelt huet, wat d'Bekämpfung vun deene Fleauen do ubelaangt.

Dowéinst ass et och ze begrëssen, datt an dem Zäitraum vun 2017 bis 2019 Lëtzebuerg wäert 8,1 Milliounen Euro an dee Fong do abezuelen. Domadder si mir jiddefalls och ee vun deene gréissten Donateuren. Et ass vläicht eng Aarbecht, déi munchmol ënnerschat gëtt. Mä et däerf ee jo net vergiessen, datt awer ëmmer direkt Relatiounen bestinn tëschent deenen Epidemien, déi an deene Länner ausbriechen, an och eis. Duerch d'Migratioun entstinn natierlech do leider ganz vill Problemer, och bei eis hei.

Virun allem ass awer och eis Kontributioun, déi mer um Niveau vun der EU leeschten, vu ganz grousser Importanz. Et däerf een net vergiessen, datt mir als klengt Land eis mussen ëmmer an eng grouss Struktur matabannen. Wéi kënne mer, wéi gesot, do nach vill méi effikass eis Hëllef leeschten? Dat ass an deenen Zäiten och besonnesch net vu Muttwëll, wat d'Europäesch Unioun ubelaangt. Et muss een ëmmer erëm hei ënnersträchen, et ass extrem ze bedauern, datt d'Europäesch Unioun ënner engem gewëssenen Imageverloscht leit. Mä da muss een och emol eng kéier no baussen dat erëm eng kéier kloer an daitlech soen: Wann et wierklech eng Struktur gëtt, déi ganz geziilt, ganz effikass Entwécklungspolitik mécht, dann ass et eben d'Europäesch Unioun. Ee Message, deen een net of genuch kann, wéi gesot, hei ënnersträchen.

Et gëtt jo elo op EU-Niveau och diskutéiert: Wéi kënne mer en neien europäesche Konsens festhalen, dee jo datéiert vun 2005? (veuillez lire: deen aktuelen datéiert jo vun 2005) Och hei ass e gewëssene Richtungswissel, dee sech ukënnegt. Prioritært Zil ass natierlech d'Bekämpfung vun der Aarmut. Mä d'Europäesch Unioun muss hei ouni Zweifel nach wie vor eng féierend Roll iwwerhuelen. Well wie soll se soss iwwerhuelen?! Wann ee gesäit, wat an Amerika an deene leschte Méint lass ass, da kann ee sech vun där Sait jiddefalls op deem Niveau net méi allze vill erwaarden.

An dowéinst kommen ech och ganz séier zum Post-Cotonou. Och do sinn d'Diskussiounen elo amgang. Ech mengen, datt sinn déi Relatiounen, déi d'Europäesch Unioun mat deenen 79 AKP-Staten huet. Do leeft jo den Accord 2020 aus. An d'nächst Joer wäerten dann och déi éischt Negociatiounen ulafen, wéi dee ka

verbessert ginn. Och do si jo nei Iwwerleungen am Spill, wéi deen Accord-cadre soll ausgesinn. Et soll a Richtung méi vu regionalen Accorde goen. Ech mengen, mir gesinn dat och als eng positiv Entwécklung, wat am Fong geholl d'Méiglechkeet gëtt, fir nach méi geziilt an einzelne Länner Entwécklungshëllef ze leeschten.

Jiddefalls däerf et net zu engem Echech komme vum Post-Cotonou, well soss riskéiert d'Welt, eng nei Katastroph leider kennenzeléieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Entwécklungspolitik schwätzen, dann hu mer natierlech ganz séier e Lien och zur Migratiounspolitik gemaach. Zënter Jore muss mer jo erliwien, datt besonnesch d'Mittelmier regelméisseg Tragedie liwwert an datt do schon Dausenden an Dausende vu Leit hiert Liewe verluer hunn. Den Dram jiddefalls vu bessere Perspektiven dreift déi Leit am Fong geholl aus hirer Heemecht fort, an der Hoffnung, bei eis kënne e bessert Liewen opzebauen. Wéi d'Realitéit ausgesäit, dat erliwue mer jo praktesch och all Dag.

Jiddefalls, d'Flüchtlingsproblematik, a mir kënne se net trenne vun der Entwécklungspolitik, dat ass ganz evident, déi wäert eis och an deenen nächste Joren, an ech fäerten och an deenen nächste Jorzéngte ganz staark beschäftegen, ënner anerem eben och duerch de Klimawissel. Dat ass och schon hei e puermol ënnerstrach ginn, zu Recht gesot ginn, datt et Länner gëtt, déi an noer Zäit ganz schlëmm ënnert dem Klimawissel wäerten ze leide kréien, wat als Konsequenz huet, datt nach vill méi Leit sech op de Wee a Richtung vun Europa maachen.

Mir hunn natierlech als Europäesch Unioun do eng Rei Moosname getraff, fir u sech dee Flux migratoire nach besser an de Grëff ze kréien, ënner anerem d'Ofmaachung mat der Tierkei. An och do muss een erëm eng kéier op deen negative Rôle vun den USA hiweisen, déi jo net méi spéit wéi elo gësch oder virgëschter decidéiert hunn, aus dem UNO-Flüchtlingsaccord auszotrieden. Dat ass extrem ze bedauern.

D'Migratioun huet och an deene leschte Wochen oder Méint eng zousätzlech negativ Konnotatioun kritt. An zwar ass jo elo bekannt ginn, datt virun allem a Libyen e Sklavenhandel entstanden ass mat Migranten. Dat Schlëmmst, wat engem Mënsch am Fong geholl ka widderfueren! Dann ass net méi e Minimum vun Dignitéit do. Dann ass de Minimum vun Dignitéit net méi respektéiert. Ech wëll drop hiweisen, datt den 2. Dezember 1949 schon d'Generalversammlung vun der UNO decidéiert hat, duerch eng Resolutioun de Mënschenhandel ze verbidden. Et schéngt mer, wéi wann eng Rei vu Länner dat bis haut nach ëmmer net matkritt hätten.

Dat war jo och elo en Thema um EU-Afrika-Sommet zu Abidjan. A Libyen spillt natierlech an där ganzer Problematik ouni Zweifel eng ganz wichteg Roll. D'EU huet et dann och fäerdegbruecht, mat Libyen zesummen, obwuel jo och do keng stabill Regierung ass, zumindest eng gewësse Kontroll vun de Küsten am Mëttelmier do ze respektéieren. An och d'Schlepper hunn et ouni Zweifel elo an der leschter Zäit méi schwéier kritt.

Allerdéngs, wann ee weess, datt do zu Tripolis, haaptsächlech an där Géigend, Dausenden an Dausende vu Migranten a Lageren ënner menschenwidrige Konditiounen mussen wunnen, dann ass et wichteg, datt do gehollef gëtt. An duerfir muss een dat och hei ënnersträchen, datt zum Beispill e Land wéi Marokko sech elo bereet erkläert huet, fir Fligeren zur Verfügung ze stellen, fir datt déi Leit kënne ausgeflü ginn. Wouhin? An den Niger oder an den Tschad. Dat ass schon exceptionell, muss ee soen: zwee Länner, déi selwer ganz hannen op der Lëscht vun deenen ärmste Länner stinn. Se sinn awer bereet, trotzdem, en Effort ze maachen an och Flüchtlingen opzehuelen. Et wier vläicht net schlecht, wann Einzelner an eise Géigende sech dat och emol eng kéier géifen zu Häerz huelen.

Mir wäerten um Niveau vun afrikanesche Kontinent ouni Zweifel nach gréisser Problemer kréien, wann ee bedenkt, dass bis d'Joer 2050 d'Populatioun sech wäert op 2,5 Milliarden erhéien. Wann also d'Situatioun net verbessert ginn, an dat kann nëmme mat der Hëllef vun der Europäescher Unioun geschéien, da wäert d'Situatioun sech ouni Zweifel nach verschlechteren an da wäert dee Stroum vu Migranten nach vill, vill méi grouss ginn.

Et muss een allerdéngs hei soen, datt sollte jo 1,4 Milliarden aus dem EU-Budget zur Verfügung gestallt ginn. Och solle jo legal Areesméiglechkeeten an d'EU fir eng Formatioun oder e Studium an Europa fir jonk Afrikaner geschafe ginn. Mä dat waren Hoffnungen, déi opkomm sinn. Leider huet awer de Sommet net dat bruecht. An déi Iddien, déi hei u sech

virgestallt gi waren, sinn elo net ëmgesat ginn. An dat ass méi wéi bedauerlech!

De franséische Schrëftsteller Jean-Marie Gustave Le Clézio, deen 2008 de Literatur-Nobelpreis kritt huet, deen huet kierzlech eng kéier Folgendes geschriwwen: «La migration n'est pas, pour ceux qui l'entreprennent, une croisière en quête d'exotisme, ni même le leurre d'une vie de luxe dans nos banlieues de Paris ou de Californie. C'est une fuite de gens apeurés, harassés, en danger de mort dans leur propre pays. Pouvons-nous les ignorer, détourner notre regard?» Ech mengen, déi Fro do muss ee mat engem ganz kloren Nee beäntwerten.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, 93 Associatiounen sinn de Moment am Cercle des ONG ageschriwwen. Ech hat virdu scho kuerz drop higewisen: Et ass extrem wichteg, datt mer déi Struktur hei zu Lëtzebuerg hunn. An dat soll een net einfach esou soen, dat ass net einfach e Klischee, deen een hei vu sech gëtt, et ass immens louabel, wéi vill Leit, Dausende vu Leit kann ee soen, hei zu Lëtzebuerg sech um Niveau vun ONGen engagéieren. Och dat beweist jo awer e gewëssenen Espirit, deen an eisem Land do ass, contrairement zu deem, wat heiansdo gäre behaupt gëtt. An et kann een dat nëmme ënnerstetzen.

An ech ginn och esou wäit, datt mir als Politiker, datt d'Politik och verpflichtet ass, fir dat gutt ze encadréieren. Dat wäerte mer jo och herno maachen duerch eng Modifikatioun vum Gesetz. An et däerf ee jo och net vergiessen, datt ronn 16% vun der APD un d'ONGe ginn. Mir sollen eis also glécklech schätzen an deemem Land, datt mer esou vill engagéiert Leit hunn.

Ech mengen, d'ONGe sinn och déi bescht Missionären dobaussen, beim Public, bei de Leit um Terrain. Déi beschten -, an dat ass net, fir elo dat negativ ze gesinn -, déi beschte Publicitéitscampagnen, déi vläicht vu staatlecher Sait aus gelescht ginn, sou luewenswäert se och sinn, hu mat Sécherheet net deen Effet, an dat ass och elo net klischeehaft gesot, wéi Bazaren, wéi aner Manifestatiounen, wou sech fir d'Problematik engagéiert gëtt.

Dowéinst och do den ONGen e ganz, ganz grouss Merci. Si droe mat Sécherheit derzou bäi, datt och d'Bewosstsinn fir déi ganz Problematik hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer héichgehale gëtt. Duerfir och nach eng kéier, wat de Barometer Fair Politics ubelaangt, e grouss Merci.

Ech wëll och do nach e leschte Punkt opgräifen, deen awer eng ganz grouss Wichtigkeet huet. Dat ass dee vun de Konfliktmineralien. Déi concernéiert Metaller si jo Tantal, Zénk, Wolfram a Gold, déi jo an allen Apparater benotzt ginn, déi mir alleguerten och hei gebrauchen, sief dat Smartphones, sief dat den Auto, sief dat PCen an esou weider. Mä kaum, kaum ee mécht sech Gedanken, an ech mengen, et soll ee sech selwer do net ausschléissen, iwwert dat, wat awer wierklech entstoe muss, fir datt eben esou e Produit kann hiergestallt ginn, wat awer och do dermat alles verbonnen ass. An duerfir ass et och gutt, datt déi Problematik hei ëmmer méi zur Sprooch kéint. An et gi jo och u sech elo éischt Initiativen, fir d'Gewönnung vun deene Konfliktmineralien no méi sozialen a mënschewierdege Kritären ze regelen. Bon, de Cercle schwätzt zwar hei nach vun engem Compromis boiteux. Richtig ass, datt nach munches do och ze maache bleift. A Fair Trade gëtt jo och net midd, dat hei ze thematiséieren.

Et muss een och drop hiweisen, datt eng grouss Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg, fir d'Post net ze nennen, entre-temps jo et en „fair phone“ op de Maart bruecht huet. Also, et gëtt och do scho Méiglechkeeten, fir datt de Konsument sech méi där Problematik bewosst ass.

Jiddefalls misst um internationalen Niveau vläicht en Aktionsplang ausgeschafft ginn, deen net nëmme fir d'Länner aus der UNO géilt, mä deen natierlech awer och vun de multinationale Firme misst respektéiert ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech kann een hei net op all Detail vun där ganzer Problematik agoen. Natierlech kann een net alles aus dem Rapport belichten. Et versicht een, esou wäit wéi méiglech déi wesentlechste Aspekter hei ze kommentéieren an och ze belichten. Jiddefalls, eppes ass ganz kloer: Wa mer gäre Friden op deser Welt hätten, an ech gi jo dervun aus, datt keen dat net wëllt, da geet dat nëmme iwwer eng effikass Entwécklungspolitik. Och däss muss mer eis ëmmer méi bewosst sinn.

Et ass ausser Fro, datt virun allem déi héich industrialiséiert Länner, an dozou gehéiert mat Sécherheet och Lëtzebuerg, nach zousätzlech Effort mussen maachen. Ech mengen, datt mer als Politiker do déi, jo, déi verdammte Flicht hunn, och an Zukunft ze reagieren an eis verstärkt ze engagéieren. Wa mer dat net maa-

chen, brauche mer eis och net ze wonnen, wa mer d'Retourkutsch eng kéier wäerte kréien.

Ech wëll jiddefalls ofschléissend, am Numm vun der Demokratescher Partei, der Regierung an hirer Politik weiderhin eis Ennerstetzung aussprechen, am Spezifischen dem Minister Romain Schneider, deen an eisen Aen eng exzellent Aarbecht mécht, deen de Mëtten och eng ganz engagéiert Ried hei virbruecht huet. Mir wëssen, datt hien déi Problematik ganz eescht hält.

Jiddefalls, Här Minister, d'Demokratesch Partei steet hannert deene Beméiungen. A mir soen lech duerfir Merci fir deen Asaz a wäerten lech och an Zukunft an deem Sënn ënnerstetzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*). - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, mat schéiner Regelméissegkeet féiere mer all Joer hei an der Chamber eng Debatt iwwert d'Entwécklungspolitik an iwwert d'humanitär Hëllef.

An ech hu scho méi oft d'Geleeeheet gehat, fir fir déi gréng Fraktioun deen Debat hei ze féieren. An ech fänke mat deeneselwechte Wieder u wéi de Marcel Oberweis: Et ass een Exercice, deen ech gäre maachen. Kooperatiounspolitik ass e Sujet, dee menger Partei a mir selwer scho säit Laangem ganz wichteg ass an och um Häerz läit.

D'Kooperatiounspolitik ass vill méi wéi eng Mesure, fir eist Gewëssen ze berouegen, vill méi wéi e positiven Nation Branding fir e klengt Land mat enger grousser Finanzplaz. Eng gutt Kooperatiounspolitik bréngt den Zilänner eppes an hëlleft virun allem de Populatiounen, un déi se geriicht ass.

déi gréng sinn der Meenung, datt eis aktuell Regierung, wéi och déi Regierunge virdrun, eng gutt Kooperatiounspolitik mécht. An duerfir wëll ech och schon direkt am Ufank vu menger Ried feststellen, datt déi gréng d'Kooperatiounspolitik vun deser Regierung, vum Minister Romain Schneider guttheeschen an ënnerstetzen.

De Minister huet vill Detailbeispiller bruecht. Hien huet vill méi Informatiounen a Wëssen, wéi mir et kënne hunn. Ech wëll déi véier wichteg Punkten awer ervirsträchen, déi mir deelen.

Mir deele weiderhin d'Vue, datt d'Kooperatiounspolitik als éischten Objektiv huet, fir d'Aarmut op der Welt ze bekämpfen. Zweetens, mir ënnerstetzen d'Zil, fir 1% vun eisem Revenu national brut an des Aufgab ze investéieren. Drëttens, mir ënnerstetzen weiderhin, datt d'Hëlfe, fir d'Migratiounsstréim ze géieren, net op de Budget vun der Kooperatiounspolitik ginn. An dat obscho mer natierlech ee staarke Lien tëschent Aarmut a Migratiounswellen erkennen an net ofstreiden. A véiertens, mir ënnerstetzen a betounen, datt et wichteg ass, datt eis Kooperatiounspolitik keng Aide liée ass. Dat heescht, datt d'Marchéen, déi am Kader vun de Kooperatiounsprojeten ausgeschriwwen ginn, sech net op just d'Lëtzebuerger Betriber limitéieren, mä transparent an international ausgeschriwwen ginn, fir esou optimal dem Objectif vun der Aarmutbekämpfung zeguttzecommen.

Eng gutt Kooperatiounspolitik zeechent sech duerch munch Charakteristiken aus. Virun allem, an dat ass och scho bal vu jiddwerengem gesot ginn, ass et wichteg, datt mer kohärent an eisem gesamte politeschen Handele bleiwen. Ech mengen, datt mer am 21. Jorhonnert net méi mat dem sougenannte Silosdenke vun der Plaz kommen, mä datt mer eis mussen bewosst sinn, datt alles an engem Kreeslaf organiséiert ass a fonctionnéiert. De Minister huet duerfir och vun transversale Projete geschwat.

Wa mer Kooperatiounspolitik soen, da mussen mer och Handelspolitik matdenken. Et gehéiert och Sécherheetspolitik derzou, Migratiounspolitik, Finanzpolitik an esou weider. An och d'Klimapolitik ass enk mat der Kooperatiounspolitik verlinkt.

Wat déi international Handelspolitik ugeet, sou mussen mer feststellen, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, déi sozial an déi environmental Komponent, d'Emweltkomponent, mat an den Handel an d'Handelsaccorden dranze kréien.

Eng partiell Äntwert op d'Defiziter vun der Handelspolitik ass d'Fair-Trade-Bewegung. An esou wëll ech dann och vun der Geleeeheet profitéieren, fir Fairtrade Lëtzebuerg fir 25 Joer Engagement ze felicitéieren. 25 Joer Enga-



gement, déi derzou gefouert hunn, datt bal 30% vun de Bananen, bal 20% vun de Rousen a leider nach nëmme 6% vum Kaffi hei zu Lëtzebuerg ënnert dem Label Fair Trade verkaaft ginn. An ech sinn och frou, datt am Beräich Textilien an Zukunft wäerte méi Ustrenge gemaach ginn, well do wësse mer, datt souwuel den Ubau vum Kotteng wéi och d'Produktionskonditiounen vun de Kleeder derwärt sinn, méi kritesch ënnert d'Lupp ze geholl ze ginn.

Dësen Engagement vun TransFair huet derzou gefouert, datt 90% vun de Leit hei zu Lëtzebuerg de Fair-Trade-Label kennen. An dësen Engagement huet och derfir gesuergt, datt mer hei an der Chamber endlech eng TransFair-Chamber gi sinn. Merci duerfir dem Här President. Merci awer och dem Kollege Henri Kox, deen do kräfteg gehollef huet drécken, fir dat Resultat ze kréien, wat mer haut hunn.

#### (Interruption)

A laut enger TNS-ILReS-Émfro vun 2016 sinn 90% vun de Clientë vu Fair-Trade-Produiten hei zu Lëtzebuerg zefridde Clienten. Ech ginn der-vun aus, datt mer an der Chamber op en äänlechen Zefriddenheetswärt kommen. A wann dat haut nach vläicht net esou ass, da wäert dat awer vläicht muer schonn esou sinn oder iwwermuer. Ech ginn d'Hoffnung op alle Fall net op.

Mir gesinn de Fair-Trade-System als ee positiven Entwicklungsprozess, mä net als Allheilmittel. Si gesi sech och selwer net als Allheilmittel.

Wirtschaftlech, weltwirtschaftlech Problemer, déi duerch eng ongebremste Globalisierung ausgeléist ginn, mussen zesumme vun allen Akteuren an der Politik, an der Wirtschaft, mat den ONGe geléist ginn.

Mir géifen eis wënschen, datt mer enges Daags kee Fair-Trade-Label méi géife brauchen, well dee gesamte Welthandel méi fair, méi sozial a méi émweltgerecht gi wier. Mir ginn awer der-vun aus, datt dat nach net esou schnell wäert geschéien. A mir wënschen der Equipp vu Fair-Trade Lëtzebuerg och fir déi nächst 25 Joer vill Kraaft, Énergie an Erfolleg a mir sécheren hin-nen eis Ennerstëtzung zou.

Madamm Presidentin, fir eis ass et gutt a richtig, datt déi Lëtzebuergesche Entwécklungspolitik ëmmer enk an d'Menscherechtsfro gekoppelt ass. Et gëtt keng nohaltege Entwécklung vun enger Gesellschaft, wann d'Menscherechter ausser Uecht gelooss ginn. An der Kooperatioun ass dëst méttlerweil eng allgemeng Weisheet. D'Rechter vun de Leit kënnen net lassgeléist vunenee betruucht ginn. Wéi soll et och anescht sinn?

Wéi kënnen mer zum Beispill de Gesondheits-secteur an engem Land promovéieren, ouni dobäi och d'Chancéglichheit an de Fraen hir Gesondheet an hir sexuell a reproduktiv Rechter ze stäerken? Och an den nohaltegen Entwécklungsziler vun der UNO gouf dës Vernetzung erkannt. E kuerze Bléck op d'nohaltege Entwécklungsziler mécht dättelech, datt d'Promotioun vun de Menscherechter en zentraalt Element vun der haiteger Entwécklungspolitik ass oder op d'mannst misst sinn.

Mir freeën eis duerfir och ganz besonnesch driwwer, datt eng Menscherechtsapproche och de Wee an eist Kooperatiounsgesetz fonnt huet, an zwar am neie Gesetz, beim Taux de cofinancement fir d'ONGen, wat mer no dëser Debat wäerten diskutéieren a stëmmen. Obwuel an Zukunft beim Kofinanzement en Ennerscheid gemaach gëtt tëschent PMA, also Pays les moins avancés, an Net-PMA, wat och richtig ass, wäerten d'Projeten, déi sech mat den Droits de la personne beschäftegen, mam maximalen Taux vun 80% vum Stat kofinanzéiert ginn. An dëst ebe just onofhängeg dervun, ob dës Projeten an engem PMA sinn oder net.

Op d'mannst an eiser, der westlecher Welt ass de Prinzip vun de Menscherechter d'Fundament vun dem demokrateschen Fonctionnement vun eisem Stat a vun eiser Justiz. D'Biergerinnen an d'Bierger sinn duerch verschidde Mechanismen an Institutionen, wéi zum Beispill dem Europäesche Geriichtshaff, viru méiglechen Abuse vis-à-vis vun hire Menscherechter geschützt. Rechter, déi mir hei zu Lëtzebuerg als selbstverständlech empfangen, sinn an anere Regione vun der Welt awer leider oft nach ëmmer e Luxus.

Laut dem rezente Weltbildungsrapport vun der Unesco sinn am Joer 2015 zum Beispill 260 Milliounen Kanner a Jugendlecher net an d'Schoul gaangen a vun dëse Kanner waren 61 Milliounen am Grondschulalter. „Jiddwereen huet e Recht op Educatioun. Eng elementar Educatioun soll fir jiddweree gratis zougänglech sinn a si soll och Pflicht fir jiddweree sinn.“ Esou steet et am Artikel 17 vun der Universalen Menscherechtsdeklaratioun vun der UNO aus dem Joer 1948. Och haut, bal 70 Joer

no der Verfaassung vun dëse Wieder, huet dës Menscherechtscharta näischt un hirer Bedeitung verluer. Ganz am Géigendeel!

Grënn fir déi héich Zuel vu Kanner ouni elementar Educatioun gëtt et vill an ee Grond ass ouni Zweifel d'Aarmut. Laut der Unesco feele weltwäit 39 Milliarden US-Dollar, also ongeféier 33 Milliarden Euro, fir jiddwereengem eng héichwärtig a chancégerecht Bildung kënnen ze erméiglechen. Et gëtt selbstverständlech awer och nach eng sëllegen aner Grënn, fir-wat 260 Milliounen jonk Leit am Joer 2015 net an d'Schoul gaange sinn:

D'Kanner liewen a Konfliktregionen. Wou ginn d'Kanner a Syrien, wou ginn d'Kanner am Jemen an d'Schoul? Si hunn eng Behënnerung. Si ginn an engem fréien Alter bestuet. Si si Meedercher, dat geet schonn heiansdo duer. Si goufen Affer vun enger Naturkatastroph. Si mussen schaffen. Si hu keen Zougang zu adequate sanitäre Strukturen oder si wuessen an-zwousch op, wou et net genuch Léierpersonal oder schoulesch Strukturen gëtt. A ganz oft sinn et gläich e puer vun dëse Grënn, déi derzou féieren, datt et engem Kand net méiglech ass, fir kënnen oder dierfen an d'Schoul ze goen. D'Violatioun vum Recht op eng elementar Educatioun ass a ville Fäll mat der Violatioun vun engem oder souguer e puer anere Menscherechter verbonden.

Léif Kolleginnen a Kollegen, mam Beispill vun der Educatioun hunn ech probéiert ze veranschaulichen, datt d'Kooperatiounsziler bal ëmmer och mat Ziler am Beräich vun de Menscherechter verbonden sinn. Wa mer wëllen an engem Partnerland eng Schoul opbauen, da mussen mer och d'Émfeld matabezéien. Et geet net duer, datt mer Mauere bauen a Schoulbicher kafen.

D'Beispill vum Recht op eng elementar Educatioun ass e Menscherecht, dat souwuel an de Millenniumsziler, do als Zil Nummer 2, stoung wéi och an den nohaltegen Entwécklungsziler festgehale ass, weist awer och, datt et a ville Beräicher nach vill ze maache gëtt.

D'Educatioun ass keent vun deenen dräi transversalen Ziler vun der Lëtzebuergescher Kooperatioun. An awer sinn ech der Meenung, datt och d'Educatioun en Domän ass, an deem d'Lëtzebuergescher Kooperatioun eng gutt a richtig Aarbecht leescht. Am Joer 2016 hu mer méi wéi 13% vun eisem Kooperatiounsbudget, ganzer 47 Milliounen, fir d'Educatioun ausginn an dovunner hu mer bal 11 Milliounen an d'Educatioun de base investéiert.

Eis Kooperatiounsagence LuxDev huet op 20 Projeten an der Educatioun an an der Formation professionnelle geschafft an dëst an eefel verschiddene Länner.

Ee Beispill fir dës gutt Aarbecht sinn déi zwee Kompetenzzentren, déi am Kader vum Projet Kosovo15 gebaut goufen. An dëse Kompetenzzentren kréie jonk Leit eng héichwärtig Léier, während där se och direkt mat der Berufswelt a Kontakt kommen. Dat ass awer net alles. De Projet schafft och dorunner, datt d'Diplomer, déi dës Studenten a Studentinnen kréien, deenen europäesche Qualitätskritäre gerecht ginn. En aneren, och ganz wichtige Punkt: Et gëtt elo schonn dru geschafft, datt déi zwee Kompetenzzentren nach virum Enn vum Projet wäerten op eegene Bee stoen, fir datt se net mussen ophalen, wann de Projet zu Enn geet, mä sech selwer kënnen finanzéieren.

Madamm Presidentin, et wiere sécher nach vill aner positiv Beispiller aus alle Beräicher, déi ech hei kéint opzielen. Mir sinn um richtige Wee an der Kooperatiounspolitik. An dat ass och international unerkannt. Am AidWatch-Rapport vun der Europäescher ONG CONCORD gëtt Lëtzebuerg weinst dem Betrag, dee mer an d'Entwécklungszesummenaarbecht stiechen, fir seng Performance gelueft. D'CONCORD begreist ausserdeem, datt mir déi Suen, déi mir hei am Land fir d'Flüchtlingen ausginn, net als Entwécklungshëllef budgetiséieren. A gelueft gi mer och, well mir eis un d'Virgab vun der OECD halen, wat eis Ausgabe fir d'PMAen ugeet.

Flott fannen ech an dësem Rapport och, datt e veranschaulicht, datt Lëtzebuerg net probéiert, e Geschäft mat der Kooperatiounspolitik ze maachen. D'Coopération liée ass bei eis, wéinstens an der Majoritéit vun de Parteien, keen Thema. Dat ass wichtig a richtig. Dat wëll natierlech net heeschen, datt mir net och mat der Entwécklungshëllef eng gewësse Promotioun vun ekonomeschen Interesse vun eisem Land maachen, mä dat op eng relativ propper an transparent Aart a Weis, an net ënner enger neokolonialer Approche, wéi dat vun enger Minoritéit vu räichen, wäissen, heterosexuelle Männer hei am Land heiansdo verlaangt gëtt.

Zwee an eisen Ae positiv Beispiller, fir de Privatsektor anzubannen, sinn: Business Partnership Facility, déi de Minister Romain Schneider am Abréil 2016 fir Lëtzebuerg agefouert huet; ään-

lech Initiative gëtt et a villen aneren europäesche Länner. Den 1. März 2017 ass dës Initiative an eng zweet Ronn gaangen. De Minister huet virdu gesot, acht, am Text stoung néng, also et ginn eng acht oder néng Projeten am Moment.

An en zweet positiv Beispill, mat méi enger grousser Resonanz nach fir Lëtzebuerg, ass bestëmmt d'Mikrofinanz, wou Lëtzebuerg ee Centre d'excellence ginn ass. Een Drëttel vun all den Investmentvehikelen an der Mikrofinanz weltwäit sinn zu Lëtzebuerg domiciliéiert a representéieren d'Halschent vun allen „actifs sous gestion“ weltwäit, heescht et aus dem Kooperatiounsministère an huet de Minister och wuertwärtlech esou de Mëtteg nach eng Kéier gesot.

D'Iescht Woch ass fir d'aachte Kéier den Europäesche Präis vun der Mikrofinanz iwwerreicht ginn, och dat ass schonn de Mëtteg erwänt ginn. Dës Initiative léisst de Lëtzebuergesche Stat sech 100.000 Euro kaschten, dëst Joer souguer 120.000 Euro. A wann een de Palmarès vun de Gewënner vun dësem Joer a vun deene Jore virdu liest, da kann een éischters dës Initiative just begräissen an zweetens gëtt een och eppes iwwert d'Mikrofinanz gewuer, wat dat heescht: Mikrofinanz.

Dëst Joer huet zum Beispill eng mexikanesch Kreditgenossenschaft dee Präis kritt, déi 2016 engem 2.129 Leit mat insgesamt 73.435 Euro gehollef huet, hir Wunnsituatioun ze verbesseren. Dat sinn an der Moyenne 35 Euro pro Persoun. Dat muss ee sech emol vorstellen! Dat sinn Zommen, déi déi grouss Finanzinstitutiounen selbstverständlech net interesséieren, awer déi deene betraffene Leit wesentlech Verbesserung fir d'Liewensbedingunge kënnen bréngen.

Et ass nëmme kohärent, wann a ville Politikberäicher eng Zesummenaarbecht mat de sougenannten Entwécklungslänner gesicht gëtt. Datt deen Equilibre meeschtens zuongonschte vun dëse Länner ass, dat féllt scho ganz Bicherschief. De Marcel Oberweis hat et de Mëtteg mat enger Grafik illustriert. Mir sinn nach laang net um Zil, mä dat huet vill méi mat der OMC an dem Scheitern vu gerechte multilateralen Handelsverträge ze di wéi mat der Lëtzebuergescher Kooperatiounspolitik.

D'Welt verännert sech. An esou ginn d'Ennerscheeder tëschent räichen an arme Länner éischer méi kleng. Länner, déi viru Joren nach Entwécklungslänner waren, sinn haut sougenannten „Schwellelänner“ a kennen oft en zweestellige Wirtschaftswuesstum. Dat ass awer leider net just eng positiv Entwécklung, well d'Schéier vun Aarmut a Räichum innerhalb vun den eenzelne Länner, och an Europa, gëtt ëmmer méi grouss. Och dat ass en Argument, fir den héijen Taux vu staatlecher Ennerstëtzung net just op Projeten aus deenen ärmste Länner ze beschränken, mä och fir Projeten, déi sech ëm déi vulnerabelst Populatiounen këmmen, och wa se net an engem PMA-Land sinn.

Ech mengen net, Léif Kollegen a Kolleginnen, datt mir mussen déi ganz Welt retten. De Boris Palmer, grénge Buergermeeschter vun Tübingen, hat am August dëst Joer ee Buch erausgimam Titel: „Wir können nicht allen helfen“. Säu Buch thematiséiert den Émgang mat dem Migrationsphänomeen. An hien ass kritiséiert ginn aus den eegene Reien, well hien eng éierlech an déif gräifend Ausenanersetzung mam Migrationsphänomeen fuerdert an net just eng, déi vun Emotiounen gesteiert ass. Grad ewei an der Migrationspolitik ass och an der Kooperatiounspolitik eng éierlech a realistesch Vue déi eenzeg hëllefbräich. Mir kënnen net der ganzer Welt hëlfe. Dat soll eis awer net dervun ofhalen, eisen Deel ze enger méi solidarischer Weltgemeinschaft ze leeschten.

Madamm Presidentin, och wann eis Kooperatiounspolitik an déi richteg Richtung geet, gëtt et op ville Plazen nach ëmmer Nobesserungsbedarf. Eng wichteg Hëllef, fir sech mat den Defiziter vun eiser Kooperatiounspolitik am wäiteste Sënn auserneezen, ass natierlech de Fair Politics Barometer 2017 vum Cercle de coopération des ONGD.

Ech ginn net op all Punkt vun deem Rapport an, dee ka jo all interesséierte gären noliesen, an et hu jo och scho vill Kollege viru mir, de Marc Angel an och de Gusty Graas, verschidde Punkte vum Rapport ugeschwat. Ech wëll mech op e puer Punkten, déi net jiddwereen ugeschwat huet, beschränken, an zwar d'Punkten aus dem Finanzberäich; den Här Angel huet och dervu geschwat.

Eise Pensionsfond kritt vum Fair Politics Barometer bestäteg, datt zënter 2011 e puer Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach gi sinn. Mä et bleift nach vill ze maachen. Dat schéngt eis eng wichteg Aufgabe, wa mir wëlle Weltleader an der ekologescher Transitition sinn. Als gutt Beispill fir en ethesch gudden Pensionsfond gëtt och ëmmer den norwegeschen

ugefouert. Wat kann eis dervun ofhalen, bei eisen norwegesche Kollegen an d'Leier ze goen an et mindestens gradesou gutt ze maache wéi si?

Wann ech da feststellen, datt de Verrieder vun der LSAP datselwecht gesot huet, a wann ech och feststellen, datt d'CSV an Zukunft wëllt méi aktiv ginn op deem Gebitt, wéi se dat an der Vergaangenheet jee war, dann, mengen ech, misste mer jo eng Majoritéit fannen, fir wierklech Neel mat Käpp ze maachen, wat souwuel eise Pensionsfond ewei eisen Zukunftsfond ugeet. Mir kënnen jo net eis Renten a Pensiounen sécheren, andeems mer op Technologien an op Produktionsmethode setzen, déi mer eise Kanner net kënnen erklären.

En zweete Punkt ass natierlech d'Steierpolitik an d'Steierrechtgeet. Dat sinn och wierksam Moyenen an der Entwécklungshëllef. Vill Entwécklungslänner hu steierlech Pertë missen hinhuelen, well se duerch regional oder bilaterale Accorden Douanestaxen hu missen ofschafen. An dës Steiergelder feelen op alle Plazen.

D'Wichtigkeet vun der Steierrechtgeet ass souwuel an d'Agenda vun den nohaltegen Entwécklungsziler vun der UNO wéi och an der Aktionsagenda vun Addis Abeba festgehale ginn.

An da geet et hei awer net just ëm Douanestaxen, déi ewechfalen. Et geet och ëm d'Strategie vu Steierflucht vu multinationale Konzerne, déi ëmmer méi performant an ëmmer méi perfid ginn. Net alles, wat legal ass, ass ethesch ze verrieden. Mir ennerstëtzen op alle Fall d'Fuerderung vum Cercle des ONGD, fir eng Impaktanalys vun eiser Steierpolitik op d'Entwécklungslänner ze maachen.

A mir sinn eis natierlech bewusst, datt mer hei och eng gesamteuropäesch Strategie brauchen, datt mer eis gesamteuropäesch Regele mussen ginn, fir de multinationale Konzerne et ze erschwéieren, hir Benefisser dohin ze transferéieren, wou d'Steierrechtgeet méiglechst klenggeschriwwen gëtt.

Mir sinn eis allerdéngs och bewusst, datt d'Beiretschaft, fir an Europa op esou e gemeinsame Wee am Steuerberäich ze goen, kleng ass. Emsou méi wichtig ass, datt mer eenzel Ustrengegen an eng richteg Richtung vun aneren EU-Länner aktiv ennerstëtzen; ech denken un Irland an un Holland, déi verschidden Initiativen ergraff hunn.

Madamm Presidentin, nach eng kleng Klamer zu den EU-Memberstaten: Och wann an der Aktionsagenda vun Addis Abeba nach eng Kéier un den 0,7% vum RNB-Zil fir d'Entwécklungspolitik festgehale ginn ass, da si leider guer keng Beméiungen ze erkennen, datt dëst Zil endlech ugepeilt gëtt. Et geet éischer an d'Richtung: weider wéi bis elo. Oder nach méi traureg, verschidde Länner rudderden an hire Beméiungen zréck.

Mir sinn als Gréng iwwerzeugt, datt ee sozialt Europa och een Europa muss sinn, wat seng Engagementer an der Entwécklungspolitik eescht hëlt. Wie mengt, e kéint déi relativ Aarmut an déi sozial Ongerechtkeet an Europa bekämpfen, andeems e seng Depensé fir d'Bekämpfung vun der absoluter Aarmut an der Welt erfesetzt, ass zyneschen an um Holzwee.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- An et ass dann och, an dat muss ee jo fairerweis soen, d'EU op där enger Säit ee ganz wichtige Partner an ee groussen Donateur, wat d'Entwécklungspolitik ugeet. An esou stellt een och erëm hei fest, datt et ganz oft eenzel Nationalstate sinn, déi op der Brems stinn an net onbedéngt d'EU als solch.

Et gëtt nach ëmmer genuch Negatives aus villen Entwécklungslänner ze erzielen. Den Direkter vum UN-Welternährungsprogramm huet an engem rezenten Interview an der „Zeit“ gesot, d'Situatioun wier dramatesch, an deene leschten zéng Joer wiere mer am Kampf géint den Hunger virukomm, mä elo wier d'Zuel vun de Mënschen, déi Hunger leiden, fir d'Éischt erëm geklomm. Ongeféier 815 Milliounen Mënschen hunn net genuch ze iessen. Dat si ronn 11% vun der Weltpopulatioun. Als eng vun den Hauptursachen huet hien de Klimawandel genannt. Vill Leit hu weinst dem Klimawandel mat sengen Iwwerschwemmungen a mat dem Contraire, dem Ausbleiwe vu Reen, keng Liewensbasis méi. Et gëtt ganz kloer een Zusammenhang tëschent dem Hunger an der Migratioun.

Madamm Presidentin, wa mer konsequent wëllen, datt de Respekt vun de Menscherechter

Hand an Hand mat eisen Engagementen an der Entwécklungshëllef geet, da sti mer permanent viru grousse Herausforderungen. Mir liewen an enger Zäit mat enger neier Zort Politiker, an dat weltwäit. Mir erliewen Decisiounen, déi international Accorden net nëmmen a Fro stellen, mä ganz einfach als fir Einzelner net gültig erklären. Dat kënnen ganz demokratesch Decisiounen sinn, wéi d'Decisioun vum de Briten, fir aus der EU auszutreten. Dat kënnen Decisiounen sinn, déi op en éischte Bléck och demokratesch geholl gi sinn an awer, an ech mengen souguer zu Recht, ëmstridde sinn, wéi verschidde Bestriewunge vum Onofhängegkeet vun eenzelne Regiounen, zum Beispill och an Europa.

De 45. President vum den USA huet decidéiert, datt d'USA sech den 31. Dezember dëst Joer aus der UN-Kultur- a Bildungsorganisatioun Unesco zrëckzéien. Deeselwechte President huet och decidéiert, aus dem Paräiser Klimaacord auszutreten. Mir liewen ëmmer méi an engem Klima, wou et méiglech ass, Decisiounen ze huelen, déi vun deenen engen als grousse Befreiung, als d'Erëmfanne vun der Souveränitéit gefeiert ginn, vun deenen anere mat Besuerghen, Besuerghen iwwert de Retour an national Egoismen an een Ofwenne vun enger noutwendeger Kompromëssbereitschaft an enger globalisierter Welt, bedauert ginn. An ech gehéieren zu deenen aneren.

Firwat soen ech dat an enger Kooperatiounsdebat? Majo, dësse Klima huet et och erméiglecht, datt ee Land wéi de Burundi - eng Weltpremière! - als éischt Land dem Internationale Strofgeriicht de Réck dréit an net méi Member wëllt sinn. Dat war d'Reaktioun op ee kritisches UN-Bericht, deen der Regierung am Burundi schwéier Mënscherechtsverletzung bei der Poursuite vu politesche Géigner virgeworf hat an eng onofhängeg Enquête iwwer méiglech Verbrüche géint d'Mënscherechter gefuerdert hat.

De Burundi ass scho laang keen direkt Zil méi vun der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik, mä bis 2003 hat Lëtzebuerg eng Rei Projeten am Burundi ënnerstëtzt, zum Beispill am Duerf Minago. Mir si jo der Meinung, datt d'Kooperatiounspolitik non liée muss sinn, wat d'Ekonomie betrëfft, mä awer Hand an Hand geet mat dem Respekt vun de Mënscherechter. An duerfir interesséiert et eis, Här Minister, wéi d'EU, wéi d'Kooperatiounspolitik, wéi d'Lëtzebuurger Regierung op esou eng Decisioun wéi déi vun der Regierung vum Burundi reagéiert.

Madamm Presidentin, eng weider Erausforderung, wat d'Kooperatiounspolitik an d'Anhale vun de Mënscherechter betrëfft, ass déi aktuell Situatioun am Myanmar. Ech brauch net méi drop anzegoen, wat do alles geschitt ass. Do huet ënner anerem och de Kolleg Gusty Graas am Detail d'Situatioun beschriwwen.

D'Lëtzebuurger Kooperatioun schafft do am Beräich vun Tourismus. A fir eis ass et kloer, datt d'Lëtzebuurger ONGe mat der Populatioun am Zilland kënnen zesummeschaffen a Projete realisieren, déi der Zilpopulatioun hëllef. Méi schwieereg schéngt eis awer am Moment eng Zesummenaarbecht op Regierungsniveau ze sinn. Wéi gesäit et am Moment aus mat de Projeten, déi mer am Myanmar 2015 gestart hunn? Ass d'Zesummenaarbecht fir déi nächst Jore gesécherter oder éischter a Gefor?

An een dréit a fir haut lescht Beispill, wou d'Kooperatiounspolitik an de Respekt vun de Mënscherechter am Konflikt stinn, ass d'Situatioun a Palästina. Déi Lëtzebuurger Regierung huet zesumme mat aneren europäesche Regierungen eng Rei humanitär Projete fir vulnerabel palästinensesch Communautéiten am Gebitt C wum Westjordanland, dat ënner israelischer Okkupatioun ass, realiséiert. An et ass net ze verstoen, wéi sou d'Sécherheetssituatioun an deem Gebitt fir Israel oder fir all aner Mënschen an der Regioun kéint verbessert ginn, andeems - an dorëms huet et sech gehandelt - Solarpanelen oder Schoulcontainer vun Israel confiscéiert ginn.

Duerfir huet Lëtzebuerg zesumme mat der EU a siwen aner EU-Memberstaaten entweder de Retour vun den Installatiounen an Equipementer, déi si finanziert haten, oder ee Remboursement vun de Käschte vun den Objete vun Israel gefuerdert. Mir sinn der Meinung, datt dës Fuerderung konsequent a richtig ass a sech schonn eleng aus Grënn vun der Equitéit opdrängt. Dës Fuerderung, déi sech och op ee kleng Bättrag bezitt an dee guer net an der Relatioun mat der Realitéit steet vun den Zerstiierungen, ass awer fir eis symbolesch wichteg. An duerfir ënnerstëtze mer och d'Regierung bei där Demarche.

Madamm Presidentin, et gëtt haut Mënschen, déi hir Heemecht verlosse mussen, well ex-tremt Wieder dës onbewunnbar mécht. Net fir näischt gouf d'COP23 vu Fidschi mat organiséiert. Een Inselstat, bei deem sech dee steigende Mieresspiegel elo schonn bemierkbar mécht. All Minutt ginn duerch de Klimawandel 41 Mënschen op der Welt deplacéiert. Dat sinn tëschent 2008 an 2016 21,5 Milliounen Mënschen.

A schonn 2011 hat den António Guterres, hie war do nach net Generalsekretär vun der UNO, mä Flüchtlingskommissär, festgestallt: De Klimawandel ass de Schlëselfaktor, deen all aner Ursachen, fir seng Heemecht mussen ze verlosse, beschleunegt. Grad déi ärmste Regiounen sinn am meeschte vum Klimawandel betraff, obwuel dës Länner nëmmen 1% vun de globalen Emissiounen ze verantworten hunn.

E legale Kader beziéungsweis Status fir Klimaflüchtlinge gëtt et net. Eng Rei Konflikter ginn duerch de Klimawandel, duerch de Fait, datt Mënschen hir Heemecht wéinst dem Wieder an dem Verschwanne vun Akerland musse verlosse, ugeheizt.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, fir déi gréng ass a bleift d'Kooperatioun e wichteg Instrument vun eiser Aussepolitik. Eng gutt Kooperatiounspolitik huet Potenzial, e reellen a laangfristegen Impakt ze hunn a präzis Ziler ze errechen.

Als eent vun de rächste Länner op der Welt huet Lëtzebuerg net nëmmen d'Moyenen an d'Méiglechkeet, fir ze hëllef, mä och déi moralesch Obligatioun. Duerch eis Kooperatiounspolitik kënn mir zu der Emsetzung vun den nohaltegen Entwécklungsziler bäidroen an Aarmut reduzéieren. An trotzdeem musse mer och an Zukunft vigilant bleiwen. Eis Politik gëtt uechtert d'Welt vill gelueft. Si ass e Beispill, datt Lëtzebuerg net nëmmen negativ no bausse opfällt, zum Beispill duerch LuxLeaks, mä datt mir mat verschiddene Politicken och e positiven Nation Branding bedriewen.

Et ass och wichteg, datt mer an Zukunft weiderhin eis eegen Entwécklungspolitik kritisches begleden. Ech sinn och frou, datt den Här Minister kee Problem dermat huet, wann e seet: „Mir gi vu verschiddene Säiten ëmmer erëm opgefuerdert, nach méi effizient, nach méi transparent, nach méi sozial ze sinn.“ Ech mengen, wann een eppes gutt mécht, da kann een et och nach ëmmer besser maachen.

A mir sollen d'Aarmut bekämpfen an net d'Migranten. D'Mënsche bauen ze vill Maueren an ze weinige Brécken. D'Kooperatiounspolitik kann eis hëllef, Brécken ze bauen. Mir sollen dat geziilt maachen.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Claude Adam. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht och ufänke mat engem Merci un d'Regierung fir eng ganz komplett Presentatioun vum Dossier vun der Entwécklungshëllef. An ech wëll vläicht ufänken domadder, fir ze soen, datt ech méi e generelle Bléck op d'Entwécklungshëllef wëll werfen, ier ech un déi Lëtzebuurger Situatioun kommen.

Ech mengen, allgemeng muss ee soen, datt d'Entwécklungshëllef an der Welt net ëmmer eng Erfollegsgeschicht ass. Si ass u sech, wann ee se iwwert déi lescht 60 Joer kuckt, dacks an enger Kris. Mir hunn eng Rei vun deene Länner, déi am beschten ofgeschnitten hunn an der Welt, besonnesch am asiatesche Raum. Dat sinn déi, déi keng oder bal keng Entwécklungshëllef ugeholl hunn. Och dat ass ee Faktor, deen ee muss reflektieren, wann een doriwwer nodenkt.

An Afrika ass d'Entwécklungshëllef praktesch dee gréisste wirtschaftleche Secteur. Mat 57 Milliarden Dollar stellt se e Wirtschaftsvolumen duer, dee méi grous ass wéi de Bruttonationalprodukt vun deenen 20 ärmste Länner zesummen.

Mir hunn en Impakt vun der Entwécklungshëllef, dee ganz considerabel ass. Mä ass en ëmmer positiv? Mir hunn eng Tendenz fir eng Bürokratisierung, fir eng Ideologisierung och vun der Entwécklungshëllef. Wann hei ëmmer geschwat gëtt vun den UNO-Ziler - 17 Ziler an 169 Niewenziler -, dann ass dat eleng schonn en däitlechen Hiweis op eng riseg bürokratesch Maschinerie, déi sech awer an deem dote Beräich installéiert huet.

Mir kennen d'Korruptioun, aner Virriedner hunn dat och scho genannt, déi och duerch d'Entwécklungshëllef heiansdo favoriséiert gëtt.

A virun allem ass et och e Mëttel, fir a verschidene Länner déi sozial Verantwortung, dee Contrat social tëschent deenen, déi regieren, an deenen, déi regéiert ginn, ze stéieren. Et ass einfach, fir ze soen: „Hei, et ass déi auslännesch Communautéit, déi zoustänneg ass, fir dëst oder dat an eisem Sozialwiesem ze maachen.“ An doduerch kann deen demokratesche Prozess an och deen ekonomeschen Entwécklungsprozess an enger Rei Länner nohalte gestéiert ginn.

Et ass och vun Europa e bësse mat ze bedenken, datt déi Methoden, déi Europa an der Entwécklungshëllef huet, weltwäit net méi richtig zéien. Mir hunn eng ganz Rei aner Akteuren haut - China, Brasilien, Indien -, déi och Süd-Süd-Kooperatioun maachen, zum Deel no ganz anere Regeln, och mat Erfolleg. Déi chineesche Politik haut ass net méi déi, déi se nach virun zéng Joer war.

A vill afrikanesch Länner wëllen déi politesch Konditionalitéiten net méi, déi Europa awer ëmmer erëm wëllt imposéieren. Dat ass och eng vun deenen Ursachen, firwat dee leschten EU-Afrika-Sommet en Echech war. Dat ass dat Gewiicht, wat Europa wëllt un déi Konditiounen, déi politesch Dominanz liéieren, déi et géint iwwer afrikanesche Staten nach ëmmer wëllt spille loosse.

An et ass och eng Kontradiktioun an eiser Reflexioun - net där vun der ADR, mä vu villen aneren -, wa vun der Klimapolitik a vun der Entwécklung geschwat gëtt. Do ass eng Kontradiktioun, well déi afrikanesch Staten hunn och zu Paräis ausgehandelt, datt hire Wee vun der Entwécklung och iwwer Kuel geet, och iwwer Gas, och iwwer Nuklearenergie, an datt et hiert Recht ass, sech ze entwéckelen, wéi eis Industrie, eis Ekonomie sech entwéckelt hunn.

An datt dat selbstverständlech och a Konflikt mat Klimaziler steet, dat läit op der Hand, mä et ass net esou, datt déi afrikanesch oder aner Staten hire Wee op der Entwécklung géife wëllen zrëckstelle wéinst der Klimaproblematik. Do gëtt et och eng gedeelte Verantwortung a kloer Ziler vun hirer Säit.

Mir mussen och bedenken, wa mer iwwer eis Verantwortung nodenken, datt vill europäesch Staten d'Entwécklungshëllef aus engem postkolonialen schlechte Gewësse bedriewen.

Lëtzebuerg hat ni Kolonien. Mir sinn an enger anerer Situatioun, awer mir hunn eng Matverantwortung fir de Chaos an engem afrikanesche Land. An dat ass Libyen. An dat ass, well den Här Asselborn als Minister bei deene war, déi eng militäresch Interventioun an deem Land gefuerdert haten. A kuckt: Ënner dem Gaddafi ass et Libyen sécher net gutt gaangen, mä kuckt wéi et haut ausgesäit! An déi Interventioun a Libyen, déi och Konsequenzen huet op déi spéider Situatioun a Syrien, war einfach e Feeler - e Feeler! -, wou och déi lëtzebuergesch Regierung an der Persoun vun eisem Ausseminister Matverantwortung dréit.

Iwwer Lëtzebuerg muss een och nodenken. Mir hunn natierlech als rächt Land méi Méiglechkeete wéi anerer, fir ze hëllef. Awer an dëser Legislaturperiod eleng mat engem Minimum vun iwwer 300 Milliounen d'Joer, déi an d'Entwécklungshëllef fléissen, hu mer awer wäit iwwer annerhalfe Milliard Euro an d'Entwécklungshëllef gestach; an enger Legislaturperiod wäit driwwer. Ech mengen, mir missten dat da genau norechnen.

A mir hunn awer och all Joer e grousse Defizit am Statsbudget. Mir hunn en Defizit an der Héicht vun iwwer 20% vum Bruttonationalprodukt. Mir mussen also iwwerleeën: Wéi kënnen mer déi Entwécklungshëllef esou steieren, datt mer engersäits eiser moralescher Verantwortung kënnen nokommen an anersäits awer och eis Interessen an där wirtschaftlecher, finanzieller Situatioun, an där eist Land ass, kënnen garantéieren?

An och d'ADR huet do ganz kloer e puer Parameteren.

Deen éischten ass d'Héicht vun der Entwécklungshëllef, wou mir soen: Rio 1992.

Deen zweeten ass: Wat kënnen mer urrechnen? Do soe mer: Déi Regele vun der Kontabilitéit, wéi se an dem CAD vun der OECD virgesi sinn, solle mer a vollem Empfang applizéieren. Mir hätten och gär eng onofhängeg Kontroll vun der Entwécklungshëllef. Mir hätten emol gär eng Evaluatioun, déi net gemaach ass doduerch, datt Akteuren een deen anere kontrolléieren, déi awer finanziell a personell an institutionell enk matenee verstréckt sinn, wéi de Stat a LuxDev zum Beispill, Lux-Development.

Mir brauchen onofhängeg Evaluatiounen och à long terme. Mir brauche kritisches Rapporten iwwert d'Entwécklungshëllef, well de Senegal zum Beispill, fir deen ze nennen, ass och ee Land, wat net mat eis zesummeschaft, wann et em de Retour vu Persoune geet, déi illegal

op eisem Territoire sinn. An awer gi mer do Entwécklungshëllef. Och do muss et eng Kohärenz ginn tëschent deem, wat mer kënnen legitimement vun engem Partnerland erwaarden, och vu Loyautéit an där Beziéung, an deem, wat mer maachen.

A mir hätte gär eng Ratifizierung vun de Programmes indicatifs de coopération hei am Parlament - dat soe mer all Kéiers -, esou ass et an eiser Verfassung virgesinn. An et géif eis och erlaben, fir all Kéiers eng Diskussioun iwwer Opportunitéit oder Netopportunitéit vu verschiddene Projete virzegesinn.

Et wär och gutt, wann déi Lëtzebuurger Regierung sech weiderhi géif bei aneren europäesche Länner asetzen, déi nach net esou vill Moyenen hunn, fir an der Entwécklungshëllef méi ze maachen. Ech mengen, den Här Macron hat elo gesot, datt um Enn vu senger Presidentschaft Frankräich soll bei 0,55% ukommen. An ech mengen, do ass nach Loft no uewen.

D'ADR ass och der Meinung, datt mer humanitär Hëllef musse generéis handhaben. Mir hu gesot, bei der Entwécklungshëllef, do ass et Rio '92. Awer mir hunn ëmmer gesot: Wann iergendwou eng Kris ass, wa Mënschen an Nout sinn, wann Iwwerschwemmunge sinn oder och elo Flüchtlingskrise wéi am Beräich vum Myanmar an esou weider, musse mer generéis hëllef. Ech mengen, dat ass eng elementar mënschlech Aufgab. A wa mer elo och am Militär Méiglechkeeten hu fir Transportcapacités, an och déi Diskussioun ëm medezinnesch Capacités an der Arméi, da musse mer och kucken, datt mer déi kënnen fir humanitär Missiounen asetzen.

Mir hätte gär als ADR de politeschen an den ekonomesche Retour. Dat heescht net, datt mer op d'Käschte vun eise Partnerlänner wëllen no eiser Ekonomie kucken, mä et heescht awer, dat, wat si net kënnen maachen - an ech betounen „wat hir Ekonomie net ka leeschten“ -, datt mir dat als Lëtzebuerg awer deen Abléck kënnen maachen.

Et huet kee Wäert, europawäit Ausschreiwungen ze maachen an eventuell Kontrakter un Dréitparteien ze ginn. Eis Prioritéit ass et ze kucken, fir eisem Partnerland ze hëllef. Ass dat net méiglech, da solle mer och kucken, fir d'Lëtzebuurger Ekonomie dann dovunner voll benefisziéieren ze loosse.

Da fält eis op, datt d'Regierung an deene leschte Jore eigentlech op zwou Schinnen argumentéiert huet, fir ze soen, firwat se nach d'Entwécklungshëllef mécht. Et ka sinn, datt se och de finanziellen Drock spiert oder gewësse Kritiken oder déi international Onsécherheet an dëser Fro, mä déi zwee Argumenter sinn:

éischters, d'Entwécklungshëllef ass och en Effort de défense. Dat ass gesot ginn am Kader vun der NATO wéinst där Diskussioun ëm 2% Verdeedegungsbeitrag.

An dat zweet Argument ass: Mir mussen dat maachen, fir Migratioun ze verhënneren. Deen Abléck, wann an Afrika oder op anere Plaze gutt Chancen do sinn, da kommen d'Leit net an Europa.

Ech wëll déi kuerz belichten, déi zwee Argumenter.

Dat éischt ass mat der Defense, wat am Kader vun der NATO gesot gëtt. Dat zitt net, dat Argument! Mir kruten nach gëschter an der Kommissioun gesot, datt an der NATO keng Ënnerstëtzung ass fir dat Argument; an a mengem Ae mat Recht. Et ass net, datt et eng Absurditéit ass, doriwwer nozedenken - dat sécher net -, mä de Problem ass, datt eis Entwécklungshëllef weder an den Zillänner nach an der Orientierung vun de Programmer nach an der Finalitéit eigentlech engem Defenszweck iergendwéi nokënn.

Wann dat do d'Argument wëllt si vun der Lëtzebuurger Regierung, fir ze soen, d'Entwécklungshëllef ass eng Kontributioun zu eiser Sécherheet, da misst d'Entwécklungshëllef och an déi Richtung ëmorientéiert ginn. Mä ech mengen net, datt dofir e Wëlle besteet, weder vun der Regierung nach vun de Parteien heibannen oder vun deene meeschte Parteien. Soudatt dat Argument, fir sech mat der Entwécklungshëllef vun dem Effort de défense fräizekafen, wahrscheinlech net kann an der NATO zéien. An dofir ass et och wahrscheinlech net de Wee, fir dat do ze justifiéieren. Da muss d'Regierung de Courage hunn, fir ze soen: „Mir maachen et aus anere Grënn.“

Dat zweet Argument, dat vun der Migratioun, muss och ganz kritisches gekuckt ginn, well bis elo mat deene 60 Joer Entwécklungshëllef, déi mer gemaach hunn, huet d'Migratioun net opgehale duerch d'Entwécklungshëllef. Den Attrait ass materiell. Den Attrait sinn déi oppe Grenzen, déi mer hunn zënter der Decisioun vun der Madamm Merkel, fir jiddwereen eran-



zeloossen. Dat sinn oppe Grenzen. Et ass dat dat Signal, wat d'Leit unzitt.

An och do: Déi Migratioun, déi mir hunn, déi kennt jo net aus Zillänner vun der Kooperatioun. Se kennt zum Deel aus Konfliktsregiounen, wéi zum Beispill Syrien. Se kennt awer virun allem och aus wirtschaftleche Grënn aus dem Nigeria oder aus nach anere Grënn, wéi aus dem Eritrea, wou d'Leit sech wëllen dem Militärdéngscht entzéien.

Mä mir kënnen jo net mat der Entwécklungshëllef op déi dote Problemer agoen. Dat si ganz aner Kategorien. Soudatt och do dat Argument vun der Entwécklungshëllef als e Mëttel, fir der Migratioun entgéintzewirken, héchstens deelweis zitt; héchstens a ganz weineg. Soudatt mer eis och do mussen anescht mat der Problematik vun der Migratioun ausenansetzen.

Mir wëllen e gerechten Handel als ADR. Dat ass eng Selbstverständlechkeet. Et ass och dat, wat et deene Länner wierklech laangfristeg erlaabt, sech opzebauen. Dat si gutt Handelsbeziungen. An eppes, wat mer sécher net wëllen, dat ass e Braindrain. Dat ass och einfach, déi qualifizéiert Leit aus deene Länner ewechhuelen.

An dat ass e bëssen déi Gefor bei där Diskussioun, déi mer elo hunn ëm eng legal Migratioun. Mir mussen legal Weeër opmaachen, fir an Europa ze kommen. Den Ënnerpunkt dobäi ass ëmmer, datt mer déi qualifizéiert Leit wëlle legal eraloossen: déi, déi am meeschten an hire Länner gebraucht ginn, fir bei hinnen d'Zukunft vun hire Länner opzebauen. Dat ass net moralesch vertriebar.

Et ass och net moralesch vertriebar, wéi mir op der Uni Lëtzebuerg gesot hunn: „Wien hei studéiert, dee kann direkt duerno en Aarbechtskontrakt zu Lëtzebuerg kréien.“ Och dat ass eng Form vu Braindrain. An ech mengen, mir müssen derno kucken, datt déi beschte Leit an deene Länner kënnen bleiwen, wou se kënnen hire Länner zu enger Zukunft verhëllefen.

Zwee Politikberäicher wëll ech hei ausdrécklech och nach ervirhiewen. Den Här Angel hat geschwat vu She Decides, eng Initiativ, déi d'Regierung ënnerstëtzt huet, wou de President Trump an Amerika decidéiert huet, d'Ofdreiwungsprogrammer an der Drëtter Welt net méi ze ënnerstëtzen.

#### (Interruption par M. Marc Angel)

Hutt Der eng Fro, Här Angel?

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Erlaabt Der?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, gär. Natierlech.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Angel!

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Ech wëll just froen, ob den Här Kartheiser wierklech der Iwwerzeugung ass, dass, wann een iwwer Santé sexuelle an iwwer d'Gesondheet vun de Frae schwätzt, dat automatesch Ofdreiwungszentre sinn. Dat ass et näamlech net! An ech wollt just hei froen, ob hie wierklech esou naiv ass an dat mengt.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Bon, ech sinn net naiv, Här Angel. Mä Är Fro, ob ech naiv sinn, d'Antwort ass neen, mengen ech. Är Fro: „Ass dat ëmmer Ofdreiwung?“ Neen, ass et net! Mä et ass dat awer meeschtens och, well dat ass déi Klausel, déi an der UNO ëmmer erëm gebraucht gëtt an och als solch contestéiert gëtt, fir och d'Ofdreiwung oder déi Ofdreiwungspolitik mat ze bezeichnen.

Mir als ADR hunn en anere Wee! Mir hunn en anere Wee, mir wëllen net d'Ofdreiwung ënnerstëtzen. Mir wëllen d'Gesondheet vun de Kanner ënnerstëtzen, d'Gesondheet vun de Mammen a vun de Kanner. A mir wëllen net, datt mir Ofdreiwungsprogrammer ënnerstëtzen, ausser et wier eng medezinesch Indikatioun. Dat ass jo d'Linn vun eiser Partei. Mä mir hätte gär, datt eis Entwécklungshëllef investéiert an d'Gesondheet vu Mamm a Kand.

An zu deem Zweck, an dat ass och vläicht eng Antwort op déi Fro vum Här Angel, hu mer eng Motioun virbereet, Madamm President, déi ech elo hei ganz gär iwwerreechen.

#### Motion 1

D'Chamber,

iwwerzeegt,

- datt et an der Gesondheitspolitik wichteg ass, besonnesch och am Kader vun der Entwécklungshëllef, Projeten ze ënnerstëtzen, déi d'Gesondheet vun de Mammen an de Kanner schützen a stärken;

- datt Projeten an den Zillänner mat Incidenzen op d'Familljeplanung oder d'Reguléierung vun der Demografie op nationalem Niveau net dierfen d'Ofdreiwung vun nach net gebuerene Kanner aktiv oder passiv akzeptéieren, finanzéieren oder souguer favoriséieren, och wa keng medezinesch Indikatioun virläit;

- datt all Programmer, déi sech ëm d'Erzéierung a besonnesch ëm d'Opklärung a sexuelle Froen dréien, un éischerter Plaz op de Rechter vun den Elteren mussen opbauen;

- datt vill Familljen an den Entwécklungslänner hir Famillje géifen anescht plangen, wann d'Kannerstierflechkeet kéint reduzéiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

- Programmer besonnesch grousszügeg ze ënnerstëtzen, déi d'Liewen an d'Gesondheet vun de Mammen an de Kanner am Ëmfeld vu Schwangerschaft a Gebuert betreffen;

- keng national oder international Programmer oder Initiative politesch oder finanziell ze ënnerstëtzen, déi als Zil hunn, d'Ofdreiwung vun nach net gebuerene Kanner ze erméiglechen, ausser am Fall vun enger medezinescher Indikatioun;

- Initiativen ze initiéieren an ze ënnerstëtzen, déi als Zil hunn, déi geschlechterselektiv Ofdreiwung ze bekämpfen;

- déi Begrëffer „sexuell a reproduktiv Gesondheet“ ëmmer esou ze interpretéieren, datt si net d'Ofdreiwung mat ofdecken, ausser am Fall vun enger medezinescher Indikatioun;

- an der UNO an an allen internationalen Institutionen derfir anzetrieden, datt d'Rechter vun den Elteren an alle Froe vun der Sexualerzéierung respektéiert ginn;

- méi finanziell Mëttelen an déi medezinesch Recherche ze investéieren, besonnesch iwwer déi Krankheeten, déi verstärkt an Afrika optrieden;

- besonnesch Programmer ze ënnerstëtzen, déi d'Kannerstierflechkeet bekämpfen;

- der Chamber regelméisseg doriwuer Rapport ze maachen, wat si mécht, fir de Schutz vun Liewen an der Entwécklungshëllef ze promovéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci. Den Här Angel huet schon erëm eng Fro, wann Der Äre Saz fäerdeg hutt.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, den Här Angel ka gären eng Fro stellen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Maacht Äre Saz fir d'Éischt fäerdeg!

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Sidd Der awer der Meenung, Här Kartheiser, dass et gutt ass, dass mer den UNFPA weiderhin ënnerstëtzen, deen haaptsächlech Programmer vun der Familljeplanung geréiert?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, dat war elo keng Fro, Madamm Presidentin.

#### (Interruption par la présidence)

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Ech hu gefrot: Sidd Der d'accord mat der Politik vun dëser Regierung, déi decidéiert huet, den UNFPA méi ze ënnerstëtzen, well den UNFPA haaptsächlech Programmer vu Familljeplanung geréiert?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Also, ech wëll lech soen, Här Angel, an dat ass och d'Antwort, déi mer an der Motioun hunn, soulaang eng Familljeplanung net heescht Ofdreiwung, sinn ech gär d'accord, eenzel Programmer do ze ënnerstëtzen. Mä mat der UNO, et ass net, well eppes vun der UNO gemaach gëtt, datt mir automatesch domat d'accord sinn.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech mengen, och do muss ee ganz kloer kucken, wat genau gemaach gëtt a firwat.

Ech wëll nach eng lescht Politik uschwätzen. Ech hu gesot, ech wëll der zwou hei oppe kritiséieren an uschwätzen. Dat eent ass eben d'Politik vun der Ofdreiwung an déi Campagne She Decides.

Déi zweet ass déi Ënnerstëtzung vum Stat vum Comité pour une paix juste au Moyen-Orient. Mir hunn dat schonn d'lescht Joer kritiséiert. Dat ass eng Associatioun, déi ass weinstens an der Lektür, déi ech maache vun hire Publikatiounen, oppen, net nëmme antiisraelesch, mä heiansdo och oppen antisemitesch.

Et ass zum Beispill schwéier ze verstoen, datt de Stat mat 26.000 Euro an esou weider ëmmer erëm Projeten ënnerstëtzt vun där Associatioun, déi op hirer Internetsäit e Mäerder, deen an Israel fir fënnfache Mord veruerteelt ginn ass, als eng Persoun bezeechent „son courage, son intégrité et son ouverture d'esprit“ an esou weider, an d'Leit aluet op eng Auszeechnung fir dee Mann, fir Citoyen d'honneur ze ginn. E Mäerder!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo?

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Den Här Wagner wëllt lech eppes froen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, selbstverständlich gär.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Madamm Presidentin. Ech wouss, datt dat géif kommen. Den Här Kartheiser...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Mir kennen eis scho méi laang!

#### (Hilarité)

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- ...huet eng Fixatioun. Wéist Der, ech mengen, ech hunn eng Fro un den Här Kartheiser, well dat Wuert Antisemitismus ass ganz grav, wann een dat benotzt. An on ne peut pas l'utiliser à la légère, wann ee bedenkt, wat am Numm vum Antisemitismus hei an Europa geschitt ass an datt dat de Märtyrertum vun iwwer sechs Milliounen Judde bedeit huet.

#### (Interruptions)

An dofir muss ee respektvoll domadder ëmgoen. Wann een eng Associatioun, déi respektvoll ass an déi ze respektéieren ass, wéi de Comité pour une paix juste - wou ech och eng Zäit dra militéiert hunn, dat net méi maachen aus Zäitgrënn, an ech si stolz drop, datt ech dra militéiert hunn, an ech kennen déi Leit -, wann een einfach esou eng Associatioun als antisemitesch bezeechent, muss ee ganz genau a ganz präzès soen, ganz präzès soen, wat een dorënner versteeet.

Datt Dir den Här Marwan Barghouti als e Mäerder ugesitt, anerer gesinn en als Resistenzler, well en am Prisong do setzt, a muer gëtt en zum Eierebierger vun der Stad Villerupt ernannt, dat ass Är Vue. Mä awëffern dat als en Antisemit kéint bezeechent ginn, dat muss Der awer ganz präzès bezeechnen. Dat ass eng ganz grav Accusatioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech hu guer kee Problem, Här Wagner. Éischtens soen ech lech Merci fir Är Fro. Ech hunn déi Saache ganz gär, also net de Contenu vun deem, wat Dir sot, mä eng Diskussioun hunn ech ëmmer ganz gär.

Ech wëll lech soen, Här Wagner: Et ass ganz wichteg, datt ee kuckt, wéi d'Leit sech verhalten. Dat, wat se soen, ass dacks eppes aneres wéi dat, wat se maachen. Et gëtt vill Leit, an ech zielen dës Gesellschaft och dozou, déi net oppen avouéieren, wat hire But ass, mä déi am Hannergrond eng kloer Agenda hunn, déi sech aus hiren Akten, aus hire Publikatiounen, aus hiren Aktiounen erausliest.

Mir hunn zum Beispill déi ganz BDS-Debat, déi, kéint een och soen, déi Boykott-Debat, déi ass a mengen Aen och ganz dacks antisemitesch an och antipalästinensesch. Dat féiert mech elo ze wäit, fir dat ze argumentéieren.

Mä ech wëll lech hei zwee Beispiller nennen, wou ech dat Gefill hunn, datt hei ganz kloer d'Ermuerdung vun Israelien eben toleréiert gëtt. Elo kann ee soen, en Israeli, dat kann och en anere Statsbierger sinn, mä et ware jiddesch Statsbierger, an, wéi gesot, wien e Mäerder gutttheescht, dee kann ech net vun deem Verdacht fräischwätzen, datt en do och eng antisemitesch Agenda huet.

En zweet Beispill, well ech wouss näamlech, datt Dir géift eng Fro stellen, esou gutt kenne mer eis. Ech hunn hei e Breif matbruecht vun der Madamm Kleinberg, déi ass Presidentin vun där Associatioun, déi huet deen op Internet publizéiert, wou se eng ganz eesäiteg Vue vun deem Konflikt duerstelt. An eng vun deene Saachen, déi se seet iwwer Gaza, se seet näischt vun der Ënnerdréckung vu Gaza duerch d'Hamas, näischt iwwer den Terrorismus, mä si reprochéiert Israel, wat Gaza ugeet: «Sa population est contrôlée, réprimée, méprisée, humiliée et à Gaza régulièrement bombardée.» Se seet näischt doriwuer, datt vu Gaza aus Missillen op Israel geschéckt gi sinn, datt do Ziviliste gestuerwe sinn an datt d'israelesch Militäroperatioun als Antwort war op terroristesch Attacken, déi aus dem Gaza koumen.

Elo kennt Der mer soen: „Wat ass dat? Huet dat eppes ze bedeuten?“ Fir mech ass dat esou eng eesäiteg Duerstellung vun där Situatioun, datt ech de Verdacht vum Antisemitismus hei awer wëll kloer nach eng Kéier ënnersträchen.

Op jidde Fall, fir mech, an dat soen ech elo am Numm vun der ADR, ass kloer, datt eng Associatioun, déi esou eesäiteg ass a sech dann och nach en „Comité pour une paix juste“ nennt, déi ëmmer erëm just op Israel klappt a mat deene falschsten Argumenter, datt déi net soll vum Stat ënnerstëtzt ginn an och net soll a Schoule geschéckt ginn, well dat mécht se och, fir do eng eesäiteg Propaganda géint de Stat Isreal ze maachen.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Madamm Presidentin. Ier ech ufänken, stellen ech fest, datt den Här Kartheiser net op meng Fro geäntwert huet. En huet och nach ëmmer net präzès gesot, awëffern de Comité pour une paix juste eng antisemitesch Associatioun wär. Mä ech mengen, de Ball läit elo bei där Associatioun.

Madamm Presidentin, Tahoe Resources ass e Biergbaukonzern, dee säi Sëtz an den USA huet an ënner anerem Minnen a Süd- a Mëttelamerika bedreift. A Guatemala gouf et scho säit 2011 staark Protester géint d'Errichtung vun der Sëlwerminn El Escobal. An de Municipalitéite ronderëm hu Referende stattfonnt mat Zéngtausende Leit, bei deenen eng kloer Majoritéit géint dee Projet war. D'Legitimitéit vun deene Votte gouf och duerno vum Verfassungsgeriicht bestätegt. Tahoe Resources huet sech awer dofir net zrëckgezunn, mä huet eng brutal Strategie entwéckelt, zesumme mat enger Sécherheitsfirma, déi schonn am Irak an an Afghanistan aktiv war. Et koom zu enger massiver Repressioun géint friddlech Demonstranten, mat Verletzten a schlussendlech och Doudegen, well op d'Demonstrante geschoss ginn ass.

Ee Fall gouf och vum Mënscherechtskommissär vun der UNO als Mord un engem Mënscherechtsaktivist agestuift. Regierungsbeamten an och politesch Responsabel, déi mëttlerweile all weinst Korruptioun am Prisong sëtzen, hunn do matgemaach, d'Arméi agesat, den Ausnamezustand erkläert an Oppositioneller méintelaang ouni Grond an de Prisong gehäit.

D'Sëlwerminn ass 2014 awer opgaangen a säit deem geet d'Oppositioun weider. An der Émgéigend dréchnen d'Pëtz aus an et gëtt chemesch Kontaminatioun am Grondwaasser festgestallt, dat an enger Géigend, wou d'Leit virun allem vun der Landwirtschaft liewen.

Firwat zielen ech lech dës Geschicht? Ma well de lëtzebuergesche Pensionsfond Aktien hält vun Tahoe Resources a mir alleguerten dofir matresponsabel si fir dat, wat dohanne geschitt.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Et gouf scho gesot, den norwegeschen an den hollänneschen Pensionsfond hunn dës Konzern weinst de massive Mënscherechtsverletzungen ausgeschloss. De Fonds de compensation hei zu Lëtzebuerg schéngt dat nach net interesséiert ze hunn.

SNC-Lavalin ass e kanadesche Baukonzern. Iwwer déi lescht fënnef Joer sinn eng ganz Rëtsch vu Korruptiounsaffäre vun dëser Firma ënnersicht gi vun den Autoritéiten a Kanada, an der Schwäiz, Algerien a Frankräich souwéi vun der Weltbank an der Afrikanescher Entwécklungsbank. D'Weltbank huet dës Firma an honnert Filiale vun hir weinst schwéiere Verfehlung souguer fir zéng Joer vun all Kontrakt ausgeschloss. Et geet ëm schwaarz Konten, mat deenen Offizieller geschmiert goufen a Projeten a Bangladesch, Kambodscha, Algerien, Libyen, Tunesien, Uganda a Mosambik.

SNC-Lavalin daucht weinst Schwaarzgeldkonten op de Virgin Islands och an de Panama Papers op an huet am Juni 2017, also virun e puer Méint, eng Filial hei zu Lëtzebuerg opgemaach, fir seng Holdingen ze restrukturéieren. Eise Pensionsfond hält Aktien am Wäert vun 650.000 Euro un dësem Konzern.

Handelt et sech hei ëm zwee Eenzelfäll? Bäi Wäitem net! Ech kéint hei laang esou weiderfuere an lech Dosende vun esou Geschichten erzielen. Zum Beispill vu Wilmar, Shell, Newmont, AngloGold (veuillez lire: AngloGold Ashanti), Bolloré, Eni oder Gazprom, déi alleguerten objektiv novollzéierbar géint international Konventiounen verstouss hunn a fir krass Ëmweltzerstéierungen a Mënscherechtsverletzung responsabel sinn. Trotzdem investéiert de Fonds de compensation an dës Konzern.

Madamm Presidentin, wann ee sech de Portfolio vun Rentefong méi genau ukuckt, da kann ee just zur Konklusioun kommen, datt e sengem eegenen Usproch net gerecht gëtt, näamlech a keng Firmen ze investéieren, déi géint international Konventiounen verstoussen.

Datt de Rentefong iwwerhaapt etesch Kriterien an eng Exklusivslëscht huet, muss een ausdrécklech begrëissen. Mä Tatsach ass, datt déi Mechanismen net richtig gräifen oder net richtig applizéiert ginn. Souguer Firmen, déi

Streebomme produzéieren, fënnt een nach ëmmer dobäi. Beim Zukunftsfong gesäit d'Situatioun iwwregens nach vill méi schlëmm aus. Do ginn et iwwerhaupt keng ethesch Kritären!

Dës Problematik ass scho laang bekannt. D'Organisatiounen vum der Zivilgesellschaft ginn net midd, dorobber hinzewiesen, datt et sech dobäi ëm e fundamentale Problem vu Kohärenz handelt. An och de Barometer 2017 vum Cercle geet dorop an.

Mir kënnen net op där enger Säit mat eiser Kooperationspolitik eng nohaltig Entwécklung promovéieren, an da mat den öffentleche Fongen, déi eigentlech missten eng Virbildroll anhuelen, Profitter op Mënscherechtsverletzungen an Umweltzerstörung maachen. Mä bei der Regierung stéisst déi ganz Problematik, mengen ech, op daf Oueren.

An och dës Chamber stécht de Kapp an de Sand, well Enn 2015 hat de Serge Urbany schonn eng Demande un déi zoustänneg Kommissioun gemaach, fir iwwert de Problem ze schwätzen. Am Januar 2016 war dunn decidéiert ginn, eng Debatt iwwert d'Investitiounspolitik vum Rentefong ze organiséieren, esou steet et am Rapport vun der Kommissioun. A wat ass bis do geschitt? Näischt!

Am Januar 2017 hu mir als déi Lénk nach eng Kéier eng Demande gemaach, fir dat op den Ordre du jour ze setzen. A wat ass zënterdeem geschitt? Näischt!

Madamm Presidentin, d'Verhale vu ville Multinationellen an den Entwécklungslänner an déi Impunitéit, déi se dobäi gréisstendeels genéissen, ass e grouse Problem, deen endlech muss ugepaakt ginn. Déi Lëtzebuurger ONG Action Solidarité Tiers Monde huet am Moment zu deem Thema eng Campagne lafen, déi de Problem ganz ausféierlech dokumentéiert. Ech ka just empfeelen, sech hiren Internetsite eng Kéier unzékucken.

Et muss ee sech emol just ee Moment an déi lokal Populatiounen erandenken, wann do eng grouss westlech Firma kënn, sech d'Land an d'Ressourcen ueuegeng, d'Umwelt massiv a stroffräi verknascht an dann d'Profitter gréisstendeels erm exportéiert, ouni vill am Land ze hannerloossen. Natierlech ass dat net ëmmer de Fall, mä awer ganz oft.

Dat schaaft net nëmme Ongerechtegkeet a sozial Problemer. Dat schaaft virun allem och Haass. Dës grouss Entreprisé sinn awer och immens komplex. Si bestinn aus engem komplizéierte Reseau vu lokale Filialen, Sous-traitanten a Partnergesellschaften. De Problem besteet doranner, datt all déi Filiale juristesche gesi wéi autonom Persounen behandelt ginn, obwuel d'Aktionären déiselwecht sinn an d'Decisiounen vun uewen erof geholl ginn. Déi Autonomie juridique vun de Filiale féiert dozou, datt d'Mammociétéite praktesch ni responsabel kënnen gemaach gi fir dat, wat an den Entwécklungslänner geschitt. An och déi lokal Filiale kënnen oft stroffräi agéieren. D'Korruptioun spillt do natierlech eng grouss Roll. Mä dat erkläert och net alles.

A villen Entwécklungslänner, besonnesch an Afrika, hunn d'Staten einfach net déi budgetär Mëttelen, fir effektiv Kontrollen ze organiséieren an domadder d'Applikatioun vun hirer Gesetzgebung ze iwwerwaachen. An och fäerten, deemno wéi, déi lokal Autoritéiten, fir konsequent Mesuren ëmzesetzen, aus Angscht, virun en internationaalt Schiidsgericht gezunn ze ginn.

An anere Fäll gi Multinationale rechtskräfteg veruerteelt, mä weigere sech dann einfach, d'Uerteel unzëerkennen, esou wéi am Fall Chevron/Texaco am Ecuador. Dat alles féiert dozou, datt Multinationale sech an den Entwécklungslänner bal alles erlabe kënnen, ouni eng Strof mussen ze fäerten. Dat féiert entgéint der gängiger Theorie net zu Entwécklung, mä am Géigendeel zu Aarmut a Misär.

An déi Länner, wou d'Decideuren vun deene Firmen an och hir Aktionäre setzen, déi kucken einfach ewech a maachen esou, wéi wa se domadder näischt ze dinn hätten.

Madamm Presidentin, iwwert déi Lëtzebuurger Fongindustrie fléissen enorm Zommen an dës Firmen an erëm zréck un d'Investisseuren. Eist Land huet bei dëser Thematik also eng ganz besonnesch Verantwortung. An et wär dofir och gutt, sech emol e bëssen domadder ze beschäftegen.

International lafen nämlech eng ganz Rei vun Initiativen, déi derwäert wäeren, vun der Lëtzebuurger Diplomatie ënnerstëtzt ze ginn. An éischter Linn denken ech do un d'Diskussiounen am Conseil des droits de l'homme vun der

UNO. 2014 ass do mat der Resolutioun 26/9 en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn, fir e legale Kader auszeschaffen, mat deem d'Multinationale kënnen fir Mënscherechtsverletzungen zur Verantwortung gezu ginn. Déi Diskussiounen sinn nach ëmmer amgaangen a wäere sécher eng gutt Geleeënheet, sech fir Progrésen an där Thematik anzusetzen.

Et gëtt dernieft och nach eng Initiativ „carton vert“, déi vum franséische Parlament ausgaangen ass a mëttlerweil vun aacht nationale Parlamenten an der EU ënnerstëtzt gëtt. Dës Initiativ fuerdert d'EU-Kommissioun op, e legislative Kader auszeschaffen, dee fir europäesch Entrepreneuren e verbindlechen Devoir de vigilance aféiert, dat heescht d'Flicht, fir präventiv géint all eventuell Mënscherechtsverletzungen am Zesammenhang mat hiren transnationalen Aktivitéiten virzegoen. Ech mengen, et wier och gutt, wa mir dat géife maachen.

Den Här Angel seet...

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir hunn eis do schonn ugeschloss, scho virun engem Joer.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Virun engem Joer?

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir hunn dat ënnerstëtzt.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ah okay! Ma dann ass et gutt. Dann zéien ech dat zréck. Da war ech falsch informéiert. Ech war dovun iwwerzeugt, datt dat net de Fall wär. Ganz gutt! Super! Heiansdo si mer besser, wéi ech mengen.

Wou war ech elo? Jo! Madamm Presidentin, et kann een net vu Multinationellen am Kontext vun der Entwécklungspolitik schwätzen, ouni d'Thema vun der Steierevasioun unzeschwätzen. Also do hu mer awer weiderhi keng gréisser Efforte gemaach.

Eng Resolutioun vum Europaparlament aus dem Joer 2015 schwätzt vun 189 Milliarden Dollar pro Joer, déi den Entwécklungslänner wéinst aggressiver Steieroptimierung verluer ginn. Dat ass e gutt Stéck méi wéi déi weltwäit Entwécklungshëllef pro Joer ausmécht; Suen, déi net fir Gesondheet oder Bildung zur Verfügung stinn, mä iwwer Ëmweeër an d'Tasche vun Aktionäre wandere. Datt déi Lëtzebuurger Finanzplaz dobäi eng Roll spillt, wësse mer allegueren. Si ass net eleng responsabel, mä si spillt dobäi eng Roll, déi net negligabel ass.

Ech kann nach drun erënneren, ech hunn dat scho gesot, 2008 hat de Cercle des ONG eng Etüd an Opdrag ginn, déi de Prejudice vun der Finanzplaz fir Entwécklungslänner op véiermol de Montant vun eiser Entwécklungshëllef geschat huet. Dat war dee sougenannte Falk-Rapport. Deen ass deemools zerrappt a verdaamt ginn. Mä mir stelle fest, datt bis haut awer och keng Géigerechnung opgestallt gouf vun de grouse Genien, déi gemengt hunn, et wier néideg, deen ze zerrappen, well en awer de Fanger op d'Wonn geluecht huet.

Et gëtt bestëmmt kee Patentrezept, wéi ee konkret mat all deene Froen, déi ech elo opgeworf hunn, kann ëmgoen. Mä et wär emol e gudde Ufank, wann een iwwerhaupt emol driwwer géif schwätzen. An dat gëtt net gemaach.

Et wier och iwwerhaupt gutt, wa bei der Kooperationsdebatt, mengen ech emol, den Här Finanzminister derbäi wier, dee souwiso an nächster Zäit eendäiteg méi Zäit wäert hunn, wéi hie selwer geduecht hätt,...

**(Brouhaha)**

...fir och kënnen iwwert déi Froen ze diskutéieren.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Wagner, allez, bleift beim Thema!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ma neen! Mä dat freet mech fir hien, datt e méi Zäit huet. Et ass gutt, Zäit ze hunn am Liewen.

**(Interruption et hilarité)**

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, Här Wagner, fuert virun!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Mä ech menge ganz serieusement, datt et gutt wier, datt och de Finanzminister bei dëser Debatt präsent wier. Well mir hunn engersäits, et ass wéi bei der Ëmweltpolitik, mir hunn den „good cop“ an den „bad cop“. An ech hätt och gär heiansdo den „bad cop“ derbäi.

Déi Froen also einfach ze ignoréieren an esou weidermaachen, wéi wa mir domadder näischt ze dinn hätten, ass hypokritesch a gëtt eiser globaler Verantwortung net gerecht.

Ech wollt awer och dann nach erëm eng Kéier ofschléisse mat der palästinensescher Fro. Well ech sinn och net ganz zefridde mat der Aart a Weis, wéi mer och..., an ech si frou, datt ech

net deen Eenzege sinn, deen dat gesot huet, ech mengen, datt schéngt awer bal e Konsensus he zu sinn, mä mat der Fro och vum Import vun illegale Produiten aus den illegale Kolonien a Palästina, déi hei weiderhin nach agefouert ginn.

Ech mengen, datt den Här Ausseminister eng gutt Politik bedreift an dëser Fro, eng couragéiert Politik bedreift souguer, well et ass net einfach, wat hie sech heiansdo muss unhéieren, wat fir eng Beleedigungen en och heiansdo muss unhéieren. Ech mengen, dat geet heiansdo un d'Substanz. Ech weess, vu wat ech schwätzen, well mir dat och scho virkomm ass. Mä bon, soit! Dat muss een och heiansdo kënnen ignoréieren.

E mécht eng gutt Politik. Mä ech hunn den Androck, datt aner Regierungsmembere seng positiv Politik net onbedéngt esou ënnerstëtzen. Ech mengen, datt de Premierminister an deem Fall ass an datt de Wirtschaftsminister och an deem Fall ass.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt iwwert den Import vun illegale Produiten hei zu Lëtzebuerg. An d'Antwort, déi kënnst Der och nokucken. Si ass och zitéiert am Barometer an déi ass einfach net zefriddestellend. An ech hunn awer och den Androck, datt déi verschidde Visiten an dëser Géigend, och vum Premierminister, ouni sech mam Ausseminister auszuschwätzen, fir och nach Zesammenarbeiten ze hu mat Unien an Entrepreneuren, déi och an der Kolonisierung aktiv sinn, datt dat kee gutt Zeechen ass.

Ech mengen, et wier gutt, wann d'Regierung do eng eenheetlech Positioun hätt. Ech mengen, et wier och gutt..., bon, mir hu virun dräi Joer eng Resolutioun, souguer zwou - dat war eng kleng Pann, eng parlamentaresch Pann - Resolutiounen ënnerstëtzt, ënner anere eng, déi vun eis kouw, fir ze soen, datt Lëtzebuerg oder d'Regierung eng Kéier misst de Stat Palästina unerkennen, wéi dat esou oft de Fall ass. Et ass all Kéiers - all Kéiers! - ofgeleent ginn, ëmmer aus engem anere Grund, an heiansdo souguer aus engem fallaciöse Grund. Dee leschten, dat war, fir ze soen, datt d'Palästinenser missten Israel unerkennen. D'Autorité palestinienne huet dat gemaach, scho längstens.

Ech verstinn net, also ech si ganz erstaunt, datt dat nach net gewosst war am Statsministère. Mä ech mengen, dat war eng faul Excuse, fir dat net wëllen ze maachen. Well ech mengen, datt an der Regierung net jiddwereen un engem Strang zitt an datt...

**(Interruption)**

...u sech och d'Bestriewunge vum Här Ausseminister e bësse boykottéiert ginn innerhalb vun dëser Regierung. Et ass schued, well et eng Decisioun vun der Chamber war, an déi gëtt einfach net respektéiert. Ech hoffen, datt mer awer erëm eng Kéier dorobber zréckkommen. Voilà.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Wagner, Merci. Den Här Fayot wëllt lech nach eng Fro stellen, ier Der elo gitt. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Et ass och vläicht éischter eng Präzisioun par rapport zu eppes, wat den Här Wagner gesot huet, méi fréi a senger Ried. En huet geschwat vun der Cohérence des politiques, wat d'Investissementer ueget vum Fonds de compensation a vum Future Fund.

Dir hutt gesot, mengen ech, dass Äre Kolleg, den Här Urbany, Initiative geholl hätt, an ech mengen Dir och, fir eng Kéier driwwer ze schwätzen. An Dir hutt gesot, et wär näischt geschitt. Ech mengen, dat ass net ganz richtig. Mir hate virun net allze laanger Zäit, un den Datum kann ech mech elo net erënneren, den Här Berger weess dat vläicht méi genee, an der Finanzkommissioun eng Diskussioun iwwert d'Kritären,...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat ass schonn ee Joer hier.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - ...d'Critères d'investissement vum Fonds de compensation an och vum deem Luxembourg Future Fund, a Präsenz vun Här Kieffer, deen eis deemools eng Partie Explikatiounen driwwer ofginn huet. Ech sinn net méi ganz sécher, wat d'Konklusiounen waren. Mä ech mengen, et war gesot ginn, dass et do géif ethesch Consideratiounen ginn, vläicht elo net satisfaisant fir lech, mä, bon, mir haten en Echange driwwer. Et misst een noliesen, wat d'Konklusiounen dovun waren.

Ech sinn d'accord mat lech um Prinzip. Ech mengen, et ass awer net, dass mer guer näischt an der Chamber zu deem Punkt do gemaach hätten.

Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, et ass precisement gaangen ëm den Zukunftsfong, méi präzis. De Fonds de compensation engersäits, deen huet natierlech kloer Kritären an deen ass och méi einfach an deem Sënn ze verwalten. Den Zukunftsfong, den FSIL, do gëtt de Finanzministère selwer zou, datt dat einfach net geet, also datt dat guer net ze kontrolléieren ass. Bon, et gëtt gesot, et ass och eng méi kleng Zomm, well einfach vill méi schnell investéiert gëtt, datt dat emol net de Sënn ass.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo. Ech mengen, beim Zukunftsfong war gesot ginn, dass e fir de Moment géif an en..., et ass esou en „index tracker“.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, jo, jo.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Dat heescht, well en ze kleng ass, ass et e Fonds indiciaire, deen an eng Bourse leeft...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, jo, ech weess. Mä et kann een awer och d'Fro opwerfen, ob dat iwwerhaupt Sënn mécht, deen Zukunftsfong ze hunn, ob een deen net kéint aneschtens verwalten.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dat ass eng aner Diskussioun.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, et ass eng aner Diskussioun. Mä Fakt ass, datt et onméiglech ass, beim Zukunftsfong d'Investitiounen iwwerhaupt ze kontrolléieren, net wéi beim Fonds de compensation. Datt vläicht an eng zweeter Phas vläicht den Zukunftsfong soll aneschtens...

► **Une voix.** - Dat hu mer scho virgesinn.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech hoffen. Also, je touche du bois. Ech sinn do wéi den hellegen Thomas, mä zurzäit ass et eng Realitéit...

**(Interruption)**

Zurzäit ass et eng Realitéit, datt den Zukunftsfong net kontrolléierbar ass an an onethesche Saachen investéiert. De Fonds de compensation, deen investéiert nach ëmmer massiv. A mir sinn dat jo net gëschter gewuer ginn. Dat ware mer schonn 2010 gewuer ginn also, datt do nach ëmmer ganz staark geträngtelt gëtt. An ech hunn den Androck, datt do awer..., oder vläicht brauch ee méi Personal, fir dat ze maachen. Ech weess dat net. Mä et wär awer gutt, wa mer do weiderkéimen.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Wagner.

Mir hunn den Tour elo gemaach vun den ageschriwwene Riedner. Da géif ech lech Merci soe fir Är ganz interessant Kontributiounen zu dësem ganz wichtige Thema. An da ginn ech nach eng Kéier dem Här Minister Romain Schneider d'Wuert, dee bestëmmt nach déi eng oder aner zousätzlech Informatiounen wëllt liwweren. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert, well - ech mengen - effektiv eng Rei Riedner op eng Rei Punkten agaange sinn, wou et awer net nëmme derwäert ass, mä natierlech och ganz kloer ass, datt ee soll drop äntweren an och Stellung huelen dozou.

Ech wollt fir d'Éischt awer emol vun der Geleeënheet profitéieren an alle Riedner Merci soe fir déi Bäitrag, déi de Mëtteg eriwuerkoumen. Ech mengen, generell kann ee soen, datt d'Lëtzebuurger Kooperationspolitik begréisst gouf an eigentlech genau dat, wat och, mengen ech, säitens vun anere gesot gouf, och vu bausen, datt mer eng positiv Nott kritt hunn an och hunn, an och eng Ausrichtung hunn, datt dës Entwécklungspolitik an och déi humanitär Politik an déi richteg Richtung ginn, datt se um richtige Wee sinn, mat enger Rei Bemollen derbäi, déi hei gesot goufen, an ech géif eng Kéier kuerz dorobber agoen.

Ech kann net op all Punkten agoen, well soss kéint ech meng Ried nach eng Kéier d'selwecht hale wéi d'leschte Kéier. Ech probéieren, se e bëssen en bloc ze halen.

Ech mengen, fir d'Éischt ass emol ganz kloer festzehalen, datt mer eigentlech hei feststellen, datt ech, wéi ech geschwat hu vun engem breede Konsens iwwert d'Entwécklungspolitik, och deen de Mëtteg hei ka feststellen, och wa verschidden Nuancen dra sinn, mä ech mengen, datt et gutt ass, datt mer eng Entwécklungspolitik op engem gewëssenen Niveau maachen, datt mer se cibléiert hunn an datt mer eis och ausgeriicht hunn no deenen internationalen Normen, wou mer effektiv se méi effikass, méi punktuell maachen a virun allem och ganz genau setzen do, wou et eng Plus-value eigentlech och gëtt. An et ass dee Punkt, dee fir mech virun allem an dese Beräicher wichtig ass.

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Et goufe ganz wichteg Saachen och hei gesot. D'Roll virun allem och vun deem ganze Volet vun der Mikrofinanz ass eng ganz wichteg, déi mer viru sollen ënnerstëtzen, well wa mer effektiv wëllen och virukommen an deenen eenzelne Beräicher, da mussen mer selbstverständlech och d'Moyenen zur Verfügung stellen. An dat kënnen net nëmmen ëffentlech Moyene sinn, dat mussen och Moyene sinn, déi vu baussen erakommen, souguer och vu bannen erakommen. Ech kommen herno och op dee ganze Volet eng Kéier kuerz ze schwätzen, wat de Volet vun den Taxe betrëfft.

Da gouf hei relativ vill kritiséiert respektiv ugeeregt, wat dee ganze Volet vun der Handelspolitik ueget. Ech mengen, hei ginn ech lech recht, dat hei eng ganz Rei vun Efforten nach hei de Volet an d'Schinn virun allem vum Fair Trade, wéi ech och selwer hei gesot hunn, virun ze ënnerstëtzen. Mir sollen eis nach eng Kéier nei fokusséieren op en neie Volet dovun: dee vum ganze Fair-Fashion-Volet. Och dat ass ee wichtegen Aspect, deen ee kann unzéien, well hei virun allem och ëmmer erëm virun allem Aarbechtsbedéngungen an virun allem och Kannerarbeit mat am Spill sinn. Genau déi kann een och hei cibléieren iwwert déi doten Aktiounen, déi konkret gemaach ginn.

Et koume konkret Froen hei eran iwwer engersäits Myanmar, wéi mer dozou stinn. Ech mengen, et ass ganz kloer, dat mer ganz no waren, fir effektiv och en Accord ze ënnerschreiwe mam Myanmar, dat mer déi dote Verhandlungen an deem doten Accord de Moment op Ais geluecht hunn, fir ganz einfach och ze kucken, wéi effektiv dat politescht Ëmfeld sech nei orientéiert an ob et sech och erëm stabiliséiert an déi richteg Richtung hei. An ech mengen, hei ass virun allem den diplomatesche Volet, dee wäert spillen.

Op där anerer Säit hu mer déi dräi Projeten, déi mer am Moment gemaach hunn, awer viru lafe gelooss, well et virun allem jo och drëm geet, dat mer kucken, der Zivilgesellschaft, der Bevölkerung och ze hëllefen a schwierige Situationen. An duerfir grad, déi Projete soll een net stoppen, wann een och den Accord generell op Ais leet. An duerfir hu mer an deem Beräich och Projete vum Développement rural, vu virun allem och der Formation professionnelle an dem Tourismus. Dat si Projeten, déi lafen, déi schwierig lafen. Dat ass evident. Mä wou mer virun allem och mussen kucken, zesumme mat der Bevölkerung, dat hei ze maachen.

An een Aspect, mengen ech, deen och heibanen esou gesot gouf: De Volet vun der Aide humanitaire an deem Beräich ass merklech an d'Luucht gaangen. An do wäerte mer och drop halen, fir virun allem de Leit och an der Nout kënnen ze hëllefen.

Et gouf d'Fro hei gestallt iwwert de Burundi. Ech mengen, am Burundi ass et och ganz kloer, dat mer natierlech och déi eenzel Sanktiounen, déi gemaach goufen, zur Kenntnis geholl hunn. An och do, mengen ech, ass et wichteg, dat mer de Moment do awer aktiv bleiwen, a virun allem am Beräich vun der Aide humanitaire. D'Aide humanitaire ass e Volet, deen och hei wichteg ass, fir virun allem och d'Leit net eleng dostoos ze loosseren.

E Volet, deen nach ugeschwat gouf, ass dee vun der Verbindung, mengen ech, ëmmer méi, an dat virun allem och no der Agenda 2030, och virun allem no der COP21, d'Verbindung mat deem ganze Changement climatique, virun allem och déi Beräicher, déi mer erabrëngen. An et gouf hei virun allem och drop hingewisen op d'Agenda 2030, déi jo universell ass, also wou all Land och selwer gefuerdert ass, a mir natierlech och do mussen hëllefen, virun allem als Partner ze agéieren, fir effektiv och déi dote Beräicher an den erneierbaren

Energie grad an den Entwécklungslänner ze promovéieren an hei och déi richteg Akzenter ze setzen.

Et gouf ugeschwat eis Politik, déi mer generell maachen, d'Politik vun den „dräi D“. Jo, mir maachen eng Politik vun den „dräi D“ engersäits. Natierlech ass dat eng Politik, déi steiert op d'Défense, op d'Diplomatie an den Developpement. Dat ass och eng Politik, déi mer gesinn. Et gëtt effektiv keng Entwécklung ouni Sécherheet an et gëtt keng Sécherheet ouni Entwécklung. Dat ass nach ëmmer esou gewiescht an dat wäert och an Zukunft esou sinn an et ass méi wéi jee och wichteg, dat mer och dat an Zukunft wäerte promovéieren.

Ugeschwat dann awer déi zwee Hauptpunkten. An ech hu mech ee Moment scho bal an enger Diskussioun iwwert de Pensionsfong gefüllt. Déi Diskussioun, Här Wagner, déi Der zënter Laangem hei frot, vun där mer gesot haten, mir géife se an der Chamberskommissioun elo eng Kéier ureegen. An de President vun der zoustänneger Kommissioun géif déi eng Kéier nei ureegen, fir se och ze féieren.

Iwwregens, den Här Fayot hat recht, fir ze soen: Mir hunn och schonn eng Kéier mam Finanzminister iwwert déi Zesummeleung respektiv déi Diskussioun zesumme mam Pensionsfong a mam neien Fong effektiv gekuckt. Mir sinn och do an enger Verbindung. Mir hunn och e klengen Aarbechtsgrupp gemaach, fir effektiv do eng Ausrichtung ze maachen, gemeinsam, wéi dee Fong soll funktionnéieren an och wéi ganz einfach virun allem den Zukunftsfong ethesch soll funktionnéieren. Hei si mer mat eisen Aarbechte geschwé fäerdeg a wäerten dat da selbstverständlech och der Chamberskommissioun respektiv dem Parlament hei presentéieren.

Dann hunn ech awer zu deem Pensionsfong virun allem eng Rei Aussoen héieren - hei geet et jo ëm d'Cohérence des politiques, et ass jo dat, wat een dann och ëmmer erëmfënt -, dat näischt gemaach ginn ass. Dat, mengen ech, stëmmt awer elo sécher net, well ech kommen elo mat enger Rei Punkten hei, déi lech ganz kloer soen, dat et Bewegung gouf an deene leschte Joren an dat och ganz kloer hei, virun allem an deser Regierung, ganz nei Ausrichtungen getéigt goufen.

An et gëtt ëmmer vu ville Kolleegen heibanen vum sougenannten norwegesche Pensionsfong geschwat, wou mer sollen an d'Leier goen, un dee mer eis sollen uleenen. Mä gitt emol eng Kéier kucken, a wat fir eng Fongen den norwegesche Pensionsfong investéiert! Gitt emol eng Kéier kucken, ob Der déi Fongen, déi exclu si vun eise Pensionsfong, am norwegesche Pensionsfong erëmfant! Ech soen lech: Jo, Dir fannt se nach erëm. Dir gesitt also och, wéi do dee Streaming da gemaach gëtt a mat wéi enger Konsequenz dat effektiv och do agéiert gëtt.

Ech ginn lech awer 100% recht, allegueren, déi hei insistéiert hunn, dat mer virun Efforte mussen maachen, fir virunzuekommen. Mä mir hu konkreter gemaach. Ee vun deenen ass, dat gouf hei agefouert, dat ass scho méi laang hier, mä dat gouf och konsequent duerchgefouert, dat mer effektiv probéieren, bei deene Conventions internationales, déi bestinn, ze kucken, ob déi och ugewannt ginn.

Hei ass déi Liste d'exclusion, déi erstallt gëtt vum Pensionsfong a wou regelméisseg och Firmae fir d'Eischt eng orange Luucht an dann déi rout Luucht gewisse kreien, ier se effektiv ausgeschloss ginn. Derniewent, mengen ech, ass et awer och wichteg, dat de Pensionsfong decidéiert huet, virun allem fir déi futur Mandaten, also déi, déi et wëlle ginn, bei der aktiver Gestiou vun de Kompartimenter och hei ze kucken, dat mer einfach deen neie Pro-

zess mat abannen an dat effektiv nëmmen nach investéiert gëtt a sougenannten Investisementer, déi och d'Kritäre vun enger nohalteger Entwécklung respektiv vun engem Investissement socialement responsable hunn. Also, dat hei ass dee richteg Schrëtt, wat d'Gestion active betrëfft.

Bei der passiver Gestiou fuere mer virun op der Linn vun der Liste d'exclusion. An dann, mengen ech, ass et awer och nach wichteg, dat ee muss soen, dat ee virun allem och an deenen eenzelnen Aktiounen respektiv an Obligationen ëmmer méi op dee Wee geet, och wa mer hei amgaange sinn, iwwer Étuden ze kucken, wéi dat sech effektiv entwéckelt. Dat ass dee ganze Volet vun deene sougenannte grénge Fongen, de Green Bonds. Och hei besti konkret Projeten, wou dat scho gemaach gouf, wou och eis Finanzplaz sech opstellt. Viru Kuerzem nach hat de Finanzminister zesumme mat der Ëmweltministeresch ee Rendez-vous, fir ebe genau ze weisen, wat mer de Moment alles scho probéieren an deene sougenannte Green Bonds mat ze implizéieren.

Derniewent, mengen ech, huet och de Pensionsfong sech selwer eng nei Investimentsstrategie ginn, wou virun allem de Volet vun den Investisementer ganz kloer erëmfënnen ass, déi méi socialement responsable solle ginn, also déi ganz Responsabilitéit och méi op dee Volet sollen zéien. Do gesäit een also hei, dat Bewegung dran ass. Ech hu richtegerweis gesot: Mir sinn net um Enn dovun.

Mir müssen awer och ëmmer wëssen, wat de Pensionsfong duerstelt: Dat si Sue vun den Assurée. Déi sinn am Prinzip do, fir d'Renten an Zukunft nach kënnen fir déi nächst Generationen ze bezuelen. Et ass ganz kloer, dat mer bei der Maximiséierung vun de Gewënner och hei elo schonn, mengen ech, eng Rei Projete maachen, virun allem am Logement, wou mer op Basen zréckginn, déi effektiv net méi déi Rendementen hu wéi aner Projeten. Mä hei gi Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach. Hei mussen mer a kënnen mer nach méi investéieren. An ech mengen och, dat mer hei zesummen op deen dote Wee kënnen goen.

Dann den zweete Volet, deen hei ëmmer erëm ugeschwat ginn ass, ass dee vun den Taxen a vun der Fiskalitéit. An ech mengen, hei verweisen ech ganz kloer drop, dat mir als Lëtzebuerg eent vun de Länner waren, déi och zesummen eben zu Addis Abeba déi sougenannte Addis Tax Initiative mat ënnerstëtzt hunn, déi eng ganz Rei vun neie Kritäre bitt, déi mer respektéieren a wou mer och an Zukunft Wäert drop leeën. Mir waren eent vun den éischte Länner, déi se ënnerstëtzt hunn, genausou gutt wéi mer och d'BEPS vun der OCDE suivéieren an och déi ënnerstëtzen, an der hei huet Lëtzebuerg, mengen ech, Erfahrung gemaach mat allen internationale Standarden an deem Kader.

Derniewent mengen ech, ass et awer och esou, dat mer natierlech mussen kucken, an dat gouf jo virun allem och grad zu Addis Abeba gesot: Wat fir eng Moyene brauche mer? Fir an Zukunft nach kënnen des Entwécklungshëllef ze finanzéieren, brauche mer natierlech och Moyenen, déi aus Eegeressourcë vun eise Partnerlänner kommen. An duerfir hu mer eben och gekuckt, grad an dese Voleten d'Capacitéite vun eise Partnerlänner wéi dem Niger an dem Senegal an d'Luucht ze setzen, fir virun allem hei och eng Mobilisatioun vun nationale Ressourcen ze maachen.

An als Informatioun nach, am neie PIC mam Senegal wäert Lëtzebuerg op d'Exoneratioun vun der TVA verzichten, fir ebe grad déi Suen am Land selwer ze loosseren. An ech mengen, esou Saachen, eng Rei esou Initiative wäerten och an Zukunft nach kommen. Et ass wichteg, dat mer effektiv och déi eege Gelder vun de Länner an de Länner behalen an net erauszéien.

Loosst mech nach vläicht dräi Wieder soe generell, mengen ech, zu eiser Positioun.

Et gouf och dacks hei ugeschwat: de Consensus européien, dee jo effektiv ënnerschriwwen gouf bei den europäeschen Entwécklungsdeeg, wou mir eis effektiv massiv laang an de Virgesprécher dergéint gewiert hunn, fir eng Rei Saachen ze änneren - virun allem dee ganze Beräich vun den 0,7%, deen hei och ëmmer erëm ugeschwat ginn ass -, well mer och der Meinung sinn, dat ee schnellstméiglech déi Ziler muss errechen an dat ee sech do net kann hannert verschiddene Saache verstoppen.

Duerfir och ganz kloer hei eis Nott, déi mer am Conseil selwer hannerluecht hunn, fir ze soen, dat d'est hei eng Verschlechterung par rapport zu deem ass, wat 2005 ausgehandelt gouf ënner der Lëtzebuurger Présidence an op dat mer haut nach, mengen ech, kënnen stolz sinn, wat deemools ausgehandelt gouf.

Wat schued ass, ass, dat dese Consensus européien fir d'Entwécklungspolitik net méi wäit gaangen ass, fir och nei Akzenter ze setzen. Well effektiv an der internationaler Entwécklung ass Europa, engersäits seng Member-

länner awer och d'Kommissioun, ganz dacks dee gréisste Bailleur, also ganz dacks déi aktiv Instruktioun an deenen eenzelne Länner. An duerfir ass et grad schued, dat och des Kommissioun, dat eben och d'EU-Memberlänner sech deen heite Consensus operluecht hunn an net méi wäit ginn, wéi dat eigentlech virgesi war.

Da vläicht zum Schluss zur Motioun, déi ageerecht gouf säitens vun der ADR, déi beinhalten eng ganz Rei vu Punkten, déi ounideem, mengen ech, de Moment vun der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik gemaach ginn. Wann ech virun allem dee ganze Volet kucken, wat d'Recherche betrëfft, dee ganze Volet virun allem och hei, fir Programmer ze maache géint d'Kannerstierflechkeet, dat där Programmer virun allem och gemaach ginn, fir regelméisseg d'Chamber ze informéieren, dat ass eppes, wat ech selbstverständlech kann ënnerstëtzen.

Ech muss awer soen, dat virun allem och bei eis natierlech d'Roll vun der Fra am Mëttelpunkt steet. Och dat, mengen ech, ass sous-entendu, wat een hei erëmfënt. Ech muss awer soen, dat mir all Programmer ënnerstëtzen, mä mat Sécherheet de Moment an och an Zukunft keng Ofdreiwungsprogrammer wäerten ënnerstëtzen.

Mir sinn do, mengen ech, fir ze ënnerstëtzen, ze kucken, Familljeplanungsprogrammer ze ënnerstëtzen, Informatiounen ze ginn op där enger Säit a virun allem ze kucken, d'Education richteg eriwwerzebréngen, medezinesch mat ze intervenéieren a virun allem och ze kucken, de Beräich vun de Verhütungsmittelen mat ze promovéieren.

Ech war selwer an eenzelne Länner, wou ech déi Projete gesinn hunn, déi wierklech och ganz gutt ukommen, wou ech och selwer mat de Fraen, mat de Meedercher geschwat hunn. Dat si Programmer, déi mer gezielt maachen. Ech mengen also, dat eng ganz Rei vu Saachen hei erfüllt ginn. A mer op där anerer Säit eng kloer politesch Ausrichtung hunn, soudatt ech géif mengen, dat des Motioun souzese fir mech net unzehuele wier säitens vun der Regierung. Eng ganz Rei Saache gi gemaach. Ech mengen, mer kënnen dat ganz gären diskutéieren. Mä ech mengen, dat ass meng Positioun. Mir maachen déi meescht Saachen an an anere Saachen hu mer eng anerer Ausrichtung.

Ech mengen, Dir wësst, dat dat ee Choix politique ass. Genausou gutt, an dat hat ech, en de hors vun der Motioun, virdru vergiess ze soen, de Choix politique an deem Regierungsprogramm seet ganz kloer, dat mer 1% vun eise RNB defir huelen, dat mer déi och net als eng Aide liée gesinn, dat anerersäits och all eis aner Fongen, déi mer benotze fir de Klimafong, awer och fir aner Fonge wat d'Migratioun respektiv d'Refugié betrëfft, additionell bei eis sinn an och wäerte bleiwen.

An ech mengen, Dir hutt gesinn, dat mer Äre Bedarf an Are Begier an d'Aide humanitaire souguer maachen. Mir stiechen ëmmer méi Gelder an d'Aide humanitaire, wat och richteg a wat och gutt esou a wat an Zukunft och nach méi wäert bréngen.

Mä wat d'Motioun betrëfft, géif ech der Chamber proposéieren, déi ze rejetéieren.

Merci bien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci. Den Här Oberweis huet d'Wuert.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Madame Presidentin. Här Minister, ech hat a menger Ried kuerz geschwat gehat vun där Coopération triangulaire. Dir hutt elo grad dat Wuert Senegal fale gelooss. Meng Fro war ganz einfach, well dat jo esou gutt funktionnéiert huet deemools mat der triangulärer Kooperatioun, ob et net machbar wier, fir den Nord-Süd-Süd téschent dem Senegal a Guinea-Bissau, engem Land, wou jo bal keen derno kuckt, opzebauen. Dat ass e Land, dat wierklech um Rand ewechgelooss gëtt. Do geet keen hin hëllefen. Meng Fro ass, ob dat eng Méiglechkeet wier, esou eppes opzebauen an engem Triangulären. Well de Senegal steet sech ganz gutt an déi aner kéinten dovun léieren.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Also, triangulär zesummeschaffen ass ëmmer gutt. Esou wéi mer op där anerer Säit och virun allem fuerderen, dat Süd-Süd zesummeschaffen, mengen ech, dat et eng Saach ass, déi ganz wichteg ass: léiere vun engem. Ech hat d'Beispiel vu Mexiko genannt. Et ginn nach anerer.

Op där anerer Säit, déi triangulär Saachen hu mer op Plaze probéiert. Déi sinn net ëmmer esou einfach ze léisen, well et och hei schwéier





ass, heiansdo Partner beieneenzebréngen. Mir haten eng Aktioun am Cap-Vert, wou mer dat probéiert haten. Och dat huet eng ganz laang Zäit gebraucht, fir et en place ze setzen. Mä natierlech, all Projet kënnen mer am Fong eng Kéier duerchdiskutéieren. Also, ech wëll op jidde Fall net soen, dass een et net mécht. Mä et muss ee kucken, wéi d'Méiglechkeete sinn an och wéi d'Partner an dese Beräicher an d'Länner virun allem spezifesch matenee kënnen fonctionnéieren.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Minister. Si soss keng Froe méi? Neen, et ass gutt.

Villmools Merci, Här Minister, fir déi zousätzlech interessant Informatiounen.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, eise President hat virdru proposéiert, dass mer all d'Votte géifen op muer verschiben, well verschidde Kolleegen aus bekannte Grënn net hei sinn. Dat heescht, déi Motioun hei vun der ADR gëtt dann och muer de Mëtte behandelt.

Mir wären elo mat deemem Thema fäerdeg. Mir kommen elo op en anert Land, wat och ganz gebeutelt ass: de Jemen. Et war ganz laang e ganz stabillt Land, well soss hätt d'Cargolux do net zu Sanaa d'Haaptëmschlagsplaz gehat während bal 30 Joer. Elo sinn d'Kriegshären do, déi regéieren, d'Sunniten an d'Schiiten, déi sech dauernd an der Woll leien, an net nëmmen an der Woll leien, mä eng riseg humanitär Kris provozéiert hunn, wou haaptsächlech d'Kanner drënner leiden. Et ginn Epidemien. An ech mengen, et gëtt Matière genuch fir des Motioun.

Ech géif direkt dem Kolleeg Laurent Mosar d'Wuert ginn, fir eis nach d'Motioun virzestellen.

## 7. Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen

### Dépôt et exposé

► **M. Laurent Mosar** (CSV), *auteur*.- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci, Dir hutt mir scho bal d'hallef Motioun hei virgestallt.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Ech hu se net gelies, mä ech kennen d'Land gutt.

► **M. Laurent Mosar** (CSV), *auteur*.- Dir kennt d'Land gutt, dat ass wonnerbar. Ech wëll awer fir d'Éischt soen, dass ech déi Motioun am Numm vun der Madamm Nancy Arendt a selwer mat der ganz aktiver Mathëllef vun eise Presidentin vun der aussepolitichescher Kommissioun, dem Marc Angel, deem ech och extra wëll e Merci soen derfir, hei deposéieren an herno op e ganz grouse konsensuelle Vott hof-fen.

Déi humanitär Situatioun, an ech mengen, dat ass lech alleguerde bewosst, am Jemen ass eng absolutt Katastroph. Méi wéi 20 Milliounen Mënschen, ënner hinnen 11 Milliounen Kanner, brauchen, Dir Dammen an Dir Hären, dréngend humanitär Hëllef. Den Alarmruff, deen déi lescht Woch vu verschidde internatiounalen ONGen, awer och haaptsächlech vun Agencé vun der UNO lancéiert ginn ass, weist eigentlech, wéi dramatesch déi Situatioun an deemem Land ass.

Neutral Observateure schwätze schon haut vun der schlimmster humanitärer Kris op eise Planéit an d'Gefor vun enger historescher Hongersnout gëtt all Dag méi grouss. Derbäi kennt, dass de Jemen strukturell ofhängeg ass vun Import vu Liewensmëttel a Medikamenter.

Madamm Presidentin, firwat des humanitär Kris? Do gëtt et virun allem eng Explikatioun, näamlech déi sougenannten humanitär Blockad, déi vu Saudi-Arabien imposéiert gëtt, wat eigentlech eppes ass, wat ee sech iwwerhaapt net ka virstellen. Virun enger Rei Deeg hat een d'Gefill, et géif do zu enger liichter Opweechung vun där Blockad kommen. Haut war awer schon erëm ze liesen, dass Saudi-Arabien dee Spalt vun der Dier, deen et ganz kleng opgemaach hat, elo schon erëm zougemaach huet, soudatt keng Besserung an deenen nächsten Deeg a Wochen a Siicht ass.

Hei muss ee wëssen, an ech wëll dat och nach eng Kéier ënnersträichen, dass Riad fälschlecherweis behaupt, déi humanitär Kris kéinten optimal ze geréieren duerch Aktiounen vun hirem Centre humanitaire, deen dem Kinnek Salman direkt ënnerstallt ass. Wann een awer d'Echoe vun den ONGen op der Plaz héiert, schéngt et esou ze sinn, dass déi saudi-

arabesch Regierung mat hirem Centre humanitaire déi Kris iwwerhaapt net geréiert kritt, well se, an ech mengen, dat ass eng Explikatioun, jo och keen neutralen Akteur hei ass, mä si ass u sech Partie prenante an engem Konflikt a si gëtt en plus accuséiert, an deemem Land Krichsverbrieche ze begoen.

Madamm Presidentin, erlaabt mer vläicht e puer Wieder, fir awer op den Hannergrond vun deemem Konflikt anzegoen, deen oft, an net zu Onrecht, als e Stellvertrederkrich téschent dem éischter sunnitesche Saudi-Arabien an dem schiiteschen Iran beschriwwen gëtt. D'Situatioun ass - fir déi Leit, déi dat interesséiert - allerdéngs wesentlech méi komplex an dréit virun allem em lokal Begebenheeten.

Saudi-Arabien huet sech eigentlech militäresch engagéiert, fir déi Regierung, déi aus dem Printemps arabe, der Revolutioun vun 2011, erausgaangen ass, ze ënnerstëtzen. D'Campagne huet dann och haaptsächlech doranner bestanen, d'Rebellioun vun den Huthien, déi vum fréiere President Saleh ënnerstëtzt ginn ass, weider ze ënnerstëtzen. An do ass et, dat hutt Der och vläicht matkritt, virun e puer Deeg zu engem Changement d'alliance komm. Dee fréiere President huet d'Säite gewiesselt, wat dann als Konsequenz hat, dass en net méi spéit wéi gëschter op eng ganz duteuse Manéier ëmbruecht ginn ass.

Et muss een och wëssen, dass déi Huthien zumindest passiv vum Iran ënnerstëtzt ginn an och als Alliéiert vum Iran consideréiert ginn. Wat elo de saudi-arabeschen Engagement am Jemen ugeet, muss ee kloer gesinn, dass den aktuellen Ierfpräenz, de Mohammed bin Salman, u sech seng Accessioun op de Rang vun Verdeedegungsminister am Januar 2015 eigentlech wëllt oder wollt duerch dese Krich legitiméieren.

Op där anerer Säit schéngt et awer och esou ze sinn, dat muss een och korrekterweis ënnersträichen, dass den Iran bis elo éischter eng begrenzte Roll am Jemen spillt a weder bombardéiert nach Zaldoten an dat Land geschéckt huet. E finanziellen an techneschen Appui fir d'Huthien ass zwar wahrscheinlech, mä ass awer net um Ursprung vun der Rebellioun. Et muss een also hei ganz kloer téschent Ursach a Wierkung ënnerscheeden.

Wat awer de groussen Drama ass, dat ass, dass mer am Moment assistéiere bei engem Zesummembrieche vun der kompletter jemenitescher Gesellschaft, dat riskéiert, ganz seriö Konsequenze fir d'Gesamtregioun an domadder och fir d'Sécherheet an de Friden an der Welt ze hunn. Da muss ee wëssen, dass des humanitär Kris wéi all humanitär Krisen - a mir hunn de Mëtteg ganz vill dovou geschwat - ganz seriö Refugiésfluxe wäert mat sech bréngen. Bis elo solle scho méi wéi 400.000 Jemeniten d'Land verlooss hunn.

En plus kënn derbäi, dass dschihadistesche Gruppen amgaange sinn, sech hei niderzeleossen, an et ass och net ausgeschloss, dass den Islamesche Stat versicht, deen Territoire zumindest deelweis ënner Kontroll ze kréien.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat awer vill Leit a mech och ganz besonnesch an deemem Konflikt stéiert, ass d'Attitud vun der internationaler Communautéit, déi de Kapp nun awer hei komplett an de Sand stécht! Mä dese Virwurf ass net nëmmen un d'Politik ze riichten, mä generell och un déi vill international Medien, déi eigentlech ganz, ganz weineg iwwert dese Konflikt berichten. Mä vill méi wéi e verstoppten ass dest eigentlech en ignoréierte Krich, well vill vun deene westleche Chef-d'Étaten a Regierungsvertreder sech eigentlech iwwerhaapt net wëlle mat deemem Konflikt a Krich auserneesetzen.

Esou muss ee sech eigentlech virun allem emol d'Fro stellen, wéi et iwwerhaapt zu där Politik hei komm ass a wéi et iwwerhaapt och hei zu gewëssenen Allianze komm ass. A wann ee sech méi genau mat den Ursachen hei beschäftegt, da kënn een awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net derlaanscht, déi abenteuerlech Strategie vu Saudi-Arabien an och zum Deel vun den Arabeschen Emirater hei ze hannerfroen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Mosar, entschëllegt, wann ech gelift...!

► **M. Laurent Mosar** (CSV), *auteur*.- An ech mengen, dass mir wierklech net derlaanscht kommen, endlech och hei Drock op Saudi-Arabien an och op d'Emirater auszeüben, well déi dote Politik ass einfach net akzeptabel.

Ech sinn direkt fäerdeg, Madamm Presidentin!

Ech mengen, dass et awer e wichtegen Thema ass, deen et och noutwendeg mécht, dass ee sechs Minutten amplaz fennef Minutten zegutt huet.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Et ass gutt.

► **M. Laurent Mosar** (CSV), *auteur*.- Ech wëll och hei soen, dass et awer wichteg ass, dass déi Mainstreampolitik eng Kéier hei a Fro gestallt gëtt. Och, a loosse mer eis näischt virmaachen, wann dat riskéiert, op d'Käschte vun enger Rei vu Waffeverträg ze goen, déi verschidde westleche State mat Saudi-Arabien ofgeschloss hunn.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer, an ech ginn emol dovun aus, dass dat och d'Meenung vun alle Kolleeginnen a Kolleegen an deemem Haus ass, ass et einfach schockant an net akzeptabel, dass hei Honnerttausende vu Mënschen Honger leiden, Kanner duerch Bomben ëmkommen an ëmmer méi Mënschen u mëttelalterleche Krankheete wéi Cholera stierwen.

Déi international Communautéit, an dozou gehéiert och eist Land, Här Angel,...

### (Interruptions)

...dierf d'Aen net méi laang zoumaachen. Et mussen hei endlech Konsequenze gezu ginn.

### (Interruption)

An duerfir wären d'Madamm Arendt an ech selwer frou, wann eis Motioun vun enger méiglechst grousser Majoritéit an deemem Haus géif matgedroe ginn. Et geet näamlech hei a leschter Linn net em Geopolitik, et geet net em Reliounskonflikter, et geet net em Wirtschaftsinteressen, mä et geet hei em déi international Solidaritéit an elementar Mënschlechkeet. An duerfir mengen ech, andeem mer de Mëtten allegueren des Motioun stëmmen, kënnen mer an deem Sënn och e wichteg Signal als lëtzebuergesch Chamber ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Ënnerstëtzung a fir Är Opmierksamkeet.

► **Une voix**.- Très bien!

### Motion

*La Chambre des Députés,*

- *rappelant que le 25 mars 2015, une coalition régionale menée par le Royaume d'Arabie saoudite a commencé une campagne aérienne contre le mouvement houthiste en République du Yémen, déclenchant ainsi un conflit armé de plus en plus meurtrier;*

- *constatant que le précité conflit armé s'est développé aujourd'hui, notamment en raison du blocus imposé par la coalition dirigée par Riyad, en une crise politique et humanitaire majeure, la population civile étant piégée entre les deux parties belligérantes;*

- *s'inquiétant surtout du fait que ladite crise humanitaire risque de s'étendre en une des plus graves famines de ces dernières années avec, selon l'ONU, des millions de victimes potentielles, même si le blocus commence très lentement à se fissurer sous la pression internationale (atterrissage de seulement quatre avions de l'UNHCR, de la Croix-Rouge et de l'Unicef le samedi 25 novembre 2017);*

- *condamnant avec fermeté tous les crimes de guerre commis au Yémen et soulevés entre autres par «Amnesty International» et par d'autres ONG humanitaires;*

- *rappelant que la crise du Yémen est à mettre dans le contexte d'une nouvelle stratégie géopolitique de confrontation de l'Arabie saoudite, pratiquée depuis l'arrivée au pouvoir du Roi Salman en janvier 2015, pour endiguer l'influence de l'Iran au Moyen-Orient;*

- *rappelant que le Luxembourg a déjà accordé une aide humanitaire pour 2017 à hauteur de 1.800.000 d'euros lors d'une conférence internationale des donateurs à Genève en avril 2017,*

*invite le Gouvernement*

1. à intensifier d'urgence l'aide humanitaire du Luxembourg à la population civile du Yémen,

2. à s'engager tout autant politiquement et diplomatiquement pour trouver une solution rapide et durable au désastre humanitaire et à la famine annoncée par l'ONU,

3. à intervenir auprès du Conseil et de la Commission européenne afin de trouver des solutions politiques et diplomatiques au violent conflit armé et au blocus instauré par Riyad, évitant ainsi l'effondrement du Yémen et permettant l'accès de la population civile à l'eau, à la nourriture, aux médicaments et à l'aide humanitaire,

4. à s'engager pour mettre la crise du Yémen à nouveau à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies afin d'augmenter la pression internationale tout en désamorçant les tensions entre Riyad et Téhéran et en proposant des solutions englobant toutes les parties de cette «guerre oubliée» (Al).

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Nancy Arendt, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner.

### (Interruption)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Mosar. Et war, wéi gesot, e besse laang. Mä wéi gesot, d'Votte ginn all muer gemaach.

Elo komme mer zu dem nächsten Thema. Dat ass de Projet de loi, de leschte Punkt, dee mer um Ordre du jour hunn.

### (Concertation interne)

Zu der Motioun, ech mengen, si gëtt vun all Mënsch gedroen. Ech huelen net un, dass nach iergendeen do wëllt extra Kommentare maachen zu der Motioun vun dem Här Mosar.

► **Une voix**.- Dach!

### (Interruptions)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Angel, zu der Motioun vum Här Mosar, wëllt Der kuerz...? Okay, ech gesi soss keng Fanger méi. Et ass wéi Der wëllt. De System ass esou, dass Der, wann Der eppes wëllt soen zum Jemen, ass et lech fräi, ier Der Äre Rapport zu deem aneren ufänkt. Ech spieren, dass Der wëllt eppes soen.

### Discussion générale

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Zu der Motioun wëll ech just soen: Mir hate se de Méindeg an der Kommissioun. An ech si frou iwwert deen éischten Tiret, wou d'Regierung invitéiert gëtt, hir Aide humanitaire eropzesetzen, an dass de Minister do jo gesot huet, e géif eng Millioun méi ginn. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. An déi Motioun ass an der Kommissioun de Méindeg jo kuerz ugeschwat ginn. An ech hunn och mam Ausseminister geschwat a mat senge Leit. Déi fannen et gutt a wäerte sech asetzen um europäesche Plang an och um Plang vun de Vereenten Nationen, fir déi doten Thematik net ënner den Teppich ze kieren.

Dat gesot zu der Motioun. Wann Der mer dann d'Wuert gitt fir deen nächste Projet, Madamm Presidentin.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci. Jo, den 7143, Unicité de personne, dann als Rapporteur hutt Der direkt d'Wuert fir d'Modifikatioun vum Gesetz vum 6. Februar 1996 iwwert d'Kooperatioun an d'Action humanitaire.

Ausser den Här Minister wëllt och nach eppes soen zum Jemen?

### Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Ma neen, ech mengen zur Motioun effektiv. Ech mengen, ech hunn déi eenzel Tirete gekuckt. Zu deenen enge selbstverständlech kann ech mech net direkt äusseren. Mir hunn et awer zesumme mam Ausseminister och ugeschwat an hie wäert sech asetzen an deenen enzelne Punkten, déi Der do uschwätzt, fir effektiv och déi Reconnaissance an déi Wichtigkeet vun deem Punkt hei mat unzeschwätze respektiv och déi néideg Foren dann ze saisieren.

Op där anerer Säit, de Punkt 1, do kann ech direkt eppes soen, dat hunn ech och während menger Ried gesot: Mir hu gëschter decidéiert, dass mer effektiv eng nei Hëllef vun enger Millioun Euro wäerte ginn, fir effektiv och humanitär Hëllef ze maachen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Villmools Merci. Mir huelen Akt dovun.

Sou, Här Angel, drëtten Ulaf fir de Rapport vum Projet de loi 7143.

## 8. 7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire

### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (LSAP), *rapporteur*.- Ech mengen, Madamm Presidentin, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer all wëssen, participéiert Lëtzebuerg jo aktiv un all deenen internationale Prozesser, wou et em d'Qualitéit a virun allem em d'Effikasitéit vun eiser Entwécklungszusammenaarbecht geet: Déclaration de Paris, Aktionsplang vun Accra a Partenariat vu Busan.

An dofir ass et och normal, dass mer dat Kooperationsgesetz vun 1996 regelméisseg modifizieren an adaptéieren. 2004 hu mer dat gemaach, 2012 eng gréisser Modifikatioun, an am Projet de loi vun haut geet et erëm em eng weider Modifikatioun vun deem 96er Kooperationsgesetz. D'Zil ass et, wéi gesot, eis Aide publique au développement nach méi effikass ze maachen.

Am Kader vum Zukunftspak waren zwou Mesurë virgesinn. Dat waren d'Mesuren 29 an 30, wou ebe virgesi war, fir eis Hëllef, eis Entwécklungshëllef méi cibléiert op eis Partnerlänner ze fokusséieren a besonnesch méi ze hëllefen deenen äermste Länner, déi op der Lëscht

vum CAD si vun de Pays les moins avancés, déi sougenannt PMAen.

A virun allem ass et hei gaangen ëm déi Projeten, déi vun den ONGe kofinanzéiert ginn. Ech wëll awer..., et ass ganz wichteg ze ënnersträichen, dass et bei deenen deemolege Mesuren 29 an 30 ni ëm eng Spuermoosnam gaangen ass, well am Budget war ëmmer deeswéckte Montant fir d'ONGen ageschriwwen. Et goug also net ëm eng Kierzung.

Projeten, déi a ganz aarme Länner oder a Partnerlänner ënnerstëtzt ginn, kréien also méi Suen an dat huet och mat Cohérence des politiques ze dinn. An et ass jo och do, wou de CAD eis gelueft huet an der Peer Review, déi mer virun am Debat ugeschwat hunn.

Déi Ännerunge vun 2014 hunn natierlech bei verschiddenen ONGe fir Opreegung gesuergt. Eng ganz Rëtsch ONGen hu se ganz positiv ugeholl, aner net. An do huet de Minister Schneider awer direkt derfir gesuergt, dass et zu engem breeden Dialog komm ass mat den ONGen. Et gouf eng Aarbechtsgrupp agesat. An no laangen Diskussiounen koom et dunn zu engem Kompromiss iwwert d'Prozentsatz vum Kofinanzement vun den ONGs-Projeten. An des Modifikatioun vun de Prozentsatz huet eng Annerung ebe vun deem Kooperatiounsgesetz mat sech bruecht.

Deen neien Accord, den do zustane komm ass, ass also an de Projet de loi ageschriwwen ginn an e gesäit identesch Tauxe vir vum Kofinanzement fir Aktiounen, déi Deel vun engem Accord-cadre sinn, oder fir Aktiounen, déi Deel vun engem einfache Kofinanzement sinn.

Weider gesäit den Accord vir, dass et e Prozentsatz vun 80% gëtt fir Projeten an deenen am mannsten entwéckelte Länner an eise Partnerlänner - 80% elo, virdu 75% -; e Prozentsatz vu 60% fir Projeten a Länner, déi net op der Lëscht vum CAD si vun de PMAen; virdu waren dat der 66%. Mä do hu mer eng Exceptioun am Projet agebaut fir eben déi Länner, fir déi Projeten, bei deenen et sech ëm Rechter vu Persounen handelt. Do ginn et weiderhin 80%.

Dee Kompromiss tëscht dem Minister a senger Mataarbechter an den ONGe gouf eng éischte Kéier iwwregens hei am Debat vun der Kooperatioun de 17. November 2015 virgestallt an eng zweete Kéier och am Dezember 2016 am Kader vun engem éischte Projet de loi 7082.

Du koom de Statsrot den 13. Dezember 2016 an hat eng Rei Opposition-formellen op deem Projet, well e gesot huet: „Dir kennt déi Tauxen net a Reglementer aschreiwene, déi mussen an d'Gesetz ageschriwwen ginn.“ Dinn ass festgestallt ginn, dass dat ze komplizéiert géif ginn, fir dat Gesetz deemno ze änneren, an et ass carrement dee Projet zréckgezu ginn an deen neie Projet de loi 7143, iwwert dee mer haut ofstëmme, ass virgeluecht ginn.

Doropshin huet de Statsrot en zweeten Avis ofgi mat des Kéier nëmmen enger Opposition formelle, wou e gesot huet, dass den Artikel 4 géif dee Lëtzebuerger Deel an engem Projet net genuch..., also dass deen, deen als finanziellen Deel bäigesteiert gëtt, plus de finanziellen Deel, dee vun den ONGen zum Projet bäigesteiert gëtt, dass dat net zu enger Planungssecherheet géif féieren. Zum Gléck huet de Conseil d'État eng Propose de texte gemaach, déi mer an der Kommissioun och unanime ugeholl hunn, soudass mer net hu missen eng Navette bei de Statsrot maachen an dass deen Artikel elo deem entsprécht, wat de Conseil d'État gär hätt.

Wéi gesot, mir hunn nach aner Ännerunge gemaach, eng ganz Rëtsch Suggestiounen, déi de Conseil d'État gemaach huet. Mir hu se praktesch all ugeholl. Et ass elo spéit am Owend, ech wëll se net all opzielen. Wann awer een eng Fro hätt, kann ech awer dorop agoen.

De Rapport ass och an der Kommissioun ugeholl gi vun alle Fraktiounen, ausser der Sensibilité politique ADR, déi sech enthalten huet. An dofir géif ech och hei am Numm vun der LSAP den Accord zu deemem Projet ginn. An ech hoffen, dass déi aner Fraktiounen dat och maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci, Här Rapporteur Marc Angel. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Marco Schank** (CSV). - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi kuerz Interventioun, déi ech maachen, maachen ech am Numm vu menger Fraktioun selbstverständlech, mä preparéiert gouf se vu menger Kollegin, dem Nancy Arendt.

Fir d'Éischt natierlech e Merci un de Rapporteur, de Marc Angel, fir säi gudden mëndlechen a schréffleche Rapport. Hien huet dat wéi ëmmer erëm mat grousser Begeescherung gemaach fir des Thematik, déi eis alleguerten um Häerz läit.

An ech wollt och direkt soen, dass d'CSV diesen Text, bei deem et jo e bëssen hin- a hiergoug, matdréit. Mir ënnerstëtzen d'Regierung och weiderhi bei der Kooperatiounspolitik, sief dat Projeten, sief dat Accords-cadres oder humanitär Hëllef en général, well d'ëscht enger gewëssener Kontinuitéit vun der Politik och vun deene viregte Regierung geschitt.

Dese Projet huet keen Impakt op de Budget, dee fir d'Entwécklungshëllef virginn ass, nämmlech deen 1% vum RNB, ee Seuil, deen zënter 2009 agehale gouf. Also och an de Krisejoren huet Lëtzebuerg säin Engagement hei kloer respektéiert, wat ee leider net vun alle Länner behaapte kann.

D'ONGe sinn a bleiwe fir Lëtzebuerg e ganz wichtige Intermediaire an der Entwécklungshëllef, an der Entwécklungspolitik, iwwert déi mir eis Hëllef um Terrain gestalten. A si sinn an deene verschiddenste Gebidder op der Welt aktiv a leeschten eng bewonnernswäert Aarbecht. An duerfir ass et einfach wichteg, dass se vum Stat deementspreechend och ënnerstëtzt ginn.

Mir si frou, dass de Cercle de coopération mat der Regierung no de Mesuren am Zukunftspak vun 2014 een Accord fonnt huet, fir d'Repartitioun vum globale Budget an d'ONGen aneschtens ze verdeelen, ouni awer dass deenen erofgesat ginn ass, wat eis als CSV extrem wichteg ass.

Mir fannen et och begrëssenswäert, dass et an der Zukunft esou ass, dass eis Partnerlänner, manner entwéckelt Länner oder Projeten, déi méi d'Rechter vun de Mënsche viséieren, besser ënnerstëtzt ginn a bis zu 80% vum Stat finanziéiert ginn, an all déi aner ee Kofinanzement vun 60% kréien.

Mir hunn et als CSV nach ëmmer wichteg fonnt, dass eng bonne Gouvernance muss promovéiert gi fir eng effikass Entwécklungspolitik. An duerfir stëmme mir och dese Projet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci, Här Schank. Als nächste Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas** (DP). - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Mëtten ass scho méi wéi eng Kéier op dee wichtige Rôle vun den ONGen higewise ginn. Effektiv war et am Kader vun Diskussiounen iwwert den Zukunftspak ze e bëssleche méi animéierten Diskussiounen komm. Mä ganz kloer war ëmmer de Wëllen, fir op kee Fall d'Aarbecht vun den ONGen ze schmälere, ganz au contraire.

Ech mengen, hei ass elo e gudden Kompromiss fonnt ginn. Et sinn Tauxe festgehalen ginn, déi am Fong geholl déi ganz Politik méi transparent maachen. Mir sinn och frou, dass elo zum Beispill d'Lëscht vun de Beneficiairen och publizéiert gëtt, dat jo op Ureegung vum CAD. An dat heiten ass ee Gesetz, wat u sech elo d'Entwécklungspolitik nach méi zementéiert, wat den Aspekt vun den ONGen ubelaangt, déi, mengen ech, plus ou moins 16% vun der APD kréien. Dowéinst wäerte mir als Demokratesch Partei et selbstverständlech och hei ënnerstëtzen.

Ech profitéieren awer och nach vun der Geleeënheet, fir dem Marc Angel nach eng Kéier Merci ze soe fir seng verschidde Rapporten. Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (déi gréng). - Merci, Madamm Presidentin. D'ëscht Gesetz geet jo schonn zréck op den Zukunftspak, wou drastoung, dass de Kofinanzement fir d'ONGe sollt geännert ginn. Et huet also eng Zäit gedauert, bis dass mer esou wäit waren, dass mer ee Gesetz hatten, dat mer hei kënnen stëmme. Dat ass gutt, dass et esou laang gedauert huet.

Mir hatten eng Rei Etappen, wéi gesot Ausgangspunkt 2014. Et war net ganz glécklech, dass déi Mesure hei am Zukunftspak vun der Regierung war, well deen Zukunftspak ass jo vun der Oppositioun direkt als Spuerpak verannant ginn.

**(Interruption)**

An dat huet zumindest am Beräich vun der Kooperatiounspolitik, an ech mengen, Här Wagner, do gitt Der mer och recht, am Beräich vun der Kooperatiounspolitik hat dat awer absolut net zougetraff.

Den Text ass säi Wee gaangen. An duerfir kënnen mer dann haut dat Gesetz votéieren. Positiv am Gesetz ass, dass no enger éischter Panik, an zwar nom Depot vum Zukunftspak, de Cercle an de Ministère sech un den Dësch gesat hunn an zesummen an a Kompromëssbereitschaft en Text formuléiert hunn, mat deem jiddwereen zefridden ass. A positiv ass, dass eng Mënscherechtsapproche hire Wee an d'Gesetz fonnt huet. Ech hat dat och an der Debat gesot.

D'ëscht erlaabt och weiderhin e Kofinanzement vun 80% fir Projeten an Net-PMAen. An dat ass wichteg, well mer eis éischtsens fir d'Mënscherechter wëlle staarkmaachen, an zweetens well eis ONGe mat spezifesch Bevolkerungsgruppen an net mat Länner schaffen. Wichteg Projeten an Net-PMAe kënnen esou och weiderhi maximal vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ausdrécklech ënnersträichen, dass mir mat deene véier Formen vun öffentlecher Entwécklungshëllef d'accord sinn a se och wierklech guttheeschen.

Mir hunn engersäits déi bilateral Kooperatioun, wou mer direkt mat Partnerlänner schaffen.

Mir hunn déi multilateral Kooperatioun, déi fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg en däitlech Zeechen no baussen ass, dass mir am Kader vun eise Méiglechkeeten eis finanziell an internationale Projeten an Organisatiounen bedeelegen.

Drëttens, d'Zesummenaarbecht mat den ONGen. Ech mengen, dass nach vu jiddwereen gem als gutt a wichteg erwäant ginn. Mir brauchen hir Experienz a mir brauchen hir Ënnerstëtzung an hiren Engagement. Dat ass e wichteg Standbee vun eiser Entwécklungspolitik.

A véiertens, schlussendlech hu mer och nach den humanitäre Asaz, deen eis et erméiglecht, schnell op Katastrophen ze reagéieren, wéi mer och nach elo am Jemen kënnen schnell reagéieren.

Da bleift mer nach just dem Rapporteur Merci ze soe fir säi Rapport a fir seng gutt Aarbecht an d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi ze bréngen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Exzellent!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, och e puer Wuert vun eiser Säit. E grouss Merci un den Här Angel, éischtsens, fir d'Presentatioun vum Rapport.

Mir wäerten dat heiten net matstëmme. Mir hatten den Zukunftspak net gestëmmt. Dat hei ass jo en Deel Ëmsetzung vun deem Zukunfts- oder Spuerpak a mir ginn och net den Aval fir eng Moosnam, déi aus dem Zukunftspak eraus entsteet, zemoos well mer eis froen: Ass dat dann iwwerhaupt elo nach néideg, déi Moosnam?

Mir hatten en Zukunftspak, deen d'Regierung jo an enger Situatioun geholl huet, wou se nach am Ufank vun der Legislaturperiod wollt spueren. Am Abléck ass se jo op enger ganz anerer Schinn. Mir hunn eng rapid Entwécklung vum Defizit am Statsbudget. Mir hunn eng ganz staark expansiv Budgetpolitik vun der Regierung. An trotzdeem gi mer elo nach hin a setzen zum Deel Moosnamen ëm, déi nach aus dem Spuerpak kommen. Dat schéngt eis eng logesch Kontradiktioun ze sinn.

Mä mir als ADR hunn Neen zum Zukunftspak gesot, deen eng ganz Rei vun ongerechtferdigte Spuermoosnamen dran hat. A mir soen och Neen zur Ëmsetzung vum Spuerpak, och wa se e puer Joer méi spéit kënn.

Eng zweet Observatioun, dat ass déi Terminologie, déi hei benotzt gëtt. Dat war ganz interessant. Mir hatten dat an der Kommissioun gesinn, dass eng Terminologie benotzt gëtt, déi zum Deel aus enger OECD-Nomenklatur kënn. An do gëtt net méi geschwat vun den „Droits de l'homme“, mä vum „Droit de la personne humaine“. Dat ass awer e Risenënnerscheed! D'Personne humaine ass eng juristesche Kategorie. Wéini ass een eng Persoun? Wéini huet een d'Rechter vun enger Persoun? Ass een eng Persoun eréischt wann ee gebuer ass? Huet ee scho virun d'Rechter vun enger Persoun?

Mir schwätze vu Mënscherechter, well de Mënsch ass fir eis e Wiese mat senger Rechter vum Moment vun der Empfängnis u bis zur Sekonn vu sengem natierlechen Doud. A mir wäerten net ufänken, duerch juristesche Ënnerkategorien iergendwéi Aschränkungen am Konzept vun de Rechter vun Mënsch ze akzeptéieren.

Eng drëtt Saach ass, dass an deemem Gesetzesprojet, wéi dann déi Sue sollen ausgi ginn, wat als Projet berücksichtigte ka ginn, op Lëscht vu Beispiller zréckgegraff ginn ass. Och dat ass eppes, wat mir kritiséieren, well all Kéiers, wann ee Lëscht vu Beispiller mécht, da stellt sech d'Fro: Wat ass dann, wann ee wëll e Projet ënnerstëtzen, deen elo grad net bei deene Beispiller steet? Dat ass den Nodeel vun der exemplativer Approche, dass ass keng gutt Technique législative. Mir hatten eis eng allgemeng Formulierung gewünscht, wou eben déi do Ambiguitéiten oder Onsicherheeten net kënnen opkommen.

Awer et ass nach eppes interessant, an domadder halen ech op. Eent vun deene Beispiller vun esou Projeten, déi hei zitéiert gi sinn, dass ass, dass Projekte kënnen envisagéiert ginn, déi sech géint d'Traite des êtres humains adresséieren. Eng gutt Saach! Selbstverständlech si mer alleguer géint d'Traite des êtres humains, de Mënschenhandel.

Ech wëll awer hei betounen, dass och hei eng Inkohärenz an der Regierungspolitik besteet. Et gëtt am Abléck an der Commission juridique e Projet de loi virbereet, op Initiativ ursprénglech vum Justizminister, fir dass eng GPA iwwer Ëmweeër hei zu Lëtzebuerg, e Kand aus enger GPA iwwer Ëmweeër hei zu Lëtzebuerg kann e legale Statut ginn. An ech wëll betounen, dass eng Leihmutterchaft mat engem Abandon d'enfant an herno enger Legalisierung vun där Praxis zu Lëtzebuerg och eng Form vu Mënschenhandel ass, an dass doduerch hei eng Kontradiktioun besteet, wou an der Entwécklungshëllef mat Recht géint d'Traite des êtres humains virgaange gëtt.

Mir erwaarden eis awer am Beräich vun der Filiatioun, vum Respekt virum Mënsch, virum Kand a senger Ofstamung a sengem Recht drop, seng Originen ze kennen, deeswéckten Engagement géint de Mënschenhandel. An dee vermësse mir bei deser Regierung komplett.

Ech soen lech Merci.

**(Interruptions)**

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Kartheiser. Ech mengen, mir kommen nach dorop zréck.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Wagner.

► **M. David Wagner** (déi Lénk). - Merci, Madamm Presidentin. Ech faasse mech och kuerz.

**(Brouhaha)**

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Sou, wann ech gelift, den Här Wagner huet eleng d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Lénk). - Neen, fuert weider!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Neen, et ass gutt.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Normalerweise muss een dat awer...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Madamm Loschetter, wëllt Der eppes soen?

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Jo, ganz kuerz, wann den Här Wagner erlaabt. Ech wollt elo net weider kommentéieren, wat hei elo grad gesot ginn ass. Ech wollt just hei nach eng Kéier ënnersträichen, fir dass mer an der Korrektheit bleiwen, dass am Projet de loi iwwert d'Filiatioun betreffend d'GPA drasteet, dass d'GPA zu Lëtzebuerg wäert verbuede ginn, wat de Moment net de Fall ass, well mer de Moment keng Juridictioun hu par rapport zu der GPA. Et ass virgesinn, dass d'GPA hei zu Lëtzebuerg verbuede soll ginn. Merci. An domadder wëll ech kengem Kommentar méi entgéintrieden, mä ech wollt dat präziséieren, well dat effektiv dat ass, wat mer ausgeschafft hunn an der Commission juridique.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci.

**(Interruptions diverses)**

Wann ech gelift! Ech géif mengen, mir géifen deen Debat do an enger anerer Enceinte féieren. Wéi gesot, dee Projet, deen ass jo wierklech en gestation, a mir kommen nach dorop zréck.

**(Brouhaha général)**

Elo fuere mer erëm eng Kéier an eiseem Projet 7143 virun. Ech ginn elo dem „Déivid“ Wagner



als leschtem ageschriwwene Riedner d'Wuert. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Madamm Presidentin.

**(Brouhaha et interruption de la présidence)**

Ech mengen, ech wäert bis zum Enn vun dëser Legislatur „Déivid“ heeschen. Mä et ass net schlëmm.

**(Hilarité)**

Jo, bon. Et ass richtig, datt also jo an deem sougenannten Zukunftspak déi Mesuren dra waren, deem sougenannten Zukunftspak natierlech. Mir géifen deen och als Spuerpak bezeechen. Quitte datt et richtig ass, datt et bei deem Punkt net em d'Spuere gaangen ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Et ass ursprénglech souguer éischter em egal wat gaangen.

**(Brouhaha général, interruption et hilarité)**

Et hat gutt ugefaangen! Et hat gutt ugefaangen! Mä neen, fir ganz seriö ze sinn...

**(Interruptions)**

Mä dat war vläicht am jugendleche Leichtsinne vun der...

**(Coups de cloche de la présidence)**

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Wann ech gelift, elo e bëssen Disziplin! Den Här Wagner huet eleng d'Wuert. Här Wagner, wann ech gelift!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Also, d'ONGe waren erschreckt...

**(Interruptions)**

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Dir sidd erëm all waakreg!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- D'ONGe waren erschreckt iwwert d'Propositionen. Jo, mä et hântk dovunner of. Déi, déi vläicht och Terrainsaarbecht maachen an e bëssen eppes aneres maache wéi e Pëtze ze bauen, wësst Der, an déi vläicht e bësse méi interessant Aarbecht maachen, déi ware ganz erschreckt. A verschidener hätten och kënnen ganz einfach verschwannen, muss ee ganz einfach soen!

Ech weess net, ob dat gewosst war, ganz am Ufank. Et ass e bësse wéi bei der Reform och am Ufank am Spuerpak iwwert d'Pressehëllef, do wou och ech weess net wéi vill Zeitunge verschwonne wieren. Bon, okay, dat ass Vergaangenheet. Den Zukunftspak ass Vergaangenheet, glécklecherweis.

Mä ëmmerhin, do sinn awer Saachen esou komm, wéi zum Beispill eben déi Mär, fir ze soen: „Jo, et ass besser, méi an d'Pays les moins avancés ze investéieren, well dat si jo déi ärmste Länner.“ Mä a Wierklechkeet mécht dat vun engem Point de vue développement net onbedéngt vill Sënn, well Dir kënnst och an engem Land, wat offiziell keen, laut Kritär vun der OCDE, kee Pays le moins avancé ass, trotzdem Situatiounen hu vun immens schlëmmem Misär oder Marginaliséierung.

Zum Beispill Indien, et si jo vill Lëtzebuurger, déi och bei Enfants d'Inde (veuillez lire: Aide à l'Enfance de l'Inde) oder esou weider do matmaachen, Indien ass kee Pays le moins avancé, et ass souguer eng Weltraummuecht, mä anersäits ass et awer esou, datt Der Situatiounen hutt, an dat weess jiddwereen, an Indien, wou wierklech ganz schlëmm Aarmut herrscht, well immens grouss Inegalitéiten an deem Land sinn.

Dat heescht, dat ass eng demagogesch Approche, fir ze soen, et misst ee méi investéieren an d'Pays les moins avancés, well et geet jo net em Staaten. D'ONGen, déi schaffe jo net mat Staaten zesummen, mä mat Populatiounen. Dir kënnst jo och eng Grenzregioun hunn: Togo, Ghana, Ghana ass kee Pays le moins avancé, Togo ass eent. D'Populatiounen an der Grenzregioun sinn déiselwecht, mä se géifen dann aneschtters behandelt ginn. Dat mécht guer kee Sënn.

Dofir wollt ech soen, dass egal wat am Ufank wierklech och ugeduecht gi war. Frais administratifs, et ass och einfach, virun d'Press ze goen an ze soen: „Mä d'ONGen, déi mussen awer méi um Terrain schaffen, a mir wäerte méi Terrainsaarbecht ënnerstëtzen wéi Frais-administrativen ënnerstëtzen.“ Dat ass einfach gesot, wann een net onbedéngt weess, wat ONGs-Aarbecht ass. De Problem ass, datt meeschtens d'ONGen, och souguer kleng ONGen, ëmmer méi Berichter mussen maachen, ëmmer méi Bürokratie mussen maachen. An dofir brauch een och Leit, déi an engem Büro schaffen, déi

och déi Formatioun hunn, déi bürokratesch Aarbecht maachen an déi Projeten ausschaffen. An déi ass genausou wichteg wéi d'Saach um Terrain. Dat heescht, an dat war jo am Ufank esou virgesinn, fir deen Taux erfzesetzen.

**(Interruption)**

Deen ass jo och nach... Jo, ëmmerhin! Deemno wéi, mécht dat vill aus! Deemno wéi, mécht dat vill aus! Deemno wéi kann dat schon eng hallef Plaz si bei gewëssenen ONGen. Et si verschidden ONGen, déi si ganz rosen doriwwer gewiescht, an déi Negociatioun huet hinnen och immens vill u Misär kascht u sech a Wierklechkeet. Also et hätt ee kënnen verzichte quasiement op déi Reformen, well fir ze negociéieren mat der Regierung...

Ech mengen, d'Regierung war sech am Ufank deem net bewosst, well ech mengen net, datt dat gewollt war, fir esou wäit ze goen. Mä se war sech net deem bewosst. Si wollte spuere mat der Motorsee e bëssen hei an esou weider. An duerno hu se gemierkt, datt se egal wat gemaach hunn. An du konnte se net komplett zrëckgoen an dunn ass een, zwee, dräi Joer laang negociéiert gi mat ONGen, déi vill Energie hu missen dran investéieren. An déi Energie hätte se aneschtters besser kënnen investéieren.

Dofir allgemeng, wann Der wëllt spuere, da passt ganz gutt op! An, wësst Der, spuere ass heiansdo och eng Aart a Weis, fir Suen duerch d'Fenster ze puchen.

Voilà. Mir sinn e bëssen embêtéiert. Wéi kann een dozou stoen? Et ass ëmmerhin zu engem Kompromëss komm mat ganz vill... Ech hätt d'Tendenz ze soen, ech géif mech enthalen, mir géifen eis enthalen. Mä mir wäerte schlussendlech derfir stëmmen. Mä mir sinn net frou iwwert déi Aart a Weis. A mengt net, datt dat e Succès war, well et war keen!

**(Interruption)**

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci, Här Wagner. D'autant plus, la nuit porte conseil, vu dass mer muer ofstëmmen.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Ma vläicht ännere mer eis Meenung nach.

**(Hilarité)**

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Ech hoffen net, ech hoffen, dass Der gutt schlooft an dass Der muer dat maacht, wat Der haut gesot hutt.

Mir hunn elo den Tour gemaach vun de Kolleginnen a Kollegeen Deputéierten. Ech géif dann elo der Regierung, dem Här Minister Romain Schneider, nach eng Kéier d'Wuert ginn, fir zu dësem Projet de loi och Stellung ze huelen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Romain Schneider**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.- Merci, Madamm Presidentin. Ech bleiwen dann heiu ewen. Ech hu schon dacks genuch de Mëtteg de Wee op déi aner Säit gemaach. Ech wëll lech dann eng Kéier vun dëser Säit gesinn. Soss lech am Réck ze hunn, war natierlech och ganz agreabel.

Fir d'Éischt emol e grouse Merci dem Rapporteur fir engersäits säi schréfflechen, awer och de mëndleche Rapport, virun allem och säin Engagement an dësem Projet. An ech mengen, en ass op déi eenzel Punkten agaangen, och op dee laange Wee vun dësem Projet. Dat muss een och eng Kéier gesinn: Mir sinn eng laang Zäit ënnerwee.

Ech wollt vläicht, an dat hëlleft vläicht deene Lénken, de Projet dann awer ze stëmmen, vläicht och der ADR nach, op engem Punkt op jidde Fall soen, datt ech dem David Wagner recht ginn, dee seet, datt dat heite wierklech e Projet ass, deen een net als Spuerplang ka bezeechen. Hei ass ganz kloer en Zukunftspak, well hei ass e Projet, dee wierklech an d'Zukunft kuckt.

A wa mer dat doten 2014 diskutéiert hätten, wier et souguer eng aner Diskussioun wéi haut, well mer haut just eben och grad vun internationale Gremien ëmmer méi gesot kréien, datt et eng international Ausriichtung ass, an och grad d'Lëtzebuurger Politik souwuel vun der OCDE wéi och vun internationale Gremie gelleuft gëtt fir déi Effikassitéit, fir d'Mëttele anzesetzen an dann op der Plaz och eng koordinéiert Virgeewensweis ze hunn. Duerfir muss ech soen, datt deen Accord, deen elo zustane komm ass zesumme mat den ONGen, effektiv e Schrëtt ass an d'Zukunft.

Et geet näischt am Budget verluer. De Budget fir d'ONGe bleift deeslewechen, et gëtt eng Emverdeelung an et gëtt méi effikass effektiv geschafft, méi effikass investéiert, engersäits an eis Partnerlänner, déi mer an den Entwécklungslänner hunn. An op där anerer Säit ass et jo net esou, datt een all deenen anere Länner keng Subventionéierung gëtt! Och do

**Sommaire des séances publiques n°7 et 8**

**7<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 66  
Communications p. 66  
Ordre du jour p. 66-67  
Heure de questions au Gouvernement

- Question n°279 du 23 novembre 2017 de M. Max Hahn relative à l'augmentation du trafic aux heures de pointe sur le réseau routier luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 67

- Question n°280 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Hansen relative au versement des primes agri-environnementales, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 67

- Question n°281 du 24 novembre 2017 de M. Yves Cruchten relative à la direction du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement et

- Question n°3474 du 23 novembre 2017 de M. Marc Lies relative au Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement p. 67-68

- Question n°282 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Mergen relative aux délais d'attente pour une IRM dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 68

- Question n°283 du 28 novembre 2017 de M. Claude Adam relative à l'état actuel et l'avancement des travaux de rénovation du château de Schoenfels, adressée à M. le Secrétaire d'État à la Culture p. 68

- Question n°284 du 28 novembre 2017 de M. Marc Spautz relative à la transposition de la réforme et de l'accord salarial de la fonction publique dans le secteur d'aides et de soins et le secteur social (SAS) et le secteur hospitalier (FHL), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 68-69

- Question n°285 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative au renouvellement de la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate par le Conseil de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 69

- Question n°286 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative à la mise en service du radar de sol à l'aéroport de Luxembourg et au suivi du dossier de coopération avec la Deutsche Flugsicherung GmbH (DFS), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 69

Question élargie n°26 de M. André Bauler au sujet des profils professionnels et de l'évolution des emplois dans l'économie créative p. 70

Question élargie n°25 de M. Henri Kox au sujet du bilan intermédiaire du «Klimapakt» avec les communes ainsi que des adaptations futures y relatives envisagées par le Gouvernement p. 70-71

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 71

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 23<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP23 à Bonn p. 71-75

Message de M. le Président p. 75

7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale p. 75-76

7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange p. 76-78

7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008 p. 78-79

7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg p. 79

**8<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 80  
Hommage à la mémoire de M. François Maroldt, ancien Député p. 80  
Communications p. 80  
Ordre du jour p. 80

Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire p. 80-82

Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire p. 82-94

Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen p. 94

7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire p. 94-96

besteet jo virun e Kofinanzement, deen nach ëmmer bei 60% awer läit.

A wat de Volet vun de Frais administratifs be-  
trëfft, muss ee soen, datt mer effektiv hei 1%  
erofgaange sinn, do hutt Der recht, mä datt  
awer derneiwent, wéi Der wësst, niewent  
deenen administrative Frais, déi ugerechent  
ginn, och nach pro Projet Frais administratifs  
kënnen ugerechent ginn. Och dat ass en neit  
Element, soudatt ech mengen, datt am Endef-  
fekt och hei finanziell effektiv de Problem konnt  
minimiséiert ginn. Et war och ni geduecht, datt  
dat heiten ee Punkt vun engem Spuerpro-  
gramm sollt sinn. Dat war ganz kloer een  
Zukunftspakprogramm, ee Punkt, deen hei en-  
nert de Mesuren 29 an 30 ugefëiert ginn ass.

An ech mengen, ech sinn natierlech awer frou,  
datt mer zesumme mat den ONGen, mam  
Cercle vun den ONGen eng Eenegung fonnt  
hunn, well déi 93 ONGen, dat hu mer de Mët-  
teg schon eng Kéier hei gesot, maachen eng  
exzellente Aarbecht um Terrain. An och eis Leit  
wäerte virun allem probéieren, an der Em-  
setzung eng Ennerstëtzung nach méi konkret  
ze maachen, och esou wéi de Cercle des ONG  
eng individuell Hëllefstellung gëtt, virun allem  
un déi kleng ONGen. An hei gëtt jo ëmmer ge-  
sot, déi kleng ONGen krite he manner Pro-  
blemer och an Zukunft, Projeten ze bréngen.  
Mir gesinn, datt grad déi kleng ONGen déi

Projete maachen, déi am ausgeräifteste sinn an  
déi am beschte bei de Beneficiairen um Terrain  
ukommen. Duerfir mengen ech, datt dat heiten  
e richtige Schrëtt ass, fir méi Effikassitéit an  
eis Entwécklungspolitik eranzekréien.

A wéi gesot, ech géif dann och Merci soen  
deenen eenzelne Fraktiounen fir d'Enner-  
stëtzung. De Vott ass jo muer. An ech hoffen,  
datt déi eenzel Elementer derzou gefouert  
hunn, Ar Meenung ze konsolidéieren, soen ech  
emol esou, an op där anerer Säit vläicht deen  
ee Punkt bei der ADR erauszuehuelen, fir ze  
soen: „Op deem Volet op jidde Fall krute mer  
eng kloer Antwort.“

Merci! An nach eng Kéier Merci der Kommis-  
sioun fir hir Aarbecht.

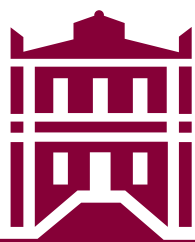
► **Mme Simone Beissel**, Présidente de  
séance.- Villmools Merci, Här Minister. Villmools  
Merci lech alleguerten. Et war en intellektuelle  
Plesier de Mëtteg, fir lech all nozelauschten.

**(Brouhaha)**

Mir hunn alleguerete bestëmmt ganz vill bäi-  
geleiert. Dofir soen ech: Et war ganz flott och  
fir mech heiu ewen!

Mir sinn elo um Enn vun der Sitzung ukomm.  
Ech ginn lech alleguerete Rendez-vous muer de  
Mëtten em zwou Auer. Merci.

**(Fin de la séance publique à 19.22 heures)**



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 03 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

## Sommaire des questions parlementaires

Question n° Auteur Objet

### Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017

3313	Martine Hansen	Usage du wi-fi à l'école
3314	Marc Angel	Cours de langue pour demandeurs de protection internationale
3316	Nancy Arendt	Prix du parking du Centre national sportif et culturel «Coque»
3318	Marc Spautz	Plan d'Emmanuel Macron pour l'Union européenne
3319	Diane Adehm, Gilles Roth	Renforcement des contrôles sur les routes luxembourgeoises
3320	Martine Mergen	Jeunes adolescents en détresse
3321	Marc Lies	Fonds du logement
3322	Aly Kaes	Loi relative à l'eau
3323	André Bauler	«Creative hubs»
3324	Marc Spautz	Dialogue social au sein de l'ITM
3325	Nancy Arendt	Bruit autour des stations-service
3326	Marco Schank, Emile Eicher	Lycée Edward Steichen à Clervaux
3327	Martine Hansen, Martine Mergen	Éducation différenciée
3328	Diane Adehm, Gilles Roth	Agrément des gestionnaires de structures d'accueil étrangères
3329	Nancy Arendt	Myanmar
3330	Marc Lies	Projet immobilier du Fonds de compensation
3331	Henri Kox	Associations syndicales de propriétaires
3332	Félix Eischen	POST courrier
3333	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Mesures de contraintes
3334	Cécile Hemmen	Campagne pour plus d'égalité entre hommes et femmes dans la politique locale
3335	Marc Baum, David Wagner	Non-gratuité des transports en commun pour étudiants universitaires ayant atteint l'âge de 30 ans
3336	Martine Hansen	Aides pour la sauvegarde de la diversité Biologique
3337	Franz Fayot	Classement comme monuments nationaux de plusieurs constructions sises dans le quartier Limpertsberg
3338	Marc Spautz	Application de la nouvelle convention FHL
3339	Roberto Traversini	Modalités de location et de vente d'habitations du Fonds du logement
3340	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch	Règle des 52 semaines sur 104 en matière de droit social
3341	Claudia Dall'Agnol	Bus scolaire 201 (Dudelange - Bettembourg - campus Geesseknäppchen)
3342	Fernand Kartheiser	Sécession
3343	Taina Bofferding	Mise en œuvre du programme «Entreprises, partenaires pour l'emploi»
3344	Claude Adam	Nouvelles tensions dans la région anglophone du Cameroun
3345	Viviane Loschetter	Projet «Mobile Assisted Language Tool» (MALT)

### Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018

3346	Martine Hansen	Cartographie des prairies
3347	Martine Hansen	Personnel dans l'enseignement fondamental
3348	Léon Gloden	Taxes et redevances relatives à l'utilisation du domaine public fluvial
3349	Max Hahn, Claude Lamberty	Congé de paternité
3350	Henri Kox, Josée Lorsché	Vulnérabilité des piscines d'entreposage du combustible usé
3351	Martine Hansen, Marco Schank	Personnel remplaçant dans l'enseignement fondamental
3352	David Wagner	Fermeture du restaurant à la gare centrale de Luxembourg-ville
3353	Martine Hansen, Octavie Modert	Examens-concours pour le groupe de traitement B1
3354	Octavie Modert	Monument national pour la mémoire de la Shoah
3355	Fernand Kartheiser	Conservation, protection et mise en valeur du patrimoine bâti de Vianden
3356	Laurent Mosar	Notation du Luxembourg
3357	Fernand Kartheiser	Recrutement dans la fonction publique
3358	Sylvie Andrich-Duval	Ligne ferroviaire Luxembourg - Bettembourg
3359	Gusty Graas, Edy Mertens, Alexander Krieps	Problèmes liés au médicament Levothyrox®

3360	Claude Haagen, Roger Negri	Nouveau site du Lycée technique du Centre
3361	Gast Gibéryen	Changement de la circonscription électorale
3362	Fernand Kartheiser	Sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom
3363	Laurent Mosar	Traitement des réclamations soumises au directeur des contributions directes
3364	Gérard Anzia, Henri Kox	Stockage d'herbicides contenant du glyphosate
3365	David Wagner	Nomination du nouveau recteur de l'Université du Luxembourg
3366	Gérard Anzia, Henri Kox	Procédures d'autorisation de produits chimiques
3367	Françoise Hetto-Gaasch	Nouveau système d'autosurveillance du diabète
3368	Claude Adam, Gérard Anzia, Josée Lorsché	Minerais de conflit
3369	Marco Schank, Emile Eicher, Martine Hansen, Aly Kaes	Projets d'investissement sur la ligne ferroviaire du Nord
3370	Marc Spautz, Nancy Arendt	Centre sportif Belval
3371	Léon Gloden	Mise en place d'un service de médecine scolaire dans les établissements
3372	André Bauler	Projets d'investissement sur la ligne ferroviaire du Nord
3373	Claude Adam, Josée Lorsché	Mise à disposition des livres scolaires par l'État
3374	Michel Wolter	Cours de premiers secours organisés par l'Administration des services de secours
3375	Viviane Loschetter	Réforme du régime des options d'achat d'actions
3376	Fernand Kartheiser	Mise à disposition des livres scolaires par l'État
3377	Fernand Kartheiser	Aides à la vision
3378	Laurent Mosar	Daech
3379	Fernand Kartheiser	Violence policière démesurée
3380	Fernand Kartheiser	Infractions de voitures officielles de l'État enregistrées par les radars
3381	Fernand Kartheiser	Voitures de police équipées d'un enregistreur de données d'accident
3382	Max Hahn, Claude Lamberty	Cours de premiers secours
3383	Martine Hansen	Gratuité des manuels scolaires
3384	Josée Lorsché	Poux à l'école
3386	Fernand Kartheiser	Demande de huit pays européens à Israël de payer des structures détruites en Cisjordanie
3387	Marc Baum	Service placement de l'ADEM
3389	Roberto Traversini	Amélioration de la localisation des appels d'urgence
3390	Max Hahn, Claude Lamberty	Cannabis médical
3391	Alex Bodry	Péage sur la liaison autoroutière entre Gye et la frontière luxembourgeoise (A31 bis)
3392	Fernand Kartheiser	Soins médicaux en cas de crise
3394	Fernand Kartheiser	Aide au développement
3395	Max Hahn, Claude Lamberty	Accidents de la route impliquant des piétons
3396	Fernand Kartheiser	Armes de destruction massive
3397	Françoise Hetto-Gaasch	Chambres d'inhalation
3398	Gusty Graas	Listes de candidats incomplètes
3399	Claude Lamberty, Max Hahn	Déchets en plastique
3400	Martine Mergen	Démolition d'un immeuble au Bridel
3401	Claude Adam, Roberto Traversini	Accueil et intégration des étrangers
3402	Fernand Kartheiser	Discipline dans les lycées
3403	Martine Hansen	Assurance contre la sécheresse
3404	Marc Spautz	Placement familial de réfugiés mineurs non accompagnés
3405	Marc Spautz	Activités de l'Inspection du travail et des mines
3406	Diane Adehm, Gilles Roth	Déclarations de naissance
3407	Franz Fayot	Aménagement du territoire
3408	Martine Hansen	Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL)
3410	Fernand Kartheiser	Uniformes de l'Armée luxembourgeoise
3411	Fernand Kartheiser	Abolition de l'heure d'été
3416	Laurent Mosar	Mesures consulaires à l'encontre de pays tiers refusant le rapatriement de demandeurs d'asile déboutés

**Question 3313** (21.09.2017) de **Mme Marthe Hansen** (CSV) concernant l'**usage du wi-fi à l'école**:

Le développement des technologies portables favorise aussi l'installation et l'utilisation du réseau sans fil. La technologie wi-fi se retrouve désormais à la maison et dans les lieux publics, et fait maintenant son entrée dans le milieu scolaire. Selon nos informations, des revendications se multiplient de la part du personnel enseignant de faire installer des bornes wi-fi dans les écoles fondamentales.

Dans la mesure où cette requête suscite certaines réserves, notamment au sujet des risques pour la santé des rayonnements de la technologie wi-fi, en particulier pour les enfants en phase de croissance, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

1) Monsieur le Ministre, comment se positionne le Gouvernement par rapport à l'usage du wi-fi dans les établissements scolaires du fondamental?

2) Est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale a formulé des préconisations et/ou des bonnes pratiques concernant l'usage du wi-fi à l'école, notamment en ce qui concerne les enfants?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'études ou d'analyses ayant examiné les implications possibles des rayonnements des radiofréquences wi-fi sur la santé des élèves?

**Réponse** (27.10.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Dans le monde de l'éducation, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication s'est grandement accentuée. Les développements technologiques ont fait que tous les lycées et de plus en plus d'écoles fondamentales disposent aujourd'hui de réseaux informatiques internes, de laboratoires d'informatique et installent aussi de plus en plus souvent des ordinateurs dans de nombreuses salles de classe et autres dans le but d'appuyer l'enseignement, l'apprentissage et l'administration scolaire.

Lors de la planification de nouveaux bâtiments scolaires ou de la rénovation des bâtiments existants, l'équipement technique des salles de classe prévoit toujours des réseaux informatiques câblés. Étant donné qu'il y a de plus en plus d'écoles qui utilisent la connectivité wi-fi pour des projets pilote d'innovation pédagogique de type «Classes mobiles et connectées», les nouveaux bâtiments sont équipés d'office d'une antenne wi-fi par salle de classe.

Certes, à l'heure où les dispositifs mobiles (iPad et autres) font leur entrée dans les établissements de nombreux pays dont le Luxembourg, voilà encore un paramètre qui vient peser dans la réflexion sur l'utilisation des téléphones portables et systèmes wi-fi émettant des micro-ondes dans les salles de classe.

Étant donné que les tablettes ne peuvent être connectées que via un réseau local de type wi-fi, l'utilisation de ce dernier est incontournable. Par conséquent, l'installation d'un réseau câblé dans les salles de classe n'apporterait pas de plus-value opérationnelle pour la mise en œuvre d'une initiative pédagogique locale basée sur l'utilisation de tablettes mobiles en salle de classe.

ad 2) Le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse applique depuis plusieurs années le principe de précaution en ce qui concerne les rayonnements électromagnétiques, ceci dans le but de minimiser l'exposition aux ondes électromagnétiques.

D'autre part, des campagnes de sensibilisation concernant les champs électromagnétiques et notamment les hautes fréquences ont été réalisées dans différents établissements scolaires par les services de la Direction de la santé et ce à la demande des enseignants ou responsables. Les agents de la Direction de la santé se tiennent à la disposition de tous les enseignants ainsi que de tous les responsables d'établissements scolaires qui souhaiteraient procéder à une campagne de sensibilisation similaire.

S'il est vrai que les jeunes sont soumis aux pollutions électromagnétiques à leur domicile autant qu'à l'école, le CGIE conseille aux directions des écoles d'appliquer un «principe de précaution» propre à beaucoup de pollutions environnementales et de suivre les recommandations du Ministère de la santé et de nombreux scientifiques:

- ne pas laisser fonctionner les antennes wi-fi 24h/24 mais seulement en cas de besoin,

- ne pas mettre d'antenne wi-fi trop près des jeunes de façon permanente,

- optimiser le nombre d'antennes en fonction des besoins; à noter que moins d'antennes ne rime pas nécessairement avec moins d'émissions,

- favoriser les installations qui limitent les émissions au temps de communication,

- éteindre la fonction wi-fi sur les dispositifs mobiles en cas de non besoin,

- délimiter clairement les zones d'accès wi-fi et l'emplacement des antennes,

- éviter dans la mesure du possible les téléphones sans fil (DECT)

- ne pas abuser des téléphones portables de type smartphone (ils sont de plus en plus nombreux...).

Dans le cadre de son programme d'action «eduWiFi», le CGIE veille à installer des réseaux mobiles dits «intelligents» qui réduisent considérablement leurs émissions et donc l'exposition des utilisateurs aux rayons électromagnétiques sans pour autant diminuer le confort de l'utilisateur ou d'entraver le fonctionnement des systèmes. Ainsi les antennes n'émettent pas en stand-by lorsqu'il n'y a pas de communication. La communication entre les antennes wi-fi et le contrôleur wi-fi se fait via fil. L'utilisateur n'entre donc en communication qu'avec l'antenne la plus proche et la puissance d'émission est réduite automatiquement au minimum requis pour assurer le bon déroulement de la communication.

Suivant l'article 58 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, il incombe aux autorités communales de veiller à l'entretien des équipements scolaires et à l'exécution des dispositions légales en rapport avec la sécurité dans les écoles fondamentales. La Division de la santé au travail les conseille sur demande en matière d'aspects sanitaires lors de l'installation d'un nouveau réseau wi-fi. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se rallie aux recommandations de la Division de la santé au travail en matière de minimisation d'émission de champs électromagnétiques.

De plus en plus d'écoles fondamentales ont recours aux conseils du CGIE en matière de configuration et d'installation de réseaux wi-fi tout en respectant les consignes de précaution du CGIE.

En résumé, on peut considérer le risque sanitaire comme étant réduit à un strict minimum.

ad 3) Les services compétents de la Direction de la santé mesurent depuis plusieurs années les intensités des champs électromagnétiques de hautes fréquences à l'intérieur des bâtiments qui sont fréquentés par des enfants ou adolescents tels que des crèches, foyers, écoles, lycées, etc.

De telles mesures d'intensité sont également effectuées régulièrement de manière «préventive» afin d'optimiser l'emplacement des antennes internes et minimiser l'exposition de toute personne aux champs électromagnétiques. Les experts de la Direction de la santé suivent aussi l'avancement des études scientifiques en la matière et ils appliquent à titre de précaution le principe «Alara» (As low as reasonable achievable) de sorte que les intensités des champs électromagnétiques mesurées dans les établissements scolaires restent nettement en dessous des limites en vigueur.

À noter que la puissance émise par les équipements wi-fi est nettement inférieure à celle des équipements de téléphonie mobile; dans des conditions normales d'utilisation le rayonnement électromagnétique auquel sont soumis les utilisateurs est très faible. En effet, la valeur du champ décroît rapidement avec la distance et ceci dès la distance de 12,5 cm; au-delà de quelques mètres la contribution d'un équipement wi-fi devient négligeable et il est difficile de la distinguer dans le «bruit» ambiant (cf.: étude Supélec «RLAN et Champs électromagnétiques»: <http://www.arcep.fr/index.php?id=8116>: étude commandée par l'Arcep, qui a ouvert un dossier sur «Fréquences et Santé»: <http://www.arcep.fr/index.php?id=8116>).

La Division de la santé au travail du Ministère de la Santé a publié au mois de juin 2013 un dépliant reprenant les principes de précaution à mettre en place par rapport aux champs électromagnétiques émis par le wi-fi et un aperçu des risques émanant des rayonnements des radiofréquences wi-fi. De plus amples renseignements à propos d'études ou d'analyses ayant examiné les implications possibles des rayons des radiofréquences wi-fi sur la santé peuvent être sollicités auprès de la Division de la santé au travail du Ministère de la Santé.

**Question 3314** (22.09.2017) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **cours de langue pour demandeurs de protection internationale**:

La venue de demandeurs de protection internationale (DPI) a fait éclore de nombreuses initiatives de la société civile, dont certaines sont soutenues par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte dans son programme «mateneen».

Parmi ces initiatives, plusieurs proposent des cours de langue qui viennent compléter l'offre de l'Institut national des langues (INL), en mobilisant de nombreux bénévoles et en mettant en œuvre des projets innovatifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils d'un relevé des cours de langue proposés dans le cadre de «mateneen»?

- Dans quelle mesure le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse jouent ou pourraient jouer un rôle de coordinateur, respectivement d'évaluateur de ces cours?

- Plus particulièrement, ne serait-il pas favorable au bon fonctionnement si les ministères en question pouvaient assurer une coordination entre les projets et un échange de pratiques?

- Notamment dans la perspective d'une pérennisation de certaines initiatives en matière d'apprentissage linguistique pour DPI, quels sont les projets qui retiennent l'attention de Madame et Monsieur les Ministres?

Déjà en avril 2017, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration avait annoncé que les cours de langues deviendront obligatoires pour les DPI. Dans ce contexte, j'aimerais encore poser les questions suivantes:

- Quand est-ce que les cours de langues obligatoires démarreront?

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres estiment que des cours de langue obligatoires peuvent être organisés en nombre suffisant par l'INL, ou est-ce qu'il faudra compter également sur les cours organisés dans le cadre de «mateneen»?

- Quelles langues et quels niveaux linguistiques est-il envisagé d'offrir dans le cadre des cours obligatoires?

- Quelle formation spéciale pour les enseignants de pareils cours est prévue?

Finalement, le siège de l'INL se situe actuellement à Luxembourg-Kirchberg dans une infrastructure provisoire en attendant la rénovation du site Luxembourg-Limpertsberg. Ces travaux devraient être achevés sous peu et les installations provisoires au Kirchberg seront libérées par la suite. Je voudrais encore demander à Madame et Monsieur les Ministres s'ils estiment que cette infrastructure pourrait accueillir par la suite des DPI?

**Réponse commune** (20.10.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) L'appel à projets «mateneen» lancé par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte est une démarche destinée aux associations et aux initiatives privées.

Les ministères et administrations étatiques concernés par la problématique touchée par l'appel à projet «mateneen» suivent ces initiatives avec grand intérêt. Il n'est cependant pas de leur compétence d'intervenir de quelque manière que ce soit dans la gestion et la coordination de ces projets.

Ceci étant, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) conseille ponctuellement l'Œuvre quant à la faisabilité et à la mise en œuvre de projets; l'OLAI est d'ailleurs aussi régulièrement informé par l'Œuvre de l'avancement des projets. Un représentant de l'OLAI fait partie du jury de sélection des projets dans le cadre de «mateneen». Par ailleurs, il existe un échange régulier entre l'équipe de l'Œuvre qui suit les projets, l'Institut national des langues (INL) et le Service de la formation des adultes (SFA). Concernant les nombreuses initiatives de la société civile et notamment les cours de langues financés dans le cadre du projet «mateneen», il importe de relever que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a pris connaissance des projets financés et de leurs promoteurs. Il s'agit

pour une grande partie d'associations qui travaillent depuis des années en étroite collaboration avec le SFA dans le cadre des cours conventionnés pour adultes.

Une liste des projets en cours est également disponible sur le site Internet de l'Œuvre.

Les 14 projets financés par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, centrés sur l'apprentissage des langues, s'articulent autour de trois types d'action:

- élaboration d'outils de formation et de matériel didactique (quatre parmi les 14 projets financés par l'Œuvre: dictionnaires multilingues, outils en ligne, adaptation de matériel existant);

- des cours périodiques et ciblés ainsi que des actions de support linguistique (six projets: coaching, cours d'été, cours pour arabophones);

- une offre de cours régulière et ouverts à tous les DPI (quatre projets).

La plus-value du projet «mateneen» se situe au niveau des outils et méthodes développés pour des personnes qui ne maîtrisent, ni les langues du pays, ni l'alphabet latin. A titre d'exemple, on peut citer les dictionnaires (arabe/luxembourgeois/français et farsi/luxembourgeois/français) élaborés par une association et édités et diffusés par l'éducation nationale ainsi que les méthodes pour enseigner l'alphabet latin et le français langue étrangère pérennisées dans le cadre du développement des cours obligatoires pour les DPI. Il faut également relever la complémentarité entre les cours offerts par les acteurs de la formation des adultes et les actions de la société civile tels que les cours d'été, les tandems de langues, le coaching et les activités socioculturelles qui, par l'immersion linguistique, accélèrent le processus d'apprentissage des langues du pays.

ad 2) Les cours de langues obligatoires à l'attention des DPI font partie intégrante du Parcours d'Intégration Accompagné (PIA). La phase 1 du PIA et le cours obligatoire de langue luxembourgeoise «Meng 100 éischt Wierder Lëtzebuergesch» ont débuté en septembre 2017.

Les cours de langue obligatoires du PIA 2 débuteront en janvier 2018 et sont organisés en général par le SFA. Des formateurs ont été recrutés spécialement pour assurer les cours d'intégration linguistique. Selon les capacités et la disponibilité des apprenants, les cours s'étaleront sur six semaines à raison de 20 heures par semaine ou sur douze semaines à raison de dix heures par semaine.

Pour les jeunes adultes de 18 à 24 ans, qui maîtrisent l'alphabet latin, l'intégration dans une classe d'accueil est proposée. Pour les adultes qui ont déjà un niveau confirmé en français, l'INL offrira des cours avancés ou des cours dans une des deux autres langues du pays.

À la fin des 120 heures de cours obligatoires, respectivement de deux autres offres mentionnées, un bilan des apprentissages sera réalisé et les adultes seront guidés vers des offres de formation d'adultes appropriées, leur permettant de poursuivre le processus d'intégration linguistique et de préparer l'intégration professionnelle. En fin de parcours, un niveau de français B1 respectivement B2 est visé. Ce niveau est requis pour s'intégrer sur le marché de l'emploi, pour apprendre une profession (apprentissage des adultes) ou pour entamer voire poursuivre des études supérieures au Luxembourg. Pour les personnes ayant été scolarisées dans leur pays d'origine au-delà de l'obligation scolaire (enseignement secondaire ou supérieur), une période de deux ans semble réaliste pour atteindre le niveau visé. Pour les personnes pas ou peu scolarisées dans leur pays d'origine, le niveau à atteindre sera plus modeste, notamment au niveau de l'expression écrite.

Afin de permettre une cohérence dans les messages et un encadrement de qualité, le personnel et éventuellement les partenaires impliqués dans le futur dispositif d'intégration suivent des formations communes. Ces formations portent notamment aussi sur les compétences interculturelles voire transculturelles.

ad 3) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse prévoit d'installer, entre autres, les cours de langues pour DPI organisés par le SFA dans les locaux libérés par l'INL au Kirchberg.

**Question 3316** (26.09.2017) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **prix du parking du Centre national sportif et culturel «Coque»**:

Le Centre national sportif et culturel «Coque» est un lieu de rencontre incontournable pour



des manifestations sportives ou culturelles. La Coque offre un cadre très modulable et des installations de pointe qui sont ouvertes aux sportifs individuels, écoles, clubs et fédérations ainsi qu'aux athlètes professionnels.

Plusieurs fédérations sportives organisent des finales, meetings, entraînements ou autres événements dans la Coque qui attirent un grand nombre de spectateurs. Régulièrement, des manifestations de bienfaisance qui connaissent un grand succès auprès du public sont également organisées dans ce cadre.

En outre, l'on peut observer que tous les jours, beaucoup de parents accompagnent leurs enfants en voiture aux entraînements des différentes fédérations.

L'on se doit cependant de constater que les prix pour les parkings de la Coque sont assez élevés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Sports et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement est-il d'avis que les prix du parking pour le Centre national sportif et culturel sont justifiables?

**Réponse** (26.10.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Le Parking Coque 1, avec ses 200 places de stationnement, est en principe payant pour tout utilisateur selon les tarifs clairement affichés à l'entrée du parking.

Nonobstant, la fréquentation du parking Coque 1 par des utilisateurs n'ayant aucune relation avec la Coque a constamment augmenté lors des dernières années en raison du manque général d'emplacements de stationnement au Kirchberg. Aussi bien les employés des institutions implantées aux alentours de la Coque que les participants de formations continues proposées au Kirchberg utilisent régulièrement les emplacements du Parking Coque 1.

Cette pratique a emmené les responsables de la Coque à fixer les tarifs dudit parking de sorte à dissuader les automobilistes ne fréquentant pas la Coque d'utiliser néanmoins son parking et d'accorder une priorité aux utilisateurs et clients effectifs de la Coque.

Ainsi les utilisateurs actifs de la Coque (athlètes, entraîneurs, sportifs individuels, enseignants, etc.) bénéficient en principe d'une gratuité du parking pendant trois heures.

Les utilisateurs passifs de la Coque (spectateurs d'événements sportifs ou culturels, participants de conférence, etc.) payent en principe le parking à partir de la 1<sup>re</sup> heure.

Cependant des solutions sur mesure sont proposées par la Coque, notamment lors des manifestations d'envergure aussi bien pour les spectateurs que pour les nombreux bénévoles, indispensables pour l'organisation d'une manifestation d'envergure.

Pour l'utilisateur passif, différentes autres alternatives au parking Coque 1 sont également proposées par la Coque. Alors qu'un système de «navettes» est déjà en place depuis des années, une nouvelle collaboration entre la Coque et le «Verkéiersverbond» permet désormais aux spectateurs de se rendre gratuitement à la Coque avec les transports publics en présentant leur billet d'entrée de la manifestation. Partant, tout spectateur peut avoir recours à un système de «Park and Ride» personnalisé en utilisant soit les grands parkings aux alentours du Kirchberg soit ceux de la ville de Luxembourg.

La mise en service du Tramway en décembre 2017 promouvra encore davantage l'utilisation des transports publics pour accéder au Kirchberg et à la Coque.

La nouvelle grille de tarifs appliquée depuis avril 2017 a eu le résultat escompté dans la mesure où les utilisateurs ne fréquentant pas la Coque cherchent entre-temps des emplacements de parking alternatifs, de sorte que les 200 emplacements peuvent être utilisés en priorité par les utilisateurs effectifs de la Coque.

En même temps, la Coque réfléchit à d'autres solutions alternatives pour remédier aux problèmes de stationnement au Kirchberg, notamment en menant régulièrement des discussions avec les exploitants des parkings implantés aux alentours du CNSC afin de trouver un mode de collaboration. Surtout l'accessibilité illimitée pour le public au parking Coque 2 - qui n'est pas à disposition de la Coque - pourrait temporairement améliorer la situation.

**Question 3318** (27.09.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **plan d'Emmanuel Macron pour l'Union européenne**:

Dans un discours tenu hier à la Sorbonne, le Président français a dévoilé son plan pour re-

fondre l'Union européenne. Selon lefigaro.fr, Emmanuel Macron souhaiterait ainsi «fixer d'ici 2020 une fourchette de taux (en matière d'imposition des sociétés) qui engagerait les États membres et qui conditionnerait l'accès au Fonds européen de cohésion». Il envisagerait par ailleurs «dès le mois de novembre prochain une discussion pour déterminer un salaire minimum européen, et des niveaux de cotisations sociales moins disparates».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Le Gouvernement partage-t-il le plan d'avenir de l'UE du Président français, notamment en ce qui concerne l'imposition des sociétés? Comment le Gouvernement juge-t-il l'idée du Président français de lier l'accès au Fonds européen de cohésion au respect de la fourchette du taux d'imposition des sociétés définie au niveau européen?

2) Le Gouvernement entend-il soutenir la volonté du Président français de déterminer un salaire minimum européen? Quid de l'intention de faire converger les niveaux de cotisations sociales?

3) Quelle est la position du Gouvernement relative à la taxation des géants du numérique sur base du chiffre d'affaires réalisé dans chaque pays?

**Réponse commune** (10.11.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°3256 au sujet de l'harmonisation de la taxation des entreprises, la question d'un alignement des taux d'imposition des sociétés au sein de l'Union européenne revêt une dimension additionnelle par rapport au nombre important de mesures touchant à la fiscalité des entreprises qui ont été prises au cours des dernières années. Le Gouvernement n'est pas favorable à l'idée de conférer une compétence à l'Union européenne pour déterminer une fourchette de taux d'imposition des sociétés alors que les États-membres sont mieux placés pour déterminer le taux d'imposition adéquat, en fonction de leurs propres circonstances politiques et économiques. D'ailleurs, les initiatives concrètes actuellement poursuivies au niveau de l'Union européenne ont trait à une harmonisation de la seule base taxable, et non pas des taux d'imposition.

ad 2) Le Luxembourg a toujours été en faveur d'un salaire minimum européen, ce qui signifie que chaque pays doit avoir un salaire minimum fixé selon les traditions en vigueur et représentant un montant calculé d'après l'évolution des salaires dans chaque pays, le point de référence pouvant être le salaire médian.

L'approfondissement de la dimension sociale de l'Union européenne fut l'une des priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE en 2015 et le Gouvernement luxembourgeois persévère sur cette même voie en promouvant une convergence vers le haut au niveau des prestations sociales. Or, un tel processus nécessite une approche concertée de tous les États membres, tout en respectant les spécificités nationales et le principe de la subsidiarité. Ainsi les propositions présentées par Monsieur le Président de la République française viennent s'ajouter à d'autres propositions au sujet de la dimension sociale de l'Union européenne et qui seront à discuter au sein du Conseil de l'UE et du Conseil européen.

En ce qui concerne spécifiquement la proposition visant à converger les niveaux de cotisations sociales, il y a lieu de rappeler qu'il s'agit, tout comme dans le volet des prestations sociales, d'une compétence nationale. Pour rappel, dans le modèle de sécurité sociale luxembourgeois, les personnes sont assurées contre les risques sociaux au moyen d'une cotisation qui constitue aussi le droit à l'accès de la prestation. Cette approche de financement et d'accès varie fortement d'un État membre à l'autre, une alternative étant un financement par des moyens budgétaires et un accès basé sur la résidence. Aussi, en ce qui concerne certaines branches du système de sécurité sociale, la charge des cotisations se répartit entre les employeurs, les salariés et l'État. Ce mécanisme de financement représente une spécificité du système de sécurité sociale luxembourgeois. Aussi, pour d'autres branches, l'État participe au niveau des dépenses.

Ainsi, et suite à l'organisation du système de sécurité sociale, le niveau des cotisations sociales ne résulte pas d'un simple choix arbitraire, mais est basé sur un modèle de financement spécifique à chaque branche et ayant pour objet l'équilibre financier, tout en assurant

un niveau de réserve adéquat. Vouloir faire converger les niveaux de cotisations sociales au niveau européen voudrait dire dès lors vouloir faire converger les mécanismes de financement des systèmes de sécurité sociale. Or, et en vue de la multitude des systèmes de protection sociale au niveau des États membres, il semble peu probable qu'une telle approche serait réalisable à court terme au niveau européen.

ad 3) En ce qui concerne la proposition de baser l'imposition des géants du numérique sur base du chiffre d'affaires réalisé dans chaque pays, il convient de relever que les détails techniques d'une telle proposition restent très flous à l'heure actuelle. Si le Gouvernement est ouvert à la discussion quant aux défis se posant par rapport à la fiscalité du numérique, une proposition basée sur l'imposition du chiffre d'affaires, limitée à un secteur économique précis, pose de nombreuses questions politiques et juridiques. Dans ce sens, le Gouvernement se félicite que le Conseil européen du 19 octobre 2017, dans ses conclusions, a retenu qu'«il importe de veiller à ce que toutes les entreprises payent leur juste part d'impôts et d'assurer des conditions de concurrence équitables au niveau mondial, conformément aux travaux actuellement menées au sein de l'OCDE» et «invite le Conseil à poursuivre l'examen de la communication de la Commission sur cette question et attend avec intérêt que la Commission présente des propositions appropriées d'ici le début de 2018.

**Question 3319** (28.09.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **renforcement des contrôles sur les routes luxembourgeoises**:

Suite aux accidents survenus le weekend dernier ayant coûté la vie à trois personnes sur les routes du Grand-Duché, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Police grand-ducale et la Sécurité routière ont annoncé un renforcement des contrôles d'alcoolémie sur les routes nationales, notamment durant les heures nocturnes. Ces contrôles, effectués avant tout dans le but de prévenir des accidents graves voire mortels, sont en effet d'une importance cruciale pour la sécurité routière. Ceci dit, il est connu depuis un certain temps que la police est confrontée à un manque d'effectifs.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'état actuel des prestations d'heures supplémentaires des agents de police?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous dire si la police a déjà dû faire face à une pénurie de personnel parce que plusieurs agents ont récupéré leurs heures supplémentaires en même temps?

3. Dans le cas d'un renforcement des contrôles routiers durant la nuit, Monsieur le Ministre qu'envisage-t-il d'entreprendre, le cas échéant, afin d'éviter un éventuel déficit de l'effectif de policiers durant la journée?

**Réponse** (20.10.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. Le tableau récapitulatif ci-dessous renseigne sur les totaux annuels des heures supplémentaires indemnisées depuis 2012 selon le règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par les fonctionnaires:

Année	Heures indemnisées
2012	30.977
2013	24.273
2014	21.552
2015	25.701
2015 (Présidence)	15.179
2016	28.896
Jusqu'en août 2017	14.737

Ces chiffres peuvent varier en fonction des besoins ponctuels en personnel lors d'événements d'envergure prévisibles (visites d'État, dispositifs de maintien de l'ordre, etc.).

ad 2. Étant donné que le travail policier se caractérise entre autres par le principe de la gestion de priorités, il n'est pas admis que les effectifs policiers passent en dessous d'un seuil critique qui ne permettrait plus de gérer les missions usuelles en raison d'une récupération

non coordonnée d'heures supplémentaires par les fonctionnaires. Vu le souci d'une bonne gestion des unités, les heures supplémentaires prévisibles sont impérativement indemnisées.

ad 3. Afin d'éviter un manque d'effectifs policiers pendant la journée, l'organisation interne de la Police grand-ducale doit tenir compte des besoins ponctuels en personnel dont ceux générés par un renforcement de contrôles routiers durant la nuit.

**Question 3320** (28.09.2017) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant les **jeunes adolescents en détresse**:

Selon les propos de la directrice de la Fondation maison de la porte ouverte, sur les ondes de radio 100,7, il manque de places d'urgence pour des jeunes adolescents se trouvant en situation de détresse aiguë et ayant besoin d'un suivi psychopédagogique de longue durée. En moyenne, les jeunes en détresse sont accueillis pendant une période ne pouvant dépasser les six mois. Or, dans un certain nombre de cas, cette période n'est pas suffisante pour pouvoir accompagner le mineur et stabiliser sa situation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille:

- Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation?

- Madame la Ministre, envisage-t-elle d'augmenter le nombre de places d'accueil de longue durée pour des jeunes en situation de détresse aiguë?

**Réponse** (13.11.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Dans le cadre des mesures du dispositif de l'Aide à l'enfance et à la famille, on distingue entre un accueil urgent en situation de crise et un accueil en institution.

Pour la définition, les missions et objectifs de ces deux types d'accueil, il y a lieu de se référer au règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

La mission de l'accueil urgent n'est pas d'accueillir et d'héberger des jeunes sur une longue durée. Néanmoins, il ne s'agit en aucun cas de laisser les jeunes et leurs familles sans aide ou soutien après les six mois si la situation ne s'est pas stabilisée. Une des missions de l'accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë est de préparer le jeune à un retour dans son milieu familial ou à un séjour prolongé en institution d'accueil. Afin de pouvoir garantir une prise en charge des jeunes au-delà des six mois, tout gestionnaire offrant une activité d'accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë doit obligatoirement offrir une activité d'accueil orthopédagogique et une activité d'accueil d'enfants de moins de trois ans.

Si le gestionnaire en question n'a pas de disponibilités, une réorientation vers une autre structure d'accueil est envisagée. Dans ce cas l'Office national de l'enfance, en concertation avec les prestataires de l'Aide à l'enfance et à la famille, met en place une solution adaptée aux besoins de l'enfant.

Des aides ambulatoires supplémentaires peuvent aussi être mises en place afin de trouver un encadrement et une prise en charge de qualité adaptés aux besoins et à la situation du jeune.

Afin de garantir une prise en charge des enfants et jeunes adultes en détresse psychosociale, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse continue à investir dans des projets de centres d'accueils de jour et de nuit et à promouvoir l'accueil en famille d'accueil.

**Question 3321** (28.09.2017) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **Fonds du logement**:

Le conseil d'administration du Fonds du logement vient de nommer aujourd'hui un directeur qui prendra officiellement ses fonctions au début de l'année 2018. Dans le communiqué de presse il est précisé que le coordinateur gé-

néral auprès du Fonds du logement assurera, jusqu'à la prise de fonction du nouveau directeur, la gestion des opérations courantes et quotidiennes et assistera le nouveau directeur pour garantir la transition des dossiers importants dans la continuité.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Quelle est la mission du nouveau directeur au sein du Fonds du logement?

- Après la phase de transition, quelles sont les tâches futures incombant au coordinateur général?

- Le coordinateur général sera-t-il à moyen terme remplacé par le nouveau directeur du Fonds du logement?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les différents changements à la tête du Fonds du logement des derniers mois aient eu des conséquences négatives sur le fonctionnement du Fonds du logement notamment au niveau du traitement des dossiers?

- Quand Monsieur le Ministre estime-t-il que le Fonds du logement peut-être nouveau revenir au sein du Fonds du logement?

**Réponse (13.11.2017) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:**

En réponse à la première partie de la question parlementaire de l'honorable Député, je ne cache pas ma stupéfaction puisque les missions du directeur du Fonds du logement se trouvent inscrites à l'article 9 de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement». Le projet de loi a été largement débattu lors de plusieurs réunions de la commission parlementaire, justement en présence de l'honorable Député qui était lors du vote de la loi par ailleurs l'orateur attitré de son groupe parlementaire et devrait donc bien connaître le texte qui énumère les missions du directeur comme suit:

«(1) La direction du fonds est confiée à un directeur, nommé par le conseil d'administration, engagé soit sous le régime de droit privé régi par le Code du travail, soit détaché comme fonctionnaire auprès du fonds.

Le directeur est chargé d'exécuter les décisions du conseil d'administration et assure la gestion journalière du fonds. Il suit les instructions du conseil d'administration. Le directeur répond de sa gestion devant le conseil d'administration.

Le personnel du fonds se trouve sous ses ordres.

Le directeur assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative. Il se retire à chaque fois que le conseil d'administration le lui demande.

Dans le cadre de la gestion journalière, le fonds est engagé par la signature conjointe du directeur et d'un directeur-adjoint, sans préjudice de procurations spéciales ou générales pour des actes relevant de la gestion journalière accordées par le directeur et un directeur-adjoint et approuvées par le conseil d'administration.

(2) Le directeur est assisté de deux directeurs-adjoints, nommés par le conseil d'administration, engagés soit sous le régime de droit privé régi par le Code du travail, soit détachés comme fonctionnaires auprès du fonds.

(3) En cas de vacance du poste du directeur, ainsi qu'en cas de constat par le conseil d'administration de l'impossibilité d'agir du directeur, le président du conseil d'administration du fonds assume les fonctions de directeur, à moins que le conseil d'administration n'y délègue l'un des directeurs-adjoints.

(4) Le directeur et les deux directeurs-adjoints ne peuvent pas être membres du conseil d'administration.»

À la lecture de la loi en question, l'honorable Député saura également découvrir qu'il est prévu que la direction du Fonds du logement sera à terme composée d'un directeur et de deux directeurs-adjoints. Les modalités précises de la passation des pouvoirs et la mission future de l'actuel coordinateur général seront à déterminer dans les mois à venir, après la prise de fonction du nouveau directeur.

Il importe toutefois de noter que les différents changements à la tête du Fonds du logement n'ont pas empêché les collaborateurs du fonds à assurer une instruction continue des dossiers à traiter par cet établissement public.

**Question 3322 (29.09.2017) de M. Aly Kaes (CSV) concernant la loi relative à l'eau:**

L'article 71 de la loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau prévoit un régime transitoire pour les aides étatiques relatives aux mesures d'assainissement des eaux usées. Le but du Gouvernement fut d'accélérer les mises en soumission et de combler les retards accumulés. Ce régime risque cependant de porter préjudice aux communes ayant introduit leur dossier d'assainissement de façon anticipative, comparées aux communes retardataires.

En effet, le point 5 (e) de l'article 71 stipule dans ce contexte que:

«5) Pour les dossiers en relation avec l'assainissement des eaux usées et éligibles à une participation étatique conformément à l'article 65 paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre d), les mesures transitoires suivantes sont d'application:...

(e) pour les engagements pris avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et bénéficiant d'un taux visé au paragraphe 5, lettres a), b) ou c), ce taux n'est applicable que pour autant que les travaux afférents aient été mis en adjudication endéans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur. Passé ce délai, les dispositions de l'article 65, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre d) sont applicables.»

Ainsi, toutes les aides financières promises par l'État (90%, 75% ou 65%), pour des projets d'assainissement et qui ne sont pas mis en adjudication 24 mois après la mise en vigueur de la refonte de la loi, seront réduites de façon indifférenciée à 50%.

De cette spécification résulte toutefois une manifeste iniquité pour différentes communes. En effet, pour le cas de figure des dossiers présentés avec un taux de 65%, donc introduits entre le 1<sup>er</sup> juillet 2015 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018, seuls les dossiers les plus anciens et lesquels sont engagés avant l'entrée en vigueur de la loi modifiée sont pénalisés avec un délai de mise en adjudication, ceci sous peine d'une réduction de 15% (65% vers 50%) de l'aide allouée.

Il s'ensuit que les dossiers introduits très tardivement à savoir après la mise en vigueur de la loi du 20 juillet 2017 mais avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ne sont pas concernés par cette disposition pénalisante.

Ainsi, les dossiers introduits plus tard et ne disposant que d'un engagement ultérieur à la mise en vigueur de la loi, sont donc avantagés puisqu'ils tombent hors du champ d'application du délai de 24 mois et de l'application d'une réduction des 15%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Pour quelles raisons, dans le cas de figure fréquent des aides à 65%, les communes «précurseurs» sont pénalisées par rapport aux communes «retardataires» qui ne sont pas soumises à la contrainte temporaire?

Il existe, au moins pour les stations d'épurations, deux sortes d'engagements à savoir l'engagement prévisionnel et l'engagement définitif.

2) Est-ce que l'engagement prévisionnel est susceptible pour définir définitivement le taux des aides et en l'occurrence les conditions d'exécution?

**Réponse (30.10.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:**

ad 1) Les dispositions transitoires du paragraphe 5 de l'article 71 de la version actuellement en vigueur de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ont été introduites avec une double intention: permettre aux maîtres d'ouvrage de pouvoir encore bénéficier, certes pour une période restreinte, de participations étatiques plus élevées en vigueur sous l'ancienne rédaction de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, et les inciter en même temps à procéder de manière diligente à la réalisation de leurs ouvrages, afin de respecter les délais du deuxième cycle (2015-2021) du programme de mesures du Plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse.

En vertu de la lettre e) du paragraphe 5 précité, les engagements pris avant le 7 août 2017 (date d'entrée en vigueur de la Loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau) bénéficient encore d'un taux de 65% (voire même 75% ou 90% pour les projets détaillés introduits dans les délais requis) «pour autant que les travaux afférents aient été mis en adjudication endéans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur (de la loi)».

Il est certes vrai que les dossiers dont les projets détaillés auront été soumis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 au secrétariat du Fonds pour la gestion de l'eau et dont l'engagement formel ne sera délivré qu'après l'entrée en vigueur de la loi modificative du 20 juillet 2017, ainsi que tous ceux introduits après le 1<sup>er</sup> janvier 2018, ne seront plus soumis au délai de mise en adjudication du paragraphe 5 lettre e) de l'article 71. Ce dernier vise exclusivement les «engagements pris», donc les engagements financiers formels du fonds pris au vu des projets détaillés qui lui ont été soumis.

Toutefois, il faut rappeler que l'article 66, paragraphe 6 de la loi modifiée relative à l'eau dispose que:

«L'engagement devient caduc lorsque les travaux ou études n'ont pas débuté dans un délai de deux ans après réception de l'engagement financier.»

Les dispositions transitoires ne pénalisent donc aucunement une commune par rapport à une autre. Au contraire, elles permettent à la ministre de continuer à accorder des taux de prise en charge qui autrement n'auraient plus de base légale, voire qui ne seraient plus du tout dus parce que les engagements y relatifs seraient devenus caducs en vertu de l'article 66, paragraphe 6.

ad 2) Le paragraphe 5 de l'article 71 de la loi modifiée relative à l'eau stipule clairement pour les différents cas de figures que la date d'introduction au secrétariat du Fonds pour la gestion de l'eau des projets détaillés détermine le taux de participation étatique accordé. Il en découle que l'engagement prévisionnel ne suffit pas pour fixer définitivement le taux des prises en charge.

**Question 3323 (29.09.2017) de M. André Bauler (DP) concernant les «creative hubs»:**

À l'heure qu'il est, les «creative hubs» peuvent constituer une formule intéressante pour attirer et encadrer de jeunes entrepreneurs venant des domaines professionnels les plus divers en vue de diversifier encore davantage notre économie domestique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il exposer de manière succincte ce qu'on entend précisément par «creative hub»?

- Quel est le genre d'entreprises ou de start-ups qui y sont généralement accueillies et quelles sont les professions y représentées?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à initier un tel projet dans le nord du pays, p. ex. dans la Nordstad ou dans les cantons de Clervaux et de Wiltz? Y avait-il déjà des demandes concrètes dans ce contexte? Y avait-il aussi des pourparlers avec des communes ou des syndicats intercommunaux en vue de lancer un «creative hub» destiné à diversifier le tissu économique des régions rurales dont font également partie les cantons de l'Est et de l'Ouest du Grand-Duché? De quelles aides étatiques les communes intéressées pourraient-elles bénéficier le cas échéant?

**Réponse (09.11.2017) de M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:**

En l'absence d'une définition consensuelle, un hub créatif peut être décrit comme une plateforme physique permettant à des entreprises et des travailleurs indépendants issus de l'industrie créative de s'y établir. Une telle plateforme n'a pour ambition non seulement de leur louer des bureaux ou des ateliers, mais également de faire interagir les entreprises, les créateurs et les entrepreneurs entre eux. L'idée est de faire naître de nouveaux projets par des collaborations entre ces acteurs issus d'horizons différents et établis au même endroit, notamment en offrant des espaces communs pour travailler ensemble.

La grande majorité des entreprises ciblées sont des indépendants agissant pour leur propre compte mais travaillant en coopération avec de nombreux autres indépendants en fonction du projet. Les industries créatives englobent des activités hautement réglementées comme par exemple les architectes ainsi que des activités avec une forte connotation culturelle et très peu de réglementation comme par exemple les arts de la scène ou le design.

Le cluster dédié aux industries créatives auprès de Luxinnovation a arrêté la liste exhaustive des industries créatives ci-après:

- Architecture
- Métiers d'art
- Arts visuels

- Film et audiovisuel
- Design
- Fashion design
- Gaming
- Marketing and communication
- Littérature
- Digital media and media
- Édition
- Arts de la scène
- Musique

Le Ministère de l'Économie est disposé à accompagner une initiative locale qui a un rayonnement national dans un des secteurs économiques prioritaires dont les industries créatives font partie. Les responsables de la Nordstad ont déjà eu un premier échange d'idées avec mes collaborateurs au sujet d'un potentiel «creative hub» mais les détails concernant l'envergure et un éventuel emplacement restent en suspens. Un soutien étatique aux communes peut être envisagé en fonction de l'impact économique national d'un projet ainsi que par rapport à son effet sur la diversification économique du pays.

**Question 3324 (29.09.2017) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le dialogue social au sein de l'ITM:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°3233 du 21 août 2017, Messieurs les Ministres du Travail et de la Fonction publique expliquent que la représentation du personnel de l'ITM n'a pas été consultée dans le contexte de l'élaboration d'un code de conduite applicable au personnel de cette administration.

Ils avancent comme explication que la Direction de l'ITM ne connaîtrait pas les noms des personnes faisant partie des comités des associations professionnelles de l'ITM, associations que les ministres connaissent tout de même pour les citer nommément.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- La façon de procéder de la Direction de l'ITM correspond-elle à la vision de Monsieur le Ministre du fonctionnement du dialogue social dans la fonction publique?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas, au contraire, d'avis que la direction d'une administration qui sait pertinemment qu'il existe une représentation du personnel, devrait essayer par tout moyen de la consulter et de se procurer les noms des personnes composant celle-ci et ne pas se cacher derrière des faux-fuyants?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cela vaut a fortiori pour une administration en charge de veiller à l'application du droit du travail?

**Réponse (20.10.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:**

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens à l'informer que selon mon point de vue toute administration devrait disposer d'une délégation du personnel élue parmi les membres de son personnel. Dans le cadre des négociations ayant abouti à l'accord salarial du 5 décembre 2016, j'avais proposé une modification dans ce sens du statut général des fonctionnaires de l'État. Or, ce point de vue n'a jusqu'à présent pas été partagé par la Confédération générale de la fonction publique.

Concernant le cas particulier de l'Inspection du travail et des mines (ITM), je ne suis pas en mesure de me prononcer sur le fonctionnement et les modalités des relations et des échanges entre la direction d'une administration et sa représentation du personnel.

Au vu des missions de la représentation du personnel, il est cependant étonnant que la représentation du personnel ne se soit pas manifestée auprès de la Direction de l'ITM.

**Question 3325 (29.09.2017) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le bruit autour des stations-service:**

À la station-service de Pontpierre sur l'autoroute A4 en direction d'Esch-sur-Alzette, les chauffeurs laissent souvent tourner le moteur de leur camion toute la nuit pour assurer le fonctionnement de leur système de climatisation ou de chauffage pendant leur temps de

repos. Or, laisser tourner un moteur à l'arrêt engendre inutilement des émissions nocives et du bruit. De plus, cette station-service se trouve dans le voisinage direct d'une zone d'habitation, impactant ainsi sérieusement la qualité de vie de ses habitants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance des informations susmentionnées?

- Est-il permis de laisser tourner le moteur d'un véhicule immobilisé?

- La police fait-elle des contrôles réguliers?

- Quels moyens la police a-t-elle pour remédier à cette situation?

- Comment le Gouvernement entend-il remédier à la problématique susmentionnée?

**Réponse (20.11.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

À ce jour, aucune plainte et aucun appel de la part des citoyens n'ont été rapportés selon la Police grand-ducale et ainsi cette dernière n'y effectue pas de contrôles réguliers. Ni l'unité permis et subsides (autorisations d'exploitation), ni l'unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement ont été saisies de réclamations à ce sujet.

En vertu de l'article 160 f) de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, «il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, à l'arrêt, en stationnement ou en parcage, même pour le faire chauffer ou faire chauffer l'habitacle du véhicule».

Un tel comportement des camionneurs peut donc être constitutif d'une infraction et, en l'occurrence, la Police grand-ducale peut décerner des avertissements taxés en la matière, sachant que l'article 160 précité prévoit une amende de 49 euros. Il importe cependant de souligner que les véhicules conditionnés sont en principe autorisés à laisser tourner leur moteur pour garantir la préservation de leur charge.

Au vu de ce qui précède, vider définitivement la problématique du bruit causé par des moteurs en ayant recours à des mesures répressives ne pourra donc constituer le seul remède.

En ce qui concerne l'action sur les infrastructures, il y lieu de se référer à la réponse du Ministère du Développement durable et des Infrastructures à la question parlementaire n°1497 du 15 octobre 2015 de Madame la Députée Nancy Arendt:

«Dans le cadre du projet de réaménagement de l'échangeur de Pontpierre, il a été décidé de déplacer l'aire de service Shell située dans l'emprise de ce projet en direction de Leudelange et plus précisément à environ 1 km au sud de l'échangeur Sud de Leudelange.

Cette solution permet d'améliorer la situation acoustique existante en fermant l'écran anti-bruit aux droits des entrées et sorties de la station Shell existante.

[...]

Cependant la réalisation des mesures antibruit ne pourra être entamée qu'à la fin des travaux du réaménagement de l'échangeur de Pontpierre.

[...]

Le chantier du réaménagement de l'échangeur de Pontpierre débutera sous peu par la construction des deux ouvrages de l'autoroute A4 passant sur la N13. D'après les estimations actuelles le chantier pourrait se terminer en 2021.

**Question 3326 (29.09.2017) de MM. Marco Schank et Emile Eicher (CSV) concernant le Lycée Edward Steichen à Clervaux:**

Le futur Lycée Edward Steichen à Clervaux est supposé ouvrir ses portes pour la rentrée 2018. Récemment Monsieur le Ministre a présenté aux membres de la Commission du Développement durable et des Infrastructures un projet pour l'extension du futur lycée. Ce projet prévoit de compléter l'offre scolaire. Outre la construction de nouvelles salles de classe, de salles de classe spéciales, de laboratoires et d'ateliers, il est prévu de créer des surfaces de structures d'accueil et d'administration supplémentaires.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Sachant que les responsables du Lycée Edward Steichen doivent garantir durablement le bon fonctionnement du lycée en tenant compte des adaptations de l'offre scolaire, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les échéances du projet d'extension?

**Réponse (19.10.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

En effet, j'ai présenté le projet pour l'extension du Lycée Edward Steichen à Clervaux à la Commission du Développement durable et des Infrastructures pour renseigner les honorables Députés sur les différents aspects des travaux, y compris sur les échéances du projet.

Ainsi, le début de la planification de l'extension du Lycée Edward Steichen est prévu dès janvier 2018. Le dépôt du projet de loi pourrait ainsi avoir lieu mi-2019 et le début des travaux en automne 2020. Le planning prévisionnel s'entend sous réserve de l'octroi des autorisations requises ainsi que des délais liés aux procédures des soumissions.

**Question 3327 (02.10.2017) de Mmes Martine Hansen et Martine Mergen (CSV) concernant l'Éducation différenciée:**

En août 2017, les agents de l'Éducation différenciée (Ediff) ayant travaillé jusqu'alors dans le cadre des équipes multiprofessionnelles, ont été informés via instruction ministérielle qu'ils seront détachés aux 15 directions régionales pour œuvrer dans les équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, «ESEB». Selon la loi du 29 juin 2017 portant modification de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, si les instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques «I-EBS» constatent que la prise en charge assurée par l'école n'est pas suffisante, c'est l'ESEB qui a pour mission d'assurer le diagnostic et le suivi de la prise en charge de l'élève concerné. L'ESEB agit en tant que service généraliste, affecté à une région.

Or, selon nos informations, les détachements des agents de l'Ediff n'ont pas encore eu lieu.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans la mesure où les ESEB ne sont pas encore mises en place, qui assure actuellement l'encadrement et le suivi de la prise en charge d'un élève signalant des besoins éducatifs particuliers ou spécifiques?

- Selon l'article 27 de la loi susmentionnée, les I-EBS coordonnent la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers et contribuent à la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

- Dans la mesure où pas toutes les écoles ne se voient attribuer un I-EBS, qui assume les tâches de l'I-EBS dans les écoles qui n'en ont pas?

- Selon l'article 30 de la même loi, chaque commission d'inclusion (CI) comprend un directeur adjoint concerné comme président, un instituteur comme secrétaire, trois membres de l'ESEB concernée, un représentant du Ministère de l'Éducation et un collaborateur de l'Ediff ou du Centre de logopédie. Monsieur le Ministre, est-ce que les commissions d'inclusion sont déjà nommées?

- Dans la négative et dans la mesure où les ESEB exercent leurs missions sous l'autorité du directeur concerné dans le cadre des moyens disponibles et des actions prévues par la CI, quand les commissions d'inclusion seront-elles opérationnelles?

- Qui assume actuellement les tâches et missions des commissions d'inclusion?

- Selon nos informations, il est prévu d'affecter des I-EBS dans le régime préparatoire. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quels lycées se voient attribuer un I-EBS?

- Dans la négative, qui assumera les tâches des I-EBS dans le régime préparatoire?

**Réponse (02.11.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:**

En ce qui concerne la première partie des questions des honorables Députés, je renvoie à ma

réponse à la question parlementaire n°3296 fournissant les informations sur la dernière évolution dans le dossier. Toutefois, je tiens à préciser que les ESEB ont été mises en place dans toutes les régions du pays. S'y ajoute que les agents de l'Ediff ayant œuvré jusqu'alors dans le cadre des EMP s'impliquent avec le même zèle dans les ESEB. Par conséquent, la prise en charge des élèves nécessiteux identifiés à la fin de l'année scolaire précédente est garantie. De plus, en ce moment, le recrutement de psychologues, pédagogues et éducateurs gradués supplémentaires est en cours. Un deuxième recrutement est prévu pour le début de l'année 2018.

Actuellement, 59 écoles profitent de l'affectation d'un instituteur spécialisé. Dans les autres écoles, le rôle de coordination est à assurer par les directeurs adjoints ayant les enfants à besoins spécifiques ou particuliers dans leur attribution.

Pendant l'actuelle période de transition, j'ai arrêté les compositions de «commissions d'inclusion faisant fonction» qui transmettent leurs délibérations à la Commission médico-psychopédagogique nationale pour approbation.

Finalement, je confirme qu'il me semble tout à fait opportun d'affecter à l'avenir des instituteurs spécialisés I-EBS aux lycées comprenant des classes du régime préparatoire ainsi qu'à d'autres classes spéciales (classes étatiques à l'hôpital, école du Centre socio-éducatif,...).

**Question 3328 (02.10.2017) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant l'agrément des gestionnaires de structures d'accueil étrangères:**

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2016, le système du chèque-service accueil a été ouvert aux frontaliers. D'après des chiffres diffusés par le journal en ligne lessentiel.lu, 1.056 frontaliers ont pu en bénéficier depuis. Au niveau des structures d'accueil étrangères, quatre ont fait une demande d'agrément et toutes ont été refusées, toujours selon la même source.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

2) Monsieur le Ministre peut-il également nous expliquer pourquoi les demandes d'agrément des structures d'accueil étrangères ont été refusées? Quelles sont les conditions du cahier des charges que ces structures n'ont pas su remplir?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous informer si les requérants ont annoncé vouloir attaquer ces refus d'agrément en justice? Quelles pourraient être les arguments avancés par ceux-ci?

**Réponse (27.10.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:**

ad 1) D'après les derniers chiffres disponibles pour le mois de septembre 2017, 1.049 enfants de frontaliers bénéficient du chèque-service accueil dans un service d'éducation et d'accueil ou auprès d'un assistant parental au Luxembourg.

Il est exact que mon département a reçu quatre demandes en reconnaissance de la qualité de prestataire du chèque-service accueil. Ces demandes ont effectivement toutes été refusées.

ad 2) Je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'un refus de l'octroi d'un agrément, mais d'un refus de l'octroi de la reconnaissance de prestataire du chèque-service accueil à un service d'éducation et d'accueil ou à un assistant parental.

L'article 22 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse précise la mission de service public autorisant l'État à accorder l'aide financière dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil. Cette mission de service public a pour double objectif de renforcer la cohésion sociale par l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale dans la société luxembourgeoise et de soutenir la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois.

L'aide financière qui est versée aux services d'éducation et d'accueil ou aux assistants parentaux qui remplissent cette mission, offrent des services ciblés sur les besoins des bénéficiaires et qui répondent au cadre qualitatif établi par la loi susmentionnée.

Tous les gestionnaires de services d'éducation et d'accueil qui désirent être reconnus comme prestataire du chèque-service accueil sont te-

nus d'établir un projet pédagogique qui décrit en quoi et par quels moyens et actions concrets le service entend réaliser ce double objectif de la mission de service public.

L'analyse des quatre projets pédagogiques introduits par les gestionnaires de services d'éducation et d'accueil non établis sur le territoire du Luxembourg a conduit à la conclusion que les actions et moyens envisagés dans le cadre du projet pédagogique ne permettraient pas aux services d'éducation et d'accueil de remplir la mission de service public.

ad 3) Je ne dispose pas d'informations à ce sujet.

**Question 3329 (02.10.2017) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le Myanmar:**

En 2012, le Grand-Duché de Luxembourg a établi de manière formelle des relations diplomatiques avec la République de l'Union du Myanmar, qui depuis bénéficie de plusieurs programmes de coopération. Le Luxembourg a déboursé 1,9 million d'euros en 2016 dans des projets de soutien. Le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire avait par ailleurs envisagé de désigner le Myanmar (actuellement «pays à projet») comme nouveau pays partenaire du Luxembourg.

Le Myanmar traverse une crise humanitaire provoquée notamment par les atrocités commises par les forces armées envers les minorités ethniques, dont les Rohingyas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son évaluation quant à la situation actuelle de la crise humanitaire au Myanmar?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état actuel des négociations relatives à la désignation du Myanmar comme nouveau pays partenaire luxembourgeois?

- Selon Monsieur le Ministre, la crise humanitaire sévissant actuellement au Myanmar a-t-elle un impact sur ces négociations?

**Réponse (19.10.2017) de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:**

La situation humanitaire dans l'État Rakhine est extrêmement grave. Des rapports profondément inquiétants font état d'incendies volontaires et de violence continue à l'égard de la population civile, ainsi que de graves violations des droits de l'homme, dont des tirs d'armes à feu sans discernement, la présence de mines terrestres et de la violence sexuelle et fondée sur le genre.

Plus de 500.000 personnes, majoritairement Rohingyas, ont fui leurs foyers pour chercher refuge au Bangladesh, suite à la violence et à la peur. L'accès est très limité pour l'assistance humanitaire et les médias dans l'État Rakhine. De ce fait, les besoins ne peuvent donc pas être évalués ni satisfaits de manière précise et complète à ce stade. Néanmoins, les organisations humanitaires sur place s'accordent pour dire qu'un engagement à long terme des bailleurs internationaux sera nécessaire vu les blocages politiques et le risque très réel d'une crise humanitaire chronique de grande envergure.

Lors de la conférence internationale des donateurs sur la crise des réfugiés Rohingyas, qui se tiendra le 23 octobre 2017 à Genève, le Luxembourg confirmera par ailleurs son enveloppe humanitaire pour cette crise qui, pour 2017, s'élèvera à 750.000 euros.

En 2017, une étude d'évaluation, analysant les possibilités et l'opportunité que le Myanmar devienne un pays partenaire du Luxembourg, a été faite. De plus, des négociations pour un accord général de coopération sont en cours. Le Gouvernement luxembourgeois continue à suivre attentivement la situation dans l'État Rakhine et prendra en compte l'évolution de celle-ci avant de conclure un accord général de coopération. Dans ce cadre, une visite bilatérale du Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire prévue en novembre 2017 a été reportée.

Par ailleurs, en ligne avec les fonds humanitaires qui ont été versés au Myanmar, un projet de développement rural prévu dans l'État de Shan appuie en premier lieu les minorités ethniques au Myanmar.





En parallèle à ces différentes mesures, le Gouvernement luxembourgeois s'est coordonné à Bruxelles avec les autres États membres de l'Union européenne en vue de l'adoption de conclusions sur le Myanmar lors du Conseil des affaires étrangères du 16 octobre 2017.

**Question 3330** (03.10.2017) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **projet immobilier du Fonds de compensation:**

Le Ministre du Logement et le Ministre de la Sécurité sociale ont présenté un projet de collaboration entre le Fonds du logement et le Fonds de compensation pour la création de logements locatifs à coût modéré. Il s'agit d'une résidence à 23 appartements prochainement en construction à Grevenmacher. Dès achèvement, l'immeuble pourrait être cédé en pleine propriété au Fonds de compensation qui le louerait en bloc à un organisme conventionné. À l'expiration du contrat de bail entre le Fonds de compensation et l'organisme conventionné, les parties peuvent convenir d'un nouveau bail, respectivement le Fonds de compensation pourrait louer l'immeuble sur le marché libre, revendre l'immeuble en bloc ou par unités.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Fonds du logement a profité d'un subside étatique pour l'acquisition des terrains à Grevenmacher et le cas échéant pour quel montant?

- Pour quelles raisons la vente du terrain au Fonds de compensation n'a-t-elle pas été réalisée sous forme d'un droit d'emphytéose de 99 ans?

- Au vu de la pénurie en logements locatifs sociaux, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que du fait que les logements susmentionnés ne soient pas grevés d'un bail emphytéotique, le caractère social de ces logements ne soit perdu après 20 ans, la durée du contrat de bail, et le cas échéant, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette disposition devrait ainsi être revue?

**Réponse** (13.11.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement:*

Pour répondre aux questions de l'honorable Député, je me permets de renvoyer en premier lieu au procès-verbal de la Commission parlementaire du Logement du 29 septembre dernier, lors de laquelle le projet a été débattu.

Les terrains sur lesquels le projet immobilier du Fonds de compensation sera réalisé à Grevenmacher appartiennent au Fonds du logement. Pour les terrains en question, le Fonds a reçu une participation en capital de l'État correspondant à 518.518 euros.

Cette aide sera évidemment à rembourser à l'État au moment de la vente du projet au Fonds de compensation.

La vente ne sera pas réalisée sous forme d'un bail emphytéotique sur 99 ans étant donné que le Fonds de compensation souhaite systématiquement acquérir des terrains en pleine propriété.

Les logements en question ne sont pas des logements locatifs sociaux au sens de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, mais des logements qui seront loués à des prix modérés à des ménages dans le besoin par un organisme conventionné avec le Ministère du Logement. Ainsi le caractère «social» de ces logements ne sera pas perdu, même après la durée du contrat à long terme actuellement en négociation. Le terme visé est une période de 20 ans, voire plus.

Lors de la réunion susmentionnée de la Commission parlementaire du Logement, le caractère d'un projet pilote a notamment été précisé dans ce contexte spécifique de la durée de l'engagement réciproque et de la reconduction envisagée. Les premières expériences sur base de ce projet pourraient en effet donner lieu à des ajustements ultérieurs.

**Question 3331** (04.10.2017) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **associations syndicales de propriétaires:**

Le Luxembourg connaît depuis longtemps la tradition des associations syndicales agricoles

et viticoles où des propriétaires se mettent ensemble pour exécuter/entretenir des travaux ou pour former des chemins collectifs permettant de desservir des terres agricoles ou viticoles.

Une loi datant de 1883<sup>1</sup> sert comme cadre légal pour cette pratique. De nos jours, de nombreuses associations syndicales autorisées continuent d'exister en l'absence d'activité associative quelconque. Alors que dans plusieurs cas, leur dissolution s'impose du fait de leur inactivité et/ou obsolescence par rapport à l'évolution de l'usage du sol, cette démarche, souvent fastidieuse, a jusqu'ici toujours été encadrée par l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA). Or, selon mes informations, cette administration a récemment déclaré ne plus être compétente en la matière, respectivement ne plus vouloir encadrer ces dossiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. À quelle instance faut-il désormais s'adresser s'il s'agit de dissoudre une association syndicale?

2. Ne faudrait-il pas revoir la loi de 1883 concernant les associations syndicales et l'adapter aux réalités du temps présent?

**Réponse** (26.10.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

La loi modifiée du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc. distingue les associations syndicales libres, formées sans intervention de l'administration, des associations syndicales autorisées, formées avec son intervention.

Une association syndicale est une personne morale dont le fonctionnement obéit aux règles définies dans l'acte d'association.

Aux termes de l'article 3 de la même loi, «les associations (libres ou autorisées) peuvent ester en justice par leurs syndics, acquérir, vendre, échanger, transiger, compromettre, emprunter, hypothéquer et consentir toute main levée, radiation ou réduction d'hypothèque».

Dans le cas d'une association syndicale libre, qui se forme sans intervention de l'administration, afin qu'elle puisse être dotée de la capacité juridique et donc jouir du bénéfice de l'article 3 de la loi, elle doit avoir accompli certaines mesures de publicité. Dans le cas contraire, elle n'aura pas d'existence à l'égard des tiers.

Ses statuts prévoient obligatoirement «la durée de l'association pour le cas où celle-ci serait constituée pour un temps déterminé» et «les prescriptions réglant l'admission et la sortie des associés, ainsi que la dissolution de la liquidation du syndicat» (article 5 points 4 et 13 de la loi).

En ce qui concerne les associations syndicales autorisées, la loi susvisée prévoit que l'acte d'association règle obligatoirement «la durée de l'association pour le cas où celle-ci serait constituée pour un temps déterminé» mais non pas «les prescriptions réglant l'admission et la sortie des associés, ainsi que la dissolution de la liquidation de syndicat» (article 12 alinéa 4).

Celui qui souhaite voir une association syndicale dissoute, doit donc adresser sa demande à l'organe représentatif de cette association syndicale (administration syndicale) et non pas à l'État, à savoir l'Administration des services techniques de l'agriculture.

L'honorable Député demande encore si la loi modifiée du 28 décembre 1883 ne devrait pas être adaptée «aux réalités du temps présent».

Depuis longtemps, de moins en moins de propriétaires s'intéressent à exécuter des travaux entrant dans le champ d'application de la loi relative aux associations syndicales qui, par ailleurs, met déjà à la disposition des associations syndicales un arsenal de moyens suffisamment grand pour gérer de manière autonome leur fonctionnement au quotidien. La loi n'a jamais eu comme but de permettre à des tiers de s'ingérer dans la gestion des associations syndicales.

**Question 3332** (04.10.2017) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant le **POST courrier:**

Selon mes informations, l'entreprise POST rencontrerait actuellement de gros problèmes au niveau de la distribution du courrier, entraînant de nombreuses tournées doubles pour le per-

sonnel concerné et une diminution de la qualité des services au détriment des clients.

Le nombre de ces tournées doubles aurait en effet significativement augmenté ces derniers mois. Ceci implique que de nombreux facteurs seraient chargés, hors de leur horaire normal de travail, d'effectuer des heures supplémentaires.

POST est actuellement le seul opérateur ayant une obligation de prester le service postal universel, et ce jusqu'en 2020.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'augmentation importante de tournées doubles et m'en expliquer, le cas échéant, les raisons?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que la prestation d'heures supplémentaires est soumise à l'autorisation préalable du ministre et m'indiquer les motifs y afférents?

3. Si l'on considère que différentes tournées ne peuvent plus être effectuées le même jour, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les obligations de POST relatives au service universel ne sont plus remplies?

4. Quelles mesures le Gouvernement serait-il disposé à proposer, le cas échéant, afin de garantir un service de distribution de qualité tout en veillant au bien-être du personnel engagé?

**Réponse** (27.10.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

D'emblée, il convient de noter que POST Luxembourg, en vue de respecter ses obligations de prestataire du service universel, est tenu de recourir aux facteurs-remplaçants respectivement ponctuellement à des heures supplémentaires afin de garantir à ses clients une distribution de qualité.

Il est important de nuancer le terme de «tournée double» utilisé par l'honorable Député dans sa question. En effet, il ne s'agit pas d'une tournée double au sens qu'un facteur assure deux tournées complètes, mais la tournée du facteur absent est répartie sur plusieurs de ses collègues. Cette pratique consistant à partager la charge de travail d'un collaborateur absent pour cause de maladie sur ses collègues, qui prestent alors des heures supplémentaires, ne diffère en rien d'autres secteurs ou entreprises.

En effet, lorsqu'une tournée de distribution ne peut être effectuée par le facteur attitré pour cause d'absence pour raison de maladie, c'est généralement un facteur-remplaçant qui la prend en charge. Si le recours à un remplaçant pour assurer la tournée complète du facteur absent ne s'avère pas faisable, cette tournée est alors répartie entre quatre facteurs du centre de distribution. Les facteurs concernés assurent donc chacun un maximum de deux heures supplémentaires, et non pas une seconde tournée complète en supplément de leur tournée habituelle, comme pourrait le faire croire le terme «tournée doublée».

Ainsi, le nombre d'heures supplémentaires par rapport à la durée normale de travail presté par les facteurs est négligeable, avec 0,64% en 2014, 0,50% en 2015, et 0,51% en 2016.

Ces chiffres montrent qu'il n'y a aucun recours systématique aux heures supplémentaires, mais qu'il s'agit bel et bien d'une utilisation exceptionnelle comme stipulé par la législation.

Finalement, comme la gestion du personnel de POST Luxembourg tombe sous la responsabilité de son directeur général, une autorisation préalable du ministre n'est pas requise.

**Question 3333** (04.10.2017) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** (CSV) concernant les **mesures de contraintes:**

Récemment, Madame la Ministre nous a fourni des informations quant à la «procédure pour les mesures de contraintes» et au mode opératoire concernant «la documentation des mesures de contraintes» introduites en 2016 par la direction du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP).

Au vu des informations fournies, nous aimerions poser plusieurs questions supplémentaires à Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas que le conseil d'administration (dont un représentant du Ministère de la Santé est membre) aurait dû être consulté pour la mise en place

d'une telle procédure qui touche les droits fondamentaux des patients? Il aurait ainsi pu vérifier les professions impliquées dans son élaboration et l'impact de son mode opératoire en termes de responsabilité.

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une mesure de contrainte ne nécessite pas de prescription médicale et ne serait ainsi pas un acte médical, ce qui pourrait justifier que le médecin traitant et ou de garde ne fasse pas partie du groupe d'appel d'urgence?

3) Partant du fait que, selon la nouvelle procédure, un patient sous mesure de contrainte doit attendre au pire des cas 72 heures avant d'être examiné par un médecin, Madame la Ministre estime-t-elle que ce délai soit acceptable?

4) En cas d'incident, qui est responsable de la situation du patient?

5) Si le médecin qui, à distance, a accès au dossier informatique du patient, valide la mesure, ne devrait-on pas au moins prévoir une prescription écrite du médecin afin qu'il existe une trace écrite?

6) Existe-t-il une clé de répartition du personnel spécialisé qui doit être présent en permanence dans les différents services psychiatriques?

7) Selon nos informations, des mesures de contention seraient aussi effectuées par des infirmiers, bien que le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier ne le prévoit pas. Sur quelle base légale les infirmiers en soins généraux effectuent-ils ces mesures de contention?

8) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner si de telles mesures de contention sont aussi appliquées sur des patients non placés et dans l'affirmative sur quelle base légale?

**Réponse** (07.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

ad 1) La mise en place de procédures concernant la prise en charge du patient, dont celles pouvant également toucher aux droits fondamentaux des patients, relève des compétences de la direction de tout établissement hospitalier doté d'un service de psychiatrie.

ad 2) Suivant la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, la mesure de contrainte constitue un acte médical à effectuer sur prescription médicale.

ad 3) Il appartient au médecin de décider à quel moment il procède à l'examen du patient sous mesure de contrainte.

ad 4) Toute mesure de contrainte est strictement encadrée par l'article 44 de la loi précitée, qui soumet son recours à un contrôle médical, ainsi que son application proprement dite à un suivi régulier.

ad 5) Le dossier informatique peut être validé par le médecin à distance. Ces prescriptions sont valides pour toute l'équipe multidisciplinaire ayant accès aux informations relatives au patient et qui prend en charge le patient.

ad 6) Il n'existe pas de clé de répartition pour les différents services à besoins spéciaux avec dotation de sécurité (minimum trois personnes sans spécification de la spécialisation).

ad 7) Hormis le recours à une contention momentanée, nécessaire pour faire face à une situation d'urgence, seuls les infirmiers psychiatriques sont habilités à mettre en œuvre des mesures de contraintes dans les conditions prévues à l'article 44 de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux.

Le personnel procédant à la contention momentanée en l'absence d'un médecin est tenu d'informer de suite un médecin du service de la contention intervenue.

ad 8) Les dispositions relatives aux mesures de contention et d'isolation sont appliquées sur base de la loi précitée qui, rappelle-on, sont inspirées de la recommandation (2004)10 du Comité des Ministres (du Conseil de l'Europe) aux États membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux.

Ces mesures font encore l'objet, au niveau des différents hôpitaux, d'un recensement systématique d'événements indésirables. Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 410-1 du Code pénal, chaque professionnel de santé se doit de porter secours à une personne en danger dans la mesure où lesdites mesures sont surtout appliquées lorsque le patient, au cours d'une crise aiguë, risque de commettre des actes de violence et de blesser d'autres patients ou des membres du personnel, voire soi-même.

<sup>1</sup> Loi du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc. <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/1883/12/28/n3/jo>



Pour le surplus, je me permets de renvoyer les honorables Députés à ma réponse à la question parlementaire n°3063.

**Question 3334** (04.10.2017) de **Mme Cécile Hemmen (LSAP)** concernant la **campagne pour plus d'égalité entre hommes et femmes dans la politique locale:**

Le Ministère de l'Égalité des chances a lancé au mois de mars 2016 une campagne sur 18 mois avec pour but de mobiliser la population du Grand-Duché pour encourager plus d'égalité entre hommes et femmes dans la politique locale et pour informer, mobiliser et soutenir les futur(e)s candidat(e)s sur les listes électorales.

Plus particulièrement, l'attribution d'un soutien financier sous l'article budgétaire 23.0.12.121 libellé «Préparation élections» a été prévu et un appel à projets a été lancé.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Combien de demandes de subventions pour de telles campagnes ont été déposées auprès du ministère au cours de ces dix-huit mois?
2. Quel est le nombre d'événements pour l'information et la sensibilisation qui ont fait l'objet du soutien du ministère pendant cette période?
3. À quel montant s'élève l'ensemble des subventions qui ont été données pour cette campagne?
4. L'ensemble de ces campagnes de sensibilisation a-t-il porté des résultats positifs? Si oui, quels indicateurs permettent de l'affirmer?

**Réponse** (17.10.2017) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances:**

Sept demandes de subventions ont été introduites auprès du Ministère de l'Égalité des chances.

L'exercice budgétaire 2017 n'étant pas encore clôturé, le montant des subventions accordées au 15 octobre 2017 s'élève à 93.813 €.

Les projets retenus provenaient de cinq partis politiques différents et d'une association sans but lucratif active en matière de mentorat d'accompagnement individuel des candidats.

Les critères de sélection des projets sont joints en annexe.

Parmi les événements ainsi cofinancés figurent, selon les informations des organisateurs, notamment huit ateliers de travail, trois formations sur une ou plusieurs journées, deux conférences et diverses autres manifestations.

L'ensemble de ces initiatives s'inscrivait dans le cadre de la campagne nationale de mobilisation que le Ministère de l'Égalité des chances a mis en œuvre, en coopération avec une multitude d'acteurs du terrain, et comprenant notamment

- la mise en place du site Internet [votzegalite.lu/wieltegaliteit.lu](http://votzegalite.lu/wieltegaliteit.lu)
- l'organisation de six soirées d'information et de rencontre
- la participation aux journées portes ouvertes organisées par une vingtaine de communes luxembourgeoises
- le recueil et la diffusion de témoignages de soutien individuels en provenance de 47 personnalités connues au Luxembourg.

Les efforts entrepris au cours des 18 mois écoulés se sont soldés par une augmentation du nombre de candidatures féminines pour les élections communales du 8 octobre 2018: 1.274 des 3.575 candidats étaient des femmes, ce qui équivaut à un pourcentage de 35,6% par rapport à 32% en 2011.

Sur les listes présentées par les partis politiques dans les communes à système de vote à majorité proportionnelle, le pourcentage des femmes a même atteint 39,5%.

Cette évolution positive se constate également au niveau des résultats dans la mesure où le pourcentage de femmes élues se situe à 24,85% par rapport à 22,2% en 2011.

Sur base des résultats officiels, 278 des 1.119 candidats élus sont des femmes.

Reste à espérer que cette présence accrue de femmes dans les conseils communaux se répercute également au niveau de la (re)distribution des responsabilités après la composition des conseils des bourgmestres et échevins.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 3335** (05.10.2017) de **MM. Marc Baum et David Wagner (déi Lénk)** concernant la **non-gratuité des transports en commun pour étudiants universitaires ayant atteint l'âge de 30 ans:**

D'après le règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics, les étudiants universitaires âgés de 30 ans et plus n'ont pas droit à la gratuité des transports en commun. Sachant que la gratuité des transports publics est un moyen efficace pour limiter le recours aux moyens de transports motorisés individuels, cette mesure restrictive paraît contre-productive.

De la même manière, la limitation de la gratuité des transports publics en fonction de l'âge à l'égard des personnes bénéficiant d'un statut étudiant, sans contrat de recherche ou autre contrat de travail, est une mesure toute aussi infondée. En effet, au-delà de la question de l'âge, c'est le statut social qu'implique le fait d'être ou bien de redevenir étudiant qui devrait être pris en compte. Le statut étudiant est marqué par l'incertitude quant à l'avenir professionnel et par une instabilité économique pour le moins passagère. Pour certaines personnes, une reprise des études, quel que soit l'âge, implique une sortie temporaire du marché du travail qui n'est pas indemnisée.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer les raisons du plafonnement de la gratuité du transport à 29 ans?
- 2) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait supprimer le critère de l'âge quant à l'accès des étudiants à la gratuité des transports en commun?

**Réponse** (20.11.2017) de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Il échet tout d'abord de rappeler aux honorables Députés qu'avant l'entrée en vigueur du règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics, les étudiants n'avaient, d'une part, la possibilité d'un tarif réduit et non pas gratuit, avec le produit de la «Jumbokaart» respectivement une carte d'étudiant uni.lu qui leur servait de titre de transport; d'autre part, ce tarif réduit n'était accessible qu'aux étudiants de moins de 25 ans.

Par conséquent, l'offre d'une gratuité et l'extension de la limite d'âge à 30 ans accomplis constitue une très nette amélioration pour les étudiants.

Cette limite d'âge avait d'ailleurs été fixée de commun accord lors d'une réunion avec le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que les représentants des étudiants et n'est actuellement pas mise en cause. La limite des 30 ans devrait légitimement permettre d'assumer que la quasi-totalité des personnes concernées aient accompli leurs études universitaires.

Par contre, une sortie, temporaire ou non, du marché de travail ou une autre situation financière fragile pourra mener au bénéfice d'une gratuité des transports publics suivant l'article 13, paragraphe 1 du règlement précité qui prévoit que: «Les personnes secourues par l'office social de l'administration communale du lieu de leur résidence, ainsi que celles qui bénéficient d'un complément dû en exécution de la loi modifiée du 26 juillet 1986 sur le revenu minimum garanti, bénéficient de la gratuité du transport. Cette gratuité est également accordée aux membres de famille sans revenu propre qui vivent en communauté domestique avec la personne touchant l'allocation ou le complément.»

**Question 3336** (05.10.2017) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant les **aides pour la sauvegarde de la diversité biologique:**

Die nationale Verordnung zur Umsetzung der sogenannten Biodiversitätsprogramme wurde durch das „Règlement grand-ducal du 11 septembre 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural“ am 28. September 2017 im Amtsblatt veröffentlicht.

Bereits 2016 wurde den Landwirten diese Verordnung in Aussicht gestellt. Bis zur Veröffentlichung im Amtsblatt konnten lediglich Absichtserklärungen unterschrieben werden ohne definitive Kenntnisnahme der Bedingungen.

Im Artikel 17 ist zu lesen, dass Landwirte, welche eine Prämie zur Förderung der biologischen Landwirtschaft beantragen, bei den oben genannten Maßnahmen nicht, oder vielmehr nicht mehr teilnehmen können, obwohl dies in der Verordnung von 2002 und 2012 der Fall war.

In der Vergangenheit war bei der Biodiversitätsprämie, sowie bei den sogenannten Agrarumweltprogrammen, eine gleichzeitige Teilnahme an der Bioprämie möglich, jedoch berechtigterweise mit einem Abzug der Bioprämie.

Auch die Landwirtschaftskammer wies in ihrem Gutachten zur oben genannten großherzoglichen Verordnung zu diesem Mischstand hin:

«La Chambre d'Agriculture se demande pourquoi il est prévu d'exclure totalement les exploitations biologiques des aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural. ... Selon elle, un exploitant biologique qui désire s'engager à des programmes plus stricts devrait pouvoir le faire et ainsi profiter des aides prévues par le projet sous avis.»

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Minister für Landwirtschaft stellen:

1. Aus welchen Gründen hat die Regierung entschieden, Bestimmungen für Biolandwirte einzuführen respektive abzuändern welche weniger vorteilhaft sind als jene, die bis heute Bestand hatten?
2. Wie viel landwirtschaftliche Flächen fallen bis heute unter die Bestimmungen der Biodiversitätsprogramme?
3. Wie viel Hektar Flächen riskieren durch die neuen Bestimmungen aus den Biodiversitätsprogrammen zu fallen?
4. Wieso wurde diese Entscheidung in der Form für ein national finanziertes Programm getroffen, wo doch das Beispiel der von der EU-kofinanzierten Agrarumweltklimaprogramme mit einem deutlich restriktiveren Rahmen zeigt, dass weiterhin eine gleichzeitige Teilnahme möglich bleibt?

**Réponse commune** (13.11.2017) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:**

ad 1. In Artikel 17 der Biodiversitätsverordnung vom 11. September 2017 wird das Zusammenspiel zwischen Biodiversitätsprämie und Bioprämie wie folgt definiert:

«Aucune aide du présent régime d'aides ne peut être allouée pour les parties des engagements déjà couverts par l'aide en faveur de l'agriculture biologique prévue par le chapitre 2 du règlement grand-ducal du 24 mai 2017 instituant des régimes d'aides en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement.»

Im Zuge der Anmeldung der Biodiversitätsverordnung hat sich die Generaldirektion für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung der EU stark dafür eingesetzt, sicherzustellen, dass Teilleistungen, die schon im Rahmen der Bioprämie bezuschusst werden, nicht noch einmal zusätzlich über die Biodiversitätsprämie bezuschusst werden können (so z. B. Verzicht auf Pflanzenschutzmittel, Verzicht auf chemischen Dünger, usw.). Teilleistungen, die über die Bioprämie hinausgehen und demnach durch diese nicht abgedeckt sind (z. B. Verzicht auf organischen Dünger, späte Mahdtermine, reduzierter Viehbesatz, Verzicht auf Grünlanderneuerung, usw.), dürfen weiterhin sehr wohl über die Biodiversitätsprämie bezuschusst werden. Der Wortlaut, wie er jetzt in Artikel 17 der Biodiversitätsverordnung zu lesen ist, ist der Kompromiss, der mit der EU gefunden wurde, um mit der „Rahmenregelung der Europäischen Union für staatliche Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten 2014-2020“ konform zu sein.

Demnach hat sich außer dem Wortlaut in Bezug auf die Biodiversitätsverordnung von 2012 in der Praxis nichts geändert. Die Biolandwirte können auch weiterhin im Biodiversitätsprogramm mitwirken, bekommen aber nur den Teil der Biodiversitätsprämie ausbezahlt, der über die Bioprämie hinausgeht; sie bekommen also auf der Biodiversitätsprämie einen Abzug in Höhe der Bioprämie.

Die Bestimmungen für die Biolandwirte sind weiterhin die gleichen wie die, die bis zum Erscheinen der nun gültigen Verordnung Bestand hatten.

ad 2. 5.442,2 ha

ad 3. 0 ha

ad 4. Wie oben schon erläutert wurde nie entschieden, Biolandwirte nicht an dem Biodiversitätsprogramm teilnehmen zu lassen.

Im Gegenteil, das Umweltministerium und das Landwirtschaftsministerium haben sich im Zuge der Ausarbeitung der Biodiversitätsverordnung klar dafür starkgemacht, nicht den vollen Betrag der Bioprämie abzuziehen, was aber aufgrund der oben erwähnten Rahmenregelung der EU leider nicht durchsetzbar war.

**Question 3337** (05.10.2017) de **M. Franz Fayot (LSAP)** concernant le **classement comme monuments nationaux de plusieurs constructions sises dans le quartier Limpertsberg:**

Depuis juin 2015, les membres du conseil d'administration de l'association «Lampertsberger Geschichtsfrënn asbl» ont à plusieurs reprises introduit au Ministère de la Culture des demandes concernant le classement comme monuments nationaux de plusieurs constructions sises dans le quartier Limpertsberg de la ville de Luxembourg. Il s'agit en l'occurrence des objets suivants:

- l'ensemble formé par la grotte mystique dite «Péiter Onrou» et le crucifix qui surmonte celle-ci,
- l'ancienne Villa Kutter,
- le bâtiment abritant le Lycée Robert Schuman Luxembourg,
- la Chapelle du Glacis,
- l'ancienne Maison des jésuites Limpertsberg-Bellevue abritant une partie du Lycée technique des Arts et Métiers,
- le bâtiment abritant le foyer de jour Kannerland,
- l'ancien couvent des sœurs dominicaines abritant actuellement une résidence pour étudiants de l'Université du Luxembourg,
- le bâtiment abritant le Lycée de Garçons de Luxembourg (LGL),
- le bâtiment ayant abrité l'école primaire Henri VII,
- l'Église Saint Joseph et le presbytère du Limpertsberg,
- le château d'eau,
- le Château Bellevue de la famille de la Fontaine,
- l'ancien séminaire, immeuble abritant actuellement notamment la bibliothèque du campus Limpertsberg de Université du Luxembourg,
- l'immeuble ayant abrité le pensionnat Saint Joseph.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Le ministère a-t-il réservé une suite favorable à certaines de ces demandes? Dans l'affirmative, quels bâtiments ont été classés?
- Au cas où une décision de classement serait encore pendante, quel est l'état d'avancement des dossiers respectifs?
- Au cas où certaines demandes de classement auraient été rejetées, quels en sont les motifs?

**Réponse** (09.11.2017) de **M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture:**

Parmi les 360 dossiers ayant trait à des procédures de protection nationale d'immeubles et qui sont actuellement en traitement par le Service des sites et monuments nationaux, les dossiers relevés par l'honorable Député ont à ce jour connu les évolutions suivantes:

L'ensemble formé par la grotte mystique dite «Péiter Onrou», le crucifix qui surmonte la grotte ainsi que le château d'eau ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire des sites et monuments nationaux, comme suite à des avis positifs de la Commission des sites et monuments nationaux.

Le Conseil d'État a été saisi du dossier de la Chapelle du Glacis ainsi que de celui de l'Église Saint Joseph et du presbytère, comme suite à un avis positif de la Commission des sites et monuments nationaux.

Pour les bâtiments abritant le Lycée Robert Schuman et le Lycée de Garçons, l'ancienne Maison des jésuites Limpertsberg-Bellevue abritant une partie du Lycée technique des Arts et Métiers, l'ancien séminaire, abritant la bibliothèque du campus Limpertsberg de l'Université du Luxembourg, et l'ancien couvent des sœurs dominicaines, le Ministre des Finances, en tant que gestionnaire de la propriété de l'État, a été

appelé à se prononcer au sujet d'une protection nationale, comme suite à un avis positif de la Commission des sites et monuments nationaux.

Le bâtiment ayant abrité l'école primaire Henri VII appartient à la Ville de Luxembourg et c'est cette dernière qui a été appelée à se prononcer au sujet d'une protection nationale, comme suite à un avis positif de la Commission des sites et monuments nationaux. Un même avis a été émis au sujet de la protection du Château Bellevue dont le propriétaire est saisi en ses observations.

Les dossiers ayant trait à la l'ancienne Villa Kutter, au bâtiment abritant le foyer de jour Kanerland et au pensionnat Saint Joseph vont être soumis sous peu à l'avis de la Commission des sites et monuments nationaux.

Au final, aucune des propositions de protection soulevées par l'association «Lampertsbierger Geschichtsfreñn asbl» n'a été rejetée au stade actuel de la procédure.

### Question 3338 (05.10.2017) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'application de la nouvelle convention FHL:

Dans un communiqué de presse du 4 octobre 2017, le LCGB a dénoncé le non-respect par certains employeurs des termes de la convention collective FHL.

En pointant plus particulièrement du doigt une maison de retraite et deux hospices civils, le LCGB souligne que des augmentations salariales prévues pour août 2017 n'auraient pas été payées aux salariés concernés de ces établissements. Le LCGB vise les salariés employés sous les modalités de la convention collective FHL et travaillant dans le secteur SAS depuis la désaffiliation de certains établissements d'aide et de soins de la FHL pour rejoindre la COPAS.

Le LCGB explique enfin qu'il s'est adressé en août 2017 au Ministre de la Sécurité sociale pour trouver dans ce dossier une solution comparable au personnel de la résidence pour personnes âgées «an de wisen» à Bettembourg. Or, une réponse officielle ferait toujours défaut.

Sur wort.lu, le président du conseil d'administration des hospices civils réplique que ladite convention collective ne s'y appliquerait plus en arguant, d'une part, que les hospices civils ne seraient plus des maisons de réhabilitation et que, d'autre part, ils ne seraient pas associés aux négociations de la convention collective FHL, lesquelles relèveraient du ressort du secteur hospitalier.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la convention collective FHL est applicable aux salariés employés sous les modalités de la convention collective FHL et travaillant dans le secteur SAS depuis la désaffiliation de certains établissements d'aide et de soins de la FHL pour rejoindre la COPAS? À part les établissements cités plus haut, Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'autres établissements se trouvant dans la même situation?

2) Le président du conseil d'administration des hospices civils susmentionnés indique qu'en cas d'application de la convention collective FHL aux salariés précités, lesdits établissements devraient faire face à des dépenses supplémentaires de 1,6 million d'euros. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations? Qu'en est-il des autres établissements se trouvant dans une situation similaire?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que l'enveloppe budgétaire de la CNS dans le contexte de la convention collective FHL couvre les frais du personnel revendiqué par le LCGB? À défaut, Messieurs les Ministres proposent-ils d'augmenter cette enveloppe budgétaire?

**Réponse commune** (15.11.2017) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

ad 1) Comme nous ne connaissons pas tous les détails concernant la situation individuelle des salariés des trois établissements visés, notamment le contenu de leurs contrats de tra-

vail, nous ne sommes pas actuellement en mesure de répondre à cette question de façon définitive.

Voilà pourquoi nous avons organisé une réunion avec le syndicat, dont le communiqué est à la base de la question parlementaire pour la première semaine de décembre afin de clarifier la situation.

ad 2) L'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGBL et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 au sujet de la transcription de la réforme des carrières de la fonction publique dans le secteur hospitalier et le secteur des aides et de soins stipule que le Gouvernement s'engage à respecter l'application de ces articles qui prévoient la transposition des adaptations générales et catégorielles des rémunérations, des traitements et des conditions de travail dans la fonction publique sur les salariés tombant sous le champ d'application des conventions collectives de travail FHL et SAS.

Cet engagement ferme et déterminé du Gouvernement est à l'origine des signatures des deux protocoles d'accord, un premier le 16 juin 2017 entre les organisations syndicales et les fédérations de gestionnaires du secteur d'aides et de soins, et un deuxième le 21 juin 2017 d'un nouvel accord sur la convention collective entre la Fédération des hôpitaux luxembourgeois et les organisations syndicales. La revalorisation des carrières étant l'élément phare de ces négociations, une augmentation des coûts y relatif ne peut surprendre. En ce qui concerne le montant spécifique indiqué relatif à l'impact financier, faute d'informations supplémentaires, aucune appréciation n'est possible ni pour l'établissement cité, ni pour tout autre établissement dans une situation pareille.

ad 3) L'article 74 du Code de la sécurité sociale stipule dans son alinéa 4 qu'en «tenant compte de l'enveloppe budgétaire globale, la Caisse nationale de santé prend en charge les prestations du secteur hospitalier d'après des budgets arrêtés séparément pour chaque hôpital visé à l'article 60, alinéa 2 (...)». Ainsi l'établissement cité ne figure pas parmi les établissements visés à l'article 60, alinéa 2, à savoir un établissement hospitalier spécialisé ou un établissement d'accueil pour personnes en fin de vie au sens de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

### Question 3339 (05.10.2017) de M. Roberto Traversini (déi gréng) concernant les modalités de location et de vente d'habitants du Fonds du logement:

Selon mes informations, le Fonds du logement aurait récemment refusé à des clients intéressés par un achat d'une habitation déjà achevée la visite de l'objet. Ainsi, ces personnes auraient dû signer des contrats d'acquisition sur la seule base des plans architecturaux, bien que l'habitation fût achevée.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part du Ministre du Logement:

- Est-ce que le Fonds du logement vend ses unités d'habitation exclusivement sur base de plans? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas prévoir, dans le cas d'habitants déjà achevés ou quasiment achevés, une possibilité de visite pour les occupants potentiels?

**Réponse** (13.11.2017) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

Selon les informations fournies par le Fonds du logement, ses agents ne font pas visiter un logement par un acquéreur potentiel avant la signature d'un compromis de vente au cas où les travaux sur place ne sont alors pas encore entièrement clôturés et réceptionnés, ceci pour des raisons de sécurité et à cause du caractère non finalisé du bien en vente.

Les ménages acquéreurs sont, par contre, systématiquement invités à effectuer une visite avant la signature de l'acte notarié.

Concernant les biens déjà finalisés au moment du compromis de vente - par exemple, dans l'exercice du droit de préemption conventionné -, le Fonds du logement m'informe qu'il invite systématiquement les clients à visiter préalablement le logement.

Lors de mon échange de vues, planifié sous peu avec les membres du conseil d'administration du Fonds du logement, je ne manquerai pas d'évoquer le sujet soulevé par l'honorable Député en vue d'une éventuelle flexibilisation des procédures de visite actuellement en place.

### Question 3340 (06.10.2017) de Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant la règle des 52 semaines sur 104 en matière du droit social:

Le sort d'une jeune personne souffrant d'un cancer du système lymphatique est particulièrement difficile au regard des régies d'incapacité de travail et de reclassement. Une chimiothérapie pendant six mois, couplée à des perfusions quasi permanentes, fut par la suite suivie d'une thrombose veineuse, entravant d'autant plus et plus longtemps les capacités de travail de la personne concernée.

De surcroît, dix mois après le début de l'arrêt-maladie, la procédure de reclassement fut déclenchée. Déjà proche de la limite des 52 semaines au moment du déclenchement de la procédure, la décision de reclassement interne serait tombée en dehors des 52 semaines de congé maladie, si la personne concernée n'avait pas interrompu son congé-maladie en prenant du congé ordinaire. Sans cette interruption du congé-maladie, la décision de reclassement serait intervenue à un moment où le contrat de travail aurait été résilié par l'effet de la loi rendant le reclassement impossible.

Si la personne concernée a pu éviter la résiliation d'office de son contrat de travail, elle frôle toujours la limite des 52 semaines sur 104. Autrement dit, la personne concernée risque de perdre son emploi et son droit à l'indemnité pécuniaire de maladie, si elle tombait de nouveau malade des suites de sa maladie actuelle.

Nous notons que Messieurs les Ministres avaient en juillet 2015 promis une solution pour octobre 2015, tout en se rétractant par la suite de leurs dires. Plus récemment, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a de nouveau annoncé vouloir déposer un projet de loi d'ici la fin de l'année 2017.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils garantir qu'un texte de loi sera déposé à la Chambre des Députés avant la fin de l'année et entrera en vigueur avant la fin de la présente période législative?

2) Comment un reclassement externe en cas d'impossibilité de procéder à un reclassement interne, pourrait-il s'opérer en l'occurrence?

3) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faille mieux encadrer et informer les personnes devant faire face à des maladies graves?

**Réponse commune** (07.11.2017) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

ad 1) L'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGBL et le LCGB stipule que «le Gouvernement présentera des propositions [...] pour régler le problème [du maintien du contrat de travail en cas de maladie prolongée avec perspectives de réintégration sur l'ancien poste de travail] (...) au cours du premier semestre 2015.»

Lors de la réunion en mars 2015 du Comité permanent du travail et de l'emploi, le Ministre de la Sécurité sociale a présenté une première base de discussion en vue d'assurer le maintien du contrat de travail pour un assuré en état d'incapacité de travail au-delà de la 52<sup>e</sup> semaine de maladie sur les 104 dernières semaines, s'il est susceptible de reprendre son ancien poste de travail dans un délai prévisible.

La proposition a de même été discutée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés. Parmi les membres de la commission il y avait un consensus sur le principe d'une suspension du contrat de travail pendant la période d'incapacité dans le but de permettre une réinsertion du salarié sur son dernier poste de travail après guérison en ayant recours à l'invalidité temporaire.

Par la suite le sujet a été mis à l'ordre du jour du groupe de travail tripartite protection sociale qui, après un échange de vues a soulevé une solution alternative qui consiste à prévoir une prolongation exceptionnelle et temporaire de l'indemnité pécuniaire de maladie au-delà de la limite de 52 semaines sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale et en accord avec l'employeur.

Les partenaires sociaux ont convenu de poursuivre les discussions relatives à cette proposition au niveau du Comité directeur - tripartite - de la Caisse nationale de santé. Cette approche a été validée lors de la réunion tripartite entre

le Gouvernement et les partenaires sociaux en avril 2015. Sur initiative du Ministre de la Sécurité sociale, le sujet fut rediscuté au niveau Comité directeur en février 2017.

Actuellement, des pourparlers se poursuivent en vue d'arriver dans un délai rapproché à une solution acceptable pour toutes les parties prenantes. Au besoin, elle fera l'objet d'une adaptation des dispositions législatives.

ad 2) Le reclassement professionnel s'adresse au salarié qui est incapable de réaliser les tâches résultant de son dernier poste de travail pour des raisons de santé, d'infirmité ou d'usure, sans pour autant bénéficier du régime d'invalidité. Deux cas de figures sont possibles.

Le reclassement professionnel interne a pour but de faciliter la réinsertion professionnelle du salarié au sein de l'entreprise après une période d'incapacité de travail. Le salarié peut être reclassé à un autre poste ou à un autre régime de travail. Lorsque le reclassement professionnel interne s'avère impossible, le salarié est orienté vers le reclassement professionnel externe. Le reclassement professionnel externe a pour but la réinsertion professionnelle du salarié sur le marché de travail. Il bénéficiera alors de mesures spéciales destinées à faciliter celle-ci.

Sur initiative du Ministre de la Sécurité sociale, et sur base de la réforme du Contrôle médical de la sécurité sociale de 2015, la prise en charge de la part du contrôle médical a été accélérée de manière à éviter au maximum la limite des 52 semaines, permettant dès lors le reclassement interne. Dans ce contexte, une solution relative à la limite de la 52<sup>e</sup> semaine serait utile.

ad 3) Le Gouvernement ne peut que soutenir la proposition de mieux encadrer et informer les personnes devant faire face à des maladies graves. À ce sujet, le Ministre de la Sécurité sociale a présenté lors de la réunion du Comité quadripartite du 18 octobre 2017 un plan d'action concernant les pathologies lourdes et chroniques. Ainsi, il est projeté de lancer un plan d'action «affections de longue durée» ayant pour objectif de centrer les dispositifs existants sur les besoins que rencontrent les patients atteints d'affections de longue durée. Par ailleurs, un premier projet pilote est prévu dans le contexte du diabète en vue d'une prise en charge plus holistique.

### Question 3341 (06.10.2017) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant le bus scolaire 201 (Dudelange - Bettembourg - campus Geesseknäppchen):

Selon mes informations le bus scolaire n°201 de Dudelage à destination du campus scolaire Geesseknäppchen à Luxembourg-Merl, a connu beaucoup de retards et cela surtout au cours du premier et du deuxième trimestre scolaire en 2017.

D'un côté, les retards sont dus au trafic routier quotidien intense, de l'autre côté il semble évident que les arrêts nombreux à effectuer par le bus en sont aussi à l'origine. En partant de l'arrêt Dudelage-gare à 06h50, le bus fait 13 arrêts à Dudelage même, passe par la suite à Bettembourg où il dessert quatre arrêts, et continue en direction CR186 (avec un arrêt à Kockelscheuer-camping).

Par la suite, le bus passe par le quartier Cloche d'Or à Luxembourg-ville et continue sur la route d'Esch/N4 pour finalement arriver au campus Geesseknäppchen.

Toujours selon mes informations, des revendications se multiplient de faire réduire le nombre d'arrêts du bus n°201 et de le faire dévier.

Dans la mesure où les élèves concernés ont de plus en plus de difficultés à arriver à l'heure au campus Geesseknäppchen, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Vu que d'autres bus scolaires desservent d'ores et déjà les arrêts à Bettembourg et Kockelscheuer, Monsieur le Ministre entend-il supprimer le passage du bus scolaire 201 par Bettembourg et Kockelscheuer (CR186) et d'en faire une ligne directe Dudelage - Geesseknäppchen?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il alors pas opportun de dévier la ligne scolaire pour contourner le trafic intense sur le trajet actuel?

**Réponse** (17.11.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Inutile de rappeler en l'occurrence que la croissance démographique élevée du pays et la forte progression du nombre de travailleurs frontaliers amènent une situation de plus en plus compliquée au niveau du trafic routier.

Par conséquent, il s'avère de plus en plus difficile d'organiser le transport scolaire de manière fiable en ce qui concerne en particulier la ponctualité des lignes le matin.

Certes, la ligne scolaire 201 Dudelange - Bettembourg - Geesseknäppchen inclut un nombre assez élevé d'arrêts sur son trajet. Or, la répartition géographique des élèves habitant à Dudelange ainsi que des autres utilisateurs de la ligne 201 impose le nombre d'arrêts à prévoir.

En ce qui concerne la suggestion de l'honorable Députée de supprimer le passage du bus scolaire 201 par Bettembourg et Kockelscheuer afin d'en faire une ligne directe à partir de Dudelange, je me permets d'indiquer qu'il n'existe actuellement pas de tracé alternatif qui soit fiable; ainsi, suivant les dernières analyses, je confirme que le tracé actuel de la ligne scolaire 201 est la variante la plus intéressante en termes de durée du trajet, critère élémentaire pour les clients des bus.

Enfin, je suggère d'attendre la fin des travaux au niveau de l'échangeur A13-N31 afin d'examiner par la suite s'il y aura une amélioration au niveau de la fluidité du trafic routier permettant une modification de la ligne 201 sur un autre tracé.

### Question 3342 (06.10.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la sécession:

Am Kader vun den Diskussiounen ëm Katalounien ass d'Komplexitéit an d'Aktualitéit vum internationale Recht nees ënnerstrach ginn. Fir méi Kloeerheet an der Debatt ze kréien, wollt ech den Här Bausseminister bidden, déi allgemeng a prinzipiell Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dëse Froen ze präzisieren:

1. Gëtt et eng Beschränkung vum Prinzip vun der territorialer Integritéit vu Staten duerch e Recht op Sezession? Wéi stellt sech d'Regierung an dësem Kontext zu der Meenung vum Internationale Gerichtshaff zu dëser Fro?

2. Kann (oder souguer muss) sech d'Selwerbestimmungsrecht vun engem Vollek am Hëllef op d'Sezession oder d'Onofhängegkeet vun engem Gebitt, op deem et wëllt als „Statsvollek“ nom internationale Recht agieren, duerch e Referendum ausdrécken? Wa jo, wéi eng Konditiounen mussen erfüllt sinn, fir datt esou e Referendum unerkannt gëtt? Wa neen, wéi eng aner Kritären mussen erfüllt sinn, fir eng demokratesch Legitimierung kënnen ze constatieren? Ass an den Ae vun der Regierung eng demokratesch Legitimierung iwwerhaupt eng Konditioun, fir d'Legitimitéit vun esou engem Prozess ze begrënnen?

3. Wa sech eng Sezession géint de Wëlle vun deem Stat vollzitt, aus deem eraus déi Sezession soll geschéien, a virausgesat déi lëtzebuerger Regierung deelt déi Opfaassung an der Doktrin, datt et prinzipiell e Recht op Sezession gëtt, wéi eng Legalitéitskritären oder Suffizienzconsideratiounen kënnen dann eng Onofhängegkeet begrënnen an zu enger Unerkennung vun deem neie Stat féieren?

4. Wéi wäit gëllt de Prinzip vun der Onverännerlechkeet vun de Grenzen am Hëllef op d'Selwerbestimmungsrecht an op d'Recht op Sezession? Wéi eng Prioritéiten oder Gleichgewichter gesäit d'Regierung bei eventuell kontradiktorechen Dispositiounen vum internationale Recht am Hëllef op Partikularsituatiounen?

5. Wéi eng Kritären op d'Statennofolleg gëlle bei Gebitter, déi eng Sezession vollzunn hunn, am Hëllef op déi international Rechter a Flichte vun deem Stat, vun deem si sech lassgelleest hunn? Stinn déi nei Staten an där Hisiicht an enger Logik vu Statesuccession mat alle Rechter a Flichten - ceteris paribus - oder muss hire ganzen internationale Rechtskader nei verhandelt ginn?

6. Ass d'Regierung der Meenung, ouni a politesch Ad-hoc-Consideratiounen ze verfallen, datt d'Prinzipie vum Internationale Recht muss meiglechst generell applizéiert ginn - am Sënn vun engem jus cogens -, fir hir Glawierdegkeet ze behalen?

### Réponse (19.10.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Den honorabelen Deputéierte Kartheiser stellt eng ganz Rei theoretesch Froen iwwert d'internationaal Recht an dat am Kontext vun der Situatioun an der spuenescher autonomer Communautéit Katalounien.

D'Situatioun a Spuenien ass a konstanter Evolutioun an d'Regierung suivéiert déi ganz genau.

Déi theoretesch, juristesche Froen, déi d'internationaal Recht betreffen an, zum Bei-

spill, de Prinzip vun der territorialer Souveränitéit, e méiglecht Recht op Sezession an d'Konditiounen dofir, suivéiert d'Regierung och op enger konstanter Basis.

Déi Froen, déi reng theoretescher Natur sinn a sech net op e präzise Fall bezéien, kënnen awer nëmmen an engem konkrete Kontext applizéiert ginn an och just an där Situatioun eng Antwort fannen. Eng theoretesch Approche iwwert d'méiglechte Situatioun vum internationale Recht, d'Jurisprudenz vum Internationale Gerichtshaff a soss eventuell pertinent Uerteeler vun anere Gerichter souwéi d'Doktrin, déi et zu deem Thema gëtt an déi sech an engem reng hypotheetische Kader beweegt, ass ouni konkrete Kader a Fakten net nëtzlech an och net sënnavoll.

### Question 3343 (06.10.2017) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant la mise en œuvre du programme «Entreprises, partenaires pour l'emploi»:

L'«accord entre le Gouvernement et l'UEL à l'issue des discussions du 14 janvier 2015» prévoyait un programme sur trois ans intitulé «Entreprises, partenaires pour l'emploi» mis en œuvre par une collaboration renforcée entre les entreprises et l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) pour garantir une approche concertée de lutte contre le chômage. L'objectif de cet accord était de «parvenir à une réduction substantielle du nombre de demandeurs d'emploi par l'augmentation du nombre total de recrutements par des entreprises via l'ADEM de quelque 5.000 demandeurs d'emploi sur trois ans». Le texte dudit accord fait notamment allusion à des efforts concernant la collaboration des entreprises avec l'ADEM, au nombre d'entreprises participant au programme «Jobelo!», au nombre de contrats d'initiation à l'emploi et à celui des stages de réinsertion professionnelle (SRP).

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur la mise en œuvre du programme «Entreprises, partenaires pour l'emploi»?

- Quel est l'état d'avancement dudit programme?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres, même provisoires, concernant l'augmentation du nombre total de recrutements par des entreprises via l'ADEM?

### Réponse (15.11.2017) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Dans le cadre du programme «Entreprises, partenaires pour l'emploi» plusieurs étapes ont été définies:

D'abord il s'agissait d'établir un vrai partenariat entre les entreprises et l'ADEM à travers plusieurs actions:

- mise en place d'un échange régulier entre l'ADEM et l'UEL. Le comité de pilotage composé de représentants de l'ADEM, de l'UEL, de diverses chambres professionnelles ainsi que du MTEESS se réunit régulièrement;

- conclusion de partenariat entre des entreprises et l'ADEM. Ces entreprises ont reçu le label «Entreprise, partenaire pour l'emploi». Elles sont au nombre de 30:

(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)

- augmentation du nombre de postes vacants déclarés dans les secteurs prioritaires qui recrutent et pour lesquels l'ADEM dispose de profils de demandeurs d'emploi adéquats. Le nombre des postes vacants déclarés augmente d'environ 10% annuellement depuis 2013;

- amélioration de la connaissance sur les compétences des demandeurs d'emploi par la mise en place de bilans de compétences dans le cadre de formations sectorielles et de formations dites sur mesure et amélioration qualitative du retour des employeurs sur les demandeurs d'emploi proposés, notamment dans le cadre des conventions de collaboration (p. ex.: Fit 4 Green Jobs, Start & Code, Fit 4 Coding, Fit 4 Digital Future...);

Par ailleurs, une large campagne de sensibilisation à travers de nombreuses séances d'information sectorielles et «intra-entreprises» appelées «Meet ADEM» a été réalisée.

Un troisième axe de la collaboration ADEM-UEL consiste dans l'analyse des besoins des entreprises en main-d'œuvre. Un projet innovant

vient d'être lancé à ce sujet avec l'IGSS et le LIST. Le développement de cet outil spécifique par le LIST est actuellement en cours.

En outre, le portail de l'emploi ([www.adem.lu](http://www.adem.lu)) a été mis en place, dont fait partie le JobBoard. Le JobBoard est une plateforme interactive destinée à augmenter les chances de rencontre entre employeurs et demandeurs d'emploi. Plus de 1.600 entreprises ont demandé un accès au JobBoard. Actuellement 5.700 CV se trouvent sur cette plateforme. En moyenne 8.000 candidatures sont faites mensuellement par les demandeurs d'emploi par ce biais; par ailleurs, 1.500 entreprises demandent les coordonnées de demandeurs d'emploi identifiés sur JobBoard par mois.

En ce qui concerne les sorties vers l'emploi, une augmentation de près de 3.500 sorties a été notée en 2015 et 2016 par rapport au point de départ en 2014. Les premiers cinq mois de 2017 montrent une légère augmentation des sorties vers l'emploi par rapport à 2016: il est donc raisonnable de penser que l'objectif de 5.000 personnes sur trois ans puisse être atteint.

Par ailleurs, une enquête de satisfaction a été menée pour la première fois auprès des employeurs en 2016. Les réponses à ce questionnaire en ligne ont été collectées et évaluées par le LISER. Seuls 7% des entreprises ayant répondu ne feraient plus appel aux services de l'ADEM et seulement 13% ne recommanderaient pas les services de l'ADEM à autrui. Une enquête de satisfaction auprès des demandeurs d'emploi sera menée fin 2017.

Finalement, il y a lieu de noter que, conformément aux engagements pris, le nombre d'entreprises participant au programme «Jobelo!» a augmenté; il en va de même du nombre de contrats facilitant l'insertion professionnelle (contrat d'initiation à l'emploi, contrat d'appui-emploi agréé, contrat de réinsertion-emploi, stage de professionnalisation).

### Question 3344 (06.10.2017) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant les nouvelles tensions dans la région anglophone du Cameroun:

Entre 1919 et 1961, les deux puissances coloniales, la France et le Royaume-Uni se partageaient le territoire du Cameroun. Depuis l'indépendance du pays, de nombreux camerounais anglophones se sentent marginalisés dans un pays où aujourd'hui, la majorité de la population est francophone. Ces tensions avaient culminé vers la fin de l'année 2016 avec plusieurs morts lors des manifestations durant lesquelles une centaine de personnes étaient mises en détention.

Selon les médias, la situation dans la région s'est de nouveau aggravée durant ces derniers jours. Lors des manifestations le 1<sup>er</sup> octobre, plusieurs personnes anglophones ont perdu leur vie après des affrontements avec la police. En réaction, les autorités camerounaises ont de nouveau limité l'accès à l'internet et ont imposé une interdiction temporaire de réunion dans le nord-ouest du pays. Le Gouvernement a en plus fermé des commerces et a bloqué le transport dans certaines régions. Les activistes anglophones ont, en revanche, déclaré une «indépendance symbolique» des régions anglophones.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Comment Monsieur le Ministre juge-t-il la précarité dans les régions anglophones du Cameroun?

2. Y a-t-il des indications sur des éventuelles violations des droits humains dans ces régions?

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°2989, Monsieur le Ministre avait précisé, que son Ministère continuerait à collaborer étroitement avec le Service d'action extérieure de l'Union européenne et les partenaires européens pour assurer le suivi dans ce dossier.

3. Comment est-ce que cette collaboration s'est manifestée dans le contexte des développements récents?

4. Quelles actions est-ce que l'UE entend prendre pour aider à mettre fin aux violences et pour pacifier les régions anglophones du Cameroun?

### Réponse (30.10.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1) Je demeure très préoccupé par la situation sécuritaire et des droits humains dans ces régions.

Au cours des dernières semaines, il est indéniable que les tensions se sont accrues dans le

nord-ouest et dans le sud-ouest du Cameroun. Plusieurs dizaines de personnes sont décédées et plus d'une centaine ont été blessées, en raison notamment d'un usage disproportionné de la force par les forces de sécurité du Gouvernement lors d'importantes manifestations organisées depuis le mois de septembre. Les manifestants revendiquent notamment plus d'autonomie pour les populations des régions concernées.

Si le maintien de l'ordre et de la sécurité est légitime, la réponse aux troubles doit toujours être proportionnée et en accord avec la législation en vigueur.

ad 2) Il est à relever que, selon une déclaration publiée le 13 octobre 2017 par Amnesty International, au moins 500 personnes étaient détenues dans des centres de détention surpeuplés, suite aux arrestations arbitraires massives qui ont eu lieu dans les régions anglophones du Cameroun. De nombreux manifestants blessés ont fui les hôpitaux pour éviter d'être arrêtés. Toujours selon Amnesty International, les personnes détenues ont été arrêtées durant les manifestations du 1<sup>er</sup> octobre, organisées dans des dizaines de villes des régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Plus de 20 personnes ont été tuées par balle par les forces de sécurité à cette occasion, ce qui pourrait s'apparenter à des exécutions extrajudiciaires. International Crisis Group fait par ailleurs état de témoignages crédibles portant sur l'arrestation - sans mandat d'arrêt - de centaines de personnes et sur des actes de torture et des traitements inhumains et dégradants infligés à des manifestants.

ad 3) Le Ministère des Affaires étrangères entretient un contact permanent avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), notamment grâce aux fonctionnaires de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne qui assistent aux groupes de travail au sein du Conseil de l'UE. Dans le cadre de la politique étrangère et de la sécurité commune, un groupe de travail consacré aux relations de l'UE avec l'Afrique (COAFR) se réunit deux fois par semaine et suit de près les développements dans les différents pays d'Afrique subsaharienne. Le Luxembourg a été parmi les États membres de l'UE qui ont demandé que la situation au Cameroun soit mise à l'ordre du jour de ce groupe de travail.

Outre la participation active lors des discussions au sein de ce groupe de travail, le Luxembourg a également maintenu un contact régulier avec les services du SEAE appelés à suivre de près la situation au Cameroun, pour ainsi disposer d'informations en provenance du terrain.

ad 4) Depuis le début de la crise, l'Union européenne a appelé tous les acteurs à faire preuve de retenue et de responsabilité, dans le respect de l'État de droit et en s'abstenant de tout acte de violence. Elle a appelé les autorités camerounaises à poursuivre leurs efforts en vue d'apporter des solutions durables en réponse aux préoccupations des citoyens anglophones. L'UE a insisté que seul un dialogue ouvert et inclusif pourra mener à une solution qui soit dans l'intérêt de tous les camerounais et qui respecte l'unité et l'intégrité du pays. La poursuite du processus de décentralisation, tel que prévu par la Constitution camerounaise, est une solution qui devra être davantage explorée par les autorités camerounaises. Dans le cadre de son partenariat pour la coopération au développement avec le Cameroun, financé notamment par le Fonds européen de développement auquel contribue aussi le Luxembourg, l'UE appuie les autorités camerounaises en matière de gouvernance, de démocratie, de droits de l'homme et d'appui aux réformes économiques et institutionnelles.

### Question 3345 (06.10.2017) de Mme Viviane Loschetter (déi gréng) concernant le projet «Mobile Assisted Language Tool» (MALT):

L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) est une administration sous tutelle du Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région chargée de mettre en œuvre la politique d'intégration au Grand-Duché de Luxembourg. Dans son rapport annuel 2016 (p.155) on retrouve le projet Mobile Assisted Language Tool (MALT) dans la liste des projets cofinancés par l'OLAI. Comme porteur du projet est mentionné la Piratepartei. On n'y trouve cependant pas beaucoup de détails sur

ce projet. Selon le site web de l'OLAI<sup>1</sup>, la participation de l'OLAI pour ce projet est de 38.972,12 €, le cofinancement de l'Union européenne est de 38.972,11 € et la part privée est de 8.660,47 € sur un budget total de 86.604,70 €.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Est-ce que Monsieur et Madame les Ministres peuvent nous fournir plus de détails sur le projet MALT?
2. Quel est l'état d'avancement dudit projet?
3. Est-ce que l'OLAI a déjà cofinancé d'autres projets proposés par des partis politiques?
4. Est-ce qu'un tel cofinancement est conforme avec la loi sur le financement des partis? Dans l'affirmative, comment est-ce qu'un tel projet doit être comptabilisé par les partis politiques?

**Réponse commune** (14.11.2017) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

ad 1. Suite à l'appel à projets dans le cadre de la mise en œuvre du programme 2014-2020 du Fonds «Asile, migration et intégration 2014-2020» (AMIF), le projet MALT (Mobile Assisted Language Tool) a été soumis à l'OLAI, autorité responsable de la mise en œuvre du fonds, par la Piratepartei asbl le 30 septembre 2015.

Comme le prévoit la procédure mise en place lors d'un appel à projets dans le cadre dudit fonds, une première analyse a été effectuée au sein de l'OLAI; le Comité de sélection et de suivi a ensuite approuvé le projet et a mandaté l'autorité responsable à en assurer le suivi. Un comité de pilotage, composé notamment de l'OLAI et du MENJE, a également été instauré.

Le projet MALT consiste dans le développement d'un site web permettant d'apprendre, à partir de la langue arabe, les 500 premiers mots de luxembourgeois et quelque 200 premières phrases en luxembourgeois utilisées couramment. L'outil permettra aux utilisateurs de rechercher des traductions directes en mode «dictionnaire» ou en mode «flash cards» ainsi que d'écouter la prononciation en luxembourgeois et de tester leurs connaissances.

L'outil MALT sera accessible par tout appareil connecté à Internet, avec une priorité d'optimisation pour les appareils mobiles.

L'application pourra par la suite être utilisée par toute personne ou organisme intéressé, puisque toutes les ressources mises en place (logiciels, fichiers médias et documentation) seront mises à disposition du public, après la mise en ligne du projet sous une «Licence Publique de l'Union européenne». De plus, d'autres langues pourront bénéficier de ce projet en créant une nouvelle maquette de 500 mots dans cette langue.

ad 2. Le projet, lancé le 1er août 2016, se trouve actuellement dans la phase test. L'application sera mise à disposition au grand public avant la fin de l'année 2017 et sera accessible à toute personne intéressée dans l'App Store. Le cofinancement du projet prendra fin le 31 juillet 2019.

ad 3. Selon les règles du fonds AMIF, des projets peuvent être proposés par des organisations et organismes privés sans but lucratif, des établissements publics, des chambres professionnelles, des ministères et administrations publiques, pour autant qu'ils aient leur siège au Grand-Duché de Luxembourg. De même, les organisations de droit international public créées par des accords intergouvernementaux et les agences spécialisées créées par de telles organisations, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération internationale des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge peuvent proposer des projets.

L'OLAI n'a pas cofinancé d'autre projet proposé par un parti politique dans le cadre du Fonds «Asile, migration et intégration 2014-2020».

ad 4. La loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques a trait au financement public des partis politiques. Elle règle, entre autres, les conditions à remplir par les partis politiques pour pouvoir prétendre au bénéfice d'un tel financement et l'affectation des fonds des partis politiques provenant du financement public.

La loi modifiée précitée du 21 décembre 2007 reste toutefois muette sur les autres fonds (recettes) dont peuvent disposer les partis politiques, de sorte que le cofinancement d'un tel projet, bien qu'inhabituel, ne semble pas être contraire à la loi sur le financement des partis politiques.

Les recettes provenant d'un tel cofinancement devraient en principe être comptabilisées en tant que «recettes diverses» énumérées sous le point 7 de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 13 de la loi modifiée précitée du 21 décembre 2007.

À souligner encore que les comptes et bilans des partis politiques sont soumis au contrôle de la Cour des comptes, qui établit jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'exercice contrôlé un rapport sur l'observation par les partis politiques des dispositions des articles 2, alinéa 3, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de cette loi.

**Question 3346** (11.10.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **cartographie des prairies**:

Zeitgleich zur Erstellung des Biotopkaders durch das Umweltministerium, wurde im Kontext der Landschaftspflegeprämie eine sogenannte Grünlandkartierung durchgeführt. Dauergrünlandflächen, welche sich in der Grünlandkartierung befinden, sind laut Landschaftspflegeprogramm als umweltsensibles Dauergrünland eingestuft. Für diese Flächen gilt jetzt im Rahmen der Landschaftspflegeprämie ein absolutes Umbruchverbot.

Laut unseren Informationen wurden die Landwirte bei der Erhebung weder mit eingebunden noch wurden sie über die Befunde informiert. Eine Möglichkeit ihre Bedenken zur Grünlandkartierung zu äußern und gegebenenfalls einen Einspruch vorzubringen, bekamen die betroffenen Besitzer und Nutzer ebenfalls nicht.

Wohlwissend, dass die Landschaftspflegeprämie für quasi alle landwirtschaftlichen Betriebe von erheblicher Bedeutung ist, möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Minister für Landwirtschaft stellen:

1. Wie viel Dauergrünlandflächen sind von der Grünlandkartierung betroffen?
2. Welches Statut haben diese sogenannten C-Flächen?
3. Auf wessen Anfrage wurde die Grünlandkartierung realisiert?
4. Von wem wurde die Kartierung durchgeführt?
5. Nach welchen Kriterien wurden die Flächen ausgewählt?
6. Gab es im Vorfeld dieser Kartierung eine Abstimmung zwischen dem Umwelt- und dem Landwirtschaftsministerium?
7. Warum wurden die Besitzer und Nutzer der Dauergrünlandflächen im Vorfeld der Erhebung nicht informiert und mit eingebunden?
8. Haben die Besitzer und Nutzer eine Möglichkeit, Einspruch einzulegen? Wenn ja, an wen kann er sich diesbezüglich richten?

**Réponse commune** (21.11.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, et de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

ad 1. Die Grünlandkartierung beinhaltet eine Fläche von 17.750 ha.

ad 2. Die Flächen der Grünlandkartierung an sich haben kein gesondertes Statut, jedoch können sich die Flächen der Grünlandkartierung entweder mit Biotopen und/oder mit Vorkommen seltener und geschützter Pflanzen- oder Tierarten überschneiden. Diese Teilflächen unterliegen dem Biotopschutz des Artikels 17 beziehungsweise dem Artenschutz der Artikel 18, 19, 20 und 26 des modifizierten Naturschutzgesetzes vom 19. Januar 2004.

Der Begriff „C-Fläche“ hat keine offizielle Bedeutung.

ad 3. Eines der Hauptziele der Kartierung war, die für den Vertragsnaturschutz über die Biodiversitätsprogramme geeigneten Grünlandflächen zu identifizieren. So wurde das naturschutzrelevante Grünland verschiedener Gemeinden Luxemburgs im Rahmen des Projektes „Kartierung naturschutzrelevanter Wiesen“ zwischen 2001 und 2005 im Auftrag des Umweltministeriums kartiert. Verschiedene verbliebene Gemeinden wurden ab 2007 bis 2012 parallel zu den Biotopkataster-Kartierungen unter dem Projekt „Grünlandkartierung“ erfasst.

ad 4. Die Grünlandkartierung wurde von akkreditierten Botanikern durchgeführt, welche im Auftrag des Umweltministeriums arbeiteten.

ad 5. Die Kartierung basiert auf ausgewählten Indikator-Pflanzenarten (z. B. *Leucanthemum vulgare*, *Lychnis flos-cuculi*, *Carex* sp.).

Der Kartierzeitraum für die Mahdflächen war generell zwischen Mitte Mai und Mitte Juni. Beweidete Flächen wurden über die gesamte Vegetationsperiode erfasst.

Grundlage für die Kartierung waren die zum jeweiligen Zeitpunkt gültigen FLIK-Parzellen. Jede FLIK-Parzelle wurde gesichtet und je nach dem Vorkommen der Indikatorarten wurden die Nutzungspartellen in zwei Kategorien eingeteilt:

1. keine Indikatorarten: nicht naturschutzrelevant; die Fläche wurde nicht für die Grünlandkartierung zurückbehalten;
2. Indikatorarten in der Fläche: die Fläche wurde im Luftbild eingetragen und erhielt eine Aufnahmeummer. Bei der Begehung wurden alle Arten aus den Artenlisten auf dem Aufnahmebogen angekreuzt. Auf dieser Basis wurde eine Bewertung der kartierten FLIK-Parzellen vorgenommen.

Die Bewertung erfolgte nach folgendem Bewertungsschlüssel:

1. Kategorie 1: Fläche von regionaler oder nationaler Bedeutung
  - Kategorie 1a: Fläche mit optimaler, artenreicher und typischer Ausbildung der Vegetation, Vorkommen mehrerer gefährdeter Arten oder einer hochgradig gefährdeten Art in größeren Populationen;
  - Kategorie 1b: Vegetation entweder gut strukturiert, aber leicht artenverarmt oder Störeinflüsse in der Struktur, aber noch Vorkommen von einer oder mehrerer seltener Arten in größeren Populationen.

2. Kategorie 2: Fläche von lokaler Bedeutung

- Fläche mit Störeinflüssen;
- Teilflächen noch gut strukturiert und mit typischer Artenzusammensetzung und/oder Vorkommen gefährdeter Arten in kleineren Populationen.

3. Kategorie 3: Entwicklungsfläche

- starke Störeinflüsse;
- Vegetation nur in Teilflächen noch typisch ausgebildet und/oder wenige Exemplare oder peripheres Vorkommen gefährdeter Arten.

ad 6. Die Grünlandkartierung wurde nicht im Hinblick auf die Neuerung der Landschaftspflegeprämie durchgeführt, sondern wie bereits erwähnt zwecks Identifizierung für den Vertragsnaturschutz geeigneter Grünlandflächen. Diese wurde im Auftrag des Umweltministeriums durchgeführt, welchem die Zuständigkeit der Überwachung und Kartierung geschützter Arten obliegt.

Im Rahmen der Neuerung des Landschaftspflegeprogramms vereinbarten das Umwelt- und das Landwirtschaftsministerium, die Flächen der Grünlandkartierung als umweltsensibles Dauergrünland zurückzubehalten und dessen Erhalt über die Landschaftspflegeprämie zu bezuschussen.

ad 7. Dauergrünland ist eine landwirtschaftliche Fläche, die gegenwärtig und seit mindestens fünf Jahren zum Anbau von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt wird. Über den Flächenantrag erhalten die Nutzer jährlich die Information bezüglich der Einstufung (ob Dauergrünland oder nicht) der jeweiligen Flächen. Alle Parzellen, welche im Flächenantrag den Zählerstand „6“ erreicht oder überschritten haben, gelten als Dauergrünland.

Die Besitzer und Nutzer werden also jährlich über deren bewirtschafteten Dauergrünlandflächen informiert.

ad 8. Der Umbruch von Dauergrünland ist nach den Greening-Vorschriften des „Service d'économie rurale“ genehmigungspflichtig. Landwirte, welche den Umbruch von Dauergrünland beabsichtigen, müssen im Vorfeld einen schriftlichen Antrag stellen. Im Regelfall kann eine Genehmigung nur erteilt werden, wenn zeitgleich auf einer anderen Fläche Dauergrünland angelegt wird. Die Umwandlung ist somit nur unter bestimmten Voraussetzungen möglich. Es bedarf in jedem Fall einer Genehmigung seitens des „Service d'économie rurale“.

Dauergrünlandflächen, welche sich in der Grünlandkartierung befinden, sind als „umweltsensibles Dauergrünland“ eingestuft. Bei Beteiligung am Landschaftspflegeprogramm verpflichten sich die Nutzer umweltsensibles Dauergrünland zu erhalten und verzichten auf deren Umbruch, hinsichtlich der Auszahlung der Landschaftspflegeprämie. Unter betriebspezifischen Bedingungen können jedoch Ausnahmen genehmigt werden. Prozedural muss sich der Antragsteller wie bei jedem Antrag von Dauergrünlandumbruch zuerst beim „Service d'économie rurale“ melden.

Der Umbruch von Biotopen sowie die Zerstörung von geschützten Arten bleiben weiterhin generell verboten.

**Question 3347** (11.10.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **personnel dans l'enseignement fondamental**:

Étant donné que le manque de personnel à l'enseignement fondamental lors de la rentrée scolaire 2017-2018 soulève toujours un nombre de questions et dans la mesure où Monsieur le Ministre n'a pas répondu à toutes les questions posées dans ma question parlementaire n°3262 du 1<sup>er</sup> octobre 2017, j'aimerais (re)poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Selon les déclarations de Monsieur le Ministre dans sa réponse à la question parlementaire n°3262, «La répartition des I-EBS sur les écoles a été faite de façon à ce que la continuation de projets existants sur le plan local puisse être garantie.» Monsieur le Ministre, de quels projets s'agissent-ils exactement?

Après de quelles(s) école(s) les I-EBS sont-ils affectés?

2) Quel est le total des leçons et des activités scolaires qui restent vacants, respectivement n'ont pas pu être organisées due au manque de personnel, mais qui ont été initialement prévues par l'organisation scolaire?

3) Depuis la rentrée scolaire, est-ce que des leçons n'ont pas pu être assurées dû à un manque de personnel remplaçant?

Dans l'affirmative, quel est le total des leçons concernées?

**Réponse** (14.11.2017) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Lors d'une première phase, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a prévu de recruter 70 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ci-après «I-EBS»), dont certains détiennent un master en relation avec la pédagogie inclusive, les autres disposent d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques et d'autres disposent, en complément à cette expérience, d'un master en pédagogie spécialisée («Sonderpädagogik»).

Dans un premier temps, l'affectation des 59 enseignants recrutés a été organisée de façon à ce que la pérennité des projets pédagogiques initiés dans le domaine de la prise en charge des élèves à besoins particuliers et spécifiques soit garantie.

Lors de la procédure d'affectation, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'est particulièrement efforcé de respecter les souhaits des I-EBS en matière d'affectation s'inscrivant dans la continuation de projets initiés par leurs soins dans les établissements scolaires auxquels ils étaient affectés dans le passé. Suite au recrutement de l'I-EBS supplémentaires en 2018 et en 2019, l'affectation de la totalité des 150 instituteurs concernés se fera en fonction de critères objectifs, tels que le nombre d'élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques par région.

Réservant une suite favorable à la demande de l'honorable Députée en matière d'affectation des I-EBS, la liste 2017 reprenant les communes d'affectation des I-EBS ainsi que les écoles d'attache de ces derniers est jointe à la présente.

ad 2) Après la procédure d'affectation et de répartition dans le cadre de la deuxième liste réalisée dans la deuxième moitié du mois de juillet, un total de 68 postes pour l'année scolaire 2017-2018, correspondant à un volume global de 1.053,25 heures hebdomadaires d'enseignement direct, est resté vacant.

Le nombre de leçons d'enseignement à prester dans le cadre de ces postes varie d'un minimum d'une leçon à un maximum de 23 leçons d'enseignement direct hebdomadaires. En ce qui concerne les 68 postes, seulement douze postes étaient réservés à des titulaires de classe alors que la grande majorité était destinée aux autres intervenants en classe.

Dans la période précédant la rentrée scolaire 2017-2018, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a progressivement occupé, en collaboration avec les directions de région, les 68 postes restés vacants. À ces fins, une partie des 182 remplaçants permanents, dont 40 affectés aux communes et 142 affectés aux directions de région, ont été répartis sur différents postes restés vacants auxquels se sont ajoutés un total de 255 postes à

<sup>1</sup> <http://www.olai.public.lu/en/fonds-programmes/amif/projets-cofinances/index.html>

plein temps nécessaires pour assurer le remplacement d'enseignants bénéficiant d'un congé de maternité ou d'un congé parental au premier trimestre de l'année scolaire en cours.

À l'heure actuelle, tous les postes sont occupés dans les directions de région, à l'exception de la direction de région Wiltz (DR 15). La direction de la région 15, soutenue par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, finalise actuellement l'occupation des postes vacants en recrutant, conformément au premier alinéa de l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, des détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

ad 3) Suivant les informations saisies dans l'application Scolaria par les directions de région et les services de l'enseignement communaux en charge de l'organisation des remplacements, ces derniers se voyaient 561 fois dans l'impossibilité de trouver un remplaçant, correspondant à 1,8% du total des leçons d'enseignement direct prestées au cours de la période sous examen n'ayant pas pu être assurée par un remplaçant. Cependant, il importe de préciser que l'encadrement des élèves des classes concernées était à tout moment assuré grâce à la prise en charge de ces derniers par un enseignant prestant une leçon d'enseignement direct supplémentaire ou la répartition des élèves sur d'autres classes.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

#### Question 3348 (12.10.2017) de M. Léon Gloden (CSV) concernant les taxes et redevances relatives à l'utilisation du domaine public fluvial:

En date du 11 septembre 2017 a été publié au Mémorial A le règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant le montant des taxes et redevances à payer pour l'utilisation du domaine public fluvial. Le règlement grand-ducal prévoit des taxes uniques, des redevances domaniales, des redevances annuelles, des redevances horaires et des redevances pour prestations spécifiques. Il s'avère que, par exemple, une association sportive payerait à la fois une taxe unique pour l'établissement d'un dossier s'élevant à 50 € ainsi qu'une redevance pour l'occupation du terrain tombant dans le domaine public fluvial. Un autre exemple soumis au paiement de ces taxes serait l'aménagement d'un parking public sur le domaine fluvial.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre considère que les associations sans but lucratif qui organisent des manifestations, soit culturelles, soit sportives, tombent sous le champ d'application du règlement grand-ducal précité?
2. Est-ce que Monsieur le Ministre peut indiquer le total du montant annuel qui pourrait être perçu par le Gouvernement sur base de ce règlement grand-ducal?
3. Est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'il est vraiment approprié de percevoir des taxes pour l'installation d'infrastructures d'utilité publique (p. ex. aire de jeux, parking public)?
4. Est-ce que Monsieur le Ministre ne considère pas, dans un souci de simplification administrative, que ces taxes, si elles s'avéraient nécessaires, doivent être réduites à un minimum et qu'il faut simplifier les procédures y afférentes?

Réponse (20.11.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Créé et protégé par les dispositions des articles 537 et suivants du Code civil, le domaine public fluvial est administré selon les règles définies par la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial et ses règlements d'exécution. Le règlement grand-ducal précité fixe les taxes d'instruction et les redevances prévues à l'article 12 de la loi du 23 décembre 2016 précitée.

Alors que le domaine public fluvial est inaliénable par définition, les principes de gestion du domaine public fluvial prévoient la possibilité d'attribution de droits de jouissance privatifs, sous forme de droits d'occupation et d'utilisation temporaire de parcelles déterminées du domaine public fluvial. L'attribution de ces droits privatifs est strictement soumise à autorisation préalable.

Suivant l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du do-

maine public fluvial, nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public fluvial ou l'utiliser au-delà du droit d'usage qui appartient à tous. L'article 12 de la loi du 23 décembre 2016 dispose aussi que l'établissement des autorisations en rapport avec l'utilisation du domaine public fluvial donne lieu à la perception d'une taxe domaniale.

Il n'est donc pas fait de distinction, ni en fonction de la personnalité juridique du requérant, ni en fonction de l'utilisation spécifique faite par le requérant du domaine public fluvial, pour déterminer si le requérant est redevable des taxes et redevances. Partant aussi les associations sans but lucratif tombent sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant le montant des taxes et redevances à payer pour l'utilisation du domaine public fluvial.

Dans la fixation de la hauteur de la redevance domaniale par contre, il est fait une distinction entre une utilisation à titre lucratif ou non. L'occupation ou l'utilisation non lucrative étant nettement moins taxée que l'occupation ou l'utilisation à titre lucratif.

Le total du montant annuel de l'ensemble des redevances domaniales généré par le règlement grand-ducal ne peut être avancé à ce stade. Il dépend du nombre des demandes introduites pour l'ensemble du domaine public fluvial s'étendant sur une longueur de 37 km ainsi que des caractéristiques comme la longueur de rive, respectivement la surface de terrain sollicitée par le requérant auquel s'appliquent différents facteurs et notamment l'utilisation lucrative ou non.

Il sera par contre évidemment possible de faire un bilan sur ce point ultérieurement, par exemple un an après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions précitées.

Les demandes d'attribution de droits d'occupation ou d'utilisation privative des parcelles du domaine public fluvial ne cessent d'augmenter ces dernières années. Outre le régime d'autorisation inscrit dans la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial, l'introduction d'un régime de taxes et redevances est ainsi devenu un outil nécessaire pour protéger le domaine public fluvial et valoriser, dans l'intérêt général, toute utilisation ou occupation privative.

Le domaine public fluvial étant par définition inaliénable, le législateur a clairement tranché que tout droit d'occupation de celui-ci, y inclus à des fins de création d'aires de jeux ou de parkings, est sujet à rétribution.

Toute occupation du domaine public fluvial procure à son bénéficiaire l'avantage d'un foncier mis à sa disposition, à un prix très avantageux, par rapport notamment à l'option du requérant de l'utilisation de son propre foncier ou l'acquisition d'un foncier pour satisfaire à ses besoins.

Enfin, l'on remarque que le barème des taxes et redevances déterminées par le règlement grand-ducal du 29 août 2017 prévoit une compensation financière des droits accordés en relation avec l'avantage dont bénéficie le requérant. Le montant de ces taxes et redevances s'inspire largement des barèmes appliqués sur le domaine public fluvial en Allemagne et en France.

Dans un esprit de tenir compte des plus grands utilisateurs du domaine public fluvial et notamment de la situation des quais et débarcadères des communes, des abattements de 50% pour les surfaces dépassant 100 m<sup>2</sup> ont été prévus.

Les modalités de perception des taxes et redevances étant pour le reste très simples et ne comportant pas de démarches supplémentaires par rapport aux procédures comparables, l'on ne voit pas de potentiel supplémentaire de réduction des démarches applicables.

#### Question 3349 (12.10.2017) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant le congé de paternité:

La durée du congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel qui est accordé aux pères à la naissance d'un enfant est actuellement de deux jours pour les salariés privés et de quatre jours pour les fonctionnaires. Le projet de loi n°7060 propose l'augmentation de ce congé à cinq jours pour les salariés privés.

Or, d'après les affirmations de la Ministre de la Famille et du Ministre du travail dans la presse, le Gouvernement proposera l'augmentation du congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel à dix jours pour les nouveaux pères travaillant dans le secteur privé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Le Gouvernement planifie-t-il d'augmenter également le congé de paternité à dix jours pour les agents de la fonction publique?

Réponse (08.11.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Les amendements prévus au projet de loi n°7060 entendent transposer l'accord qui a été trouvé avec les partenaires sociaux en vue d'introduire dans le secteur privé notamment un congé de paternité de dix jours.

Concernant une augmentation parallèle du congé de paternité pour les fonctionnaires et employés de l'État, il convient de relever tout d'abord que les congés des fonctionnaires et employés de l'État sont fixés par règlement grand-ducal et qu'ils ne sont en principe pas adaptés automatiquement à ceux applicables dans le secteur privé.

En ce qui concerne plus particulièrement le congé de paternité, il y a lieu de préciser que les agents de l'État bénéficient depuis 2006 d'un congé de quatre jours en cas de naissance d'un enfant, alors que dans le secteur privé ce congé a jusqu'à présent été fixé à deux jours.

Ensuite, l'on peut relever que l'introduction à venir du compte épargne-temps dans la fonction publique prévoit une gestion du temps très flexible en permettant aux agents de convertir leurs heures supplémentaires et une partie de leur congé de récréation non pris en congé dont ils pourront disposer librement.

En considérant ces deux aspects, j'estime que d'éventuelles adaptations en la matière pourraient, le cas échéant, faire l'objet des prochaines négociations salariales.

#### Question 3350 (12.10.2017) de M. Henri Kox et Mme Josée Lorsché (déli gréng) concernant la vulnérabilité des piscines d'entreposage du combustible usé:

L'association Greenpeace vient de publier un rapport d'analyse, établi par six experts indépendants, sur la sécurité des installations nucléaires françaises et belges. Les conclusions du rapport sont très préoccupantes, surtout en ce qui concerne la vulnérabilité des piscines d'entreposage des combustibles nucléaires usés face aux dangers externes.

Ces piscines d'entreposage des combustibles usés, encore appelées «piscines de désactivation», servent à refroidir le combustible nucléaire après son exploitation dans le réacteur. Elles peuvent contenir plusieurs centaines de tonnes de combustible, c'est-à-dire de matière radioactive, soit l'équivalent de deux à trois fois le cœur d'un réacteur. En cas d'attaque extérieure, si une piscine est endommagée et qu'elle perd son eau et/ou son alimentation en eau, le combustible usé n'est plus refroidi, ce qui peut donc mener à une réaction en chaîne incontrôlée. Ce cas de figure est bien plus grave, car a) les piscines renferment généralement une quantité de combustible radioactif plus importante que les réacteurs et peuvent donc libérer bien plus de radioactivité lors d'un accident et b) l'enceinte de ces piscines n'est en général - contrairement aux bâtiments-réacteurs - que très peu protégée. Les piscines d'entreposage du combustible usé présentent donc un risque de sécurité particulièrement élevé. Ceci fut d'ailleurs démontré ce matin par l'intrusion de militants antinucléaires ayant franchi sans problème deux barrières de sécurité et même réussi à tirer un feu d'artifice au pied de la piscine.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1. Comme le rapport mentionné ci-dessus contient des informations sensibles relatives à la sécurité des installations nucléaires françaises et belges, il n'a pas été publié dans son intégralité. Le document complet a-t-il été transmis au Gouvernement luxembourgeois?

2. Dans quelle mesure est-ce que les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg (Cattenom, Chooz, Tihange, Doel) sont concernées par les graves lacunes sécuritaires révélées dans le rapport et par l'intrusion des militants sur le site?

3. Est-ce que le Gouvernement interviendra auprès des autorités françaises?

Réponse commune (13.11.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Le rapport a été transmis à Madame la Ministre de la Santé en date du 13 octobre 2017 et à Madame la Ministre de l'Environnement le 26 octobre 2017.

ad 2. Il importe de noter tout d'abord que le rapport de Greenpeace attire l'attention, de manière générale, sur les risques associés au stockage du combustible usé dans les bâtiments piscines sur des sites de centrales nucléaires. Le document développe quatre scénarios d'attaques qui pourraient, sous certaines conditions, apporter suffisamment de dégâts à une piscine d'entreposage pour engendrer un rejet radioactif dans l'environnement.

Les conséquences potentielles de telles attaques sont évaluées en appliquant les résultats issus d'études américaines, suisses et allemandes sur les centrales situées en France et en Belgique. Le rapport conclut que lesdites centrales nucléaires ne seraient pas protégées contre des attaques de type militaire et seraient donc susceptibles de servir comme cible d'attaques terroristes bien préparées et visant à provoquer des conséquences aggravées.

Vu le caractère général de ce rapport, les réacteurs à proximité du Luxembourg sont concernés dans la même mesure que tous les autres réacteurs nucléaires de ces types. Le rapport ne fait pas de différenciation entre niveaux de protection des réacteurs.

ad 3. Les sujets relatifs à la sûreté nucléaire et la radioprotection sont abordés régulièrement avec la Belgique et la France dans le cadre la Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection, respectivement la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sûreté nucléaire.

Lors de leurs rencontres respectives le 13 octobre 2017, le sujet de la sécurité nucléaire a fait l'objet des échanges entre les ministres des Affaires étrangères du Luxembourg et de la France à Paris et de la Ministre de l'Environnement avec son homologue français dans le cadre d'une entrevue bilatérale lors du Conseil des ministres de l'Environnement à Luxembourg. Les ministres ont convenu de réunir la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sûreté nucléaire afin de permettre aux experts des deux pays de s'échanger sur le sujet.

#### Question 3351 (12.10.2017) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant le personnel remplaçant dans l'enseignement fondamental:

Pour assurer la disponibilité d'agents habilités à faire des remplacements, Monsieur le Ministre de l'Éducation a fait des appels s'adressant aux éducateurs diplômés engagés à temps partiel dans des structures d'accueil et dans les groupes de l'éducation précoce, à des bacheliers sans emploi inscrits auprès de l'ADEM et aux instituteurs partis en retraite au cours des dernières années.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- 1) Sous quelles conditions les éducateurs diplômés sont-ils habilités à faire des remplacements?
- 2) Les éducateurs diplômés sont-ils aussi habilités pour faire des remplacements de personnel enseignant en congé (congés de maladies, congés de maternité ou adoption, congé parental)?
- 3) Suite à votre appel pour recruter des remplaçants, Monsieur le Ministre, combien d'éducateurs diplômés, de bacheliers sans emploi et d'instituteurs partis en retraite ont signalé leur disponibilité à effectuer des remplacements?
- 4) Combien de ces remplaçants ont déjà effectué des remplacements?
- 5) Selon nos informations, le ministère a fait appel en septembre 2015 aux instituteurs et institutrices retraités pour tenir des leçons d'enseignement dans des classes d'accueil et/ou prendre en charge un ou plusieurs élèves pour des cours particuliers ou une aide spécifique dans le cadre scolaire ou extrascolaire.

Monsieur le Ministre, combien d'instituteurs et institutrices retraités ont à l'époque signalé leur disponibilité pour les prestations susmentionnées? Combien sont actuellement encore engagés?

6) Existe-t-il à l'heure actuelle un manque de personnel dans le cadre de l'accueil scolaire



d'enfants de demandeurs de protection internationale?

**Réponse** (14.11.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Conformément à l'article 1 du règlement grand-ducal modifié du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, les éducateurs diplômés, détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre ayant l'éducation dans ses attributions sont admissibles au stage préparant à l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

Conformément au premier alinéa de l'article 3 du même règlement grand-ducal, les formations relevant de domaines psychosociaux, pédagogiques ou socio-éducatifs seront prises en compte lors des dispenses accordées au niveau des formations à suivre.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse délivre, sur avis favorable du directeur ou de son remplaçant ayant apprécié le portfolio de stage des candidats accomplissant le stage dans les écoles de sa direction de région, l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

ad 2) Conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, l'État peut procéder, à défaut de disponibilité de membres de la réserve des suppléants, au remplacement temporaire d'un instituteur ou pourvoir à une vacance de poste en cours d'année par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

En ce qui concerne les éducateurs diplômés assurant des remplacements en complément à leur tâche partielle prestée dans un service d'éducation et d'accueil, les remplacements à assurer seront organisés de telle sorte à ce qu'ils n'entravent en aucun cas le bon fonctionnement des structures d'éducation et d'accueil. S'il se révèle bien évidemment impossible qu'un seul éducateur diplômé remplace un congé d'un enseignant disposant d'une tâche à plein temps, il se peut que plusieurs éducateurs diplômés remplacent éventuellement, après analyse des circonstances locales, des enseignants bénéficiant d'un congé qui ne sont pas titulaires de classe.

Il va de soi que les présidents d'un comité d'école, en collaboration avec les directions de région veillent à la bonne organisation des remplacements et informent, le cas échéant, les autorités communales compétentes de tout changement éventuel qui s'impose en matière d'organisation scolaire.

ad 3) Jusqu'au jeudi 26 octobre 2017, 21 pensionnaires ont sollicité l'envoi d'un contrat de louage de service pour réaliser des remplacements dans l'enseignement fondamental, neuf membres du personnel socio-éducatif exerçant une tâche partielle dans un service d'éducation et d'accueil ont transmis leurs coordonnées personnelles au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et 356 détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme équivalent ont introduit leur dossier de candidature en vue de l'obtention de l'autorisation de stage. Force est de signaler que des réunions d'information à l'intention du personnel socio-éducatif ont été organisées au niveau régional par les directeurs de l'enseignement fondamental pendant la semaine avant le congé de Toussaint.

ad 4) Jusqu'au jeudi 26 octobre 2017, sept pensionnaires ont retourné leur contrat de louage de service au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et ils sont par conséquent autorisés à assurer des remplacements dans les classes de l'enseignement fondamental.

État donné que les membres du personnel socio-éducatif exerçant une tâche partielle dans un service d'éducation et d'accueil ainsi que les détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme équivalent, actuellement sans emploi, sont tenus de suivre, conformément au règlement grand-ducal modifié du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements

dans l'enseignement fondamental, un stage avant l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements, il va de soi que ces derniers n'ont pas encore effectué de remplacements.

ad 5) Pour l'année scolaire 2016-2017, 13 enseignants retraités ont collaboré au sein des classes d'accueil de l'État pour encadrer des enfants de demandeurs de protection internationale (douze enseignants par contrat de quatre heures/semaine; un enseignant par convention de bénévolat); en plus une éducatrice graduée a également collaboré par convention de bénévolat.

Pour l'année scolaire 2017-2018, onze enseignants retraités collaborent au sein des classes d'accueil de l'État pour encadrer des enfants DPI (neuf enseignants retraités par contrat de quatre heures/semaine; deux enseignants retraités par contrat de deux heures/semaine).

ad 6) Actuellement, le nombre de personnel enseignant recrutés pour les besoins des classes d'accueil de l'État permet un encadrement adéquat des enfants de demandeurs de protection internationale. À court terme, le personnel en place est capable de faire face à l'afflux actuel. À moyen terme, le nombre de personnel enseignant intervenant dans les classes d'accueil de l'État sera adapté en fonction du nombre d'arrivées d'enfants de demandeurs de protection internationale.

**Question 3352** (13.10.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **fermeture du restaurant à la gare centrale de Luxembourg-ville**:

Dans votre réponse à ma question parlementaire du 10 juillet 2017, vous expliquez que les nouveaux flux de voyageurs à envisager rendraient nécessaire une réorientation des commerces à implanter dans la gare de Luxembourg-ville. Vous évoquez également un sondage effectué auprès des utilisateurs de la gare duquel serait ressorti que plus d'un quart des personnes sondées se seraient prononcées en faveur d'enseignes d'alimentations de service à table, avec une offre bio et végétarienne.

Partant, je voudrais demander les précisions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Les résultats du sondage évoqué par Monsieur le Ministre sont-ils publics?

2) Si un quart des personnes sondées se sont prononcées en faveur d'une offre d'alimentation de bistrot, bio et végétarienne, Monsieur le Ministre pourra-t-il me donner des informations sur les attentes des trois quarts des autres voyageurs sondés?

3) Si l'augmentation future des flux de voyageurs rend effectivement nécessaire une réorientation et/ou un élargissement de l'offre d'alimentation dans la gare, Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une brasserie avec service à table et des temps d'attente plus élevés pour des clients plus nombreux et généralement pressés serait une bonne idée?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'afin de diversifier et d'améliorer l'offre d'alimentation dans la gare, il aurait fallu éviter l'installation d'une boulangerie industrielle dotée d'une salle de consommation dont l'offre est semblable à celle d'une autre boulangerie?

5) Dès lors, au lieu de remplacer une enseignante qui est de loin celle dont les offres de restauration semblent pour l'heure les plus diversifiées au sein de la gare, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la vente de nourriture bio et végétarienne puisse s'effectuer directement dans l'enseigne existante par un simple changement de menu?

6) Finalement, qu'en est-il de la situation des 24 personnes salariées actuellement au buffet de la gare? Le concessionnaire envisage-t-il de négocier une reprise de ces personnes salariées, complète ou partielle, par la nouvelle enseignante et, si oui, dans des conditions au moins aussi favorables?

**Réponse** (20.11.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les résultats du sondage ne sont pas publics. Il convient de noter que la question sur les commerces que les usagers des chemins de fer soumetaient voir dans la gare était intégrée dans une analyse des flux en gare de Luxembourg dont les résultats n'ont pas vocation à être publiés.

Alors qu'il est ressorti d'un sondage que plus d'un quart des attentes concernent des enseignes d'alimentation avec une demande plus spécifique pour, d'une part, l'alimentation de bistrot et, d'autre part, l'alimentation bio et vé-

gétarienne, les autres trois quarts des voyageurs sondés se sont prononcés sur l'offre de commerces diversifiés ne touchant pas à la restauration, dont notamment l'offre d'équipement à la personne, de librairie/presse, tabac, de boutiques cadeaux et de pharmacie.

Dans le cadre du nouvel appel d'offres, l'offre attendue est celle d'une restauration traditionnelle avec service à table permettant de se restaurer en 30 minutes, complétée par une offre de produits à emporter.

Actuellement au vu de la situation, l'offre de la boulangerie ne correspond pas seulement aux besoins des voyageurs des chemins de fer, mais aussi à ceux des résidents et des nombreux salariés du quartier de la gare dont il faut tenir compte.

L'objectif visé par le projet n'est pas de remplacer une enseignante, mais de trouver un concessionnaire qui réponde au mieux au concept étudié pour le nouveau restaurant de la gare de Luxembourg.

La recherche d'un concessionnaire se fait par voie de soumission publique pour laquelle l'ancien concessionnaire pouvait remettre sa candidature jusqu'à début septembre 2017; un simple changement de menu ne répond pas à l'objectif du projet cité ci-avant.

Le nouveau contrat de concession ne prévoit pas la reprise complète ou partielle des personnes salariées de l'ancien concessionnaire.

**Question 3353** (13.10.2017) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** (CSV) concernant les **examens-concours pour le groupe de traitement B1**:

D'après nos informations, les résultats des deux derniers examens-concours pour le groupe d'indemnité B1 auraient été désastreux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer du nombre respectif de postes vacants pour le groupe de traitement B1 avant les deux derniers examens-concours?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous informer du nombre de candidats pour chacun des deux examens-concours et nous préciser le niveau de diplôme des candidats respectifs?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de réussites des deux derniers examens-concours en question, en nous précisant le niveau de diplôme des candidats respectifs?

4) Monsieur le Ministre peut-il encore nous préciser le nombre de notes insuffisantes dans les différentes branches dans le cadre des deux derniers examens-concours pour le groupe d'indemnité B1?

Le groupe de traitement B1 regroupe entre autres les fonctions de chargé technique. Concernant les conditions d'admission dans l'administration générale, le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État dispose dans son article 18 que «Les candidats doivent être détenteurs soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un certificat d'études reconnu équivalent.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions encore poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

5) Sachant que certaines fonctions dans différentes administrations publiques requièrent des profils spécifiques, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les exigences des examens devraient être davantage orientées sur les compétences spécialisées?

**Réponse** (14.11.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

ad 1) Dans le cadre de la session de l'examen-concours en décembre 2016, 128 postes vacants ont été publiés dans le groupe de traitement B1. Pour la session de juillet 2017, 106 postes vacants ont été publiés dans le groupe de traitement B1.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail

à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour la session de décembre 2016, le taux de réussite des candidats avec un master est de 69%, celui des candidats avec un bachelors est de 40%, celui des candidats sans diplôme universitaire est de 16%, en comparaison à un taux de réussite général de 23%.

Pour la session de juillet 2017, le taux de réussite des candidats avec un master est de 56%, celui des candidats avec un bachelors est de 45%, celui des candidats sans diplôme universitaire est de 17%, en comparaison à un taux de réussite général de 21%.

En examinant les profils des lauréats de l'examen-concours B1, il y a lieu de constater que la partie des personnes avec un diplôme de fin d'études secondaires reste la plus importante, comme le montrent les graphiques ci-dessous:

(graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) La répartition du nombre d'échecs par épreuve se présente comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) La question sur l'opportunité d'organiser des épreuves uniformisées pour toutes les fonctions dans tous les groupes de traitement me paraît très pertinente. En effet, l'uniformisation des épreuves s'est accentuée en 2012 avec le dépôt du projet de règlement grand-ducal portant réorganisation des examens-concours et faisant partie du paquet des réformes. Le projet de règlement, à la base de l'organisation actuelle des examens-concours, a subdivisé ces derniers en deux parties distinctes, à savoir l'épreuve générale organisée par mon département et l'épreuve spéciale, axée sur le profil spécifique du poste, organisée par l'administration concernée. Dans la mesure où la première partie comporte cinq épreuves identiques pour tous les candidats d'un même groupe de traitement, indépendamment de leur spécialisation, de nombreux candidats échouent déjà à cette première étape de la procédure de sélection.

Des travaux actuellement en cours ont justement pour objet d'introduire davantage de flexibilité au niveau de la procédure de sélection et de rendre l'organisation des examens-concours plus réactive. Un projet de règlement grand-ducal afférent, visant une modification du règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État, a été déposé en juillet 2017.

Les principales modifications se résument comme suit:

- L'examen-concours continue à se composer de deux parties. La première partie, dont l'organisation incombe au Ministre de la Fonction publique, est désormais dénommée «épreuve d'aptitude générale».

- L'épreuve d'aptitude générale se composera de plusieurs tests pour lesquels les modalités et le contenu seront dorénavant fixés par règlement ministériel. Cela permettra d'adapter de manière plus flexible et plus réactive le contenu des tests aux besoins réels identifiés dans la procédure de sélection.

- Dans le cadre du règlement ministériel afférent, il est proposé de réduire le nombre de tests: à la place des cinq épreuves composant l'actuelle partie générale de l'examen-concours, il est prévu que l'épreuve d'aptitude générale comprendra les trois tests suivants: i) Connaissances générales dans les domaines de l'actualité, de la politique nationale et internationale et de l'histoire contemporaine; ii) Test de jugement situationnel en langue française ou allemande; iii) Traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou allemande.

- À noter qu'à la lumière des modifications relatives au contenu des épreuves, il n'y aura plus de tests qui nécessiteraient un temps de préparation étendu des candidats. En effet, l'épreuve d'aptitude générale ne comprendra plus de tests ayant pour objet la reproduction de savoirs à partir de fascicules préconçus, mais sera axée plutôt sur une évaluation des connaissances générales du candidat, ainsi que de ses compétences analytiques et comportementales.

- La pondération de l'épreuve d'aptitude générale est revue. Elle sera notée sur 100 points et

le candidat aura réussi lorsqu'il aura obtenu au moins 50 points. La pondération des différents tests sera fixée au niveau du règlement ministériel.

- Les dispositions relatives à l'examen-concours spécial et à l'épreuve spéciale obligatoire axée sur le profil du poste resteront inchangées.

**Question 3354** (16.10.2017) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **monument national pour la mémoire de la Shoah**:

En mai 2015, Monsieur le Premier Ministre et Madame la Bourgmestre de la ville de Luxembourg avaient suggéré un lieu pour l'installation du monument ainsi que le sculpteur du monument national pour la mémoire de la Shoah.

Depuis 2016, les budgets successifs de l'État prévoyaient un crédit de 200.000 respectivement 140.000 € pour la création et l'installation de ce monument. Alors que le compte provisoire de l'année 2016 n'affiche que 65.000 € sur les 200.000 € prévus initialement, le budget de l'État pour l'exercice 2018 y consacre, quant à lui, de nouveau 120.000 €.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'installation du monument en question et m'expliquer, le cas échéant, les raisons du retard?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'emplacement choisi? Qu'en est-il du sculpteur-dessinateur du projet visé?
- 3) Monsieur le Ministre peut-il me préciser la date prévue pour la mise en place dudit monument?
- 4) Monsieur le Ministre peut-il encore m'expliquer ce qui a été réalisé avec le budget investi jusqu'à aujourd'hui?

**Réponse** (25.10.2017) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

ad 1) Je voudrais informer Madame la Députée qu'il n'y a pas de retard dans les travaux concernant l'installation du monument national pour la mémoire de la Shoah. En effet, le contrat entre l'État luxembourgeois, la Ville de Luxembourg et l'artiste a été signé en date du 29 avril 2016. Il prévoit un délai d'exécution de 24 mois après la signature.

Comme Madame la Députée fait référence, dans sa question, aux budgets prévus pour la création de ladite œuvre d'art, je voudrais lui indiquer que les modalités de paiement prévoient les paiements suivants: 65.000 € à la signature du contrat; 140.000 € en 2017 répartis sur douze mois et le solde de 120.000 € à la réception de la sculpture au premier trimestre 2018. Ces montants sont partagés entre le Gouvernement et la Ville de Luxembourg.

ad 2) L'emplacement du monument correspond au choix exprimé par la communauté juive et agréé par la Ville de Luxembourg et le Gouvernement et se trouve au Boulevard Roosevelt sur la place entre la Cathédrale et l'ancien couvent Sainte-Sophie.

Le sculpteur a également été proposé par la communauté juive. Il s'agit de Monsieur Shelomo Selinger, sculpteur et dessinateur franco-israélien, survivant des camps de concentration de Flossenbürg et de Theresienstadt, officier de la Légion d'honneur, et dont les œuvres se trouvent entre autres à Yad Vashem (monument aux Justes parmi les nations), à Bosen en Allemagne (Requiem pour les Juifs d'Allemagne) ou encore au mont Carmel à Haïfa.

ad 3) L'inauguration du monument se fera en date du 17 juin 2018.

ad 4) Le budget investi jusqu'à présent a été utilisé pour les gages de l'artiste.

**Question 3355** (16.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **conservation, protection et mise en valeur du patrimoine bâti de Vianden**:

Wann een duerch Veianen geet, fällt engem op, datt villes, wat kulturell wäertvoll an erhalenswäert erschénge, an engem schlechten Zoustand ass.

Dowéinst wollt ech den Här Kulturminister bieden, mir dës Froen ze beäntweren:

1. De Kräizgang bei der Trinitarierkerch ass ongefleegt à verdreckt. Ass de Stat fir den Ennerhalt vum architektonesch wäertvolle Kom-

plex zoustänneg? Wa jo, wéi ass et méiglech, datt de Stat net besser fir den Ennerhalt vun engem kulturell a reliéis esou wäertvoller Plaz suergt?

2. An der Haaptstrooss sinn eng Rei vun historreschen Haiser verfall oder an engem schlechten Zoustand a stinn zum Verkaf. Ass de Stat dorun interesséiert, déi Haiser ze kafen an ze renovéieren?

3. Wat mécht de Stat, fir d'Kandidatur vu Veianen, fir op d'Lëscht vum Weltkulturerwe vun der Unesco opgeholl ze ginn, ze ennerstetzen? Ass, zesumme mat de kommunalen Autoritéiten, e Plang ausgeschafft ginn, fir Veianen ze erhalen, ze restauréieren an nach méi schéin ze maachen?

**Réponse** (20.11.2017) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Culture:

D'Gebai vum fréieren Trinitarierklouschter mam Kräizgang zu Veianen gehéiert dem Stat an d'Administration des bâtiments publics (ABP) ass dofir zoustänneg. Vu datt dës Komplex zënter engem Zäit eidel steet, gouf vun der ABP, zesumme mam Service des sites et monuments nationaux (SSMN), ee Projet entwéckelt, fir op där Plaz eng Jugendherberg ze installéieren an déi historesch Substanz ze restauréieren. D'Aarbechten un dësem Projet fänken 2018 un. De Kräizgang gëtt an de Projet mat abezunn. D'Trinitarierkerch ass als national Monument klasséiert an dat aalt Klouschter ass an der Prozedur, fir klasséiert ze ginn.

De Stat ass net dorunner interesséiert, zu Veianen Haiser opzekafen. Den SSMN huet an de leschte fënnf Joren 51 Restauratiounen zu Veianen mat Privatleit begleet, subventionéiert an ofgeschloss. Am Moment si ganzer 55 weider Dossieren op, dorënner e Pilotprojet op Nummer 94 op der Haaptstrooss: En Haus, dat d'Gemeng kaaft huet an dat elo mat der Hëllef vum Stat restauréiert gëtt, fir datt do sozial Wunnengen entstinn.

Den Dossier, deen d'Associatioun „Les Amis du Château de Vianden asbl“ zesumme mam Kulturministère un d'Unesco geschéckt hat, fir d'Veianer Schloss als Weltkulturerwe klasséieren ze loossen, ass viru Joren op e Refus gestouss. Leider ass et net méiglech, en neien Dossier bei der Unesco eranzerechen, well e Refus definitiv ass.

Den SSMN ass amgang, d'Gemeng ze beroden, fir e ganz effiziente kommunale Schutz fir den historesche Kär am neie PAG ze verankeren. Zesumme mat engem Rei nationaler Protektionen ass dat den effizientste Wee, fir dat gebaute lerven zu Veianen ze erhalen a weider Restauratiounen ze encouragéieren, déi vum Stat kënnen ennerstëtzt ginn.

**Question 3356** (16.10.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **notation du Luxembourg**:

Le 20 novembre 2012, lefigaro.fr relevait que «dans la zone euro, seuls quatre pays ont la meilleure note attribuée par les trois principales agences de notation: Moody's, Fitch et Standard & Poor's». Il s'agissait à l'époque de l'Allemagne, de la Finlande, des Pays-Bas et du Luxembourg. Les pays disposant d'une notation de première qualité devenaient pour ainsi dire des «dying species».

En novembre 2013, Standard & Poor's retire le «triple A» aux Pays-Bas. L'année d'après, c'est au tour de la Finlande de perdre sa notation «AAA».

Durant tout ce temps, i. e. durant la pire crise économique et financière que connut le monde depuis le krach boursier de 1929, le Grand-Duché de Luxembourg a pu garder sa notation la plus élevée auprès des trois principales agences de notation, seules les perspectives du Luxembourg ont été relevées de négatives à stables par Standard & Poor's en janvier 2013 et Moody's en février 2014.

Et pourtant, dans une interview accordée récemment au journal en ligne paperjam.lu, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État déclarait: «Nous [i. e. le Luxembourg] étions à deux doigts de perdre notre «triple A».

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg n'a pas perdu sa notation de première qualité durant les années de crise?

- Sur quelles informations, Monsieur le Ministre table-t-il pour affirmer que le Luxembourg était à deux doigts de perdre son «triple A»?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de pays de la zone euro disposaient au 1<sup>er</sup> janvier 2012 de la meilleure notation par les trois principales agences de notation? Com-

bien de ces pays avaient perdu ce score à la fin 2013?

**Réponse** (15.11.2017) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Le 5 décembre 2011 le Luxembourg a été placé sous «CreditWatch negative» par l'agence S & P. Ceci constitue typiquement une étape préliminaire à une révision à la baisse de la perspective ou de la notation elle-même. C'est ainsi que S & P a annoncé le 13 janvier 2012 un abaissement de la perspective de «stable» à «négative». Cet abaissement avait été motivé par les interrogations relatives à la stabilité de la zone euro durant la crise de la dette souveraine ainsi que par la fragilité de l'économie et des finances publiques luxembourgeoises constatée à l'époque. Dans ce contexte, il convient de rappeler qu'entre 2007 et 2012, la dette publique était passée de 7,8% du PIB à 21,7% et que les projections laissaient augurer une poursuite de cette tendance sur les années à venir.

Le 23 juillet 2012 l'agence Moody's a également annoncé l'abaissement de sa perspective «stable» à la perspective «négative» pour la notation «Aaa» du Luxembourg, et ce pour des raisons similaires à celles énoncées par S & P quelques mois plus tôt. Dans son communiqué de presse paru à la même date, Moody's a notamment relevé les risques découlant d'une hausse trop importante de la dette publique du Luxembourg, en notant que: «Luxembourg's Aaa rating could potentially be downgraded if Moody's were to observe a large increase in the government's debt burden.»

Le 14 janvier 2013 S & P a annoncé que la perspective pour la notation «AAA» du Luxembourg est de nouveau reconduite à une perspective «stable», suite à la stabilisation de la situation conjoncturelle au sein de la zone euro.

Le 13 décembre 2013, soit quelques jours après l'entrée en fonctions du Gouvernement, S & P a confirmé à nouveau la perspective «stable» pour le «AAA» du Luxembourg. Cette confirmation était toutefois loin d'être assurée, au regard du contexte marqué à l'époque par de nombreuses incertitudes autour des perspectives économiques et financières du Grand-Duché. En effet, toute une série de facteurs, dont le Gouvernement avait hérité au moment de sa prise de fonctions, avait suscité des interrogations de la part de nombreux observateurs, à savoir notamment:

1) l'évaluation par le Forum mondial selon laquelle le Luxembourg était «non-compliant» en matière d'échanges d'informations sur demande, ainsi que le risque réputationnel attaché à cette situation;

2) l'impact potentiel du passage à l'échange d'informations automatique dans le secteur bancaire tel qu'il avait été estimé à l'époque par le Statec;

3) la répercussion imminente de la perte des recettes de TVA liées au commerce électronique dont l'arrivée était pourtant connue depuis 2007;

4) la perspective d'un dérapage substantiel des finances publiques, à politique inchangée, telle projetée par le Comité de prévision dans sa note au formateur en novembre 2013.

Dans sa confirmation de la perspective «stable», S & P a précisément tenu compte des engagements concrets qui ont été pris par le Gouvernement dès son entrée en fonction et dans son programme, pour faire face aux risques précités. S & P a souligné dans son communiqué du 13 décembre 2013 que: «we expect policy consensus will continue to support strong public finances», tout en ajoutant que: «we understand that the coalition will introduce a multi-annual fiscal framework toward the second quarter of 2014. An already-announced increase in the overall VAT rate (from 15%) is expected in 2015, which will somewhat offset the decline in e-commerce-related VAT revenues».

Le 28 février 2014, et donc quatre mois après l'entrée en fonction du Gouvernement, Moody's a confirmé le «Aaa» et l'agence a en même temps annoncé avoir revu à la hausse la perspective du Luxembourg, de «négative» à «stable». Dans la décision afférente, Moody's s'est référé de manière explicite à l'action proactive du Gouvernement, en estimant que: «medium to long-term challenges in the economic and public finance sphere will continue to be proactively addressed by the authorities».

Dès son entrée en fonction, le Gouvernement a donc œuvré en faveur de la relance économique et du rétablissement des finances publiques du pays, comme en atteste la confirmation du «AAA» quasi immédiate par S & P en décembre 2013, avec perspective «stable», et la révision à la hausse de la perspective par Moody's en février 2014.

Au regard des éléments ci-devant, on voit que l'inaction aurait sans doute mené à la perte de la notation «AAA» du Luxembourg.

Depuis, les confirmations successives de la notation «AAA» et de la perspective «stable» par les agences S & P et Moody's (ainsi que par Fitch et DBRS) montrent que l'action déterminée du Gouvernement a clairement porté ses fruits. L'équilibre budgétaire a été durablement rétabli, la dette publique stabilisée bien en dessous du seuil de 30% du PIB et l'amélioration de la situation conjoncturelle du Luxembourg est désormais confirmée par la totalité des observateurs nationaux et internationaux.

Ceci a permis au Gouvernement d'assurer le maintien du «triple A» auprès de toutes les agences de notation, tout en dégageant la marge de manœuvre nécessaire pour mettre en œuvre une politique d'investissement ambitieuse ainsi qu'une réforme fiscale renforçant sensiblement le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité de nos entreprises.

La plus récente analyse publiée par Moody's, datant du 10 octobre dernier, relate ainsi que: «Notwithstanding the e-commerce related VAT tax loss over the past two years, the authorities have maintained strong public finances.»

S & P a noté dans sa plus récente analyse, datant du 15 septembre dernier, que: «[t]he stable outlook reflects our expectation that, over the next two years, Luxembourg will maintain strong credit metrics while effectively managing change in international fiscal and financial regulations».

Quant à la deuxième question de l'honorable Député, il convient de noter que l'historique des notations conférées par les trois principales agences peut être consulté sur les sites Internet respectifs de chacune des agences. À l'heure actuelle, seuls trois États membres de la zone euro bénéficient du «AAA» auprès des trois principales agences, à savoir l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg.

**Question 3357** (17.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **recrutement dans la fonction publique**:

Zënter Joren ass an all Budget eng substantziell Erhéijung vun der Zuel vun de Mataarbechter vu staatleche Ministèreen an Administratiounen virgesinn. Dës déngt ganz sécher der Verbesserung vun de staatleche Leeschtungen am Déngscht vum Bierger, et ass awer och eng Politik, déi net ouni Konsequenzen op den Aarbechtsmaart ass an déi och eng Rei vu budgetären Implikatiounen huet.

Dowéinst wollt ech dës Froen un den Här Minister fir déi éffentlech Fonctioun stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de staatleche Mataarbechter pro statutarescher Kategorie, pro Joer a pro Ministère respektiv Administratioun, vun 2010 bis 2017 verännert?

2. Wéi ass déi Entwécklung, no deene selwechte Kritären, bei den éffentlechen Etablissementer?

3. Wéi e prozentualen Impakt hunn déi staatlech a parastaatlech Rekrutementer op den nationalen Aarbechtsmaart (esou wéi den Term vum Statec gebraucht gëtt), opgefächert no Bildungsniveau?

4. Wéi vill Ausländer schaffen am Abléck beim Stat, a wéi enge Funktiounen a vu wéi engen Nationalitéiten?

5. Wéi eng Implikatiounen op de Statsbudget haten an hunn déi Entwécklungen?

6. Huet d'Regierung eng Virstellung dorivwer, wéi grouss dee staatlechen an dee parastaatleche Secteur solle maximal wuessen, fir och weiderhin e qualitativ héichwäertige Rekrutement am private Secteur kënnen ze erméiglechen?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. Dan Kersch**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

ad 1.-3. D'Tableaux hei ënnen drënner ginn eng Iwwersiicht vun der Evolutioun vun de Mataarbechter beim Stat tëscht 2010 an 2017 no Bildungsniveau, statutarescher Kategorie a grousser Rubrik:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Déi éffentlech Etablissementer, de parastaatleche Secteur souwéi de Gemengesecteur falen



net an de Kompetenzberäich vum Minister vum éffentlechen Dëngscht, soudass mäin Departement keng Informatiounen zu der Entwécklung vun hire staatleche Mataarbechter huet.

Laut dem Statec waren am 2. Trimester 2017 405.844 Leit um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart aktiv, dovunner 82.175 (20,25%) am éffentleche Secteur.<sup>3</sup>

ad 4. Den Unaeel vu Leit, déi net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn a beim Stat schaffen, läit bei 6,98%.

Den Tableau hei ënnen drënner gëtt eng Iwwersiicht iwwert d'Zuel vun den Netlëtzebuurger, déi an deene Verwaltung schaffend, déi net duerch de „règlement grand-ducal du 19 avril 2016 portant modification du règlement grand-ducal du 12 mai 2010 déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public“ viséiert sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5. D'Personalkäschten hu sech zanter 2014 folgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 6. Am Virfeld vun all Budgetsjoer gëtt an all Ministère eng Evaluatioun gemaach vun de Renforcerment. Déi validéiert Zuel un Neistellungen fënnt sech am Projet vum Budget fir dat neit Joer iwwert den Numerus clausus erëm.

### Question 3358 (17.10.2017) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant la ligne ferroviaire Luxembourg - Bettembourg:

Selon les informations diffusées sur le site «paperjam.lu» du 16 octobre 2017, la mise en service de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Bettembourg serait prévue d'ici 2024. En réponse à ma question parlementaire n°2071, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a cependant annoncé l'achèvement des travaux de construction de la nouvelle ligne ferroviaire pour 2022.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la mise en service de la ligne Luxembourg - Bettembourg pour 2024?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce retard?

- Quelles en seraient les répercussions sur la ligne Volmerange-les-Mines - Luxembourg au cas où la fin des travaux sur la ligne Luxembourg - Bettembourg n'était prévue qu'en 2024?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le calendrier de la mise en place de liaisons directes entre Bettembourg et Luxembourg, liaisons qui sont actuellement partiellement suspendues jusqu'au 12 décembre 2022?

Réponse (27.11.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Les CFL prévoient une mise en service partielle de la nouvelle ligne Luxembourg - Bettembourg pour 2024.

En considérant que même si la plupart des acquisitions des terrains nécessaires pour la construction de la ligne se sont bien déroulées, l'État n'est toujours pas en possession de tous les terrains.

Afin de réduire l'impact des travaux sur la qualité du service offert aux clients, les CFL visent à réaliser la plupart des travaux dans les périodes de vacances scolaires et le nombre des chantiers d'envergure réalisés simultanément est limité en fonction de la disponibilité en nombre suffisant de bus de substitution.

Une récente étude de nouveaux concepts horaires à court et à moyen terme a mis en évidence la nécessité d'adapter les infrastructures ferroviaires à différents endroits répartis sur l'ensemble du réseau. Les travaux doivent se faire dans un ordre déterminé de sorte que le renouvellement du poste directeur à Bettembourg, indispensable afin de raccorder la nouvelle ligne, est prévu pour 2023.

En ce qui concerne la desserte de Dudelange et Volmerange-les-Mines, les CFL s'efforcent, comme sur le reste du réseau, d'offrir toujours la meilleure offre en fonction des possibilités des infrastructures, que ce soit pour la mise en service partielle ou définitive de la nouvelle ligne. Les études précitées prévoient deux trains directs par heure reliant Volmerange-les-Mines à Luxembourg.

### Question 3359 (18.10.2017) de MM. Gusty Graas, Edy Mertens et Alexander Krieps (DP) concernant les problèmes liés au médicament Levothyrox®:

La presse luxembourgeoise a récemment évoqué la polémique sur le Levothyrox®, qui secoue actuellement la France. Médicament incontournable pour les patients souffrant d'une hypothyroïdie, la substance active (la lévothyroxine sodique) figure parmi les molécules les plus vendues en pharmacie.

Or, après un changement de la composition du médicament, de nombreux patients sous traitement ont évoqué des effets secondaires épouvantables. En France, les centres régionaux de pharmacovigilance ont reçu 146.333 signalements dont 5.062 cas graves et quatre décès. Les effets les plus fréquemment rapportés sont la fatigue, les maux de tête, l'insomnie, les vertiges, les douleurs articulaires et musculaires et la chute de cheveux.

Selon le communiqué de l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé en France), ces effets indésirables sont cependant causés par un «déséquilibre thyroïdien» et non pas par la nouvelle formule du médicament.

Depuis début octobre, des médicaments génériques contenant l'ancienne formule sont de nouveau disponibles dans les pharmacies françaises, mais la méfiance des patients vis-à-vis des autorités sanitaires persiste.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que le Levothyrox® nouvelle formule est aussi déjà commercialisé sur le marché luxembourgeois?

- Est-ce qu'il y a déjà eu des signalements pareils au Luxembourg? Dans l'affirmative, quel est le nombre de signalements?

Réponse (15.11.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Le Levothyrox® nouvelle formule (NF) n'a pas d'autorisation de mise sur le marché au Luxembourg.

Le Levothyrox® est le nom commercial d'un médicament contenant de la lévothyroxine sodique, commercialisé en France par le laboratoire Merck depuis de nombreuses années.

Une modification de la formule de Levothyrox® a été réalisée par le laboratoire Merck à la demande de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) afin d'améliorer la stabilité de la teneur en substance active sur la durée de conservation de ce médicament. Cette nouvelle formule du Levothyrox® a été distribuée en France à partir de mars 2017.

La France est le seul pays dans l'Union européenne qui commercialise actuellement le Levothyrox® NF. Les autres pays, dont le Luxembourg, commercialisent toujours l'équivalent du Levothyrox® ancienne formule (AF).

Au Luxembourg, le médicament à base de lévothyroxine sodique AF est commercialisé sous le nom d'Euthyrox®.

Il n'y a pas eu de signalements de ce type au Luxembourg, la spécialité actuellement sur le marché n'étant pas le Levothyrox® NF, mais l'Euthyrox®, ancienne formule du Levothyrox®. Les notifications concernent des patients traités en France.

Suite à l'introduction de cette nouvelle formule sur le marché français en mars 2017, un nombre très important de signalements de pharmacovigilance ont été réalisés, potentiellement liés à des perturbations de l'équilibre thyroïdien et ayant motivé l'ANSM à ouvrir une enquête de pharmacovigilance afin d'analyser l'ensemble des effets indésirables rapportés. Il est important de rappeler que la lévothyroxine

est une hormone thyroïdienne de synthèse à marge thérapeutique étroite et pour laquelle la variabilité interindividuelle est grande.

Précisons que le nombre de signalements reçus par les centres régionaux de pharmacovigilance en France était de 14.633, dont 5.062 est le nombre de cas enregistrés dans la base de pharmacovigilance.

### Question 3360 (18.10.2017) de MM. Claude Haagen et Roger Negri (LSAP) concernant le nouveau site du Lycée technique du Centre:

En mai 2016 le Gouvernement a annoncé vouloir procéder à une réduction sensible de la population scolaire dans le quartier de Limpertsberg à Luxembourg-ville. Cette opération doit se traduire par le passage du nombre de lycéens de plus ou moins 8.000 actuellement à 5500 en 2018, avant d'atteindre quelque 1.500 élèves en 2025. Sont concernés, une partie des étudiants de l'Université du Luxembourg vers Belval, la délocalisation du Lycée Vauban au Ban de Gasperich en janvier 2018, le déménagement de l'école Waldorf au Kirchberg et celui du Lycée technique du Centre (LTC).

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3124 du 11 juillet 2017, le Gouvernement indique que pour l'instant aucune décision concernant une nouvelle implantation du LTC n'a été prise, mais que le site actuel du P&R Luxembourg-sud figure parmi les sites en discussion.

Or, dans son rapport de 2010 relatif au projet de loi portant sur la construction à Gasperich de nouveaux bâtiments pour l'École française de Luxembourg et pour le Lycée et Collège Vauban, la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports avait retenu que l'établissement mis à disposition du Lycée Vauban ne l'était qu'à titre provisoire, celui-ci étant destiné in fine au Lycée technique du Centre. Il s'avère par ailleurs que d'après le rapport, le réaménagement des bâtiments en question a bien été effectué de manière à ce qu'ils puissent être repris par le LTC sans que de nouveaux travaux soient nécessaires.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Une décision concernant l'implantation définitive du LTC a-t-elle entre-temps été prise par le Gouvernement? Si oui, quel est le site retenu par le Gouvernement et pour quelles raisons?

- Pourquoi l'engagement politique pris en 2010 d'une reprise des bâtiments du Lycée Vauban par le Lycée technique du Centre a-t-il été abandonné, alors même que le réaménagement des bâtiments en question a été effectué dans cette optique?

Réponse commune (27.11.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Non, à l'heure actuelle, aucune décision concernant l'implantation définitive du LTC n'a été prise.

Le LTC a été construit dans les années 60 respectivement 80 et nécessite d'importantes adaptations voire rénovations; ceci est également valable pour l'annexe de l'LTC au Kirchberg. Entre-temps, notamment les obligations en matière de sécurité sont plus exigeantes et des études sont en cours pour déterminer si une nouvelle construction sur un nouveau site n'est pas plus favorable qu'une rénovation des infrastructures existantes. En effet, une rénovation du LTC, avec un grand nombre d'ateliers et de salles spéciales, en plusieurs phases et en assurant en continu le fonctionnement des cours s'avère particulièrement difficile.

La construction d'un nouveau bâtiment constituerait par conséquent un avantage considérable. Jusqu'à la fin des travaux de construction, le LTC saurait fonctionner sans perturbations sur ses deux sites actuels. En plus, l'implantation du LTC sur un nouveau site permettrait de délester davantage le quartier du Limpertsberg et de réunir les deux parties du LTC sur un même campus.

Pour tenir compte de l'évolution démographique et sociolinguistique du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement poursuit sa politique de diversification de l'offre scolaire publique et gratuite en complétant cette année-ci l'offre scolaire du Lycée Michel Lucius (LML) par l'enseignement international anglophone

au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire.

Par conséquent, il a été décidé d'utiliser les locaux du Lycée Vauban, dont l'aménagement initial se prête à tout type d'enseignement, à partir de la rentrée scolaire 2018-2019 prioritairement pour la section anglophone de l'enseignement fondamental du LML.

### Question 3361 (18.10.2017) de M. Gast Gi-béryen (ADR) concernant le changement de la circonscription électorale:

Am Kader vun de Wahlen hunn déi wahlberechtigt Awunner vu Koplescht iwwer e Referendum mat enger Majoritéit vun 63% de Wonsch geäussert, datt Koplescht dem Wahlbezirk Zentrum uegliddert soll ginn.

Opground vun deem Resultat wéilt ech dem Här Innenminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung bereet, dem Wonsch vun de Kopleschter Wieler Rechnung ze droen?

2. Wat fir Konsequenzen hätt esou e Changement fir déi gesetzelch Opdeelung vun de Chambermandater an deenen eenzelne Bezierker?

3. Géif esou e Fall, wou eng eenzel Gemeng de Bezierk wiesselt, net och aner Gemengen encouragéieren, dem Wonsch vum Bezierkswies-sel nozegen?

4. Ass d'Regierung net der Meenung, et sollt een e generellen Debat iwwert de Wahlsystem féieren, bei deem d'Iddi vun engem eenzege Wahlbezirk fir d'ganz Land diskutéiert gëtt?

Réponse (20.11.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

Den Artikel 35 vum Gemengesgesetz erlaubt et dem Gemengerot, d'Wieler ze froen, sech zu engem Sujet ze äusseren, dee vu kommunalem Interesse ass. D'Gesetz hält ausdrécklech fest, datt de Referendum nëmmen ee consultative Charakter huet. D'Modalitéite vun engem Referendum um kommunalen Niveau sinn duerch d'ofgeännert Reglement vum 18. Oktober 1989 gereegelt.

Doriwwer eraus ass, gemäss dem Artikel 51. (6) vun eiser Verfassung, d'Land a véier Wahlbezierker agedeelt.

De Süde mat de Kantonen Esch/Uelzecht a Capellen, den Zentrum mat de Kantone Lëtzebuerg a Miersch, den Norden mat de Kantonen Dikrech, Réiden, Wolz, Clierf a Veianen an den Oste mat de Kantone Gréiwemaacher, Réimech an Lechternach.

De Wahlbezirk, zu deem eng Gemeng gehéiert, hântk also vum Kanton of, wou déi Gemeng dran ass. D'Gemeng Koplescht, déi am Kanton Capellen läit an dofir och am Wahlbezirk Süden, misst also an de Kanton Lëtzebuerg oder Miersch transferéiert ginn, fir an de Wahlbezirk Zentrum ze kommen.

Dëst ënnersträicht dann och, datt een des Entscheedung an eng global Diskussioun iwwert d'Andeelung vun eisem Land a Wahlbezierker muss féieren, déi een eventuell kann ugoen, déi allerdéngs net virun den nächste Chamberwahl waert ofgeschloss sinn.

### Question 3362 (18.10.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom:

Eng ONG ass kierzlech an d'Atomzentral vu Kettenuewen agebrach an huet e Freedefier an d'Luucht geschoss. De Protest huet souwuel der Atomenergie am Allgemenge wéi och der Sécherheet um franséische Site op der Lëtzebuurger Grenz gegollt. D'Aktioun werft Froen op, déi ech heimat un den Här Premier Minister an un den Här Ausseminister wéilt richten:

1. D'Lëtzebuurger Regierung huet bei de franséischen Autoritéiten intervenéiert, fir den Thema vun de Sécherheetsmoosnamen zu Kettenuewen unzeschwätzen, deenen hir évident Schwächt esou en Broch leider méiglech gemaach hunn. Wéi hunn déi franséisch Autoritéite reagéiert?

2. Wéi beuerteilt d'Lëtzebuurger Regierung d'Zesummenaarbecht mat de franséischen Autoritéiten an de Bedriewer vun der Atomzentral Kettenuewen, besonnesch am Hibleck op konkret Sécherheetsbedenken, déi sech stellen?

3. Wéi genee funktionéiert déi Zesummenaarbecht a wéi eng Instanze sinn op franséischer an op lëtzebuergescher Säit an déi Froen implizéiert? Wat proposéiert déi lëtzebuergesche Regierung, fir déi Zesummenaarbecht eventuell nach ze verstärken an ze verbessern?

<sup>3</sup> Statec, Population et emploi - Marché du travail, Emploi salarié intérieur par branche d'activité 1995-2017.



**Réponse commune** (15.11.2017) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. D'Theme vun der Nukleársécherheet an dem Straleschutz gi regelméisseg vun der Lëtzebuerger Regierung am Kader vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire respectiv der Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection ugeschwat.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr 3350 matgedeelt, hunn d'Madamm Minister fir Ëmwelt Carole Dieschbourg an den Här Ausseminister Jean Asselborn den 13. Oktober 2017 hire respektive franséischen Homologen d'Bedenken an d'Suerge vun der Regierung iwwer dësene Tëscheffall matgedeelt. D'Lëtzebuerger Regierung huet an deem Kontext och gefuerdert, dass d'Ëmstänn vun deem Tëscheffall missten opgekläert ginn.

Déi franséisch Autoritéiten hunn hiert Verständnis fir dës Suergen ausgedréckt a sech bereit erkläert d'Resultater vun hirer Enquête mat der Lëtzebuerger Regierung ze deelen. D'Ausseministeren hunn zesummen decidéiert eng ausseruerdentlech Reunion vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire anzeberufen, fir den Detail vum Tëscheffall ze belichten an eventuell Sécherheetsmoosnamen ze beschwätzen.

ad 2. Eis Zesummenaarbecht mat den zoustänneg franséischen Autoritéiten an dem Bedriewer vun der Atomzentral Cattenom, Électricité de France (EDF), konnt an de leschte Jore verdéift a verbessert ginn. Am Kader vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire, gëtt et e regelméisseg Austausch tëschent den Experten iwwer d'Aarbechten an der Atomzentral zu Cattenom, d'Moosnamen, déi geplangt sinn, an d'Noutfallpläng. No all Reunion gëtt e Communiqué de presse mat de Konklusionen publizéiert.

Fir déi enk Zesummenaarbecht schwätzt och d'Participatioun vun de Lëtzebuerger Autoritéiten um Noutfallexercice um Site vun der Atomzentral zu Cattenom de 17. Oktober 2017.

ad 3. D'Zesummenaarbecht tëschent de Lëtzebuerger an de franséischen Autoritéiten baséiert op engem Accord vum 11. Abrëll 1983 iwwer den Austausch vun Informatiounen am Fall vun engem Tëscheffall oder Accident mat méigleche radiologesche Konsequenzen. Dës Zesummenaarbecht ass 1994 mat der Kreatioun vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire institutionaliséiert ginn. Dës Kommissioun bréngt eemol am Joer d'Experte vun den zoustänneg Autoritéiten zesummen, fir iwwer d'Aarbechten an der Atomzentral Cattenom, d'Sécherheetsmoosnamen an d'Noutfallpläng ze beroden. Déi 15. Reunion vun dëser Kommissioun huet den 2. Februar 2017 zu Lëtzebuerg am Bausseministère stattfonnt.

An der Commission mixte sëtzen, op franséischer Säit, Vertrieeder vun der Autoritéit de sûreté nucléaire, dem Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, dem Ausseministère, dem Service interministériel de défense et de protection civile an EDF Cattenom. Déi Lëtzebuerger Delegatioun stellt sech aus Vertrieeder vum Ausseministère, der Division de la radioprotection (Gesondheitsministère), an dem Ministère vum Interieur zesummen.

Am Kader vun dëser Reunion si Protokoller ausgeschafft ginn, fir d'Kommunikatioun tëschent de jeeeweilgen Instanzen och iwwer d'Joer ze regelen. Zum Beispill ass festgeluecht, datt de Bedriewer EDF bei Tëscheffall déi Lëtzebuerger Instanzen direkt per Telefon informéiert. An engem Eeschtfall kann dësen Informationsaustausch och iwwer ee gesécher Satellitkommunikationssystem lafen, de sougenannte SELCA. Am Ablack schaffen déi zwou Säiten drun, fir d'Koordinatioun vun de Moosnamen am Fall vun engem Accident weider ze verbessern. Dëst ass an der uewegenannten Noutfallübung vum 17. Oktober erfollegräich getest ginn.

**Question 3363** (18.10.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **traitement des réclamations soumises au directeur des contributions directes**:

Le rapport d'activité de l'Administration des contributions directes pour l'exercice 2016 (le «Rapport») fait apparaître les chiffres suivants, directement ou par addition:

	2016	Période de 2010 à 2016
Réclamations introduites	1.226	7.359*
Réclamations vidées par décision directoriale	914	4.685*

\* Addition de chiffres fournis par le Rapport

Sur une période de sept ans, le nombre de réclamations non vidées par décision directoriale s'élève à 2.674, soit plus de 36% des réclamations introduites. La jurisprudence a eu l'occasion de rappeler l'obligation légale du directeur de l'Administration des contributions directes de répondre et l'importance de cette décision pour le contribuable qui doit pouvoir apprécier en pleine connaissance de cause l'opportunité de saisir ou non le tribunal administratif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien des réclamations introduites sur la période 2010 à 2016 ont fait l'objet d'un retrait par le contribuable?

- Quel est le nombre de réclamations en stock (i. e. réclamations introduites n'ayant fait l'objet ni d'un retrait par le contribuable, ni d'une décision directoriale) sans considération de la date d'introduction de la réclamation? Comment ce stock se répartit-il par année et par catégorie de contribuable (i. e. en distinguant entre les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des collectivités et les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques)?

- Les réclamations introduites sont-elles traitées par ordre d'inscription au rôle du contentieux tenu par la Division contentieux de l'Administration des contributions directes? Si tel n'est pas le cas, quelles sont les raisons d'un traitement non chronologique? En cas de répartition des réclamations par catégorie (p. ex. par nature d'impôt ou catégorie de contribuable), l'ordre chronologique est-il respecté à l'intérieur d'une même catégorie?

- Quel est le pourcentage des décisions directoriales rendues en 2016 et sur la période 2010 à 2016 qui ont été (i) entièrement en faveur du contribuable, (ii) partiellement en faveur du contribuable et (iii) en défaveur du contribuable?

**Réponse** (20.11.2017) de **M. Pierre Gramigna**, Ministre des Finances:

Avant l'introduction des juridictions administratives, la mission de trancher en tant que juge de première instance, dans le cadre des réclamations portées contre les bulletins d'impôt au sens large ainsi que les décisions administratives à caractère individuel, avait été attribuée au directeur des contributions, ses décisions ayant été susceptibles du contrôle du Comité du contentieux du Conseil d'État statuant en juge d'appel.

Lors de la passation du pouvoir juridictionnel aux tribunaux administratifs, la mission du directeur, dans le cadre des réclamations, fut redéfinie sans pour autant être abandonnée, de sorte qu'il est toujours appelé à trancher sur les réclamations et recours hiérarchiques formels introduits contre des décisions des bureaux d'imposition, mais non plus avec l'autorité du juge. Dans ce contexte, les réclamations et recours hiérarchiques doivent nécessairement être introduits auprès de cet organe de l'administration sous peine que le recours direct au tribunal administratif ne soit déclaré introduit omisso medio. S'il incombe au directeur de trancher par décision sur réclamation ou sur recours hiérarchique formel, les réclamants ne sont néanmoins pas tenus d'attendre une telle décision au-delà d'une période de six mois. Passé ce délai, il leur est loisible de porter recours contre le bulletin d'impôt litigieux devant le tribunal administratif. Le dépôt devant les juridictions administratives d'un tel recours a pour conséquence immédiate le dessaisissement du directeur dans l'affaire litigieuse, inhibant toute suite de la procédure devant l'instance administrative. Le nombre des réclamations non vidées par décision directoriale tient dès lors compte, entre autres, des affaires qui n'ont pas pu être clôturées dans les six mois et qui ont été portées devant le juge avant notification d'une décision directoriale sur la réclamation. Ce nombre se chiffre à 126 pour la période de 2010 à 2016.

	2010	2011	2012	2013
	12	19	15	19
	2014	2015	2016	Total
	15	28	28	126

En ce qui concerne le nombre des affaires dont se sont désistés postérieurement les réclamants, leur nombre s'établit, pour les années 2010 à 2016, à un total de 141.

	2010	2011	2012	2013
	27	12	10	19
	2014	2015	2016	Total
	19	23	31	141

L'enregistrement au rôle du contentieux directorial ne distingue pas selon assujettissement à l'impôt sur le revenu des collectivités ou à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, mais selon le genre et la nature du bulletin ou de la décision attaqués, tels:

Bulletin établissant une valeur unitaire:

- Propriété immobilière
- Fortune d'exploitation

Bulletin d'établissement séparé d'une base d'imposition

Bulletin d'établissement séparé et en commun de bases d'imposition

Bulletin d'impôt:

- Impôt sur le revenu
- Impôt sur le revenu des collectivités
- Impôt sur la fortune
- Impôt commercial communal
- Fixation des avances

Bulletin d'appel en garantie

Décisions discrétionnaires des bureaux d'imposition:

- Comminations et fixations d'astreintes
- Décisions de refus
- Délais de paiements
- Sursis à exécution

Sous l'identifiant d'un seul numéro de rôle du contentieux peuvent d'ailleurs figurer des réclamations contre plusieurs bulletins de type ou de nature différents, souvent émis à la même date, ou, selon la présentation qui en est faite par le réclamant, contre des bulletins concernant plusieurs années d'imposition.

En principe, les réclamations sont traitées dans l'ordre chronologique de leur introduction auprès du directeur des contributions. Il se peut cependant que des raisons objectives justifient un traitement accéléré, dans l'intérêt du réclamant ou de l'État. Tel est p. ex. le cas pour les réclamations contre l'inscription d'une classe d'impôt sur la fiche de retenue ou contre un bulletin de fixation des avances ou encore contre un bulletin d'appel en garantie où une décision rapide est nécessaire dans l'intérêt du contribuable alors que dans des situations à impact budgétaire important, fût-ce à cause d'une multitude de cas identiques ou à cause de dossiers isolés liquidant des cotes d'impôt importantes, il échet de réagir rapidement dans l'intérêt de l'État. Il en est de même lorsqu'il est particulièrement important qu'une interprétation que fait l'administration de la loi ou qu'une pratique administrative soit étayée et motivée, tel que dans une décision directoriale, alors que le recours au tribunal administratif, après plus de six mois de silence du directeur, est exercé contre le bulletin d'impôt même qui n'établit que les bases d'impôt et fixe l'impôt sans pour autant en développer textuellement les motifs.

Contrairement à ce qui est le cas pour les tribunaux administratifs, le directeur des contributions est appelé, en vertu du § 243 de la loi générale des impôts à réexaminer le bulletin d'impôt dans son intégralité, donc au-delà de ce que demande ou relève le réclamant. Il arrive donc fréquemment que l'instruction au contentieux révèle des imperfections dans la déclaration du réclamant résultant en des bases d'imposition erronées ou une présentation des faits divergeant de celle qui fut à l'origine de l'imposition ou encore des erreurs d'appréciation ou d'interprétation du bureau d'imposition. Il n'est dès lors pas inusuel que la décision directoriale modifie le bulletin d'impôt attaqué sur plus d'un point, relevé ou non par le réclamant, et établit de nouvelles bases d'imposition et de nouvelles cotes d'impôt, en faveur ou en défaveur du réclamant, qui sont fréquemment la résultante de beaucoup facteurs qui ne se laissent pas retracer aux objets et moyens invoqués par les réclamants. Il s'ensuit qu'il ne saurait être distingué, en ce qui concerne les décisions sur réclamation, qu'entre les décisions modifiant une cote ou base d'impôt, celles qui rejettent la réclamation, celles qui la déclarent irrecevable ou encore celles qui annulent un bulletin d'impôt pour erreur de droit et, en ce qui concerne les décisions sur recours hiérarchique, entre celles qui confirment, celles qui modifient et celles qui annulent la décision discrétionnaire.

S'il est vrai que le nombre des réclamations pendantes est non négligeable, il ne faut pas

perdre de vue que le nombre total de réclamations introduites auprès du directeur est, depuis quelques années, très élevé.

**Question 3364** (19.10.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** (déi gréng) concernant le **stockage d'herbicides contenant du glyphosate**:

Les herbicides chimiques contenant du glyphosate sont les plus vendus mondialement. Au cours des dernières années, un nombre croissant d'études scientifiques a relevé des doutes quant à l'innocuité du glyphosate. Les inquiétudes portent en particulier sur les effets nocifs du glyphosate sur la santé humaine et plus précisément sur le système hormonal, et son impact sur l'environnement.

Depuis le 20 mars 2015, le glyphosate est classé comme «probablement cancérigène» par le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (CIRC). Le 12 novembre 2015, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) a estimé au contraire qu'il était improbable que le glyphosate présente un risque cancérigène pour l'homme. En cas de doute quant à la sécurité d'un tel agent chimique, le principe de précaution devrait prévaloir.

Étant donné que l'autorisation du glyphosate expire le 31 décembre 2017, et que les États membres ne parviennent pas à s'entendre sur le sujet depuis des années, l'avenir de cet agent actif reste très incertain. Face au risque de non-prolongation de l'autorisation, des agriculteurs en France auraient entre-temps commencé à acheter et stocker en grande quantité des herbicides à base de glyphosate.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Quelle quantité de produits «professionnels» contenant du glyphosate a été vendue au Luxembourg en 2014, 2015, 2016 et pendant le premier semestre de 2017? Peut-on constater une hausse de la vente et des importations de ces produits?

2) Quelles quantités d'herbicides contenant du glyphosate sont stockées au Luxembourg par les revendeurs et les exploitants agricoles respectivement?

3) La loi relative aux produits phytopharmaceutiques de 2014 exige que les conseillers dans le domaine des produits biocides reçoivent une formation spécifique, et interdit aux revendeurs de pesticides de conseiller les utilisateurs professionnels en la matière. Ces dispositions sont-elles appliquées? Combien de conseillers ont déjà reçu une formation?

4) Le Plan national «pesticides», vise la réduction de l'utilisation des pesticides au Luxembourg. Combien d'agriculteurs ont reçu des formations ou conseils pour soutenir leurs efforts de transition vers une agriculture avec moins, voire sans pesticides?

**Réponse** (22.11.2017) de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

ad 1) Jusqu'à présent le Statec a collecté annuellement les données de vente de produits phytopharmaceutiques (PPP) auprès des principaux distributeurs locaux pour les communiquer à Eurostat. Ces données sont soumises à des règles de confidentialité strictes et ne sont pas publiées par le Statec. Le règlement grand-ducal du 26 septembre 2017 relatif à la vente, à l'utilisation et au stockage des produits phytopharmaceutiques dispose qu'à l'avenir, ces données sont à transmettre à l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Parallèlement, tel que prévu par l'article 67 paragraphe 3 du règlement (CE) n°1107/2009, le Service de la protection des végétaux a demandé le 9 février 2017 à l'industrie phytopharmaceutique, titulaire des autorisations de mise sur le marché de PPP au Luxembourg, de fournir des informations sur les volumes de ventes des PPP couvrant l'année 2017. Ces informations me parviendront pour le 31 mars 2018 au plus tard.

À noter que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a publié des statistiques sur l'utilisation du glyphosate et d'autres substances actives dans le domaine agricole: <http://www.ma.public.lu/actualites/avis/20161117/index.html>. Ces sta-

tistiques se basent sur des données issues du réseau de comptabilité géré par le Service d'économie rurale.

ad 2) Il n'existe pas de dispositions légales obligeant les utilisateurs de PPP à communiquer des informations portant sur leurs stocks de PPP au service de la protection des végétaux.

C'est seulement sur demande que les distributeurs de PPP doivent communiquer des informations portant sur leurs stocks de PPP au service, tel que prévu par l'article 67 du règlement (CE) n°1107/2009. Jusqu'à présent il n'a été recouru à cette disposition qu'en cas de contrôles spécifiques sur place auprès des distributeurs. Les stocks de PPP ne sont pas communiqués de façon régulière ou systématique.

ad 3) La loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques ne s'applique pas aux produits biocides mais seulement aux produits phytopharmaceutiques, ne contient pas de disposition interdisant aux distributeurs de PPP de conseiller les utilisateurs professionnels en la matière et dispose que les distributeurs et conseillers de PPP à usage professionnel doivent suivre les mêmes cours de formation.

Le règlement grand-ducal du 26 septembre 2017 relatif à la vente, à l'utilisation et au stockage des produits phytopharmaceutiques régit l'ensemble des différentes formations.

Dans le cadre de la mise en place de ces formations, quatre professeurs du Lycée technique agricole d'Ettelbruck et deux conseillers de la Chambre d'Agriculture ont suivi des cours de formation continue portant sur les PPP. Les cours pour les distributeurs et autres conseillers sont actuellement en phase de préparation.

ad 4) Le tableau suivant renseigne, pour l'année 2016, sur le nombre de prestations de conseil agricole, telles que définies par la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales et le règlement grand-ducal du 17 mai 2017 portant exécution des dispositions des chapitres 17 et 18 de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Les modules mentionnés visent directement ou indirectement une réduction du recours aux PPP par les agriculteurs.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

### Question 3365 (19.10.2017) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant la nomination du nouveau recteur de l'Université du Luxembourg:

Étant donnée la rapidité avec laquelle la nomination du nouveau recteur de l'Université du Luxembourg s'est imposée, il est permis de s'interroger sur les conditions exactes du processus de recrutement du nouveau recteur. En effet, dans une interview donnée par le président du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg à l'hebdomadaire «Land», le 8 septembre 2017, celui-ci déclare qu'il serait alors encore trop tôt pour savoir qui sera le nouveau recteur. En revanche, le président du conseil assure qu'il sera désigné au moment de la rentrée académique à savoir le 12 octobre 2017. Il s'exprime par ailleurs sur le processus de recrutement qui est à ce moment-là toujours en cours: «Es gab eine internationale Ausschreibung und es gingen Bewerbungen ein. Mehr kann ich auch deshalb nicht sagen, weil der Conseil de gouvernance eine Findungskommission eingesetzt hat. Ihr gehören die vier Ratsmitglieder aus dem universitären Bereich an, die Vertreter von Studenten und Professoren und siebentens ein Vertreter der Zivilgesellschaft. Zurzeit sieht die Findungskommission die Kandidaturen durch. In den nächsten Wochen bekommt der Conseil von ihr eine Shortlist, und dann ist es an den Gouverneuren, eine Entscheidung zu treffen. Zu ihr muss der Universitätsrat noch Stellung nehmen, und anschließend wird die Kandidatur über den delegierten Hochschul- und Forschungsminister dem Regierungsrat vorgeschlagen.»

En fait, la déclaration du président du conseil de gouvernance laisse entendre qu'un processus de recrutement aussi laborieux, bien qu'en cours, ne peut difficilement arriver à terme à la date prévue pour la rentrée académique. Or, le 6 octobre 2017, même pas un mois après la déclaration du président de l'université, la nomination du nouveau recteur a été rendue of-

ficielle par le Conseil de Gouvernement. Le lendemain, deux historiens de l'Université du Luxembourg publient un communiqué dans le «Luxemburger Wort», dans lequel ils font part de leurs inquiétudes à la fois concernant le profil scientifique et académique du recteur élu et par rapport à l'absence d'un débat démocratique impliquant au moins le personnel scientifique autour de cette nomination. Ainsi, la rapidité avec laquelle le nouveau recteur a été élu, semble même avoir dépassé les chercheurs de l'université, dont les critiques n'ont pas été écoutées, ni publiées à temps.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

1) Monsieur le Ministre peut-il me faire un plan chronologique détaillé du processus de recrutement du recteur de l'Université du Luxembourg?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quels organes de l'université n'ont pas été consultés durant le processus de recrutement?

3) Concernant les organes de l'université impliqués dans le processus de recrutement, Monsieur le Ministre peut-il me communiquer leurs avis, notamment l'avis du conseil de l'université, sur le choix retenu par les gouverneurs?

4) Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles étaient les qualifications scientifiques spécifiques des membres de la commission de sélection (Findungskommission) ainsi que les qualifications de la personne représentant la société civile?

5) Concernant cette commission de sélection, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si chaque membre a eu le même pouvoir décisionnel quant à la sélection des candidats shortlistés? Sinon quelle était la répartition de ce pouvoir de décision?

6) Monsieur le Ministre était-il au courant d'éventuels désaccords à l'intérieur de la commission de sélection et/ou parmi le personnel de l'université avec le candidat sélectionné, et ce avant sa nomination officielle?

7) Enfin, Monsieur le Ministre pense-t-il réagir aux critiques émises par les chercheurs de l'université dans le communiqué de presse précité, en instaurant un débat public autour du recrutement du nouveau recteur?

**Réponse (15.11.2017) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

En guise de remarque introductive, je voudrais relever que le processus de recrutement et de nomination du nouveau recteur de l'Université du Luxembourg s'est déroulé selon les modalités prévues par la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Selon l'article 21 de la loi précitée, le recteur est nommé par le Grand-Duc sur proposition du conseil de gouvernance et après consultation du conseil universitaire. Pour être nommé recteur, le candidat doit avoir été professeur d'université. La fonction de recteur n'est pas soumise à une condition de nationalité.

En ce qui concerne la procédure et le calendrier de nomination d'un nouveau recteur, je m'étonne que l'honorable Député me pose une question dont la réponse a déjà été fournie aux députés et je me permets de renvoyer au procès-verbal de la réunion du 8 mai 2017 de la Commission parlementaire de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace, et notamment à l'exposé afférent du président du conseil de gouvernance.

En outre, je tiens à souligner que, pour la première fois dans le cadre de la procédure de nomination d'un recteur de l'Université du Luxembourg, le représentant des professeurs et le représentant des étudiants de l'Université du Luxembourg étaient membres de la commission de nomination avec droit de vote. De même, je tiens à préciser que le représentant des professeurs et le représentant des étudiants de l'Université du Luxembourg ont participé au conseil de gouvernance avec voix consultative et que la communauté universitaire a été informée le 7 mai 2017 de la procédure de recrutement du nouveau recteur par un appel international, avec l'aide d'une commission de nomination et par une procédure de recrutement répondant aux standards internationaux de qualité.

En ce qui concerne les trois premières questions de l'honorable Député, la Commission de nomination a siégé en juillet et en septembre 2017, où elle a proposé à l'unanimité une liste de candidats à inviter au conseil de gouvernance. Lors de la séance du 16 septembre 2017, en présence de la présidente de la délégation du personnel, le conseil de gouvernance a retenu à l'unanimité un candidat. Lors de la

séance du 5 octobre 2017, le candidat s'est présenté au conseil universitaire. Suite à un échange entre le candidat et les membres du conseil universitaire, ce dernier a émis un avis positif. Le même jour, lors d'une séance extraordinaire, le conseil de gouvernance a proposé à l'unanimité le candidat. Par arrêté du 9 octobre 2017, le Grand-Duc a nommé Monsieur Stéphane Pallage à la fonction de recteur de l'Université du Luxembourg avec entrée en fonction au 1<sup>er</sup> janvier 2018, et ce pour un mandat de cinq ans.

En ce qui concerne la quatrième question, la Commission de nomination se composait comme suit:

- Prof. Dr Yvonne Flour (membre du conseil de gouvernance, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

- Prof. Dr Michel Goedert (membre du conseil de gouvernance, Medical Research Council Laboratory of Molecular Biology, Cambridge)

- Prof. Dr Kristín Ingólfssdóttir (membre du conseil de gouvernance, Université d'Islande)

- Prof. Dr Danilo Zavrtnik (membre du conseil de gouvernance, Université de Nova Gorica)

- Prof. Dr Raymond Bisdruff (représentant du corps académique au conseil de gouvernance, Université du Luxembourg)

- Monsieur Stijn Lamberigts (représentant des étudiants au conseil de gouvernance, Université du Luxembourg)

- Dr Gregor Baertz (chirurgien orthopédique, Luxembourg, Président du conseil d'administration du Luxembourg Institute of Health).

Je peux confirmer par ailleurs que chaque membre de la commission a eu le même droit de vote quant à la sélection des candidats invités.

Il résulte de ce qui précède que la procédure de recrutement a été parfaitement conforme à la loi précitée: la Commission de nomination a proposé à l'unanimité une liste de candidats à inviter au conseil de gouvernance lequel a retenu à l'unanimité un candidat et le conseil universitaire a émis un avis positif au sujet de ce candidat, qui a partant été proposé au Gouvernement en conseil.

### Question 3366 (19.10.2017) de MM. Gérard Anzia et Henri Kox (déi gréng) concernant les procédures d'autorisation de produits chimiques:

Lors du Conseil «Environnement» du 13 octobre 2017, les ministres de l'Environnement des États membres ont discuté entre autres sur une procédure d'évaluation et d'autorisation des produits chimiques plus transparente, efficace et sûre.

Les procédures d'autorisation de produits chimiques, comme par exemple le glyphosate ou la discussion sur les critères relatifs aux perturbateurs endocriniens mettent en évidence l'importance d'avoir des procédures cohérentes, transparentes et compréhensibles pour le grand public. Or, récemment les «Monsanto Paper» ont révélé tout un système de prise d'influence du géant agrochimique américain Monsanto sur la littérature scientifique et sur les régulateurs et par la suite donc aussi sur des carences dans l'évaluation des risques du glyphosate dans l'UE. Ce scandale ainsi que de révélations additionnelles posent donc à nouveau la question de l'indépendance de l'évaluation scientifique des agences européennes. Ils révèlent aussi le fait que ces agences n'ont en fait ni les moyens ni le budget pour lancer des évaluations indépendantes et restent donc tributaires des études et données brutes fournies par l'industrie qui ne peuvent pas être publiées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quelle était la position de Madame la Ministre de l'Environnement lors de la réunion du conseil le 13 octobre 2017?

2) Est-ce que les agences européennes d'évaluation EFSA et ECHA ne devraient pas recevoir plus de moyens financiers et de ressources humaines pour permettre d'effectuer leurs propres évaluations de risques et ne plus devoir se fonder, comme pour l'évaluation du glyphosate, sur des études partiellement influencées par l'industrie?

**Réponse commune (15.11.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:**

En effet, lors du Conseil «Environnement» du 13 octobre 2017 les trois pays France, Italie et Luxembourg ont introduit au conseil un point d'information plaçant pour une évaluation des substances chimiques plus transparente, plus efficace et plus sûre. Ce point a été supporté par cinq autres États membres.

Le point mis à l'ordre du jour a thématiquement différencié les éléments qui devraient être mis en action afin de parvenir à un cadre qui permettrait de mieux gérer les effets globaux sur la santé humaine et sur l'environnement de certains produits chimiques, et par ailleurs répondre ainsi à l'attention croissante de la population par rapport aux effets potentiels des produits chimiques.

Les trois pays ont identifié deux vecteurs d'action qui peuvent être résumés comme suit:

1) adopter une stratégie globale et lisible sur les produits chimiques;

2) renforcer la confiance dans les mécanismes d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques.

Le cadre mis en place par le législateur européen rend responsables les industriels qui mettent des produits chimiques sur le marché.

Ainsi, ils doivent notamment financer et mettre à disposition l'ensemble des études nécessaires pour évaluer les risques liés à l'utilisation de leurs produits. C'est donc sur la base des études qu'ils fournissent, que les agences sanitaires, au niveau européen ou national, évaluent les risques liés à la mise sur le marché des produits.

Ce principe fondamental de la responsabilité du responsable de la mise sur le marché doit être maintenu.

Néanmoins, nous ne devons pas ignorer les critiques, émises par les citoyens européens qui reprochent un manque de transparence et d'indépendance par rapport au système en place. Des cas récents, comme par exemple la prolongation de l'autorisation du glyphosate ou la décision concernant les critères relatifs aux perturbateurs endocriniens, mettent en évidence l'importance d'avoir des procédures cohérentes, transparentes et compréhensibles pour le grand public en matière de mise sur le marché de produits chimiques.

Devant cette toile de fond la Ministre de l'Environnement a plaidé pour une revue du cadre légal permettant p. ex. aux agences EFSA (European Food and Safety Agency) et ECHA (European Chemicals Agency), de faire réaliser elles-mêmes des études complémentaires à celles fournies par l'industrie, sans remettre en cause le principe de responsabilité de l'industrie. Dans ce contexte, il faudrait également considérer d'une manière générale les moyens financiers mis à disposition des agences européennes chargées de l'évaluation des produits chimiques.

### Question 3367 (19.10.2017) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le nouveau système d'autosurveillance du diabète:

Les patients atteints de diabète peuvent depuis un certain temps profiter d'un nouveau système d'autosurveillance qui se compose d'un capteur rond qui est posé simplement sur l'arrière du bras par le patient lui-même. Chaque minute, le capteur mesure le taux de glucose dans le liquide interstitiel grâce à un petit filaire (5 mm de long et 0,4 mm de large) inséré juste sous la peau. Pour obtenir rapidement, et de manière indolore, la mesure de son taux de glucose, il suffit de passer le lecteur au-dessus de ce capteur.

Selon mes informations le remboursement se fait au Luxembourg pour les patients sous multi-injections d'insuline ou sous traitement par pompe à insuline. La Caisse nationale de santé (CNS) accorderait un remboursement maximal de 24 capteurs par an. En effet les capteurs sont sensés fonctionner pendant 14 jours, cependant, certains patients rencontrent des difficultés à maintenir opérationnel le capteur les 14 jours en question. Il s'agit notamment des enfants aux bras très fins, des décollements liés à la transpiration ou encore les personnes pratiquant régulièrement la natation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il confirmer les informations exposées ci-dessus?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que la CNS devrait rembourser davantage de capteurs, notamment pour les enfants concernés?



**Réponse** (20.11.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

La CNS prend en charge à part les glucomètres classiques les lecteurs du type système flash d'autosurveillance du glucose ainsi que les capteurs en question, à condition que le médecin prescripteur certifie sur l'ordonnance que le patient diabétique nécessite des injections quotidiennes multiples d'insuline.

La prise en charge par l'assurance maladie couvre un capteur par 14 jours ce qui correspond à la durée de vie normale renseignée par le fournisseur. Par ailleurs les modalités de prise en charge des glucomètres n'ont pas été modifiées.

Le niveau de prise en charge par l'assurance maladie luxembourgeoise des prestations pour les personnes insulino-dépendantes correspond donc aux indications et dispositions légales en la matière. Ainsi, il n'est actuellement pas prévu d'apporter des modifications au niveau de la prise en charge du nombre de capteurs.

Néanmoins, la CNS surveille et revoit de façon continue ses conditions de prise en charge par rapport au besoin de la médecine factuelle et adaptera le niveau de prise en charge si ce besoin évolue.

**Question 3368** (19.10.2017) de **MM. Claude Adam, Gérard Anzia et Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **minerais de conflit**:

Le Bureau d'information du Parlement européen au Luxembourg en collaboration avec l'ONG Fairtrade Lëtzebuerg a récemment mis en avant la thématique des minerais de conflit lors d'une conférence intitulée «La vérité derrière nos smartphones! En finir avec le commerce des minerais de sang au détriment des droits de l'homme.»

De nombreux produits de notre quotidien sont fabriqués à partir d'étain, de tantale, de tungstène ou d'or. Derrière ces minerais se cache une réalité peu connue: leur extraction et leur commerce sont liés à des conflits et à des atteintes aux droits humains.

Afin de briser le cercle vicieux entre le commerce des minerais et le financement des conflits, l'Union européenne est parvenue à un accord autour de deux grands principes, en mars 2017. L'UE demande des contrôles obligatoires de «diligence raisonnable» pour les importateurs d'étain, de tungstène, de tantale et d'or et de leurs minerais provenant de zones de conflit ou à risques. Les grandes entreprises européennes de plus de 500 employés qui achètent ces minerais seront également encouragées à communiquer leurs pratiques d'approvisionnement. L'obligation du devoir de diligence pour les importateurs ne sera effective qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Ce règlement est uniquement un premier pas dans l'assainissement de la chaîne d'approvisionnement des minerais des conflits, cependant ce compromis n'assure pas la cohérence des politiques de l'UE en faveur de la paix, du développement et de la défense des droits humains du fait que les entreprises «downstream» (c.-à-d. les fabricants de produits semi-finis ou finis) seront non concernées par le règlement européen.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que le Gouvernement compte encourager les entreprises «downstream» non concernées par le règlement européen d'appliquer le guide OCDE sur le devoir de diligence tout au long de la chaîne d'approvisionnement? Dans l'affirmative, comment est-ce que cela sera effectué?

2. Est-ce que des sanctions seront prévues par le législateur en cas de non-respect de l'obligation d'une diligence raisonnable?

3. Est-ce qu'il est prévu de sensibiliser les consommateurs et les entreprises sur la problématique?

4. Quelles conséquences le Gouvernement envisage-t-il pour ses achats publics en la matière?

5. Est-ce que les entreprises importatrices au Luxembourg seront soutenues pour se conformer dès que possible aux exigences de l'obligation d'une diligence raisonnable afin qu'une mise en vigueur du règlement européen pourrait se faire même avant 2021?

**Réponse commune** (15.11.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étran-*

*gères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Tout au long des négociations et au cours de sa Présidence du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'est engagé pour l'adoption d'un règlement à la fois efficace et équilibré qui soutienne l'éradication des violations des droits fondamentaux en lien avec l'extraction et le commerce des minerais et métaux de conflit, et qui, en même temps, ne crée pas une situation où les entreprises européennes respectueuses des droits fondamentaux seraient remplacées par d'autres acteurs moins scrupuleux.

L'objectif de ce règlement est également de promouvoir le développement durable et de garantir le respect des conventions internationales sans pousser les acteurs économiques européens à désertir des régions qui dépendent pratiquement entièrement de ces exportations.

Désormais, il appartient au Gouvernement luxembourgeois de mettre en œuvre ce règlement européen au niveau national. Les réflexions en cours au Ministère des Affaires étrangères portent notamment sur les questions soulevées par les honorables Députés concernant les sanctions applicables aux entreprises en cas de non-respect de l'obligation de diligence, la sensibilisation du public ainsi que la question des achats publics. Le processus de réflexion devra également aboutir à déterminer quelle sera l'autorité compétente à la lumière de ces questions.

En ce qui concerne la sensibilisation des entreprises, il convient de rappeler que le règlement européen fixe des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement d'étain, de tantale, de tungstène et de l'or et que cela s'applique à tous les importateurs de minerais et métaux de conflit, quel que soit le nombre d'employés que compte l'entreprise importatrice. Les obligations d'approvisionnement responsable sont applicables dès lors que les seuils de volumes annuels fixés à l'annexe I du règlement sont dépassés, ce qui correspond à plus de 95% du total des importations de chaque minerai et métal visés par le règlement.

En ce qui concerne les entreprises en aval de la chaîne d'approvisionnement de minerais de conflit et la sensibilisation plus générale des entreprises sur la problématique, il est à noter que la Commission européenne est en train de finaliser un manuel destiné à accompagner les opérateurs économiques dans la mise en œuvre du règlement au travers de lignes directrices non contraignantes. Ce manuel s'inspire largement du guide OCDE sur le devoir de diligence tout en apportant la clarté et la sécurité juridique nécessaire à la mise en œuvre du règlement européen. Ce manuel devrait être disponible très prochainement. De plus, les microentreprises et les PME qui ont leur siège dans l'Union européenne et qui importent des minerais et des métaux pourront bénéficier de l'assistance technique et de l'échange d'informations adéquat pour la mise en œuvre du règlement dans le cadre du programme COSME de la Commission européenne.

Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois est en train de préparer un Plan d'action national sur le sujet «Entreprises et droits de l'homme», sous la coordination du Ministère des Affaires étrangères et européennes. A plusieurs reprises, l'exercice d'élaboration d'un Plan national «Entreprises et droits de l'homme» a fait l'objet d'une discussion au Comité interministériel sur les droits de l'homme, et a donné lieu à de premiers contacts avec le secteur privé, notamment à travers l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) et l'organisation IMS (Inspiring More Sustainability). Il est prévu de présenter une première version d'un Plan d'action national «Entreprises et droits de l'homme» avant la fin de l'année en cours.

**Question 3369** (19.10.2017) de **MM. Marco Schank, Emile Eicher, Mme Martine Hansen et M. Aly Kaes** (CSV) concernant les **projets d'investissement sur la ligne ferroviaire du Nord**:

Les CFL viennent de présenter le plus grand plan d'investissement de leur histoire à hauteur de 3,8 milliards euros. À part la gare d'Ettelbruck qui va être transformée en un pôle d'échange multimodal et la modernisation de la gare de Troisvierges, des investissements au-delà d'Ettelbruck font, sauf erreur de notre part, à première vue défaut.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste de tous les projets d'investissement sur la

ligne ferroviaire de Luxembourg à Troisvierges, dite ligne du Nord?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer quelles parties de la ligne du Nord pourraient être réalisées à double voie et dans quels délais?

- Est-il prévu d'augmenter les capacités des P&R aux petites gares de la ligne ferroviaire du Nord tels que Michelau et Goebelsmuehle?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les projets suivants sont prévus d'être réalisés sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Troisvierges:

- Projet «Pôle d'échange multimodal Pfaffenthal - Kirchberg», comprenant notamment un système de funiculaires permettant d'accéder directement au plateau du Kirchberg. Avec la mise en service le 10 décembre 2017, les clients en provenance de la ligne du Nord profiteront d'un gain de temps de l'ordre de grandeur de 20 minutes par voyage.

- Projet «Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck» comprenant:

- la mise en conformité des points de vue interopérabilité et accès pour personnes à mobilité réduite;

- le renouvellement des superstructures ferroviaires;

- l'aménagement de deux voies à quai supplémentaires;

- la construction d'un parking P&R;

- la reconstruction du bâtiment voyageurs et de ses alentours directs.

- Amélioration de l'alimentation électrique en 2x25 kv 50 Hz de la ligne du Nord, notamment par:

- construction d'une nouvelle sous-station à Flébour/Michelau;

- pose d'un deuxième feeder négatif entre Mersch et Michelau;

- renouvellement des postes à autotransformateurs de Kautenbach et Troisvierges;

- amélioration du découpage électrique des gares de Cruchten, Ettelbruck, Goebelsmuehle, Kautenbach, Wilwerwiltz, Clervaux et Troisvierges.

- Construction de nouveaux ouvrages d'art en collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées en vue de la suppression des passages à niveau suivants:

- PN 13 à Dommeldange;

- PN 17 à Walferdange;

- PN 18 à Heisdorf;

- PN 20b à Lorentzweiler;

- PN 24 et 24a à Pettingen;

- PN 9 à Merholtz.

Augmentation de la capacité des P&R: Construction de parkings fermés dans les gares de Mersch et Troisvierges. Réaménagement du parking de la gare Wilwerwiltz. Des comptages récents sur l'occupation des parkings dans les gares et points d'arrêt ont démontré qu'il n'existe aucun besoin supplémentaire concernant l'augmentation de la capacité des P&R aux petites gares de la ligne du Nord, à l'exception des deux points d'arrêt suivants:

- Au point d'arrêt Michelau, une extension du parking est prévue d'être réalisée dans le cadre de la construction de la sous-station Flébour/Michelau. La capacité sera augmentée d'actuellement 21 emplacements à environ 65 emplacements dans le futur.

- En gare de Clervaux, la capacité du parking sera augmentée d'actuellement 145 emplacements à environ 175 emplacements dans le futur. Ce projet sera réalisé dans le cadre de la construction du nouveau lycée.

- Modernisation des installations de voie entre Kautenbach et Troisvierges.

- Modernisation et mise en conformité des installations fixes dans les gares de Dommeldange, Mersch et Wiltz et du point d'arrêt Walferdange.

- Reconstruction des deux ouvrages d'art ci-après:

- pont rivière au P.K. 0,500 de la ligne Ettelbruck - Diekirch;

- pont rivière au P.K. 59,340 entre Goebelsmuehle et Kautenbach.

- Modernisation des installations de contrôle commande et signalisation par un remplacement des anciennes installations tout-relais par des postes de signalisation informatisés avec une commande centralisée de la circulation.

Dans l'immédiat, il n'est pas prévu de mettre à double voie des tronçons de lignes situés au nord d'Ettelbruck.

Actuellement, les trains se croisent en gares de Kautenbach et de Clervaux. Une voie d'évitement en gare de Goebelsmuehle ainsi que l'existence d'une deuxième voie entre Ettelbruck et Burden, entre Wilwerwiltz et Drauffelt et à la sortie sud de la gare de Troisvierges constituent des réserves suffisantes pour faire croiser les trains à un autre endroit en cas de retard. Par ailleurs, une étude réalisée récemment par un bureau suisse dans le cadre d'une optimisation des horaires à long terme a démontré que des projets de mise à double voie n'amènent aucun avantage dans les situations d'exploitation normale. Par contre, cette étude a relevé encore les deux mesures suivantes:

- aménagement d'un deuxième quai en gare de Diekirch;

- optimisation des blocs de section entre Luxembourg et Ettelbruck afin de réduire l'espace des trains à cinq minutes.

**Question 3370** (19.10.2017) de **M. Marc Spautz et Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **Centre sportif Belval**:

Im April 2012 wurde ein Architekturwettbewerb für den Bau umfangreicher Sportanlagen in Belval ausgeschrieben. Vorgesehen war ein Sportzentrum, das aus vier Elementen bestehen sollte: ein Schwimmbad mit einem olympischen Becken sowie einem 25-Meter-Becken; ein Multisportbereich mit einer großen Sporthalle und einer Tribüne für 2.500 Zuschauer; ein pädagogischer Sportbereich für die Ausbildung von Lehrern in unterschiedlichen Disziplinen; ein großer Außenbereich mit Kunstrasenfußballplatz, einem Mountainbike-Park, Beachvolley- und Multisportfeldern sowie einem Fitnessparcours.

Im Dezember 2012 wurde das Gewinnerprojekt vorgestellt, ein erster Preis jedoch nicht verliehen, da keines der eingereichten Projekte das Lastenheft zu 100 Prozent umgesetzt hatte. Unseren Informationen zu Folge sind die Teilnehmer an der Vorgabe gescheitert, das Projekt in mehrere Phasen aufzuteilen. Das Gewinnerprojekt sollte nun vor diesem Hintergrund überarbeitet und angepasst werden.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister uns mitteilen, wie weit die Arbeiten an diesem Projekt vorangeschritten sind?

- Welche Priorität gibt die Regierung diesem Projekt?

- Teilt die Regierung die Auffassung, dass dieses Projekt von Bedeutung für die Lehrerausbildung in Luxemburg ist?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Beim Architekturwettbewerb zum vorgenannten Bauvorhaben, der 2012 für die Nutzung durch die in der Nähe befindlichen Gymnasien, die Universität Luxemburg und die regionalen Sportvereine organisiert wurde, konnte kein Gewinner ausgewählt werden, da die Jury einstimmig beschlossen hatte, auf die Vergabe eines ersten Preises zu verzichten, weil kein Projekt den gestellten Anforderungen entsprach. Der Wettbewerb wurde anschließend nicht weiterverfolgt und aus finanziellen Gründen zunächst eingestellt.

Das Projekt wurde schließlich 2015 auf Initiative des Sportministeriums, des Ministeriums für Hochschulwesen und Forschung und des Ministeriums für Bildung, Kinder und Jugend wiederaufgenommen und es wurde beschlossen, das Bauprogramm erheblich anzupassen, um die Grundfläche und das Bauvolumen und damit die Kosten zu verringern, um das Projekt in einer einzigen Bauphase realisieren zu können.

Nach der Überarbeitung der Unterlagen - bezüglich des Bauprogramms, der Nachhaltigkeits-, Energieeffizienz- und Umweltauforderungen, Fristen, Bauphasen und Kosten - für die öffentliche Auftragsvergabe im Verhandlungsverfahren an ein Gesamtplanerteam, wurde diese vor kurzem neu ausgeschrieben.

Der Bau des neuen Sportzentrums in Belval ist eine der Prioritäten der aktuellen Regierung,

um den Bedarf an schulischen und universitären Sportstätten zu decken und den Forderungen der Anwohner und Sportvereine im südlichen Landesteil nachzukommen. Die dazu notwendigen Haushaltsmittel sind in das mehrjährige Investitionsprogramm des Fonds Belval aufgenommen worden.

Die Regierung teilt die Auffassung, dass das Sportzentrum von Belval eine wichtige Rolle bei der Lehrerausbildung an der Universität Luxemburg spielen wird (Lehramtsgrundstudium). Das Bauprogramm des Sportzentrums wird ausgehend von drei Hauptbereichen entwickelt, die sich aus dem Schwimmzentrum, dem Mehrzwecksportzentrum und dem Pädagogischen Zentrum zusammensetzen. Das pädagogische Zentrum dient den Vorbereitungskursen, den praktischen Übungen und der pädagogischen Analyse des Sportunterrichts auf der Grundlage des Lehrplans an Grundschulen.

**Question 3371** (19.10.2017) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la mise en place d'un service de médecine scolaire dans les établissements:

Le service de médecine dans les établissements scolaires n'est assuré par un infirmier/une infirmière que pendant les jours où les élèves sont examinés dans le cadre de l'examen médical scolaire. Selon nos informations, le ministère serait, au vu de la nécessité constatée sur le terrain d'assurer un service de médecine scolaire permanent ou quasi permanent, en train de réfléchir à la possibilité de prévoir la présence de personnel infirmier au sein des établissements scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?
2. Dans l'affirmative, le Ministre peut-il nous informer sur l'état d'avancement de ce dossier et plus particulièrement quand une telle mesure verra le jour?
3. Dans la négative, pour quelles raisons le Ministre ne juge-t-il pas opportun de prévoir la présence d'un infirmier/d'une infirmière dans les écoles et lycées du pays?
4. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait au moins garantir une présence permanente d'une infirmière/d'un infirmier dans les établissements scolaires d'une certaine taille?

**Réponse** (21.11.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

De prime abord, je tiens à signaler à l'honorable Député que la médecine scolaire revêt du Ministère de la Santé conjointement avec les communes en ce qui concerne l'enseignement fondamental et avec mon département ministériel en ce qui est des autres écoles.

À ce stade, il n'y a pas de réflexions ni au Ministère de la Santé ni à mon Ministère qui viseraient la mise en place d'un service de médecine scolaire permanent dans les différentes écoles. En cas d'accident, les écoles sont tenues à recourir immédiatement aux services de secours compétents.

Pour ce qui est des prises en charge régulières, les deux ministères concernés ont initié en 2015 le Projet d'accueil individualisé (PAI) dans le but d'améliorer l'accompagnement et l'intégration des enfants à besoins de santé spécifiques dans les infrastructures d'enseignement ou d'accueil. Le PAI a pu être mis en place d'une manière progressive au Luxembourg, tant au niveau de l'enseignement fondamental qu'au niveau de l'enseignement secondaire.

Jusqu'à présent, dans le domaine de l'identification des élèves à besoins spécifiques de santé nécessitant un accueil individualisé ou des mesures d'accompagnement particulières, les travaux de recensement ont avancé d'une manière encourageante. Ainsi, au mois de septembre 2017, la situation relative aux enfants et adolescents à besoins spécifiques de santé s'est présentée comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ce chiffre recensé représente environ 6% de la population scolarisée.

L'accompagnement de l'implémentation des PAI a permis de constater les changements majeurs suivants:

- l'intensification des collaborations entre les infrastructures d'enseignement et d'accueil et les services médico-scolaires, les parents, les médecins traitants et des associations de patients, telles que ALAN maladies rares ou l'Association des parents d'enfants épileptiques;
- la multiplication des formations auprès des enseignants concernant les maladies chroniques les plus fréquentes de l'enfant;
- l'amélioration des dispositifs relatifs aux enfants souffrant d'une épilepsie;
- l'amélioration du suivi des enfants à besoins de santé exceptionnels et du coaching des professionnels assurant l'enseignement et la prise en charge éducative de ces enfants.

Je souhaite profiter de l'occasion pour remercier tous les intervenants pour leur confiance et leur engagement au service des enfants à besoins spécifiques de santé.

**Question 3372** (19.10.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant les projets d'investissement sur la ligne ferroviaire du Nord:

Dans un communiqué de presse publié lundi dernier, les CFL ont annoncé de réaliser dans les années à venir des investissements importants pour moderniser le réseau ferroviaire national.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter les investissements programmés en faveur de la ligne du Nord, notamment entre Ettelbruck et Hautbellain?
- Les capacités des parkings ferroviaires seront-elles adaptées à la hausse? Dans l'affirmative, quelles sont les gares concernées?
- Quels sont précisément les travaux d'infrastructure prévus aux environs de la station ferroviaire de Michelau?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les projets suivants sont prévus d'être réalisés sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Troisvierges:

- Projet «Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck» avec la mise en conformité des volets interopérabilité et accès pour personnes à mobilité réduite, renouvellement des superstructures ferroviaires, renouvellement de différents tronçons, construction d'un P&R et la reconstruction du bâtiment voyageurs et de ses alentours directs.
- Renouvellement de câbles de télécommunication et pose de câbles à fibres optiques ainsi que l'amélioration de l'alimentation électrique en 2x25 Kv 50 Hz de la ligne du Nord.
- Modernisation des appareils de voie notamment dans les gares de Goebelsmuehle, Kautenbach, Clervaux et Troisvierges et amélioration du découpage électrique de ces gares ainsi que pour les gares de Cruchten, Ettelbruck et Wilwerwiltz.
- Construction de nouveaux ouvrages d'art en collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées en vue de la suppression des passages à niveau suivants:
  - Dommeldange;
  - Walferdange;
  - Heisdorf;
  - Lorentzweiler;
  - Pettingen;
  - Merkholtz.

- L'augmentation de la capacité des P&R est planifiée: pour les gares de Mersch et Troisvierges, il est prévu de construire des parkings fermés et de réaménager les parkings des gares de Wilwerwiltz, Clervaux et Michelau.

- La remise en état des pont-rivière situés au point-kilomètre 59,340 entre Goebelsmuehle et Kautenbach et au point-kilomètre 0,500 de la ligne Ettelbruck - Diekirch est prévue.

- La gare de Diekirch sera aménagée d'un deuxième quai et les installations de contrôle commande et signalisation par un remplacement des anciennes installations tout-relais seront modernisées par des postes de signalisation informatisés avec une commande centralisée de la circulation.

- Dans les environs de l'arrêt de Michelau, il est prévu de construire une nouvelle sous-station de Flébour intégrant un nouveau poste de distribution de l'énergie électrique qui permet d'apporter une amélioration de l'alimentation électrique de la ligne du Nord.

**Question 3373** (19.10.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la mise à disposition des livres scolaires par l'État:

En septembre 2016, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait annoncé que, dès la rentrée scolaire 2018-2019, l'État mettra à disposition gratuitement les livres scolaires aux élèves du secondaire. Cette initiative a été confirmée par Monsieur le Ministre lors de sa présentation du projet de budget de l'État 2018, ainsi que dans sa réponse à la question parlementaire n°3178, d'après laquelle le ministère est en train d'élaborer les modalités de la mise à disposition des livres.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- 1) Est-ce que les livres que l'État mettra à disposition resteront la propriété de l'État respectivement des lycées, ou est-ce que ces livres seront donnés aux élèves de manière définitive?
- 2) Dans l'affirmative, est-ce que les bibliothèques des lycées joueront un rôle dans la mise à disposition des livres? Dans l'affirmative, quel sera ce rôle?
- 3) Y a-t-il déjà plus de détails, en ce qui concerne la collaboration entre l'État et les librairies?
- 4) Le ministère a-t-il déjà considéré de réutiliser les livres, qui à la fin d'une année scolaire sont toujours dans un bon état et de les réutiliser comme livres d'occasion à la rentrée suivante?

**Réponse** (14.11.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) À partir de la rentrée 2018-2019, tous les manuels obligatoires seront gratuits pour les élèves de l'enseignement secondaire général, de l'enseignement secondaire classique et de la formation professionnelle. L'élève pourra garder ses manuels après avoir fréquenté la classe en question.

ad 2) Vu que le système prévu ne repose pas sur le prêt, les bibliothèques ne seront pas directement impliquées dans la mise en œuvre du projet.

ad 3) La gratuité sera assurée par le biais de l'application eSchoolBooks.lu: l'élève sélectionnera ses livres en ligne et remettra le bon de commande ainsi généré à la librairie de son choix, où il recevra les manuels en main propre. Sur le bon de commande figureront un ou plusieurs codes-barres regroupant les titres auxquels l'élève a droit. Le bon d'achat pour du matériel de papeterie sera également généré par le biais de cette application. La facture sera remise par le libraire directement au ministère.

ad 4) Dans une approche de développement durable, les élèves seront en effet incités à utiliser des manuels d'occasion. L'élève qui aura recours à un ou plusieurs manuels d'occasion, récupérés d'un proche ou acquis au traditionnel Bichermaart, profitera d'un bon d'achat pour du matériel de papeterie à hauteur de 50% de la valeur neuve des manuels non retirés en librairie.

**Question 3374** (19.10.2017) de **M. Michel Wolter** (CSV) concernant les cours de premiers secours organisés par l'Administration des services de secours:

Les cours de premiers secours organisés par l'Administration des services de secours à travers tout le pays sont généralement bien fréquentés par la population et représentent souvent une source importante pour le recrutement de nouveaux volontaires pour les services de secours. Selon mes informations, le cours de base qui devait commencer le 17 octobre à Pétange a été annulé faute d'un nombre suffisant de personnes inscrites. En effet, trois personnes seulement se seraient présentées pour y assister. Or, au cours des dernières années, le cours de base à Pétange a toujours connu un franc succès et a été fréquenté par plus de 60 personnes en moyenne.

Cette baisse spectaculaire de participants pourrait s'expliquer par l'absence cette fois-ci de la

diffusion du flyer «toutes-boîtes» renseignant les citoyens sur l'organisation d'un cours de premiers secours dans leur commune. Il me revient que cette absence de flyer résulterait d'une décision de l'Administration des services de secours qui aurait décidé que «Dans le cadre de la simplification administrative et de la protection de l'environnement, les flyers ne seront plus imprimés sur papier, mais sont uniquement disponibles via courrier électronique.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?
- Dans l'affirmative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il informer les citoyens sur la tenue de cours de premiers secours dans les communes et plus particulièrement ceux qui ne disposent pas d'adresse email ou d'un accès Internet?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la décision susmentionnée puisse s'avérer contre-productive, notamment en ce qui concerne le recrutement de nouveaux bénévoles pour le service de secours?
- En quoi consiste la simplification administrative de ne plus imprimer des flyers?

- Monsieur le Ministre entend-il revenir sur cette décision de recourir au courrier électronique pour la diffusion d'informations sur les cours de premiers secours?

Par ailleurs, il me revient que le Centre d'intervention Bascharage, qui organise depuis plusieurs années des cours de premiers secours pour leurs citoyens, a également introduit une demande de cours auprès de l'Administration des services de secours pour la session 2017-2018. Or, jusqu'à ce jour, aucune réponse n'est parvenue aux responsables du Centre d'intervention Bascharage concernant la tenue de ces cours de premiers secours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre considère-t-il cette façon de procéder comme correcte?
- Quelles sont les raisons de cette absence de réponse de la part de l'Administration des services de secours?

- L'Administration des services de secours envisage-t-elle d'organiser en collaboration avec les responsables du Centre d'intervention Bascharage un cours de premiers secours pour la population et, le cas échéant, quand ce cours pourrait-il débuter?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Comme le fait remarquer à juste titre l'honorable Député, les cours de premiers secours organisés par l'Administration des services de secours (ASS) en collaboration avec les différents centres de secours et communes à travers tout le pays sont généralement bien fréquentés. Lors de la session 2015-2016, 640 cours ont été dispensés avec un nombre total de 10.368 participants. Pendant la session 2016-2017, 9.752 participants ont fréquenté les 670 cours dispensés. La session 2017-2018 étant actuellement encore en cours, cette tendance à la stabilité se confirme.

Soulignons que les cours de premiers secours sont assurés par une quarantaine d'instructeurs, dont majoritairement des volontaires. Le nombre total des heures prestées par ces instructeurs s'élève à environ 10.000 heures de formation, ce qui équivaut à une moyenne individuelle de 260 heures d'instruction par agent.

Il est indéniable que la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours et le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population ne sont plus adaptés aux besoins actuels de recrutement et ne permettent plus de répondre à la demande. Aussi et pour remédier à cette lacune, le projet de loi 6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) entend créer de nouvelles opportunités en matière de formation.

En ce qui concerne l'information du public au sujet des cours à organiser, il est à noter qu'un nombre croissant de communes renoncent à l'impression et à la diffusion de flyers au bénéfice de nouveaux moyens de communication. Faisant suite à la mauvaise expérience faite à Pétange citée par l'honorable Député, je tiens à préciser que j'ai donné ordre à mes services de laisser au libre choix des communes de décider sur le moyen d'information approprié. Soit les communes renoncent au moyen d'information par flyer et pourront profiter de la mise à disposition d'une simple mise en page sous format PDF, soit elles recourent à ce moyen ayant fait

ses preuves et, dans ce dernier cas, les flyers seront imprimés et mis à disposition par l'ASS (ensemble avec la mise en page sous format PDF).

Sur l'ensemble des cours de la session 2017-2018, il semblerait que seul le cours à Pétange ait dû être annulé faute de participants. Un nouveau cours de premiers secours a cependant, d'ores et déjà, été reprogrammé pour janvier 2018 en accord avec l'instructeur en charge et les autorités communales. Des flyers seront imprimés et mis à disposition de la commune à l'instar des années précédentes.

Finalement, je peux vous assurer que l'ASS prendra les mesures nécessaires afin d'organiser à court terme un cours de premiers secours en collaboration avec le Centre d'intervention de Bascharage.

**Question 3375** (20.10.2017) de **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng) concernant la réforme du régime des options d'achat d'actions:

Lors de sa présentation du projet de budget de l'État 2018, Monsieur le Ministre avait annoncé que «le régime des stock-options sera réformé et rendu plus cohérent avec l'application du demi-taux sur les plus-values (21%) pour les warrants». Une telle réforme n'est cependant pas encore prévue dans le projet de loi 7200 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quels sont les principaux changements que Monsieur le Ministre souhaite apporter au régime d'imposition actuel?
2. Pourquoi est-ce que la réforme n'est pas encore prévue dans le projet de loi 7200?
3. Y a-t-il des analyses ou études à compléter avant qu'un projet de loi puisse être déposé? Dans l'affirmative, quelles sont ces analyses et quelle plus-value apporteront-elles à la réforme?
4. Dans quels délais Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer le projet de loi spécifique?

**Réponse** (20.11.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le régime actuel des «stock-options» a été mis en place sous l'égide du précédent Ministre des Finances, sans étude d'impact préalable, ni mécanisme de suivi de ses résultats. Il est actuellement régi par une circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012. Force est de constater qu'en vertu de celle-ci l'imposition des «stock-options» se fait à un taux effectif très réduit, qui se situe autour de 12%.

Ce taux effectif n'est ni équitable, ni cohérent en égard aux règles et taux appliqués par ailleurs au Luxembourg.

Tel que la Chambre des Députés l'a rappelé dans sa motion du 16 novembre 2017 à ce sujet, les «stock-options» constituent toutefois un outil indispensable pour l'attractivité du Luxembourg en tant que hub européen, notamment dans le domaine des start-ups. Par ailleurs, une abrogation pure et simple du mécanisme existant, voire une refonte complète sans étude d'impact exhaustive et consultation préalable des parties intéressées, serait contraire à la prévisibilité et la sécurité juridique.

Ainsi, conformément à l'annonce faite à l'occasion de la présentation du projet de budget de l'État pour 2018, le taux d'imposition applicable aux «stock-options» sera désormais aligné sur celui appliqué aux autres plus-values prévues par la L.I.R., à savoir le demi-taux global, qui se situe autour de 21%. Tel que la Chambre des Députés l'a également reconnu dans sa motion précitée, une telle solution est cohérente par rapport au système fiscal luxembourgeois dans son ensemble et correspond par ailleurs à un relèvement significatif du taux actuellement applicable.

Afin d'éviter les longueurs inhérentes à la procédure législative et permettre l'implémentation de cette réforme dès l'année d'imposition 2018, le recours à une circulaire s'impose. Ainsi, la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 sera adaptée notamment au niveau des options librement négociables («marktgängige, handelbare Optionen»).

Tel que rappelé dans la réponse à la question parlementaire n°2718 du 31 janvier 2017, depuis l'introduction du régime des «stock-options» en 2002, l'Administration des contributions directes (ACD) n'a jamais disposé de statistiques à ce sujet. C'est pour cette raison que

la circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015 prévoit la collecte d'une série de données concernant les «stock-options», ceci dans le double but de mieux connaître les employeurs allouant de telles options sur actions et de pouvoir en évaluer le déchet fiscal éventuel.

Après avoir collecté, dans une première étape, les données concernant l'année fiscale 2016 et après une analyse subséquente de ces données, dans une deuxième étape, par l'ACD, il s'est révélé qu'un échantillon de données basé sur une seule année fiscale est insuffisant pour pouvoir évaluer de manière fiable les forces et les faiblesses du présent régime des «stock-options». Il est donc nécessaire de faire également une analyse des données de l'année fiscale 2017 avant de pouvoir considérer d'éventuels changements additionnels à la réforme exposée ci-dessus.

**Question 3376** (20.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la mise à disposition des livres scolaires par l'État:

Fir 2018-2019 ass de Ministère amgaangen eng Analys ze maachen, fir d'Afëierung vun de gratis Schoulbicher an de Lycéeën. Dobäi ass eng Virgab, dat d'Bicher och weiderhi sollen iwwert d'Librairë bezu ginn, fir den Einzelhandel net ze schwächen. D'Modalitéite sinn amgaangen ausgeschafft ze ginn.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un den Här Educationminister:

1. Wéi wäit goufen d'Analys an d'Modalitéiten zur Afëierung vun der Gratuitéit vun de Schoulbicher bis elo ausgeschafft? Ginn et konkret Resultater? Wa jo, wéi gëssinn déi aus?
2. Besteet fir déi Analys an d'Ausschaffe vun deene Modalitéiten eng Zesummenaarbecht oder op d'mannst en Austausch tëscht dem Educationministère an alle Librairë respektiv hiren Associatiounen?
3. Gouf et an dësem Kontext - wat d'Analys an d'Modalitéite betrëfft - vu Saiten vun de Librairë Bedenken, kritesch Reaktiounen oder Avisen? Erlaabt dee geplangte System et alle Librairen - also och deene méi kleng Geschäfte - eng fair a gerecht Participatioun um System?
4. Gëtt de Librairë verséichert, dass si dës Gratuitéit bei hirem Émsaz net abëissen? Wa jo, wéi?
5. Wier et alternativ net méiglech a vläicht och méi einfach, d'Allokatioun fir d'Schoulreintree ze erhéijen?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Den 20. Oktober 2017 goufen op enger Pressekonferenz d'Detailer vun der Afëierung vu gratis Schoulbicher am Secondaire vun der Rentrée 2018-2019 u virgestallt.

Zu de Froe vum Här Kartheiser kann ech folgend zousätzlech Informatiounen ginn:

ad 1) D'Modalitéiten zur Afëierung vun der Gratuitéit vun de Schoulbicher dierfte méttlerweil bekannt sinn. All Schüler aus den öffentliche Lycéeën (ESC an ESG), den europäesche Klassen aus der internationaler Schoul vun Déifferdeng an Esch, der International School Michel Lucius souwéi aus deene Privatschoulen, déi d'Schoulprogramme vum Ministère ubidden, kréie vun der nächster Rentrée un déi obligatoresch Schoulbicher gratis an enger vun den zwielef Librairien hei am Land, déi Schoulbicher verkafen. Datselwecht gëllt och fir d'Schüler vun der Formation professionnelle. D'Eltere brauche keng Sue virzestrecken.

Et si weiderhin déi national Programmkommissionen, d'Formationskommissionen respektiv d'Groupes curriculaires vun der Berufsausbildung, déi déi obligatoresch Schoulbicher proposéieren, déi vum Ministère validéiert ginn.

Fir seng gratis Schoulbicher ze bestellen, loggt de Schüler sech mam IAM Code op [www.eschoolbooks.lu](http://www.eschoolbooks.lu) an a wäit aus der Lëscht déi Bicher eraus, déi hien nei bestelle wëllt. D'Applikatioun generéiert e Bestellschäi mat Barcoden, mat deem de Schüler seng Bicher a sengem Bicherbuttek ofhuele kann. D'Applikatioun ass esou programmiert, dass e Schüler nëmmen déi Bicher bestelle kann, déi fir seng Klass obligatoresch sinn, an dat och nëmmen eemol, fir all Abus ze verhënneren.

Wann e Schüler op gebrauchte Bicher zréckgräift an déi deemno net op eSchoolBooks bestellt, generéiert d'Applikatioun automatesch een Akafsbonne fir Schoulmaterial an Héicht vu 50% vum Wäert vun de Schoulbicher, déi de Schüler net bestallt huet. De Bestellsystem gëtt spéitstens de 15. Dezember vum Schouljoer zougemaach.

D'Librairë schécken dem Ministère d'Rechnung vun allen ausgeléiwte Bicher a vum Schoul-

material, wat mat den Akafsbonne kaaft gouf, a gi rembourséiert.

Fir d'Schouljoer 2018-2019 ass dofir eng Enveloppe budgétaire vu 14,5 Milliounen Euro virgesinn.

ad 2) Beim Ausschaffe vun de Modalitéiten zur Afëierung vun der Gratuitéit vun de Schoulbicher gouf et eng enk Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère an der Fédération luxembourgeoise des libraires, an där sech zéng vun zwielef Bicherbutteker hei aus dem Land, déi Schoulbicher verkafen, zesummegeschlossen hunn.

ad 3) D'Zesummenaarbecht mat der Fédération des libraires war ganz konstruktiv an et gouf drop geuecht, dass mat deem neie System kee Bicherbuttek benodelegt géif ginn. De Schüler ka weiderhi seng Schoulbicher bei jidderengem vun deenen zwielef Bicherbutteker ofhuelen an hie muss se och net all vun deemselwechte Libraire bezéien.

ad 4) Doduerch, dass d'Schoulbicher weiderhin iwwert d'Librairien diffuséiert ginn, entsti fir si keng Émsazaboussen.

ad 5) Duerch d'Gratuitéit spueren d'Familie bis zu 600 Euro pro Kand a Schouljoer. Duerch eng einfach Erhéijung vun den Allokatiounen hätt de Ministère net kënne garantéieren, dass déi zousätzlech Mëttel och fir d'Schoulbicher respektiv Schoulmaterial agesat gi wieren, an et hätt een domat dat eigentlecht Zil net onbedéngt erreicht. Et ass awer esou, dass d'Familien och weiderhi vun der Zukunftkeess eng Zoulag fir d'Rentrée kréien, nieft der Gratuitéit vun de Schoulbicher, vun 115 Euro pro Kand tëscht sechs an eeuf Joer a vun 235 Euro fir all Kand ab zwielef Joer. Donieft gesäit de „règlement grand-ducal du 29 août 2017 fixant les modalités d'octroi de la subvention pour ménage à faible revenu et de la subvention du maintien scolaire“ weiderhin eng Subvention fir Famille mat niddregem Akommes vir, fréier oft als „Bicherprime“ bezeechent, déi och da beim Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) kann ugefrot ginn.

**Question 3377** (20.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les aides à la vision:

Bei ville blanne Leit a bei Leit, déi ganz schlecht gesinn, ass eng Lieshëllef a Betrib, déi Texter kann an engem besonnesch grouse Mooss optesch vergrësseren an - wat besonnesch wichtig ass - och virlesen. Leider schéngt et esou ze sinn, dass déi Systemer, déi hei am Land am meeschte gebraucht ginn, zwar ganz vill Sproocher kennen erkennen a virlesen, awer kee Lëtzebuergesch. Well awer eng Rei vu Publikatiounen an eiser Sprooch verfaasst sinn, wier et wichteg, deene betraffene Leit och Texter op Lëtzebuergesch méi licht zougänglech ze maachen.

Dowéinst wëilt ech der Madamm Gesondheitsminister an dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meinung, dass déi Lieshëllef, déi zu Lëtzebuerg vu staatlecher Sait finanziert oder kofinanziert ginn, inklusiv iwwert de Wee vun de Krankekeesen oder sozialen Organisatiounen, sollten Texter op Lëtzebuergesch kennen erkennen a virlesen?
2. Wéi eng konkret Schrëtt wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir dass de schréffleche Gebrauch vun eiser Nationalsprooch och fir déi Leit, déi schlecht gesinn, méi einfach gëtt? Ass si bereet mat deene betraffene Firmen heiriwwer ze verhandelen a méiglechst kuerzfristeg Léisungen aktiv ze ënnerstëtzen?

**Réponse commune** (21.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Déi vum Här Deputéierte beschriwwen Lieshëllef, fir all Maschinnen, déi et méiglech maachen, fir all Zorte vun Dokumenter ze scannen an ze liesen. Eng optesch Erkennung vun den Zeechen an eng vokal Synthesen sinn integréiert an dës Apparater.

Dës Lieshëllef gëtt et zu Lëtzebuerg an d'Käschten dovunner gi vun der Fleegeversécherung iwwerholl, ob Basis vun enger Verschreiwung vun engem Dokter an nodeem d'Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) vun der Fleegeversécherung d'Persoun, déi schlecht gesäit, évaluéiert huet, ëmmer am Kader vun de Bestëmmunge vum Sozialgesetzbuch.

Am Prinzip sinn dës Apparater capabel, fir méi Sproocher ze erkennen an ze liesen no engem automateschen Erkennungssystem. Et ass allerdings méiglech, dass d'Lëtzebuerg Sprooch net erkannt gëtt.

D'Gesondheitskeess iwwerhëlt d'Käschte vun dësen Apparaten, wann d'CEO d'Bedierfnisse vun der ofhängeger Persoun definiert huet a wann en Dispositiv besteet, deen et erméiglecht, dass d'Onofhängegkeet vun der Persoun erhalen oder vergrëssert gëtt.

Déi meescht Leit, déi schlecht gesinn, gebrauchten een elektronesch Vergrësserungsapparat oder eng Lupp. Dës optesch Apparater erkennen elo schonn déi lëtzebuergesch Caractären a vergrësseren se och.

Am Kader vun der Assurance dépendance, mécht de Service d'orthoptie vun der Gesondheitsdirektioun d'Expertise bei den Demandé vun den techneschen Hëllefsmëttel bei Leit, déi schlecht gesinn. Wat déi Liesgeräter betrëfft, sinn an deene leschte fënnf Joer 31 Apparater vum Service d'orthoptie virgeschloen ginn. Bei 24 Apparater ass eng däitsch a franséisch Sproochausgab gefrot ginn, bei véier eng reng franséisch.

D'Integratioun vun enger neier Sprooch an engem Apparat fänkt u mat der Reconnaissance vum Schreiftbild. Eng Kamera hëlt eng Foto an dës Foto gëtt vun enger Software traitéiert, déi di verschidde Caractären erkennt. Soubal d'Foto als digitalen Text iwwersat gouf, kann d'Stëmm den Text virlesen. D'Software, fir déi lëtzebuergesch Buschtawen ze erkennen gëtt et. Déi Firmen, déi dës Liesapparater produzéieren, kafen hir Sproochausgab bei enger Sproochebank déi 56 Sproocher ubitt. Do ass d'Lëtzebuergesch als Sprooch leider net vertraued an de Fabrikant kann deemno keng lëtzebuergesch Sproochausgab installéieren.

Et ass schwéier ze chiffriéieren wéi vill et kaschte géif, fir eng lëtzebuergesch Optioun bei de Virliesgeräter ze entwéckelen. Fir d'éischt muss ee mol déi lëtzebuergesch Sprooch an enger Sproochebank zur Verfügung kréien.

Et ass weder dem Departement vun der Santé nach deem vun der Sécurité sociale seng Kompetenz, fir um Développement oder der Kommerzialiséierung vun engem Logiciel matzeshaffen, deen d'Erkennen a Liese vun der Lëtzebuerg Sprooch erméiglecht.

**Question 3378** (20.10.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant Daech:

Après avoir perdu Falloujah, Mossoul, Palmyre et dernièrement Raqqa, Daech reviendra à ses fondamentaux selon beaucoup d'experts, i. e. en retournant à la guérilla, les assassinats dans les provinces pacifiées et des attaques ciblées. Ils profiteront également de l'instabilité de toute la région pour continuer à propager leurs idées. Selon d'autres, les idées ultraradicales de Daech trouveront également de l'écho, notamment en Asie.

Côté Occident, il est à craindre que les combattants étrangers retournent notamment en Europe, accompagnés de leurs enfants radicalisés en zone de guerre. En France par exemple, l'armée française s'attend à voir revenir sur le territoire des combattants français du califat et étudie avec beaucoup de précision leurs modes d'action.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- 1) Le plan Vigilnat a-t-il récemment été retravaillé pour tenir compte d'un risque d'attentat accru?
- 2) Les forces de l'ordre sont-elles préparées à d'éventuels retours de djihadistes en Europe et, plus particulièrement, au Luxembourg?

**Réponse** (21.11.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) Le Plan gouvernemental de vigilance nationale face aux menaces d'actions terroristes («Plan Vigilnat») a pour objet de définir le dispositif national de vigilance, de prévention et de protection face aux menaces d'un acte terroriste ou en réaction à une attaque terroriste sur le sol luxembourgeois. Il précise le rôle et les mesures à mettre en œuvre par les différents organes, administrations et services qui sont confrontés à une menace ou à une attaque terroriste.

Le «Plan Vigilnat» a été approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 27 mars 2015. Sur base des enseignements qui ont pu être tirés de deux exercices dont le plus récent, simulant une attaque terroriste, eut lieu en date du 23 janvier 2017, une version adaptée a été rendue exécutoire par décision du Gouver-

vernement du 21 juin 2017. Cette révision a permis de préciser d'une part le rôle et les responsabilités des différents services et d'autre part les actions à mettre en œuvre au niveau stratégique, au niveau tactique et au niveau opérationnel.

Rappelons dans ce contexte que le «Plan Vigilant» est activé depuis son entrée en vigueur au niveau d'alerte «2» sur une échelle de 4, ce qui signifie, en tenant compte de l'environnement tant national qu'international, que la menace terroriste est réelle, mais abstraite étant donné que les autorités de sécurité ne disposent d'aucun élément laissant conclure à une menace concrète pesant sur une cible située au Luxembourg.

ad 2) Pour ce qui est des forces de l'ordre, la Police grand-ducale dispose d'une entité spécialisée, à savoir la cellule antiterroriste (CAT), qui lutte notamment contre le fléau du terrorisme. Les sympathisants du soi-disant «État Islamique» ainsi que les combattants étrangers ayant quitté le territoire luxembourgeois pour une zone de combat et dont la CAT a connaissance, sont surveillés et le cas échéant poursuivis conformément à la législation en vigueur.

En outre, des formations de policiers de première ligne ont été dispensées afin de détecter des retours éventuels de combattants étrangers.

Il importe par ailleurs de mettre en évidence la coopération renforcée depuis un certain temps déjà des acteurs compétents en la matière, et ce tant au niveau national qu'international, dans le cadre d'enceintes bi- et multilatérales.

**Question 3379** (23.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **violence policière démesurée**:

An der Lescht ass duerch d'Aktualitéit nees d'Fro opkomm, wéini Lëtzebuerg géint den Asaz vun disproportionéierter Policegewalt am Ausland protestéiert a wéini net?

Dëst ass eng Fro vun der Glafwierdegkeet vun der Lëtzebuurger Baussepolitik. Et ass jo wuel vun engem mënschleche Standpunkt aus kaum nozevollzéien, datt bei engem polizeilechen Asaz bei deem et Verletzter gëtt, ouni datt dat néideg gewiescht wier, an engem Fall protestéiert gëtt an anere Fäll net.

Dowéinst wollt ech dem Här Bausseminister dës Fro stellen:

1) No wéi enge Kritäre jugéiert den Här Minister, ob hie géint en offensichtlech disproportionéierter Asaz vu polizeilecher Gewalt am Ausland protestéiert oder net?

2) Denkt den Här Minister, datt d'Kritik un disproportionéierter Policegewalt eng Amëschung - scho per se - an déi bannenzeg Affäre vun engem anere Stat duerstellt?

3) Spillt et eng Roll, ob deem disproportionéierter polizeilechen Asaz an enger supposéierter Konformitéit zu de konstitutionellen an anere legale Regele vun deem Land geschitt, oder net?

4) Spillt et eng Roll, ob dat betreffend Land Member an der EU an/oder an der NATO ass oder net?

5) Awéiwäit kann d'Feststellung, an den Ae vun Här Minister, vun enger demokratescher Gronduerdnung vun deem betreffende Stat a senger prinzipieller rechtsstaatlecher Ausriichtung, d'Beurteilung vun engem disproportionéierter oder onnéidege polizeilechen Asaz am Eenzelfall relativéieren?

6) Ass et net ëmmer eng moralesch Verflüchtung géint en disproportionéierter Policeasaz am Ausland ze protestéieren wann doduerch mënschlecht Leed entsteet?

7) Ass et net eng bausepolitisch Vernonftsregel, fir virum dem Asaz vun disproportionéierter Gewalt ze warnen, besonnesch wann doduerch kann eng Situatioun deterioréieren an zu internationale Komplikatoune féieren?

**Réponse** (21.11.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1) D'Proportionalitéit vun Gewaltniveau spillt natierlech eng Roll, grad ewéi d'Prinzipien, datt de Stat de Monopol vun der Gewalt an engem Rechtsstat huet a seng éischt Aufgab ass, seng Bierger ze protegéieren.

ad 2) Neen, Kritik - och an deem Fall - ass net automatesch eng Amëschung an déi intern Affäre vun engem anere Land.

ad 3) Wann e polizeilechen Asaz net a Konformitéit mat de konstitutionellen an anere Regelen ass, dann ass en illegal.

ad 4) Neen.

ad 5) An esou wäit wéi een dovun kann ausgoen, dass an engem demokratesche Rechtsstat disproportionéiert oder onnéideg polizeilech Asaz duerch Verfassung a Gesetz verhënnert solle ginn.

ad 6) Wann den disproportionéierter Charakter vun Asaz objektiv festgestallt ass, dann ass och d'Kritik doru gerechtfertigt.

ad 7) Natierlech ass virum Asaz vun disproportionéierter Gewalt ze warnen.

**Question 3380** (23.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **infractions de voitures officielles de l'Etat enregistrées par les radars**:

De Stat huet eng grouss Zuel u verschiddene Gefierer an et si vill Leit habilitéiert, fir op deene Gefierer ze fueren oder si mat engem Chauffeur ze benotzen. Joer fir Joer ginn honnerttausende vu Kilometer mat esou Ween gefuer. Zënter datt automatesch Radaren agefouert goufen, fix oder mobill, si wahrscheinlech och schonn esou Ween geblëtzt ginn.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Fro stellen:

1) Wann e staatlech Gefier geblëtzt gëtt, gëtt et eng Prozedur fir feststellen, ob dee Won am Kader vun engem déngschtlechen Optrag ënnerwee war oder net?

2) Wann de Chauffeur vun dem Déngschtwon, dee geblëtzt gouf, identifizéiert gëtt, an de Won am Déngscht ënnerwee war, wie bezitt dann d'Strof?

3) Wann e Virgesetzte vun dem Chauffeur am Auto setzt, deem eventuell presséiert ass an dat dem Chauffeur matgedeelt huet, oder wann et déngschtlech Grënn gëtt, fir eventuell méi séier ze fueren, wéi ass d'Rechtssituatioun an esou Situatiounen?

4) Wéi ass d'Rechtssituatioun, wann en Auto mat enger bloer Luucht ënnerwee ass?

5) Riskéiert e Chauffeur eventuell eng disziplinaresch Affär, och wann hien d'Amende bezuelt huet? Wéi ass do d'Rechtssituatioun a wéi sinn d'Prozeduren?

6) Gouf et schonn esou Problemer wéi déi, déi an dëser Fro ënner 2 bis 5 beschriwwen goufen, a wéi eng Ministère, Administratiounen oder staatlech Servicer sinn heivu betraff? Besteet eventuell en erhéicht Risiko fir Chauffeuren aus Administratiounen, déi fir d'Sécherheet vun Land a senger Bierger zoustänneg sinn doduerch, datt se dacks an och dacks méi séier musse mam Déngschtauto ënnerwee sinn?

**Réponse** (22.11.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) Wat d'Police betrëfft ass et esou, dass wann d'Zentralitéit vun der Verkéierspolice feststellt, dass dat geblëtzte Gefier e Gefier vun der Police ass, da gëtt eng Recherche am Journal des incidents (JDI) vun der Police gemaach, fir feststellen, ob et e Grond hannert der Vitesseiwverschreidung gëtt. Wa bei dëser Recherche erauskënnt, dass d'Vitesseiwverschreidung sech am Kader vun enger Policemissioun befënnt, déi eng urgent Fortbewegung erfuerdert huet, da gëtt den Avertissement taxé annulléiert; sollt dëst awer net den Fall sinn, ginn déi schëlleg Chauffeure vun der Police grand-ducale gemäss dem Gesetz poursuivéiert.

Wann esou eng Strofdot virläit, da kritt de Besëtzer vun dem Gefier, an deem Fall d'Generaldirektioun vun der Police grand-ducale, an enger éischer Phas, een Avertissement taxé ausgestallt. D'Gestioun vun de Gefierer an der Police erméiglecht am Normalfall eng liicht a séier Identifikatioun vun eigentleche Chauffeuren mat Gefier, soudass an enger zweeter Phas den Avertissement taxé vun der Generaldirektioun vun der Police un de betreffende Chauffeur weidergeleet gëtt. De Chauffeur muss dann de Formulaire de contestation vun dem Avertissement taxé ausfüllen a seng Identitéit als Chauffeur vun dem Gefier uginn. D'Generaldirektioun schéckt dann den ausgefüllte Formulaire zrëck un déi zoustänneg Unitéit vun der Verkéierspolice. En neien Avis d'infraction gëtt dann der betreffender Persoun zougestallt, déi dann déiselwech Rechter huet ewéi all Bierger, deem esou ee Brëif kritt.

Déi aner Administratiounen, Servicer a Ministère vun dem Stat kréien hir Avertissements taxés, oder Procès-verbalen, zougestallt a mussen dann intern kloerstellen, wien de Chauffeur vun dem Gefier war an d'Identitéit dann der Police kommunizéieren, fir dass déi betreffend Per-

soun sech eventuell justifizéieren oder d'Geldstrof bezuele kann. Déi Administratiounen a Servicer, déi och am Besëtzt si vu Gefierer, déi am Eildéngscht kënnen fueren, mussen dann dem zoustänneg Service vun der Verkéierspolice matdeelen, ob d'Vitesseiwverschreidung duerch d'Emstänn justifizéiert war oder net.

ad 2) De schëllege Chauffeur muss d'Geldstrof selwer bezuelen an och déi eventuell juristesche Konsequenzen ausdroen oder d'Strofdot ufechten. Sollt et sech ëm een Ausnahmefall handeln, esou wéi sub 1) beschriwwen, da gëtt den Avertissement taxé annulléiert.

ad 3) Den Eildéngscht ass am Code de la route définéiert, an all aner Motiv, fir déi autoriséiert Vitesselimitatioun ze iwwerschreiden, ass net valabel.

ad 4) De Chauffeur, deem am Eildéngscht fiert, muss säin Avertissement taxé net bezuelen oder sech virum der Justiz verantworten, well d'Dispositione vun Artikel 139 vum Code de la route sech net op den Eildéngscht applizéieren. Dëst stellt awer viraus, dass déi sonor Warnsireenen an déi blo Luuchten ageschalt sinn. D'Chauffeure mussen an all de Fäll d'Sécheritéit vun Stroosseverkéier sécherstellen.

Et muss allerdéngs präziséiert ginn, dass déi blo Luuchten oft net op de Radarbiller ze gesinn an dass d'Verkéierspolice net ëmmer identifizéieren kann, ob d'Gefier sech am Eildéngscht fortbeweegt huet oder net, soudass déi concernéiert Chauffeuren der Verkéierspolice déi néideg Dokumenter oder Rapporte musse kommunizéieren, déi den Eildéngscht attestéieren.

ad 5) Bis dato huet d'Police eisen Informatiounen no nach keen Disziplinarverfahre wéinst enger Vitesseiwverschreidung am Kader vun engem Chauffeur, dee vun engem Radar geblëtzt ginn ass, virgeholl. De schëllege Chauffeur, dee seng Geldstrof bezitt, riskéiert am Normalfall keng disziplinaresch Suiten.

D'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplin an der Force publique gesäit allerdéngs vir, dass eng stroferechtlech Sanktioun net verhënnert, dass e Polizist och nach zousätzlech disziplinaresch gestrooft ka ginn. An esou enger Hypothees muss vu Fall zu Fall gekuckt ginn, ob d'Behuele vun dem Polizist och e Verstouss géint déi generell Prinzipie vun der militärescher Disziplin duerstellt.

ad 6) Jo, d'Police grand-ducale war scho konfrontéiert mat Chauffeuren, déi am Eildéngscht geblëtzt gi sinn. All Fall konnt bis dato opgekläert ginn a kee Chauffeur gouf onbegrennt bestrooft. Verschidden Agenten vun der Police grand-ducale goufen och schonn ausserhalb vum Eildéngscht geblëtzt an am Prinzip ginn dës Geldstrofe bezuelt.

Wat déi viséiert Chauffeure betrëfft, ka keen erhéicht juristesche Risiko festgestallt ginn, well déi Fäll am Prinzip vum Eildéngscht ofgedeckt sinn.

**Question 3381** (23.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **voitures de police équipées d'un enregistreur de données d'accidents**:

Et lafen Informatiounen, datt d'Policeweenen mat engem „Unfalldatenschreiber (UDS)“ équipéert sinn.

An deem Zesammenhang wollt ech dës Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet riichten:

1) Stëmmt et, datt all Policeweenen mat engem UDS équipéert sinn, an zënter wéini?

2) Wéi eng Donnéeë gi mat deem Apparat enregistriert a fir wéi laang?

3) Sinn esou Donnéeë schonn am Kader vu penalen oder disziplinaresche Prozeduren géint de Chauffeur vun engem Policewon benotzt ginn an, wa jo, wéini (Mount a Joer)?

4) Gëtt et nach aner staatlech Gefierer, déi mat engem UDS équipéert sinn, an, wa jo, zu wéi engem Zweck?

**Réponse** (23.11.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) All Polzeiwon, gezeechent oder banaliséiert, ass zënter 2004 mat engem UDS (Unfalldatenspeicher) équipéert.

ad 2) Wann et zu engem Impakt kënn, an nëmmen an deem Fall, hält den UDS verschidden technesch Donnéeën op: d'Vitesse, d'Aktiivatioun vun de Bremsen, vum Winker, vun der bloer Luucht, der Sireen, d'allgemeng Belichtung vun dem Auto.

Wann et zu engem Impakt komm ass, geet eng Luucht um UDS un. Esou kann de Chauffeur, deem den Auto vun engem anere Beamten iwwerhëlt, feststellen, ob den UDS en Impakt

gespäichert huet a weess, datt den Auto net méi onbedéngt sécher ass.

Déi schwéier Impakter bleiwen am Späicher. Déi méi kleng Impakter gi bei engem neien Impakt iwwerschriwwen.

D'Police kann duerch den UDS och feststellen, wéini den Auto un- an ausgemaach ginn ass a wéi vill Kilometer tëschent dem Un- an Ausmaache gefuer si ginn. Déi Donnéeën notzt d'Police och fir de Fleet Management. Bei der aler Generatioun UDS bleiwen do 200 Virfäll am Späicher, bei der neier Generatioun 1.000 Virfäll.

ad 3) Eng disziplinaresch Enquête muss ëmmer à charge et à décharge gemaach ginn. Deemno kéinten Donnéeën aus dem UDS och beleeën, datt e Polizist konform zu den Texter a Virschreife gehandelt huet.

Donnéeën aus dem UDS sinn, no Informatiounen vun der Police, bis elo an dräi disziplinaresche Prozeduren benotzt ginn, wouvunner der zwou am Joer 2014 sans suites klasséiert gi sinn, an an engem drëtten Fall vun 2015, wou ee Beamte bestrooft ginn ass.

Nodeem datt e Beamten, deem dëst Joer opgrond vun Donnéeën aus dem UDS gestrooft gi war, reklaméiert huet, huet d'Police dës Strofe annulléiert an iwwerschafft hir Prozeduren.

ad 4) D'Antwort op dës Fro entzitt sech mengener Kenntnis.

**Question 3382** (23.10.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lambert** (DP) concernant les **cours de premiers secours**:

La formation systématique des citoyens aux premiers secours par des cours de base en matière de secourisme a une importance que l'on ne saurait exagérer.

Or, il est venu à notre attention que dans certaines communes le taux d'inscription à ces cours aurait tendance à régresser. Sachant que nombreux sont les bénévoles qui après avoir fréquenté un cours de premiers secours s'engagent auprès des services de secours du Luxembourg, cette situation serait regrettable.

Il nous est également revenu que pour des raisons de simplification administrative et de la protection de l'environnement, la distribution d'invitations toutes-boîtes a été abolie dans certaines communes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de cours de base en matière de secourisme ont été organisés pendant les dernières cinq années?

- Combien de personnes ont assisté à ces cours?

- Quel a été le taux de réussite de ces cours?

- Combien de cours de rappel ont été organisés pendant les dernières cinq années?

- Est-ce que le nombre d'instructeurs disposés à tenir ces cours est suffisant?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est disposé à promouvoir davantage ces cours? Dans l'affirmative, par quels moyens compte-t-il augmenter le taux d'inscription?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la décision de ne plus sensibiliser les gens à ces cours par des invitations distribuées à tous les ménages a un impact sur le nombre de participants?

- Est-ce que cette décision relève d'une instruction ministérielle ou est-ce que les communes décident elles-mêmes de la façon de promouvoir les cours de premiers secours?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Comme le font remarquer à juste titre les honorables Députés, la formation systématique des citoyens aux techniques de base en matière de secourisme joue un rôle primordial au niveau de la prise en charge des victimes en cas d'incident ou d'accident. Ce sont, en effet, souvent les premiers témoins sur place qui sont en mesure d'apporter les gestes qui peuvent sauver une vie en attendant l'intervention des secours alertés et déployés par le Central des secours d'urgence du 112.

Ces cours sont organisés par l'Administration des services de secours (ASS) ainsi que par la Croix-Rouge luxembourgeoise en collaboration avec les différents centres de secours et les administrations communales. L'intérêt et le taux de participation du grand public s'étant stabilisés à travers les années, nous comptons aujourd'hui environ 650 cours avec quelque 10.000 participants par an.

L'ASS ne dispose actuellement pas des moyens appropriés lui permettant l'extraction instantanée et systématique de statistiques, les données afférentes ne sont dès lors pas complètes. Selon ces chiffres, au cours des cinq dernières années, approximativement 1.875 cours de base ainsi que 897 cours de rappel ont été organisés. Le nombre total de participants s'élevait à 44.247 participants, le taux d'échec et d'abandon étant largement en dessous de 5%.

L'effectif des instructeurs restant stable, il convient de préciser que leur disponibilité est limitée, sachant que les cours de premiers secours sont assurés par une quarantaine d'instructeurs, majoritairement volontaires. Le nombre total des heures prestées par ces instructeurs s'élève à environ 10.000 heures de formation par an, ce qui équivaut à une moyenne individuelle de 260 heures d'instruction par agent volontaire, sans prendre en considération les préparations et les déplacements. Je tiens à préciser que ces instructeurs sont également chargés de la formation initiale et continue des volontaires des services de secours et des pompiers professionnels. La réforme des services de secours, qui sera transposée par le projet de loi n°6861, apportera de nouvelles opportunités au niveau de la formation en matière de secours et de sécurité civile.

Pour de plus amples informations au sujet des cours de premiers secours, je vous invite à vous référer à ma réponse à la question parlementaire n°3374.

Finalement, je vous saurais gré de bien vouloir trouver en annexe les statistiques portant sur l'organisation des cours de premiers secours.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

#### Question 3383 (23.10.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la gratuité des manuels scolaires:

Le Ministre de l'Éducation a annoncé le 20 octobre 2017 la gratuité des manuels scolaires obligatoires pour les élèves de l'enseignement secondaire classique et général ainsi que pour ceux de la formation professionnelle, à partir de la rentrée 2018-2019. Selon nos informations, il existe des classes, notamment de la formation professionnelle, où le personnel enseigne sans manuels scolaires et élabore lui-même le matériel didactique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, les élèves travaillant avec des copies papier se verront-ils rembourser les frais de ces copies? Dans l'affirmative, de quelle manière?

- Dans la négative, pour quelles raisons les élèves qui reçoivent un enseignement basé majoritairement sur des copies papier ne profitent-ils d'aucune compensation?

- Le Ministre peut-il donner des informations sur le montant prévisionnel de l'enveloppe budgétaire de 14,5 millions d'euros prévue pour la gratuité des manuels scolaires pour l'année scolaire 2018-2019?

- Est-ce que les enseignants gardent leur autonomie dans le choix de certains manuels scolaires?

#### Réponse (22.11.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

En vue de la mise en œuvre de la gratuité des manuels obligatoires au niveau national et déclarés obligatoires par le lycée, mes services en charge du dossier sont actuellement en train de répertorier et d'analyser le matériel didactique qui remplit ces conditions. Ce travail d'analyse de l'existant se fait en collaboration avec les commissions nationales des programmes et les commissions nationales des formations dont une des missions est de proposer au ministre le matériel didactique nécessaire à l'enseignement/apprentissage de la discipline qu'elles représentent et permettant d'atteindre les objectifs et compétences visés par les programmes d'études.

Si les instructions officielles prévoient bien des manuels obligatoires pour tous les ordres d'enseignement, à savoir l'enseignement secondaire classique, l'enseignement secondaire général ainsi que la formation professionnelle, il est vrai que pour certaines disciplines, branches, classes ou formations, l'enseignant a recours à d'autres ouvrages ou bien à des cours élaborés par ses soins qu'il distribue aux élèves moyennant des photocopies. Il existe différentes pratiques dans les lycées concernant le

remboursement des frais afférents: dans un certain nombre de lycées, des cours sont gratuits pour les élèves, d'autres sont payants à l'unité; dans d'autres lycées, les élèves règlent un forfait pour les photocopies qui leur seront distribuées au cours de l'année. Certains enseignants mettent les cours à disposition des élèves moyennant les plateformes d'échange et de partage en ligne, l'élève se chargeant alors de l'impression des documents.

La question du développement de matériel didactique de qualité me tient à cœur. Je considère en effet le matériel didactique, qu'il s'agisse de manuels papier, de manuels numériques ou d'applications digitales, comme un levier important du développement de la qualité de l'enseignement et de la motivation d'apprendre. Vous n'êtes pas sans savoir que je mise résolument sur le développement de matériel adapté au contexte luxembourgeois multilingue et aux besoins hétérogènes des élèves qui fréquentent nos écoles.

Au sein de la formation professionnelle, vu la spécificité, la technicité et les finalités de certaines formations, ce n'est pas toujours chose aisée de trouver un manuel ou d'adapter un manuel existant qui réponde au contexte et programme luxembourgeois. Voilà la raison pour laquelle des enseignants élaborent leurs propres cours et les mettent à disposition des élèves. Il va sans dire que la gratuité des manuels scolaires obligatoires concerne tous les documents dès lors qu'il s'agit de matériel obligatoire. J'ai chargé mes services de produire un relevé des formations qui ne disposent pas de manuels obligatoires et de déterminer le coût moyen par élève pour l'acquisition de documents ou de cours copiés. Ces chiffres nous serviront de base pour éventuellement doter les lycées d'un certain budget alloué aux photocopies de matériel obligatoire. Les directions et enseignants devront veiller à ce que les droits de reproduction soient respectés dans le contexte des photocopies. Des informations y relatives seront communiquées aux lycées.

L'enveloppe budgétaire de 14,5 millions d'euros prévue pour la gratuité des manuels scolaires a été calculée sur la base des prix de vente des manuels obligatoires pour toutes les classes et du nombre d'élèves utilisant ces manuels.

Les enseignants pourront continuer d'utiliser les manuels facultatifs ou d'autres ouvrages ainsi que les livres de lecture de leur choix qui se prêtent aux objectifs d'apprentissage de la discipline qu'ils enseignent. À l'exception des lectures obligatoires dans les classes terminales, ces manuels resteront néanmoins payants.

#### Question 3384 (23.10.2017) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant les poux à l'école:

Le plan d'action contre les poux à l'école datant de juillet 2013 définit de manière détaillée les mesures d'information, de prévention et d'action à destination des enseignants et des parents d'élèves pour éviter et, le cas échéant, contenir et combattre une infestation aux poux dans les établissements scolaires. Cependant, le document en question ne donne pas de réponse à certaines questions d'ordre pratique ou organisationnel et n'est rédigé que dans une seule langue, à savoir le français.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Les élèves victimes d'une infestation aux poux peuvent-ils être exclus des cours de natation et d'éducation physique ayant lieu dans des piscines et salles de sports publiques, compte tenu du fait qu'une infestation aux poux n'est considérée ni comme maladie contagieuse ni comme risque sanitaire primaire?

2. Le personnel enseignant ou encadrant a-t-il le droit de traiter les enfants concernés par un shampoing anti-poux?

3. Ne serait-il pas utile de traduire la lettre d'information à destination des parents dans des langues supplémentaires pour que les instructions y comprises puissent être comprises sans détour par la grande majorité des parents et notamment par ceux qui ne maîtrisent pas la langue française?

4. Puisque les shampoings anti-poux à base de pesticides/insecticides risquent d'avoir des effets négatifs sur l'organisme des enfants tout en augmentant la résistance des poux envers ces substances chimiques, n'y aurait-il pas lieu d'informer les parents sur les méthodes alternatives et non nocives de traitement anti-poux?

5. Les ministères concernés sont-ils en possession de statistiques sur l'évolution du problème des infestations aux poux dans les établissements scolaires? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions qui peuvent en être tirées?

#### Réponse commune (23.11.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1. La transmission de poux entre personnes se fait en principe par contact direct. L'application d'un shampoing anti-poux permet d'éliminer de suite le danger de transmission. Il est recommandé que les enfants atteints soient traités avec un tel shampoing avant de retourner dans une structure d'accueil. Or, la découverte de poux chez un enfant dans une piscine ne contre-indique pas forcément sa participation au cours. Quoique les poux sachent bien nager, une transmission par l'eau de piscine n'a pu être démontrée. Les lentes se décollant sont plus lourdes que l'eau et tombent dans le fond de la piscine; elles sont retenues par les filtres. Le port d'un bonnet par l'enfant atteint élimine tout risque de transmission selon les études.

ad 2. Le choix d'un traitement anti-poux et son application sont du domaine d'attribution des parents ou des tuteurs de l'enfant.

Les enseignants et éducateurs ont été informés sur la conduite à tenir en cas de présence de poux dans une collectivité d'enfants. La documentation utile peut être retrouvée sur le portail santé à l'adresse suivante:

<http://www.sante.public.lu/fr/publications/f/famille-poux-fr-de-pt-en-hr/>

ad 3. L'inspection sanitaire de la Direction de la santé a rédigé les recommandations de traitement en langues allemande et française. Une version en portugais complètera prochainement ces recommandations. L'inspection sanitaire fournit des informations orales en langue portugaise aux parents qui le demandent.

ad 4. Un shampoing anti-poux peut avoir différents principes actifs. Les shampoings basés sur des pesticides se voient confrontés effectivement à un nombre croissant de résistances. Une nouvelle génération de ces shampoings se base sur un principe actif physique; de minuscules particules inertes obstruent les canaux respiratoires des poux et des lentes, qui sont tués ainsi par manque d'oxygène. Ces produits n'ont pas l'effet nocif des pesticides.

Divers reviews scientifiques n'ont malheureusement pas pu prouver la même efficacité dans le cas d'utilisation de produits alternatifs.

Les causes les plus fréquentes de défaillance d'un traitement sont:

- une détection insuffisante;

- l'application inadéquate du produit anti-poux: temps d'application insuffisante - trop peu de produit - contrôle insuffisant - manque de répétition du traitement.

À rappeler qu'une élimination des poux par traitement minutieux et répétitif au peigne anti-poux permet d'éliminer les poux par effet physique.

Cette méthode de contrôle et d'élimination physique minutieuse des poux et des lentes, selon un certain agenda, qui a été nommée «valse à trois temps» dans la brochure «La famille poux s'installe», a été soulignée dans des reviews scientifiques comme étant un protocole très efficace.

Pour bien informer les parents et directement leur mettre à disposition une mesure efficace, la collectivité de contact d'un enfant atteint par des poux reçoit la brochure, ainsi qu'un peigne anti-poux.

ad 5. Les poux ne sont pas à déclaration obligatoire et par conséquent il n'existe pas de données statistiques à ce sujet.

La pédiculose:

- est un phénomène très fréquent à recrudescence régulière. Tous les ans de par le monde, des centaines de millions de personnes sont atteintes de poux;

- est la maladie infectieuse la plus fréquente chez l'enfant: aux EU on estime qu'il s'agit de six à douze millions d'enfants entre trois et douze ans chaque année, en Europe on parle de variations de prévalence se situant entre deux et 20% et qui dépendent de beaucoup de raisons diverses: densité de population, délai passé avant intervention, densité d'atteinte infectieuse, etc.;

- se caractérise par des recrudescences saisonnières régulières avec des préférences «post vacances» de septembre à novembre;

- la prise en charge du problème «poux» est un problème de santé publique qui touche tous les enfants sans distinction d'appartenance socio-économique;

- un pou n'arrive jamais seul - pour cela il est important de soutenir l'approche «collective» concertée et portée en étroite collaboration entre tous les acteurs encadrant les enfants, approche prônée activement par le Ministère de la Santé.

Références:

Kopfläuse: Deutsches Aerzteblatt / Jg-113 / heft45 11 November 2016

Headlice infestations: a clinical update Candian Paediatric Society Child Health Vol 9 No 9 Nov 2004

Management and treatment of Human lice Bio-med Research International Review Article Vol 2016 ID 8962685

#### Question 3386 (24.10.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la demande de huit pays européens à Israël de payer des structures détruites en Cisjordanie:

Laut Informations aus der internationaler Press schéngt Lëtzebuerg ze engem Grupp vun aacht europäesche Länner ze gehéieren, déi vum Stat Israel fuerderen, fir Suen zréckzekréien, fir Infrastrukturen, déi vun der EU bezuelt goufen, aver vum Stat Israel ofgerappt respektiv konfiskéiert goufen. Dëst, well dës Infrastrukturen net no de rechtliche Regele vum Oslo 2-Ofkommen an deem sougenannten „Gebitt C“ (Area C) am Westjordanland opge-riicht goufen.

An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Statsminister an dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1) Fuedert Lëtzebuerg, zesumme mat anere Staten, de Remboursement vun Israel vun Infrastrukturen, déi Israel am Gebitt C (nom Oslo 2-Ofkommen) am Westjordanland ofgerappt oder konfiskéiert huet? Wa jo, firwat, a wéi enger Héicht an opgrond vu wéi enger rechtlicher Basis?

2) Wéi eng Infrastrukture si genee viséiert? Goufen déi vun der EU finanziert oder vun deenen aacht Staten? Wa si vun der EU finanziert goufen, gëtt et dann dozou eng gemeinsam Position vun der EU? Wann et keng gemeinsam Position vun der EU gëtt, an déi viséiert Infrastrukture vun der EU finanziert goufen, opgrond vu wéi enger rechtlicher Basis wëllen déi aacht Staten dann elo e Remboursement? Betrifft dee Remboursement just hire proportionalen Undeel?

3) Wéi steet Lëtzebuerg zum Oslo 2-Ofkommen? Ass Lëtzebuerg där Meenung, datt dat Ofkommen soll weider applizéiert ginn? Wann dat net de Fall ass, besteet dann net de Risiko vun engem Opflame vu méi grouse Spannungen am Westjordanland?

4) Wëllt Lëtzebuerg déi Prozeduren, wéi si am Oslo 2-Ofkommen virgesi sinn - inklusiv dem Recht vun den israelischen Autoritéiten, fir an dem Gebitt C eng Bauerlaabnis ze ginn oder net -, a Fro stellen? Wann net, ass Lëtzebuerg der Meenung, datt eng illegal Konstruktioun - nom Recht vun Oslo 2 - aver muss toleréiert ginn? Wa jo, firwat? Géif esou e Prinzip net rechtsstaatlech Prinzipien a Fro stellen?

5) Ass d'Regierung sech bewusst, datt nëmmen e klengen Deel vun den Demolitionsu-erteeler vun der israelischer Justiz am Gebitt C och effektiv ausgeféiert ginn? Wäer et net méi sénnvoll, amplaz Remboursementer ze froen, op déi israelesch Autoritéiten anzewierken, fir, souwäit sécherheetspolitisch vertriebar, méi grousszügig mat de Bauerlaabnissen am Gebitt C ze sinn, de Präis fir eng Bauerlaabnis ze reduzéieren oder Demolitionsu-erteeler nach manner dacks auszuféieren, souwäit dat méiglech ass?

6) Wéi jugéiert d'Regierung d'Auswirkung vun esou symboleschen, politeschen Aktiounen op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Israel? Wat sinn d'Implikatiounen op d'Relatiounen tëschent der EU an Israel? Ass d'Regierung sech der Gefor bewusst, datt déi fragill Situatioun am Westjordanland duerch eesäiteg politesch Aktiounen vum Ausland kann destabiliséiert ginn?

#### Réponse commune (23.11.2017) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1) Lëtzebuerg fuerdert, zesumme mat der EU a siwen aneren EU-Memberstaten (Belsch, Dänemark, Frankräich, Irland, Italien, Schwe-



den, Spuenien), entweder de Retour vun Installatiounen an Equipementer, déi vun deene Länner finanziert gi sinn a vun Israel konfiskéiert goufen, oder ee Remboursement vun de Käschte vun deenen Objeten.

Déi aacht EU-Memberstaaten hunn, zesumme mat der EU, hir Positioun am Bezuch zu den Demolitiounen an den Konfiskatiounen gégeniwwer den israelischen Autoritéite kloer gemach duerch eng Note verbale an duerch eng gemeinsam Demarche, déi den 31. Oktober 2017 gemaach ginn ass. Et handelt sech ëm Konfiskatiounen am Wäert vun 31.252 Euro. Déi aacht EU-Memberstaaten an d'EU sinn un dës Demarche bedeelegt, well se all d'Aktivitéite vun engem ONG-Konsortium ënnerstëtzen. Déi beschlagnaamt Objete goufen all vum Konsortium ënnerstëtzt.

Déi rechtlech Basis bleift dat internationalt Recht. An déi israelesch Occupatioun ass a bleift illegal nom internationale Recht.

ad 2) Et handelt sech hei ëm humanitär Projete fir vulnerabel palästinensesch Communautéiten am Gebitt C vum Westjordanland ënner israelischer Occupatioun. Déi jeeweileg Infrastrukture goufen individuell vun EU-Memberstaaten a vun ECHO, also vun der EU, finanziert. Déi israelesch Arméi huet den 9. August zéng Solarpaneele mat deene Batterien, déi dozou gehéieren (am Wäert vun 8.252 Euro), konfiskéiert an den 22. August sechs prefabrizéiert Kllassesäll (am Wäert vun 23.000 Euro) demanteléiert. Dräi vun de Kllassesäll (am Wäert vun 13.500 Euro) goufen vun Irland, Frankräich, Lëtzebuerg an ECHO finanziert, déi aner Kllassesäll an d'Solarpaneele vun der Belsch. Am éischte Fall, den 9. August, waren 90 Schoulkanner an am zweeten Fall, den 22. August, ware 64 Schoulkanner direkt betraff.

D'Basis vun der Demarche ass d'internationalt Recht, zu deem et natierlech eng gemeinsam Positioun vun der EU gëtt.

ad 3) Lëtzebuerg ass ferm dovunner iwwerzeegt, dass dat internationalt Recht d'Basis fir eng Léisung vun israelesch-palästinensesche Konflikt ass. Wat den Interim Oslo 2-Ofkommen an de Konflikt am Allgemengen ugeet, sief hei nach eng Kéier un déi Parameteren erënnert, déi vun der EU a vun der internationaler Communautéit festgehale gi sinn, fir dese Konflikt ze léisen. D'EU ass fir:

- Grenzen, déi op de Linne vun 1967 baséiert sinn, eventuell mat agreéierten Echangé vun Territoiren am gläiche Wäert;

- Sécherheetsarrangementen, déi d'Souveränitéit vun palästinensesche Stat preservéieren an d'Sécherheet vun Israel garantéieren;

- eng gerecht an agreéiert Léisung fir d'Fro vun de palästinensesche Flüchtlingen;

- en Arrangement, datt Jerusalem d'Hauptstad vun den zwee State mécht.

ad 4) Lëtzebuerg ass der Meenung, dass all israelesch Kolonie am Westjordanland an zu Jerusalem, och mat israelischer Bauerlaabis, dat internationalt Recht violéiert. Déi israelesch Autoritéite hunn aus eiser Siicht net d'Recht, fir Demolitiounen a Konfiskatiounen vun humanitäre Projeten, wéi an deem Fall Schoulen, auszuféieren oder och humanitär Hëllef ze blockéieren. Wann dat geschitt, ass dat eng kloer Violatioun vun den Obligatiounen vun Israel.

ad 5) Am Joer 2017 si bis Oktober 344 palästinensesch Strukturen, dovunner een Drëttel zu Ost-Jerusalem, demoléiert ginn. Am Joer 2016 waren 1.094 Strukturen betraff, wat zum Deplacement vun 1.600 Persounen, dovunner d'Halschent Kanner, gefouert huet. Et ass net anzegesinn, wéi déi Demolitiounen d'Sécherheet vun Israel solle gestärkt hunn.

ad 6) Bis elo hat dës Demarche nach keng Auswirkungen op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Israel an och net tëschent der EU an Israel. Dës Demarche ass net esäitig, mä si entsprécht dem Respekt vun humanitäre Prinzipien a vun internationale Recht a si stäerkt dës Prinzipien an dat internationale Recht, am Interesse vun de Leit, dorënner ville Kanner, déi vun den Demolitiounen a vun de Konfiskatiounen betraff sinn.

**Question 3387** (24.10.2017) de **M. Marc Baum** (déi Léink) concernant le **Service placement de l'ADEM**:

Dans le programme gouvernemental de 2013 le Gouvernement a annoncé vouloir assurer une prise en charge de qualité des demandeurs

d'emploi par l'ADEM pour faciliter et accélérer leur retour à l'emploi. Afin de garantir une telle prise en charge, vous comptiez entre autres augmenter «... de manière progressive les effectifs de l'ADEM afin d'atteindre les standards européens» en la matière et renforcer la formation et la spécialisation des conseillers et conseillères en vue d'un soutien plus personnalisé aux demandeurs d'emploi. En outre, vous annonciez la création d'une instance de réclamation pour les employeurs et les demandeurs d'emploi qui pourraient détecter des problèmes, notamment dans la prise en charge des demandeurs d'emploi.

Pourtant, selon les chiffres publiés dans le rapport annuel 2016 de l'ADEM, un placeur de l'ADEM doit encadrer en moyenne 271 demandeurs d'emploi, un chiffre qui n'a que très peu évolué par rapport à 2013 (285 demandeurs d'emploi par placeur). Cette petite baisse est d'autant plus surprenante que le nombre absolu de demandeurs d'emploi est resté plus ou moins stable et se situait en décembre 2016 à 18.185 demandeurs d'emploi<sup>1</sup> contre 19.287 en décembre 2013<sup>2</sup>.

L'instance de réclamation pour les employeurs et les demandeurs d'emploi annoncée dans le programme gouvernemental n'a pas encore vu le jour.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Combien d'employés de l'ADEM sont directement impliqués dans le placement de demandeurs d'emploi?

2) Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations quant au nombre de conseillers et conseillères recrutés et au nombre de postes créés dans le Service placement de l'ADEM depuis l'entrée en fonction du Gouvernement actuel?

3) Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi le nombre de dossiers à traiter par un conseiller ou une conseillère de l'ADEM n'a pas diminué, malgré un nombre de demandeurs d'emploi relativement stable et le recrutement supposé de conseillers et conseillères supplémentaires?

4) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un encadrement de qualité d'un demandeur d'emploi peut être garanti par un conseiller ou une conseillère devant suivre 250 ou plus de dossiers?

5) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations concernant les standards européens en la matière?

6) Quels efforts en matière de recrutement et de prise en charge seraient nécessaires pour satisfaire aux standards mentionnés?

7) Est-il prévu de recruter des conseillers et conseillères supplémentaires? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations quant au nombre et aux profils des personnes recherchées?

8) Combien de demandeurs d'emploi ont pu être placés par les services de l'ADEM en 2016? Comment ce chiffre a-t-il évolué par rapport aux années précédentes?

9) Quelle est la durée moyenne du parcours d'un demandeur d'emploi entre son enregistrement auprès de l'ADEM et son placement sur le marché du travail? Comment cette durée moyenne a-t-elle évolué au fil des années?

10) Quelle est la part du secteur de l'économie sociale et solidaire parmi la totalité des demandeurs placés en 2016? Comment cette part a-t-elle évolué par rapport aux années précédentes?

11) Monsieur le Ministre envisage-t-il toujours la création d'une instance de réclamation pour les employeurs et les demandeurs d'emploi?

**Réponse** (24.11.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1) Au 30 octobre 2017, 144 agents (129,43 équivalents temps plein) de l'ADEM sont directement impliqués dans le suivi des demandeurs d'emploi. Ces agents peuvent être regroupés en trois catégories: conseillers demandeurs, conseillers spécialisés et autres agents. Les conseillers demandeurs et les conseillers spécialisés s'occupent exclusivement du suivi des demandeurs d'emploi, tandis que les autres agents interviennent dans le suivi mais réalisent encore d'autres tâches (p. ex. chefs d'agence, conseillers en voie de formation,...).

<sup>1</sup> Bulletin luxembourgeois de l'emploi décembre 2016

<sup>2</sup> Bulletin luxembourgeois de l'emploi décembre 2013

Les conseillers demandeurs sont en charge du suivi des demandeurs d'emploi faisant partie du parcours personnalisé régulier tandis que les conseillers spécialisés sont responsables du suivi des demandeurs d'emploi plus éloignés du marché de l'emploi et ayant intégré un parcours personnalisé intensif.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Depuis début 2014, l'ADEM a engagé 49 conseillers (30 nouveaux et 19 remplacements). Par ailleurs, il y a eu un certain nombre de départs suite à des mouvements de mobilité interne, à des changements d'administration ou des départs en retraite.

ad 3) Il y a lieu de noter qu'en 2013 l'ADEM ne disposait pas encore d'outils précis pour déterminer de manière précise le nombre de dossiers à traiter par un conseiller ou une conseillère.

Les 271 dossiers par conseiller pour l'année 2016 ne concernaient que les conseillers demandeurs (voir point 1). Les conseillers spécialisés s'occupaient quant à eux de 94 demandeurs en moyenne. En agrégeant ces deux chiffres, on compte en moyenne 196 dossiers par conseiller.

Au 31 octobre 2017, les conseillers demandeurs s'occupent en moyenne de 239 dossiers tandis que les conseillers spécialisés s'occupent de 103 dossiers en moyenne. Le ratio obtenu en agrégeant ces deux chiffres est de 184 dossiers en moyenne par conseiller demandeur.

ad 4) La réponse dépend du fait d'identifier les besoins d'accompagnement des demandeurs d'emploi. Ces besoins sont détectés dès l'inscription du demandeur d'emploi à l'ADEM. Les demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché de l'emploi ont les besoins les plus importants pour un accompagnement plus étroit (intensif) de la part de leur conseiller. C'est pour cette raison que les conseillers spécialisés accompagnent en moyenne seulement 100 demandeurs d'emploi. Pour les demandeurs d'emploi proches du marché de l'emploi, ayant la possibilité d'être autonomes dans leur recherche d'emploi, l'accompagnement par le conseiller est moins essentiel, d'autant plus que l'ADEM a développé ces dernières années une offre de services électroniques, permettant entre autres un accès autonome aux offres d'emploi par les candidats sur le JobBoard.

Un ratio de 240 candidats par conseiller demandeur est donc pertinent pour ce type de candidats.

ad 5) Il n'existe pas de lignes directrices européennes officielles concernant ce sujet. Certaines recommandations évoquent un ratio de 1 sur 100.

ad 6) Comme l'ADEM mise sur un accompagnement plus différencié (par des conseillers demandeurs ou des conseillers spécialisés) selon les besoins des demandeurs d'emploi, ces standards ne s'appliquent pas.

ad 7) Pour l'année 2018, il n'y a pas de recrutements de conseillers affectés au Service placement prévus par le biais du numerus clausus.

ad 8) La notion de «demandeurs placés par l'ADEM» est difficile à cerner parce que l'intervention de l'ADEM peut être directe ou indirecte. C'est pour cette raison qu'on parle plutôt de sorties vers l'emploi.

En 2014, 8.491 sorties vers l'emploi ont été notées. En 2015, ce chiffre est de 10.048 et en 2016 de 10.345. Pour les premiers cinq mois de 2017 on note 5.075 sorties vers l'emploi ce qui constitue une légère augmentation par rapport à 2016.

ad 9) En 2014, la durée moyenne entre l'inscription à l'ADEM et la reprise d'un emploi était de 8,0 mois. Cette durée était de 8,4 mois en 2015 et de 8,5 mois en 2016. Cette durée a augmenté alors qu'en 2015 et en 2016, l'ADEM a réussi à placer davantage de demandeurs d'emploi avec des durées d'inscription plus longues. La durée médiane est de cinq mois en 2014, 2015 et 2016. Cela signifie que la moitié des demandeurs d'emploi sort vers un emploi au plus tard cinq mois après une inscription à l'ADEM. Ce chiffre est resté stable de 2014 à 2016. Les chiffres pour l'année 2017 ne sont pas encore disponibles alors que l'année est encore en cours.

ad 10) Il n'est malheureusement pas possible de déterminer combien de demandeurs d'emploi ont été placés dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Cette information n'est pas disponible dans les fichiers du Centre commun de la sécurité sociale qui sont utilisés pour le calcul des indicateurs mentionnés ci-dessus.

ad 11) L'ADEM entretient de bonnes relations avec l'Ombudsman; des entrevues ont régulièrement lieu afin d'échanger sur des problèmes dont l'Ombudsman est saisi.

Par ailleurs, l'ADEM est dotée d'un service juridique et du contentieux qui, entre autres, recueille et traite les réclamations que les clients, entreprises et demandeurs d'emploi, peuvent avoir au sujet des services de l'ADEM. Ce service signale, le cas échéant, à la direction des problèmes constatés au niveau du fonctionnement des services de l'ADEM (p. ex.: interprétation erronée de textes législatifs).

En outre, une cellule spécifique créée au sein du service juridique et du contentieux à titre de projet pilote, joue le rôle d'instance intermédiaire entre les conseillers demandeurs et les demandeurs pour ce qui est des refus de travail. La mission de cette cellule est d'évaluer de manière objective et indépendante si une situation donnée peut être qualifiée de refus d'un emploi approprié.

**Question 3389** (25.10.2017) de **M. Roberto Traversini** (déi gréng) concernant **l'amélioration de la localisation des appels d'urgence**:

Lors d'un appel au 112, il n'est pas toujours évident pour les appelants d'expliquer exactement le lieu où l'on se trouve et la géolocalisation du téléphone peut donc jouer un rôle important. La «localisation mobile avancée» est une nouvelle technologie qui permet d'améliorer la localisation des appels d'urgence en transmettant aux services d'urgence les informations obtenues grâce à la localisation du téléphone (GPS, wi-fi). Ce système améliorera considérablement la géolocalisation des appels par rapport au système actuel, en passant d'une précision moyenne de deux kilomètres à moins de 50 mètres. De nombreuses vies peuvent être sauvées grâce à ce système, notamment lorsqu'il s'agit d'appelants en état de choc ou de jeunes enfants incapables de préciser l'adresse du lieu.

Depuis l'été 2016, la technologie de «localisation mobile avancée» est déjà disponible sur tous les téléphones fonctionnant sous Android et peut fonctionner dans n'importe quel pays sur simple demande d'activation par les autorités nationales. De nombreux pays européens ont déjà activé ce système, mais selon mes informations, le Luxembourg n'en fait pas encore partie.

- Est-ce que le Gouvernement prévoit d'activer le service de «localisation mobile avancée» au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, à partir de quelle date?

**Réponse** (28.11.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

À l'heure actuelle, ces moyens sont limités à un simple transfert d'informations de la position géographique de la station de base d'un opérateur de téléphonie mobile par le biais de laquelle l'appel au Central des secours d'urgence (CSU-112) a été initié. Il s'agit dès lors d'une information codée qui sera par la suite utilisée par l'opérateur du CSU-112 afin de détecter la position géographique de la station de base concernée. Il convient de préciser que cette information est approximative, le territoire ciblé peut, en effet, s'étendre, en fonction de la configuration de la station de base, endéans une distance de 300 mètres et 20 kilomètres.

Pour améliorer cet état des choses, le Gouvernement a demandé au Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) de mettre en place une application permettant à la fois de localiser les personnes lors d'un appel d'urgence et d'informer la population en cas d'incidents majeurs.

Cette application mobile gratuite d'alerte des populations sur smartphone, dénommée «GouvAlert.lu», est en cours de développement, en collaboration avec l'Administration des services de secours (ASS) et le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN). Elle donnera aux usagers la possibilité de contacter directement, via l'application, le numéro d'urgence 112. Si lors de l'installation ou ultérieurement, l'utilisateur a opté pour les services de géolocalisation offerts par «GouvAlert.lu», les données de géolocalisation, GPS et/ou wi-fi de l'appareil mobile, seront transmises ensemble avec le numéro de l'appelant au 112. Ainsi, les services de secours pourront localiser l'appelant et intervenir de la manière la plus rapide et la plus précise possible.

La mise en service de l'application «GouvAlert.lu» permettra à ce moment de profiter des avantages de la technologie de géolocalisation fournie par les appareils mobiles.

**Question 3390** (25.10.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant le **cannabis médical**:

L'usage médical du cannabis est légalisé dans un nombre grandissant de pays. Un exemple récent de cette évolution représente l'Allemagne qui a autorisé l'usage du cannabis dans le cadre du traitement de maladies graves en l'absence de thérapie alternative efficace.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre juge-t-elle utile de prendre contact avec les autorités compétentes des pays ayant légalisé l'usage médical du cannabis afin de prendre connaissance des derniers développements concernant le succès et les risques de tels traitements?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'études scientifiques récentes qui pourraient légitimer la légalisation du cannabis médical au Luxembourg?

- Madame la Ministre peut-elle nous indiquer les arguments qui parlent actuellement pour et/ou contre une légalisation du cannabis médical au Luxembourg?

**Réponse** (23.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Mes services suivent avec une grande attention les évolutions en matière d'usage de cannabis à des fins médicales, tant en matière de recherche scientifique que de changements législatifs et réglementaires opérés dans ce domaine et survenus dans un certain nombre de pays de l'UE et ailleurs. Plus est, nous sommes en contact régulier avec les autorités allemandes compétentes en la matière. Une délégation de mon ministère a d'ailleurs effectué une visite d'étude au «Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte» (BfArM) du Ministère de la Santé allemand au mois d'avril de cette année afin de se familiariser avec le dispositif allemand et d'échanger sur son processus de création. Les expériences et connaissances en matière de bénéfices et risques éventuels de l'usage de cannabis à des fins médicales nous sont d'ailleurs régulièrement transmises par différentes voies, et notamment par l'intermédiaire de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) qui suit également de près ce dossier.

Au cours des dernières années, la recherche en matière d'usage médicinal de cannabis, d'extraits de cannabis et de cannabinoïdes s'est développée de manière significative et l'intérêt scientifique pour l'usage de cannabis à des fins médicales a connu un essor important. A ce jour, de nombreuses études suggèrent que notamment le tétrahydrocannabinol (THC) et le cannabidiol (CBD) peuvent avoir des effets bénéfiques dans le cadre du traitement d'un certain nombre de maladies.

Par ailleurs, une méta-analyse publiée en 2017 par «The National Academies of Sciences, Engineering and Medicine» (États-Unis d'Amérique), se distinguant par son étendue, sa représentativité (plus de 10.000 articles scientifiques ont été analysés) et sa clarté en matière de formulation scientifique, fait état de «preuves concluantes» et de «preuves substantielles» quant à l'effet positif, voire d'associations significatives d'utilisation de cannabis ou de certains cannabinoïdes auprès des patients souffrant de certaines pathologies, lorsqu'aucun traitement conventionnel ne permet de réduire les symptômes. Cette même analyse reflète et actualise d'ailleurs les résultats d'une revue systématique en la matière effectuée en 2015, et dont les résultats ont été publiés dans le «Journal of the American Medical Association» (JAMA).

Il convient de souligner que le cannabis médicinal n'est ni une panacée contre tous les maux ni un remède pour tous. Son action thérapeutique peut s'exercer de façon bénéfique sur les symptômes de certaines maladies. En ce qui concerne d'éventuelles autres applications, il faudra laisser le temps à la science pour faire son travail. L'accès réglementé au cannabis de qualité contrôlée pour un usage médical est à considérer comme une option complémentaire au moment où ce dernier revêt un intérêt dans le cadre de l'évolution d'un traitement médical donné.

Si la recherche en matière de cannabis et de son utilisation à des fins médicales a progressé remarquablement au cours des dernières années, nombre de questions restent encore ouvertes à ce jour. Toutefois, les données à disposition aujourd'hui permettent d'avancer qu'il peut être opportun, face à un certain nombre de symptômes et pour certains patients, d'envisager le recours au cannabis médical, du

moins comme complément possible aux traitements existants.

Garantir l'accès aux meilleurs soins possibles, en fonction de l'état de santé du patient et dans la limite de ce qui est utile et nécessaire et à la lumière des connaissances actualisées, constitue une mission d'intérêt public essentielle. Sur base des connaissances actuelles, l'usage médical du cannabis nous semble aujourd'hui constituer un outil complémentaire pour réduire notamment les douleurs et souffrances de certains patients, là où les traitements habituels ne le permettent pas ou plus.

L'accord de principe quant à l'accès légal au cannabis à des fins médicales, donné par le Conseil de Gouvernement en date du 27 octobre 2017, nous permettra de progresser dans les nombreuses démarches à entreprendre afin de créer un dispositif national garantissant l'accès au cannabis de qualité standardisée à des fins thérapeutiques et d'assurer sa disponibilité et délivrance sécurisées.

**Question 3391** (25.10.2017) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant le **peage sur la liaison autoroutière entre Gye et la frontière luxembourgeoise (A31bis)**:

Le Gouvernement français a décidé en février 2016 d'aménager progressivement la liaison autoroutière entre Gye et la frontière luxembourgeoise (A31bis). Lors de l'annonce de cette décision, il avait prévu de lancer une concertation locale avec les communes concernées vers la fin de 2017. De même, il avait annoncé de mener une réflexion en collaboration avec le Grand-Duché de Luxembourg sur la mise à 2x3 voies du secteur Thionville-Luxembourg.

La décision du Gouvernement français comprend l'installation sur l'A31bis d'un péage, ce qui a donné lieu à une pétition de la part de frontaliers et d'habitants de la région qui s'attendent, entre autres, à un report massif de la circulation sur les routes départementales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été consulté comme prévu sur le projet de la mise à deux fois trois voies de l'A31 entre Thionville-Luxembourg? Dans l'affirmative, quelle a été sa position concernant l'installation d'un péage sur ce tronçon?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'introduction d'un péage amènera les automobilistes à emprunter des routes alternatives pour se rendre au Luxembourg? Si oui, quel sera selon lui l'impact de ce projet sur le trafic sur les trajets alternatifs du côté luxembourgeois?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le projet routier côté luxembourgeois, qui consiste en la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 entre la Croix de Gasperich et la frontière française, est censé augmenter l'attractivité de l'axe autoroutier par rapport au réseau routier secondaire en permettant une meilleure fluidité du trafic autoroutier par l'ajout respectif d'une voie de circulation supplémentaire. Cela permet donc de renforcer le réseau structurant tout en soulageant les quartiers d'habitation des localités situés dans la zone de chalandise de l'autoroute.

À l'heure actuelle, mes services sont en train d'analyser d'affecter la voie supplémentaire d'une manière rationnelle et il est envisageable de réserver la troisième voie aux bus et même aux véhicules en covoiturage, notamment pendant les heures de pointe, afin de prioriser les moyens permettant le transport de plusieurs personnes à la fois et d'utiliser ainsi plus rationnellement les surfaces disponibles. Une collaboration avec les autorités françaises existe pour mener des réflexions dans le but de prioriser la multimodalité, voire du transport en commun et du covoiturage, également du côté français entre Thionville et Luxembourg.

Par sa décision du 12 février 2016 consécutive au débat public relatif au projet de liaison autoroutière entre Gye et la frontière luxembourgeoise, la République française a retenu le principe d'un aménagement progressif de l'A31bis et le recours à la concession pour l'ensemble des aménagements autoroutiers en tracés neufs et pour les aménagements au nord de Thionville, dont la nouvelle liaison A30-A31 - Thionville-Luxembourg, c'est-à-dire un financement par le péage plutôt que par l'impôt. Pour la fin de cette année, une nouvelle concertation est attendue qui devra conduire entre autres à la définition des parties d'aménagement autour de Thionville.

Il y a cependant lieu de noter que l'aménagement de sections neuves ainsi que l'aménagement sur place avec élargissement à 2x3 voies de l'autoroute existante aura comme effet de rendre celle-ci plus attractive en termes de temps de parcours pour les usagers par rapport au réseau secondaire et réduisant ainsi la tendance d'un report du trafic vers le réseau secondaire.

**Question 3392** (25.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **soins médicaux en cas de crise**:

Am Noutfall (Krichsfall, Katastrophfall, terroristesch Attack, etc.) misst eist Land eventuell mat enger ganz héijer Zuel un Affer rechnen, wouvun der ganz vill bal gläichzäitig misste medezinnesch versuergt ginn. Am Fall vun enger internationaler Kris misst Lëtzebuerg eventuell och nach Verletzter a Kranker aus anere Länner ophuelen, fir si hei ze versuergen.

Bei méi laange Konfliktsituatioune mussen d'Strukturen am Gesondheitsberäich deemtsprechend Capacitéiten a Personal hunn, fir och laangfristeg kënnen déi noutwendeg Versuergung ze garantéieren.

Dowéinst wollt ech deenen zoustännege Membere vun der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Strukture gëtt sech Lëtzebuerg um ministeriellen Niveau, fir am Fall vu schweieren an eventuell laangfristige medezinneschen Noutsituatioune kënnen d'Versuergung vun der Populatioun ze organiséieren? Gëtt et eng Noutfallunitéit am Gesondheitsministère, déi am permanente Kontakt mat alle Bedeelegte stoe kann? Wéi ass déi zesummegezat? Huet si elo schonn déi néideg Strukture fir e Krisefall virbereet?

2. Wéi eng Exercice goufe bis elo gemaach, fir e grouse Krisefall ze simuléieren, a wat waren d'Enseignement, déi aus deenen Exercice gezu goufen? Solle regelméisseg Exercice organiséiert ginn?

3. Wéi eng Moosnamen huet Lëtzebuerg getraff, fir, och am Fall wou Grenzen zu Nopeschlänner géifen zougemaach ginn, weiderhi kënnen sécherstellen, datt medezinnescht Personal a Material kann d'Grenze passéieren? Huet Lëtzebuerg an deem Sënn Ofkomme mat den Nopeschstate getraff? Gëtt déi Problematik am Kader vun der Groussregion diskutéiert?

4. A ville Länner mussen d'Spideeler permanent eng substanzuell Zuel u Better a Reserv halen, fir genuch Capacitéiten am Noutfall ze hunn. Ass dru geduecht ginn, fir dat och zu Lëtzebuerg - an enger crédibeler an iwverpräifbarer Form - anzeféieren?

5. Wéi wëllt Lëtzebuerg am Noutfall - dee jo och eventuell ka ganz laang daueren -genuch medezinnescht a paramedezinnescht Personal mobiliséieren?

6. Wëllt Lëtzebuerg Reserve vu wichtege Medikamenter stockéieren, fir a laangfristegen Noutsituatioune déi néideg Versuergung kënnen méiglechst autonom a kuerzfristeg ze garantéieren?

7. Wéi eng Roll kann déi geplangte Militärmedezinn an deem Zesammenhang spillen? Misst net awer och eng eege militäresch Spidolsstruktur geschaaft ginn, fir déi néideg Reserve fir den Noutfall kënnen zur Verfügung ze stellen?

**Réponse commune** (27.11.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1. Am Fall vun enger Krisesituatioun mat ville Blesséierte kënn, am Kader vum „plan nombreuses victimes“, eng national Krisenzell zesummen. De Gesondheitsministère ass an dëser Krisenzell vertruuden. D'Krisenzell ass interministeriell zesummegezat a vereenegt all relevant staatlech Akteuren, déi un der Gestiou vun der Kris bedeelegt sinn. Si gëtt vun engem Minister presidéiert an hält déi strategesch Entscheedungen, déi néideg sinn, fir d'Kris ze geréieren.

Doriwwer eraus huet de Gesondheitsministère eng intern Noutfallzell. Si huet d'Missiou, d'Décisionne vun der nationaler Krisenzell um Niveau vum Gesondheitswieses ëmzesetzen. Si gëtt och aktivéiert an engem Fall wou d'Gesondheitswieses eleng betraff ass, esou zum Beispill 2009 an 2010 am Fall vun der Kris vun der Gripp A (H1N1). Dës Noutfallzell gëtt vum Direkter vun der Santé presidéiert. Déi zwee bäiguerdent Direkteren, den Divisiounschef vun der Inspection sanitaire, de Médecin-inspecteur du travail an aner betreffen Divisioune vun der Gesondheitsdirektioun sinn och an der

Noutfallzell vertruuden. D'Noutfallzell ass am Krisefall an direktem Kontakt mat der nationaler Krisenzell, awer och mat de Spideeler an anere wichtegen Déngschter.

ad 2. Am Januar 2017 gouf am Kader vun der Simulatioun vun engem terroristeschen Attentat (exercice Vigilnat) d'Aktivatioun vum Katastropheplang an engem Spidol getest (exercice plan blanc). D'Spidol, dat deelgeholl huet, konnt esou säi Katastrophfall testen. Dësen Test huet gewisen, datt:

- d'Äntwert um Terrain deenen duerch den „plan blanc“ festgeluechten Ziler entsprach huet (d'Aktivatioun vun der Krisenzell, de Wee vun den Alerten, d'intern Kommunikatioun, den Zréckruff respektiv de Maintien vum Personal am Spidol, d'Logistik, d'Fräimaachen an d'Attributioun vu Spidolsbetter);

- et komplex ass een Exercice ze realiséieren an enger Struktur, déi hir normal Aktivitéit vum Empfank a vun der Behandlung vu Patiente muss weiderféieren, dat well d'Patienten, déi eng Behandlung brauchen, kengem Risiko duerch den Exercice dierfen ausgesat ginn;

- d'Kommunikatioun vun de Rettungsdéngschter Richtung Spidol gutt fonctionnéiert huet an d'Kommunikatioun vum Spidol Richtung 112 op verschidene Punkten nogebessert gëtt;

- et opportun wier, d'Simulatioun vun de Soenen an dem Transport vu Patienten an aner Spideeler an engem weideren Exercice nach auszubauen.

Am Moment gi Gespréicher mat verschidene Akteure gefouert, fir och 2018 een nationalen Exercice ze plangen.

ad 3. Lëtzebuerg schafft drun, fir Ofkomme fir eng sanitär Kooperatioun mat den Nopeschlänner auszuhandelen. D'Thema gëtt am Kader vun der Groussregion diskutéiert, déi bilateral Ofkomme sinn dann tëschent de Länner ze schléissen. An deem Kontext huet Lëtzebuerg virun engem Joer mat Frankräich esou een Accord ënnerschriwwen, deen deemnächst vum Parlament muss approvouéiert ginn. Op dem praktesche Plang huet de Gesondheitsministère direkt Kontakter iwwert dësen Thema mat de sanitären Déngschter an Entscheeder an der Groussregion.

ad 4. Et gëtt kee Gesetz zu Lëtzebuerg, dat eng Reserv vu Spidolsbetter géif imposéieren. Eist Land weist méi eng héich Zuel vu Spidolsbetter pro 1.000 Awunner op wéi vill aner europäesch Länner an d'Mittelbelegung vun de Spidolsbetter (72%) ass méi déif ewéi an anere Länner.

De Katastropheplang erlaabt, schnell Spidolsbetter eidel ze maachen an erméiglecht d'programméiert Spidolsaktivitéit, wéi z. B. déi programméiert Opnam vu Patienten, op spéider ze verleeën, fir esou d'Opnam vun Noutfaller ze verbessern. Am Kader vum Krisepiang ginn déi disponibel Better a Capacitéiten, fir Noutfall ze handelen, der Noutfallzell vum Gesondheitsministère an dem 112 lafend matgedelt.

ad 5. D'Zuel vun Dokter an anerem Gesondheitspersonal wäert am Fall vun enger Katastroph mat enger limitierter Zuel vun Afferen duergoen. Am Fall vun enger Katastroph mat héijer Zuel vun Affer wäert international Hëllef mussen ugefrot ginn. Dëst kann zum Beispill gemaach ginn am Kader vun europäesche Mechanismen vun der Protection civile, an deem enner anerem och de Modul „Europäesche corps médical“ virgesinn ass, oder am Kader vu bilateralen Accorde mat eisen Nopeschlänner.

ad 6. De Stat verfüügt iwwer e gewëssene Stock vu strategesch wichtege Medikamenter. Aus verständleche Grënn ass dat awer net fir all Zorte vu Medikamenter méiglech.

ad 7. D'Konzept vun enger Militär- a Katastrophemedezinn, dat den 30. Juni 2017 vum Regierungsrat guttgeheescht gouf, gesäit d'Entwécklung vu spezialiséierte medezinneschen a paramedezinneschen Ressourcë vir. Déi militäresch Spezifitéit vun deem Projet soll et erlaben, déi néideg Kompetenzen an de Savoir-faire an der Militärmedezinn ze entwéckelen an ze perenniséieren. Den Objektiv vun deem Konzept ass den Asaz vu spezialiséiertem Personal aus dem Gesondheitswieses an internationale Friddensmissiounen.

Dat lëtzebuergesch Personal gëtt integréiert a multinational militäresch Kontingenter. D'Personal gëtt rekrutéiert, geschoult an esou organiséiert, fir dass déi national Bedierfnesser am Beräich vun der Katastrophemedezinn souwuel

kennen erméiglecht wéi och ënnerstëtzt ginn. D'Land profitéiert deemno vun neie Ressourcen, déi speziell an der Militär- a Katastrophemedezinn ausgebild an trainéiert sinn, fir déi national Belaaschtbarkeet ze stäerken. Dëst Konzept gesäit och den Aménagement, an engem zivile Spidol, vun enger spezieller militärescher Infrastruktur vir, där hiert Zil et ass, fir militärescht Personal an och Zivilisten, déi aus Kriseregionnen evaküéiert ginn, medezinnesch ze betreiën, grad wéi och d'Affer am Fall vun enger nationaler Katastroph. Et ass geplangt, datt d'Capacitéit vun dëser Infrastruktur ëm déi 40 Better wäert hunn.

**Question 3394** (26.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'aide au développement:

D'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef ënnerscheet sech vun där, déi aner Länner leeschten, besonnesch och duerch de prinzipielle Verzicht op den „Retour“ - also op positiv finanziell oder kontraktuell Auswirkungen zugonschte vun der Lëtzebuurger Economie. Ob dat ëmmer ganz realisabel ass, ass natierlech eng aner Fro.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Entwécklungshëllef dës Fro stellen:

1. Wéi héich ass am Abléck den „Retour“ vun der ëffentlecher Entwécklungshëllef fir déi lëtzebuergesch Economie?

2. Awéiwäit spillen ekonomesch Kritären eng Roll:

- bei der Auswiel vun de Partnerlänner?

- bei der Selektioun vun de Projeten an deene Länner?

3. Wéi ginn déi lëtzebuergesch ekonomesch Akteuren an eis Entwécklungshëllef implizéiert (Industrie, Finanzplaz, Transport, Energie, etc.)?

4. Gëtt versicht, auslännesch Marché fir lëtzebuergesch Entrepreneuren opzemaachen?

5. Wéi verleeft d'Auslafphas vun der Entwécklungshëllef a Schwelälänner (z. B. dem Vietnam an dem Cap-Vert) am Hibleck op déi Lëtzebuurger ekonomesch Interessieren?

6. Wëllt d'Regierung un hirer Poitik festhalen, bei där déi lëtzebuergesch Entwécklungshëllef prinzipiell op d'Promotioun vun ekonomeschen Eegeninteressi vun eisem Land verzicht?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

Am Programm vun dëser Regierung ass um Prinzip vun der „aide non liée“ festgehale ginn. Dat bedeit, dass d'Marchéen, déi am Kader vun de Kooperatiounsprojeten ausgeschriwwen ginn, sech net op lëtzebuergesch Betriber limitéieren, mä transparent an international ausgeschriwwen ginn, fir esou optimal dem Objektiv vun der Aarmutsbekämpfung zegutt kommen. Lëtzebuergesch Betriber kënnen awer natierlech bei dësen Ausschreiwunge matmaachen. Si kënnen och d'office wéinst hirem spezifeschen Apport an engem Projet zréckbehale ginn. Dat ass zum Beispill de Fall fir déi humanitär Satellittekommunikatiounsplattform emergency.lu, ee Public Private Partnership (PPP) mat der SES, Hitech Luxembourg a Luxembourg Air Ambulance.

ad 1. Nieft de politeschen, relationellen an reputationelle Retouren, déi fir onst Land wichteg sinn, bréngt ons ëffentlech Entwécklungszesummenaarbecht, och wa se net gebonnen ass, substanzieell Retoure fir ons Economie. Dës fänke schon u mat den honnerten Aarbechtsplazen, déi duerch ons Kooperatioun geschaf ginn, am bilaterale Beräich a bei den ONGen. Da sinn eng ganz Rëtsch Lëtzebuurger ekonomesch, finanziell an institutionell Akteuren an onser Entwécklungszesummenaarbecht implizéiert. De genauen ekonomesche Retour ze chiffréieren ass onméiglech, mä Kontrakter ginn et mat sëllege Betriber, déi an der Ëmsetzung vu Projete matmaachen, entweder direkt oder iwwer PPPen, an och mat Consultantsbetriber fir d'Evaluatiounen vun de Projeten.

Fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber ze encouragéieren, op nei Marchéen an den Entwécklungslänner ze goen, huet d'Lëtzebuurger Kooperatioun ausserdeem am Abrëll 2016 extra Facilitéiten.

An der Mikrofinanz ass Lëtzebuerg duerch ons Kooperatioun zu engem internationale Centre

d'excellence ginn. En Drëttel vun all den Investment-Vehikelen an der Mikrofinanz weltwäit sinn zu Lëtzebuerg domiciliéiert a representéieren d'Halschent vun allen „actifs sous gestion“ weltwäit. Dës Zuelen eleng si méi wéi honnertmol ons jährléich Entwécklungszesummenaarbecht.

ad 2. D'Lëtzebuurger Entwécklungszesummenaarbecht konzentréiert sech op eng limitéiert Unzuel vun deenen am mannsten entwéckelte Länner. Bei der Auswiel vun dëse Länner sinn d'Haaptkritären d'Valeur ajoutée an den Impact, déi d'Lëtzebuurger Entwécklungszesummenaarbecht um Terrain kann hunn. Dëselwecht Kritäre gëlle fir d'Auswiel vu Projeten, déi ëmmer an engem kohärenten Programm integréiert sinn. Spezifesch Know-how vu Lëtzebuurger Akteuren, gëtt och hei mat a Bezuch geholl.

ad 3. Lëtzebuerg beméit sech, seng ekonomesch an institutionell Akteuren, déi oft eng grouss Expertise hunn, vun där d'Entwécklungslänner profitéieren kënnen, méi a seng Kooperatioun mat anzebannen. Fir d'Betriber ze encouragéieren, sech an esou Initiativen an eise Kooperatiounslänner ze lancéieren, hu mir, wéi gesot, eng Business Partnership Facility op d'Bee gesat, déi dëst Joer an hir zweet Ronn gaangen ass an duerch déi bis elo néng Projeten ënnerstëtzt ginn. Och hei konzentréiere mir eise Kofinanzement op Secteuren, an deene Lëtzebuerg eise Partnerlänner eppes ze bidden huet, andeems mir eis op d'Beräicher vum ICT, Fintech, Biohealth an Eco-innovation konzentréieren. Eventuell wäerte mir dës Beräicher op d'Logistik ausweiden.

Direkt Kollaboratiounen bestinn, wei gesot, och mat Entrepreneuren an Institutiounen am Telekommunikatiounsberäich, an der Consultance, an der Gesondheet, am Transport, an der Recherche an an der Education, souwéi natierlech mat finanziellen Akteuren an der Mikrofinanz.

ad 4. De But vun der Lëtzebuurger Kooperatioun ass net, fir duerch d'Zesummenaarbecht mat de lëtzebuergesch ekonomeschen Akteure Marché fir lëtzebuergesch Entrepreneuren opzemaachen, mä fir si effektiv mat anzebannen am Kampf géint d'Aarmut. Falls de lëtzebuergesch Privatesecteur heideruech gestärkt erausgeet, gesi mir dat als positiven Niewenefet, deen och d'Nohaltegkeet vu solche Projeten ënnerstëtze kann.

Ons Ambassaden an den Entwécklungslänner këmmere sech net nëmme ëm d'Entwécklungszesummenaarbecht, mä stinn de Lëtzebuurger Entrepreneuren zur Verfügung, fir se an hiren Démarchen an dëse Länner ze ënnerstëtzen. Aner Méiglechkeete bidden och Wirtschaftsmissionen wéi déi, déi d'Statssekretärin Francine Closener am Kader vun der Visitt vum Grand-Duc Ufank 2015 am Cabo Verde gemaach huet, oder déi vun der Chambre de Commerce am Februar 2016 am Senegal an duerno an Äthiopien.

ad 5. D'Auslafphas vun der traditioneller Entwécklungszesummenaarbecht a Schwelälänner, wéi de Vietnam oder El Salvador, ass ëmmer mat engem Volet vun Diversifikatiounen vu Relatiounen verbonnen, déi kommerziell, ekonomescher, awer och kultureller a politescher Natur sinn. De Succès vun esou Diversifikatiounen hänkt natierlech an der Haaptsaach vun dem Willen an Interessi vun de Lëtzebuurger Akteuren, op dee Wee ze goen.

ad 6. D'Regierung hält sech un de Programme gouvernemental, an deem de Prinzip vun der „aide non liée“ festgehale ass. D'Lëtzebuurger Kooperatioun ass awer drun interesséiert, fir och de Privatesecteur als en neien Akteur an der Entwécklungszesummenaarbecht ze etabléieren. Ëffentlech Gelder ginn esou als Levier gebraucht, fir privat Gelder ze mobiliséieren an doduerch den Impact op eng nohalteg Entwécklung ze multiplizéieren. An deem Kontext kënnen Synergie kriéiert an nei Partnerschaften lancéiert ginn, déi am Endeffekt och der Lëtzebuurger Economie zegutt kommen kënnen.

**Question 3395** (26.10.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant les accidents de la route impliquant des piétons:

Dans un article paru le 25 octobre 2017 sur le site Internet de la «Radio 100,7», il est rapporté que le «Auswärtiges Amt» en Allemagne avait publié au mois de septembre une recommandation de voyage pour le Luxembourg. Dans cette recommandation le «Auswärtiges Amt» avertissait les voyageurs allemands du taux élevé d'accidents routiers au Luxembourg et mettait notamment en question la sécurité des piétons dans le trafic. Bien que la recomman-

dation ait été retirée entre-temps, le fait reste que le nombre des accidents impliquant des piétons a augmenté dans les derniers mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il des statistiques précises sur les accidents impliquant des piétons des derniers six mois et les circonstances respectives?

- Monsieur le Ministre a-t-il des explications pour cette hausse des accidents?

- Monsieur le Ministre a-t-il fait une analyse des différentes causes des accidents en relation avec des piétons?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre envisage de faire pour contrer cette tendance?

- Étant donné que la période de l'année la plus périlleuse pour les piétons dans le trafic arrive, quelles mesures concrètes Monsieur le Ministre envisage-t-il?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Au premier semestre 2017, un piéton est décédé dans le cadre d'une collision, survenue sur un passage pour piétons du parking d'un supermarché à Howald. La collision en question est toujours en cours d'instruction pour en déterminer les circonstances exactes. Ci-dessous les six derniers bilans des piétons tués et blessés graves:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En analysant les circonstances des différentes collisions entre un véhicule et un piéton survenues, nombreuses sont celles qui se sont produites dans l'obscurité.

Force est de constater qu'en automne et en hiver, lorsque les conditions météorologiques et la visibilité sont mauvaises, les usagers vulnérables, et notamment les piétons, sont particulièrement exposés aux risques d'accident, alors qu'ils risquent de ne pas être vus ou d'être vus trop tard par les automobilistes. Dans l'obscurité, l'automobiliste n'aperçoit un piéton vêtu de vêtements foncés qu'à une distance de 25 mètres. La pluie et le brouillard diminuent encore plus cette visibilité. Un piéton muni d'accessoires réfléchissants par contre sera perceptible à une distance de 140 mètres ce qui diminue significativement le risque de collision.

C'est pourquoi le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ensemble avec la Sécurité routière et la Police grand-ducale, a relancé dans le cadre de la Journée de la sécurité routière, le dimanche 22 octobre 2017 la campagne «Gitt siichtbar». Ainsi, pour sensibiliser et encourager le grand public, à côté de flyers qui indiquent des recommandations, des brassards réfléchissants sont distribués. Cette campagne avait déjà été lancée en 2010, 2013 et 2016.

Il résulte également des analyses effectuées qu'une majorité des collisions impliquant un piéton se produisent en agglomération et dans un tiers des cas sur un passage pour piétons. Devant cette toile de fond, un groupe de travail de la Commission de circulation de l'État, ensemble avec La Sécurité routière, en concertation avec l'Association nationale des victimes de la route (AVR), le Syvicol, la Ville de Luxembourg, la Ville d'Esch-sur-Alzette, l'Administration des ponts et chaussées et le Centre de formation pour conducteurs, a élaboré une brochure «sécurisation des passages pour piétons en agglomération», dont l'objectif est de renforcer la sécurité des piétons par l'élaboration de recommandations pour l'aménagement et la sécurisation des passages piétons en agglomération. Elle est destinée aux communes, gestionnaires du trafic et aux bureaux d'études.

La Commission de circulation de l'État a également élaboré un guide sur l'aménagement d'infrastructures sur la voirie hors agglomération en étroite collaboration avec la Sécurité routière asbl, l'Association nationale des victimes de la route (AVR), l'Administration des ponts et chaussées, la Police grand-ducale, le Centre de formation pour conducteurs, le Syvicol, ainsi que les villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette. Le guide en question a pour but de contribuer à une sécurisation maximale des endroits où se croisent les automobilistes et les piétons et cyclistes: aux passages pour piétons, passages pour cyclistes et arrêts d'autobus. Dans ce sens, le guide recueille les aspects techniques des signalisations ainsi que des aménagements de la voie publique et s'adresse aux administrations communales, aux planificateurs et aux experts qui les épaulent, ainsi qu'aux instances étatiques dans le cadre de la

mise en place de nouvelles infrastructures en dehors des agglomérations.

Ensuite il convient encore de souligner que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures soutient la réalisation de zones à trafic apaisé qui visent entre autres à lutter contre l'insécurité routière sur le plan local. Ainsi, beaucoup de communes ont opté pour la mise en place de zones 30 km/h. Les zones résidentielles et les zones de rencontre apparaissent de plus en plus dans le cadre de projets d'aménagement de nouveaux quartiers, ainsi que dans le cadre de projets de réaménagement de centres d'agglomération.

À relever dans ce contexte que l'abaissement de la limitation de vitesse de 50 km/h à 30 km/h ou à 20 km/h permet de réduire sensiblement la distance d'arrêt des véhicules en cas de freinage d'urgence.

Finalement il convient d'attirer l'attention des honorables Députés au plan d'action «sécurité routière» 2014-2018, qui a fait l'objet de débats de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?» lors de la séance plénière de la Chambre des Députés en date du 16 juin 2015. En effet, ledit plan d'action identifie les défis auxquels se heurtent actuellement les efforts d'amélioration de la sécurité routière et définit les mesures à mettre en œuvre par les acteurs nationaux pour relever ces défis. Parmi ces mesures figurent les mesures dont question ci-dessus.

**Question 3396** (26.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les armes de destruction massive:

Eng vun deene grouse Suergen an der internationaler Politik ass d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen (nuklear, biologesch oder chemesch Waffen) an hire Virleiferproduiten. Et soll och verhënnert ginn, datt net vertrauenswierdeg Staaten oder net staatlech Akteure kënnen an de Besëtz vun deenen néidege Vecteuren (Deeler vu Rakéiten, Equipementen vu Laboratoiren asw.) kommen, fir esou Waffe kënnen ze produzéieren oder anzusetzen, och wann et Equipementen sinn, déi gläichzäitig fir zivill Zwecker kënnen benotzt ginn.

D'Reputatioun vu Lëtzebuerg hänkt mat dovun of, datt déi néideg Kontrolle bei eis mat där néideger Seriositéit an Zouverlässigkeet gemaach ginn. An engem Land, dat säi Logistikberäich kontinuierlech ausbaut (Lofftfracht, Schinneverkéier...), mussen déi zoustänneg Administratiounen zu all Abléck iwwer genuch a gutt forméiert Leit verfügen, fir datt et net zu engem Sécherheitsdefizit an esou engem kruziale Beräich vun der Sécherheitsarchitektur kënnt.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister, dem Här Ausseminister, dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

1) Ginn déi aktuell Gesetzer duer, als legal Basis fir staatlech Interventiounen an deem Beräich? Huet Lëtzebuerg all pertinent internationaler Texter ratifizéiert? Wann net, wéini wëllt d'Regierung der Chamber déi néideg Projete virleeden?

2) Wéi ass Lëtzebuerg an deenen internationale Gremie vertraueden, déi sech ëm déi do Problematik këmmere, zum Beispill am Australien-Grupp an an äänleche formalen an net formale Stategruppen? Ass Lëtzebuerg an all deene relevanten Organisatiounen vertraueden an och regelméisseg präsent?

3) Stëmmt et, datt de Personaleffektiv vun der Douane an deene leschte Jore kontinuierlech erofgaangen ass? Wéi vill Leit waren an de Joren 2010 bis 2017 pro Joer bei der Douane beschäftigt an a wéi enge Carriären?

4) Wéi vill Leit goufe pro Joer bei der Douane fir d'Netproliferatioun forméiert? Wéi vill Leit (och pro Joer) maachen effektiv Kontrollen an deem Beräich?

5) Gëtt et bei der Douane genuch Leit, déi sech fir déi Problematik interesséieren a bereet sinn, eng Formatioun matzemaachen an an deem Beräich ze schaffen?

6) Wéi eng Roll spillt den Office des licences an deem Beräich a wéi eng Mëttele stinn him zur Verfügung, fir déi Missioun ze erfëllen?

7) Gëtt bei all Bauprojet am Beräich vun der Logistik, zum Beispill um Findel oder bei der Eisebunn, den Aspekt vun der Netproliferatioun am Virus gepreff a matbeduecht, fir eng effikass a systematesch Kontroll vun de Wueren an der Fonctionnementsphas ze garantéieren?

8) Wéi funktionéiert d'Zesummenaarbecht tëschent der Douane an deenen aneren Admi-

nistratiounen am Beräich vun der Netprolifération? Ka si zu all Abléck an ouni Émweeër op d'Expertise an d'Kompetenze vun anere Statsverwaltungen zréckgräifen, zum Beispill am Beräich vun der Radioprotektioun oder der Terrorbekämpfung?

**Réponse commune** (30.11.2017) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

D'Lizenzbedéngungen hunn hir legal Basis am Gesetz vum 5. August 1963 iwwert den Import, Export an Transit vu Wueren. Dës gesetzlech Basis ass mat der Zäit duerch verschidde Règlementen grand-ducaux ausgebaut ginn, déi eng speziell administrativ Autorisatioun fir den Transit, Import an Export vu Wueren agefouert hunn (6. Juli 1990 fir den Transit, 15. Januar 1996 fir den Import an 2. Mee 1997 fir den Export).

Sougenannten „Dual-Use“-Wueren (Wueren an Technologien, déi souwuel fir zivill wéi och fir militäresch Zwecker benotzt kënnen ginn) falen ënnert d'Dispositiounen vum EU-Règlement 428/2009 vum 5. Mee 2009. An der Lëtzebuerger Gesetzgebung sinn dës Dispositiounen am Règlement grand-ducal vum 2. September 2011 ëmgesat ginn (règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 réglementant l'exportation et le transit des biens et technologies à double usage). Am Kontext vun der administrativer Vereinfachung, a fir eis national Gesetzgebung ze moderniséieren, huet de Wirtschaftsministère den 29. Juli 2014 e Gesetzesprojet agereecht mam Titel:

Projet de loi n°6708 relatif

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique; au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes;

Am Domän vun den „Dual-Use“-Wueren kodifizéiert de Gesetzesprojet 6708 de Règlement grand-ducal vum 2. September 2011 a géif dës Dispositiounen domat op den Niveau vun engem Gesetz hiewen. Do dernieft enthält de Gesetzesprojet nach e puer Neiegeketen:

- D'Schafe vun neien administrativen a penale Sanktiounen. D'Exportatioun oder den Transit vu lizenzpflichtege Wueren, ouni déi noutwendeg Autorisatioun, soll an Zukunft mat Prisonsstrofe vu fënnf bis zéng Joer an enger Amende vu 25.000 bis 1.000.000 EUR bestrouft ginn.

- Extensioen vun der sougenannter „catch-all“-Klausel, déi et den zoustännegen nationalen Autoritéiten erlaabt, „Dual-Use“-Wueren an déi dozou gehéiereg Technologien ze kontrolléieren, fir déi keng Lizenzpflicht virgesinn ass, mä wou estiméiert gëtt, dass den Export an Drëttlänner kéint géint Obligatiounen an Engagementer vum Lëtzebuerger Stat am Beräich vun der Netprolifération vu Massevernichtungswaffe verstoussen.

- De Gesetzesprojet schafft eng nei Regel am Domän vum Courtage. D'Courtageservicer mussen bei den nationalen Autoritéiten ugemellt ginn, wann et sech ëm de Courtage vu Verdedegungsgidder oder „Dual-Use“-Wueren handelt.

- Et ginn nei Dispositiounen virgesinn am Domän vun den „Technologies intangibles“ (Savoir-faire, sensible Informatiounen). Dësen Domän ass an de leschte Jore permanent gewuess a stellt eng Eerausfuerverderung duer déi international Communautéit.

De Gesetzesprojet 6708 ass am Moment virum der zoustänneger Chamberskommissioun a steet kuerz virum Ofschluss.

Op internationalem Plang huet Lëtzebuerg all déi pertinent Texter am Kader vun der Netprolifération vu Massevernichtungswaffe ratifizéiert (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Convention sur l'interdiction des armes chimiques, Convention sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines). Des Weideren setzt Lëtzebuerg d'Resolutioun 1540 ëm, déi den UNO-Sécherheetsrot 2004 ugeholl huet an déi en Aktiounsplang op d'Bee gestallt huet géint d'Prolifération vu Massevernichtungswaffen a vun hire Vecteuren a Richtung vun net staatlechen Akteuren.

Lëtzebuerg ass Member vun de véier haapt Exportkontrollregimmen, dem Australia Group

(AG, géint d'Prolifération vu chemeschen, biologeschen an toxesch Wueren, Technologien a Waffen), dem Nuclear Suppliers Group (NSG, géint d'Prolifération vun nukleare Wueren an Technologien), dem Missile Technology Control Regime (MTCR, géint d'Prolifération vu Missillen a ballistescher Technologie) an dem Wassenaar Arrangement (WA, géint d'Prolifération vun „Dual-Use“-Wueren, konventionelle Waffen an den Transferte vu Wueren an Technologien, déi a Waffeprogrammer affléisse kënnen). Lëtzebuerg hält all Joer un de verschidde Versammlungen deel mat enger Delegation aus Verrieder vum Ausseministère, vum Wirtschaftsministère (Office des licences), vun der Administration des douanes et accises (ADA) a vum Service de renseignement.

Lëtzebuerg ass och en aktive Member an dese Regimmen: 2015 huet Lëtzebuerg zesumme mat Holland den MTCR coprésidéiert. De Modell vun der Coprésidence, dee mat eisen hollännesche Partner initiéiert gouf, ass och opgegraff gi vun Irland an Island, déi am Moment d'Aarbecht vun dësem Regime leeden.

Nieft den Exportkontrollregimmen, representéiert den Ausseministère Lëtzebuerg och regelméisseg bei de Plénières an aneren Evenementer vun den internationalen Traitéen. Nenne mer an dësem Kontext den Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), d'Convention sur l'interdiction des armes chimiques, d'Convention sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines. Lëtzebuerg beedelegt sech och un Aarbechtsgruppen zum Thema vun der Netprolifération um Niveau vun der Europäescher Unioun, un der Initiative globale pour contrer le terrorisme nucléaire (GICNT) an un der Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI).

D'Roll vum Office des licences ass d'Kontroll vum Export, dem Import an dem Transit fir all Militärwaffen an „Dual-Use“-Wueren respektiv aneren Technologien, déi a säi Kompetenzberäich falen, sécherstellen. Déi Aarbechte ginn ausgefouert an enger Ofstëmmung am Kader vun engem interministerielle Koordinatiounscomité.

Den Office des licences steet och allen Entreprises, déi Wueren exportéieren, zur Verfügung, fir sech ze informéieren a sech beroden ze loosse an de Beräicher, déi vum Office ofgedeckt ginn.

D'ADA ass concernéiert, wann een Operateur eng Autorisatioun ufreet oder wa Wueren am Kader vun Import-, Export-, Transitprozeduren iwwer Lëtzebuerg ginn.

D'Zusammenaarbecht mat aneren Akteuren ass gutt a wäert duerch de Projet de loi 6708 weider officialiséiert a formaliséiert ginn.

Op haut gekuckt zielt d'ADA een Total vu 434 Leit. Dat sinn der, an absoluten Zuelen, effektiv manner wéi virun e puer Joer. Dëst ass d'Resultat vun der etappeweiser Émsetzung vun engem Rekrutementskonzept, dat decidéiert gouf, fir eng aner Gewichtung vun de Carrière bannent dem Corps ze kréien an esou, duerch eng méi héich Formation de base vun den neie Rekrutten, besser op déi aktuell Eerausfuerverderung reagéieren ze kënnen. Zäitgläich zum Ofbau vu Plazen am Groupe de traitement D1 (Brigadier) ginn deemno d'Effektiver am Groupe de traitement B1 (Redakter) ugehewen. Opedeelt no Carrière sinn haut 307 Leit an der Carrière D1, 119 Leit an der Carrière B1, eng Persoun an der Carrière A2 a siwe Leit an der Carrière A1.

Am Kader vun der Netprolifération gi verschidde méi generell a spezifesch Formatiounen ugebueden. Esou hunn zum Beispill 21 Leit de Cours „Identification de marchandises stratégiques“ matgemaach a 17 Leit de Cours „Identification de biens sensibles“. Et kann een ënnersträichen, dass ee Cours iwwer „Biens à double usage“ am Kader vum Stage ofgehalé gëtt. Zënter 2010 si 77 Leit forméiert ginn. Dëst Joer sinn et 15 Stagiairen aus de Carrièren D1 a B1, déi dës Cours dispenséiert kréien. All Beamten, déi een Interêt fir déi eng oder aner Spezialisatioun un den Dag leeën, kréien och d'Méiglechkeet, am Ausland u ganz spezifesch Formatiounen an Trainingen deelzehuelen. Am Kader vun der Netprolifération war dat méi rezent notament de Fall fir Fonctionnaire vum Findel, déi en engem héichwäertegen Training fir Detektioun vu Radioaktivitéit an nuklearem Material deelgeholl hunn.

Der ADA hir Risiko-Analys an déi duerchgefouert integréiert Douaneskontrollen, déi notament am Export, Import an Transit gemaach ginn, couvréieren och d'Netproliférationslegislatioun.

Am Kader vun der Ouverture vun den neien „terminaux intermodaux rail/route“ zu Beetebuerg-Diddeleng hunn d'CFL folgend Moossname geholl, fir präventiv Wuerekontrollen duerchzéieren:

- Déi nei „terminaux intermodaux rail/route“ si mat engem Zonk ronderëm de ganzen Terminal ausgestatt ginn. Zousätzlech dozou sinn lwwerwachungskameraen opgeriicht, déi déi verschidden Zonen an Accèspunkten am Bléck hunn. Dës Equipementer sinn zesumme mat der ADA ausgewielt ginn, fir en CFL-Terminal ënnert dem „Authorised Economic Operator“-Label ze hunn. Dat heescht, dass d'CFL hei gewëssen hoheitsrechtlech Funktiounen duerchféiere kann.

- D'Fonctionnaire vum der ADA ginn natierlech och physesch um neien Terminal agesat. Effektiv sinn all regional Büroen aus dem Süde vum Land am neien administrative Gebai um Terminal situéiert. D'ADA huet virgesinn, eng 30 Leit vun der Émgéigend anzesetzen, wouduerch et, niewent dem ofschreckenden Effekt, méi einfach gëtt, erakommend an erausfuierend Zich a Camionen an dem Terminal ze kontrolléieren.

- Am Projet vun der Émstellung vum alen Terminal op den „Centre routier sécurisé“ ass et virgesinn, eng Plaz fir e mobile Camionscanner „Truckscan“ vun der ADA ze schafen. Dës Plaz läit direkt nieft der Usammlungsplaz vun de Camionen an huet Stroumgeschloss an och eng Ofschirmung géint Radiostrahlen.

Déi genannte Moossname sinn net spezifesch fir d'Netprolifération vun Massevernichtungswaffen geplangt an ëmgesat ginn, mä erlaben och punktuell an allgemeng Kontrollen vun de Wueren.

Bei all Bauprojet um Findel am Beräich vun der Logistik, wéi och an deenen anere Beräicher, gëtt den Aspekt vun der Sécherheet (sûreté) an domat och der Netprolifération vu Massevernichtungswaffen am Virus gepréift.

An deem Kontext ass d'Direction de l'aviation civile (DAC) zoustänneg, fir sécherzegoen, datt d'Sécherheetskette applizéiert gëtt. All Infrastruktur (aktuell an zukünfteg) muss déi europäesch Ufuerverderungen am Kader vum Règlement (CE) n°300/2008 (an allen Annexen an Amendementer asw.) erfüllen, ënner anere wat d'Inspection-Filtrage vun de Wueren ueget. All Reviderung oder Neibau vu Carogebaier gëtt mat deenen zoustännegen Autoritéiten, wéi Police grand-ducale, Administration des douanes et accises an Direction de l'aviation civile, geplangt.

Dozou kann nach gesot ginn, datt et an deem Kader national Expertecomité gëtt, déi sech regelméisseg gesinn, fir all sécherheetsrelevant Sujeten ze diskutéieren. Op europäeschem Niveau vertritt d'DAC Lëtzebuerg bei de Reunione vun de betreffenden Expertecomitéen zu Bréssel.

#### Question 3397 (26.10.2017) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant les chambres d'inhalation:

L'asthme est la maladie chronique la plus fréquente dans l'enfance. L'asthme et les bronchites asthmatiformes sont une des causes les plus fréquentes d'hospitalisation. Les traitements à administrer sont des médicaments à inhaler.

Depuis plus de deux décennies les aérosols combinés à des chambres d'inhalation sont reconnus comme traitement de choix comparés aux nébuliseurs à air comprimé dans l'asthme léger à modéré. En plus, ces chambres d'inhalation sont plus faciles à utiliser, le temps d'administration est plus court, il y a moins d'effets secondaires, le traitement est moins cher et il y a une augmentation de la satisfaction des parents et des enfants. Par ailleurs, si on peut profiter du temps d'hospitalisation pour éduquer le patient dans l'utilisation de ces chambres, il y a moins de ré-hospitalisations dans l'année qui suit.

Or, l'on se doit de constater que l'utilisation de ces chambres n'est pas remboursée par la Caisse nationale de santé (CNS) si la chambre est fournie par les soins des hôpitaux tandis que si les patients se procurent une telle chambre dans une pharmacie, la CNS la leur rembourse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Pour quelles raisons les patients ne sont-ils pas remboursés pour les traitements à l'aide d'une chambre à inhaler dans les hôpitaux?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il soit utile que les patients apprennent à l'hôpital l'utilisation correcte des chambres à inhaler?

- La prise en charge correcte et rapide des patients concernés ne devrait-elle pas primer?

#### Réponse commune (22.11.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

La chambre d'inhalation est un système interposé entre la bouche du patient et l'aérosol doseur. Elle permet une meilleure déposition du médicament dans les petites voies aériennes réduisant son dépôt dans la bouche et la gorge.

Si un traitement d'asthme est choisi, moyennant une chambre à inhalation, par le médecin traitant hospitalier, la chambre à inhalation est mise à disposition et les médicaments sont fournis au patient hospitalisé sans frais pour lui.

Force est de préciser qu'aucune disposition légale ou conventionnelle n'exclut ces fournitures de la prise en charge par l'assurance maladie. Les fournitures délivrées aux personnes protégées en milieu hospitalier sont considérées comme fournitures du secteur hospitalier et la prise en charge se fait selon les budgets hospitaliers prévus par les articles 74 à 79 du Code de la sécurité sociale.

Une éducation concernant la bonne utilisation du dispositif se fait à l'hôpital, tous les jours, lors de la prise des doses à inhaler. L'apprentissage de l'utilisation de la chambre à inhalation est nécessaire, en particulier chez l'enfant.

Lors de la sortie du patient, il n'emmène pas la chambre à inhaler; celle-ci est désinfectée pour réutilisation ultérieure à l'hôpital.

Le patient reçoit une ordonnance pour aller chercher la chambre à inhalation à l'officine, afin de continuer le même traitement à la maison. La CNS prend en charge la chambre d'inhalation délivrée pour tout patient affilié à l'assurance maladie selon les règles statutaires, dont le fichier B1 de l'annexe A des statuts de la CNS prévoit les modalités (montants, taux et délais).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

#### Question 3398 (26.10.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant les listes de candidats incomplètes:

Lors des élections communales du 8 octobre 2017 les électeurs de certaines communes votant d'après le système de la représentation proportionnelle se voyaient confronté à des listes qui comprenaient moins de candidats qu'il n'y avait de conseillers communaux à élire dans leur commune.

Selon l'article 240 de la loi électorale «L'électeur qui (...) remplit le cercle blanc de la case placée en tête d'une liste ou qui y inscrit une croix adhère à cette liste en totalité et attribue ainsi un suffrage à chacun des candidats de cette liste.»

Dans l'annexe «Instruction pour l'électeur» à la loi électorale il est précisé que «L'électeur qui remplit le cercle blanc de la case placée en tête d'une liste qui comprend moins de candidats qu'il n'y a de conseillers communaux à élire dans la commune, ou qui inscrit une croix dans le cercle blanc de la case placée en tête d'une pareille liste, attribue à cette liste un nombre de suffrages égal au nombre de candidats qui y figurent. Il aura ainsi attribué un suffrage à chacun des candidats de cette liste. Il y aura par conséquent à tenir compte tout particulièrement des faits que l'électeur peut attribuer au maximum deux suffrages à chacun des candidats et qu'il dispose seulement d'un nombre de suffrages égal à celui des conseillers communaux à élire dans la commune.»

Il me revient que certains électeurs et membres des bureaux de vote des communes concernées ont des interprétations divergentes concernant le mode de répartition des suffrages d'un électeur qui a rempli le cercle d'une liste incomplète. En effet, il semble peu clair si dans un tel cas l'électeur peut encore distribuer des voix supplémentaires sur la même liste jusqu'à l'occurrence du nombre de suffrages égal à celui des conseillers communaux à élire dans la commune ou s'il ne peut attribuer des suffrages à des candidats sur d'autres listes ou s'il ne peut plus attribuer de suffrages supplémentaires.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que l'interprétation de l'article 240 de la loi électorale en combinaison avec le passage de l'instruction pour l'électeur précité peut être ambiguë?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il faille modifier la loi électorale et/ou les instructions pour l'électeur afin de rendre plus claire la procédure électorale dans les communes où se présentent des listes de candidats incomplètes?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La loi électorale modifiée du 18 février 2003 dispose que les listes sont composées par des candidats dont le nombre ne peut pas excéder celui des conseillers à élire dans la commune. En se limitant à définir le nombre maximal de conseillers qui peuvent figurer sur une liste, la loi admet implicitement que le nombre de candidats peut être inférieur au nombre de candidats à élire, chaque liste devant présenter un candidat au moins.

Lorsqu'il exprime son vote, l'électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de conseillers à élire au conseil communal, deux suffrages au maximum pouvant être attribués par candidat.

Lorsque l'électeur adhère à une liste en totalité en remplissant le cercle blanc de la case placée en tête de la liste ou en y inscrivant une croix, il attribue un suffrage à chacun des candidats de cette liste. Lorsque la liste est complète, l'électeur aura attribué le maximum de suffrages dont il disposait. Si en revanche, la liste est incomplète, l'électeur pourra attribuer les suffrages restants soit à des candidats de la liste, soit à des candidats d'autres listes tout en veillant à ne pas attribuer plus de deux suffrages par candidat. En effet, l'électeur qui adhère à une liste de candidats incomplète doit, en vertu du principe constitutionnel d'égalité devant la loi, pouvoir exprimer autant de suffrages que celui qui adhère à une liste complète.

Les modalités du vote en présence de listes incomplètes se déduisent des règles fondamentales concernant l'exercice du droit de vote, notamment du nombre maximal de suffrages disponibles, de la limite de deux suffrages par candidat et du principe du panachage. Dès lors, je considère que ni l'article 240 de la loi électorale précitée, ni les instructions pour l'électeur ne sont ambigus et qu'une modification de la loi sur ce point ne s'impose pas.

**Question 3399** (26.10.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** (DP) concernant les **déchets en plastique**:

Plus de 220 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année. 91% des déchets plastiques ne sont pas recyclés. Chaque année, de 6,5 à 8 millions de tonnes de déchets plastiques sont déversées dans les océans, soit 206 kilos de plastique par seconde. Ces chiffres montrent que pour mieux protéger notre environnement et pour pouvoir offrir une planète plus saine aux générations futures, des alternatives doivent être trouvées pour consommer moins de plastique.

Le Gouvernement français par exemple a voté une loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte interdisant la vente et la distribution de gobelets, verres et assiettes en plastique au 1<sup>er</sup> janvier 2020. À partir de cette date, seule pourra être vendue ou distribuée gratuitement, en vente à emporter ou en consommation sur place, la vaisselle jetable compostable en compostage domestique et constituée pour tout ou partie de matières biosourcées.

La Chambre des Députés a voté en janvier la loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages mettant fin à la distribution gratuite de sacs en plastique dans le but de réduire considérablement les déchets d'emballages en plastique. Cette loi transpose la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages et la directive (UE) 2015/720 modifiant la directive 94/62/CE en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce qu'une interdiction de la vente et de la distribution de gobelets, verres et assiettes en plastique comme en France est également envisagée au Luxembourg?

2. Dans la négative, est-ce que le Ministère de l'Environnement incite les consommateurs à utiliser des alternatives au plastique? Dans l'affirmative, quelles sont selon Madame la Ministre les meilleures alternatives pour diminuer efficacement la production de déchets en plastique?

3. Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile de légiférer à ce sujet au niveau européen comme cela a été fait par la directive (UE) 2015/720 modifiant la directive 94/62/CE en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers? Dans l'affirmative, est-ce que le sujet de la réduction de la consommation de gobelets, verres et assiettes en plastique a déjà été abordé au sein du Conseil européen?

**Réponse** (24.11.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. D'emblée, il faut préciser que le Gouvernement français n'interdit pas au sens strict la vente et la distribution de gobelets, verres et assiettes en plastique à usage unique, mais fixe des taux obligatoires que ceux-ci doivent contenir en matière de plastique biosourcés. Ainsi, par le décret 2016-1170 du 30 août 2016, les gobelets, verres et assiettes jetables doivent contenir au moins 50% en matière biosourcée au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et au moins 60% en matière biosourcée au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

De plus, il faut noter que beaucoup de confusions existent actuellement en ce qui concerne les notions de plastiques biodégradables, plastiques compostables, plastiques biosourcés, voire plastiques oxo(bio)dégradables. Ceci est dû à une absence de définition légale au niveau européen. De plus, aucun étiquetage harmonisé n'existe actuellement. La Commission européenne a mandaté en 2016 le CEN (Comité européen de normalisation) d'élaborer de telles normes. Une finalisation de ces normes est prévue au plus tôt pour fin 2018.

D'une manière générale, la matière biosourcée est définie par: «toute matière d'origine biologique à l'exclusion des matières intégrées dans des formations géologiques ou fossilisées». Dans le cas des plastiques biosourcés, on s'intéresse seulement à l'origine des matières premières (amidon, canne à sucre) à partir desquelles on fabrique ces plastiques.

De ce fait, le terme «biosourcé» ne signifie pas forcément que les polymères sont biodégradables lorsqu'elles deviennent «déchets». Si la teneur en matière biosourcée dans ces gobelets, verres et assiettes doit au moins être de 50% en 2020 et de 60% en 2025, il faut constater qu'il est toujours autorisé d'utiliser 50%, respectivement 40% de plastiques d'autres origines, dont notamment ceux qui sont issus de l'industrie pétrochimique.

D'autres problèmes avec les matières plastiques biosourcées se présentent à la fin de vie de ces produits. Étant donné qu'à vue d'œil, il est difficile de faire une différence entre plastiques biosourcés et plastiques conventionnels, ces matières sont généralement enlevées avant leur introduction dans un processus de compostage ou de biométhanisation.

À cela s'ajoute que ces produits ne se prêtent pas forcément au compostage industriel: Alors que ces produits sont réputés être biodégradables, il se trouve en pratique qu'ils ne se décomposent pas complètement dans des installations industrielles de compostage ou de biométhanisation. Or, une contamination du compost ou du digestat avec ces bioplastiques ou plastiques biosourcés est absolument à éviter.

À noter également que pour les installations de biométhanisation plus particulièrement, un enlèvement en amont s'impose, étant donné que les sacs s'enroulent autour des vis d'alimentation des réacteurs, bloquant ainsi le processus. Ce problème existe indépendamment de la nature du matériel plastique.

Ainsi, les aléas techniques font que les matériaux plastiques biosourcés ainsi séparés des déchets organiques sont éliminés par incinération ensemble avec les autres indésirables.

Il faut aussi attirer l'attention sur les effets environnementaux de ces produits biosourcés: Même si les plastiques biosourcés se dégradent entièrement de façon visible, cette dégradation n'est en général pas complète. En effet, de nombreux plastiques biosourcés se défragmentent, laissant des résidus de microplastiques, susceptibles de mieux se disperser dans le milieu naturel pour s'accumuler alors dans la faune le long de la chaîne trophique.

Au vu des considérations ci-dessus et vu l'absence au niveau européen de définitions harmonisées et vu l'absence d'étiquetage harmonisé des bioplastiques et des plastiques biosourcés, le Luxembourg se voit actuellement mal placé de promouvoir ces plastiques, car ils

pourraient bel et bien amplifier les problèmes environnementaux au lieu de présenter une solution véritablement durable.

Ainsi, le chapitre 3.8 du projet de plan national de gestion des déchets et des ressources prévoit de lancer des campagnes de sensibilisation en matière des sacs biodégradables, notamment pour lutter contre le «greenwashing» de ces produits.

ad 2. Conformément à la hiérarchie dans la gestion des déchets, la priorité est toujours donnée à la prévention des déchets.

L'initiative française ne tient pas compte de la prévention, mais consiste à favoriser des produits en un matériel déterminé et à usage unique par un produit en un autre matériel, mais toujours à usage unique.

Le Gouvernement luxembourgeois par contre a toujours essayé d'élaborer et de promouvoir des alternatives favorisant la prévention au lieu d'interdire la mise sur le marché de certains produits.

Ainsi, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'environnement, ensemble avec la Confédération luxembourgeoise du commerce et l'asbl Valorex, ont lancé en 2004 le projet Eco-Sac, qui depuis son lancement a permis d'éviter 840 millions de sacs de caisse à usage unique.

Dans le cadre de Luxembourg, capitale européenne de la culture en 2007, le ministère a soutenu des projets pilotes visant à remplacer lors de manifestations les gobelets à usage unique par des gobelets consignés réutilisables.

Des initiatives des communes luxembourgeoises telles que le «Spullweenchen» existent depuis longtemps.

Ces initiatives sont à promouvoir et à généraliser désormais au niveau national. D'autres initiatives sont actuellement en phase de préparation et pourront prochainement être réalisées, dont notamment:

- des sacs réutilisables pour l'achat de fruits et légumes en vrac dans les supermarchés;

- l'«Eco-Box», un récipient réutilisable qui est prioritairement conçu pour lutter contre le gaspillage alimentaire dans la restauration, mais qui peut aussi être utilisé comme emballage réutilisable pour des denrées alimentaires à emporter;

- la promotion des gobelets réutilisables lors des manifestations publiques;

- la promotion des gobelets réutilisables pour cafés à emporter.

Le 29 septembre 2017, le Ministère du Développement durable, Département de l'environnement, la SuperDrecksKëscht et la Fédération luxembourgeoise de marche populaire ont présenté leur projet d'un gobelet réutilisable qui sera désormais utilisé lors des marches populaires. Le but de ce projet est d'éviter annuellement quelque 200.000 gobelets à usage unique.

ad 3. Les gobelets, verres et assiettes sont classifiés comme emballages lorsqu'ils sont remplis au point de vente et tombent dès lors dans le champ d'application de la directive européenne 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages, transposée en droit national par la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

La directive 94/62/CE est actuellement sous révision au niveau européen dans le cadre du paquet «économie circulaire». Le texte proposé par la commission prévoit des taux de collecte des déchets d'emballages plastiques d'au moins 55% en poids au plus tard 2025. Des interdictions pour certaines catégories de plastiques ne sont pas prévues au niveau communautaire.

Néanmoins, lors de la transposition en droit national des adaptations de la directive 94/62/CE, je n'exclus pas des dispositions plus strictes en matière de mise sur le marché de certaines catégories d'emballages en plastique.

**Question 3400** (25.10.2017) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant la **démolition d'un immeuble au Bridel**:

Selon mes informations, il a été accordé une autorisation de démolition pour une des plus anciennes maisons au Bridel, sise 57, rue de Luxembourg et abritant actuellement le restaurant «Vallelunga Beach». Il s'agit d'une des dernières fermes de la localité.

Construit il y a plus de 250 ans, l'immeuble a été initialement connu sous le nom de «Bridels-haff». Au début du 20<sup>e</sup> siècle, le Bridels-haff a été revendu et ses locaux ont été transformés

en un café nommé «A Graasch». Après un incendie dans la nuit du 3 au 4 septembre 1945, les propriétaires ont agrandi le café et quelques années plus tard, en 1953, l'établissement avait été repris par la Brasserie Battin sous le nom de «Café Ideal». Entre-temps, le café-restaurant est devenu l'un des lieux préférés de rencontres conviviales des habitants de Kopstal-Bridel. Longtemps connu sous le nom «Taverne rustique», l'immeuble abrite depuis 1991 le restaurant-pizzeria «Vallelunga Beach».

Dans la mesure où l'établissement peut faire état d'une longue histoire remontant jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'autorisation de démolir le bâtiment en question?

- La Commission nationale des sites et monuments a-t-elle été saisie?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ladite commission?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture*:

Le Ministère de la Culture ne peut pas confirmer une quelconque autorisation de démolition concernant le bâtiment au Bridel, sis 57, rue de Luxembourg, une telle autorisation ne relevant pas de sa compétence.

Saisi d'une demande de protection, le Ministre de la Culture a transmis le dossier au Service des sites et monuments nationaux pour instruction. La Commission des sites et monuments nationaux statuera sur cette demande lors de sa prochaine réunion.

**Question 3401** (26.10.2017) de **MM. Claude Adam** et **Roberto Traversini** (déi gréng) concernant l'**accueil et intégration des étrangers**:

Nils Muižnieks, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a tiré un bilan globalement positif par rapport à la situation des demandeurs de protection internationale (DPI) au Luxembourg, à l'issue de sa visite du 18 au 22 septembre 2017 portant sur les problèmes d'asile, de migration et d'intégration.

Il encourage les autorités luxembourgeoises à poursuivre leurs efforts pour intégrer les demandeurs d'asile et les migrants et a estimé qu'il serait par exemple «possible d'en faire davantage pour réduire les délais concernant l'examen des demandes d'asile et garantir l'accès au logement, à l'emploi et à une éducation inclusive» en suggérant d'augmenter davantage les effectifs des services concernés et d'offrir au personnel des formations spécialisées. Selon nos informations, il aurait par ailleurs été frappé par les ratios très différents relatifs à l'encadrement des demandeurs de protection internationale dans les foyers gérés par l'OLAI et ceux gérés par des organisations de la société civile avec jusqu'à trois fois plus de travailleurs sociaux par DPI. Il regretterait également le caractère temporaire d'une partie du personnel recruté par les services gouvernementaux, de même que le caractère rudimentaire des installations de la structure de retour à Luxexpo.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Combien de personnes travaillent actuellement pour la Direction de l'immigration et quelle est la proportion de contrats à durée déterminée?

2. Vu l'état de la structure à Luxexpo, le Gouvernement n'entend-il pas affecter d'autres bâtiments vides à cette fin, comme par exemple l'ancien Laboratoire de l'État au Verlorenkost?

3. Est-ce que le Gouvernement a prévu d'engager du personnel supplémentaire et d'améliorer ainsi le ratio d'encadrement? Dans l'affirmative, quels sont les profils ou qualifications recherchés?

4. Le Gouvernement envisage-t-il d'associer davantage la société civile à ses projets d'accueil et d'intégration, tel que par exemple le forum citoyen et associatif «Ronnen Dësch»?

5. Est-ce que des représentants de la société civile pourraient être invités au Comité interministériel à l'intégration, qui a pour mission la coordination de la politique d'intégration au Luxembourg?

**Réponse** (17.11.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. La Direction de l'immigration dispose actuellement d'un effectif de 145 personnes,

dont 15 personnes avec des contrats à durée déterminée et 14 personnes ayant obtenu le statut de travailleur handicapé. Le taux des contrats à durée déterminée s'élève à 10,3%. Le Service des réfugiés qui compte aujourd'hui 47 agents, dont dix personnes avec des contrats à durée déterminée, a connu une augmentation de son effectif, notamment suite à l'afflux des trois dernières années. Par conséquent, 2833 décisions en matière d'asile ont déjà été prises en 2017, comparé à 2329 pour toute l'année 2016, 1245 pour 2015 et 428 pour 2010.

Notons qu'une partie de l'effectif de la Direction de l'immigration dispose d'un contrat de travail à temps partiel.

ad 2. Le 1<sup>er</sup> avril 2017, le Centre de rétention a repris la gestion du hall 6 de la Luxexpo en y aménageant la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK). Via des assignations à résidence, la SHUK fait fonction d'une alternative à la rétention. D'importants travaux de rénovation et d'aménagement ont eu lieu, ceci notamment aux niveaux sanitaire et sécuritaire. Un espace de rencontre et des activités ludiques ont également été mis en place. La structure est conforme à tous les standards en vigueur.

Toutefois, des réflexions sur le long terme sont en cours pour la réalisation d'une maison de retour.

ad 3. Entre septembre 2015 et septembre 2017, les effectifs de l'OLAI ont été augmentés de 64 postes, dont 17 postes socio-éducatifs destinés à l'encadrement des demandeurs de protection internationale. Cette mesure de recrutement décidée par le Gouvernement visait principalement à renforcer les équipes assurant l'encadrement social des DPI (assistants sociaux et éducateurs) mais aussi les équipes responsables de la gestion des structures d'hébergement.

Le processus de recrutement sera clôturé à la fin de l'année 2017 et aura permis de rapprocher le ratio d'encadrement significativement à celui des gestionnaires partenaires (Caritas et Croix-Rouge).

ad 4. Les projets d'accueil et d'intégration du Gouvernement font partie du Plan d'action national pluriannuel de l'intégration (PAN) qui est en cours d'élaboration. Ce processus d'élaboration prévoit un certain nombre de consultations, dont évidemment aussi celles de la société civile. Par ailleurs, les acteurs et experts du terrain, dont entre autres, les associations œuvrant en faveur de l'accueil et de l'intégration, les partenaires sociaux, économiques et culturels, les chercheurs scientifiques, etc., pourront participer activement à la mise en œuvre du PAN via des appels à projets.

ad 5. De par la loi du 16 décembre 2008 «L'OLAI a pour mission d'organiser l'accueil des étrangers nouveaux arrivants, de faciliter le processus d'intégration des étrangers par la mise en œuvre et la coordination de la politique d'accueil et d'intégration, [...], conjointement avec les communes et des acteurs de la société civile.» En vue de cette mission de coordination, l'OLAI est en contact direct et régulier avec la société civile et en informe le Comité interministériel à l'intégration, qui lui, en prend note et inclut les contributions de la société civile dans l'élaboration du projet de PAN. Outre la prise en compte des contributions de la société civile par le biais de l'OLAI, le Comité interministériel à l'intégration lancera de nouvelles consultations dans le cadre de l'élaboration du nouveau PAN.

#### Question 3402 (27.10.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la discipline dans les lycées:

Här President, déi parlamentaresch Fraktioun vun der ADR huet den 19. Oktober 2017 e Bréif un lech gericht, fir lech ze bieden, den Här Educationminister an eng Sëtzung vun der Educationskommission anzuelueden, fir do Erklärungen iwwert d'Situatioun an d'Problemer mat der Disziplin an de Lycéeën ze ginn.

Fir dës Sëtzung beschtméiglechst kënne virzubereeden, wéilt ech lech bieden, esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, dës parlamentaresch Fro un den Här Educationminister weiderzeleeden.

1. Kann den Här Minister fir d'Schouljoren 2014-2015, 2015-2016 an 2016-2017 folgend Zuele bekannt ginn:

- d'Zuel vun den „conseils de classe“ an Disziplinaraffären am Land,

- d'Zuel vun den „conseils de discipline“ (och no engem „conseil de classe“ an enger Disziplinarfro), wëssend, datt den „conseil de classe“

an Disziplinarfroen elo an där Form net méi existéiert?

2. Wéi vill Schüler hunn an deene betreffende Schouljore fräiwëlleg hir Schoul verlooss, ier si aus disziplinaresche Grënn virun en „conseil de classe“ oder en „conseil de discipline“ gestallt goufen?

3. A wéi enger Form hale sech den Här Minister an de Ministère iwwert déi disziplinaresche Problemer an de Schoulen informéiert?

4. Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Enseignanten, fir bei méi „klengen“ disziplinaresche Problemer (Onhéiflechkeeten, Retarden, Verstouss géint de Fëmmverbuert, asw.) anzegreifen? Sinn dem Här Minister besonnesch Problemer am Kontext vun deene méi „klengen“ disziplinaresche Problemer bekannt?

5. Hunn d'Gewerkschafte vun den Enseignanten an deene leschte Jore Fuerderungen am Beräich vun der Disziplin erhewen a wéi huet den Här Minister dorop reagéiert?

#### Réponse (21.11.2017) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1.+2.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. De Ministère suergt dofir, datt an all Schoul en „conseil de discipline“ konstituéiert gëtt; d'Schoulen hunn allerdéngs keng Obligation, hir disziplinaresche Fäll systematesch um Ministère ze mellen. De Ministère gëtt also just mat disziplinaresche Fäll aus de Lycéeën befaasst, wa vun den Elteren e Recours beim Ministère géint eng Sanktioun ageluecht gëtt.

De Ministère kann allerdéngs op Etüden zréckgräifen, déi sech regelméisseg mam sougenannte Schoulklima befaassen; ech géif an deem Zesammenhang d'Beispiller vun der PISA-Etüd an der HBSC-Etüd nennen.

ad 4. Ech erlabe mir, den honorabelen Deputéierten op den Artikel 42 vun der modifizéierter Schoulgesetz vun 2004 ze verweisen. Dës kierzlech vun der Chamber decidéiert Ännerung zielt d'Méiglechkeeten op, déi en Enseignant huet, fir bei méi „klengen“ disziplinaresche Problemer anzegreifen.

Ech weisen och drop hin, datt d'Enseignanté sech an hire respektive Lycéeën kennen un déi psychosozial a sozioedukativ Servicer richten; déi kennen dann direkt Mesurë proposéieren oder d'Enseignanten un den nationale Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) weiderleeden, dee regelméisseg speziell „groupes pour jeunes“ organiséiert.

Am Kontext vun deene méi „klengen“ disziplinaresche Fäll si mir allerdéngs keng besonnesch Problemer bekannt.

ad 5. D'Gewerkschafte vun den Enseignanten hu menges Wëssens keng Fuerderungen am Beräich vun der Disziplin erhewen.

#### Question 3403 (27.10.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'assurance contre la sécheresse:

De Landwirtschaftsministère gesäit eng Bähëllef an der Héicht vu 65% fir eng Assurance géint Dréchent um Gréngland vir. Dës Assurance gouf ufanks 2017 mat der „Vereinigte Hagel“-Versécherung aus Däitschland ausgehandelt. D'Bauern, déi esou eng Assurance hunn, kënnen am Fall vun enger Dréchent den Ertragsausfall bezuelt kréien.

Wéi den Här Landwirtschaftsminister weess, war dës Fréijoeer extrem dréchen an et ass dofir och bei ville Baueren zu meteorologesche bedéngten Ertragsausfäll komm.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister dës Fro stellen:

1) Waren alleguer d'Bauern iwwert dës Assurance informéiert ginn?

2) Wann neen, firwat net a wéi eng Entschiedungsméiglechkeeten hunn déi Baueren, déi net heiriwwer informéiert gi waren?

Vu datt de Landwirtschaftsministère dës Assurance duerch eng Statshëllef ënnerstëtzt, wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Fro stellen:

3) Mécht d'Regierung eng Evaluatioun vun der Assurance?

4) Sinn dem Minister iergendwellech Problemer, zum Beispill bei der Berechnung vu Schued, am Kader vun der Assurance bekannt?

#### Réponse (28.11.2017) de M. Fernand Etgen, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

ad 1) D'Assurance géint Dréchent am Gréngland gëtt vun der däitscher Versécherung „Vereinigte Hagel“ hei zu Lëtzebuerg ugebueden a fir d'Bauern zu 65% vum Landwirtschaftsministère subventionéiert, esou wéi d'Agrargesetz an d'Bestëmmung vum der EU-Agrarpolitik dat virgesinn.

Fir 2017 eng Assurance géint Dréchent um Gréngland ofzeschléissen, hunn d'Bauere virum Stéichdatum vum 1. Abrëll missen e Kontrakt mat der „Vereinigte Hagel“ maachen.

Am Virfeld vun dësem Datum sinn d'Bauern iwwer verschidde Weeër (Landwirtschaftskammer, MBR,...) iwwert dës Assurance informéiert ginn.

ad 2) Ouni Objet

ad 3) 2017 hu 35 Baueren esou eng Assurance ofgeschloss. Insgesamt goufen 2.294 ha fir 3.246.200 € verséichert an 145.299 € Primme bezuelt, wouvun de Landwirtschaftsministère 65% iwwerholl huet.

Vun de 35 Bauere sinn 33 Baueren op 2.091 ha wéinst der Dréchent indemniséiert ginn. Insgesamt sinn 245.309 € un Entschiedungen un d'Bauern ausbezuelt ginn, d'Schuedquot läit also bei 169% an nach vill méi héich, wann ee bedenkt, datt d'Bauere jo nëmme 35% vun der Versécherungsprimm bezuelt hunn. Dës Assurance huet sech also schonns am éischte Joer als en effizient Instrument erweisen, fir d'Bauere géint Dréchent um Gréngland ofzesécheren.

ad 4) D'Assurance géint Dréchent um Gréngland ass eng Indexversécherung, déi op Donnéeën vu Referenzwiederstatiounen vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) berout. Ech wëll an dësem Kontext och nach eng Kéier betounen, datt den Ofschloss vun dëser Assurance e Privatkontrakt tëschent der „Vereinigte Hagel“ an dem Bauer ass.

Am Virfeld hat d'„Vereinigte Hagel“ festgeluecht, wat fir eng ASTA-Meteostatioun fir wat fir eng Gemeng a Fro kënnt. Dës huet sech awer an zwee Fäll als net flexibel genuch erweisen, fir der Realitéit um Terrain Rechnung ze droen.

Et huet sech och erausgestallt, datt et Regiounen am Land ginn, wou nach net genuch Referenzdonnéeën vu Wiederstatiounen do sinn. Dës Situatioun wäert sech am Laf vun de Joren awer änneren a kann och verbessert ginn, wann d'ASTA d'Méiglechkeet kritt, méi en dicht Netz vu Meteostatiounen opzebauen.

Fir 2018 huet de Landwirtschaftsministère der „Vereinigte Hagel“ proposéiert, datt déi Baueren, déi esou eng Assurance maachen, de Choix tëschent e puer Referenzmeteostatiounen vun der ASTA wäerten hunn, déi an hire Regioun leien. D'„Vereinigte Hagel“ huet dann och zougesot, där Propos ze follegen.

#### Question 3404 (27.10.2017) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le placement familial de réfugiés mineurs non accompagnés:

Pour devenir une famille d'accueil, les candidats doivent passer par un processus «sélection - préparation - formation» de 30 heures au maximum. Une fois sélectionnés, ils doivent suivre une formation de base de 100 heures ainsi qu'une formation continue de 20 heures par an.

Selon nos informations, les familles qui accueillent un réfugié mineur non accompagné, doivent se soumettre depuis peu à une formation continue spécifique. Dans ce contexte, il ressort que les familles qui accueillent déjà un réfugié mineur depuis plusieurs mois, ne reçoivent l'aide financière dont elles devraient bénéficier, qu'après avoir suivi la formation continue spécifique.

Or, toujours selon nos informations, cette formation ne se déroule qu'une seule fois par an, à savoir au mois de septembre.

Dans la mesure où, pour des raisons organisationnelles de la part du ministère, des familles qui s'engagent auprès de réfugiés mineurs risquent d'être pénalisées financièrement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la formation continue en question n'est-elle organisée qu'une seule fois par an?

- Le ministre entend-il réagir à la problématique en organisant la formation continue à plusieurs reprises au cours d'une même année?

- Dans la mesure où le ministère ne peut organiser à plusieurs reprises la formation continue en question, le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait attribuer l'aide financière de manière rétroactive aux familles qui envisagent de suivre la formation continue au mois de septembre?

#### Réponse (27.11.2017) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Afin de devenir famille d'accueil, toute personne intéressée doit respecter un certain nombre de conditions garantissant un accueil adéquat à l'enfant. Ces conditions sont réglées par le règlement grand-ducal du 17 août 2011 portant sur l'agrément. Toute demande d'agrément est à déposer avant l'accueil d'un enfant.

Les experts qui assurent une prise en charge des mineurs non accompagnés, demandeurs de protection internationale (MNA DPI) insistent sur l'importance d'une formation supplémentaire spécifique sur l'accueil d'un MNA DPI. Cette formation de 19 heures porte sur le cadre légal, l'aspect culturel et surtout l'aspect psychotraumatologique de ces jeunes qui souvent sont confrontés à une absence de repères culturels et familiaux. Ils ont vécu des expériences traumatisantes dans leur pays d'origine ainsi que des épreuves souvent douloureuses sur le chemin de l'exil. La formation dont il est question permet de préparer au mieux les familles d'accueil à la prise en charge d'un MNA DPI afin d'éviter toute forme d'échec et par conséquent une expérience traumatisante de plus pour le jeune accueilli.

Ladite formation a eu lieu pour la première fois du 28 au 30 septembre 2017 pour trois familles qui accueillent actuellement des MNA DPI. Dès qu'une nouvelle demande se présente, cette formation sera réorganisée dans les meilleurs délais.

#### Question 3405 (27.10.2017) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les activités de l'inspection du travail et des mines:

Alors que le rapport annuel de l'ITM pour 2014 recensait cinq actions «coup de poing» organisées sur des chantiers ou dans des entreprises, le rapport annuel 2015 est muet à ce sujet. Le rapport annuel 2016 n'étant toujours pas disponible, je me permets d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Les actions dites «coup de poing» constituent-elles à l'heure actuelle encore un «levier» actionné par l'ITM? Combien de telles actions ont été organisées respectivement en 2015, 2016 et 2017?

2) Alors que le rapport annuel 2015 notait des effectifs de l'ITM en baisse par rapport à 2014 (52 inspecteurs assermentés en 2015, dont neuf régulièrement opérationnels par rapport à 63 inspecteurs assermentés en 2014, dont 17 seraient régulièrement opérationnels), comment la situation du personnel de l'ITM se présente-t-elle aujourd'hui? Combien d'agents de la force publique respectivement des employés de l'État via l'ADEM ont pu être recrutés depuis 2016 et pour quelle carrière?

3) Alors que le rapport annuel 2015 annonçait l'ouverture prochaine d'un guichet régional à Wasserbillig, le site de l'ITM ne renseigne actuellement que les bureaux régionaux de Diekirch, Esch-sur-Alzette, Strassen et Wiltz. Pour quelles raisons le guichet régional à Wasserbillig n'a-t-il pas encore ouvert ses portes?

#### Réponse (27.11.2017) de M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

ad 1) La nouvelle direction de l'ITM ayant constaté que les actions dites «coup de poing», qui avaient été organisées antérieurement, n'avaient pas apporté les résultats escomptés du fait que ces dernières avaient été mises en place en dehors de toute coordination structurée et de tout agencement entraînant ainsi l'ITM dans des situations inextricables, il a décidé de mettre un terme à ces actions.

En effet, comme cela a été précisé en date du 17 mars 2015 par l'honorable Député Serge Urbany dans une interview donnée à RTL (<http://www.rtl.lu/letzebuerg/616497.html>), les anciennes opérations «coup de poing» étaient organisées en l'absence de toute notion de qualité, sans obligation de résultat ainsi qu'en l'absence de toute notion relative au développement durable.

Par ailleurs, ces opérations «coup de poing» avaient par le passé absorbé des ressources importantes (logistique, ressources humaines, etc.) par l'intervention d'une multitude d'agents de l'ITM et d'autres administrations, comme la Police grand-ducale, l'Administration des douanes et accises, l'Agence pour le développement de l'emploi, le Centre commun de la sécurité sociale et l'Administration de l'enregistrement et des domaines, sans aucun résultat et suivi concret de la part de l'ITM.

À noter également que lors de ces opérations «coup de poing», les interventions des membres de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises se limitaient principalement, sinon exclusivement, à des activités de contrôle de confinement du chantier concerné.

De ce fait et pour se donner également une autre qualité d'inspection, l'ITM a décidé depuis le début de l'année 2015 d'adopter un autre modèle d'inspection, de conseil et de contrôle en collaboration avec les autres institutions et services gouvernementaux.

À titre d'exemple, depuis le début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Suite à une formation en matière de détachement de salariés qui a été dispensée au cours du mois de juillet 2016 par des membres de l'inspectorat du travail en faveur des agents de terrain de l'Administration des douanes et accises et de l'ITM, cette coopération en matière de contrôle des entreprises détachantes et des salariés détachés a été entamée à partir du 1<sup>er</sup> août 2016.

À l'instar de la coopération avec l'Administration des douanes et accises, l'ITM envisage de continuer à développer ces coopérations avec d'autres administrations et dans d'autres matières de contrôle.

Au niveau opérationnel interne à l'ITM, la nouvelle direction avait depuis le début de l'année 2015 notamment mis en place le service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)», dont l'objectif est de pouvoir passer dès la mise à disposition à l'ITM d'un nombre suffisant en effectifs du système d'inspection réactif actuel en un système d'inspection proactif moderne permettant d'assurer le facteur qualité, d'orienter l'ITM vers une philosophie d'obligations de résultats et de contribuer ainsi finalement à un développement durable de l'administration.

Les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)», ont notamment pour mission principale de conseiller et d'assister les salariés et les employeurs lors de leurs contrôles en entreprise ou sur les chantiers temporaires ou mobiles, de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de sécurité et santé au travail, mais également de veiller et de faire veiller à l'application de la législation relative aux conditions de travail et à la protection des salariés et de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de sécurité et santé au travail.

Pour les cas où les employeurs ou les salariés ne sont pas disposés à se conformer aux dispositions précitées, les inspecteurs du travail de ce service peuvent constater les infractions dans les domaines relevant de leur compétence et en aviser le procureur d'État.

En ce qui concerne les actions de contrôle, les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)» devront à l'avenir assurer à côté des actions à court terme également la mise en œuvre d'actions à moyen et à long terme.

En ce qui concerne les actions à court terme, les inspecteurs du travail effectuent actuellement des contrôles et enquêtes définies en fonction des informations et des réclamations qui ont été communiquées par les agents du service «Help Center HCC».

Actuellement, les inspecteurs du travail en charge de toutes ces activités agissent au sein d'un «pool» selon le système «FIFO» (First In

First Out) du fait du manque latent en nombre suffisant d'inspecteurs.

En ce qui concerne les actions à moyen terme, il est envisagé de mettre en place des actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, alimentées de la part du service «Help Center HCC» après une évaluation globale de tous les éléments factuels. En ce qui concerne les actions à long terme, des contrôles réguliers et un développement de stratégies par secteurs économiques pourront être organisés à condition de pouvoir disposer des effectifs nécessaires pour ce faire.

Par contre, au lieu des actions dites «coup de poing», les contrôles suivants ont été effectués par les différents services de l'ITM durant l'année 2016 qui ont tous abouti à une régularisation de la situation rencontrée en entreprise ou bien sur le chantier, respectivement pour lesquels les employeurs concernés ont été sanctionnés soit par une amende administrative ou bien que leur dossier a été transmis au ministère public:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) En 2014, l'ITM comptait 63 inspecteurs du travail assermentés, dont 17 étaient régulièrement opérationnels.

En 2015, l'ITM comptait 52 inspecteurs du travail assermentés, dont neuf étaient régulièrement opérationnels.

En 2016, l'ITM comptait 47 inspecteurs du travail assermentés, dont onze étaient régulièrement opérationnels, suite à une affectation de deux inspecteurs du travail du service «Accidents, Enquêtes et Contrôles (AEC)» vers le service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)».

Actuellement (période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 octobre 2017), l'ITM compte 50 inspecteurs du travail assermentés, dont 16 sont régulièrement opérationnels, suite à une affectation de cinq inspecteurs de travail du service «Help Center (HCC)» vers le service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)».

À la fin de l'année 2016, les effectifs de l'ITM se chiffrent comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Un effectif de 117 personnes composé de 65 fonctionnaires et de 52 employés de l'État. S'y ajoutent encore six salariées (femmes de ménage), un fonctionnaire détaché, sept CAE et deux OTI pour compter un effectif total de 133 personnes en 2016. En ce qui concerne les postes autorisés mais non encore occupés, le nombre s'élevait à quatre postes ouverts pour les fonctionnaires et cinq pour les employés, donc en total neuf postes ouverts.

La situation des départs/arrivées pour l'année 2016 se présente comme suit:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En vue de promouvoir l'efficacité et l'efficience de ses services permettant ainsi de garantir l'exécution de ses multiples missions, l'ITM est tenue de continuer à recruter davantage de personnel dédié aux inspections et contrôles pour faire face au nombre subséquent de départs en retraite.

Cette mesure s'impose encore plus pertinemment en tenant compte du nombre croissant de missions qui lui ont été dernièrement et qui lui seront encore prochainement confiées en vertu des nouvelles dispositions légales ou réglementaires, ainsi qu'en raison de l'accroissement constant du nombre de salariés et d'entreprises qui relèvent de son champ d'application.

À noter qu'en tenant compte de la recommandation (un inspecteur pour 8.000 salariés) pour les pays hautement industrialisés du Bureau international du travail (BIT), l'ITM devrait disposer de 57 inspecteurs du travail au sein du service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)» au lieu de onze inspecteurs du travail en 2016.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour pouvoir faire face le plus rapidement possible à ce manque de personnel, l'ITM avait décidé fin 2015 de diversifier ses méthodes de recrutement en essayant notamment de recruter des agents de la carrière inférieure, moyenne et supérieure via les voies classiques prévues par la fonction publique.

L'exercice du métier d'inspecteur du travail requérant non seulement une formation en matière de sécurité et de santé au travail, mais également en matière de droit du travail, nous avons également dû constater que les candidats ayant une formation scientifique refusent le poste offert par l'ITM en raison des formations qu'ils devraient suivre en matière de droit du travail, alors que nous avons des besoins urgents de pouvoir également recruter des ingénieurs diplômés, voire des ingénieurs techniciens. Par ailleurs, nous avons constaté des difficultés pour les agents ayant une formation administrative de devoir œuvrer en matière de sécurité et de santé au travail étant donné que ces derniers ne disposent pas des connaissances nécessaires en la matière.

Ainsi, une nouvelle mesure de recrutement en collaboration avec l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) avait été réalisée au début de l'année 2016 moyennant laquelle 13 nouveaux stagiaires des groupes de traitement B1 et A2 ont pu être recrutés par l'ITM moyennant un contrat à durée déterminée.

Aussi, il a été convenu que ces stagiaires pourront acquérir la qualité de fonctionnaire sous condition d'avoir réussi l'examen-concours qui est organisé par la fonction publique au cours de la durée de leur contrat à durée déterminée de deux ans. L'obtention de la qualité de fonctionnaire s'impose pour pouvoir exercer le métier d'inspecteur du travail afin de pouvoir mettre en œuvre les prérogatives de puissance publique qui leurs sont conférées par la loi cadre de l'ITM.

À noter que la qualité de stagiaire implique que dans les meilleurs des cas, ces stagiaires ne pourront commencer leur fonction et exercer leurs activités comme inspecteur du travail assermenté qu'après une période de cinq ans, voire au mieux après une période de quatre ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année.

Par conséquent, le recrutement visant à renforcer les effectifs de l'ITM en vue de pouvoir faire face aux départs en retraite et en vue de pouvoir promouvoir l'efficacité et l'efficience de ses services permettant ainsi de garantir l'exécution de ses multiples missions, s'avère rester un problème récurrent pour l'ITM à moyen et à plus long terme.

Une issue permettant d'éviter ces différents problèmes de recrutement serait dès lors de créer en premier lieu une carrière de l'inspecteur du travail spécifique, à l'image de celle existant pour les agents de la Police grand-ducale, ainsi qu'une grille de traitement propre en faveur des membres de l'inspectorat du travail:

- permettant de rendre plus attractif l'exercice du métier de l'inspecteur du travail,

- de recruter davantage de candidats qui sont impérativement nécessaires pour garantir l'exécution de toutes les différentes missions de l'ITM.

Cette réflexion pourrait constituer une solution possible au problème de recrutement de l'ITM, qui doit toutefois être discutée et décidée par la politique en vue de résoudre la situation existante et ainsi renverser le phénomène que le nombre des départs soit plus élevé que le nombre des nouvelles embauches.

Par ailleurs, l'article 7 de la Convention OIT n°81 sur l'inspection du travail dispose que:

1. Sous réserve des conditions auxquelles la législation nationale soumettrait le recrutement des membres des services publics, les inspecteurs du travail seront recrutés uniquement sur la base de l'aptitude du candidat à remplir les tâches qu'il aura à assumer.

2. Les moyens de vérifier ces aptitudes seront déterminés par l'autorité compétente.

3. Les inspecteurs du travail doivent recevoir une formation appropriée, pour l'exercice de leurs fonctions.

Il s'ensuit que suivant cette norme internationale du travail, les inspecteurs du travail devraient uniquement être soumis à un examen-concours qui serait organisé par l'ITM afin que les candidats qui s'y présentent puissent être examinés moyennant des épreuves concernant des tâches qu'ils auraient à assumer par la suite.

L'objectif de l'ITM, c'est de pouvoir augmenter ses effectifs à au moins 200 agents au total au cours des dix prochaines années afin de pouvoir donner satisfaction aux multiples attentes de tous les acteurs du monde du travail, ceci toujours dans une optique du développement durable avec des objectifs à réaliser à court, moyen et long terme et ainsi être en mesure d'apporter la plus-value dont l'économie luxembourgeoise a besoin.

Des solutions à plus court terme sont en discussion avec le Ministre de la Fonction publique.

ad 3) Dès le 1<sup>er</sup> mars 2015, la nouvelle direction de l'ITM avait pris la décision de renforcer les effectifs du service «Help Center (HCC)» étant donné que ce dernier allait se charger de l'accueil des clients (salariés et employeurs) au sein des guichets de l'ITM situés à Diekirch, à Esch-sur-Alzette et à Strassen.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2016 et en vue d'améliorer encore davantage la proximité et l'offre à nos clients, la nouvelle direction avait décidé d'ouvrir un nouveau guichet régional à Wiltz. Actuellement, le guichet de Wiltz est ouvert le mercredi de chaque semaine de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00.

Les autres jours de la semaine les usagers peuvent se rendre au guichet régional de Diekirch pendant les mêmes heures.

À noter que les deux autres guichets régionaux de l'ITM situés à Strassen et à Esch-sur-Alzette sont ouverts au public du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00 permettant ainsi aux administrés de bénéficier d'un service personnalisé à leur écoute leur permettant ainsi un avantage considérable au niveau de leur flexibilité personnelle.

Actuellement, les administrés ont la possibilité de se rendre personnellement auprès des quatre guichets régionaux de l'ITM, dont les locaux sont partagés avec ceux de l'ADEM, ce qui a pour avantage supplémentaire de réduire au minimum les frais d'exploitation des administrations concernées de l'État.

Au début de l'année 2015, l'ITM avait envisagé l'ouverture de trois autres guichets supplémentaires situés à Wasserbillig, à Dudelange et à Differdange dans les locaux des agences régionales de l'ADEM.

Or, en raison du manque d'espaces suffisants dans les locaux de l'ADEM situés à Wasserbillig, à Dudelange et à Differdange, en raison du défaut de locaux propres à l'ITM ainsi qu'en raison du manque d'effectifs, ces guichets supplémentaires n'ont pour l'instant pas encore pu être mis en place.

#### Question 3406 (27.10.2017) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les déclarations de naissance:

Conformément à l'article 55 du Code civil, les déclarations de naissance devront être faites dans les cinq jours de l'accouchement à l'officier de l'état civil du lieu de la naissance. Après avoir effectué ces démarches, nombreux sont les parents qui s'étonnent de ne pas voir leur enfant automatiquement inscrit sur le registre communal de leur commune de résidence.

Il est vrai que la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques indique clairement que «le registre communal est distinct du registre de l'état civil» et que toute personne - y compris donc les nouveau-nés - qui établit sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune est tenue d'en faire la déclaration auprès de ladite commune. Dans un souci de simplification administrative, il convient toutefois de se demander si les informations recueillies par l'officier de l'état civil, notamment en matière de naissance, ne devraient pas automatiquement être communiquées aux communes de résidence respectives.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres ont-ils déjà mené des réflexions pour simplifier la vie des nombreux parents?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils optimiser le flux d'informations?

Réponse (27.11.2017) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

La question des honorables Députés concerne les déclarations de naissance au Grand-Duché de Luxembourg et l'inscription subséquente des nouveau-nés dans le Registre national des personnes physiques (RNPP).

Rappelons en premier lieu que la déclaration de naissance doit être effectuée auprès de l'officier de l'état civil de la commune du lieu de naissance.

Or, depuis l'entrée en vigueur des dispositions afférentes de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, l'inscription que l'officier de l'état civil effectue dans le programme de l'état civil est automatiquement notifiée au RNPP. Suite à cette inscription, une notification automatique est envoyée à la commune de résidence qui reste compétente pour valider l'adresse du nouveau-né dans le RNPP.

Il ressort des développements ci-dessus qu'une procédure simple est déjà en place.

Je tiens à préciser que je vais adresser prochainement une circulaire aux communes rappelant le flux d'informations suite à une déclaration de naissance au Grand-Duché de Luxembourg.

**Question 3407** (27.10.2017) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'aménagement du territoire:

Face aux problèmes provoqués par la croissance économique, le Gouvernement est convaincu qu'il faut élaborer un nouveau Programme directeur de l'aménagement du territoire. La méthode utilisée sera celle d'une participation active des citoyens dans le cadre d'un débat structuré sur cinq thèmes. Ils seront accompagnés par des experts.

Dans ce contexte, j'aimerais demander comment Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures entend intégrer l'expertise en matière d'aménagement du territoire existant dans le pays, en particulier à l'Université du Luxembourg et dans les centres de recherche publics dont le LISER, ainsi que l'expertise professionnelle. Monsieur le Ministre peut-il rendre publique la liste de tous les experts auxquels il compte faire appel pour son entreprise ambitieuse?

**Réponse** (27.11.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le processus de refonte du Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) de 2003 a débuté suite à la table ronde «Wéi e qualitative Wuesstum fir eist Land» de novembre 2016. Après une année 2017 d'intense préparation, l'année 2018 verra la participation de différentes parties prenantes (experts, citoyens, ministères) au sujet de la refonte du PDAT. L'année 2019 mobilisera encore plus spécifiquement les experts et les professionnels de l'aménagement du territoire. En effet, les experts sont mobilisés tout au long du processus, avec deux moments forts: le processus participatif dans le cadre des laboratoires régionaux constitués de citoyens, experts, représentants communaux et ministériels, et qui se déroulera entre février et juillet 2018, et la rédaction proprement dite du PDAT, courant 2019. Les institutions citées dans la question parlementaire - à savoir le LISER et l'Université du Luxembourg - ont dès le départ été associés au processus.

Au cours de l'année 2017, un groupe de travail interministériel (Policy Lab) pour la refonte du PDAT a été constitué. Chaque ministère y est représenté par son «expert» en aménagement du territoire. Organe d'orientation et de recommandation, sa mission principale consiste à suggérer la portée de la refonte, des processus, des méthodes et des solutions. En outre, le Policy Lab garantit la facilitation d'échanges et des synergies avec tous les ministères, administrations et organisations saillants.

À deux reprises - en avril et septembre 2017 - l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT) regroupant nombre d'experts et de professionnels de l'aménagement du territoire, dont le LISER et l'Université du Luxembourg, a été sollicité par le Département de l'aménagement du territoire.

Actuellement le repérage et l'inventaire de toutes les parties prenantes et tous les experts pertinents, déclinés par région, est en cours. Ces experts participeront aux ateliers régionaux, sur un pied d'égalité avec les citoyens, en combinant leurs expertises techniques à l'expertise personnelle des citoyens, en vue de dériver des recommandations pour la rédaction du PDAT. En effet, la méthode de changement collaboratif retenue considère que les citoyens sont experts de leurs conditions et espaces de vie locale.

Au bout d'une analyse profonde et détaillée de toutes les parties prenantes, les experts seront invités nominalement aux ateliers régionaux, en fonction de leur pertinence pour l'aménagement du territoire, les régions, les thèmes de discussion retenus. Le processus d'analyse étant toujours en cours à ce stade, une liste provisoire des invités reprend déjà 180 experts.

Comme le suggère la méthode retenue ainsi que l'envergure du répertoire d'identification des spécialistes ayant une pertinence pour les régions, il s'agit de mettre à disposition des ateliers régionaux une expertise très diversifiée et pluridisciplinaire, répondant à la spécificité de la région et aux préoccupations des gens. Les institutions citées dans la question de l'honorable Député sont bien entendu prévues, tout comme les autres instituts de recherche

publique, des syndicats intercommunaux, administrations, établissements publics, sociétés, associations sans but lucratif, etc.

Une fois les recommandations des participants aux laboratoires régionaux à la refonte du PDAT finalisées et rassemblées (fin 2018), le travail de refonte sera poursuivi avec la nouvelle mobilisation du groupe de travail interministériel et d'autres experts et professionnels en vue de rédiger le PDAT, sur base des recommandations des différents laboratoires régionaux. Il s'agit de transcrire les recommandations dans le langage (réglementaire et stratégique) précis et clair qu'exige un document d'orientation pour les praticiens et professionnels de l'aménagement du territoire.

Comme par le passé, le CSAT sera invité à donner son avis aux étapes clés. Quant au LISER, le Département de l'aménagement du territoire collabore de manière structurelle avec cet institut dans le cadre d'un accord de collaboration avec l'Observatoire du développement spatial logé au LISER.

**Question 3408** (27.10.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL)**:

La Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) est l'organe représentatif des élèves des lycées du Luxembourg. Elle est composée de délégués, qui sont nommés par leur comité d'élèves pour représenter officiellement leur lycée au sein de la conférence. Dans le cadre de cette mission, les représentants des comités d'élèves se déplacent régulièrement pour participer à diverses activités organisées par la CNEL.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que les délégués de la CNEL sont assurés par leur lycée respectif lorsqu'ils se déplacent aux réunions/activités de la CNEL pendant les heures de cours? Dans l'affirmative, sous quelles conditions?

- Est-ce que les délégués de la CNEL sont assurés par leur lycée respectif lorsqu'ils se déplacent aux réunions/activités de la CNEL en dehors des heures de cours? Si oui, sous quelles conditions?

- Est-ce que les délégués sont assurés lors d'un déplacement à l'étranger ayant lieu pendant les vacances scolaires? Dans l'affirmative, sous quelles conditions?

- Est-ce que les élèves majeurs qui se déplacent en voiture privée sont assurés? Leur voiture est-elle assurée? Dans l'affirmative, sous quelles conditions?

- Dans ce cas-ci précis, si l'élève majeur ramène dans sa voiture privée d'autres délégués, est-ce que ceux-ci sont assurés?

- Les élèves mineurs ont-ils besoin d'une autorisation parentale lors de leur déplacement et participation aux réunions/activités de la CNEL?

- Dans la mesure où certaines activités organisées par la CNEL s'adressent aussi aux membres des comités d'élèves, est-ce que ceux-ci sont aussi assurés lorsqu'ils participent aux réunions de la CNEL? Si oui, sous quelles conditions?

**Réponse** (28.11.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Dans la question parlementaire, Madame la Députée souhaite savoir si les activités des délégués de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg sont couvertes par l'assurance accident.

Les délégués de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg ne figurent pas à l'article 91 du Code de la sécurité sociale dans sa teneur actuelle. Les activités de ces délégués ne sont pas non plus énumérées au règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire.

Ni les délégués de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg, ni leurs activités ne sont partant couverts par l'Association d'assurance accident.

Les services compétents de mon département vont se concerter avec les services compétents du Ministère de la Sécurité sociale pour compléter l'article 91 du Code de la sécurité sociale et le règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 visé ci-dessus dans ce sens.

Les élèves mineurs qui participent à une manifestation de la CNEL sont libérés d'office de la

fréquentation des cours, mais doivent disposer d'une autorisation parentale.

**Question 3410** (30.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **uniformes de l'Armée luxembourgeoise**:

Viru Kuerzem ass bekannt ginn, datt den Här Minister plangt, fir der Arméi nei Uniformen ze ginn. An deem Kontext wéilt ech dem Här Verdeegeungsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt hien d'Intentioun huet, der Lëtzebuerger Arméi nei Uniformen ze ginn?

2. Wat soll d'Zil vun esou Verännerunge sinn? Fir wéini wäeren esou Ännerunge virgesinn?

3. Wéi soll déi nei Uniform ausgesinn? Gëtt et Virbillen am Ausland?

4. Wéi eng Type vun Uniformen oder Tenuë wäeren heivu betraff? Wéilt den Här Minister zum Beispill déi britesch Traditioun vum „Service dress“ ofänneren oder ofschaffen? Wa jo, firwat?

5. Wéilt d'Regierung un den Traditione vum de Lëtzebuerger Uniforme festhalen (Wope vum Jang de Blannen, orange Rimm fir d'Offizéier, schwaarze Béret an esou virun)?

6. Wéilt d'Regierung nees eng Summerbox bei der Summeruniform aféieren, nodeem déi virun e puer Joer aus budgetäre Grënn ofgeschafft gouf?

7. Kann d'Regierung dofir suergen, datt esou vill wéi méiglech Uniforme vum der Lëtzebuerger Arméi, vum der Police a vun anere Corpsen hei am Land produziéiert ginn?

8. Wéilt d'Regierung, ausser den Uniformen, nach aner Saache bei der Arméi änneren, wéi zum Beispill Wopen, Ofzeechen an esou virun? Wa jo, wéi a firwat?

**Réponse** (28.11.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Ech denken driwwer no, Upassungen un der aktueller Uniform vum der Lëtzebuerger Arméi virzehuelen. Eng Entscheidung, déi an enker Concertatioun mam Groussherzog a mat der Arméi muss geholl ginn, ass nach net getraff.

Zil wier et, d'Uniform opzefrëschen an hir eng méi modern Touche ze ginn a se duerch besert Material méi agreabel a confortabel ze maachen. Dobäi wéilt ech un den Traditione vum Lëtzebuerger Militärfesthalen. Fir de Moment ass et verfréit, Aussoen iwwer en Zäitplang, d'Ausgesinn, Virbillen oder Produzenten ze maachen. Dobäi stinn d'Ofschafé vum der britescher Traditioun vum „Service dress“ oder Ännerunge bei de Wopen, dem Rimm, dem Béret an den Ofzeeche vum der Arméi net zur Debatt.

**Question 3411** (30.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**abolition de l'heure d'été**:

Ee Member vun der Regierung huet rezent d'Ofschafé vum der Summerzäit gefuerdert. Hien huet drop verwisen, datt d'Zäitstellung den natierleche Rhythmus vu Mënsch an Déier géif duerchernebréngen, wat mat sëlliche Problemer verbonnen ass.

An deem Kontext géif ech gär folgend Fro un d'Regierung stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat en eventuell Ofschafé vum der Summerzäit ueget?

**Réponse** (23.11.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

D'Fro vun enger eventuel Ofschafung vun der Summerzäit ass eng, déi a regelméissegen Ofstänn ëmmer erëmkënn, an elo och nees op europäeschem Niveau diskutéiert gëtt, an net alleng national kann traitéiert ginn.

Mir hunn eng europäesch Direktiv (200/84/CE vum Parlament a vum Conseil vum 19. Januar 2001), déi sech aktuell applizéiert an zu Lëtzebuerg fir d'lescht ëmgesat gouf duerch den „règlement grand-ducal vum 28. Juli 2017 fixant la fin de l'heure légale d'été pour l'année 2017 et fixant la période de l'heure légale d'été pour les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022“.

Déi eventuell Ännerung oder Ofschafung vun dem aktuelle System muss ënnert den europäesche Memberstaten diskutéiert ginn an et muss ofgewie ginn, wéi d'Virdeeler an d'No-deeler vum System en rapport zueneer stinn.

**Question 3416** (30.10.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **mesures consulaires à l'encontre de pays tiers refusant le rapatriement de demandeurs d'asile déboutés**:

En effet, selon les dires de la presse internationale, l'Union européenne propagerait des restrictions en matière de délivrance de visas à l'encontre de ressortissants de pays tiers refusant le rapatriement de demandeurs d'asile déboutés (cf. Die Welt, «Visumstrafen für Länder, die sich gegen Rückführung wehren», 29.10.2017). Le premier pays contre lequel ce «levier des visas» aurait été utilisé serait la République populaire du Bangladesh. Selon le précité article, le Gouvernement allemand semble approuver la nouvelle ligne consulaire: «Bundesinnenminister Thomas de Maizière begrüßte das Vorgehen der EU: „Wenn es trotz der entsprechenden Verpflichtung eines Drittstaats regelmäßig Schwierigkeiten bei der Rückübernahme seiner Staatsangehörigen gibt, ist es nur konsequent, im Gegenzug die Einreise von Menschen aus diesem Land an engere Voraussetzungen zu knüpfen.“» Et de continuer: «Das Beispiel Bangladesch belege, dass der Visumhebel Wirkung zeige, „wenn die EU-Mitgliedstaaten gemeinsam handeln, und darin bin ich mir mit all meinen europäischen Ministerkollegen einig“.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur la position luxembourgeoise relative à cette nouvelle ligne consulaire du «levier des visas - Visumhebel» dans le cadre d'un refus de rapatriement par des pays tiers?

2. Monsieur le Ministre peut-il dès lors confirmer les affirmations du Ministre de l'Intérieur allemand selon lesquelles il y aurait un accord européen en la matière? Dans l'affirmative, s'agit-il d'un accord formalisé?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il également m'informer sur les conséquences éventuelles du précité accord pour l'avenir pratique de la politique d'asile européenne et luxembourgeoise?

**Réponse** (21.11.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Les accords de réadmission sont, depuis longtemps, un moyen essentiel de lutter contre l'immigration irrégulière, que ce soit au niveau bilatéral, intergouvernemental ou européen. Depuis le sommet UE-Afrique de La Valette en 2015, le Luxembourg a toujours plaidé pour l'utilisation d'incitants positifs afin de motiver des pays tiers à coopérer dans le cadre de la politique de retour de l'Union européenne. En vertu du droit international coutumier, un État a l'obligation de réadmettre ses propres ressortissants. Lorsqu'un pays tiers refuse cette coopération à l'Union européenne, il est cohérent que cette dernière examine si le pays en question peut continuer à pouvoir bénéficier d'allègements au niveau de la politique des visas qui est une partie intégrante de la politique migratoire de l'Union européenne.

Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne affirme de manière explicite la compétence partagée de l'Union et des États membres en matière de réadmission. Les représentants des gouvernements des États membres et ceux des pays associés ont convenu de procéder à un examen au cas par cas des manquements de coopération dont feraient preuve des pays tiers en matière de réadmission. Il est à noter que des arrangements sous forme de procédures opérationnelles visant un pays tiers déterminé, comme le cas évoqué par l'honorable Député, sont classifiés au niveau de l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'un accord international.

Les mesures évoquées ne relèvent pas de la politique d'asile européenne, mais des politiques de réadmission et de visa.